

# Résolutions et décisions du Conseil de sécurité

1<sup>er</sup> août 2011 – 31 juillet 2012

Conseil de sécurité

Documents officiels



Nations Unies • New York, 2012

## NOTE

Le présent recueil des *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité* contient les résolutions adoptées et les décisions prises par le Conseil durant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> août 2011 et le 31 juillet 2012 au sujet des questions de fond ainsi que les décisions prises par le Conseil sur certaines des plus importantes questions de procédure. Les résolutions et décisions figurent dans la première et la deuxième partie sous un titre général désignant la question dont il s'agit. Dans chaque partie les questions sont classées d'après la date à laquelle le Conseil les a examinées pour la première fois; sous chaque question les résolutions et décisions figurent dans l'ordre chronologique.

Les résolutions sont numérotées dans l'ordre de leur adoption. On a fait suivre le texte des résolutions des résultats du vote. En règle générale, les décisions ne sont pas mises aux voix.

S/INF/67
----------

# Table des matières

	<i>Page</i>
<b>Membres du Conseil de sécurité en 2011 et 2012.....</b>	vii
<b>Résolutions adoptées et décisions prises par le Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> août 2011 au 31 juillet 2012.....</b>	1
 <i>Première partie. Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales</i>	
Questions concernant la situation au Moyen-Orient :	
A. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne .....	1
B. La situation au Moyen-Orient.....	4
Communications concernant la question Inde-Pakistan .....	28
La situation à Chypre.....	28
La situation concernant le Sahara occidental .....	34
La situation au Timor-Leste .....	38
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies.....	43
La situation entre l'Iraq et le Koweït.....	46
La situation au Libéria.....	46
La situation en Somalie .....	59
Questions concernant la situation dans l'ex-Yougoslavie :	
A. La situation en Bosnie-Herzégovine.....	92
B. Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité .....	98
C. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 .....	100
Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994.....	101
Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	
Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994.....	106
La question concernant Haïti .....	109
La situation au Burundi .....	118
La situation en Afghanistan.....	122
La situation en Sierra Leone .....	143
Relations entre le Cameroun et le Nigéria.....	149
La situation concernant la République démocratique du Congo.....	149
La situation en République centrafricaine .....	161

## Table des matières

	<i>Page</i>
La situation en Guinée-Bissau .....	166
Protection des civils en période de conflit armé .....	177
Les femmes et la paix et la sécurité.....	178
Exposé du Président de la Cour internationale de Justice.....	184
Exposé du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe .....	185
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) :	
A. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre .....	185
B. Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement .....	186
C. Force intérimaire des Nations Unies au Liban.....	186
D. Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental .....	187
E. Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo .....	187
F. Mission des Nations Unies au Libéria .....	188
G. Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire .....	188
H. Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti .....	188
I. Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste .....	189
J. Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour.....	189
K. Mission des Nations Unies au Soudan du Sud .....	189
L. Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne.....	190
Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme.....	190
Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité.....	194
La situation en Côte d'Ivoire .....	195
Mission du Conseil de sécurité.....	206
Promotion et renforcement de l'état de droit dans le cadre des activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales .....	206
Région de l'Afrique centrale.....	209
Non-prolifération des armes de destruction massive .....	215
Rapports du Secrétaire général sur le Soudan.....	215
Consolidation de la paix après les conflits .....	249
La situation concernant l'Iraq .....	251
Menaces contre la paix et la sécurité internationales .....	254
Non-prolifération.....	256

## Table des matières

	<i>Page</i>
Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest :	
A. Questions d'ordre général .....	258
B. Piraterie dans le golfe de Guinée .....	259
Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée .....	262
Maintien de la paix et de la sécurité internationales :	
A. Prévention des conflits .....	264
B. Faire avancer la réforme du secteur de la sécurité : perspectives et difficultés rencontrées en Afrique .....	266
C. Nouveaux défis à la paix et à la sécurité internationales et prévention des conflits .....	269
D. Non-prolifération, désarmement et sécurité nucléaires .....	269
Paix et sécurité en Afrique :	
A. Questions d'ordre général .....	272
B. Impact de la criminalité transnationale organisée sur la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel .....	285
Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales .....	287
La situation en Libye .....	292
 <b><i>Deuxième partie. Autres questions examinées par le Conseil de sécurité</i></b>	
Documentation, méthodes de travail et procédure du Conseil de sécurité :	
A. Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507) .....	309
B. Questions d'ordre général .....	309
Examen du projet de rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale .....	314
Cour internationale de Justice :	
A. Date de l'élection à un siège vacant de la Cour internationale de Justice .....	315
B. Élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice (S/2011/452, S/2011/453 et S/2011/454) .....	315
C. Élection d'un membre de la Cour internationale de Justice (S/2012/211, S/2012/212 et Add.1 et S/2012/213) .....	316
Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies .....	316
<b>Questions inscrites pour la première fois à l'ordre du jour du Conseil de sécurité entre le 1<sup>er</sup> août 2011 et le 31 juillet 2012 .....</b>	<b>317</b>
<b>Répertoire des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> août 2011 au 31 juillet 2012 .....</b>	<b>319</b>
<b>Projets de résolution examinés en séance officielle et non adoptés .....</b>	<b>323</b>
<b>Répertoire des déclarations faites par le Président du Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> août 2011 au 31 juillet 2012 .....</b>	<b>325</b>



## Membres du Conseil de sécurité en 2011 et 2012

En 2011 et 2012, les membres du Conseil de sécurité étaient les suivants :

### 2011

Afrique du Sud  
Allemagne  
Bosnie-Herzégovine  
Brésil  
Chine  
Colombie  
États-Unis d'Amérique  
Fédération de Russie  
France  
Gabon  
Inde  
Liban  
Nigéria  
Portugal  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord

### 2012

Afrique du Sud  
Allemagne  
Azerbaïdjan  
Chine  
Colombie  
États-Unis d'Amérique  
Fédération de Russie  
France  
Guatemala  
Inde  
Maroc  
Pakistan  
Portugal  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord  
Togo





# Résolutions adoptées et décisions prises par le Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> août 2011 au 31 juillet 2012

## *Première partie. Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales*

### QUESTIONS CONCERNANT LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

#### A. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne<sup>1</sup>

##### Décisions

À sa 6602<sup>e</sup> séance, le 25 août 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. B. Lynn Pascoe, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 6623<sup>e</sup> séance, le 27 septembre 2011, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. B. Lynn Pascoe, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 6636<sup>e</sup> séance, le 24 octobre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, du Bangladesh, de Cuba, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Équateur, de l'Indonésie, de l'Islande, d'Israël, du Japon, de la Jordanie, du Kazakhstan, du Koweït, de la Malaisie, des Maldives, du Maroc, du Nicaragua, de la Norvège, de l'Ouganda, du Pakistan, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République islamique d'Iran, de la République populaire démocratique de Corée, du Soudan, de Sri Lanka, de la Tunisie, de la Turquie et du Viet Nam à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, en réponse à la demande qu'il a adressée à la Présidente du Conseil le 20 octobre 2011<sup>2</sup>.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. B. Lynn Pascoe, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, et à M. Abdou Salam Diallo, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6662<sup>e</sup> séance, le 21 novembre 2011, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

<sup>1</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2000 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>2</sup> Document S/2011/653, incorporé dans le procès-verbal de la 6636<sup>e</sup> séance.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Robert H. Serry, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne.

À sa 6692<sup>e</sup> séance, le 20 décembre 2011, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Oscar Fernandez-Taranco, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

À sa 6706<sup>e</sup> séance, le 24 janvier 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Arabie saoudite, de l'Australie, de Bahreïn, du Bangladesh, du Bénin, du Brésil, de Cuba, de l'Égypte, de l'Indonésie, de l'Islande, d'Israël, du Japon, de la Jordanie, du Kazakhstan, du Koweït, du Liban, de la Libye, de la Malaisie, de la Norvège, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République islamique d'Iran, de la République populaire démocratique de Corée, de Sri Lanka, de la Tunisie et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, en réponse à la demande qu'il a adressée au Président du Conseil le 23 janvier 2012<sup>3</sup>.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Oscar Fernandez-Taranco, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, et à M. Abdou Salam Diallo, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6725<sup>e</sup> séance, le 28 février 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. B. Lynn Pascoe, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 6742<sup>e</sup> séance, le 27 mars 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Robert H. Serry, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne.

À sa 6757<sup>e</sup> séance, le 23 avril 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Arabie saoudite, de l'Australie, du Bangladesh, du Brésil, du Canada, de Cuba, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Équateur, de l'Indonésie, de l'Islande, d'Israël, du Japon, de la Jordanie, du Kazakhstan, du Liban, de la

---

<sup>3</sup> Document S/2012/56, incorporé dans le procès-verbal de la 6706<sup>e</sup> séance.

Malaisie, du Nicaragua, de la Norvège, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République islamique d'Iran, de la République populaire démocratique de Corée, de Sri Lanka, de la Tunisie et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, en réponse à la demande qu'il a adressée à la Présidente du Conseil le 19 avril 2012<sup>4</sup>.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. B. Lynn Pascoe, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, et à M. Abdou Salam Diallo, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6775<sup>e</sup> séance, le 29 mai 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Robert H. Serry, Coordinonateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne.

À sa 6788<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Oscar Fernandez-Taranco, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

À sa 6816<sup>e</sup> séance, le 25 juillet 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Arabie saoudite, de l'Australie, du Brésil, du Canada, de Cuba, de l'Égypte, de l'Indonésie, de l'Islande, d'Israël, du Japon, du Kazakhstan, du Liban, de la Malaisie, des Maldives, de la Norvège, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République islamique d'Iran, de Sri Lanka, de la Tunisie et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, en réponse à la demande qu'il a adressée au Président du Conseil le 24 juillet 2012<sup>5</sup>.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Robert H. Serry, Coordinonateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne, et à M. Abdou Salam Diallo, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

---

<sup>4</sup> Document S/2012/247, incorporé dans le procès-verbal de la 6757<sup>e</sup> séance.

<sup>5</sup> Document S/2012/574, incorporé dans le procès-verbal de la 6816<sup>e</sup> séance.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

## **B. La situation au Moyen-Orient<sup>6</sup>**

### **Décisions**

À sa 6598<sup>e</sup> séance, le 3 août 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>7</sup> :

« Le Conseil de sécurité se déclare gravement préoccupé par la détérioration de la situation en République arabe syrienne et déplore profondément la mort de nombreuses centaines de personnes.

« Le Conseil condamne les violations généralisées des droits de l'homme et l'emploi de la force contre des civils par les autorités syriennes.

« Le Conseil demande qu'il soit mis fin immédiatement à toutes les violences et engage instamment toutes les parties à faire montre de la plus grande retenue et à s'abstenir d'exercer des représailles, notamment de s'en prendre aux institutions de l'État.

« Le Conseil demande aux autorités syriennes de respecter pleinement les droits de l'homme et de se conformer aux obligations que leur impose le droit international applicable. Les responsables des violences devront rendre compte de leurs actes.

« Le Conseil prend acte des promesses de réforme faites par les autorités syriennes et déplore l'absence de progrès dans leur mise en application, et demande au Gouvernement syrien de tenir ses engagements.

« Le Conseil réaffirme son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne. Il souligne que la seule solution pour sortir de la crise actuelle consiste pour la République arabe syrienne à mener un processus politique sans exclusive qui réponde véritablement aux aspirations et préoccupations légitimes de la population afin que tous les Syriens puissent exercer pleinement leurs libertés fondamentales, notamment la liberté d'expression et de rassemblement pacifique.

« Le Conseil demande aux autorités syriennes de remédier à la situation qui règne sur le plan humanitaire dans les zones en crise, en cessant d'employer la force contre les villes touchées, d'autoriser la circulation sans entrave ni retard des organismes et travailleurs humanitaires internationaux, et de coopérer pleinement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

« Le Conseil prie le Secrétaire général de le tenir informé de la situation en République arabe syrienne dans les sept jours. »

À sa 6605<sup>e</sup> séance, le 30 août 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Espagne, d'Israël et de l'Italie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Lettre, en date du 5 août 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2011/488) ».

---

<sup>6</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1967 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>7</sup> S/PRST/2011/16. Un membre (Liban) a indiqué se dissocier de la déclaration.

**Résolution 2004 (2011)  
du 30 août 2011**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* toutes ses résolutions précédentes concernant le Liban, en particulier les résolutions 425 (1978) et 426 (1978) du 19 mars 1978, 1559 (2004) du 2 septembre 2004, 1680 (2006) du 17 mai 2006, 1701 (2006) du 11 août 2006, 1773 (2007) du 24 août 2007, 1832 (2008) du 27 août 2008, 1884 (2009) du 27 août 2009 et 1937 (2010) du 30 août 2010, ainsi que les déclarations de son Président concernant la situation au Liban,

*Répondant* à la demande formulée par le Gouvernement libanais dans la lettre, en date du 22 juillet 2011, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères et des émigrés du Liban, tendant à voir proroger sans le modifier le mandat de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour une nouvelle période d'un an, et accueillant avec satisfaction la lettre, en date du 5 août 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général pour recommander cette prorogation<sup>8</sup>,

*Réaffirmant son ferme attachement* à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'indépendance politique du Liban,

*Réaffirmant son attachement* à la pleine application de toutes les dispositions de la résolution 1701 (2006) et conscient de la responsabilité qui lui incombe d'aider à parvenir à un cessez-le-feu permanent et à une solution à long terme du conflit comme l'envisage la résolution,

*Demandant* à toutes les parties concernées de redoubler d'efforts pour appliquer sans plus tarder toutes les dispositions de la résolution 1701 (2006) dans leur intégralité,

*Exprimant* la vive préoccupation que lui inspirent toutes les violations liées à la résolution 1701 (2006), en particulier les dernières violations graves en date des 15 mai et 1<sup>er</sup> août 2011, et attendant avec intérêt que soit rapidement achevée l'enquête de la Force afin de prévenir de tels incidents à l'avenir,

*Félicitant* l'Armée libanaise et la Force pour les mesures prises en vue de prévenir une escalade de la violence lors des manifestations du 5 juin 2011,

*Soulignant* qu'il importe que l'interdiction de la vente et de la fourniture d'armes et de matériel connexe imposée par la résolution 1701 (2006) soit strictement respectée,

*Rappelant* qu'il est extrêmement important que toutes les parties concernées respectent la Ligne bleue dans sa totalité et encourageant les parties à accélérer leurs efforts, en coopération avec la Force, pour marquer la totalité de la Ligne bleue de façon visible,

*Condamnant* dans les termes les plus vifs les attentats terroristes des 27 mai et 26 juillet 2011 visant les Casques bleus de la Force, ainsi que toutes les tentatives d'atteinte à la sécurité et à la stabilité du Liban, réaffirmant sa détermination à veiller à ce que de tels actes d'intimidation n'empêchent pas la Force de s'acquitter de son mandat conformément à la résolution 1701 (2006) et se félicitant de l'enquête ouverte par le Liban et de la volonté de ce pays de traduire en justice les auteurs de ces attentats et de protéger les déplacements de la Force comme l'a déclaré le Conseil supérieur de défense libanais le 12 août 2011,

*Rappelant* les principes pertinents énoncés dans la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé<sup>9</sup>,

*Rendant hommage* au dynamisme et au dévouement du personnel de la Force, exprimant sa vive gratitude aux États Membres qui apportent leur contribution à la Force et soulignant qu'il faut impérativement doter celle-ci de tout le matériel et de tous les moyens nécessaires à l'exécution de son mandat,

---

<sup>8</sup> S/2011/488.

<sup>9</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2051, n° 35457.

*Rappelant* la demande du Gouvernement libanais tendant à voir déployer une force internationale pour l'aider à exercer son autorité sur l'ensemble du territoire et réaffirmant que la Force est autorisée à prendre toutes mesures nécessaires dans les secteurs où opèrent ses effectifs et quand elle le juge dans la limite de ses capacités pour veiller à ce que son théâtre d'opérations ne soit pas utilisé pour des activités hostiles de quelque nature que ce soit et pour résister à toutes tentatives visant à l'empêcher par la force de s'acquitter de son mandat,

*Se félicitant* des efforts que déploie le Secrétaire général pour suivre de près toutes les opérations de maintien de la paix, y compris la Force, et soulignant qu'il est nécessaire que le Conseil de sécurité adopte une approche rigoureuse et stratégique en matière de déploiement au service du maintien de la paix,

*Appelant* les États Membres à fournir au besoin une assistance à l'Armée libanaise en la dotant des moyens nécessaires pour s'acquitter de sa mission, conformément à la résolution 1701 (2006),

*Considérant* que la situation au Liban continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 août 2012 le mandat actuel de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban ;

2. *Salue* le rôle positif de la Force, dont le déploiement avec l'Armée libanaise a contribué à créer un nouvel environnement stratégique dans le sud du Liban, se félicite de l'élargissement de la coordination entre la Force et l'Armée libanaise et demande à celles-ci de renforcer encore leur coopération ;

3. *Se félicite*, à cet égard, de ce que la Force et l'Armée libanaise aient engagé un dialogue stratégique ayant pour but de procéder à une analyse des forces terrestres et des moyens maritimes et de définir une série de critères reflétant la corrélation entre les capacités et responsabilités de la Force au regard des capacités et responsabilités de l'Armée libanaise afin d'identifier ce dont cette dernière a besoin pour mener à bien les tâches prescrites dans la résolution 1701 (2006), demande une accélération du rythme de ce dialogue et prie à cet égard le Secrétaire général de faire, avant la fin de l'année, le bilan stratégique de la Force pour faire en sorte que, outre les bonnes pratiques en matière de maintien de la paix, la configuration de la Mission soit appropriée à l'exécution des tâches qui lui sont confiées ;

4. *Demande énergiquement* à toutes les parties intéressées de respecter la cessation des hostilités, de prévenir toute violation de la Ligne bleue, de respecter celle-ci dans sa totalité et de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies et la Force ;

5. *Condamne* dans les termes les plus vifs tous les attentats terroristes visant la Force et demande instamment à toutes les parties d'honorer scrupuleusement l'obligation qui leur est faite de respecter la sécurité du personnel de la Force et des autres membres du personnel des Nations Unies et de veiller à ce que la liberté de circulation de la Force soit pleinement respectée et exempte d'entraves, conformément à son mandat et à ses règles d'engagement, notamment en évitant tout comportement qui mette en danger le personnel des Nations Unies, et, à cet égard, appelle à la poursuite de la coopération entre la Force et l'Armée libanaise en ce qui concerne plus particulièrement les patrouilles coordonnées et adjacentes et à l'achèvement rapide de l'enquête ouverte par le Liban sur les attentats des 27 mai et 26 juillet 2011 afin que les auteurs de ces attentats soient traduits en justice ;

6. *Prie instamment* toutes les parties de coopérer pleinement avec lui-même et le Secrétaire général pour réaliser des progrès tangibles vers un cessez-le-feu permanent et une solution à long terme, tel qu'envisagé dans la résolution 1701 (2006), et souligne que les parties doivent en faire davantage pour progresser vers la pleine application de la résolution 1701 (2006) ;

7. *Engage* le Gouvernement israélien à accélérer sans plus tarder le retrait de son armée du nord de Ghajar, en coordination avec la Force, qui a activement pris l'attache d'Israël et du Liban pour faciliter ce retrait ;

8. *Réaffirme son appel* demandant à tous les États d'appuyer et de respecter pleinement l'instauration, entre la Ligne bleue et le Litani, d'une zone d'exclusion de tous personnel armé, biens et armes autres que ceux déployés dans la zone par le Gouvernement libanais et la Force ;

9. *Se félicite* de ce qu'entreprend la Force pour appliquer la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et faire intégralement respecter le code de conduite de l'Organisation par son personnel, prie le Secrétaire général de continuer à faire tout le nécessaire en ce sens et d'en tenir le Conseil informé, et engage vivement les pays qui fournissent des contingents à prendre des mesures préventives et disciplinaires pour que ces actes fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme et soient dûment sanctionnés toutes les fois que leur personnel serait en cause ;

10. *Prie* le Secrétaire général de continuer à lui faire rapport sur l'application de la résolution 1701 (2006) tous les quatre mois, ou toutes les fois qu'il le jugera nécessaire ;

11. *Souligne* combien il est important et nécessaire de parvenir à une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, en se fondant sur toutes ses résolutions pertinentes, notamment les résolutions 242 (1967) du 22 novembre 1967, 338 (1973) du 22 octobre 1973, 1515 (2003) du 19 novembre 2003 et 1850 (2008) du 16 décembre 2008 ;

12. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6605<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6627<sup>e</sup> séance, le 4 octobre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République arabe syrienne à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, le Conseil a procédé à un vote sur le projet de résolution figurant dans le document S/2011/612. Les voix se sont réparties comme suit : 9 voix pour (Allemagne, Bosnie-Herzégovine, Colombie, États-Unis d'Amérique, France, Gabon, Nigéria, Portugal et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), 2 voix contre (Chine et Fédération de Russie) et 4 abstentions (Afrique du Sud, Brésil, Inde et Liban). Deux membres permanents du Conseil ayant voté contre, le projet de résolution n'a pas été adopté.

À sa 6634<sup>e</sup> séance, le 21 octobre 2011, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

### Résolution 2014 (2011) du 21 octobre 2011

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses déclarations à la presse en date des 24 juin<sup>10</sup>, 9 août<sup>11</sup> et 24 septembre 2011<sup>12</sup>,

*Se déclarant vivement préoccupé* par la situation au Yémen,

*Réaffirmant son ferme attachement* à l'unité, à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Yémen,

*Se félicitant* de la déclaration qu'a faite le Secrétaire général le 23 septembre 2011, engageant toutes les parties à nouer un dialogue constructif pour parvenir à un règlement pacifique de la crise actuelle,

---

<sup>10</sup> SC/10296.

<sup>11</sup> SC/10357.

<sup>12</sup> SC/10394.

*Saluant* la contribution du Conseil de coopération du Golfe et réaffirmant qu'il approuve les efforts que celui-ci déploie pour résoudre la crise politique au Yémen,

*Se félicitant* de ce que le Secrétaire général continue d'user de ses bons offices, notamment des déplacements au Yémen de son Conseiller spécial pour le Yémen,

*Prenant acte* de la résolution du Conseil des droits de l'homme sur le Yémen<sup>13</sup>, et soulignant la nécessité de mener sur les violations présumées des droits de l'homme une enquête approfondie, indépendante et impartiale dans le respect des normes internationales, afin de prévenir l'impunité de ces actes et d'amener leurs auteurs à en répondre pleinement, et notant à cet égard les inquiétudes exprimées par la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme,

*Saluant* la déclaration, en date du 23 septembre 2011, par laquelle le Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe a demandé au Président Saleh de signer et d'appliquer sans délai son initiative, dénoncé l'emploi de la force contre des manifestants non armés et lancé un appel à la retenue, à un cessez-le-feu complet et immédiat et à la constitution d'une commission d'enquête sur les faits à l'origine du meurtre de Yéménites innocents,

*Se déclarant vivement préoccupé* par la dégradation des conditions de sécurité, notamment par les affrontements armés, la détérioration de la situation économique et humanitaire faute de progrès sur la voie d'un règlement politique et le risque d'une nouvelle escalade de la violence,

*Réaffirmant* ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, et réitérant qu'il faut que les femmes participent pleinement et effectivement, sur un pied d'égalité, à toutes les étapes des processus de paix, vu le rôle capital qu'elles jouent dans la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix, réaffirmant le rôle essentiel qu'elles jouent dans la reconstitution du tissu social et insistant sur la nécessité de leur participation au règlement des conflits, leur optique et leurs besoins pouvant être ainsi pris en compte,

*Se déclarant vivement préoccupé* par le nombre croissant de déplacés et de réfugiés au Yémen, le taux alarmant de malnutrition due à la sécheresse et à la flambée des prix des produits énergétiques et alimentaires, l'interruption de plus en plus fréquente de la distribution de fournitures de base et des services sociaux, et l'accès de plus en plus difficile à l'eau potable et aux soins de santé,

*Se déclarant de même vivement préoccupé* par la menace de plus en plus grande que présente Al-Qaïda dans la péninsule arabique et le risque de nouveaux attentats terroristes dans certaines régions du Yémen, et réaffirmant que le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations constitue l'une des menaces les plus graves contre la paix et la sécurité internationales et que tous les actes de terrorisme, quels qu'ils soient, sont criminels et injustifiables, quelles qu'en soient les motivations,

*Condamnant* toutes les attaques, terroristes et autres, dirigées contre les civils et les autorités, y compris celles qui visent à ébranler le processus politique au Yémen, comme l'attaque menée contre le complexe présidentiel à Sanaa le 3 juin 2011,

*Rappelant* qu'il incombe au premier chef au Gouvernement yéménite de protéger sa population,

*Soulignant* que la meilleure solution à la crise actuelle au Yémen passe par un processus politique de transition sans exclusive, piloté par les Yéménites, qui réponde aux revendications et aspirations légitimes au changement du peuple yéménite,

*Réaffirmant son adhésion* au décret présidentiel du 12 septembre 2011, tendant à la recherche d'un accord politique acceptable pour toutes les parties et à une passation de pouvoir pacifique et démocratique, y compris la tenue d'une élection présidentielle anticipée,

---

<sup>13</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 53A (A/66/53/Add.1), chap. II, résolution 18/19.



*Soulignant* l'importance de la stabilité et de la sécurité du Yémen, eu égard en particulier à l'ensemble des efforts déployés par la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme,

*Conscient* de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales à lui assignée par la Charte des Nations Unies, et soulignant les menaces que la dégradation de la situation au Yémen fait peser sur la sécurité et la stabilité de la région en l'absence de règlement politique durable,

1. *Déplore profondément* la mort de centaines de personnes, pour la plupart des civils, dont des femmes et des enfants ;

2. *Condamne énergiquement* les violations persistantes des droits de l'homme commises par les autorités yéménites, dont l'emploi excessif de la force contre des manifestants pacifiques, ainsi que les actes de violence, le recours à la force et les violations des droits de l'homme perpétrés par d'autres protagonistes, et insiste pour que tous les responsables des violences et violations des droits de l'homme répondent de leurs actes ;

3. *Exige* de toutes les parties qu'elles renoncent immédiatement à employer la force pour atteindre leurs objectifs politiques ;

4. *Réaffirme* qu'à son sens la signature et l'application dans les meilleurs délais d'un accord de paix reposant sur l'initiative du Conseil de coopération du Golfe sont essentielles à tout processus de transition politique sans exclusive ni heurt, piloté par les Yéménites, prend note de la signature de l'initiative du Conseil par certains partis d'opposition et le Congrès populaire général, appelle toutes les parties au Yémen à s'engager à mettre en œuvre un accord politique fondé sur l'initiative du Conseil, relève l'engagement qu'a pris le Président du Yémen de signer immédiatement l'initiative du Conseil et l'engage, lui ou les personnes autorisées à agir en son nom, à le faire et à mettre en œuvre un règlement politique qui s'en inspire, et demande la concrétisation de cet engagement, en sorte d'opérer sans plus tarder une transition politique pacifique, telle qu'envisagée dans l'initiative du Conseil et le décret présidentiel du 12 septembre 2011 ;

5. *Exige* des autorités yéménites qu'elles veillent immédiatement à s'acquitter de leurs obligations dans le respect des normes applicables du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, permettent aux Yéménites d'exercer leurs libertés et droits fondamentaux, dont le droit de se rassembler pacifiquement, d'exiger le règlement de leurs griefs et de s'exprimer librement, y compris pour les membres des médias, et prennent les mesures voulues pour que cessent les attaques contre des civils et des cibles civiles par les forces de sécurité ;

6. *Demande* à toutes les parties concernées d'assurer la protection des femmes et des enfants et de renforcer la participation des femmes au règlement du conflit, et engage toutes les parties à faciliter la pleine et égale participation des femmes aux prises de décisions ;

7. *Exhorte* tous les groupes d'opposition à s'engager à contribuer pleinement et de façon constructive à l'accord et à l'application d'un règlement politique fondé sur l'initiative du Conseil de coopération du Golfe, et exige d'eux qu'ils s'abstiennent de recourir à la violence et cessent d'employer la force à des fins politiques ;

8. *Exige* de l'ensemble des groupes armés qu'ils retirent toutes les armes des zones de manifestation pacifique et s'abstiennent de recourir à la violence et à la provocation et d'enrôler des enfants, et engage toutes les parties à ne pas prendre pour cibles des équipements indispensables ;

9. *Se dit préoccupé* par la présence d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique et déterminé à écarter cette menace en agissant conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international, y compris les instruments applicables concernant les droits de l'homme, les réfugiés et l'action humanitaire ;

10. *Invite* la communauté internationale à apporter une aide humanitaire au Yémen et, à ce propos, demande à toutes les parties yéménites de faciliter l'action des organismes des

Nations Unies et des autres organisations compétentes et de faire en sorte que l'aide humanitaire puisse être acheminée en faveur des personnes qui en ont besoin dans tout le Yémen en toute sécurité et liberté et sans entrave aucune ;

11. *Prie* le Secrétaire général de continuer à user de ses bons offices, y compris dans le cadre des visites de son Conseiller spécial pour le Yémen, et à engager toutes les parties yéménites intéressées à appliquer les dispositions de la présente résolution et à encourager l'ensemble des États et des organisations régionales à contribuer à cet objectif ;

12. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la présente résolution dans les trente jours qui en suivront l'adoption et tous les soixante jours par la suite ;

13. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6634<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

Le 10 novembre 2011, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>14</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 8 novembre 2011, par laquelle vous nous faites part de votre intention de nommer un jury de sélection pour le Tribunal spécial pour le Liban conformément aux dispositions de l'alinéa *d* du paragraphe 5 de l'article 2 de l'annexe à la résolution 1757 (2007) du Conseil de sécurité<sup>15</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil, qui en ont pris note. »

À sa 6693<sup>e</sup> séance, le 21 décembre 2011, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2011 (S/2011/748) ».

### Résolution 2028 (2011) du 21 décembre 2011

*Le Conseil de sécurité,*

*Notant avec préoccupation* que la situation au Moyen-Orient est tendue et semble devoir le rester tant que l'on ne sera pas parvenu à un règlement d'ensemble de la question du Moyen-Orient sous tous ses aspects,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général, en date du 30 novembre 2011, sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement<sup>16</sup> et réaffirmant sa résolution 1308 (2000) du 17 juillet 2000,

*Se déclarant gravement préoccupé* par les faits graves survenus dans la zone d'opérations de la Force les 15 mai et 5 juin 2011, qui sont venus remettre en cause le cessez-le-feu observé de longue date,

*Notant* que l'évolution de la situation dans la région pourrait avoir des répercussions sur le fonctionnement de la Force,

1. *Demande* aux parties concernées d'appliquer immédiatement sa résolution 338 (1973) du 22 octobre 1973 ;

2. *Demande* à toutes les parties de coopérer pleinement avec les opérations de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement et d'assurer la sécurité ainsi que le plein

---

<sup>14</sup> S/2011/703.

<sup>15</sup> S/2011/702.

<sup>16</sup> S/2011/748.

accès immédiat du personnel des Nations Unies s'acquittant de son mandat, en application des accords existants ;

3. *Rappelle* que les deux parties ont l'obligation de respecter pleinement les termes de l'accord sur le désengagement des forces du 31 mai 1974<sup>17</sup> et appelle les parties à faire preuve de la plus grande retenue et à prévenir toutes violations du cessez-le-feu et incursions dans la zone de séparation ;

4. *Se félicite* de ce que fait la Force pour appliquer la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et veiller à ce que son personnel se conforme strictement au code de conduite de l'Organisation des Nations Unies, prie le Secrétaire général de continuer à prendre toutes mesures nécessaires à cet égard et à le tenir informé, et demande instamment aux pays qui fournissent des contingents de prendre des mesures préventives et disciplinaires pour que ces actes fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme et soient dûment sanctionnés toutes les fois que leur personnel serait en cause ;

5. *Prend acte avec intérêt* de l'évaluation de la capacité opérationnelle de la Force faite par le Secrétaire général et demande à celui-ci de faire le nécessaire pour donner suite sans délai aux recommandations formulées au paragraphe 12 de son rapport<sup>16</sup> ;

6. *Décide* de renouveler pour une période de six mois, soit jusqu'au 30 juin 2012, le mandat de la Force ;

7. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à la fin de cette période, un rapport sur l'évolution de la situation et les mesures prises pour appliquer la résolution 338 (1973).

*Adoptée à l'unanimité à la 6693<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

Le 10 janvier 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>18</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 6 janvier 2012, dans laquelle vous faisiez part de votre intention d'établir un jury de sélection pour le Tribunal spécial pour le Liban en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 3 de l'annexe à la résolution 1757 (2007) du Conseil de sécurité<sup>19</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil, qui en ont pris bonne note. »

Le 13 janvier 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>20</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 12 janvier 2012, dans laquelle vous faisiez part de votre intention de nommer M. Derek Plumbly (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban<sup>21</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note. »

Le 20 janvier 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>22</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 18 janvier 2012, dans laquelle vous faisiez part de votre intention de nommer le général de division Paolo Serra (Italie)

---

<sup>17</sup> Voir S/11302/Add.1.

<sup>18</sup> S/2012/23.

<sup>19</sup> S/2012/22.

<sup>20</sup> S/2012/35.

<sup>21</sup> S/2012/34.

<sup>22</sup> S/2012/54.

Chef de mission et commandant de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban<sup>23</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note. »

À sa 6710<sup>e</sup> séance, le 31 janvier 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Qatar (Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères) et de la République arabe syrienne à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Lettre, en date du 24 janvier 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/71) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Nabil Elaraby, Secrétaire général de la Ligue des États arabes.

À sa 6711<sup>e</sup> séance, le 4 février 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de la Jordanie, du Koweït, de la Libye, d'Oman, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la Tunisie et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, le Conseil a procédé à un vote sur le projet de résolution figurant dans le document S/2012/77. Les voix se sont réparties comme suit : 13 voix pour (Afrique du Sud, Allemagne, Azerbaïdjan, Colombie, États-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Inde, Maroc, Pakistan, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Togo) et 2 voix contre (Chine et Fédération de Russie). Deux membres permanents du Conseil ayant voté contre, le projet de résolution n'a pas été adopté.

Le 17 février 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>24</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 16 février 2012<sup>25</sup>, dans laquelle vous exprimez votre intention de proroger le mandat du Tribunal spécial pour le Liban pour une période de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> mars 2012, conformément au paragraphe 2 de l'article 21 de l'annexe à la résolution 1757 (2007) du Conseil de sécurité, a été portée à l'attention des membres du Conseil. Ils prennent note de votre intention. »

À sa 6734<sup>e</sup> séance, le 12 mars 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À sa 6736<sup>e</sup> séance, le 21 mars 2012, le Conseil a examiné la question inscrite à l'ordre du jour de la 6734<sup>e</sup> séance.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>26</sup> :

« Le Conseil de sécurité rappelle la déclaration de son Président, en date du 3 août 2011<sup>7</sup>, et sa déclaration à la presse du 1<sup>er</sup> mars 2012<sup>27</sup>.

« Le Conseil se déclare extrêmement préoccupé par la détérioration de la situation en République arabe syrienne, qui a entraîné une grave crise des droits de l'homme et une situation humanitaire désastreuse. Il est profondément attristé par le décès de milliers de personnes dans le pays.

---

<sup>23</sup> S/2012/53.

<sup>24</sup> S/2012/102.

<sup>25</sup> S/2012/101.

<sup>26</sup> S/PRST/2012/6.

<sup>27</sup> SC/10564.

« Le Conseil réaffirme son profond attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne ainsi qu'aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

« Le Conseil se félicite de la désignation de M. Kofi Annan comme Envoyé spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes en Syrie, suivant la résolution 66/253 A de l'Assemblée générale, en date du 16 février 2012, et les résolutions pertinentes de la Ligue.

« Le Conseil apporte son plein appui aux efforts que l'Envoyé déploie pour faire cesser immédiatement toutes violences et violations des droits de l'homme, garantir l'accès aux organisations humanitaires et faciliter la transition politique dirigée par les Syriens vers un régime politique démocratique et pluraliste, fondé sur l'égalité des citoyens quelles que soient leur appartenance politique ou ethnique ou leurs croyances, à la faveur notamment de l'ouverture d'un dialogue politique général entre le Gouvernement syrien et l'ensemble des forces d'opposition syriennes.

« À cette fin, le Conseil souscrit sans réserve à la proposition préliminaire en six points soumise aux autorités syriennes, que l'Envoyé lui a décrite à grands traits, le 16 mars 2012, qui peut se résumer ainsi :

« 1) S'engager à collaborer avec l'Envoyé dans le cadre d'un processus politique ouvert, dirigé par les Syriens, de façon à répondre aux aspirations et préoccupations légitimes du peuple syrien et, à cet effet, s'engager à désigner un interlocuteur disposant des pouvoirs nécessaires lorsque l'Envoyé en fera la demande ;

« 2) S'engager à cesser les combats et à assurer de toute urgence, sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies, un arrêt effectif de toutes les formes de violence armée par toutes les parties afin de protéger les civils et de stabiliser le pays.

À cet effet, le Gouvernement syrien devrait mettre immédiatement fin aux mouvements de troupes en direction des agglomérations, cesser d'utiliser des armes lourdes en ces lieux et commencer à retirer les troupes concentrées dans les agglomérations et aux alentours.

Pendant que ces mesures seraient appliquées sur le terrain, le Gouvernement syrien devrait collaborer avec l'Envoyé pour faire cesser durablement toutes les formes de violence armée par toutes les parties, dans le cadre d'un mécanisme de supervision efficace géré par l'Organisation des Nations Unies.

L'Envoyé s'emploierait à amener l'opposition et tous les éléments concernés à s'engager de même à arrêter les combats et à collaborer avec lui pour faire cesser durablement toutes les formes de violence par toutes les parties dans le cadre d'un mécanisme de supervision efficace géré par l'Organisation des Nations Unies ;

« 3) Assurer l'acheminement de l'aide humanitaire en temps voulu dans toutes les zones touchées par les combats et, à cet effet, approuver et mettre en œuvre, à titre immédiat, une pause humanitaire quotidienne de deux heures et coordonner l'heure et les modalités exactes de cette pause dans le cadre d'un mécanisme efficace, y compris au niveau local ;

« 4) Accélérer et multiplier les mesures d'élargissement de personnes arbitrairement détenues, notamment les catégories de personnes qui sont particulièrement vulnérables et les personnes qui ont pris part à des activités politiques pacifiques, communiquer sans tarder par les voies appropriées une liste de tous les lieux où ces personnes sont détenues, prendre immédiatement des dispositions en vue d'assurer l'accès à ces lieux et, toujours par les voies appropriées, répondre rapidement à toutes les demandes écrites d'information, d'accès et d'élargissement concernant lesdites personnes ;

« 5) Assurer aux journalistes la liberté de circulation dans tout le pays et mettre en place une politique de visas non discriminatoire à leur égard ;

« 6) Respecter la liberté d'association et le droit de manifester pacifiquement, garantis par la loi.

« Le Conseil exhorte le Gouvernement et l'opposition syriens à œuvrer de bonne foi avec l'Envoyé à la recherche d'un règlement pacifique de la crise syrienne et à appliquer intégralement et immédiatement sa proposition préliminaire en six points.

« Le Conseil prie l'Envoyé de le tenir informé, régulièrement et en temps opportun, de l'évolution de sa mission. À la lumière de ces rapports, le Conseil envisagera toute autre mesure qu'il jugera appropriée. »

À sa 6744<sup>e</sup> séance, le 29 mars 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Yémen à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>28</sup> :

« Le Conseil de sécurité accueille avec satisfaction la transition pacifique vers un régime politique juste et démocratique dirigée par les Yéménites. Il prend note des progrès accomplis récemment, y compris les élections tenues le 21 février 2012, qui se sont déroulées pour l'essentiel dans la paix, avec un taux de participation encourageant, ainsi que le transfert du pouvoir, le 25 février 2012, au Président Abd Rabbuh Mansour Hadi, en application de l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et de son mécanisme de mise en œuvre. Il réaffirme son attachement à l'unité, à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Yémen.

« Le Conseil est préoccupé par la dégradation récente de la coopération entre les acteurs politiques et les dangers qui en résultent pour la transition. Réaffirmant sa résolution 2014 (2011), il engage tous les acteurs politiques au Yémen à rester attachés à la transition politique et à l'ordre constitutionnel, à jouer un rôle constructif dans la transition et à rejeter la violence.

« Le Conseil fait observer que la deuxième étape de la transition devrait être axée sur la tenue d'une conférence de dialogue national, la restructuration des forces de sécurité, la lutte contre la détention non autorisée d'armes qui ne sont pas sous le contrôle de l'État, l'adoption de lois sur la justice transitionnelle à titre d'appui à la réconciliation, la réforme constitutionnelle et électorale et la tenue d'élections législatives en 2014. Il souligne que ces processus politiques doivent être conduits sans exclusive, les différentes composantes de la société yéménite devant y participer pleinement, y compris les régions du pays et les grands groupes sociaux, et les femmes y jouer un rôle à part entière.

« Le Conseil met l'accent sur l'importance qu'il y a à procéder dans la paix à une bonne planification des préparatifs de la conférence de dialogue national et exhorte en conséquence le Gouvernement yéménite à créer rapidement un comité préparatoire ouvert aux principales parties prenantes. Il rappelle au Gouvernement et aux autres acteurs que pour que le processus soit véritablement ouvert à tous, il faut libérer les manifestants qui ont été détenus arbitrairement pendant la crise.

« Le Conseil se dit gravement préoccupé par la multiplication des attentats terroristes perpétrés au Yémen, y compris par Al-Qaida. Il condamne vigoureusement ces attentats et appuie l'action que mène le Gouvernement yéménite pour lutter contre le terrorisme en exécution de toutes les obligations à lui assignées par le droit international, en particulier le droit des droits de l'homme, le droit des réfugiés et le droit humanitaire. Il adresse ses sincères condoléances aux familles des victimes de l'attentat perpétré en mars 2012, à Abyan, dans le sud du pays.

« Le Conseil constate que le Yémen fait face à de redoutables problèmes économiques et sociaux qui font que de nombreux Yéménites ont cruellement besoin d'aide humanitaire.

---

<sup>28</sup> S/PRST/2012/8.

Il accueille avec satisfaction le fait que les organismes et partenaires des Nations Unies se soient dotés de moyens d'action humanitaire accrus, tout en s'inquiétant de ce que le Plan d'intervention humanitaire pour le Yémen de 2012 manque cruellement de fonds et en engageant les donateurs à lui renouveler leur appui dans la durée. Il engage également toutes les parties à permettre aux agents humanitaires d'accéder en toute liberté et sécurité et sans entrave aucune à ceux qui ont besoin d'assistance.

« Le Conseil note avec satisfaction qu'il est prévu de tenir à Riyad, le 23 mai 2012, la réunion ministérielle des Amis du Yémen et prie la communauté internationale de continuer d'aider activement le Gouvernement yéménite à relever les défis politiques, économiques et humanitaires et à régler les questions de sécurité auxquelles il fait face. Il attend avec intérêt que les autorités yéménites mettent sur pied, dans un esprit de dialogue et en étroite coopération avec toutes les parties au Yémen, un plan d'action énonçant la façon dont elles pourraient régler ces problèmes avec le concours de la communauté internationale. Il considère que les Amis du Yémen ont un rôle particulièrement important à jouer en rassemblant les principaux acteurs internationaux autour d'une entreprise commune d'accompagnement des plans de transition du Yémen pendant les deux prochaines années.

« Le Conseil rappelle que tous les auteurs de violations des droits de l'homme et d'atteintes aux droits de l'homme, y compris d'actes de violence, doivent répondre de leurs actes. Il constate avec préoccupation que des enfants continuent d'être recrutés et utilisés par des groupes armés et certains éléments de l'armée et demande que des mesures continuent d'être prises au niveau national pour décourager l'enrôlement et l'utilisation d'enfants soldats.

« Le Conseil demande de nouveau à toutes les parties de n'épargner aucun effort pour mener à bien la transition et se félicite que le Secrétaire général et son Conseiller spécial pour le Yémen, M. Jamal Benomar, continuent de contribuer à son succès en offrant leurs bons offices. Il salue l'intention du Secrétaire général d'envoyer une équipe d'experts suivre la mise en œuvre et donner des conseils aux parties en consultation avec le Gouvernement yéménite, et souscrit à l'intention de l'Organisation des Nations Unies de participer au processus politique en envoyant au Yémen quelques représentants qui travailleront en étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies à aider ce pays à organiser un dialogue national sans exclusive, transparent et ouvert à la participation de tous et qui collaboreront avec des missions partenaires et le Gouvernement, le but étant de faire adopter des lois sur la justice transitionnelle, de mener à bien la réforme constitutionnelle et de concourir aux préparatifs et à la tenue d'élections législatives en 2014. Il continue de suivre de près la situation au Yémen et les prochaines étapes de la transition politique pacifique. »

À sa 6746<sup>e</sup> séance, le 5 avril 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, la Présidente a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>29</sup> :

« Le Conseil de sécurité rappelle les déclarations de son Président, en date des 3 août 2011<sup>7</sup> et 21 mars 2012<sup>26</sup>, et sa déclaration à la presse du 1<sup>er</sup> mars 2012<sup>27</sup>.

« Le Conseil réaffirme son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne, ainsi qu'aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

« Le Conseil remercie l'Envoyé spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes en Syrie, M. Kofi Annan, de l'exposé qu'il lui a fait le 2 avril 2012. Il note que le Gouvernement syrien s'est engagé le 25 mars 2012 à appliquer la proposition en six points de l'Envoyé.

---

<sup>29</sup> S/PRST/2012/10.

« Le Conseil demande au Gouvernement syrien d'honorer de toute urgence et de manière visible, comme il est convenu de le faire dans la communication qu'il a adressée à l'Envoyé le 1<sup>er</sup> avril 2012, les engagements qu'il a pris *a)* de mettre fin aux mouvements de troupes en direction d'agglomérations, *b)* de cesser de faire usage d'armes lourdes en ces lieux, et *c)* de commencer à retirer les troupes concentrées dans les agglomérations et aux alentours, et de s'acquitter intégralement de ces engagements le 10 avril 2012 au plus tard.

« Le Conseil demande à toutes les parties, y compris l'opposition, de mettre fin à la violence armée sous toutes ses formes dans les 48 heures suivant la mise en œuvre par le Gouvernement syrien de l'intégralité des mesures énoncées aux points *a*, *b* et *c* ci-dessus. Il demande en outre à l'opposition d'engager le dialogue avec l'Envoyé à cet égard.

« Le Conseil souligne l'importance qu'il y a à mettre en place en République arabe syrienne un mécanisme de supervision efficace et crédible de l'Organisation des Nations Unies, chargé de surveiller la cessation de toutes les formes de violence armée par toutes les parties et la mise en œuvre de tous les aspects pertinents de la proposition en six points de l'Envoyé. Le Conseil prie le Secrétaire général de lui présenter des propositions concernant un tel mécanisme dès qu'il y aura lieu, à l'issue de consultations avec le Gouvernement syrien. Il est prêt à examiner ces propositions et à autoriser la mise en place d'un mécanisme de supervision efficace et impartial dès que toutes les parties auront mis fin à la violence armée sous toutes ses formes.

« Le Conseil souligne l'importance fondamentale d'un règlement politique pacifique de la crise syrienne et lance de nouveau un appel urgent en faveur de la mise en œuvre complète et immédiate de tous les aspects de la proposition en six points de l'Envoyé. Il réaffirme son plein appui à cette proposition, qui vise à faire cesser immédiatement toutes violences et violations des droits de l'homme, à offrir accès aux organisations humanitaires et à faciliter une transition politique dirigée par les Syriens vers un système politique démocratique et pluraliste, fondé sur l'égalité des citoyens quelles que soient leur appartenance politique ou ethnique ou leurs croyances, à la faveur notamment de l'ouverture d'un dialogue politique général entre le Gouvernement syrien et l'ensemble des forces d'opposition syriennes.

« Le Conseil lance de nouveau un appel aux autorités syriennes pour qu'elles donnent immédiatement au personnel des organisations humanitaires plein accès en toute liberté à toutes les populations qui ont besoin d'assistance conformément au droit international et aux principes qui gouvernent la fourniture d'assistance humanitaire. Le Conseil demande à toutes les parties en République arabe syrienne, en particulier aux autorités syriennes, de coopérer pleinement avec l'Organisation et les organisations humanitaires concernées afin de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. À cette fin, il demande à toutes les parties d'observer immédiatement une pause humanitaire quotidienne de deux heures comme prévu dans la proposition en six points de l'Envoyé.

« Le Conseil prie l'Envoyé de le tenir informé de la cessation des violences dans les délais indiqués plus haut, et des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'intégralité de sa proposition en six points. Au vu de ces informations, il envisagera toutes autres mesures qu'il jugera appropriées. »

Le 7 avril 2012, la Présidente du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>30</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 6 avril 2012, concernant votre intention d'adjoindre six autres personnes à l'équipe des Nations Unies envoyée en République arabe syrienne, en faisant appel à du personnel déjà en poste dans l'Organisme des

---

<sup>30</sup> S/2012/200.



Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve<sup>31</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note. »

À sa 6751<sup>e</sup> séance, le 14 avril 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République arabe syrienne à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

**Résolution 2042 (2012)  
du 14 avril 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* les déclarations de son Président, en date du 3 août 2011<sup>7</sup> et des 21 mars<sup>26</sup> et 5 avril 2012<sup>29</sup>, et rappelant également toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,

*Réaffirmant son soutien* à l'Envoyé spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes en Syrie, M. Kofi Annan, et au travail qu'il accomplit, suivant la résolution 66/253 A de l'Assemblée générale, en date du 16 février 2012, et les résolutions pertinentes de la Ligue,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne, ainsi qu'aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

*Condamnant* les violations généralisées des droits de l'homme commises par les autorités syriennes, ainsi que toute atteinte aux droits de l'homme commise par les groupes armés, rappelant que les auteurs de ces actes devront en rendre compte, et déplorant vivement la mort de milliers de personnes dans le pays,

*Notant* que le Gouvernement syrien s'est engagé le 25 mars 2012 à appliquer la proposition en six points de l'Envoyé et à honorer d'urgence et de manière visible, comme il est convenu de le faire dans la communication qu'il a adressée à l'Envoyé le 1<sup>er</sup> avril 2012, les engagements qu'il a pris *a)* de mettre fin aux mouvements de troupes en direction d'agglomérations, *b)* de cesser de faire usage d'armes lourdes en ces lieux, et *c)* de commencer à retirer les troupes concentrées dans des agglomérations et aux alentours, et de s'acquitter intégralement de ces engagements le 10 avril 2012 au plus tard, et notant également que l'opposition syrienne s'est engagée à respecter la cessation de la violence à condition que le Gouvernement fasse de même,

*Notant également* que l'Envoyé a jugé que, depuis le 12 avril 2012, les parties semblaient respecter un cessez-le-feu et que le Gouvernement syrien avait commencé à honorer ses engagements, et s'associant à l'appel que l'Envoyé a lancé pour demander au Gouvernement d'honorer immédiatement et de manière visible tous les éléments de sa proposition en six points, afin que toutes les parties cessent durablement de recourir à la violence armée, sous toutes ses formes,

1. *Réaffirme* qu'il souscrit pleinement à tous les éléments de la proposition en six points de l'Envoyé spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes en Syrie, en annexe à la présente résolution, qui vise à mettre fin immédiatement à toute violence et à toute violation des droits de l'homme, à garantir l'accès des organismes humanitaires et à faciliter une transition politique dirigée par les Syriens devant mener à l'instauration d'un régime politique démocratique et pluraliste, fondé sur l'égalité des citoyens quelles que soient leur appartenance politique ou ethnique ou leurs convictions, à la faveur notamment de l'ouverture d'un dialogue politique général entre le Gouvernement syrien et l'ensemble des forces d'opposition syriennes, et demande que tous les volets de la proposition en six points de l'Envoyé soient intégralement appliqués, immédiatement et de toute urgence ;

---

<sup>31</sup> S/2012/199.

2. *Demande* au Gouvernement syrien d'honorer de manière visible et dans leur intégralité, comme il est convenu de le faire dans la communication qu'il a adressée à l'Envoyé le 1<sup>er</sup> avril 2012, les engagements qu'il a pris *a)* de mettre fin aux mouvements de troupes en direction d'agglomérations, *b)* de cesser de faire usage d'armes lourdes en ces lieux, et *c)* de commencer à retirer les troupes concentrées dans des agglomérations et aux alentours ;
3. *Souligne* qu'il importe à l'Envoyé que toutes les forces gouvernementales syriennes se retirent des agglomérations où elles se trouvent, avec leurs armes lourdes, et retournent dans leurs casernes, afin de faciliter la cessation durable de la violence ;
4. *Demande* à toutes les parties syriennes, y compris l'opposition, de mettre fin immédiatement à la violence armée sous toutes ses formes ;
5. *Entend*, sous réserve que toutes les parties cessent durablement de se livrer à la violence armée sous toutes ses formes, mettre en place immédiatement, à l'issue de consultations entre le Secrétaire général et le Gouvernement syrien, une mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne chargée de vérifier que toutes les parties cessent de se livrer à la violence armée sous toutes ses formes et que les points correspondants de la proposition en six points de l'Envoyé sont appliqués, sur la base d'une proposition officielle du Secrétaire général, qu'il souhaite recevoir le 18 avril 2012 au plus tard ;
6. *Demande* que le Gouvernement syrien veille au bon fonctionnement de la mission, notamment de la mission préparatoire, en facilitant le déploiement rapide et sans entrave de son personnel et des moyens nécessaires à l'exécution de son mandat, en assurant immédiatement la liberté de circulation et d'accès totale et sans entrave nécessaire à l'exécution de son mandat, en autorisant des communications sans entrave et en lui garantissant la liberté de communiquer de manière confidentielle avec des personnes dans toute la République arabe syrienne, sans que ceux qui auront des contacts avec la mission ne fassent l'objet de représailles ;
7. *Décide* d'autoriser la mise en place d'une mission préparatoire comprenant jusqu'à 30 observateurs militaires non armés qui assureront la liaison avec les parties et commenceront à rendre compte des progrès accomplis sur la voie de la cessation de la violence armée sous toutes ses formes par toutes les parties, en attendant le déploiement de la mission visée au paragraphe 5 de la présente résolution, et demande au Gouvernement syrien et à toutes les autres parties de faire en sorte que la mission préparatoire puisse s'acquitter de ses fonctions conformément aux dispositions du paragraphe 6 ci-dessus ;
8. *Demande* que les parties garantissent la sécurité de la mission préparatoire, sans préjudice de sa liberté de circulation et d'accès, et souligne que la responsabilité à cet égard incombe au premier chef aux autorités syriennes ;
9. *Prie* le Secrétaire général de lui signaler immédiatement tout acte de quelque partie que ce soit qui ferait obstacle au bon fonctionnement de la mission préparatoire ;
10. *Demande de nouveau* aux autorités syriennes de donner immédiatement aux agents humanitaires un accès libre et sans entrave à toutes les populations qui ont besoin d'assistance, conformément au droit international et aux principes directeurs concernant l'aide humanitaire, et engage toutes les parties syriennes, en particulier les autorités, à coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies et les organisations humanitaires concernées pour faciliter la fourniture de l'aide humanitaire ;
11. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport sur l'application de la présente résolution le 19 avril 2012 au plus tard ;
12. *Exprime son intention* d'évaluer l'état d'avancement de l'application de la présente résolution et d'envisager de nouvelles mesures, si nécessaire ;
13. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6751<sup>e</sup> séance.*

## Annexe

### **Proposition en six points de l'Envoyé spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes en Syrie**

1) S'engager à collaborer avec l'Envoyé dans le cadre d'un processus politique ouvert, dirigé par les Syriens, de façon à répondre aux aspirations et préoccupations légitimes de la population et, à cet effet, s'engager à désigner un interlocuteur disposant des pouvoirs nécessaires lorsque l'Envoyé en fera la demande ;

2) S'engager à cesser les combats et à assurer de toute urgence, sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies, un arrêt effectif de toutes les formes de violence armée par toutes les parties afin de protéger les civils et de stabiliser le pays.

À cet effet, le Gouvernement syrien devrait immédiatement mettre fin aux mouvements de troupes en direction d'agglomérations, cesser de faire usage d'armes lourdes en ces lieux et commencer à retirer les troupes concentrées dans des agglomérations et aux alentours.

Pendant que ces mesures sont appliquées sur le terrain, le Gouvernement syrien devrait collaborer avec l'Envoyé pour faire cesser durablement toutes les formes de violence armée par toutes les parties, dans le cadre d'un mécanisme de supervision efficace placé sous l'égide de l'Organisation.

L'Envoyé s'emploiera à amener l'opposition et tous les éléments concernés à s'engager de même à arrêter les combats et à collaborer avec lui pour faire cesser durablement toutes les formes de violence par toutes les parties dans le cadre d'un mécanisme de supervision efficace placé sous l'égide de l'Organisation ;

3) Faire en sorte que l'aide humanitaire parvienne en temps voulu dans toutes les zones touchées par les combats et, à cet effet, approuver et observer, à titre immédiat, une pause humanitaire quotidienne de deux heures et coordonner l'heure et les modalités exactes de cette pause dans le cadre d'un mécanisme efficace, y compris au niveau local ;

4) Accélérer et multiplier les mesures d'élargissement des personnes arbitrairement détenues, notamment de celles qui appartiennent à des catégories particulièrement vulnérables ou qui ont pris part à des activités politiques pacifiques, communiquer sans tarder par les voies appropriées une liste de tous les lieux où ces personnes sont détenues, prendre immédiatement des dispositions en vue d'assurer l'accès à ces lieux et répondre rapidement, par les voies appropriées, à toutes les demandes écrites d'information, d'accès et d'élargissement concernant lesdites personnes ;

5) Assurer la liberté de circulation des journalistes dans tout le pays et appliquer une politique de visas non discriminatoire à leur égard ;

6) Respecter la liberté d'association et le droit de manifester pacifiquement dans les conditions prévues par la loi.

### **Décision**

À sa 6756<sup>e</sup> séance, le 21 avril 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République arabe syrienne à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Lettre, en date du 19 avril 2012, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/238) ».

### **Résolution 2043 (2012) du 21 avril 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant sa résolution 2042 (2012) du 14 avril 2012 et les déclarations de son Président, en date du 3 août 2011<sup>7</sup> et des 21 mars<sup>26</sup> et 5 avril 2012<sup>29</sup>, et rappelant également toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,*

*Réaffirmant son soutien* à l'Envoyé spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes en Syrie, M. Kofi Annan, et au travail qu'il accomplit, suivant la résolution 66/253 A de l'Assemblée générale, en date du 16 février 2012, et les résolutions pertinentes de la Ligue,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne, ainsi qu'aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

*Condamnant* les violations généralisées des droits de l'homme commises par les autorités syriennes, ainsi que toute atteinte aux droits de l'homme commise par les groupes armés, rappelant que les auteurs de ces actes devront en répondre, et déplorant vivement la mort de milliers de personnes dans le pays,

*Remerciant* les États voisins de la République arabe syrienne des efforts importants qu'ils ont déployés pour venir en aide aux Syriens ayant fui le pays à la suite des violences, et demandant au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de fournir une assistance aux États d'accueil qui en font la demande,

*Remerciant également* les autres États qui ont fourni une aide humanitaire à la République arabe syrienne,

*Notant* que le Gouvernement syrien s'est engagé le 25 mars 2012 à appliquer la proposition en six points de l'Envoyé et à honorer d'urgence et de manière visible, comme il est convenu de le faire dans la communication qu'il a adressée à l'Envoyé le 1<sup>er</sup> avril 2012, les engagements qu'il a pris *a)* de mettre fin aux mouvements de troupes en direction d'agglomérations, *b)* de cesser de faire usage d'armes lourdes en ces lieux, et *c)* de commencer à retirer les troupes concentrées dans des agglomérations et aux alentours, et de s'acquitter intégralement de ces engagements le 10 avril 2012 au plus tard, et notant également que l'opposition syrienne s'est engagée à respecter la cessation de la violence à condition que le Gouvernement fasse de même,

*Préoccupé* par le fait que les cas de violence et le nombre de victimes signalées ont à nouveau augmenté ces derniers jours, après que l'Envoyé eut estimé le 12 avril 2012 que les parties semblaient respecter un cessez-le-feu et que le Gouvernement syrien avait commencé à honorer ses engagements, et constatant que la violence armée sous toutes ses formes n'a donc manifestement pas complètement cessé,

*S'associant* à l'appel que l'Envoyé a lancé pour demander au Gouvernement syrien d'honorer immédiatement et de manière visible tous les éléments de la proposition en six points de l'Envoyé, afin que toutes les parties cessent durablement de recourir à la violence armée, sous toutes ses formes,

*Notant* que, de l'avis du Secrétaire général, le déploiement rapide, lorsque les conditions s'y prêteront, d'une mission de surveillance des Nations Unies dotée d'un mandat précis, des capacités requises et de conditions de fonctionnement adéquates, serait extrêmement utile pour ce qui est d'observer la situation et de faire respecter l'engagement pris par les parties de mettre fin à la violence armée sous toutes ses formes et pour ce qui est d'appuyer l'application du plan en six points,

*Notant également* que le Gouvernement syrien et l'Organisation des Nations Unies ont signé, le 19 avril 2012, un accord préliminaire<sup>32</sup> devant servir de point de départ à un protocole régissant les activités de la mission préparatoire puis du mécanisme de supervision des Nations Unies une fois que celle-ci aura été déployée,

*Ayant examiné* la lettre, en date du 19 avril 2012, que le Secrétaire général a adressée à la Présidente du Conseil de sécurité<sup>33</sup>,

---

<sup>32</sup> Voir S/2012/250.

<sup>33</sup> S/2012/238.

1. *Réaffirme* qu'il souscrit pleinement à tous les éléments de la proposition en six points de l'Envoyé spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes en Syrie, annexée à la résolution 2042 (2012), qui vise à mettre fin immédiatement à toute violence et à toute violation des droits de l'homme, à garantir l'accès des organismes humanitaires et à faciliter une transition politique dirigée par les Syriens devant mener à l'instauration d'un régime politique démocratique et pluraliste, fondé sur l'égalité des citoyens quelles que soient leur appartenance politique ou ethnique ou leurs convictions, à la faveur notamment de l'ouverture d'un dialogue politique général entre le Gouvernement syrien et l'ensemble des forces d'opposition syriennes ;

2. *Demande* au Gouvernement syrien d'honorer de manière visible et dans leur intégralité, comme il est convenu de le faire dans l'accord préliminaire, en date du 19 avril 2012, entre le Gouvernement et l'Organisation des Nations Unies<sup>32</sup> et comme le prévoit la résolution 2042 (2012), les engagements qu'il a pris *a*) de mettre fin aux mouvements de troupes en direction d'agglomérations, *b*) de cesser de faire usage d'armes lourdes en ces lieux, et *c*) d'achever le retrait des troupes concentrées dans des agglomérations et aux alentours et de faire en sorte que les troupes se retirent, avec leurs armes lourdes, des agglomérations où elles se trouvent et retournent dans leurs casernes ou soient déployées dans des zones temporaires, afin de faciliter la cessation durable de la violence ;

3. *Demande* à toutes les parties syriennes, y compris l'opposition, de mettre fin immédiatement à la violence armée sous toutes ses formes ;

4. *Demande* aux groupes d'opposition armés syriens et aux autres éléments concernés de respecter les dispositions pertinentes de l'accord préliminaire ;

5. *Décide* de créer, pour une période initiale de quatre-vingt-dix jours, une Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne placée sous le commandement d'un observateur militaire en chef et composée, dans un premier temps, de 300 observateurs militaires non armés et d'une composante civile appropriée qui permette à la Mission d'exécuter son mandat, et décide également de procéder au déploiement rapide de la Mission, sous réserve de l'évaluation que fera le Secrétaire général de l'évolution de la situation sur le terrain, notamment la cessation durable de la violence ;

6. *Décide également* que la Mission aura pour mandat de contrôler le respect par toutes les parties de la cessation de la violence armée sous toutes ses formes, et de surveiller et d'appuyer l'application intégrale de la proposition en six points de l'Envoyé ;

7. *Prie* le Secrétaire général et le Gouvernement syrien de conclure sans délai un accord sur le statut de la mission, en tenant compte de la résolution 58/82 de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 2003, relative à la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, et note que le Gouvernement syrien et l'Organisation des Nations Unies sont convenus qu'en attendant la conclusion d'un tel accord, le modèle d'accord sur le statut des forces, en date du 9 octobre 1990<sup>34</sup>, s'appliquera ;

8. *Demande* au Gouvernement syrien de veiller au bon fonctionnement de la Mission en facilitant le déploiement rapide et sans entrave de son personnel et des moyens nécessaires à l'exécution de son mandat, en assurant immédiatement la liberté de circulation et d'accès totale et sans entrave nécessaire à l'exécution de son mandat, étant entendu que le Gouvernement syrien et l'Organisation doivent s'entendre rapidement sur les moyens aériens de la Mission, en lui permettant de communiquer sans entrave et en lui garantissant la liberté de s'entretenir de manière confidentielle avec des personnes se trouvant dans toute la République arabe syrienne, sans que ceux qui auront des contacts avec elle ne fassent l'objet de représailles ;

---

<sup>34</sup> A/45/594, annexe.

9. *Demande* que les parties garantissent la sécurité du personnel de la Mission, sans préjudice de sa liberté de circulation et d'accès, et souligne que la responsabilité à cet égard incombe au premier chef aux autorités syriennes ;

10. *Prie* le Secrétaire général de lui signaler immédiatement tout acte de quelque partie que ce soit qui ferait obstacle au bon fonctionnement de la Mission ;

11. *Demande de nouveau* aux autorités syriennes de donner immédiatement au personnel des organisations humanitaires un accès libre et sans entrave à toutes les populations qui ont besoin d'assistance, conformément au droit international et aux principes directeurs concernant l'aide humanitaire, et engage toutes les parties syriennes, en particulier les autorités, à coopérer pleinement avec l'Organisation et les organisations humanitaires concernées pour faciliter la fourniture de l'aide humanitaire ;

12. *Invite* tous les États Membres à envisager d'apporter des contributions appropriées à la Mission, comme le Secrétaire général l'a demandé ;

13. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport sur l'application de la présente résolution dans les quinze jours suivant son adoption, puis tous les quinze jours, et de lui présenter, si nécessaire, des propositions de modification du mandat de la Mission ;

14. *Exprime son intention* d'évaluer l'état d'avancement de l'application de la présente résolution et d'envisager de nouvelles mesures si nécessaire ;

15. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6756<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

Le 27 avril 2012, la Présidente du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>35</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que la lettre, en date du 24 avril 2012, par laquelle vous faites part de votre intention de nommer le général de division Robert Mood (Norvège) Chef du Groupe d'observateurs militaires et Chef de mission de la Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne<sup>36</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note. »

Le 17 mai 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>37</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que la lettre, en date du 11 mai 2012, par laquelle vous faites part de votre intention de nommer les membres du jury de sélection pour le Tribunal spécial pour le Liban visé à l'alinéa *d* du paragraphe 5 de l'article 2 de l'annexe de la résolution 1757 (2007) du Conseil de sécurité<sup>38</sup> a été portée à l'attention des membres du Conseil, qui en ont pris note. »

À sa 6776<sup>e</sup> séance, le 29 mai 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Yémen à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jamal Benomar, Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen.

---

<sup>35</sup> S/2012/270.

<sup>36</sup> S/2012/269.

<sup>37</sup> S/2012/336.

<sup>38</sup> S/2012/335.

À sa 6784<sup>e</sup> séance, le 12 juin 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Yémen à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

**Résolution 2051 (2012)  
du 12 juin 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* sa résolution 2014 (2011) du 21 octobre 2011 et la déclaration de son Président en date du 29 mars 2012<sup>28</sup>,

*Se déclarant gravement préoccupé* par la situation politique, économique, humanitaire et l'état de la sécurité au Yémen,

*Réaffirmant son ferme attachement* à l'unité, à la souveraineté, à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale du Yémen,

*Accueillant avec satisfaction* la déclaration du Secrétaire général, en date du 21 mai 2012, encourageant toutes les parties à jouer pleinement un rôle constructif en vue de l'application de l'accord sur la transition politique, conformément à la résolution 2014 (2011),

*Prenant note* de la déclaration des coprésidents à l'issue de la réunion ministérielle des Amis du Yémen tenue à Riyad le 23 mai 2012 et de l'appui exprimé en faveur de l'accord sur la transition politique conformément à l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et au mécanisme de mise en œuvre, y compris de la proposition de l'Arabie saoudite d'accueillir une réunion de donateurs fin juin 2012,

*Se déclarant gravement préoccupé* par l'état de la sécurité et la persistance des attentats terroristes au Yémen, commis notamment par Al-Qaïda dans la péninsule arabique, et réaffirmant que le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations constitue l'une des menaces les plus graves contre la paix et la sécurité internationales, et que tous les actes de terrorisme, quels qu'ils soient, sont criminels et injustifiables, quelles qu'en soient les motivations,

*Condamnant* tous attentats terroristes et autres agressions contre les civils, les infrastructures pétrolières, gazières et électriques et les autorités légitimes, y compris ceux visant à remettre en cause le processus politique au Yémen, notamment l'attentat perpétré à Sanaa le 21 mai 2012,

*Constatant* que le Yémen fait face à de redoutables problèmes économiques et sociaux du fait desquels de nombreux Yéménites ont cruellement besoin d'une aide humanitaire,

*Se félicitant* que le Gouvernement d'unité nationale s'attache à stabiliser rapidement l'économie en mettant en œuvre le programme appuyé par la Facilité de crédit rapide du Fonds monétaire international,

*Soulignant* que la meilleure solution à la situation qui règne au Yémen consiste en un processus de transition politique pacifique, ordonné et sans exclusive, piloté par les Yéménites, répondant aux exigences et aspirations légitimes du peuple yéménite, qui réclame un changement pacifique et de véritables réformes politiques, économiques et sociales, conformément à l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et à son mécanisme de mise en œuvre ainsi qu'à la résolution 2014 (2011),

*Rappelant* que la transition nécessite la participation et la coopération de toutes les parties au Yémen, y compris les groupes qui n'étaient pas parties à l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et à son mécanisme de mise en œuvre,

*Se déclarant préoccupé* par la détérioration récente de la coopération entre certains acteurs politiques et des agissements de nature à perturber ou à retarder la transition politique,

*Rappelant* que les allégations de violations des droits de l'homme doivent faire l'objet d'enquêtes approfondies menées en toute indépendance et impartialité, dans le respect des normes internationales, afin que leurs auteurs répondent pleinement de leurs actes,

*Se félicitant* que le Secrétaire général continue à user de ses bons offices, notamment en dépêchant au Yémen son Conseiller spécial pour le Yémen, M. Jamal Benomar,

*Conscient* que la Charte des Nations Unies lui a assigné la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et soulignant qu'il faut que l'application de l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et de son mécanisme de mise en œuvre progresse pour éviter que la situation humanitaire et de la sécurité au Yémen qui menace la paix et la sécurité dans la région continue de se détériorer,

1. *Réaffirme* la nécessité d'appliquer intégralement et rapidement l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, conformément à la résolution 2014 (2011) ;

2. *Demande* à toutes les parties au Yémen de rejeter immédiatement le recours à la violence pour atteindre des objectifs politiques ;

3. *Note* que, conformément au mécanisme de mise en œuvre, la deuxième étape de la transition devrait être axée sur :

a) La tenue d'une conférence de dialogue nationale sans exclusive ;

b) La restructuration des forces de sécurité et des forces armées regroupées dans le cadre d'une structure nationale unifiée professionnelle, et la fin de tous les conflits armés ;

c) L'adoption de mesures en matière de justice transitionnelle et de soutien à la réconciliation nationale ;

d) L'engagement d'une réforme constitutionnelle et électorale et la tenue d'élections législatives au plus tard en février 2014 ;

4. *Appuie* les efforts du Président Abd Rabbuh Mansour Hadi et du Gouvernement d'unité nationale pour faire avancer la transition, y compris la réforme du secteur de la sécurité et la nomination de nouveaux titulaires aux postes de direction des forces de sécurité et des forces armées, ainsi que le lancement du processus préparatoire à la tenue de la conférence nationale de dialogue ;

5. *Souligne* qu'il importe que la conférence nationale de dialogue se déroule sans exclusive et en toute transparence avec la participation de toutes les parties, y compris les groupes de jeunes et de femmes, et demande à toutes les parties prenantes au Yémen d'y participer de manière active et constructive ;

6. *Exige* la cessation de tous les actes visant à porter atteinte au Gouvernement d'unité nationale et à perturber la transition politique, y compris les attentats contre les infrastructures pétrolières, gazières et électriques, ainsi que de l'ingérence dans les décisions concernant la restructuration des forces armées et des forces de sécurité, qui font obstacle à l'application des décrets présidentiels, en date du 6 avril 2012, relatifs aux nominations militaires et civiles, et se déclare prêt à envisager de nouvelles mesures, y compris en vertu de l'Article 41 de la Charte des Nations Unies, au cas où de tels actes persisteraient ;

7. *Affirme* que tous les auteurs de violations des droits de l'homme doivent répondre de leurs actes, et souligne que les violations des droits de l'homme qui auraient été commises doivent faire l'objet d'une enquête approfondie menée en toute indépendance et impartialité, dans le respect des normes internationales, afin qu'elles ne restent pas impunies et que leurs auteurs répondent de leurs actes ;

8. *Note avec préoccupation* que des enfants continuent d'être enrôlés et utilisés par des groupes armés et certains éléments de l'armée, et appelle les autorités à continuer à tout faire pour décourager l'enrôlement et l'utilisation d'enfants soldats ;

9. *Rappelle* au Gouvernement yéménite et aux autres acteurs qu'ils doivent remettre immédiatement en liberté les manifestants qui ont été illégalement arrêtés durant la crise ;



10. *Engage instamment* le Gouvernement yéménite à adopter une législation sur la justice transitionnelle afin de concourir sans nouveaux retards à la réconciliation ;

11. *Engage* toutes les parties à se conformer au droit international applicable, notamment au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme ;

12. *Appelle* la communauté internationale, notamment les Nations Unies et le Conseil de coopération du Golfe, en particulier par l'intermédiaire des Amis du Yémen, à fournir un appui actif et grandissant au Gouvernement yéménite pour l'aider à faire face aux problèmes politiques, économiques, humanitaires et de sécurité qu'il devra résoudre ;

13. *Encourage* la communauté internationale à apporter une assistance humanitaire au Yémen, demande un financement intégral du Plan d'intervention humanitaire pour le Yémen de 2012 et, à ce propos, prie toutes les parties au Yémen de faciliter l'accès sans entrave et en toute sécurité du personnel humanitaire aux populations ayant besoin d'assistance ;

14. *Souligne* qu'il importe que le Gouvernement d'unité nationale arrête définitivement et adopte son plan de développement de deux ans, qui doit définir les domaines d'intervention prioritaires et les modalités de financement et recenser les principaux domaines où des réformes doivent être entreprises, et prie tous les donateurs d'appuyer le plan de développement par les modalités de financement établies et d'annoncer leur contribution à la prochaine conférence des donateurs ;

15. *Exprime* sa préoccupation face au nombre grandissant d'attaques menées ou commanditées par Al-Qaïda dans la péninsule arabique et sa détermination à écarter cette menace conformément à la Charte et au droit international applicable, notamment au droit des droits de l'homme, au droit des réfugiés et au droit humanitaire ;

16. *Prie* le Secrétaire général de continuer à exercer ses bons offices, notamment par l'intermédiaire de son Conseiller spécial pour le Yémen, M. Jamal Benomar, souligne qu'il importe qu'ils coordonnent leur action avec celle des partenaires internationaux afin de contribuer au succès de la transition au Yémen et, à ce sujet, se félicite que l'Organisation des Nations Unies contribue au processus politique grâce à la présence au Yémen d'une petite équipe d'experts chargée d'aider à mettre en œuvre le processus de transition et de donner des conseils aux parties, en conjonction avec le Gouvernement yéménite, en particulier à l'appui du processus de dialogue national ;

17. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à coordonner l'assistance apportée par la communauté internationale au dialogue national et à la transition, comme le prévoit le mécanisme de mise en œuvre de l'initiative du Conseil de coordination du Golfe ;

18. *Prie en outre* le Secrétaire général de continuer à lui rendre compte tous les soixante jours de la situation au Yémen ;

19. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6784<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

Le 19 juin 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>39</sup> :

« J'ai l'honneur de vous faire savoir que votre lettre du 15 juin 2012, concernant votre intention de nommer le général de division Iqbal Singh Singha (Inde) commandant de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement<sup>40</sup>, a été portée à l'attention

---

<sup>39</sup> S/2012/459.

<sup>40</sup> S/2012/458.

des membres du Conseil de sécurité. Ils ont pris note de l'intention que vous exprimez dans votre lettre. »

Le 21 juin 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>41</sup> :

« J'ai l'honneur de vous faire savoir que votre lettre du 18 juin 2012, concernant votre intention d'établir un petit bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen, pour une période initiale de douze mois<sup>42</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité. Ils ont pris note de l'intention que vous exprimez dans votre lettre. »

À sa 6791<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (S/2012/403) ».

### **Résolution 2052 (2012) du 27 juin 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Notant avec préoccupation* que la situation au Moyen-Orient est tendue et semble devoir le rester tant que l'on ne sera pas parvenu à un règlement d'ensemble de la question du Moyen-Orient sous tous ses aspects,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général, en date du 5 juin 2012, sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement<sup>43</sup> et réaffirmant sa résolution 1308 (2000) du 17 juillet 2000,

*Se déclarant gravement préoccupé* par toutes les violations de l'accord sur le désengagement des forces du 31 mai 1974<sup>17</sup>, en particulier celles perpétrées le 1<sup>er</sup> mars 2012 par les Forces armées arabes syriennes, lesquelles ont pénétré dans la zone de séparation,

*Déplorent vivement* les événements des 5 et 12 mars 2012, au cours desquels des coups de feu ont été tirés sur les équipes du Groupe d'observateurs au Golan, notamment le 12 mars, où un soldat se trouvant dans le secteur Bravo a tiré des coups de feu dans la zone de limitation,

*Se déclarant préoccupé* par ce qui s'est passé le 26 février 2012, lorsque des soldats se trouvant dans le secteur Alpha ont tiré des coups de feu en direction de la zone de séparation,

*Convenant* avec le Secrétaire général que ce qui se passe ailleurs en République arabe syrienne a commencé à avoir des répercussions dans la zone de responsabilité de la Force,

1. *Demande* aux parties concernées d'appliquer immédiatement sa résolution 338 (1973) du 22 octobre 1973 ;

2. *Demande* à toutes les parties de coopérer pleinement avec les opérations de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement et d'assurer la sécurité ainsi que l'accès immédiat et sans entrave du personnel des Nations Unies s'acquittant de son mandat, en application des accords existants ;

3. *Souligne* que les deux parties ont l'obligation de respecter pleinement et scrupuleusement les termes de l'accord sur le désengagement des forces<sup>17</sup> et appelle les parties à faire preuve de la plus grande retenue et à prévenir toutes violations du cessez-le-feu et incursions dans la zone de séparation ;

---

<sup>41</sup> S/2012/470.

<sup>42</sup> S/2012/469.

<sup>43</sup> S/2012/403.

4. *Se félicite* de ce que fait la Force pour appliquer la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et veiller à ce que son personnel se conforme strictement au code de conduite de l'Organisation des Nations Unies, prie le Secrétaire général de continuer à prendre toutes mesures nécessaires à cet égard et à le tenir informé, et demande instamment aux pays qui fournissent des contingents de prendre des mesures préventives et disciplinaires pour que ces actes fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme et soient dûment sanctionnés toutes les fois que leur personnel serait en cause ;

5. *Note* les progrès considérables qui ont été réalisés dans la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation de la capacité opérationnelle de la Force, comme le prévoit la résolution 2028 (2011), en date du 21 décembre 2011, pour ce qui est d'entretenir et de moderniser l'équipement et les infrastructures de la Force ;

6. *Décide* de renouveler pour une période de six mois, soit jusqu'au 31 décembre 2012, le mandat de la Force ;

7. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à la fin de cette période, un rapport sur l'évolution de la situation et les mesures prises pour appliquer la résolution 338 (1973).

*Adoptée à l'unanimité à la 6791<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6810<sup>e</sup> séance, le 19 juillet 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République arabe syrienne à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2043 (2012) du Conseil de sécurité (S/2012/523) ».

À la même séance, le Conseil a procédé à un vote sur le projet de résolution figurant dans le document S/2012/538. Les voix se sont réparties comme suit : 11 voix pour (Allemagne, Azerbaïdjan, Colombie, États-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Inde, Maroc, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Togo), 2 voix contre (Chine et Fédération de Russie) et 2 abstentions (Afrique du Sud et Pakistan). Deux membres permanents du Conseil ayant voté contre, le projet de résolution n'a pas été adopté.

À sa 6812<sup>e</sup> séance, le 20 juillet 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2043 (2012) du Conseil de sécurité (S/2012/523) ».

### Résolution 2059 (2012) du 20 juillet 2012

*Le Conseil de sécurité,*

*Saluant* les efforts de la Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne,

1. *Décide* de proroger le mandat de la Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne pour une dernière période de trente jours, compte tenu des recommandations du Secrétaire général tendant à reconfigurer la Mission<sup>44</sup> et des incidences opérationnelles des conditions de sécurité de plus en plus dangereuses en République arabe syrienne ;

---

<sup>44</sup> Voir S/2012/523.

2. *Demande* aux parties d'assurer la sécurité du personnel de la Mission, sans préjudice de sa liberté de circulation et d'accès, et souligne que la responsabilité à cet égard incombe au premier chef aux autorités syriennes ;
3. *Déclare* qu'il ne sera disposé à proroger le mandat de la Mission par la suite que si le Secrétaire général indique et lui-même confirme qu'il n'est plus fait usage d'armes lourdes et que le niveau de violence de la part de toutes les parties a suffisamment diminué pour permettre à la Mission de s'acquitter de son mandat ;
4. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la présente résolution dans les quinze jours ;
5. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6812<sup>e</sup> séance.*

---

## COMMUNICATIONS CONCERNANT LA QUESTION INDE-PAKISTAN<sup>45</sup>

### Décision

Le 8 juin 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>46</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que la lettre, en date du 6 juin 2012, par laquelle vous faites part de votre intention de nommer le général de division Young-Bum Choi (République de Corée) Chef du Groupe d'observateurs militaires et Chef de mission du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan<sup>47</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note. »

---

## LA SITUATION À CHYPRE<sup>48</sup>

### Décision

À sa 6685<sup>e</sup> séance, le 14 décembre 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« La situation à Chypre

« Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/2011/746 et Corr.1) ».

### Résolution 2026 (2011) du 14 décembre 2011

*Le Conseil de sécurité,*

*Accueillant avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général, en date du 30 novembre 2011, sur l'opération des Nations Unies à Chypre<sup>49</sup>,

---

<sup>45</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1948 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>46</sup> S/2012/419.

<sup>47</sup> S/2012/418.

<sup>48</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1963 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>49</sup> S/2011/746 et Corr.1.

*Notant* que le Gouvernement chypriote convient qu'en raison de la situation qui règne dans l'île il est nécessaire d'y maintenir la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre au-delà du 15 décembre 2011,

*Faisant écho* à la conviction du Secrétaire général selon laquelle c'est aux Chypriotes eux-mêmes qu'il incombe au premier chef de trouver une solution et réaffirmant le rôle de premier plan de l'Organisation des Nations Unies s'agissant d'aider les parties à parvenir à un règlement global et durable du conflit à Chypre et de la division de l'île,

*Accueillant favorablement* les progrès accomplis à ce jour dans les négociations véritables ainsi que les déclarations communes des dirigeants, notamment celles des 23 mai et 1<sup>er</sup> juillet 2008,

*Notant avec satisfaction* que les négociations sont entrées dans une phase plus active, soulignant que le statu quo n'est pas viable et priant instamment les dirigeants d'accélérer le rythme des négociations, notamment s'agissant des questions centrales, pour parvenir à un règlement durable, global et juste fondé sur une fédération bicommunautaire et bizonale et l'égalité politique, conformément à ses résolutions pertinentes,

*Soulignant* combien il importe à la communauté internationale que toutes les parties s'engagent pleinement, en faisant preuve de souplesse et de façon constructive, dans les négociations, convenant avec le Secrétaire général qu'il est possible de parvenir à un règlement global, espérant que des progrès décisifs seront accomplis dans un proche avenir, en prévision de la réunion que le Secrétaire général aura avec les dirigeants en janvier 2012, et partageant avec le Secrétaire général l'attente que « tous les aspects internes d'un règlement auront été aplanis d'ici là de façon à pouvoir organiser une conférence multilatérale peu après » avec l'assentiment des deux parties,

*Se félicitant* des efforts faits par le Secrétaire général, lors de sa rencontre avec les deux dirigeants les 30 et 31 octobre 2011, pour favoriser les progrès et de son intention de se réunir de nouveau avec eux en janvier 2012, et notant qu'il entend lui présenter en janvier 2012 une évaluation actualisée de l'état d'avancement du processus,

*Notant* qu'il importe de progresser dans l'examen des mesures de confiance militaires et les discussions à ce sujet, et appelant à de nouveaux efforts pour mettre en œuvre l'ensemble des mesures de confiance restantes ainsi qu'à la conclusion d'un accord au sujet de nouvelles mesures de nature à renforcer la confiance entre les communautés et à leur application,

*Réaffirmant* qu'il importe que les Chypriotes puissent continuer à traverser la Ligne verte, et encourageant l'ouverture, d'un commun accord, d'autres points de passage,

*Convaincu* des avantages nombreux et importants qu'aurait pour tous les Chypriotes un règlement global et durable de la situation à Chypre, engageant vivement les deux parties et leurs dirigeants à contribuer à faire prévaloir un discours public positif et les encourageant à exposer clairement aux deux communautés, suffisamment de temps avant l'organisation de tout référendum éventuel, les avantages d'un règlement en expliquant qu'il importe de faire preuve à cette fin de davantage de souplesse et d'esprit de compromis,

*Estimant* que porter atteinte à la crédibilité de l'Organisation compromet le processus de paix,

*Soulignant* l'importance du rôle d'accompagnement que joue la communauté internationale, en particulier les parties intéressées, en prenant des mesures concrètes en vue d'encourager les dirigeants chypriote grec et chypriote turc à saisir véritablement l'occasion qui s'offre actuellement à eux,

*Notant* que le Secrétaire général juge que les conditions de sécurité dans l'île et le long de la Ligne verte demeurent stables et priant instamment toutes les parties d'éviter toute action susceptible d'accroître les tensions, de remettre en question les progrès réalisés ou de porter atteinte à la bonne volonté dans l'île,

*Rappelant* la ferme conviction du Secrétaire général selon laquelle la situation dans la zone tampon s'améliorerait si les deux parties acceptaient l'aide-mémoire de 1989 utilisé par l'Organisation,

*Constatant avec regret* que les parties bloquent l'accès aux champs de mines encore existants dans la zone tampon et que le déminage de Chypre est, de ce fait, interrompu, notant le danger que continuent de poser les mines à Chypre et appelant instamment à parvenir rapidement à un accord qui favoriserait la reprise des opérations de déminage des champs de mines restants,

*Soulignant* l'importance des activités du Comité des personnes disparues à Chypre, demandant instamment que le Comité ait accès à toutes les zones pour lui permettre d'accomplir ses tâches et convaincu que ces activités favoriseront la réconciliation des communautés,

*Reconnaissant* que la participation active de groupes de la société civile, y compris les groupes de femmes, est essentielle pour le processus politique et peut contribuer à assurer la viabilité de tout règlement futur, rappelant que les femmes jouent un rôle important dans les processus de paix, se félicitant des efforts réalisés, notamment par tous les organismes des Nations Unies présents dans l'île, pour promouvoir les contacts et les manifestations bicommunautaires et exhortant les deux parties à encourager la participation active de la société civile et la coopération entre organismes à vocation économique et organismes à vocation commerciale et à lever tous les obstacles à ces contacts,

*Soulignant* qu'il lui faut adopter une approche rigoureuse et stratégique en matière de déploiement des opérations de maintien de la paix,

*Se félicitant* de l'intention du Secrétaire général de suivre de près toutes les activités de maintien de la paix, y compris celles de la Force, et notant qu'il importe, en prévision du règlement, de prévoir les aménagements à apporter au mandat de la Force, à ses effectifs, à ses autres ressources et à son concept d'opérations, si nécessaire assortis de recommandations, compte tenu de l'évolution de la situation sur le terrain et des vues des parties,

*Accueillant avec satisfaction* les efforts que continue de déployer M. Alexander Downer, en sa qualité de Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre chargé d'aider les parties à mener des négociations véritables en vue de parvenir à un règlement global, ainsi que ceux de M<sup>me</sup> Lisa Buttenheim, en sa qualité de Représentante spéciale du Secrétaire général à Chypre,

*S'associant* au Secrétaire général pour exprimer sa gratitude au Gouvernement chypriote et au Gouvernement grec, qui ont versé des contributions volontaires au financement de la Force, et à l'appel qu'il a lancé afin que d'autres pays et organisations versent de nouvelles contributions volontaires, et remerciant les États Membres qui fournissent du personnel à la Force,

*Appréciant et encourageant* les efforts que l'Organisation déploie, dans le cadre de toutes ses opérations de maintien de la paix, pour sensibiliser le personnel de maintien de la paix à la question de la prévention du VIH/sida et d'autres maladies transmissibles et de la lutte contre ces maladies,

1. *Accueille avec satisfaction* les progrès encourageants accomplis jusqu'à présent dans les négociations véritables et les possibilités qu'ils ouvrent de nouvelles avancées décisives vers un règlement global et durable dans les mois à venir ;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général en date du 8 août 2011<sup>50</sup> ;

3. *Rappelle* sa résolution 1986 (2011) du 13 juin 2011 et demande aux deux dirigeants :

a) D'intensifier la dynamique des négociations, de participer au processus de manière constructive et ouverte et de chercher à parvenir à des convergences de points de vue au sujet des questions centrales restantes en prévision de leur réunion avec le Secrétaire général en janvier

---

<sup>50</sup> S/2011/498.

2012 et de la poursuite des travaux dans les mois suivants, qui seront consacrés à la recherche d'un règlement ;

b) D'améliorer le climat général dans lequel se déroulent les négociations, notamment en insistant dans les messages publics sur les convergences de points de vue et la voie à suivre, et en adressant des messages plus constructifs et plus cohérents ;

c) D'accroître la participation de la société civile au processus, selon qu'il conviendra ;

4. *Demande instamment* l'application de mesures de confiance et espère que de nouvelles mesures seront convenues et mises en œuvre, y compris des mesures de confiance militaires et l'ouverture d'autres points de passage ;

5. *Exhorte* toutes les parties à faire preuve de plus d'empressement s'agissant de répondre aux demandes d'exhumation dans toute l'île, y compris les zones militaires du nord, présentées par le Comité des personnes disparues à Chypre ;

6. *Réaffirme* toutes ses résolutions sur Chypre, en particulier la résolution 1251 (1999), en date du 29 juin 1999, et les résolutions ultérieures ;

7. *Exprime son plein appui* à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et décide d'en proroger le mandat, pour une nouvelle période, jusqu'au 19 juillet 2012 ;

8. *Demande* aux deux parties de tenir, d'urgence et dans le respect du mandat de la Force, des consultations avec celle-ci sur la démarcation de la zone tampon et l'aide-mémoire de 1989 utilisé par l'Organisation des Nations Unies, afin de parvenir rapidement à un accord sur les questions en suspens ;

9. *Demande* à la partie chypriote turque et aux forces turques de rétablir à Strovilia le statu quo militaire antérieur au 30 juin 2000 ;

10. *Demande* aux deux parties de permettre aux démineurs d'accéder à la zone tampon et d'en faciliter le déminage, et prie instamment les deux parties d'étendre les opérations de déminage au-delà de celle-ci ;

11. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la présente résolution, y compris de la question de la planification en prévision du règlement, au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2012, et de le tenir au courant de la situation en tant que de besoin ;

12. *Se félicite* des efforts déployés par la Force pour appliquer la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et veiller à ce que son personnel respecte strictement le code de conduite de l'Organisation, prie le Secrétaire général de continuer à prendre toutes mesures nécessaires en ce sens et de l'en tenir informé, et prie instamment les pays qui fournissent des contingents d'adopter des mesures de prévention appropriées, notamment de sensibiliser les contingents avant leur déploiement, ainsi que de prendre des mesures disciplinaires et autres pour amener les membres de leurs contingents qui se seraient rendus coupables de tels actes à en répondre pleinement ;

13. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6685<sup>e</sup> séance.*

### Décision

À sa 6809<sup>e</sup> séance, le 19 juillet 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« La situation à Chypre

« Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/2012/507) ».

**Résolution 2058 (2012)  
du 19 juillet 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Accueillant avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général, en date du 29 juin 2012, sur l'opération des Nations Unies à Chypre<sup>51</sup>,

*Notant* que le Gouvernement chypriote convient qu'en raison de la situation qui règne dans l'île il est nécessaire d'y maintenir la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre au-delà du 19 juillet 2012,

*Faisant écho* à la ferme conviction du Secrétaire général selon laquelle c'est aux Chypriotes eux-mêmes qu'il incombe au premier chef de trouver une solution et réaffirmant le rôle de premier plan de l'Organisation des Nations Unies s'agissant d'aider les parties à parvenir à un règlement global et durable du conflit à Chypre et du problème de la division de l'île,

*Se félicitant* des progrès accomplis à ce jour dans les négociations véritables ainsi que des déclarations communes des dirigeants, notamment celles des 23 mai et 1<sup>er</sup> juillet 2008,

*Rappelant* combien il importe à la communauté internationale que toutes les parties s'engagent pleinement dans les négociations, en faisant preuve de souplesse et d'un esprit constructif, notant que le passage à une phase plus active des négociations n'a pas encore permis un règlement durable, global et juste fondé sur une fédération bicommunautaire et bizonale et l'égalité politique, comme y appellent ses résolutions pertinentes, engageant les parties à poursuivre les négociations de fond sur les questions centrales et soulignant que le statu quo n'est pas viable,

*Se félicitant* des efforts faits par le Secrétaire général, lors de sa rencontre avec les deux dirigeants les 30 et 31 octobre 2011 et 23 et 24 janvier 2012, pour favoriser les progrès, et lui exprimant son soutien sans faille,

*Notant* qu'il importe de progresser dans l'examen des mesures de confiance militaires et les discussions à ce sujet, et appelant à de nouveaux efforts pour mettre en œuvre l'ensemble des mesures de confiance restantes ainsi que pour parvenir à un accord au sujet de nouvelles mesures propres à renforcer la confiance entre les communautés et les appliquer,

*Réaffirmant* qu'il importe que les Chypriotes puissent continuer à traverser la Ligne verte et encourageant l'ouverture, d'un commun accord, d'autres points de passage,

*Convaincu* des avantages nombreux et importants, notamment les avantages économiques, qu'aurait pour tous les Chypriotes un règlement global et durable de la situation à Chypre, engageant vivement les deux parties et leurs dirigeants à contribuer à faire prévaloir un discours public positif et les encourageant à exposer clairement aux deux communautés, suffisamment de temps avant l'organisation de tout référendum éventuel, les avantages d'un règlement en expliquant qu'il importe de faire preuve à cette fin de davantage de souplesse et d'esprit de compromis,

*Estimant* que porter atteinte à la crédibilité de l'Organisation compromet le processus de paix,

*Soulignant* l'importance du rôle d'accompagnement que joue la communauté internationale, en particulier les parties intéressées, en prenant des mesures concrètes en vue d'encourager les dirigeants chypriote grec et chypriote turc à saisir véritablement l'occasion qui s'offre actuellement à eux,

*Notant* que le Secrétaire général juge que les conditions de sécurité dans l'île et le long de la Ligne verte demeurent stables et priant instamment toutes les parties d'éviter toute action susceptible d'accroître les tensions, de remettre en question les progrès réalisés ou de porter atteinte à la bonne volonté dans l'île,

---

<sup>51</sup> S/2012/507.



*Rappelant* la ferme conviction du Secrétaire général que la situation dans la zone tampon s'améliorerait si les deux parties acceptaient l'aide-mémoire de 1989 utilisé par l'Organisation,

*Déplorant* que les parties bloquent l'accès aux champs de mines encore existants dans la zone tampon, sachant que le déminage de Chypre doit se poursuivre, notant le danger que continuent de poser les mines à Chypre et appelant instamment à parvenir rapidement à un accord qui favoriserait la reprise des opérations de déminage des champs de mines restants,

*Soulignant* l'importance des activités du Comité des personnes disparues à Chypre, demandant instamment l'ouverture d'accès à toutes les zones pour permettre au Comité d'accomplir ses tâches et convaincu que ces activités favoriseront la réconciliation des communautés,

*Convenant* que la participation active des groupes de la société civile, y compris les groupes de femmes, est essentielle pour le processus politique et peut contribuer à assurer la viabilité de tout règlement futur, rappelant que les femmes jouent un rôle important dans les processus de paix, se félicitant des efforts réalisés, notamment par tous les organismes des Nations Unies présents dans l'île, pour promouvoir les contacts et les manifestations bicommunautaires et exhortant les deux parties à favoriser la participation active de la société civile, à encourager la coopération entre organismes à vocation économique et organismes à vocation commerciale et à lever tous les obstacles à ces contacts,

*Soulignant* qu'il lui faut adopter une approche rigoureuse et stratégique en matière de déploiement des opérations de maintien de la paix,

*Se félicitant* de l'intention du Secrétaire général de suivre de près toutes les opérations de maintien de la paix de façon à en assurer l'efficacité et l'efficience, notamment les activités de la Force, au besoin, et notant qu'il importe, en prévision du règlement, de prévoir les nouveaux aménagements à apporter au mandat de la Force, à ses effectifs, à ses autres ressources et à son concept d'opérations, si nécessaire assortis de recommandations, compte tenu de l'évolution de la situation sur le terrain et des vues des parties,

*Se félicitant également* des efforts que continuent de déployer M. Alexander Downer, en sa qualité de Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre chargé d'aider les parties à mener des négociations véritables en vue de parvenir à un règlement global, ainsi que ceux de M<sup>me</sup> Lisa Buitenheim, en sa qualité de Représentante spéciale du Secrétaire général à Chypre,

*S'associant* au Secrétaire général pour exprimer sa gratitude au Gouvernement chypriote et au Gouvernement grec qui ont versé des contributions volontaires au financement de la Force, et à l'appel qu'il a lancé afin que d'autres pays et organisations versent de nouvelles contributions volontaires, et remerciant les États Membres qui fournissent du personnel à la Force,

*Appréciant et encourageant* les efforts que l'Organisation déploie, dans le cadre de toutes ses opérations de maintien de la paix, pour sensibiliser le personnel de maintien de la paix à la question de la prévention du VIH/sida et d'autres maladies transmissibles et de la lutte contre ces maladies,

1. *Prend note* des progrès accomplis à ce jour dans les négociations véritables, mais relève qu'ils ne suffisent pas et qu'ils n'ont pas encore débouché sur un règlement global et durable, et exhorte les parties à poursuivre les discussions pour réaliser des progrès décisifs concernant les questions centrales ;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général<sup>51</sup> ;

3. *Rappelle* sa résolution 2026 (2011) du 14 décembre 2011 et demande aux deux dirigeants :

a) De s'employer davantage à faire converger leurs points de vue sur les questions centrales ;

b) De continuer à travailler avec les commissions techniques afin d'améliorer la vie quotidienne des Chypriotes ;

c) D'améliorer le climat général dans lequel se déroulent les négociations, notamment en insistant dans les messages publics sur les convergences de points de vue et la voie à suivre, et en adressant des messages plus constructifs et plus cohérents ;

- d) D'accroître la participation de la société civile au processus, selon qu'il conviendra ;
4. *Demande instamment* l'application de mesures de confiance et espère que de nouvelles mesures seront convenues et mises en œuvre, y compris les mesures de confiance militaires et l'ouverture d'autres points de passage ;
5. *Exhorte* toutes les parties à faire preuve de plus d'empressement s'agissant de répondre aux demandes d'exhumation présentées par le Comité des personnes disparues à Chypre, en lui assurant une liberté d'accès totale dans toute l'île, y compris les zones militaires du nord ;
6. *Réaffirme* toutes ses résolutions pertinentes sur Chypre, en particulier la résolution 1251 (1999), en date du 29 juin 1999, et les résolutions ultérieures ;
7. *Exprime son plein appui* à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et décide d'en proroger le mandat, pour une nouvelle période, jusqu'au 31 janvier 2013 ;
8. *Demande* aux deux parties de continuer à tenir, d'urgence et dans le respect du mandat de la Force, des consultations avec celle-ci sur la démarcation de la zone tampon et l'aide-mémoire de 1989 utilisé par l'Organisation, en vue de parvenir rapidement à un accord sur les questions en suspens ;
9. *Demande* à la partie chypriote turque et aux forces turques de rétablir à Strovilia le statu quo militaire antérieur au 30 juin 2000 ;
10. *Demande* aux deux parties de permettre aux démineurs d'accéder à la zone tampon et d'en faciliter le déminage, et prie instamment les deux parties d'étendre les opérations de déminage au-delà de celle-ci ;
11. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la présente résolution, y compris de la question de la planification en prévision du règlement, au plus tard le 10 janvier 2013, et de le tenir au courant de la situation en tant que de besoin ;
12. *Se félicite* des efforts déployés par la Force pour appliquer la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et veiller à ce que son personnel respecte strictement le code de conduite de l'Organisation, prie le Secrétaire général de continuer à prendre toutes mesures nécessaires en ce sens et de l'en tenir informé, et demande instamment aux pays qui fournissent des contingents d'adopter des mesures de prévention appropriées, notamment de sensibiliser les contingents avant leur déploiement, ainsi que des mesures disciplinaires et autres pour amener les membres de leurs contingents qui se seraient rendus coupables de tels actes à en répondre pleinement ;
13. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à la 6809<sup>e</sup> séance  
par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions  
(Azerbaïdjan et Pakistan).*

---

## LA SITUATION CONCERNANT LE SAHARA OCCIDENTAL<sup>52</sup>

### Décision

À sa 6758<sup>e</sup> séance, le 24 avril 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter la représentante de l'Espagne à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant le Sahara occidental

« Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental (S/2012/197) ».

---

<sup>52</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1975 des résolutions et décisions sur cette question.

**Résolution 2044 (2012)  
du 24 avril 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant et réaffirmant* toutes ses résolutions antérieures sur le Sahara occidental,

*Réaffirmant son ferme appui* aux efforts que font le Secrétaire général et son Envoyé personnel pour le Sahara occidental en vue de l'application des résolutions du Conseil de sécurité 1754 (2007) du 30 avril 2007, 1783 (2007) du 31 octobre 2007, 1813 (2008) du 30 avril 2008, 1871 (2009) du 30 avril 2009, 1920 (2010) du 30 avril 2010 et 1979 (2011) du 27 avril 2011,

*Réaffirmant sa volonté* d'aider les parties à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui pourvoie à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le cadre d'arrangements conformes aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et notant le rôle et les responsabilités des parties à cet égard,

*Demandant de nouveau* aux parties et aux États de la région de coopérer plus pleinement avec l'Organisation des Nations Unies et les uns avec les autres et de s'impliquer plus résolument pour mettre fin à l'impasse actuelle et avancer vers une solution politique,

*Se félicitant* des efforts que fait le Secrétaire général pour suivre de près toutes les opérations de maintien de la paix, y compris la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, et soulignant de nouveau que le Conseil doit adopter une approche rigoureuse et stratégique en matière de déploiement au service du maintien de la paix,

*Se déclarant préoccupé* par les violations des accords en vigueur et demandant aux parties de se conformer à leurs obligations,

*Prenant note* de la proposition du Maroc présentée au Secrétaire général le 11 avril 2007<sup>53</sup> et se félicitant des efforts sérieux et crédibles que fait le Maroc pour avancer vers un règlement, et prenant également note de la proposition du Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro présentée au Secrétaire général le 10 avril 2007<sup>54</sup>,

*Engageant* les parties, à ce propos, à faire preuve d'une plus grande volonté politique de parvenir à une solution, notamment en examinant de façon plus approfondie leurs propositions respectives,

*Prenant note* des quatre séries de négociations tenues sous les auspices du Secrétaire général et des séries de pourparlers informels en cours, et se félicitant des progrès accomplis par les parties sur la voie de négociations directes,

*Se félicitant* des progrès accomplis par les parties dans l'examen de nouveaux modes de négociation et de questions ponctuelles, de l'engagement qu'elles ont pris d'approfondir l'examen de ces questions et d'autres, de la réunion sur les ressources naturelles, qu'elles ont tenue le 9 novembre 2011, et des progrès réalisés en ce qui concerne le déminage,

*Se félicitant également* du succès du séminaire sur la culture hassania, qui s'est tenu du 12 au 16 septembre 2011 sous le parrainage du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de l'accord des parties concernant l'organisation de deux autres séminaires en 2012, et de la tenue, les 24 et 25 janvier 2012, d'une réunion de haut niveau sur les mesures de confiance pour le Sahara occidental, facilitée par le Haut-Commissariat,

*Soulignant* qu'il importe d'améliorer la situation des droits de l'homme au Sahara occidental et dans les camps de Tindouf, et engageant les parties à collaborer avec la communauté internationale pour mettre au point et appliquer des mesures indépendantes et crédibles qui garantissent le plein respect des droits de l'homme, en gardant à l'esprit les obligations que leur impose le droit international,

---

<sup>53</sup> Voir S/2007/206, annexe.

<sup>54</sup> S/2007/210, annexe.

*Se félicitant* de l'installation à Dakhla et à Laayoune de commissions régionales du Conseil national des droits de l'homme, et des mesures que le Maroc a prises pour remplir l'engagement qu'il a pris d'assurer un accès sans réserves ni restrictions à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation,

*Se félicitant également* de l'application du programme renforcé de protection des réfugiés que le Haut-Commissariat a élaboré en coordination avec le Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro, qui comprend des activités de formation et de sensibilisation aux droits des réfugiés et aux droits de l'homme,

*Demandant de nouveau* que le Haut-Commissariat continue à envisager d'enregistrer les réfugiés des camps de Tindouf,

*Attendant avec intérêt* l'application du plan d'action actualisé sur les mesures de confiance adopté à Genève les 24 et 25 janvier 2012, notamment le début des visites familiales effectuées par la route, l'utilisation des nouvelles technologies de l'information afin de faciliter la communication entre les familles et la poursuite et l'expansion du programme actuel de transport par voie aérienne, et engageant les parties à œuvrer en coopération avec le Haut-Commissariat à l'application de ce plan,

*Se félicitant* que les parties se soient engagées à poursuivre les négociations dans le cadre de pourparlers tenus sous les auspices de l'Organisation,

*Considérant* que la consolidation du statu quo n'est pas acceptable et notant en outre qu'il est essentiel que ces négociations progressent pour que tous les aspects de la qualité de vie des habitants du Sahara occidental s'améliorent,

*Affirmant son soutien* à l'Envoyé personnel du Secrétaire général, M. Christopher Ross, et à l'action qu'il mène pour faciliter les négociations entre les parties, se félicitant des consultations qu'il mène actuellement avec les parties et les États voisins et attendant avec intérêt la visite qu'il doit faire prochainement dans la région, y compris au Sahara occidental, selon le communiqué publié à l'issue de la réunion informelle sur le Sahara occidental tenue des 11 au 13 mars 2012,

*Affirmant également son soutien* au Représentant spécial du Secrétaire général pour le Sahara occidental et Chef de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, M. Hany Abdel-Aziz,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général en date du 5 avril 2012<sup>55</sup>,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 30 avril 2013 le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ;

2. *Réaffirme* que les accords militaires conclus avec la Mission concernant le cessez-le-feu doivent être pleinement respectés et exhorte les parties à y adhérer pleinement ;

3. *Demande* à toutes les parties de coopérer pleinement aux opérations de la Mission, y compris en ce qui concerne sa liberté d'interaction avec tous ses interlocuteurs, et de prendre les mesures voulues pour garantir la sécurité, ainsi qu'une totale liberté de circulation et un accès immédiat, au personnel des Nations Unies et au personnel associé dans l'exécution de leur mandat, conformément aux accords existants ;

4. *Se félicite* que les parties se soient engagées à continuer à tenir des pourparlers informels restreints dans la perspective d'une cinquième série de négociations et rappelle qu'il a fait sienne la recommandation formulée dans le rapport du Secrétaire général, en date du 14 avril 2008, selon laquelle il est indispensable que les parties fassent preuve de réalisme et d'un esprit de compromis pour faire avancer les négociations<sup>56</sup> ;

---

<sup>55</sup> S/2012/197.

<sup>56</sup> Voir S/2008/251, par. 66.

5. *Demande* aux parties de continuer de faire preuve de volonté politique et de travailler dans une atmosphère propice au dialogue afin d'engager des négociations plus résolues et plus axées sur le fond et de garantir ainsi l'application de ses résolutions 1754 (2007), 1783 (2007), 1813 (2008), 1871 (2009), 1920 (2010) et 1979 (2011), ainsi que le succès des négociations, entre autres, en continuant d'examiner les idées présentées au paragraphe 120 du rapport du Secrétaire général en date du 1<sup>er</sup> avril 2011<sup>57</sup> ;

6. *Affirme son soutien sans réserve* aux efforts déterminés que font le Secrétaire général et son Envoyé personnel pour le Sahara occidental pour qu'une solution soit trouvée à la question du Sahara occidental dans ce contexte et demande que le rythme des réunions soit accéléré et que les contacts soient renforcés ;

7. *Demande* aux parties de poursuivre les négociations sous les auspices du Secrétaire général, sans conditions préalables et de bonne foi, en tenant compte des efforts faits depuis 2006 et des faits nouveaux survenus depuis, en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui pourvoie à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le cadre d'arrangements conformes aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et prend note du rôle et des responsabilités des parties à cet égard ;

8. *Invite* les États Membres à prêter le concours voulu à ces négociations ;

9. *Prie* le Secrétaire général de lui faire régulièrement, et au moins deux fois par an, des exposés sur l'état et l'avancement des négociations tenues sous ses auspices, l'application de la présente résolution, les difficultés auxquelles se heurtent les opérations de la Mission et les mesures prises pour les surmonter, déclare son intention de se réunir pour entendre ces exposés et les examiner, et, à cet égard, prie en outre le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur la situation au Sahara occidental bien avant la fin du mandat de la Mission ;

10. *Se félicite* que les parties et les États voisins se soient engagés à tenir des réunions périodiques avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin d'examiner et, autant que faire se peut, de renforcer les mesures de confiance ;

11. *Engage* les États Membres à verser des contributions volontaires pour financer des mesures de confiance qui permettent aux membres séparés d'une même famille de se rendre visite, ainsi que d'autres mesures de confiance dont les parties conviendraient ;

12. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prendre les mesures voulues pour faire pleinement respecter par la Mission la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de le tenir informé, et demande instamment aux pays qui fournissent des contingents de prendre les mesures préventives voulues, notamment de mener avant tout déploiement des activités de sensibilisation à ces questions, et d'autres mesures pour faire en sorte que les membres de leur personnel qui seraient mis en cause soient amenés à répondre pleinement de leurs actes ;

13. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6758<sup>e</sup> séance.*

### Décision

Le 13 juin 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>58</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 12 avril 2012 concernant votre décision de nommer M. Wolfgang Weisbrod-Weber (Allemagne) votre Représentant spécial pour le Sahara occidental et Chef de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un

---

<sup>57</sup> S/2011/249.

<sup>58</sup> S/2012/442.

référendum au Sahara occidental<sup>59</sup> a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note. »

---

## LA SITUATION AU TIMOR-LESTE<sup>60</sup>

### Décisions

À sa 6664<sup>e</sup> séance, le 22 novembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Angola, de l'Australie, du Japon, de Nauru, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Philippines et du Timor-Leste (Ministre des affaires étrangères et de la coopération) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Timor-Leste

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (S/2011/641) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Ameerah Haq, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Timor-Leste et Chef de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6720<sup>e</sup> séance, le 22 février 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Angola, de l'Australie, du Brésil, du Japon, de la Malaisie, de la Nouvelle-Zélande et du Timor-Leste (Président) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Timor-Leste

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (S/2012/43) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Ameerah Haq, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Timor-Leste et Chef de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6721<sup>e</sup> séance, le 23 février 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Australie, du Brésil, du Japon, de la Malaisie et de la Nouvelle-Zélande à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Timor-Leste

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (S/2012/43) ».

---

<sup>59</sup> S/2012/441.

<sup>60</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1975 des résolutions et décisions sur cette question.

**Résolution 2037 (2012)  
du 23 février 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* toutes ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président sur la situation au Timor-Leste, en particulier les résolutions 1599 (2005) du 28 avril 2005, 1677 (2006) du 12 mai 2006, 1690 (2006) du 20 juin 2006, 1703 (2006) du 18 août 2006, 1704 (2006) du 25 août 2006, 1745 (2007) du 22 février 2007, 1802 (2008) du 25 février 2008, 1867 (2009) du 26 février 2009, 1912 (2010) du 26 février 2010 et 1969 (2011) du 24 février 2011,

*Accueillant avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général en date du 18 janvier 2012<sup>61</sup>,

*Réaffirmant son attachement sans réserve* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale du Timor-Leste, ainsi qu'à la promotion d'une stabilité durable dans ce pays,

*Prenant note* de la stabilité générale découlant de l'amélioration continue de la situation sur les plans politique et de la sécurité et saluant la ferme volonté des autorités et des autres parties intéressées timoraises d'encourager le dialogue national et la participation pacifique de tous aux mécanismes démocratiques et les mesures qu'elles continuent de prendre pour promouvoir le maintien de la paix, de la stabilité et de l'unité,

*Soulignant* qu'il importe, aux fins d'assurer la stabilité à long terme du Timor-Leste, de veiller au déroulement d'un processus électoral pacifique, crédible et transparent en 2012, et encouragé par les progrès soutenus réalisés dans la préparation des élections présidentielle et législatives, notamment par l'attachement des dirigeants politiques à la paix et à la stabilité pendant le processus électoral et les efforts en cours déployés par les organes d'administration des élections pour accroître la participation des femmes et des jeunes au processus électoral,

*Prenant note avec satisfaction* des travaux accomplis par le Comité de haut niveau sur la transition, se félicitant du Plan commun de transition, en date du 19 septembre 2011, signé par le Gouvernement timorais et la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste, et attendant avec intérêt son application effective,

*Réaffirmant* qu'il faut respecter l'indépendance du pouvoir judiciaire, soulignant qu'il est impératif de lutter contre l'impunité, notant à cet égard la grave pénurie de ressources dont continue de pâtir le système judiciaire et l'action entreprise par le Gouvernement timorais pour régler ces problèmes et encourageant les autorités timoraises à redoubler d'efforts pour établir la responsabilité des infractions pénales graves, y compris celles commises pendant la crise de 2006, comme l'a recommandé la Commission spéciale d'enquête indépendante pour le Timor-Leste<sup>62</sup>,

*Adressant ses encouragements* pour que de nouveaux progrès soient accomplis en vue de l'adoption des projets de loi portant réparations et création d'institutions appelées à prendre le relais de la Commission Vérité, accueil et réconciliation et de la Commission Vérité et amitié, en application de la résolution adoptée par le Parlement national le 14 décembre 2009,

*Saluant* les progrès accomplis pour renforcer les moyens des secteurs judiciaire et pénitentiaire, ce qui a permis de ménager un meilleur accès au système judiciaire, de réduire le nombre d'affaires pénales en souffrance et de moderniser l'infrastructure pénitentiaire,

*Prenant note* des mesures prises par le Gouvernement timorais afin de renforcer encore les capacités institutionnelles et l'efficacité de la Commission de lutte contre la corruption et de la Commission de la fonction publique et d'obtenir un large appui en faveur des mesures de lutte contre la corruption, notant avec satisfaction l'adoption de la loi visant à prévenir et à combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et soulignant l'importance

---

<sup>61</sup> S/2012/43.

<sup>62</sup> Voir S/2006/822, annexe.

de lois, institutions, mécanismes et normes propres à assurer la transparence, la responsabilisation et l'efficacité de l'administration publique aux fins de la stabilité et du développement à long terme du pays et encourageant à cet égard l'application de la loi portant création de la Chambre de vérification des comptes de la Haute Cour du contentieux administratif et fiscal et des comptes,

*Constatant* que la Police nationale du Timor-Leste assume de nouveau pleinement la responsabilité principale du maintien de l'ordre, que le Plan de développement conjoint de la Police nationale et de la police des Nations Unies est en cours d'application et que la Police nationale s'emploie à renforcer ses capacités opérationnelles, avec les conseils techniques de la police de la Mission, en prévision des prochaines élections et en vue de l'homologation définitive des effectifs de police reconstitués, et notant que la Police nationale continuera d'avoir besoin d'être aidée à renforcer ses institutions et ses capacités,

*Exprimant son soutien sans réserve* aux forces de sécurité internationales qui aident le Gouvernement timorais et la Mission à assurer le maintien de l'ordre et de la stabilité, ainsi que le Gouvernement en a fait la demande,

*Se félicitant* du renforcement des capacités des Falintil-Forces de défense du Timor-Leste, notamment du déploiement de personnel dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies telles que la Force intérimaire des Nations Unies au Liban et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud,

*Se félicitant également* de ce que le Gouvernement timorais a fait pour réaliser une croissance économique et un développement socioéconomique soutenus, notamment pour réduire le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté et améliorer les indicateurs du développement humain, tout en étant conscient des problèmes qui restent à surmonter afin de parvenir à une croissance durable bénéficiant à tous, en particulier dans le cadre de la promotion du développement rural, du secteur privé et de la création d'emplois, surtout pour les jeunes, ainsi qu'en réglementant les régimes et titres de propriété foncière et immobilière,

*Se félicitant en outre* de l'adoption par le Gouvernement timorais du Plan de développement stratégique portant sur la période 2011-2030,

*Rappelant* que, si le Timor-Leste a connu des progrès dans plusieurs aspects de son développement politique, économique et social, ainsi qu'au niveau du renforcement des ressources humaines et des institutions, le pays doit toujours faire face à de nombreux défis et continue d'avoir besoin de l'aide des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour pouvoir réaliser pleinement son potentiel de croissance soutenue, partagée et équitable,

*Reconnaissant* la contribution que le Timor-Leste a apportée en mettant en évidence l'importance critique du renforcement des institutions et de l'efficacité de l'aide dans la phase de consolidation de la paix après un conflit, y compris par ses travaux au sein du Groupe g7+,

*Saluant* l'engagement et l'action du Gouvernement timorais pour ce qui est de promouvoir les objectifs énoncés par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1325 (2000) du 31 octobre 2000, notamment les mesures prises pour mettre les femmes et les filles à l'abri de la violence sexiste, en particulier celles relatives à l'application de la loi réprimant la violence conjugale, et les activités des groupes d'intervention pour les personnes vulnérables de la Police nationale du Timor-Leste, ainsi que la volonté du Gouvernement de voir les femmes participer à la vie politique au cours des prochaines élections et d'autres mesures relatives à la situation des femmes et des filles,

*Se félicitant* de l'engagement positif et de la réaction constructive du Gouvernement timorais à la suite de l'examen de son rapport national dans le cadre du mécanisme d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme,

*Reconnaissant* l'importante contribution de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste à la paix, à la stabilité et au développement au Timor-Leste et exprimant sa satisfaction devant l'action menée par la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies, sous la direction de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Timor-Leste,



1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 décembre 2012 le mandat de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste en maintenant les effectifs actuels autorisés et fait sien le plan de réduction progressive de ces effectifs, conformément aux souhaits du Gouvernement timorais et compte tenu de la situation sur le terrain et du déroulement des opérations électorales en 2012, comme le recommande le Secrétaire général au paragraphe 65 de son rapport<sup>61</sup> et ainsi que prévu dans le Plan commun de transition ;
2. *Demande instamment* à toutes les parties au Timor-Leste, en particulier aux dirigeants politiques, de continuer à œuvrer main dans la main, à pratiquer le dialogue politique, à consolider la paix, la démocratie et l'état de droit, à favoriser un développement social et économique durable, à garantir la protection des droits de l'homme et à promouvoir la réconciliation nationale, et réaffirme son plein appui aux efforts que continue de déployer la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Timor-Leste en vue d'asseoir une culture de gouvernance démocratique fondée sur l'inclusion et la collaboration ;
3. *Demande* à la Mission de continuer de fournir, dans le cadre de son mandat actuel, l'appui nécessaire en prévision des élections présidentielle et législatives, comme l'a sollicité le Gouvernement timorais, et engage la communauté internationale à apporter son concours à cette entreprise, notamment en envoyant des observateurs et des volontaires pour les élections comme l'a demandé le Gouvernement ;
4. *Réaffirme* l'importance que continuent de revêtir l'examen et la réforme par le Gouvernement timorais du secteur de la sécurité au Timor-Leste, en particulier la nécessité de bien délimiter les rôles et missions respectifs des Falintil-Forces de défense du Timor-Leste et de la Police nationale du Timor-Leste, de renforcer les cadres juridiques et d'améliorer le contrôle exercé par les autorités civiles sur ces deux institutions chargées de la sécurité ainsi que leur responsabilisation, appuie l'action menée par la Représentante spéciale pour promouvoir la professionnalisation du secteur de la sécurité et demande à la Mission de continuer d'appuyer les efforts que le Gouvernement déploie à cet égard, comme il l'a sollicité ;
5. *Souligne* qu'il importe de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la crédibilité et l'intégrité de la Police nationale et note les efforts entrepris par le Gouvernement timorais pour régler les affaires disciplinaires et criminelles en suspens impliquant des agents de la Police ;
6. *Encourage* la poursuite de l'action menée en vue de la reconstitution totale de la Police nationale comme suite à l'échange de lettres entre le Gouvernement timorais et la Mission, notamment grâce à la mise en place de mesures arrêtées d'un commun accord afin de renforcer les moyens institutionnels de la Police ;
7. *Demande* à la Mission de fournir un appui opérationnel à la Police nationale, en particulier pour les opérations électorales, dans le cadre de son mandat actuel, comme convenu entre le Gouvernement timorais et la Mission ;
8. *Demande également* à la Mission de continuer à appuyer le développement institutionnel et le renforcement des capacités de la Police nationale du Timor-Leste conformément au Plan de développement conjoint de la Police nationale et de la police des Nations Unies, lance un appel à tous les pays concernés pour qu'ils approuvent les demandes de prolongation du déploiement des policiers occupant des postes clefs à la Mission, et souligne le rôle déterminant que sont appelés à jouer les autres partenaires bilatéraux et multilatéraux dans ce cadre et l'importance qu'il y a à promouvoir l'exercice de l'autorité par les Timorais ;
9. *Souligne* que le concept d'opérations et les règles d'engagement doivent être régulièrement actualisés, selon qu'il convient, et s'inscrire pleinement dans le cadre des dispositions de la présente résolution ;
10. *Réaffirme* l'importance des efforts en cours pour garantir la responsabilisation et la justice, exprime son soutien à l'appui que la Mission apporte au Gouvernement timorais à cet égard, dans le cadre de son mandat, ainsi qu'aux initiatives visant à renforcer le Bureau du Médiateur pour les droits de l'homme et la justice, et souligne qu'il importe que le Gouvernement

mette en œuvre les recommandations figurant dans le rapport de la Commission spéciale d'enquête indépendante pour le Timor-Leste, en date du 2 octobre 2006<sup>62</sup>, notamment les paragraphes 225 à 228 ;

11. *Souligne* l'importance d'une approche coordonnée de la réforme du secteur judiciaire, qui prenne en compte les recommandations issues de l'évaluation exhaustive et indépendante des besoins et la mise en œuvre du Plan stratégique du Gouvernement timorais relatif au secteur de la justice, et la nécessité constante d'accroître l'appropriation timoraise et de renforcer les capacités du personnel judiciaire national, notamment à la faveur de la formation et de la spécialisation des avocats et des juges du pays, et souligne qu'il est nécessaire que la communauté internationale continue d'aider le Timor-Leste à développer et à consolider ses institutions dans ce secteur ;

12. *Demande* à la Mission de poursuivre l'action qu'elle mène, en l'adaptant au besoin, pour améliorer l'efficacité du secteur de la justice, en vue d'aider le Gouvernement timorais à mettre en œuvre les procédures recommandées par la Commission ;

13. *Demande également* à la Mission de continuer d'aider le Gouvernement timorais à coordonner la coopération des donateurs dans les domaines du renforcement des capacités institutionnelles ;

14. *Mesure* l'importance des plans de développement élaborés par le Gouvernement timorais, notamment le Plan de développement stratégique, en particulier, de l'intérêt porté aux infrastructures, au développement rural et au renforcement des capacités humaines, et, à cet égard, se félicite du Pacte de développement de Dili conclu entre le Gouvernement et les donateurs en juillet 2011 et demande à la Mission de continuer de coopérer et de coordonner ses activités avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ainsi qu'avec tous les partenaires concernés pour aider le Gouvernement et les institutions compétentes à concevoir des politiques de réduction de la pauvreté, d'amélioration de l'éducation, de promotion de moyens de subsistance viables et de croissance économique durable ;

15. *Encourage* la poursuite des efforts en vue de la mise en œuvre effective du Plan commun de transition, notamment la collaboration entre la Mission, le Gouvernement timorais et les partenaires bilatéraux et multilatéraux concernant le transfert des fonctions assurées actuellement par la Mission qui demeureront nécessaires après le retrait de celle-ci ;

16. *Invite* le Gouvernement timorais à continuer de renforcer le volet consolidation de la paix dans des domaines tels que l'emploi et la démarginalisation, les efforts devant porter en particulier sur les zones rurales, les femmes et les jeunes, ainsi que le développement socio-économique au niveau local, en particulier les activités agricoles ;

17. *Demande* à la Mission de tenir pleinement compte, tout au long de son mandat, de la question de l'égalité des sexes telle qu'elle ressort des résolutions du Conseil de sécurité 1325 (2000), 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009 et 1889 (2009) du 5 octobre 2009 comme question intersectorielle, en soulignant qu'il importe de renforcer la capacité du secteur de la sécurité de prendre en considération les besoins spécifiques des femmes, et réaffirme ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils et sa résolution 1502 (2003) du 26 août 2003 sur la protection du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies ;

18. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prendre les dispositions nécessaires pour que la Mission applique pleinement la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de l'en tenir informé, et exhorte les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à prendre des mesures préventives et à s'assurer que leur personnel qui se serait rendu coupable de tels actes en réponde pleinement ;

19. *Réaffirme* l'importance de la stratégie à moyen terme et des indicateurs de résultat<sup>63</sup> pour mesurer et suivre les progrès au Timor-Leste et évaluer le niveau et la forme de l'aide fournie

---

<sup>63</sup> S/2009/72, annexe.

par l'Organisation et ceux de la coopération avec le Gouvernement timorais, tout en continuant à examiner activement ces indicateurs, et souligne qu'il importe que les dirigeants et le peuple timorais s'approprient cette stratégie ;

20. *Prie* le Secrétaire général de le tenir régulièrement informé de l'évolution de la situation sur place et de lui présenter, dans un délai de soixante jours après la formation du nouveau gouvernement et au plus tard le 15 octobre 2012, un rapport contenant une évaluation de la situation politique et en matière de sécurité ainsi que des recommandations relatives à l'achèvement de la Mission et au transfert des responsabilités afin de permettre au Gouvernement timorais et à la Mission d'achever les préparatifs du retrait de la Mission compte tenu de la situation sur place et des vues du Gouvernement concernant le rôle de l'Organisation au Timor-Leste après le retrait de la Mission ;

21. *Encourage* le Gouvernement timorais à se prononcer en temps voulu, en coordination avec la Mission, l'équipe de pays des Nations Unies et les autres parties prenantes, sur la nature et la portée du rôle de l'Organisation après le retrait de la Mission et les activités y afférentes ;

22. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6721<sup>e</sup> séance.*

---

## OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES<sup>64</sup>

### Décisions

À sa 6603<sup>e</sup> séance, le 26 août 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Argentine, de l'Australie, de l'Azerbaïdjan, du Bangladesh, du Canada, de la Croatie, de l'Éthiopie, des Fidji, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Indonésie, du Japon, du Kirghizistan, de la Malaisie, du Maroc, du Népal, de la Norvège, de l'Ouganda, du Pakistan, du Pérou, des Philippines, de la République de Corée, de la République bolivarienne du Venezuela, du Sénégal, de la Serbie, de la Slovaquie, de Sri Lanka, de la Tunisie, de l'Ukraine et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

« Maintien de la paix : dresser le bilan et préparer l'avenir

« Lettre, en date du 5 août 2011, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2011/496) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de délégation et Chargé d'affaires par intérim de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, et à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>65</sup> :

« Le Conseil de sécurité réaffirme que la Charte des Nations Unies lui confie la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

---

<sup>64</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1990 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>65</sup> S/PRST/2011/17.

« Le Conseil affirme qu'une opération de maintien de la paix ne peut aboutir que dans le respect des principes fondamentaux du maintien de la paix, y compris ceux qui concernent le consentement des parties, l'impartialité et le non-recours à la force, sauf en cas de légitime défense ou de défense d'un mandat autorisé par lui.

« Le Conseil insiste sur le rôle joué par les Casques bleus en appui à l'action menée pour promouvoir le bon déroulement des processus politiques et le règlement pacifique des différends. Soulignant qu'il faut que les mandats soient effectivement exécutés pleinement et exactement, il déclare qu'il compte continuer d'en examiner et d'en suivre régulièrement l'exécution. Il est conscient du rôle que les organisations régionales peuvent jouer dans le maintien de la paix en vertu du Chapitre VIII de la Charte.

« Le Conseil sait également combien il importe de donner aux opérations de maintien de la paix des mandats clairs, crédibles et réalisables. Il se rend également compte qu'il leur faut une quantité suffisante de ressources opérationnelles et logistiques, bien gérées et employées de façon efficace et économique, parfaitement adaptées aux mandats approuvés et définies à partir d'une analyse réaliste de la situation. Il prie le Secrétaire général de présenter, dans ses exposés de la situation de chaque opération de maintien de la paix, un avis réaliste sur l'incidence des capacités disponibles et des plans de logistique sur l'exécution des différents volets des mandats.

« Le Conseil, se félicitant des efforts que font les États Membres pour répondre plus rapidement aux demandes d'envoi de personnel destiné à participer aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, souligne combien il importe que les forces soient constituées rapidement, dès le début du processus de formulation des mandats.

« Pour le Conseil, les activités de maintien de la paix des Nations Unies sont le fruit d'une collaboration au niveau mondial, à laquelle contribue et est attachée la totalité du système des Nations Unies. Le Conseil insiste sur la nécessité d'améliorer la communication entre lui-même, les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et le Secrétariat, ainsi qu'avec les autres parties concernées, conformément à la résolution 1353 (2001) et afin de créer un climat de confiance réciproque, de partenariat et de coopération et de lui permettre de tirer parti, lorsqu'il prend ses décisions à propos des mandats de maintien de la paix, des vues de ceux qui agissent sur le terrain. Il souligne également combien il importe d'améliorer le système de consultation entre ces acteurs, afin que la situation sur le terrain, le mandat de la mission et son exécution soient mieux compris par tous. Il accueille avec satisfaction les suggestions concernant les moyens d'améliorer ces rapports et souligne l'utilité des activités de son Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix.

« Le Conseil réaffirme les recommandations faites dans ses résolutions 1327 (2000) et 1353 (2001), ainsi que dans les déclarations de son Président, en date des 3 mai<sup>66</sup> et 4 novembre 1994<sup>67</sup>, 28 mars 1996<sup>68</sup>, 31 janvier 2001<sup>69</sup>, 17 mai 2004<sup>70</sup> et 5 août 2009<sup>71</sup>, et dans la note de son Président, en date du 14 janvier 2002<sup>72</sup>, et confirme qu'il compte redoubler d'efforts à l'avenir pour les appliquer intégralement.

« Le Conseil rappelle en particulier la déclaration de son Président, en date du 4 novembre 1994, ainsi que sa résolution 1353 (2001) et la décision y prise de distribuer aux

---

<sup>66</sup> S/PRST/1994/22.

<sup>67</sup> S/PRST/1994/62.

<sup>68</sup> S/PRST/1996/13.

<sup>69</sup> S/PRST/2001/3.

<sup>70</sup> S/PRST/2004/16.

<sup>71</sup> S/PRST/2009/24.

<sup>72</sup> S/2002/56.

pays fournissant des contingents ou du personnel de police, lorsqu'ils sont invités à le rencontrer ou à rencontrer le Secrétaire général, un document non officiel comprenant l'ordre du jour, y compris les questions à examiner, et se référant à la documentation générale pertinente. Il prie le Secrétariat de distribuer à ces pays, au plus tard le quinze de chaque mois, une invitation à assister aux rencontres qu'il prévoit de consacrer avec eux, dans le mois qui suit, aux mandats des différentes missions. Ce système de notification automatique ne l'empêchera pas de convoquer, en plus, des réunions de crise spéciales avec ces pays, sous court préavis, selon qu'il conviendra.

« Le Conseil, sachant qu'il faut qu'il se ménage un meilleur accès à des avis militaires, notamment ceux que peuvent lui donner les pays fournissant des contingents, compte continuer de s'y employer. Il maintiendra à l'examen le rôle du Comité d'état-major. Il sait l'avantage qu'il y a à se tenir régulièrement en contact avec la direction des missions, notamment grâce à la séance d'information annuelle des chefs de composante militaire. Il serait heureux que des réunions analogues soient organisées avec les chefs de composante police, ce qui l'aiderait à mieux comprendre les problèmes opérationnels.

« Le Conseil se déclare décidé à continuer d'améliorer la façon dont il envisage les premières activités de consolidation de la paix et de tenir compte des observations de ses membres dans la formulation des mandats et la composition des opérations de maintien de la paix. À ce propos, il prend note avec reconnaissance de la contribution que les Casques bleus et les missions de maintien de la paix apportent aux premières activités de consolidation de la paix, et est conscient qu'il est nécessaire d'intégrer les compétences spéciales et l'expérience des missions dans l'élaboration des stratégies de consolidation de la paix.

« Le Conseil est également conscient de l'important travail accompli par le Comité spécial opérations de maintien de la paix et la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

« Le Conseil s'engage à améliorer la productivité de ses relations avec les pays fournissant des contingents ou du personnel de police et à faire en 2012 le point du chemin parcouru. »

À sa 6740<sup>e</sup> séance, le 26 mars 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « Opérations de maintien de la paix des Nations Unies ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, et à M<sup>me</sup> Susana Malcorra, Secrétaire générale adjointe à l'appui aux missions.

À sa 6789<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « Opérations de maintien de la paix des Nations Unies ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix ; au général de corps d'armée Chander Prakash, commandant de la force de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; au général de division Paolo Serra, commandant et Chef de mission de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban ; au général de division Moses Bisong Obi, commandant de la force de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ; et au général de division Fernando Rodrigues Goulart, commandant de la force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

## LA SITUATION ENTRE L'IRAQ ET LE KOWEÏT<sup>73</sup>

### Décisions

Le 20 janvier 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>74</sup> :

« J'ai l'honneur de répondre à votre lettre du 18 janvier 2012<sup>75</sup>, dans laquelle vous vous référez à la résolution 1284 (1999) du Conseil de sécurité portant création du mandat du Coordonnateur de haut niveau chargé de la question des Koweïtiens et nationaux d'États tiers portés disparus et des biens koweïtiens disparus.

« Les membres du Conseil réaffirment leur soutien au Coordonnateur dans ses importants travaux.

« Je vous informe que le Conseil a décidé d'accéder à votre demande de prélèvement d'un montant de 245 300 dollars des États-Unis sur le solde du compte séquestre créé en application de la résolution 1958 (2010) du Conseil afin de financer la poursuite des activités du Coordonnateur et de son personnel d'appui jusqu'au 30 juin 2012.

« Le Conseil demande que lui soit soumis, d'ici au 30 juin 2012, un rapport de synthèse qui évalue les progrès accomplis pendant la période du mandat actuel du Coordonnateur. »

Le 25 juillet 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>76</sup> :

« La présente fait suite à votre lettre du 20 juillet 2012<sup>77</sup>, dans laquelle vous vous référez au paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999) du Conseil de sécurité portant création du mandat du Coordonnateur de haut niveau chargé de la question des Koweïtiens et nationaux d'États tiers portés disparus et des biens koweïtiens disparus.

« Les membres du Conseil réaffirment leur soutien au Coordonnateur dans la réalisation de cette importante mission.

« Je vous informe que le Conseil de sécurité a décidé de prélever 235 530 dollars des États-Unis sur les réserves de fonctionnement et le solde du compte séquestre destiné à couvrir les dépenses d'administration et de fonctionnement pour financer la poursuite des activités du Coordonnateur et de son personnel d'appui jusqu'au 31 décembre 2012. »

---

## LA SITUATION AU LIBÉRIA<sup>78</sup>

### Décisions

À sa 6610<sup>e</sup> séance, le 13 septembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Libéria (Ministre des affaires étrangères) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Libéria

« Vingt-troisième rapport périodique du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Libéria (S/2011/497) ».

---

<sup>73</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1990 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>74</sup> S/2012/52.

<sup>75</sup> S/2012/51.

<sup>76</sup> S/2012/580.

<sup>77</sup> S/2012/579.

<sup>78</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1991 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Ellen Margrethe Løj, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Libéria et Chef de la Mission des Nations Unies au Libéria, et au Prince Zeid Ra'ad Zeid Al-Hussein, Représentant permanent de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de la formation Libéria de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 6619<sup>e</sup> séance, le 16 septembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Libéria (Ministre des affaires étrangères) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Libéria

« Vingt-troisième rapport périodique du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Libéria (S/2011/497) ».

### **Résolution 2008 (2011) du 16 septembre 2011**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions et les déclarations de son Président concernant la situation au Libéria et dans la sous-région, en particulier les résolutions 1509 (2003) du 19 septembre 2003, 1836 (2008) du 29 septembre 2008, 1885 (2009) du 15 septembre 2009, 1938 (2010) du 15 septembre 2010 et 1971 (2011) du 3 mars 2011,

*Se félicitant* du rapport du Secrétaire général, en date du 5 août 2011<sup>79</sup>, et prenant note des recommandations qui y sont formulées,

*Se félicitant également* des efforts faits par le Gouvernement libérien pour promouvoir la réconciliation nationale et le redressement économique, lutter contre la corruption et favoriser l'efficacité et la bonne gouvernance, notamment les mesures prises pour mieux contrôler les ressources naturelles, constatant avec préoccupation la lenteur des progrès s'agissant de régler l'importante question de la réforme foncière et engageant à intensifier les efforts pour faire avancer le transfert aux autorités nationales des responsabilités en matière de sécurité de la Mission des Nations Unies au Libéria, particulièrement pour ce qui est de renforcer les capacités et les compétences de la Police nationale libérienne, et asseoir l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire,

*Conscient* que la stabilité durable au Libéria et dans la sous-région dépendra du bon fonctionnement et de la stabilité des institutions de l'État, notamment les secteurs de la sécurité et de l'état de droit,

*Saluant* l'assistance fournie par le Gouvernement et le peuple libériens aux réfugiés temporairement installés dans l'est du Libéria,

*Notant* qu'aux termes de son mandat la Mission doit notamment aider le Gouvernement libérien à consolider la paix et la stabilité en se dotant d'institutions nationales capables de maintenir la sécurité et la stabilité indépendamment de toute mission de maintien de la paix et d'assurer la stabilité du Libéria dans l'avenir, rappelant les objectifs de transition de la phase de réduction des effectifs de la Mission, notamment les objectifs clefs concernant la Police nationale libérienne et la stratégie de sécurité nationale, se félicitant des progrès accomplis, et notant qu'il faut aller plus rapidement de l'avant dans la planification de la transition en matière de sécurité, qui est censée commencer au milieu de 2012,

*Soulignant* que la tenue d'élections crédibles, pacifiques et sans exclusive, dans le respect des échéances, de la Constitution et des normes internationales applicables est une condition

---

<sup>79</sup> S/2011/497.

essentielle de la consolidation de la démocratie, de la réconciliation nationale et du rétablissement d'un environnement stable, pacifique et sûr propice à la stabilisation du Libéria et à son développement socioéconomique, et insistant sur la nécessité d'encourager une forte participation électorale et la participation des femmes au scrutin,

*Prenant acte* de la recommandation du Secrétaire général tendant à voir déployer au Libéria, après l'investiture du Gouvernement élu en 2012, une mission d'évaluation technique chargée de formuler des propositions détaillées pour les phases suivantes de réduction des effectifs de la Mission et le transfert aux autorités nationales des responsabilités en matière de sécurité de la Mission,

*Saluant* la contribution qu'apporte la Commission de consolidation de la paix à la réforme du secteur de la sécurité, à l'instauration de l'état de droit et à la réconciliation nationale, et notant que des difficultés subsistent dans ces domaines clefs,

*Conscient* des difficultés considérables qui subsistent dans tous les secteurs, y compris les problèmes de criminalité violente, qui continuent de se poser, et constatant que l'instabilité qui règne en Côte d'Ivoire continue de poser des problèmes de sécurité transfrontières à ce pays et au Libéria,

*Notant avec préoccupation* les menaces que le trafic de drogue, la criminalité organisée et les armes illicites, en particulier, font peser sur la stabilité de la sous-région, notamment du Libéria,

*Saluant* le travail qu'accomplit la Mission, sous la direction de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Libéria, et la contribution non négligeable qu'elle continue d'apporter au maintien de la paix et de la stabilité au Libéria, et prenant note avec satisfaction de la coopération étroite qu'entretient la Mission avec l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, ainsi qu'avec les gouvernements des pays voisins, pour la coordination des activités de sécurité menées dans les zones frontalières de la sous-région,

*Se félicitant* que le Secrétaire général s'efforce de suivre de près toutes les opérations de maintien de la paix, notamment la Mission, et réaffirmant qu'il lui faut adopter une démarche rigoureuse et stratégique en ce qui concerne le déploiement des opérations de maintien de la paix,

*Remerciant* la communauté internationale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union africaine de l'appui qu'elles continuent d'apporter,

*Rappelant* ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, s'inquiétant de l'incidence élevée des cas de violence sexuelle et sexiste, se félicitant que la Mission et le Gouvernement libérien continuent d'œuvrer à promouvoir et à protéger les droits des civils, en particulier des femmes et des enfants, et réaffirmant qu'il importe que les missions créées par le Conseil de sécurité disposent de compétences techniques suffisantes et dispensent une formation appropriée en ce qui concerne la problématique hommes-femmes,

*Se déclarant favorable* aux dispositions prises pour doter la Mission de moyens, de capacités et de compétences suffisants pour lui permettre de mener, dans le domaine des droits de l'homme, des activités de promotion, de protection et de surveillance,

*Remerciant* le personnel militaire de la Mission d'avoir concouru à assurer la sécurité du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, concours qui a pris fin le 7 mars 2011, comme le prévoyait sa résolution 1971 (2011),

*Considérant* que la situation qui règne au Libéria continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 30 septembre 2012 le mandat de la Mission des Nations Unies au Libéria;



2. *Autorise* de nouveau la Mission à aider le Gouvernement libérien, sur sa demande, à préparer les élections présidentielle et législatives de 2011 en lui fournissant un appui logistique, notamment pour faciliter l'accès aux régions reculées, en coordonnant l'assistance électorale internationale et en aidant les institutions et les partis politiques libériens à créer un climat propice au déroulement pacifique des élections ;

3. *Affirmant* qu'il incombe au premier chef au Gouvernement libérien et aux autres acteurs nationaux de créer les conditions propices à la tenue des élections prochaines et, à cet égard, engage vivement le Gouvernement, les partis politiques et leurs partisans, et tout le peuple libérien, à concourir à créer les conditions nécessaires pour que le processus électoral se déroule, de façon crédible, sans exclusive et dans la paix, et le respect des échéances, ce qui suppose un débat politique libre et constructif, demande à tous les acteurs libériens de régler définitivement les questions en suspens touchant le cadre électoral et de créer les conditions de sécurité nécessaires au bon déroulement du scrutin et au libre accès aux urnes, notamment en coopérant avec la Mission, compte tenu du rôle que la Mission est appelée à jouer en ce qui concerne la protection des civils, et demande à toutes les parties de respecter le résultat des élections ;

4. *Rappelle* qu'il a approuvé la recommandation du Secrétaire général tendant à faire de la tenue d'élections libres, régulières et pacifiques un critère déterminant pour la réduction future des effectifs de la Mission ;

5. *Encourage* le Gouvernement libérien et la Mission à continuer d'avancer dans la planification de la transition, notamment en identifiant toutes lacunes critiques à combler pour faciliter le succès de la transition, et prie le Secrétaire général de déployer, après l'investiture du Gouvernement élu en 2012, une mission d'évaluation technique au Libéria qui sera chargée de la transition en matière de sécurité ainsi que de la formulation de propositions détaillées pour les prochaines étapes de la réduction des effectifs de la Mission à l'issue d'un examen complet des progrès accomplis par rapport aux objectifs de la transition, en vue d'arrêter un calendrier et des recommandations pour poursuivre la réduction de la composante militaire de la Mission ;

6. *Réaffirme* les dispositions de sa résolution 1609 (2005) du 24 juin 2005 concernant la coopération, selon les besoins et à titre temporaire, entre la Mission et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, et invite les pays fournisseurs de contingents à soutenir les efforts du Secrétaire général à cet égard ;

7. *Souligne* qu'il est nécessaire que la Mission et l'Opération coordonnent régulièrement leurs stratégies et leurs opérations dans les zones proches de la frontière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire afin de concourir à la sécurité sous-régionale et d'empêcher les groupes armés d'exploiter la zone de jointure des frontières politiques, et prie le Secrétaire général de lui rendre compte sur ce sujet, ainsi qu'aux pays fournisseurs de contingents ;

8. *Souligne également* que la communauté des donateurs doit aider le Gouvernement libérien, ainsi que le personnel humanitaire des Nations Unies et les autres acteurs humanitaires, selon qu'il y a lieu, à faire face à l'afflux actuel de réfugiés ivoiriens ;

9. *Souligne en outre* la nécessité de conjuguer de manière cohérente maintien de la paix, consolidation de la paix et développement, afin d'assurer une intervention efficace au lendemain de tout conflit, prie le Secrétaire général d'assurer coordination et coopération avec la Commission de consolidation de la paix, et engage cette dernière, après des consultations étroites avec le Gouvernement libérien, à rendre compte des constatations de ses missions et de ses recommandations sur la façon dont elle pourra au mieux hâter les progrès, avant tout en matière de réforme du secteur de la sécurité, d'instauration de l'état de droit et de réconciliation nationale ;

10. *Souligne* combien il importe que le concept d'opérations militaires et les règles d'engagement soient régulièrement actualisés et parfaitement conformes aux dispositions de la présente résolution, et prie le Secrétaire général de lui rendre compte sur ce sujet, ainsi qu'aux pays fournisseurs de contingents ;

11. *Invite* le Gouvernement libérien, agissant en coordination avec la Mission, l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires internationaux, à continuer de se doter d'institutions

pleinement opérationnelles et indépendantes dans les domaines de la sécurité et de l'état de droit et, à cette fin, l'encourage à avancer de façon coordonnée dans la mise en œuvre de tous les plans de développement des secteurs de la sécurité et de la justice ;

12. *Encourage* la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest à élaborer, avec l'appui du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, une stratégie sous-régionale pour lutter contre la menace constituée par les mouvements transfrontières de groupes armés et d'armes ainsi que par le trafic, et ce avec l'assistance de la Mission et de l'Opération, selon qu'il y a lieu ;

13. *Se félicite* des efforts faits par le Gouvernement libérien pour lutter contre la violence sexuelle et sexiste et l'encourage en outre, agissant en coordination avec la Mission, à continuer de lutter contre l'impunité des auteurs de ces crimes et à fournir aux victimes réparation, appui et protection ;

14. *Prie* la Mission de continuer à appuyer la participation des femmes à la prévention des conflits, au règlement des conflits et à la consolidation de la paix, notamment à la prise des décisions dans les institutions de gouvernance au lendemain de tout conflit, nommées ou élues au Libéria, dans la limite des ressources existantes ;

15. *Prie* le Secrétaire général de le tenir régulièrement informé de la situation sur le terrain au moment où le Libéria entre dans cette prochaine phase critique et de lui présenter d'ici au 30 avril 2012 un rapport sur les questions visées aux paragraphes 2, 5 et 7 de la présente résolution, contenant notamment des recommandations pour lui permettre de prendre toutes mesures appropriées, et entend examiner ces recommandations en temps opportun ;

16. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6619<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

Le 27 septembre 2011, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>80</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 15 septembre 2011, relative au transfert intermissions temporaire entre l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et la Mission des Nations Unies au Libéria<sup>81</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité. Vous y demandiez au Conseil de bien vouloir donner son approbation préalable aux propositions que vous aviez formulées. J'ai le plaisir de vous informer que le Conseil vous a donné son accord.

« Dans votre lettre, vous formulez les recommandations suivantes : les trois hélicoptères armés actuellement affectés à l'Opération devraient retourner à la Mission, au plus tard le 30 septembre 2011, pour y poursuivre les opérations à la frontière avec la Côte d'Ivoire, sauf pendant la période électorale ; à l'issue des élections au Libéria, tout en étant toujours basés dans ce pays, les hélicoptères armés devraient continuer d'être utilisés dans les zones frontalières aussi bien au Libéria qu'en Côte d'Ivoire, ainsi que dans l'ouest de la Côte d'Ivoire ; le Conseil devrait autoriser le transfert temporaire de l'Opération à la Mission d'une compagnie d'infanterie composée de 150 éléments et de trois pelotons des unités de police constituées accompagnés de personnel d'appui, soit au total 100 éléments, du 1<sup>er</sup> octobre au 30 novembre 2011 ; et le Conseil devrait autoriser l'Opération à placer en attente en Côte d'Ivoire, du 1<sup>er</sup> octobre au 30 novembre 2011, une compagnie d'infanterie de 150 éléments, deux pelotons des forces spéciales composés de 80 éléments et deux hélicoptères militaires de transport, qui pourraient être déployés au Libéria si la situation l'exige et si votre

---

<sup>80</sup> S/2011/594.

<sup>81</sup> S/2011/577.

Représentante spéciale pour le Libéria indique que l'évolution de la situation impose un renforcement de la Mission, auquel cas vous en notifieriez le Conseil.

« Le Conseil rappelle que, dans sa résolution 1609 (2005), il a autorisé le redéploiement temporaire du personnel militaire et de la police civile entre la Mission et l'Opération, soumis au respect de certaines conditions, dont l'accord des pays qui fournissent des contingents et, s'il y a lieu, des gouvernements concernés, et que, dans sa résolution 2008 (2011), il a réaffirmé ces dispositions, invité les pays fournisseurs de contingents à soutenir les efforts du Secrétaire général à cet égard, et souligné qu'il était nécessaire que la Mission et l'Opération coordonnent régulièrement leurs stratégies et leurs opérations afin de concourir à la sécurité sous-régionale. Il relève que, dans votre lettre, vous indiquez que vous sollicitez actuellement l'assentiment des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police concernés au redéploiement temporaire que vous recommandez. Conformément à sa résolution 2008 (2011), afin de fournir un appui pour la tenue des prochaines élections présidentielle et législatives au Libéria et de donner à l'Opération les moyens de s'acquitter de son mandat, notamment en rapport avec la tenue des élections législatives prévues en Côte d'Ivoire et les problèmes de sécurité transfrontières que connaissent la Côte d'Ivoire et le Libéria, le Conseil donne son accord au transfert intermissions temporaire proposé ci-dessus, pour autant que vous obteniez l'assentiment que vous sollicitez.

« Enfin, le Conseil prend note que vous recommandez de maintenir la possibilité d'utiliser les hélicoptères de la Mission pour régler des problèmes de sécurité dans d'autres régions de la Côte d'Ivoire, y compris à Abidjan, et de réaffecter temporairement les hélicoptères à l'Opération pendant les élections législatives prévues en Côte d'Ivoire. Il se déclare prêt à répondre de façon appropriée à toute demande de réaffectation de cette nature. »

Le 30 novembre 2011, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>82</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 22 novembre 2011, sur les dispositions de coopération intermissions entre l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et la Mission des Nations Unies au Libéria dans la perspective des élections législatives qui doivent se tenir prochainement en Côte d'Ivoire<sup>83</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité. Vous y demandiez au Conseil d'approuver les dispositions qui y figuraient. J'ai le plaisir de confirmer que c'est chose faite.

« Votre lettre comportait les recommandations ci-après :

« i) Que le Conseil autorise le transfert temporaire de la Mission à l'Opération de trois hélicoptères armés Mi-24 et de deux hélicoptères de transport militaires, ainsi que de la soixantaine d'hommes nécessaires, qui devront être opérationnels en Côte d'Ivoire du 4 au 31 décembre 2011 afin d'aider l'Opération à répondre aux besoins qui se feront jour durant la période électorale ;

« ii) Que le Conseil autorise le transfert temporaire de la Mission à l'Opération d'une compagnie d'infanterie composée de 150 hommes, qui devra être opérationnelle sur le territoire ivoirien du 4 au 31 décembre 2011 pour prêter main forte aux Casques bleus de l'Opération dans l'ouest de la Côte d'Ivoire ; et

« iii) Que, pour renforcer l'Opération à Abidjan, le Conseil autorise le transfert temporaire de la Mission à l'Opération de trois pelotons d'unités de police constituées et de personnel d'appui de la Mission, soit 100 hommes, qui devront être opérationnels en Côte d'Ivoire du 4 au 31 décembre 2011.

« Le Conseil rappelle que dans sa résolution 1609 (2005), il a autorisé le redéploiement à titre temporaire de forces militaires et de personnel de la police civile entre

---

<sup>82</sup> S/2011/747.

<sup>83</sup> S/2011/730.

la Mission et l'Opération, sous réserve notamment de l'accord des pays fournissant des contingents et, le cas échéant, des gouvernements concernés. Dans sa résolution 2008 (2011), il a confirmé cet arrangement, appelé les pays qui fournissent des contingents à appuyer les efforts du Secrétaire général à cet égard et réaffirmé que la Mission et l'Opération devaient coordonner régulièrement leurs stratégies et leurs opérations afin de concourir à la sécurité sous-régionale.

« Le Conseil note que vous avez indiqué dans votre lettre que vous vous employiez à obtenir l'accord des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police concernés à propos du redéploiement et des transferts provisoires que vous avez recommandés. Dans le droit fil de ses précédentes décisions et à l'appui des prochaines élections législatives en Côte d'Ivoire, le Conseil approuve le redéploiement provisoire de personnel et de matériel mentionné plus haut, à condition que les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ainsi que les autres gouvernements concernés vous donnent leur accord.

« Enfin, le Conseil rappelle la teneur de la lettre, en date du 27 septembre 2011, envoyée par son Président<sup>80</sup> en réponse à votre lettre du 15 septembre 2011<sup>81</sup>, dans laquelle il prenait note de votre recommandation de maintenir la possibilité d'utiliser les hélicoptères militaires de la Mission pour régler des problèmes de sécurité en Côte d'Ivoire, notamment à Abidjan, et souhaitait être dûment informé de tout redéploiement provisoire, y compris son ampleur et sa durée, comme l'exige la résolution 1609 (2005). »

À sa 6684<sup>e</sup> séance, le 14 décembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Libéria à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Libéria ».

#### **Résolution 2025 (2011) du 14 décembre 2011**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses précédentes résolutions et les déclarations de son Président concernant la situation au Libéria et en Afrique de l'Ouest,

*Saluant* les progrès constants que le Gouvernement libérien fait depuis janvier 2006 dans la reconstruction du Libéria, pour le bien de tous les Libériens, soutenu en cela par la communauté internationale,

*Soulignant* que les progrès accomplis par le Libéria dans la filière du bois doivent se poursuivre par la mise en œuvre et l'application effectives de la loi portant réforme du domaine national forestier promulguée le 5 octobre 2006, des autres lois concernant la transparence des revenus financiers (loi intitulée *Liberia Extractive Industries Transparency Initiative Act*) et le règlement des questions de droits de propriété et de biens-fonds (lois intitulées *Community Rights Law with respect to Forest Lands* et *Lands Commission Act*),

*Incitant* le Gouvernement libérien à réaffirmer sa détermination et à redoubler d'efforts pour donner véritablement effet au Système de certification du Processus de Kimberley<sup>84</sup> au Libéria et à tout faire pour lutter contre la contrebande de diamants bruts,

*Invitant* le Gouvernement libérien à exercer un contrôle plus efficace sur le secteur de la production aurifère et à se donner les textes nécessaires à cette fin, et à entreprendre en particulier d'instituer une bonne gouvernance dudit secteur,

*Soulignant* le rôle important que la Mission des Nations Unies au Libéria continue de jouer en contribuant à renforcer la sécurité dans l'ensemble du pays et en aidant le Gouvernement libérien à asseoir son autorité sur tout le territoire, notamment dans les régions productrices de diamants, d'or, de bois et d'autres richesses naturelles et les régions frontalières,

---

<sup>84</sup> Voir A/57/489.

*Prenant note* du rapport du Groupe d'experts sur le Libéria<sup>85</sup>,

*Résolu* à accompagner le Gouvernement libérien en ce qu'il fait pour satisfaire aux conditions fixées dans la résolution 1521 (2003), en date du 22 décembre 2003, se félicitant de la solidarité de la Commission de consolidation de la paix et invitant toutes les parties concernées, donateurs compris, à accompagner le Gouvernement dans cette entreprise,

*Prenant note* de la mise en application des directives du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat en matière de coopération et d'échange de renseignements entre les missions de maintien de la paix des Nations Unies et les groupes d'experts des comités des sanctions du Conseil de sécurité,

*Félicitant* le peuple libérien de la tenue, le 8 novembre 2011, de l'élection présidentielle, qui s'est déroulée dans le respect des principes de liberté, de régularité et de transparence, et félicitant également la Commission électorale nationale d'avoir mené à bien le processus électoral dans le respect du droit libérien,

*Se déclarant préoccupé* par les violences survenues le 7 novembre 2011 et se félicitant de la création par le Gouvernement libérien d'une commission indépendante spéciale chargée d'enquêter sur ces incidents et d'établir les faits et circonstances dans le cadre d'une procédure indépendante et impartiale respectant les normes internationales, le but étant d'amener quiconque est responsable à répondre de ses actes,

*Invitant* tous les dirigeants libériens à œuvrer en faveur d'une véritable réconciliation et d'un dialogue sans exclusive en vue d'asseoir la paix et de favoriser la marche vers la démocratie du Libéria,

*Considérant* que, malgré des progrès notables, la situation au Libéria continue de menacer la paix internationale et la sécurité dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Réaffirme* que les mesures découlant du paragraphe 1 de la résolution 1532 (2004), en date du 12 mars 2004, restent en vigueur, note avec beaucoup d'inquiétude que leur mise en œuvre n'a pas avancé et exige du Gouvernement libérien qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir pour honorer ses obligations ;

2. *Décide*, pour une période de douze mois à compter de la date de l'adoption de la présente résolution :

a) De reconduire les mesures concernant les voyages découlant du paragraphe 4 de la résolution 1521 (2003) ;

b) De reconduire les mesures concernant les armes, précédemment édictées au paragraphe 2 de la résolution 1521 (2003) et modifiées aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1683 (2006), en date du 13 juin 2006, à l'alinéa b du paragraphe 1 de la résolution 1731 (2006), en date du 20 décembre 2006, aux paragraphes 3 à 6 de la résolution 1903 (2009), en date du 17 décembre 2009, et au paragraphe 3 de la résolution 1961 (2010), en date du 17 décembre 2010 ;

c) D'examiner les mesures reconduites au présent paragraphe et au paragraphe 1 ci-dessus à la lumière des progrès de la stabilisation dans l'ensemble du territoire et de la tenue des élections présidentielle et législatives, le but étant de modifier ou de lever éventuellement, en tout ou en partie, le régime des sanctions, et de procéder à cet examen à la fin de la période de douze mois susmentionnée, un examen à mi-parcours devant intervenir au plus tard le 30 avril 2012 ;

3. *Décide également* de réexaminer chacune des mesures susmentionnées dès lors que le Gouvernement libérien le lui demandera et lui aura fait savoir, éléments d'appréciation à l'appui, que les conditions mises par la résolution 1521 (2003) à la levée des mesures sont réunies ;

---

<sup>85</sup> Voir S/2011/757.

4. *Charge* le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) concernant le Libéria, agissant en coordination avec le Gouvernement libérien et les États auteurs des demandes d'inscription, et avec le concours du Groupe d'experts sur le Libéria, de mettre à jour sans tarder, s'il y a lieu, les motifs publiquement connus des inscriptions de noms sur les listes des personnes et entités visées par l'interdiction de voyager et le gel des avoirs, et d'actualiser ses propres directives ;

5. *Décide* de proroger, encore pour douze mois à compter de la date de l'adoption de la présente résolution, le mandat du Groupe nommé en application du paragraphe 9 de la résolution 1903 (2009) et de lui confier les tâches suivantes :

a) Effectuer deux missions d'évaluation et de suivi au Libéria et dans les États voisins afin d'enquêter et d'établir un rapport d'étape et un rapport final sur l'application des mesures et sur toute violation des dispositions concernant les armes, telles que modifiées par la résolution 1903 (2009), comportant notamment toutes informations utiles pour la désignation, par le Comité, des personnes visées à l'alinéa a du paragraphe 4 de la résolution 1521 (2003) et au paragraphe 1 de la résolution 1532 (2004), ainsi que des indications sur les diverses sources de financement du trafic d'armes, par exemple les ressources naturelles ;

b) Évaluer l'impact, l'efficacité et l'importance du maintien des mesures découlant du paragraphe 1 de la résolution 1532 (2004), en particulier en ce qui concerne les avoirs de l'ancien Président Charles Taylor ;

c) Recenser les domaines où les capacités du Libéria et des États de la région gagneraient à être renforcées pour faciliter la mise en œuvre des mesures découlant du paragraphe 4 de la résolution 1521 (2003) et du paragraphe 1 de la résolution 1532 (2004), et faire des recommandations à ce sujet ;

d) Déterminer dans quelle mesure les forêts et autres richesses naturelles sont un facteur de paix, de sécurité et de développement et non d'instabilité dans le contexte d'un cadre juridique en évolution, et dans quelle mesure les textes applicables (*National Forestry Reform Law, Lands Commission Act, Community Rights Law with respect to Forest Lands* et *Liberia Extractive Industries Transparency Initiative Act*) et les autres réformes favorisent cette transition, et faire des recommandations touchant la manière de mieux mettre ces richesses au service de la marche du pays vers une paix et une stabilité durables ;

e) Coopérer activement avec le Processus de Kimberley et évaluer la mesure dans laquelle le Gouvernement libérien se conforme au Système de certification du Processus<sup>84</sup> ;

f) Présenter au Conseil, par l'entremise du Comité, un rapport d'étape avant le 1<sup>er</sup> juin 2012 et un rapport final avant le 1<sup>er</sup> décembre 2012 sur toutes les questions énumérées dans le présent paragraphe, et rendre compte au Comité, s'il y a lieu avant ces dates à titre officieux, des progrès réalisés dans le secteur forestier depuis la levée des mesures découlant du paragraphe 10 de la résolution 1521 (2003) en juin 2006 et le secteur du diamant depuis la levée de celles découlant du paragraphe 6 de la résolution 1521 (2003) en avril 2007 ;

g) Coopérer activement avec les autres groupes d'experts compétents en matière de ressources naturelles, en particulier le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, reconduit par le paragraphe 13 de la résolution 1980 (2011), en date du 28 avril 2011, et le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, reconduit par le paragraphe 4 de la résolution 2021 (2011), en date du 29 novembre 2011 ;

h) Aider le Comité à mettre à jour la liste publique des motifs d'inscription sur les listes d'interdiction de voyager et de gel des avoirs ;

6. *Prie* le Secrétaire général de constituer à nouveau le Groupe d'experts sur le Libéria et de pourvoir à la sécurité de ses membres et au financement de ses travaux ;

7. *Demande* à tous les États et au Gouvernement libérien de coopérer pleinement avec le Groupe en ce qui concerne tous les aspects de son mandat ;

8. *Rappelle* que la Convention sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes adoptée par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en 2006 confie aux autorités publiques compétentes la responsabilité du contrôle de la circulation des armes légères sur le territoire du Libéria et entre celui-ci et les États voisins ;

9. *Réaffirme* qu'il est nécessaire que la Mission des Nations Unies au Libéria et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire coordonnent régulièrement leurs stratégies et leurs opérations dans les zones proches de la frontière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire afin de concourir à la sécurité sous-régionale ;

10. *Réaffirme également* qu'il importe que la Mission continue de prêter son concours au Gouvernement libérien, au Comité et au Groupe, dans la limite de ses moyens et dans ses zones de déploiement et, sans préjudice de ses attributions, de s'acquitter des tâches à elle assignées par des résolutions antérieures, dont la résolution 1683 (2006) ;

11. *Prie instamment* le Gouvernement libérien d'appliquer intégralement les recommandations formulées par l'équipe d'examen du Processus de Kimberley en 2009 tendant au renforcement des contrôles internes sur l'extraction et l'exportation de diamants ;

12. *Invite* le Processus de Kimberley à continuer de coopérer avec le Groupe et à rendre compte de tous faits nouveaux concernant l'application par le Libéria du Système de certification du Processus de Kimberley ;

13. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6684<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

Le 26 avril 2012, la Présidente du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>86</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 18 avril 2012, dans laquelle vous exprimiez votre intention de faire de M<sup>me</sup> Karin Landgren (Suède) votre Représentante spéciale pour le Libéria<sup>87</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note. »

Le 18 mai 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>88</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que les membres du Conseil de sécurité ont décidé d'envoyer une mission au Libéria, en Côte d'Ivoire et auprès de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et en Sierra Leone du 18 au 24 mai 2012. La partie de la mission consacrée au Libéria sera codirigée par l'Ambassadrice Suzanne Rice (États-Unis d'Amérique) et l'Ambassadeur Mohamed Loulichki (Maroc). La partie consacrée à la Côte d'Ivoire et à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sera codirigée par l'Ambassadeur Gérard Araud (France) et l'Ambassadeur Kodjo Menan (Togo). La partie consacrée à la Sierra Leone sera codirigée par l'Ambassadeur Mark Lyall Grant (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et l'Ambassadeur Baso Sangqu (Afrique du Sud). Les membres du Conseil sont convenus du mandat de la mission ci-joint (voir annexe).

« La mission se composera comme suit :

« Afrique du Sud (Ambassadeur Baso Sangqu)

« Allemagne (Ambassadeur Peter Wittig)

« Azerbaïdjan (Ambassadeur Agshin Mehdiyev)

---

<sup>86</sup> S/2012/267.

<sup>87</sup> S/2012/266.

<sup>88</sup> S/2012/344.

« Chine (Conseiller Tian Lin)  
« Colombie (Ambassadeur Néstor Osorio)  
« États-Unis d'Amérique (Ambassadrice Susan Rice)  
« Fédération de Russie (Ambassadeur Nikita Zhukov)  
« France (Ambassadeur Gérard Araud)  
« Guatemala (Ambassadeur Gert Rosenthal)  
« Inde (Ambassadeur Hardeep Singh Puri)  
« Maroc (Ambassadeur Mohammed Loulichki)  
« Pakistan (Ambassadeur Raza Bashir Tarar)  
« Portugal (Ambassadeur João Cabral)  
« Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Ambassadeur Mark Lyall Grant)  
« Togo (Ambassadeur Kodjo Menan)

« Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

**« Annexe**

**« Mandat de la mission du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest,  
du 18 au 24 mai 2012**

**« Mission au Libéria**

*« Codirigée par l'Ambassadrice Suzanne Rice (États-Unis d'Amérique)  
et l'Ambassadeur Mohamed Loulichki (Maroc)*

« 1. Réaffirmer l'appui constant du Conseil de sécurité au Gouvernement et au peuple libériens alors qu'ils entreprennent de reconstruire leur pays et de renforcer les fondements d'une paix durable, de la démocratie constitutionnelle et du développement économique.

« 2. Exprimer l'appui voulu à la Mission des Nations Unies au Libéria et aux efforts qu'elle entreprend pour promouvoir la paix et la sécurité au Libéria.

« 3. Examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre du mandat de la Mission et évaluer le calendrier approprié et les modalités de son retrait progressif eu égard au rapport du Secrétaire général en date du 16 avril 2012<sup>89</sup>.

« 4. Évaluer la capacité opérationnelle institutionnelle, les possibilités de croissance et la viabilité de la Police nationale libérienne et des autres institutions nationales chargées de la sécurité dans tout le pays, ainsi que les progrès réalisés s'agissant de déterminer le rôle approprié que les Forces armées libériennes seraient amenées à jouer.

« 5. Encourager le Gouvernement libérien à renforcer les mesures visant à préparer les institutions nationales chargées de la sécurité à assumer une plus grande responsabilité, en particulier hors de Monrovia, et à développer les secteurs de la justice et de l'administration pénitentiaire, compte tenu d'une reconfiguration progressive de la présence militaire de la Mission.

« 6. Saluer et encourager d'autres initiatives que le Gouvernement libérien pourrait prendre pour promouvoir la réconciliation nationale, lutter contre la corruption et favoriser l'efficacité et la bonne gouvernance en vue de consolider la paix.

---

<sup>89</sup> S/2012/230.



« 7. Encourager le Gouvernement libérien à remédier aux divisions politiques et à faire en sorte que le Gouvernement soit représentatif et sans exclusive.

« 8. Évaluer les problèmes de sécurité et les déficits de capacités le long de la frontière ivoirienne, évaluer et encourager le recours à la coopération intermissions entre l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et la Mission, souligner la nécessité d'accorder une attention soutenue à la circulation des armes illicites dans la région et étudier les méthodes propices à renforcer la coopération régionale.

« 9. Souligner combien il importe de promouvoir et de protéger les droits des civils, en particulier des femmes et des enfants, et évaluer les progrès accomplis dans la lutte contre la violence sexuelle et sexiste.

« 10. Insister sur le fait que le Conseil appuie la société civile, notamment les groupes de femmes.

« 11. Saluer et évaluer les résultats obtenus grâce à la contribution de la Commission de consolidation de la paix à la réforme du secteur de la sécurité, à l'état de droit et à la réconciliation nationale.

« 12. Encourager le Gouvernement libérien à développer les compétences et à améliorer les perspectives d'emploi des jeunes touchés par la guerre, non qualifiés et sans emploi, qui n'ont pas de moyens de subsistance.

« 13. Mettre l'accent sur la nécessité d'appliquer intégralement, pendant toute la période au cours de laquelle il sera en vigueur, le régime des sanctions imposées au Libéria par le Conseil.

**« Mission en Côte d'Ivoire et auprès de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest**

*« Codirigée par l'Ambassadeur Gérard Araud (France)  
et l'Ambassadeur Kodjo Menan (Togo)*

« 1. Saluer les progrès réalisés s'agissant de rétablir la stabilité et la paix depuis la fin de la crise postélectorale et réaffirmer l'appui constant du Conseil de sécurité.

« 2. Évaluer les progrès accomplis par le Gouvernement ivoirien avec l'aide de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire pour ce qui est de stabiliser la situation en matière de sécurité à Abidjan et dans le reste du pays.

« 3. Évaluer les progrès accomplis en matière de réforme du secteur de la sécurité et de désarmement, de démobilisation et de réintégration, encourager le Gouvernement ivoirien, notamment le groupe de travail sur la réforme du secteur de la sécurité et le désarmement, la démobilisation et la réintégration qu'il a récemment créé, à élaborer et à mettre en œuvre un plan national global, et inviter l'Opération et l'équipe de pays des Nations Unies à prêter assistance à cet égard.

« 4. Évaluer les conditions de sécurité et la situation humanitaire dans les zones frontalières, notamment le long de la frontière avec le Libéria, et évaluer et encourager le recours à la coopération intermissions entre l'Opération et la Mission des Nations Unies au Libéria.

« 5. S'entretenir avec l'Opération au sujet de son avenir, compte tenu des recommandations formulées dans le rapport spécial du Secrétaire général sur l'Opération en date du 29 mars 2012<sup>90</sup>.

« 6. Saluer la tenue des élections parlementaires nationales, encourager le Gouvernement ivoirien à continuer de tendre la main à l'opposition et encourager l'opposition à participer de manière constructive à la vie politique.

---

<sup>90</sup> S/2012/186.

« 7. Exhorter le Gouvernement et tous les acteurs ivoiriens à conjuguer leurs efforts pour promouvoir la réconciliation aux niveaux national et local, à assurer une gouvernance sans exclusive, à lutter contre l'impunité et à garantir une justice impartiale, et examiner les progrès réalisés pour ce qui est de porter remède aux causes profondes de la crise ivoirienne.

« 8. Inviter la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest à élaborer, avec le concours du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et d'autres parties prenantes régionales comme l'Union du fleuve Mano, une stratégie de sécurité sous-régionale pour faire face à la menace que représentent les mouvements transfrontières de groupes armés et d'armes et leur impact sur les mouvements de population, le but étant de contribuer à la stabilisation générale de la Côte d'Ivoire à long terme.

**« Réunion entre le Conseil de sécurité et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest à Abidjan (Côte d'Ivoire), le 21 mai 2012**

« 1. Mettre un œuvre un partenariat efficace entre le Conseil de sécurité et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest concernant les questions d'intérêt commun dans la région, dans le cadre général du partenariat entre le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

« 2. Évaluer la situation au Mali et examiner d'autres mesures conjointes en vue de continuer à soutenir les initiatives régionales visant à rétablir l'ordre constitutionnel, respecter la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Mali, lutter contre la menace terroriste croissante dans le nord du Mali et satisfaire ses principaux besoins humanitaires.

« 3. Évaluer la situation en Guinée-Bissau et examiner d'autres mesures conjointes en vue de rétablir l'ordre constitutionnel et se pencher sur les priorités essentielles pour la stabilité du pays, dont la réforme du secteur de la sécurité, y compris la démobilisation des militaires et policiers et la lutte contre l'impunité et le trafic de drogue.

« 4. Évaluer les initiatives régionales visant à lutter contre les menaces transnationales en Afrique de l'Ouest, notamment le trafic de drogue, la criminalité organisée et les vols à main armée en mer, avec l'aide de l'Organisation, notamment du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et en coordination avec d'autres entités régionales.

**« Mission en Sierra Leone**

*« Codirigée par l'Ambassadeur Mark Lyall Grant (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et l'Ambassadeur Baso Sangqu (Afrique du Sud)*

« 1. Réaffirmer l'appui du Conseil de sécurité aux efforts que ne cessent de déployer les autorités nationales et le peuple sierra-léonais pour consolider la paix.

« 2. Évaluer les progrès accomplis par les autorités nationales et le peuple sierra-léonais en matière de consolidation de la paix dans un certain nombre de domaines, notamment la réconciliation nationale, la promotion de l'égalité des sexes et la préparation des élections nationales et locales qui doivent se tenir le 17 novembre 2012.

« 3. Souligner l'importance que revêtent les prochaines élections pour la consolidation de la paix et la sécurité en Sierra Leone.

« 4. Réaffirmer l'appel que le Conseil a lancé à tous les partis politiques pour qu'ils participent de façon constructive à un dialogue franc et ouvert propre à renforcer la cohésion nationale et redoublent d'efforts pour instaurer un climat propice à la tenue d'élections pacifiques, transparentes, libres et régulières.

« 5. Réaffirmer l'appel que le Conseil a lancé aux dirigeants des partis politiques pour qu'ils prennent des mesures destinées à créer un climat de confiance entre les différents partis, incitent leurs militants à participer à la vie politique et à renoncer à la violence, fassent respecter les garanties judiciaires et veillent à l'application intégrale des recommandations énoncées dans le communiqué commun qu'ils ont publié le 2 avril 2009, qui prévoit

notamment la création du Comité indépendant chargé de traiter les plaintes déposées contre la police en vue de renforcer la neutralité et le professionnalisme de cette institution, ainsi que du code de conduite à l'intention des partis politiques.

« 6. Souligner qu'il importe que les autorités nationales du pays réagissent de manière proportionnée aux éléments qui risquent de porter atteinte à la sécurité de tous les citoyens sierra-léonais et restent attachées au respect des droits de l'homme et du droit international applicable.

« 7. Réaffirmer que le Conseil a demandé à la Commission indépendante des médias de surveiller activement les médias et de veiller à ce qu'ils respectent leur code de conduite, et qu'il a engagé les autorités nationales à se pencher sur les problèmes administratifs et financiers que rencontre la Société sierra-léonaise de radiodiffusion.

« 8. Réaffirmer l'appui du Conseil à l'action menée par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone et l'équipe de pays des Nations Unies pour aider la Sierra Leone à concrétiser ses priorités de consolidation de la paix et de développement, en particulier dans le cadre du document énonçant la Vision commune du système des Nations Unies pour la Sierra Leone.

« 9. Insister sur le rôle important que doivent jouer des organisations régionales comme l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union du fleuve Mano, ainsi que la formation Sierra Leone de la Commission de consolidation de la paix, pour aider la Sierra Leone à consolider la paix, assurer la sécurité et atteindre ses objectifs de développement à long terme.

« 10. Évaluer le travail fait par la Cellule de lutte contre la criminalité transnationale organisée et rappeler que le Conseil a demandé aux autorités sierra-léonaises de coopérer avec les pays voisins et les partenaires régionaux pour qu'ils puissent ensemble redoubler d'efforts en vue de consolider la paix et la sécurité régionales, notamment en s'attaquant aux défis posés par le trafic de stupéfiants et la criminalité organisée. »

---

## LA SITUATION EN SOMALIE<sup>91</sup>

### Décisions

À sa 6599<sup>e</sup> séance, le 10 août 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Somalie ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Augustine P. Mahiga, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie, et à M<sup>me</sup> Catherine Bragg, Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence.

À sa 6614<sup>e</sup> séance, le 14 septembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie (Premier Ministre) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2011/549) ».

---

<sup>91</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1992 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Augustine P. Mahiga, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Boubacar Gaoussou Diarra, Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie, et à M. Pedro Serrano, Chef par intérim de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Le 29 septembre 2011, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>92</sup> :

« Les membres du Conseil de sécurité vous remercient de votre lettre du 21 septembre 2011<sup>93</sup>, dans laquelle vous avez apporté d'autres informations sur l'inclusion de certains éléments supplémentaires destinés aux militaires de la Mission de l'Union africaine en Somalie dans le dispositif d'appui des Nations Unies. Après avoir consulté les membres du Conseil, j'ai le plaisir de vous informer, étant entendu ce qui suit, qu'ils ont décidé, à titre exceptionnel et compte tenu de la nature particulière de la Mission, de renforcer le dispositif d'appui logistique à la Mission, fourni pour un maximum de 12 000 hommes, de sorte qu'il comprenne les éléments suivants :

« a) Matériel de cuisine et formation en vue de garantir la préparation réglementaire des rations ;

« b) Complément de moyens de transmission VHF/UHF et HF, de téléphones et de communications TETRA ;

« c) Fournitures d'hygiène et de nettoyage ;

« d) Mobilier de bureau et articles de papeterie.

« Les membres du Conseil ont également pris note de votre proposition de créer une garde. Cette question sera examinée dans le cadre du renouvellement de la résolution 1964 (2010). »

À sa 6626<sup>e</sup> séance, le 30 septembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2011/549)

« Lettre, en date du 21 septembre 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2011/591) ».

### **Résolution 2010 (2011) du 30 septembre 2011**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* toutes ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président sur la situation en Somalie, la protection des civils en période de conflit armé, les femmes et la paix et la sécurité, et le sort des enfants en temps de conflit armé,

*Réaffirmant* qu'il respecte la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique et l'unité de la Somalie,

---

<sup>92</sup> S/2011/602.

<sup>93</sup> S/2011/591.

*Réitérant son attachement* à un règlement global et durable de la situation en Somalie,

*Réaffirmant son soutien sans faille* au processus de paix de Djibouti et à la Charte fédérale de transition, qui définissent le cadre d'une solution politique durable en Somalie, considérant qu'il faut promouvoir la réconciliation et le dialogue entre Somaliens et soulignant l'importance d'institutions largement représentatives issues d'un processus politique qui soit à terme sans exclusive,

*Réaffirmant son appui* au Gouvernement fédéral de transition eu égard au rôle que celui-ci joue dans le cadre du processus de paix de Djibouti, soulignant que les institutions fédérales de transition ont pour mission première d'œuvrer dans l'unité et la cohésion et de redoubler d'efforts pour mener à bien les tâches à accomplir durant la période de transition, tel qu'il résulte de l'Accord de Djibouti et de la Charte fédérale de transition, et invitant les institutions fédérales de transition à coordonner étroitement leur action avec les autres parties somaliennes, notamment les administrations locales et régionales,

*Soulignant de nouveau* qu'il faut une stratégie d'ensemble pour favoriser l'instauration de la paix et de la sécurité en Somalie grâce à l'action concertée de toutes les parties prenantes,

*Rendant hommage* au Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, M. Augustine P. Mahiga, ainsi qu'au Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie, M. Boubacar Gaoussou Diarra, et réaffirmant son ferme appui aux efforts entrepris par ceux-ci,

*Saluant* l'action de l'ancien Président Jerry Rawlings en sa qualité de Haut-Représentant de l'Union africaine pour la Somalie,

*Rappelant* la signature de l'Accord de Kampala le 9 juin 2011, prenant note de la décision de reporter de douze mois, jusqu'au 20 août 2012, l'élection du Président du pays et celle du Président du Parlement et de ses suppléants, comme le prévoit l'Accord, et engageant vivement les signataires à honorer leurs obligations,

*Saluant* l'adoption, lors de la réunion consultative qui s'est tenue à Mogadiscio des 4 au 6 septembre 2011 et grâce aux efforts du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Mahiga, d'une feuille de route qui définit les principales tâches et priorités assorties d'échéances claires et de dispositifs de mise en œuvre que les institutions fédérales de transition devront mener à bien dans les douze prochains mois, exhortant les institutions fédérales de transition, auxquelles il incombe au premier chef de mettre en œuvre la feuille de route, et les autres signataires à respecter les engagements résultant de cette feuille de route, et notant que l'appui dont bénéficieront les institutions fédérales de transition à l'avenir dépendra de l'exécution de ces tâches,

*Conscient* que la paix et la stabilité en Somalie passent par la réconciliation et une gouvernance efficace dans l'ensemble du pays et exhortant toutes les parties somaliennes à renoncer à la violence et à œuvrer de concert en faveur de la paix et de la stabilité,

*Priant instamment* les institutions fédérales de transition de favoriser la transparence et de lutter contre la corruption pour gagner en légitimité et en crédibilité et s'assurer l'appui à long terme de la communauté internationale,

*Se disant gravement préoccupé* par la détérioration de la situation humanitaire déjà catastrophique en Somalie et les répercussions de la sécheresse et de la famine sur la population somalienne, en particulier les femmes et les enfants, invitant toutes les parties à se conformer au droit international humanitaire et à ménager aux organismes humanitaires un accès en toute liberté et sécurité en ces temps critiques, et soulignant qu'il importe de respecter les principes de neutralité, d'impartialité, d'humanité et d'indépendance dans la fourniture de l'aide humanitaire,

*Condamnant avec force* les attaques contre les convois humanitaires, les obstacles mis à leur passage et toute mesure prise par quelque partie que ce soit, en particulier les groupes armés, en vue d'empêcher l'acheminement de l'aide humanitaire sur le territoire somalien, et déplorant toute attaque menée contre le personnel humanitaire,

*Constatant avec vive inquiétude* que l'appel global des Nations Unies pour la Somalie n'a pas été financé à 100 pour cent, soulignant la nécessité de mobiliser d'urgence des ressources en faveur des populations en détresse et invitant tous les États Membres à répondre aux appels globaux pour une assistance humanitaire en cours et à venir,

*Saluant* le concours que la Mission de l'Union africaine en Somalie apporte à la réalisation d'une paix et d'une stabilité durables en Somalie, conscient des sacrifices considérables que celle-ci a consentis, disant sa reconnaissance aux Gouvernements ougandais et burundais, qui continuent à fournir des contingents et du matériel à la Mission, et appelant les autres États membres de l'Union africaine à envisager de fournir des contingents à la Mission,

*Se déclarant de nouveau profondément préoccupé* par les combats qui se poursuivent en Somalie et par leurs effets sur la population civile, condamnant toutes attaques, notamment les attentats terroristes perpétrés contre le Gouvernement fédéral de transition, la Mission et la population civile par des groupes d'opposition armés et des combattants étrangers, en particulier Al-Chabab, et soulignant la menace terroriste que les groupes d'opposition armés somaliens et les combattants étrangers, en particulier Al-Chabab, représentent pour la Somalie et la communauté internationale,

*Se félicitant* de la récente amélioration des conditions de sécurité à Mogadiscio, saluant les efforts déployés par la Mission et les forces de sécurité somaliennes, invitant celles-ci à consolider leurs acquis et exhortant les institutions fédérales de transition à tirer parti de l'amélioration des conditions de sécurité pour concourir à arrêter rapidement un plan de stabilisation pour Mogadiscio et à le mettre en œuvre et favoriser la prestation de services de base et assurer une bonne gouvernance à l'ensemble de ses citoyens,

*Exhortant* le Gouvernement fédéral de transition à rester uni et à redoubler d'efforts pour mener à bien les tâches prioritaires et réaliser les objectifs arrêtés dans la feuille de route afin d'offrir aux Somaliens de meilleures perspectives d'avenir, notamment sur le plan du développement économique et social et de l'exercice de leurs droits fondamentaux, tout en convenant que la communauté internationale doit apporter sa coopération et son soutien au Gouvernement fédéral de transition et aux administrations locales et régionales à cet égard,

*Réaffirmant* qu'il importe de reconstituer, de former, d'équiper et d'entretenir les forces de sécurité somaliennes pour contribuer à la stabilité et à la sécurité à long terme du pays, exprimant son appui à la mission de formation de l'Union européenne en Somalie, soulignant qu'il est nécessaire que la communauté internationale apporte son concours de façon coordonnée, opportune et durable, et encourageant les forces de sécurité somaliennes à montrer leur efficacité en collaborant avec la Mission de l'Union africaine en Somalie à renforcer la sécurité dans Mogadiscio,

*Louant* les États Membres et les organisations qui ont versé une contribution pour soutenir la Mission et la Somalie, encourageant la communauté internationale à mobiliser de nouvelles ressources financières selon que de besoin, conscient qu'il importe de disposer d'un financement opportun et prévisible, et soulignant la nécessité d'une véritable coordination entre les donateurs, l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine,

*Rappelant* ses résolutions 1950 (2010) du 23 novembre 2010 et 1976 (2011) du 11 avril 2011, se disant extrêmement préoccupé par la menace que représentent les actes de piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes, considérant que l'instabilité qui perdure en Somalie vient contribuer au problème de la piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes, ainsi qu'aux prises d'otages, soulignant qu'il est nécessaire que la communauté internationale et les institutions fédérales de transition mènent une action sur tous les fronts pour faire reculer la piraterie et s'attaquer à ses causes profondes, notamment en enquêtant sur ceux qui financent, planifient et organisent les attaques perpétrées par des pirates ou en tirent illicitement profit et en engageant des poursuites à leur encontre, et saluant les efforts du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes, des États et des organisations internationales et régionales,

*Accueillant avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général, en date du 30 août 2011<sup>94</sup>, et les recommandations qu'il contient tendant à la poursuite de l'action menée par les institutions fédérales de transition, avec l'appui de la communauté internationale, sur les volets politique, sécurité et relèvement,

*Considérant* que la situation en Somalie continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* d'autoriser les États membres de l'Union africaine à maintenir la Mission de l'Union africaine en Somalie jusqu'au 31 octobre 2012 et à habiliter celle-ci à prendre toutes mesures voulues pour mener à bien le mandat résultant du paragraphe 9 de la résolution 1772 (2007), en date du 20 août 2007, et prie l'Union africaine de porter d'urgence au niveau prescrit de 12 000 agents en tenue l'effectif de la Mission, lui donnant ainsi les moyens de s'acquitter de son mandat ;

2. *Engage* les institutions fédérales de transition à respecter les modalités arrêtées dans la feuille de route relatives aux principales tâches et priorités assorties d'échéances claires et de dispositifs de mise en œuvre qu'elles doivent mener à bien au cours des douze prochains mois, fait observer que le soutien qu'il accordera aux institutions fédérales de transition dépendra des résultats qu'elles auront obtenus dans l'exécution de ces tâches, et prie le Secrétaire général de lui rendre compte, dans les rapports qu'il lui présente, des progrès accomplis par les institutions fédérales de transition par rapport à la feuille de route ;

3. *Prend note* des recommandations sur la Somalie que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a formulées le 13 septembre 2011<sup>95</sup> et redit son intention de suivre l'évolution de la situation sur le terrain et de tenir compte, dans ses futures décisions concernant la Mission, des progrès accomplis par les institutions fédérales de transition dans l'exécution des principales tâches arrêtées dans la feuille de route visée au paragraphe 2 ci-dessus ;

4. *Se félicite* des mesures prises par le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie et d'autres bureaux et organismes des Nations Unies, notamment le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie, pour renforcer leur présence en Somalie, comme élément important de la bonne exécution de leur mandat, et demande instamment l'établissement d'une présence renforcée et plus permanente des organismes des Nations Unies en Somalie, en particulier à Mogadiscio, compte tenu de l'état de la sécurité, tel qu'il ressort des rapports du Secrétaire général en date des 16 avril 2009<sup>96</sup> et 9 septembre 2010<sup>97</sup> ;

5. *Rappelant* le rapport du Président de la Commission de l'Union africaine, en date du 13 septembre 2011<sup>95</sup>, et le rapport du Secrétaire général, en date du 30 août 2011<sup>94</sup>, estime que la présence accrue d'organismes des Nations Unies et de leurs fonctionnaires à Mogadiscio ainsi que les visites officielles de personnalités internationales exercent une pression supplémentaire sur la Mission, qui est appelée à fournir des services de sécurité, de garde et de protection, invite l'Organisation des Nations Unies à collaborer avec l'Union africaine à constituer, dans la limite de l'effectif autorisé de la Mission, une garde de taille appropriée pour assurer la sécurité, la garde et la protection du personnel international, notamment les fonctionnaires des Nations Unies, et entend revoir et examiner de près l'opportunité de modifier l'effectif prescrit de la Mission lorsque celle-ci aura atteint l'effectif autorisé de 12 000 hommes ;

6. *Prie* le Secrétaire général de continuer de fournir à l'Union africaine, par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, des conseils techniques et

---

<sup>94</sup> S/2011/549.

<sup>95</sup> Voir S/2011/586.

<sup>96</sup> S/2009/210.

<sup>97</sup> S/2010/447.

spécialisés aux fins de la planification et du déploiement de la Mission, notamment en ce qui concerne le concept d'opérations de la Mission ;

7. *Se félicite* des progrès réalisés par la Mission, qui a réussi à réduire le nombre de pertes civiles pendant ses opérations, et exhorte la Mission à continuer de s'employer à prévenir les pertes civiles et à élaborer une stratégie efficace pour protéger les civils, comme l'a demandé le Conseil de paix et de sécurité ;

8. *Demande* à la Mission de continuer d'aider le Gouvernement fédéral de transition à mettre en place la Force de police somalienne et la Force de sécurité nationale, en particulier à instituer une chaîne de commandement et de contrôle efficace des forces de sécurité somaliennes, et de contribuer à l'intégration des unités somaliennes formées par d'autres États Membres ou des organisations en Somalie et à l'extérieur du pays ;

9. *Note* le rôle important que la présence d'une police efficace peut jouer dans la stabilisation de Mogadiscio, souligne la nécessité de continuer à mettre en place une force de police somalienne efficace et se félicite que l'Union africaine ait exprimé le désir de créer une composante de police au sein de la Mission ;

10. *Prie* le Secrétaire général de continuer à fournir à la Mission, comme il est demandé dans la résolution 1863 (2009), en date du 16 janvier 2009, un dispositif d'appui logistique pour un maximum de 12 000 agents de mission en tenue, y compris la garde mentionnée au paragraphe 5 de la présente résolution, comprenant du matériel et des services, notamment un appui aux services d'information, mais non le transfert de fonds, jusqu'au 31 octobre 2012, comme il ressort de la lettre, en date du 30 janvier 2009, qu'il a adressée au Président du Conseil de sécurité<sup>98</sup>, tout en garantissant le principe de responsabilité et la transparence des dépenses engagées par l'Organisation, comme il ressort du paragraphe 6 de la résolution 1910 (2010) en date du 28 janvier 2010 ;

11. *Décide*, à titre exceptionnel et en raison du caractère unique de la Mission, d'élargir le dispositif d'appui logistique à la Mission, pour un maximum de 12 000 militaires, tel qu'il ressort de l'échange de lettres entre le Secrétaire général et le Président du Conseil de sécurité, en date des 21 et 29 septembre 2011<sup>93,92</sup>, tout en continuant de veiller à ce que l'appui bilatéral voulu soit poursuivi avec le maximum d'efficacité ;

12. *Considère* que des moyens de neutralisation des engins explosifs improvisés et de neutralisation, d'enlèvement et de destruction des engins explosifs peuvent être fournis dans le cadre du dispositif d'appui logistique, comme il ressort de la lettre, en date du 30 janvier 2009, que le Secrétaire général a adressée au Président du Conseil de sécurité, l'appui bilatéral voulu continuant d'être fourni avec le maximum d'efficacité ;

13. *Rappelle* que dans sa résolution 1863 (2009) il a exprimé l'intention de créer une opération de maintien de la paix des Nations Unies, note que toute décision de déployer une telle opération tiendrait compte notamment des conditions que le Secrétaire général a définies dans ses rapports des 16 avril 2009 et 30 décembre 2010<sup>99</sup> et prie le Secrétaire général de prendre les mesures énoncées aux paragraphes 82 à 86 de son rapport du 16 avril 2009, sous réserve des conditions définies dans ce rapport ;

14. *Demande de nouveau* aux États Membres et aux organisations régionales et internationales d'apporter leur appui à la Mission en lui fournissant du matériel et une assistance technique et en versant des contributions sans condition au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la Mission de l'Union africaine en Somalie ou en faisant des dons directs par la voie bilatérale à titre d'appui à la Mission, notamment pour répondre aux besoins urgents de remboursement du matériel appartenant aux contingents et assurer des vols de bienveillance aux soldats de la Mission, et encourage les donateurs à collaborer étroitement avec

---

<sup>98</sup> S/2009/60.

<sup>99</sup> S/2010/675.



l'Organisation et l'Union africaine pour faire en sorte que les fonds et le matériel voulus soient rapidement fournis ;

15. *Souligne* que la sécurité à long terme de la Somalie passe par la mise en place effective des forces de sécurité somaliennes et demande de nouveau aux États Membres et aux organisations régionales et internationales de contribuer généreusement et rapidement au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les institutions de sécurité somaliennes et d'offrir une aide aux forces de sécurité somaliennes, notamment sous forme de formation, d'assistance technique et de matériel, en coordination avec la Mission, conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 11 et au paragraphe 12 de la résolution 1772 (2007) ;

16. *Prie* le Secrétaire général de continuer d'aider le Gouvernement fédéral de transition à mettre en place les institutions de sécurité transitoires, notamment la Force de police somalienne et la Force de sécurité nationale, et à élaborer une stratégie de sécurité nationale conçue par les Somaliens, qui repose sur le respect de l'état de droit et la protection des droits de l'homme, ainsi que le cadre juridique et d'orientation du fonctionnement de ses forces de sécurité, y compris des mécanismes de gouvernance, de vérification des antécédents et de contrôle ;

17. *Réaffirme* que les mesures imposées au paragraphe 5 de la résolution 733 (1992), en date du 23 janvier 1992, et précisées aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1425 (2002), en date du 22 juillet 2002, ne s'appliquent pas aux fournitures et à l'assistance technique offertes au Gouvernement fédéral de transition conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 11 et au paragraphe 12 de la résolution 1772 (2007) à seule fin de l'aider à mettre en place ses institutions de sécurité, conformément au processus de paix de Djibouti et sous réserve de la procédure de notification prévue au paragraphe 12 de la résolution 1772 (2007) ;

18. *Demande de nouveau* à toutes les parties somaliennes d'appuyer l'Accord de Djibouti et appelle à la fin des hostilités, des actes d'affrontement armé et des initiatives visant à compromettre la stabilité en Somalie et à porter préjudice au Gouvernement fédéral de transition ;

19. *Prie* le Secrétaire général, par l'intermédiaire de son Représentant spécial pour la Somalie, de continuer d'offrir ses bons offices pour concourir à la réconciliation entre tous les Somaliens et au processus de paix en général, avec l'appui de la communauté internationale, notamment, selon qu'il conviendra, en appuyant les initiatives de réconciliation et de paix au niveau local ;

20. *Note* le rôle important que les administrations régionales et la société civile peuvent jouer dans le processus politique et encourage les institutions fédérales de transition à intensifier la concertation avec ces groupes et l'ouverture politique en leur faveur ;

21. *Invite* la communauté internationale, dans le cadre de l'aide qu'elle continue d'apporter à la Somalie, à soutenir davantage les initiatives de consolidation de la paix, de renforcement des capacités et de bonne gouvernance dans les zones de relative stabilité en Somalie, notamment dans le Somaliland et le Puntland, mais pas uniquement ;

22. *Condamne* toutes attaques contre les civils en Somalie, demande qu'il soit mis immédiatement fin à tous actes de violence, dont la violence sexuelle et sexiste, et aux exactions commises contre des civils, notamment les femmes et les enfants, ainsi que le personnel humanitaire, en violation du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et souligne la responsabilité qui incombe à toutes les parties en Somalie de s'acquitter de l'obligation à elles faite de protéger la population civile contre les effets des hostilités, en particulier en évitant toutes attaques gratuites ou l'emploi excessif de la force ;

23. *Se déclare gravement préoccupé* par les informations faisant état de violations persistantes des droits de l'homme en Somalie et souligne qu'il importe d'enquêter sur ces violations présumées des droits de l'homme et d'en traduire les responsables en justice ;

24. *Rappelle* les conclusions concernant les enfants et les conflits armés en Somalie par le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé<sup>100</sup>,

---

<sup>100</sup> S/AC.51/2011/2.

demande à toutes les parties de mettre fin aux violations graves et aux exactions commises contre les enfants en Somalie, engage le Gouvernement fédéral de transition à élaborer et à mettre en œuvre un plan d'action concret assorti d'un calendrier pour mettre un terme à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants, prie le Secrétaire général de poursuivre le dialogue avec le Gouvernement fédéral de transition à cet égard, et prie de nouveau le Secrétaire général de renforcer la composante protection de l'enfance du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie et de continuer à suivre la situation des enfants en Somalie et à en rendre compte ;

25. *Se déclare gravement préoccupé* par la multiplication d'informations faisant état d'actes de violence sexuelle liée au conflit en Somalie, demande à toutes les parties d'y mettre fin, ainsi qu'aux exactions, et prie le Secrétaire général de mettre en œuvre les dispositions pertinentes des résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010, notamment en renforçant la composante protection des femmes du Bureau ;

26. *Exige* de toutes les parties et de tous les groupes armés qu'ils prennent les mesures voulues pour assurer la sécurité du personnel et des fournitures humanitaires et exige en outre de toutes les parties qu'elles fassent en sorte que l'aide humanitaire parvienne sans retard, intégralement, en toute sécurité et liberté à ceux qui en ont besoin en Somalie ;

27. *Prie* le Secrétaire général, par l'intermédiaire de son Représentant spécial pour la Somalie et du Bureau, de redoubler d'efforts pour assurer efficacement la coordination et dégager une approche intégrée de l'exécution de toutes les activités du système des Nations Unies en Somalie, offrir ses bons offices et un appui politique aux efforts visant à instaurer durablement la paix et la stabilité en Somalie et mobiliser des ressources et le soutien de la communauté internationale en vue du relèvement immédiat et du développement économique à long terme de la Somalie, compte tenu des recommandations figurant dans son rapport du 31 décembre 2009<sup>101</sup>, et souligne combien il importe que le Bureau et les autres bureaux et organismes des Nations Unies travaillent dans la transparence et coordonnent leurs activités avec la communauté internationale ;

28. *Demande* à l'Autorité intergouvernementale pour le développement, à l'Union africaine et à l'Organisation de renforcer leur coopération pour permettre une division appropriée des responsabilités en Somalie, le but étant de réduire les doubles emplois et de veiller à la bonne utilisation des ressources, et de faire le point de la question dans les rapports périodiques du Secrétaire général sur la Somalie ;

29. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport sur tous les aspects de la présente résolution tous les quatre mois et entend examiner la situation, dans le cadre des obligations qui lui incombent, comme il ressort de la déclaration de son Président, en date du 31 octobre 2001<sup>102</sup>, et de ses résolutions 1863 (2009), 1872 (2009) du 26 mai 2009, 1910 (2010) et 1964 (2010) du 22 décembre 2010 ;

30. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6626<sup>e</sup> séance.*

### Décision

À sa 6635<sup>e</sup> séance, le 24 octobre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Danemark, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie, de la Norvège et de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Somalie ».

---

<sup>101</sup> S/2009/684.

<sup>102</sup> S/PRST/2001/30.

**Résolution 2015 (2011)  
du 24 octobre 2011**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions concernant la situation en Somalie, en particulier les résolutions 1918 (2010) et 1976 (2011), en date des 27 avril 2010 et 11 avril 2011,

*Restant profondément préoccupé* par la menace grandissante que les actes de piraterie et les vols à main armée commis contre des navires au large des côtes somaliennes font peser sur la situation en Somalie, les États de la région et d'autres États, ainsi que sur la navigation internationale, la sécurité des routes maritimes commerciales et la sécurité des gens de mer et d'autres personnes, et profondément préoccupé également par le fait que les pirates et les personnes impliquées dans les vols à main armée commis au large des côtes somaliennes sont de plus en plus violents,

*Soulignant* qu'il importe de trouver une solution globale au problème de la piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes,

*Mettant l'accent* sur le fait qu'il faut exploiter le potentiel de croissance économique durable de la Somalie pour s'attaquer aux causes profondes de la piraterie, y compris la pauvreté, et contribuer ainsi à l'élimination permanente des actes de piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes ainsi que des activités illégales qui y sont associées,

*Réaffirmant son attachement* à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique et à l'unité de la Somalie,

*Réaffirmant* que le droit international, tel qu'il est codifié dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982<sup>103</sup>, en particulier en ses articles 100, 101 et 105, définit le cadre juridique de la lutte contre la piraterie et les vols à main armée en mer, ainsi que des autres activités maritimes,

*Réaffirmant également* que les dispositions de la présente résolution s'appliquent à la seule situation en Somalie et n'affectent pas les droits, obligations ou responsabilités dérivant pour les États Membres du droit international,

*Ayant à l'esprit* le Code de conduite concernant la répression des actes de piraterie et des vols à main armée à l'encontre des navires dans l'océan Indien occidental et le golfe d'Aden (Code de conduite de Djibouti)<sup>104</sup>, et saluant l'engagement qu'ont pris les États signataires de revoir leur législation nationale pour qu'y soient érigés en infractions la piraterie et les vols à main armée commis contre des navires et pour qu'y figurent des directives appropriées pour l'exercice de leur compétence et la conduite d'enquêtes et de poursuites visant les coupables présumés,

*Félicitant* les États qui ont révisé leur droit interne pour ériger la piraterie en infraction et permettre à leurs tribunaux de poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie, dans le respect du droit international applicable, y compris le droit des droits de l'homme, et soulignant qu'il faut que les États poursuivent leurs efforts dans ce sens,

*Notant avec préoccupation*, parallèlement, que le droit interne de certains États n'érige pas la piraterie en infraction ou ne contient pas les dispositions de procédure nécessaires pour engager efficacement des poursuites pénales contre les personnes soupçonnées de piraterie,

*Réaffirmant* qu'il importe, pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes, que les personnes soupçonnées de tels actes soient poursuivies au niveau national,

*Condamnant fermement* la poursuite de la pratique de la prise d'otages par des pirates présumés opérant au large des côtes somaliennes, se déclarant gravement préoccupé par les

---

<sup>103</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1834, n° 31363.

<sup>104</sup> Voir Organisation maritime internationale, document C 102/14, annexe, pièce jointe 1.

conditions inhumaines dans lesquelles les otages sont retenus en captivité, conscient des répercussions sur la vie de leur famille, demandant la libération immédiate de tous les otages et constatant l'importance de la coopération entre États Membres concernant la question de la prise d'otages ainsi que la nécessité de poursuivre les pirates présumés pour prise d'otages,

*Constatant* qu'en dépit des efforts déployés jusqu'à présent par les États pour engager des poursuites contre les pirates présumés au niveau national le travail accompli à cet égard reste insuffisant, et que davantage doit être fait pour s'assurer que les personnes soupçonnées de piraterie sont effectivement traduites en justice,

*Se déclarant une nouvelle fois inquiet* que de nombreuses personnes soupçonnées de piraterie soient libérées sans avoir été jugées, réaffirmant que le fait de ne pas traduire en justice des personnes responsables d'actes de piraterie et de vols à main armée commis au large des côtes somaliennes nuit à la lutte menée par la communauté internationale contre la piraterie, et se déclarant résolu à faire en sorte que les pirates aient à répondre de leurs actes,

*Prenant note avec intérêt* de la conclusion du rapport du Secrétaire général sur les modalités de la création de juridictions somaliennes spécialisées pour poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie<sup>105</sup> selon laquelle, avec suffisamment d'aide internationale, les procès pour piraterie qu'instruisent les tribunaux du Somaliland et du Puntland devraient répondre aux normes internationales dans les trois prochaines années, et exprimant l'espoir, comme le Secrétaire général dans le rapport précité, que ce calendrier pourrait être accéléré au cas où des experts compétents, provenant notamment de la diaspora somalienne, pourraient être identifiés et recrutés,

*Se félicitant* des consultations qui ont lieu entre l'Organisation des Nations Unies et les États de la région, notamment les Seychelles, Maurice et la République-Unie de Tanzanie, ainsi que du fait que la République-Unie de Tanzanie se soit dite prête à apporter son concours à la communauté internationale, dans des conditions appropriées, pour poursuivre les pirates présumés sur son territoire,

*Constatant* que les actes de piraterie et les vols à main armée commis au large des côtes somaliennes enveniment la situation dans le pays, laquelle continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

1. *Réaffirme*, comme l'a souligné le Conseiller spécial du Secrétaire général pour les questions juridiques liées à la piraterie au large des côtes somaliennes dans son rapport transmis au Conseil de sécurité le 19 janvier 2011<sup>106</sup>, que l'objectif ultime consistant à renforcer la responsabilité de la Somalie et sa participation active aux efforts déployés pour poursuivre les pirates présumés demeure d'une très grande importance dans le contexte général de la lutte contre la piraterie ;

2. *Reconnaît* le rôle de premier plan que le Gouvernement fédéral de transition et les autorités régionales somaliennes compétentes jouent s'agissant d'éliminer la piraterie au large des côtes somaliennes ;

3. *Se félicite* à cet égard que la feuille de route pour achever la transition en Somalie, adoptée le 6 septembre 2011, prévoit parmi les tâches essentielles dévolues aux institutions fédérales de transition l'élaboration d'une stratégie et d'une législation pour lutter contre la piraterie, en concertation avec les entités régionales, et note qu'il a lui-même subordonné son appui futur à ces institutions à l'achèvement des tâches arrêtées dans la feuille de route ;

4. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur les modalités de la création de juridictions somaliennes spécialisées pour poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie, établi en application du paragraphe 26 de la résolution 1976 (2011)<sup>105</sup> ;

---

<sup>105</sup> S/2011/360.

<sup>106</sup> S/2011/30, annexe.

5. *Demande de nouveau* à tous les États, en particulier aux États du pavillon, aux États du port et aux États côtiers, ainsi qu'aux États de nationalité des victimes ou des auteurs d'actes de piraterie ou de vols à main armée et aux États auxquels le droit international ou leur droit interne confère compétence, de coopérer en vue de déterminer lequel aura compétence et de prendre les mesures voulues d'enquête et de poursuite à l'encontre des auteurs d'actes de piraterie et de vols à main armée commis au large des côtes somaliennes, y compris quiconque incite à la commission d'un acte de piraterie ou la facilite, conformément au droit international applicable, y compris le droit des droits de l'homme ;

6. *Demande* aux États de coopérer également, selon qu'il conviendra, à la poursuite des pirates présumés pour prise d'otages ;

7. *Prie de nouveau* le Gouvernement fédéral de transition et les autorités régionales somaliennes compétentes d'élaborer d'urgence, avec l'assistance de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et du Programme des Nations Unies pour le développement, et d'adopter une série complète de lois pour lutter contre la piraterie, notamment des lois prévoyant des poursuites contre ceux qui financent, planifient, organisent ou facilitent les attaques perpétrées par des pirates ou en tirent profit illicitement, en vue d'exercer, dans les meilleurs délais, des poursuites efficaces contre les pirates présumés et les personnes associées aux attaques perpétrées par des pirates en Somalie, le transfèrement vers la Somalie des pirates poursuivis et condamnés ailleurs et l'incarcération des personnes reconnues coupables en Somalie, prie instamment le Gouvernement fédéral de transition et les autorités régionales somaliennes de lever rapidement tout autre obstacle empêchant de progresser dans ces domaines, et demande au Gouvernement fédéral de transition et aux autorités régionales somaliennes compétentes de lui faire rapport, au plus tard le 31 décembre 2011, sur les mesures prises dans chacun des domaines ci-dessus ;

8. *Engage* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Programme des Nations Unies pour le développement et les autres partenaires internationaux à intensifier leur travail d'appui à l'élaboration de lois nationales, d'accords et de mécanismes qui permettront de poursuivre efficacement en justice les personnes soupçonnées de piraterie et de transférer et d'incarcérer les personnes reconnues coupables de tels actes ;

9. *Engage vivement* les États qui ne l'ont pas encore fait à ériger la piraterie en infraction dans leur droit interne, et demande de nouveau aux États d'envisager favorablement de poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie qui ont été appréhendées au large des côtes somaliennes et d'incarcérer celles qui ont été reconnues coupables, dans le respect du droit international applicable, y compris le droit international des droits de l'homme ;

10. *Engage vivement* les États et les organisations internationales à mettre en commun les éléments de preuve et d'information en leur possession aux fins de la répression des actes de piraterie en vue de veiller à ce que les personnes soupçonnées de ces actes soient effectivement traduites en justice et celles qui sont jugées coupables incarcérées ;

11. *Invite* tous les États Membres à faire rapport, au plus tard le 31 décembre 2011, au Secrétaire général sur les mesures qu'ils auront prises pour ériger la piraterie en infraction dans leur droit interne et poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie au large des côtes somaliennes ou faciliter les poursuites contre elles et incarcérer celles qui ont été reconnues coupables, et prie le Secrétaire général de rassembler ces informations dans un document et de le faire distribuer comme document du Conseil ;

12. *Salue* l'action, décrite par le Secrétaire général dans son rapport, que mènent l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Programme des Nations Unies pour le développement pour faciliter la tenue de procès de piraterie et aider à renforcer les capacités pénitentiaires en Somalie, conformément à la recommandation du Conseiller spécial du Secrétaire général pour les questions juridiques liées à la piraterie au large des côtes somaliennes ;

13. *Réaffirme* qu'il y a lieu de poursuivre et d'intensifier l'action visant à appuyer la mise en place de mécanismes judiciaires efficaces pour poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie ;

14. *Se félicite* que le Secrétaire général, à l'occasion de son rapport, ait pris l'engagement de continuer d'apporter son concours dynamique, à la demande du Conseil, à la prise des prochaines mesures concrètes destinées à renforcer encore le travail de poursuite des auteurs d'actes de piraterie ;

15. *Demande* aux États et aux organisations régionales d'envisager par quels moyens il serait possible de demander et de permettre à la diaspora somalienne de contribuer efficacement à la lutte contre la piraterie, en particulier dans le domaine des poursuites judiciaires, ainsi que le Secrétaire général l'a recommandé dans son rapport ;

16. *Décide* de continuer d'étudier d'urgence, sans préjuger de toutes autres mesures qu'il pourrait prendre pour veiller à ce que les pirates répondent de leurs actes, la possibilité de créer des juridictions spécialisées pour poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie en Somalie et dans d'autres États de la région, avec la participation et/ou l'assistance solides de la communauté internationale, et prie le Secrétaire général, en concertation avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Programme des Nations Unies pour le développement, de poursuivre les consultations engagées avec la Somalie et les autres États de la région désireux de créer de telles juridictions sur la nature de l'aide internationale, y compris les ressources humaines, qui serait nécessaire pour aider à rendre ces tribunaux prêts à fonctionner ; les procédures nécessaires au transfert des pirates capturés et des éléments de preuve correspondants ; le nombre d'affaires que ces tribunaux devraient être en mesure de connaître ; et le calendrier et les coûts prévus, et de lui présenter, au vu de ces consultations, dans un délai de quatre-vingt-dix jours, des propositions de mise en œuvre détaillées en vue de la création de ces juridictions, le cas échéant ;

17. *Souligne* qu'il importe que ces juridictions aient compétence pour poursuivre non seulement les pirates présumés capturés en mer, mais également quiconque incite à la commission d'un acte de piraterie ou la facilite intentionnellement, y compris les cerveaux des réseaux criminels de piraterie qui planifient, organisent, facilitent ou financent les attaques perpétrées par des pirates ou en tirent profit illicitement ;

18. *Est conscient* que toute augmentation des capacités en matière de poursuites doit impérativement s'accompagner d'un accroissement des capacités pénitentiaires, et engage à la fois les autorités somaliennes, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Programme des Nations Unies pour le développement et les autres partenaires internationaux à appuyer la construction de prisons en Somalie et leur fonctionnement responsable, dans le respect du droit international ;

19. *Engage* les États Membres, les organisations régionales et les autres partenaires compétents à appuyer la création de juridictions spécialisées dans la lutte contre la piraterie dans la région en prenant ou en facilitant des arrangements en vue de la mise à disposition d'experts internationaux, issus notamment de la diaspora somalienne, par détachement ou selon d'autres modalités, et à appuyer par ailleurs l'action menée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres partenaires à cet égard en contribuant au Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes ;

20. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6635<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6646<sup>e</sup> séance, le 31 octobre 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport du Secrétaire général sur la protection des ressources naturelles et des eaux territoriales de la Somalie (S/2011/661)

« Rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 1950 (2010) du Conseil de sécurité (S/2011/662) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tayé-Brook Zerihoun, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

À sa 6663<sup>e</sup> séance, le 22 novembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Norvège à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Somalie ».

**Résolution 2020 (2011)  
du 22 novembre 2011**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures concernant la situation en Somalie, en particulier les résolutions 1814 (2008) du 15 mai 2008, 1816 (2008) du 2 juin 2008, 1838 (2008) du 7 octobre 2008, 1844 (2008) du 20 novembre 2008, 1846 (2008) du 2 décembre 2008, 1851 (2008) du 16 décembre 2008, 1897 (2009) du 30 novembre 2009, 1918 (2010) du 27 avril 2010, 1950 (2010) du 23 novembre 2010, 1976 (2011) du 11 avril 2011 et 2015 (2011) du 24 octobre 2011, ainsi que la déclaration de son Président en date du 25 août 2010<sup>107</sup>,

*Restant profondément préoccupé* par la menace que les actes de piraterie et les vols à main armée commis contre des navires continuent de faire peser sur la sécurité, la célérité et l'efficacité de l'acheminement de l'aide humanitaire en Somalie et dans la région, la sécurité des gens de mer et d'autres personnes, la navigation internationale et la sécurité des routes maritimes commerciales et les autres navires vulnérables, notamment sur les activités de pêche conduites conformément au droit international, et également par le fait que les pirates menacent désormais la partie occidentale de l'océan Indien et les zones maritimes adjacentes et ont accru leurs moyens d'action,

*Se déclarant préoccupé* par les informations faisant état de la participation d'enfants à des actes de piraterie au large des côtes somaliennes,

*Considérant* que l'instabilité qui perdure en Somalie contribue au problème de la piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes et soulignant qu'il faut que la communauté internationale mène une action sur tous les fronts pour s'attaquer à la piraterie et aux vols à main armée en mer et à leurs causes profondes,

*Considérant également* qu'il faut prendre des mesures d'enquête et de poursuite non seulement contre les pirates présumés capturés en mer, mais encore contre quiconque incite à la commission d'un acte de piraterie ou la facilite intentionnellement, y compris les cerveaux des réseaux criminels de piraterie qui planifient, organisent, facilitent ou financent les attaques perpétrées par des pirates ou en tirent profit illicitement, se déclarant une nouvelle fois inquiet que de nombreuses personnes soupçonnées de piraterie soient libérées sans avoir été jugées, réaffirmant que le fait de ne pas traduire en justice toute personne responsable d'actes de piraterie et de vols à main armée commis au large des côtes somaliennes nuit à la lutte menée par la communauté internationale contre la piraterie, et se déclarant résolu à faire en sorte que les pirates soient amenés à répondre de leurs actes,

*Réaffirmant son attachement* à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique et à l'unité de la Somalie, y compris aux droits de la Somalie sur les ressources naturelles se trouvant au large de ses côtes, notamment les pêcheries, conformément au droit international, rappelant qu'il importe d'empêcher, conformément au droit international, la pêche illégale et le rejet illégal de déchets, notamment de substances toxiques, soulignant l'importance qui s'attache à ouvrir des enquêtes sur les allégations de pêche illégale et de rejet illégal de déchets et prenant note avec satisfaction à cet égard du rapport du Secrétaire général sur la protection des ressources naturelles et des eaux territoriales de la Somalie établi en application du paragraphe 7 de sa résolution 1976 (2011)<sup>108</sup>,

---

<sup>107</sup> S/PRST/2010/16.

<sup>108</sup> S/2011/661.

*Réaffirmant* que le droit international, tel qu'exposé dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982<sup>103</sup>, définit le cadre juridique de la lutte contre la piraterie et les vols à main armée en mer, parmi d'autres activités maritimes,

*Tenant compte à nouveau* de la crise que traverse la Somalie et du fait que le Gouvernement fédéral de transition ne dispose pas des capacités suffisantes pour intercepter les pirates et poursuivre en justice ceux qui sont capturés, ni pour patrouiller dans les eaux au large des côtes du pays, y compris les voies de circulation maritimes internationales et les eaux territoriales somaliennes, ni pour en assurer la sécurité,

*Prenant note* des multiples demandes d'aide internationale présentées par le Gouvernement fédéral de transition pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes, notamment la lettre, en date du 10 novembre 2011, par laquelle le Représentant permanent de la Somalie auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait savoir que le Gouvernement fédéral de transition était reconnaissant au Conseil de l'aide qu'il lui apportait, se déclarait disposé à envisager de collaborer avec d'autres États et les organisations régionales pour lutter contre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes, et demandait que les dispositions de la résolution 1897 (2009) soient reconduites pour une nouvelle période de douze mois,

*Saluant* les efforts déployés par l'opération Atalante de l'Union européenne, les opérations Protecteur allié et Bouclier océanique de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, la Force multinationale 151 des Forces maritimes combinées et d'autres États agissant individuellement, qui coopèrent avec le Gouvernement fédéral de transition et entre eux, pour réprimer la piraterie et protéger les navires vulnérables qui croisent au large des côtes somaliennes, et se félicitant des efforts faits par certains pays, notamment l'Arabie saoudite, la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde, le Japon, la Malaisie, la République de Corée, la République islamique d'Iran et le Yémen, qui ont déployé des navires ou des aéronefs dans la région, comme le relève le Secrétaire général dans son rapport<sup>109</sup>,

*Se félicitant* des activités de renforcement des capacités menées dans la région dans le cadre du Code de conduite concernant la répression des actes de piraterie et des vols à main armée à l'encontre des navires dans l'océan Indien occidental et le golfe d'Aden de l'Organisation maritime internationale (Code de conduite de Djibouti)<sup>104</sup>, du Fonds d'affectation spéciale de l'Organisation maritime internationale pour le Code de conduite de Djibouti et du Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes, et conscient qu'il faut que toutes les organisations internationales et régionales concernées y coopèrent pleinement,

*Prenant note avec satisfaction* des efforts faits par l'Organisation maritime internationale et le secteur du transport maritime pour élaborer et actualiser des principes directeurs, des bonnes pratiques de gestion et des recommandations visant à aider les navires à prévenir et à réprimer les attaques lancées par des pirates au large des côtes somaliennes, y compris dans le golfe d'Aden et l'océan Indien, et conscient de l'action menée par l'Organisation maritime internationale et le Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes en ce qui concerne l'embarquement de personnel de sécurité armé privé à bord des navires dans les zones à haut risque,

*Notant avec préoccupation* que l'insuffisance de moyens et de législation interne permettant de détenir et de poursuivre les pirates présumés après leur capture empêche de mener une action internationale plus vigoureuse contre les pirates agissant au large des côtes somaliennes et, dans certains cas, a contraint à libérer des pirates sans les avoir traduits en justice, que les éléments à charge existent ou non pour justifier des poursuites, et réaffirmant que, aux termes des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer relatives à la répression de la piraterie, la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime du 10 mars 1988<sup>110</sup> exige des États parties qu'ils érigent en infraction le fait de s'emparer d'un navire

---

<sup>109</sup> S/2011/662.

<sup>110</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1678, n° 29004.



ou d'en exercer le contrôle par la violence ou la menace de la violence ou toute autre forme d'intimidation, qu'ils établissent leur compétence à l'égard de ces infractions et qu'ils acceptent la remise des personnes responsables ou soupçonnées de tels actes,

*Soulignant* qu'il importe de continuer d'améliorer la collecte, la préservation et la transmission aux autorités compétentes des éléments de preuves des actes de piraterie et des vols à main armée commis au large des côtes somaliennes, et se félicitant de ce que font l'Organisation maritime internationale, l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et les transporteurs maritimes pour élaborer à l'intention des gens de mer des instructions quant à la manière de maintenir en l'état, après les actes de piraterie, les lieux où ces actes ont été commis, et notant qu'il importe, pour que les poursuites intentées contre les auteurs d'actes de piraterie aboutissent, de permettre aux gens de mer de témoigner lors des instances pénales,

*Prenant note* du consensus réalisé à la neuvième session plénière du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes, tenue le 14 juillet 2011, au sujet de la création d'un Groupe de travail 5, chargé de la question des flux financiers illicites associés à la piraterie au large des côtes somaliennes,

*Constatant* que les pirates se tournent de plus en plus vers les enlèvements et la prise d'otages et que ces activités les aident à se procurer des fonds pour acheter des armes, attirer de nouvelles recrues et poursuivre leurs opérations, mettant ainsi en danger la sûreté et la sécurité de civils innocents et portant atteinte à la liberté du commerce,

*Réaffirmant* la condamnation que suscitent dans la communauté internationale les enlèvements et les prises d'otages, y compris ceux qui sont réprimés par la Convention internationale contre la prise d'otages<sup>111</sup>, condamnant fermement la pratique persistante de la prise d'otages par des pirates présumés opérant au large des côtes somaliennes, se déclarant gravement préoccupé par les conditions inhumaines dans lesquelles les otages sont retenus en captivité, conscient des répercussions sur la vie de leur famille, demandant la libération immédiate de tous les otages et constatant l'importance de la coopération entre États Membres concernant la question de la prise d'otages, ainsi que la nécessité de poursuivre les pirates présumés pour prise d'otages,

*Saluant* les efforts déployés par le Kenya et les Seychelles pour poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie devant leurs tribunaux nationaux, se félicitant de l'engagement de Maurice et de la République-Unie de Tanzanie, et notant avec satisfaction l'aide fournie par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes et d'autres organisations et donateurs internationaux, en coordination avec le Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes, afin d'aider le Kenya, les Seychelles, la Somalie et d'autres États de la région, notamment le Yémen, à prendre, dans le respect du droit international des droits de l'homme applicable, des mesures pour poursuivre, ou incarcérer dans un État tiers après des poursuites ailleurs, les pirates appréhendés, y compris ceux qui facilitent ou financent leurs actes à terre, et soulignant qu'il faut que les États et les organisations internationales redoublent d'efforts à cet égard,

*Se félicitant* que les administrations nationale et régionales de Somalie soient prêtes à coopérer entre elles et avec les États qui ont engagé des poursuites contre des personnes soupçonnées de piraterie afin que les pirates condamnés puissent être rapatriés en Somalie dans le cadre d'accords appropriés de transfèrement de détenus, dans le respect du droit international applicable, y compris le droit international des droits de l'homme,

*Accueillant avec satisfaction* le rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 1950 (2011) sur l'application de ladite résolution et la situation concernant les actes de piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes<sup>109</sup>,

---

<sup>111</sup> Ibid., vol. 1316, n° 21931.

*Accueillant également avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général sur les modalités de la création de juridictions somaliennes spécialisées pour poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie, présenté en application du paragraphe 26 de la résolution 1976 (2011)<sup>105</sup>, ainsi que les travaux menés par le Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour étudier la possibilité d'utiliser des mécanismes additionnels en vue de poursuivre efficacement les personnes soupçonnées de piraterie et de vols à main armée au large des côtes somaliennes, y compris celles qui sont à terre et incitent à la commission d'un acte de piraterie ou la facilitent intentionnellement,

*Soulignant* qu'il faut que les États examinent comment aider les gens de mer qui sont victimes des pirates, et se félicitant à cet égard des travaux en cours au sein du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes et de l'Organisation maritime internationale pour élaborer des directives sur l'aide à apporter aux gens de mer et autres personnes qui ont été victimes d'actes de piraterie,

*Notant avec satisfaction* les efforts que continuent de déployer l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Programme des Nations Unies pour le développement pour renforcer la capacité du système pénitentiaire somalien, y compris les autorités régionales, en particulier avec l'appui du Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes, d'incarcérer les pirates condamnés, dans le respect du droit international des droits de l'homme applicable,

*Ayant à l'esprit* le Code de conduite de Djibouti et conscient des efforts que font les États signataires pour élaborer des cadres réglementaires et législatifs appropriés pour combattre la piraterie, renforcer leurs moyens de patrouiller dans les eaux de la région, intercepter les navires suspects et poursuivre en justice les personnes soupçonnées de piraterie,

*Soulignant* que la paix et la stabilité en Somalie, le renforcement des institutions de l'État, le développement économique et social et le respect des droits de l'homme et de l'état de droit sont nécessaires pour créer les conditions d'une éradication durable de la piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes et soulignant en outre que la sécurité à long terme de la Somalie repose sur la mise en place effective, par le Gouvernement fédéral de transition, de la Force de sécurité nationale, notamment de la Force de police somalienne, dans le cadre de l'Accord de Djibouti et d'une stratégie nationale pour la sécurité,

*Se félicitant* à cet égard que la feuille de route pour achever la transition en Somalie, adoptée le 6 septembre 2011, demande au Gouvernement fédéral de transition, en tant que tâches essentielles dévolues aux institutions fédérales de transition, d'élaborer une stratégie et une législation pour lutter contre la piraterie, en concertation avec les entités régionales, et de déclarer une zone économique exclusive, et notant qu'il a lui-même subordonné à l'achèvement des tâches arrêtées dans la feuille de route son appui futur aux institutions fédérales de transition,

*Constatant* que les actes de piraterie et les vols à main armée commis au large des côtes somaliennes aggravent la situation dans le pays, laquelle continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Réaffirme* qu'il condamne et déplore tous les actes de piraterie et vols à main armée commis contre des navires naviguant au large des côtes somaliennes ;
2. *Considère* que l'instabilité que connaît la Somalie est l'une des causes profondes du problème de la piraterie et contribue à ce problème et aux vols à main armée au large des côtes somaliennes ;
3. *Souligne* qu'il faut que la communauté internationale mène une action sur tous les fronts pour réprimer la piraterie et remédier à ses causes profondes ;
4. *Considère* qu'il faut prendre des mesures d'enquête et de poursuite non seulement contre les pirates présumés capturés en mer, mais également contre quiconque incite à la commission

d'un acte de piraterie ou la facilite intentionnellement, y compris les cerveaux des réseaux criminels de piraterie qui planifient, organisent, facilitent ou financent les attaques perpétrées par des pirates ou en tirent profit illicitement ;

5. *Demande* aux États de coopérer également, selon qu'il conviendra, au règlement de la question des prises d'otages et à la poursuite des pirates présumés pour prise d'otages ;

6. *Exprime de nouveau son inquiétude* au sujet des observations que le Groupe de contrôle pour la Somalie a formulées dans son rapport du 20 novembre 2008, selon lesquelles le versement de rançons de plus en plus élevées aux pirates et le non-respect de l'embargo sur les armes imposé par la résolution 733 (1992), en date du 23 janvier 1992, encouragent la piraterie au large des côtes somaliennes<sup>112</sup>, et demande à tous les États de coopérer pleinement avec le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée, notamment en matière de partage de l'information sur les violations éventuelles de l'embargo sur les armes ;

7. *Demande de nouveau* aux États et aux organisations régionales qui en ont les moyens de participer à la lutte contre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes en particulier, conformément à la présente résolution et au droit international, en y déployant des bâtiments navals, des armes et des aéronefs militaires, en saisissant les embarcations, navires, armes et autre matériel apparenté qui servent ou dont on a de bonnes raisons de soupçonner qu'ils servent à commettre des actes de piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes et en en disposant ;

8. *Salue* les initiatives prises par le Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes pour faciliter la coordination afin de décourager la commission d'actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes somaliennes, en coopération avec l'Organisation maritime internationale, les États du pavillon et le Gouvernement fédéral de transition, et exhorte les États et les organisations internationales à continuer de soutenir ces initiatives ;

9. *Encourage* les États Membres à continuer de coopérer avec le Gouvernement fédéral de transition dans la lutte contre la piraterie et les vols à main armée en mer, note que c'est à ce dernier qu'il incombe au premier chef de lutter contre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes, et décide de reconduire, pour une nouvelle période de douze mois à compter de l'adoption de la présente résolution, les autorisations visées au paragraphe 10 de la résolution 1846 (2008) et au paragraphe 6 de la résolution 1851 (2008) et renouvelées au paragraphe 7 de la résolution 1897 (2009) et au paragraphe 7 de la résolution 1950 (2010), accordées aux États et aux organisations régionales qui coopèrent avec le Gouvernement fédéral de transition dans la lutte contre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes et dont le Gouvernement fédéral de transition aura préalablement communiqué les noms au Secrétaire général ;

10. *Affirme* que les autorisations reconduites dans la présente résolution s'appliquent à la seule situation en Somalie et n'affectent pas les droits, obligations ou responsabilités dérivant pour les États Membres du droit international, notamment les droits ou obligations résultant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer<sup>103</sup>, pour ce qui est de toute autre situation, et souligne en particulier que la présente résolution ne saurait être regardée comme établissant un droit international coutumier, et affirme en outre que les présentes autorisations n'ont été reconduites qu'à la suite de la réception de la lettre, en date du 10 novembre 2011, par laquelle le Gouvernement fédéral de transition a signifié son accord ;

11. *Affirme également* que les mesures imposées au paragraphe 5 de la résolution 733 (1992) et développées aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1425 (2002), en date du 22 juillet 2002, ne s'appliquent pas aux livraisons d'armes et de matériel militaire réservés à l'usage exclusif des États Membres et des organisations régionales qui prennent des mesures conformément au paragraphe 9 de la présente résolution ni à la fourniture d'assistance technique à

---

<sup>112</sup> Voir S/2008/769, pièce jointe, sect. VIII.C.

la Somalie aux seules fins énoncées au paragraphe 6 de la résolution 1950 (2010), qui font l'objet d'une dérogation conformément à la procédure définie à l'alinéa *b* du paragraphe 11 et au paragraphe 12 de la résolution 1772 (2007) en date du 20 août 2007 ;

12. *Demande* aux États coopérants de prendre les dispositions voulues pour garantir que les activités qu'ils mèneront conformément aux autorisations accordées au paragraphe 9 de la présente résolution n'auront pas pour effet sur le plan pratique de refuser ou de restreindre le droit de passage inoffensif des navires d'États tiers ;

13. *Engage* les États Membres à aider la Somalie, sur la demande du Gouvernement fédéral de transition et en en avisant le Secrétaire général, à renforcer les capacités du pays, notamment celles dont disposent les autorités régionales, pour traduire en justice ceux qui utilisent le territoire somalien pour planifier, favoriser ou commettre des actes criminels de piraterie et des vols à main armée en mer, et souligne que toutes les mesures prises en application du présent paragraphe devront être conformes au droit international des droits de l'homme applicable ;

14. *Demande* à tous les États, en particulier aux États du pavillon, aux États du port et aux États côtiers, ainsi qu'aux États de nationalité des victimes ou des auteurs d'actes de piraterie ou de vols à main armée et aux États tirant juridiction du droit international ou de leur droit interne, de coopérer en vue de déterminer lequel aura compétence et de prendre les mesures voulues d'enquête et de poursuite à l'encontre des auteurs d'actes de piraterie et de vols à main armée commis au large des côtes somaliennes, y compris quiconque incite à la commission d'un acte de piraterie ou la facilite, dans le respect du droit international applicable, notamment le droit international des droits de l'homme, afin de veiller à ce que tous les pirates remis à des autorités judiciaires soient traduits en justice, et de seconder ces efforts, notamment en fournissant une assistance en matière de logistique et d'exercice des voies de droit vis-à-vis des personnes relevant de leur juridiction et de leur contrôle, telles que les victimes, les témoins et les personnes détenues dans le cadre d'opérations menées en vertu de la présente résolution ;

15. *Demande également* à tous les États d'ériger la piraterie en infraction dans leur droit interne et d'envisager favorablement de poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie qui ont été appréhendées au large des côtes somaliennes ainsi que celles qui ont facilité ou financé leurs actes et d'incarcérer celles qui ont été reconnues coupables, dans le respect du droit international applicable, y compris le droit international des droits de l'homme ;

16. *Réaffirme* sa décision de continuer d'étudier d'urgence la possibilité de créer, en Somalie et dans d'autres États de la région, des juridictions spécialisées pour poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie, avec une participation et/ou une assistance substantielles de la communauté internationale, comme prévu par la résolution 2015 (2011), réaffirme également qu'il importe que ces juridictions aient compétence pour poursuivre non seulement les prévenus appréhendés en mer, mais aussi quiconque incite à la commission d'un acte de piraterie ou la facilite intentionnellement, y compris les cerveaux des réseaux criminels de piraterie qui planifient, organisent, facilitent ou financent les attaques perpétrées par des pirates ou en tirent profit illicitement, souligne la nécessité de renforcer la coopération entre les États et les organisations régionales et internationales en vue de traduire les individus concernés en justice et encourage le Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes à poursuivre ses travaux à cet égard ;

17. *Prie instamment* tous les États de prendre les mesures voulues dans le cadre de leur droit interne en vigueur pour empêcher le financement illicite d'actes de piraterie et le blanchiment des produits qui en sont tirés ;

18. *Prie instamment* les États, en coopération avec INTERPOL et l'Office européen de police (Europol), d'enquêter plus avant sur les réseaux criminels internationaux associés à la piraterie au large des côtes somaliennes, y compris ceux qui sont responsables du financement illicite et de la facilitation ;

19. *Félicite* INTERPOL d'avoir créé une base de données mondiale sur la piraterie visant à regrouper les informations sur la piraterie au large des côtes somaliennes et à faciliter leur

analyse dans la perspective de l'application de la loi, et prie instamment tous les États de communiquer à INTERPOL, par les voies appropriées, des informations à intégrer dans cette base de données ;

20. *Souligne* à cet égard qu'il faut faciliter les enquêtes sur ceux qui financent, planifient et organisent les attaques perpétrées par des pirates au large des côtes somaliennes ou en tirent illicitement profit, ainsi que les poursuites à leur rencontre ;

21. *Engage vivement* les États et les organisations internationales à mettre en commun les éléments de preuve et d'information en leur possession aux fins de la répression des actes de piraterie en vue de veiller à ce que les personnes soupçonnées de ces actes soient effectivement traduites en justice et celles qui sont jugées coupables incarcérées ;

22. *Salue* la création du Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes et du Fonds d'affectation spéciale de l'Organisation maritime internationale pour le Code de conduite de Djibouti et demande instamment aux acteurs étatiques et non étatiques touchés par la piraterie, tout particulièrement au secteur des transports maritimes internationaux, de verser des contributions à ces fonds ;

23. *Exhorte* les États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime<sup>110</sup> à s'acquitter pleinement des obligations que leur imposent en la matière lesdites Conventions et le droit international coutumier, et à coopérer avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Organisation maritime internationale et d'autres États et organisations internationales en vue de se donner les moyens judiciaires de poursuivre les personnes soupçonnées d'actes de piraterie et de vols à main armée commis au large des côtes somaliennes ;

24. *Prie instamment* les États, agissant à titre individuel ou dans le cadre des organisations internationales compétentes, d'envisager activement d'enquêter sur les allégations faisant état d'activités de pêche illégales et de rejet illégal de déchets, notamment de substances toxiques, en vue de poursuivre les auteurs de ces infractions qui relèvent de leur juridiction et prend note de l'intention déclarée par le Secrétaire général d'inclure des informations sur ce sujet dans ses prochains rapports sur la piraterie au large des côtes somaliennes ;

25. *Accueille avec satisfaction* les recommandations et les principes directeurs de l'Organisation maritime internationale concernant la prévention et la répression des actes de piraterie et des vols à main armée à l'encontre de navires, souligne qu'il importe que toutes les parties prenantes, y compris le secteur des transports maritimes, appliquent ces recommandations et principes directeurs, engage les États, en collaboration avec les secteurs des transports maritimes et des assurances, et l'Organisation maritime internationale à continuer de mettre au point des notes d'information et des pratiques optimales concernant les techniques d'évitement, d'évasion et de défense que doivent appliquer les bateaux qui sont attaqués ou qui naviguent au large des côtes somaliennes, et engage en outre les États à mettre leurs ressortissants et bateaux à disposition aux fins d'enquêtes de police scientifique, selon les besoins, au premier port d'escale, immédiatement après tout acte de piraterie ou vol à main armée en mer ou toute tentative de piraterie ou de vol, ou après leur mise en liberté ;

26. *Invite* l'Organisation maritime internationale à continuer à concourir à la prévention et à la répression des actes de piraterie et des vols à main armée à l'encontre de navires, en coordination, notamment, avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Programme alimentaire mondial, le secteur des transports maritimes et toutes les autres parties prenantes concernées, et constate le rôle joué par l'Organisation maritime internationale en ce qui concerne l'embarquement de personnel de sécurité privé armé à bord des navires dans les zones à haut risque ;

27. *Note* l'importance qui s'attache à garantir l'acheminement en toute sécurité par la voie maritime de l'aide fournie par le Programme alimentaire mondial et se félicite de l'action menée par le Programme, l'opération Atalante de l'Union européenne et les États du pavillon en ce qui concerne les détachements de protection embarqués sur des navires affrétés par le Programme ;

28. *Prie* les États et les organisations régionales qui coopèrent avec le Gouvernement fédéral de transition de l'informer, ainsi que le Secrétaire général, dans un délai de neuf mois, de l'application des mesures qu'ils auront prises en exécution des autorisations découlant du paragraphe 9 de la présente résolution et prie en outre tous les États qui participent au Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes, notamment la Somalie et les autres États de la région, de faire rapport dans les mêmes délais sur les efforts qu'ils auront déployés pour établir leur compétence en matière d'enquête et de poursuite et pour coopérer dans les affaires de piraterie ;

29. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, dans les onze mois suivant l'adoption de la présente résolution, de l'application de celle-ci et de la situation concernant la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes ;

30. *Entend* suivre la situation et, le cas échéant, envisager de reconduire pour des périodes supplémentaires les autorisations découlant du paragraphe 9 de la présente résolution si le Gouvernement fédéral de transition lui en fait la demande ;

31. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6663<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6681<sup>e</sup> séance, le 13 décembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2011/759) ».

Le 30 décembre 2011, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>113</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 29 décembre 2011, dans laquelle vous faites part de votre intention d'autoriser la poursuite des activités du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie pendant l'exercice biennal 2012-2013<sup>114</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note. »

À sa 6701<sup>e</sup> séance, le 11 janvier 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Burundi, du Kenya (Ministre des affaires étrangères), de l'Ouganda (Ministre de la défense) et de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Lettre, en date du 9 janvier 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/19) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. B. Lynn Pascoe, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ramtane Lamamra, Commissaire à la paix et à la sécurité de la Commission de l'Union africaine.

---

<sup>113</sup> S/2011/803.

<sup>114</sup> S/2011/802.

À sa 6718<sup>e</sup> séance, le 22 février 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport spécial du Secrétaire général sur la Somalie (S/2012/74) ».

**Résolution 2036 (2012)  
du 22 février 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* toutes ses résolutions antérieures sur la situation en Somalie, en particulier la résolution 2010 (2011), en date du 30 septembre 2011, ainsi que les déclarations de son Président et les autres résolutions pertinentes sur la protection des civils en période de conflit armé, les femmes et la paix et la sécurité, et le sort des enfants en temps de conflit armé,

*Réaffirmant* qu'il respecte la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique et l'unité de la Somalie, et qu'il est attaché à un règlement global et durable de la situation en Somalie,

*Réaffirmant son soutien sans faille* au processus de paix de Djibouti et à la Charte fédérale de transition, qui définissent le cadre d'une solution politique durable en Somalie, réaffirmant son appui à l'Accord de Kampala et à la feuille de route pour achever la transition (« la feuille de route ») et soulignant qu'il faut assurer la réconciliation et le dialogue et mettre en place des institutions somaliennes largement représentatives ouvertes à tous,

*Soulignant* qu'il incombe au premier chef aux institutions fédérales de transition de mettre en œuvre la feuille de route, se félicitant des progrès accomplis à ce jour, notamment de l'engagement exprimé dans les Principes de Garowe, mais se déclarant préoccupé que plusieurs échéances pour l'exécution des tâches arrêtées dans la feuille de route n'aient pas été respectées, ce qui risque d'en retarder la mise en œuvre intégrale,

*Demandant instamment* aux institutions fédérales de transition et à tous les signataires de la feuille de route de redoubler d'efforts pour que celle-ci soit mise en œuvre intégralement avec l'appui du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie et de la communauté internationale, et notant que l'appui dont bénéficieront les institutions fédérales de transition pour le reste de la période de transition dépendra des progrès accomplis dans l'exécution des tâches arrêtées dans la feuille de route,

*Soulignant* qu'il faut que le Gouvernement fédéral de transition, avec l'appui de la Mission de l'Union africaine en Somalie, établisse d'urgence un niveau renforcé de sécurité dans les zones sécurisées par la Mission et les forces de sécurité somaliennes et y mette en place sans tarder des structures administratives viables,

*Notant* que la période de transition prendra fin le 20 août 2012, soulignant que toute prorogation de la période de transition serait intenable et demandant aux parties somaliennes de s'entendre sur les dispositions à prendre à l'issue de la période de transition pour mettre en place des institutions représentatives et sans exclusive, conformément à l'Accord de Djibouti,

*Soulignant* qu'il faut redoubler d'efforts pour lutter contre la corruption, promouvoir la transparence et renforcer la responsabilité mutuelle en Somalie et, à cet égard, se félicitant des initiatives visant à assurer une gestion plus transparente et plus responsable des avoirs et des ressources financières internes et externes de la Somalie de manière à maximiser les recettes publiques dans l'intérêt du peuple somalien,

*Soulignant également* qu'il faut une stratégie d'ensemble en Somalie pour résoudre les problèmes politiques, économiques et humanitaires du pays et le problème de la sécurité et celui de la piraterie, notamment les prises d'otages, au large des côtes somaliennes, grâce à la collaboration de toutes les parties prenantes, et réaffirmant à cet égard son appui sans réserve au Secrétaire général et à son Représentant spécial pour la Somalie, M. Augustine P. Mahiga, pour l'action qu'ils mènent avec l'Union africaine et les partenaires internationaux et régionaux,

*Conscient* que la paix et la stabilité en Somalie passent par la réconciliation et une gouvernance efficace dans l'ensemble du pays et exhortant toutes les parties somaliennes à renoncer à la violence et à œuvrer de concert en faveur de la paix et de la stabilité,

*Se félicitant* de la Conférence de Londres sur la Somalie, qui se tiendra le 23 février 2012, au cours de laquelle sera encore renforcée l'action concertée menée par la communauté internationale en vue de régler les problèmes concernant la politique, la sécurité, la justice, la stabilité et la piraterie en Somalie, ainsi que les questions humanitaires dans ce pays, et attendant avec intérêt la prochaine Conférence d'Istanbul sur la Somalie,

*Se disant gravement préoccupé* par la situation humanitaire catastrophique en Somalie et ses répercussions sur la population somalienne, en particulier les femmes et les enfants, et invitant toutes les parties à faire en sorte que l'aide humanitaire parvienne, sans entrave ni retard et dans son intégralité, à ceux qui en ont besoin dans toute la Somalie, conformément au droit humanitaire, au droit des droits de l'homme et au droit des réfugiés,

*Condamnant* toutes les attaques menées contre le Gouvernement fédéral de transition, la Mission, le personnel et les installations des Nations Unies et la population civile par des groupes d'opposition armés et des combattants étrangers, en particulier Al-Chabab, et soulignant que les groupes d'opposition armés somaliens et les combattants étrangers, en particulier Al-Chabab, représentent une menace terroriste pour la Somalie et la communauté internationale,

*Notant* qu'Al-Chabab a annoncé avoir rejoint Al-Qaida, soulignant qu'il ne saurait y avoir de place pour le terrorisme ou l'extrémisme violent en Somalie et réitérant l'appel à déposer les armes qu'il a lancé à tous les groupes d'opposition,

*Saluant* le concours que la Mission apporte à la réalisation d'une paix et d'une stabilité durables en Somalie et l'action qu'elle mène pour stabiliser et sécuriser Mogadiscio, disant sa reconnaissance aux Gouvernements burundais et ougandais, qui continuent à fournir des contingents et du matériel à la Mission, et au Gouvernement djiboutien, qui vient d'y déployer des contingents, et conscient des sacrifices considérables que ces forces ont consentis,

*Se félicitant* que le Gouvernement kenyan soit disposé à fournir des forces à la Mission et à contribuer ainsi à l'exécution du mandat de la Mission, énoncé au paragraphe 9 de la résolution 1772 (2007), en date du 20 août 2007, et dans la présente résolution, soulignant qu'il importe de déployer rapidement de nouvelles forces afin que l'effectif de la Mission atteigne le niveau prescrit, et invitant les autres États membres de l'Union africaine à fournir des contingents et à prêter appui à la Mission,

*Saluant* les travaux menés par la mission conjointe d'évaluation technique Union africaine-Organisation des Nations Unies sur la Mission, notant que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a approuvé, le 5 janvier 2012, le concept stratégique de la Mission<sup>115</sup>, et accueillant avec satisfaction le rapport spécial du Secrétaire général sur la Somalie<sup>116</sup>,

*Rappelant* qu'il a autorisé, au paragraphe 1 de sa résolution 2010 (2011), les États membres de l'Union africaine à maintenir la Mission jusqu'au 31 octobre 2012 et a habilité celle-ci à prendre toutes mesures voulues pour mener à bien le mandat résultant du paragraphe 9 de la résolution 1772 (2007),

*Rappelant également* le paragraphe 5 de sa résolution 2010 (2011) et notant qu'il entendait revoir l'effectif de la Mission lorsque celui-ci aurait atteint le niveau autorisé de 12 000 hommes,

*Se déclarant préoccupé* par le fait que les exportations de charbon de bois par la Somalie constituent une importante source de revenus pour Al-Chabab et contribuent à exacerber la crise humanitaire,

---

<sup>115</sup> Voir S/2012/19, pièce jointe.

<sup>116</sup> S/2012/74.



*Rappelant* ses résolutions 1950 (2010) du 23 novembre 2010, 1976 (2011) du 11 avril 2011 et 2020 (2011) du 22 novembre 2011, se disant extrêmement préoccupé par la menace que représentent les actes de piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes, considérant que l'instabilité qui perdure en Somalie contribue au problème de la piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes, soulignant qu'il est nécessaire que la communauté internationale et les institutions fédérales de transition mènent une action sur tous les fronts pour faire reculer la piraterie et les prises d'otages et s'attaquer à leurs causes profondes, et saluant les efforts du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes, des États et des organisations internationales et régionales,

*Soulignant* qu'il faut enquêter sur les pirates et ceux qui financent, planifient et organisent les attaques perpétrées par des pirates ou en tirent illicitement profit, engager des poursuites à leur rencontre et les incarcérer lorsqu'ils sont reconnus coupables,

*Se félicitant* du transfert en Somalie du Représentant spécial du Secrétaire général et à Mogadiscio d'une partie du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie et engageant l'Organisation des Nations Unies à continuer de prendre les dispositions nécessaires pour parachever ce transfert en Somalie, en particulier à Mogadiscio, si les conditions de sécurité le permettent, comme indiqué dans les rapports du Secrétaire général en date des 16 avril 2009<sup>96</sup> et 9 septembre 2010<sup>97</sup>,

*Considérant* que la situation en Somalie continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* qu'outre les tâches énoncées au paragraphe 9 de la résolution 1772 (2007) le mandat de Mission de l'Union africaine en Somalie prévoit que la Mission s'établira dans les quatre secteurs définis dans le concept stratégique de la Mission, en date du 5 janvier 2012, et y prendra, en coordination avec les forces de sécurité somaliennes, toutes les mesures nécessaires pour faire reculer la menace que représentent Al-Chabab et les autres groupes armés de l'opposition, afin d'instaurer dans toute la Somalie des conditions propices à une gouvernance efficace et légitime, et décide en outre que, pour exécuter le présent mandat, la Mission devra agir en conformité avec le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme applicables et dans le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique et de l'unité de la Somalie ;

2. *Prie* l'Union africaine de porter l'effectif de la Mission, composé de contingents et d'unités de police constituées, de 12 000 à un maximum de 17 731 agents en tenue ;

3. *Rappelle* qu'il incombe aux organisations régionales de mobiliser les ressources humaines, financières, logistiques et autres nécessaires à leur fonctionnement, y compris par les contributions de leurs membres et l'appui de leurs partenaires, se félicite du précieux soutien financier que les partenaires de l'Union africaine apportent à la Mission, notamment dans le cadre de programmes d'aide bilatéraux et de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique mise en place par l'Union européenne et demande à tous les partenaires, en particulier aux nouveaux bailleurs de fonds, de prêter leur concours à la Mission en lui fournissant du matériel, une assistance technique et des fonds destinés à rémunérer les soldats, et en versant une contribution non préaffectée au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la Mission de l'Union africaine en Somalie ;

4. *Décide* de renforcer le dispositif d'appui logistique à la Mission mentionné aux paragraphes 10 et 11 de la résolution 2010 (2011) et décrit dans les lettres, en date des 30 janvier 2009<sup>98</sup> et 21 septembre 2011<sup>93</sup>, que le Secrétaire général a adressées au Président du Conseil de sécurité, l'effectif ayant été porté de 12 000 à 17 731 agents en tenue (au maximum), jusqu'au 31 octobre 2012, les principes de responsabilité et de transparence en matière de dépense des fonds de l'Organisation des Nations Unies devant être observés, comme indiqué au paragraphe 4 de la résolution 1910 (2010) en date du 28 janvier 2010 ;

5. *Rappelle* qu'il a prié le Secrétaire général, aux paragraphes 10 et 12 de sa résolution 1863 (2009) du 16 janvier 2009, de veiller à la transparence et à la responsabilité de la gestion

des ressources fournies à la Mission, et demande que les nouvelles mesures que l'Organisation a été autorisée à prendre, aux termes de la présente résolution et de son annexe, pour prêter appui à la Mission et aux pays qui lui fournissent des contingents, soient également mises en œuvre dans un esprit de transparence et de responsabilité et fassent l'objet de contrôles internes ;

6. *Décide*, à titre exceptionnel et en raison du caractère inédit de la Mission, de renforcer le dispositif d'appui logistique à la Mission afin qu'il prenne en compte le remboursement du matériel appartenant aux contingents, notamment des éléments habilitants et des multiplicateurs de force, comme indiqué aux paragraphes 28 à 36 et 43 du rapport spécial du Secrétaire général sur la Somalie<sup>116</sup> et dans l'annexe de la présente résolution ;

7. *Souligne* qu'il importe de stabiliser les zones sécurisées par la Mission et les forces de sécurité somaliennes, et invite toutes les parties prenantes somaliennes à œuvrer, avec l'appui de l'Organisation, de l'Union africaine et de la communauté internationale, en faveur de la réconciliation, de l'ordre public, de la prestation de services de base et du renforcement de la gouvernance à l'échelle des districts, des régions, des états et de la fédération, notamment en contribuant à mener à bien les plans de stabilisation élaborés par l'Autorité intergouvernementale pour le développement et le Gouvernement fédéral de transition ;

8. *Prie* le Secrétaire général de continuer de fournir à l'Union africaine, par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, des conseils techniques et spécialisés aux fins de la planification, du déploiement et de la gestion de la Mission, notamment en ce qui concerne le concept stratégique et le concept d'opérations de la Mission ;

9. *Prie une nouvelle fois* l'Organisation de collaborer avec l'Union africaine afin de constituer, dans la limite de l'effectif autorisé de la Mission, une garde de taille appropriée pour assurer la sécurité, la garde et la protection du personnel international, notamment les fonctionnaires des Nations Unies, selon qu'il convient et sans plus tarder ;

10. *Se félicite* de ce que de nouveaux pays comptent fournir des contingents à la Mission et insiste pour que tous ces nouveaux effectifs soient pleinement intégrés dans les structures de commandement et de contrôle de la Mission et opèrent conformément au mandat donné à celle-ci au paragraphe 9 de sa résolution 1772 (2007) et dans la présente résolution ;

11. *Souligne* qu'il est essentiel que tous les pays fournisseurs de contingents coordonnent leur action pour assurer la paix, la sécurité et la stabilité de la Somalie et de la région et demande aux autres États membres de l'Union africaine d'envisager de fournir des contingents à la Mission en vue d'aider à mettre en place les conditions voulues pour que la Somalie puisse assumer la responsabilité de sa propre sécurité ;

12. *Considère* qu'il importe de renforcer les capacités de prévention des conflits, de gestion des crises et de stabilisation après les conflits dont disposent les organisations régionales et sous-régionales, et engage l'Union africaine et les donateurs à continuer d'œuvrer ensemble pour renforcer encore l'efficacité des opérations africaines de maintien de la paix ;

13. *Rappelle* le paragraphe 13 de sa résolution 2010 (2011) ;

14. *Souligne* que le renforcement des forces de sécurité somaliennes est indispensable pour assurer la sécurité et la stabilité à long terme de la Somalie, prie la Mission de continuer à étendre ses efforts pour contribuer à accroître la capacité et l'efficacité des forces de sécurité somaliennes, invite instamment les États Membres et les organisations régionales et internationales à travailler en coordination avec la Mission pour assurer une assistance, une formation et un soutien coordonnés et se félicite à ce propos de la formation des forces de sécurité somaliennes se déroulant dans le cadre des programmes d'appui bilatéraux des États Membres et de la mission de formation de l'Union européenne en Somalie ;

15. *Considère* qu'une présence de police efficace peut contribuer de façon importante à la stabilisation de Mogadiscio, souligne qu'il faut continuer de mettre en place une force de police somalienne efficace et se félicite du souhait que l'Union africaine a exprimé de constituer une force de police opérationnelle au sein de la Mission ;

16. *Exige* de toutes les parties et de tous les groupes armés qu'ils prennent les mesures voulues pour assurer la sûreté et la sécurité du personnel et des fournitures humanitaires et exige en outre de toutes les parties qu'elles fassent en sorte que l'aide humanitaire parvienne, sans entrave ni retard et dans son intégralité, à ceux qui en ont besoin dans toute la Somalie, conformément au droit humanitaire et au droit relatif aux droits de l'homme et aux réfugiés ;

17. *Rappelant* ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, se félicite des progrès accomplis par la Mission pour réduire le nombre des victimes civiles lors de ses opérations, engage la Mission à continuer d'accroître ses efforts dans ce domaine et loue sa détermination de créer une cellule de suivi, d'analyse et d'intervention concernant les victimes civiles, comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur la Somalie, en date du 9 décembre 2011<sup>117</sup>, et demande aux donateurs et partenaires internationaux de continuer à contribuer à la mise en place de la cellule ;

18. *Se félicite* de l'adoption par la Mission des directives de 2011 concernant les tirs indirects et encourage la Mission à adapter et à appliquer ces directives à tous ses nouveaux effectifs et moyens militaires ;

19. *Rappelle* la décision prise dans sa résolution 1844 (2008) du 20 novembre 2008 et se félicite de la détermination de la communauté internationale, dont l'Union africaine, de prendre des mesures à l'encontre des acteurs de l'intérieur et de l'extérieur qui participent à des activités visant à saper le processus de paix et de réconciliation en Somalie, y compris l'application de la feuille de route, ainsi que les efforts de la Mission et des forces de sécurité somaliennes ;

20. *Souligne* qu'il entend garder à l'examen la situation sur le terrain et prendre en considération dans ses futures décisions les progrès accomplis par la Mission dans la réalisation des objectifs suivants :

a) Consolidation de la sécurité et de la stabilité dans le centre-sud de la Somalie, y compris les principales agglomérations, par les forces de sécurité somaliennes et la Mission, sur la base d'objectifs militaires clairement définis et intégrés dans une stratégie politique ;

b) Contribution efficace de la Mission à la coordination et à la coopération régionales sur les questions de sécurité ;

c) Aide à la mise en place de forces de sécurité somaliennes efficaces, dont les unités seront intégrées dans une structure de commandement et de contrôle clairement définie, en coopération avec la communauté internationale ;

21. *Prie* l'Union africaine de le tenir régulièrement informé, par l'entremise du Secrétaire général, de la mise en œuvre du mandat de la Mission, y compris l'application des paragraphes 1 et 2 de la présente résolution, la mise en place de la nouvelle structure de commandement et de contrôle et l'intégration des forces dans cette structure, et de lui en rendre compte, par écrit, dans les trente jours suivant l'adoption de la présente résolution et tous les soixante jours par la suite ;

22. *Décide* que les autorités somaliennes prendront les mesures voulues pour empêcher l'exportation de charbon de bois de Somalie et que tous les États Membres feront le nécessaire pour prévenir l'importation directe ou indirecte de charbon de bois de Somalie, que celui-ci provienne ou non de ce pays, décide en outre que tous les États Membres rendront compte des mesures qu'ils auront prises pour donner suite aux dispositions du présent paragraphe au Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée (« le Comité ») dans les cent vingt jours suivant l'adoption de la présente résolution et prie le Groupe de contrôle reconduit par la résolution 2002 (2011), en date du 29 juillet 2011, d'évaluer les effets de l'interdiction visant le charbon de bois dans son rapport final ;

---

<sup>117</sup> S/2011/759.

23. *Décide également* que le mandat du Comité s'étendra à l'application des mesures énoncées au paragraphe 22 ci-dessus, décide que le mandat du Groupe sera élargi de la même façon, considère qu'étant donné la menace que le commerce du charbon de bois peut présenter pour la paix, la sécurité ou la stabilité de la Somalie, le Comité pourra désigner des personnes et entités participant à ce commerce aux fins de l'application des mesures ciblées définies dans la résolution 1844 (2008) ;

24. *Décide en outre* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6718<sup>e</sup> séance.*

## **Annexe**

Conformément au paragraphe 6 de la présente résolution, à titre exceptionnel et du fait du caractère unique de la Mission de l'Union africaine en Somalie, le dispositif d'appui logistique de l'Organisation des Nations Unies à la Mission pourra comporter jusqu'à 17 731 agents en tenue et 20 fonctionnaires civils au maximum au quartier général de la Mission jusqu'au 31 octobre 2012, conformément aux recommandations faites par le Secrétaire général aux paragraphes 29 et 43 de son rapport spécial sur la Somalie<sup>116</sup>, comprendre notamment des capacités de gestion des risques d'explosion et des installations médicales de niveau II, et prévoir le remboursement du matériel appartenant aux contingents.

Le matériel visé par cette mesure comprendra les éléments habilitants et multiplicateurs de force de la composante terrestre et une flotte aérienne composée de 9 hélicoptères de transport et de 3 hélicoptères d'attaque au maximum.

Le remboursement du matériel appartenant aux contingents se fera aux taux standard et conformément aux pratiques de l'Organisation, y compris par le virement direct de fonds aux pays fournisseurs de contingents le cas échéant, des examens périodiques visant à faire en sorte que la Mission soit dotée de toutes ses capacités opérationnelles étant effectués. Des lettres d'attribution devront être négociées avec les pays fournisseurs de contingents pour le matériel non prévu dans les accords sur le matériel appartenant aux contingents conclus entre l'Organisation et ces pays, y compris la flotte aérienne susmentionnée.

Comme indiqué au paragraphe 29 du rapport spécial du Secrétaire général sur la Somalie, seul sera remboursé le matériel déployé par les pays fournisseurs de contingents et considéré comme leur appartenant. Le matériel donné aux pays fournisseurs de contingents, à la Mission et à l'Union africaine ou qui reste la propriété du donateur ne sera pas remboursé.

## **Décisions**

À sa 6719<sup>e</sup> séance, le 22 février 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport du Secrétaire général sur les juridictions spécialisées dans la lutte contre la piraterie en Somalie et dans d'autres États de la région (S/2012/50) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Patricia O'Brien, Secrétaire générale adjointe aux affaires juridiques et Conseillère juridique de l'Organisation des Nations Unies, et à M. Yury Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

À sa 6729<sup>e</sup> séance, le 5 mars 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Australie, du Brésil, du Danemark, de l'Égypte, de l'Éthiopie, de la Finlande, de l'Indonésie, de l'Italie, du Japon, du

Kazakhstan, du Kenya, du Luxembourg, de la Norvège, de l'Ouganda, de la Somalie, de la Suède et de la Turquie et à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport spécial du Secrétaire général sur la Somalie (S/2012/74) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. P. Augustine Mahiga, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>118</sup> :

« Le Conseil de sécurité se félicite de la tenue le 23 février 2012 de la Conférence internationale de Londres sur la Somalie et approuve pleinement le communiqué issu de cette conférence, à l'occasion de laquelle la communauté internationale a fait montre de sa volonté politique ainsi que de sa détermination à soutenir le peuple somalien en ce qu'il fait pour instaurer la paix et la stabilité dans son pays.

« Le Conseil salue les avancées réalisées à la Conférence de Londres, lors de laquelle les participants se sont engagés à assurer un appui international, des progrès dans le processus politique, la sécurité, une stabilité croissante, le développement économique et des mesures de lutte contre le terrorisme, la piraterie et la prise d'otages. Il souligne la nécessité de faire fond sur l'accord trouvé à Londres et de continuer à mener une stratégie globale visant à établir la paix et la stabilité en Somalie grâce aux efforts collectifs de toutes les parties prenantes. Il se félicite également de la tenue avant la Conférence de Londres d'une réunion sur la situation humanitaire que la Somalie vit de longue date.

« Le Conseil se félicite en outre du consensus trouvé à Londres sur le fait que le mandat des institutions fédérales de transition s'achèvera en août 2012 et que la période de transition ne sera plus prorogée. Il salue les engagements souscrits d'œuvrer en faveur de la mise en place d'un gouvernement plus représentatif en Somalie, conformément à la Charte fédérale de transition, à l'Accord de Djibouti, à l'Accord de Kampala, à la feuille de route pour achever la transition et aux Principes de Garowe. Il redit son attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique et à l'unité de la Somalie.

« Le Conseil réaffirme son plein appui à l'action menée par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, M. Augustine P. Mahiga, et le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie afin de faciliter les progrès vers la paix et la stabilité en Somalie, ainsi qu'au rôle joué par l'Autorité intergouvernementale pour le développement et l'Union africaine. Il se félicite du transfert du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie à Mogadiscio et engage l'Organisation des Nations Unies à effectuer un transfert complet et permanent en Somalie lorsque les conditions de sécurité le permettront.

« Le Conseil salue le concours que la Mission de l'Union africaine en Somalie et les forces de sécurité nationales somaliennes apportent à la réalisation d'une paix et d'une stabilité durables en Somalie et dit sa reconnaissance aux pays qui fournissent des contingents à la Mission, sachant que des sacrifices considérables ont été consentis aussi bien par la Mission que par les forces somaliennes. À cet égard, il rappelle sa résolution 2036 (2012), par laquelle il a autorisé un accroissement des effectifs de la Mission, augmenté l'ampleur et la portée

---

<sup>118</sup> S/PRST/2012/4.

du dispositif d'appui logistique à la Mission pour rendre le financement de la Mission plus prévisible, plus viable et plus souple, et interdit au plan international l'importation de charbon de bois somalien. Il se félicite du précieux soutien financier que les partenaires de l'Union africaine apportent à la Mission, notamment dans le cadre des programmes d'aide bilatéraux des États-Unis d'Amérique et de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique mise en place par l'Union européenne. Il souligne la nécessité de maintenir l'appui à la Mission, et demande à tous les partenaires, actuels et nouveaux, de prêter leur concours à la Mission en lui fournissant du matériel et des fonds destinés à rémunérer les soldats, et en versant des contributions non préaffectées au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la Mission.

« Le Conseil rappelle ses résolutions 1674 (2006), 1738 (2006) et 1894 (2009) sur la protection des civils en période de conflit armé, se félicite des progrès accomplis par la Mission dans la réduction du nombre de victimes civiles lors de ses opérations et engage la Mission à continuer d'accroître ses efforts dans ce domaine.

« Le Conseil souligne l'importance d'une gouvernance efficace en Somalie et de la fourniture de services de base à la population somalienne dans tout le pays. Il met l'accent sur la nécessité de poursuivre la lutte contre la corruption et de promouvoir la transparence en Somalie et se félicite des initiatives visant à asseoir la transparence et le principe de responsabilité dans la perception des recettes publiques somaliennes et leur utilisation efficace.

« Le Conseil souligne que le renforcement des forces de sécurité et des institutions somaliennes est indispensable pour assurer la sécurité et la stabilité à long terme de la Somalie et exhorte la communauté internationale, en coordination avec l'Organisation et la Mission, à accroître son appui aux secteurs de la sécurité et de la justice somaliens. Il souscrit pleinement à la formation des forces de sécurité somaliennes à la faveur de programmes d'aide bilatéraux des États Membres et de la mission de formation de l'Union européenne en Somalie.

« Le Conseil soutient les efforts visant à étendre à de nouveaux secteurs les plans de stabilisation existants en Somalie, accueille avec satisfaction l'appui international accru apporté dans les zones de stabilité, notamment grâce à la création d'un nouveau fonds de stabilité, et engage la communauté internationale à consentir de nouveaux efforts pour aider à la reconstruction et au développement économique à long terme de la Somalie.

« Le Conseil constate que s'il n'y a plus de famine en Somalie, les besoins d'aide humanitaire restent non négligeables. Il souligne qu'un grand nombre de déplacés en Somalie ont un besoin pressant d'aide et que nombreux sont ceux qui ont besoin de secours d'urgence. Il insiste sur le fait que la communauté internationale doit apporter en temps voulu une aide humanitaire bien coordonnée et durable au peuple somalien et aider celui-ci à se donner les moyens de résister aux chocs futurs, et rappelle qu'il importe d'observer et de défendre les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Le Conseil exige de toutes les parties qu'elles fassent en sorte que l'aide humanitaire puisse être acheminée sans entrave, sans retard et intégralement à toutes les personnes qui en ont besoin en Somalie, comme le prescrivent le droit humanitaire et le droit des droits de l'homme applicables.

« Le Conseil se félicite que des mesures efficaces de lutte contre la piraterie aient permis de réduire sensiblement le nombre d'attaques menées à bien par des pirates, tout en notant avec inquiétude la multiplication des tentatives d'attaques. Il reste gravement préoccupé par la menace que continuent de poser les actes de piraterie et les attaques à main armée au large des côtes somaliennes, notamment les prises d'otages et le recours accru à la violence contre les otages, ainsi que par l'élargissement du rayon d'action des pirates dans l'océan Indien occidental et les zones maritimes adjacentes. Il convient que l'instabilité qui règne en Somalie contribue au problème de la piraterie et des vols à main armée en mer, et souligne que la communauté internationale doit mener une action sur tous les fronts pour réprimer la piraterie et les vols à main armée en mer et s'attaquer à leurs causes profondes. Il accueille avec satisfaction les engagements pris à la Conférence de Londres de consentir de nouveaux efforts en vue de combattre la piraterie, notamment ceux annoncés par des donateurs bilatéraux

et des organisations régionales en vue de donner à la Somalie et aux États concernés de la région les moyens de poursuivre en justice les personnes responsables d'actes de piraterie ou de vols à main armée au large des côtes somaliennes et d'incarcérer ceux qui en sont reconnus coupables.

« Le Conseil demeure gravement préoccupé par la menace que constituent, pour la Somalie et la communauté internationale, les attentats terroristes de groupes d'opposition armés somaliens, en particulier Al-Chabab, et accueille avec satisfaction l'engagement pris à la Conférence de Londres de relancer l'action internationale de lutte contre cette menace, dans le plein respect de l'état de droit, des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Il souligne également qu'il importe de s'attaquer aux conditions qui font le lit du terrorisme.

« Le Conseil accueille avec satisfaction l'intention du Gouvernement turc de tenir une conférence sur la Somalie à Istanbul.

« Le Conseil continuera de suivre de près la situation en Somalie. »

À sa 6770<sup>e</sup> séance, le 15 mai 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie (Président), à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2012/283) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Augustine P. Mahiga, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie.

Le 24 juillet 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>119</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 13 juillet 2012<sup>120</sup>, dans laquelle vous avez fait part de la demande de l'Union africaine tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies revoie les types d'hélicoptères faisant partie de son dispositif d'appui logistique à la Mission de l'Union africaine en Somalie autorisé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2036 (2012), et à ce que le Conseil autorise à la Mission une certaine souplesse dans l'utilisation de différents types d'hélicoptères, a été portée à l'attention des membres du Conseil.

« Je confirme que le Conseil de sécurité approuve cet arrangement qui, dans la limite du budget autorisé, permettra l'utilisation de 12 hélicoptères au maximum, comme prévu dans l'annexe à la résolution 2036 (2012). »

À sa 6814<sup>e</sup> séance, le 25 juillet 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Lettre, en date du 11 juillet 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée (S/2012/544)

« Lettre, en date du 11 juillet 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée (S/2012/545) ».

---

<sup>119</sup> S/2012/577.

<sup>120</sup> S/2012/576.

**Résolution 2060 (2012)  
du 25 juillet 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la situation en Somalie ainsi que l'Érythrée, en particulier la résolution 733 (1992), en date du 23 janvier 1992, par laquelle il a imposé un embargo sur toute livraison d'armes ou de matériel militaire à la Somalie (« l'embargo sur les armes visant la Somalie »), et la résolution 2036 (2012) en date du 22 février 2012,

*Prenant note* des rapports finals du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée, en date du 27 juin 2012, présentés en application de l'alinéa *m* du paragraphe 6 de la résolution 2002 (2011), en date du 29 juillet 2011<sup>121</sup>, ainsi que des observations et recommandations qui y sont formulées,

*Réaffirmant son attachement* à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique et à l'unité de la Somalie, de Djibouti et de l'Érythrée, respectivement,

*Demandant instamment* aux institutions fédérales de transition somaliennes et à tous les signataires de la feuille de route de redoubler d'efforts pour que celle-ci soit mise en œuvre intégralement avec l'appui du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie et de la communauté internationale, et réaffirmant que la période de transition ne sera pas prolongée au-delà du 20 août 2012, conformément à la Charte fédérale de transition, à l'Accord de Djibouti, à l'Accord de Kampala et aux conclusions des réunions consultatives ultérieures,

*Préoccupé* par le fait que les délais prévus pour la transition politique continuent de ne pas être tenus, constatant l'importance primordiale du processus de transition et réaffirmant qu'il importe d'éliminer tout nouvel obstacle à ce processus,

*Condamnant* les mouvements d'armes et de munitions en Somalie et en Érythrée, ou à travers ces pays, en violation de l'embargo sur les armes visant la Somalie et de l'embargo sur les armes visant l'Érythrée, imposé par la résolution 1907 (2009), en date du 23 décembre 2009, (« l'embargo sur les armes visant l'Érythrée ») qui menacent gravement la paix et la stabilité de la région,

*Déplorant* toutes les violences, exactions et violations, y compris les actes de violence sexuelle ou sexiste, commises contre des civils, dont des enfants, en violation du droit international applicable, condamnant fermement l'enrôlement d'enfants soldats, exhortant avec insistance le Gouvernement fédéral de transition et les entités qui lui succéderont après la transition à mettre à exécution le plan d'action sur l'enrôlement et l'utilisation d'enfants soldats signé le 3 juillet 2012 et soulignant que les auteurs de ces actes doivent être traduits en justice,

*Rappelant* le rapport du Groupe de travail officieux du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions exposant les pratiques et méthodes optimales<sup>122</sup>, notamment les paragraphes 21, 22 et 23 où sont examinées les mesures susceptibles de clarifier les normes méthodologiques concernant les mécanismes de surveillance,

*Réaffirmant* que les autorités somaliennes et les donateurs doivent se rendre mutuellement compte et faire preuve de transparence dans l'allocation des ressources financières en encourageant l'application des normes internationales de transparence budgétaire, notamment dans le cadre du conseil conjoint de gestion financière qu'il est proposé de créer, et exprimant à cet égard son inquiétude face aux rapports préoccupants concernant la transparence financière,

*Considérant* que la situation en Somalie, l'influence de l'Érythrée en Somalie et le différend opposant Djibouti et l'Érythrée continuent de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

---

<sup>121</sup> Voir S/2012/544 et S/2012/545.

<sup>122</sup> Voir S/2006/997, annexe.



*Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,*

1. *Rappelle* la résolution 1844 (2008), en date du 20 novembre 2008, imposant des sanctions ciblées, et la résolution 2002 (2011), qui élargit les critères de désignation, et note qu'un des critères de désignation énoncés dans la résolution 1844 (2008) est le fait de se livrer ou d'apporter appui à des actes qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité de la Somalie, notamment à des actes qui mettent en péril l'Accord de Djibouti du 19 août 2008 ou le processus politique ou qui menacent par la force les institutions fédérales de transition et celles qui sont appelées à leur succéder après la transition ou la Mission de l'Union africaine en Somalie ;

2. *Rappelle également* que le fait de perpétrer ou d'appuyer des actes qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité de la Somalie peut consister notamment, sans s'y limiter, à :

a) Participer à l'importation ou à l'exportation, directes ou indirectes, de charbon de bois de Somalie, conformément aux paragraphes 22 et 23 de la résolution 2036 (2012) ;

b) Participer à tout commerce non local passant par des ports contrôlés par Al-Chabab, ce qui revient à aider financièrement une entité désignée ;

c) Détourner des ressources financières et empêcher, de ce fait, les institutions fédérales de transition et celles qui sont appelées à leur succéder après la transition de fournir les services correspondant aux obligations qu'elles ont contractées aux termes de l'Accord de Djibouti ;

3. *Considère* que les activités en question peuvent également consister, sans s'y limiter, à perpétrer ou à appuyer des actes qui entravent ou minent le processus de transition en Somalie ;

4. *Accueille favorablement* la recommandation du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée tendant à créer un conseil conjoint de gestion financière en vue d'améliorer la gestion financière, la transparence et l'utilisation responsable des ressources publiques de la Somalie, lance de nouveau un appel afin qu'il soit mis fin au détournement des ressources financières et afin qu'une coopération réelle soit engagée en vue de la mise en place rapide du conseil et de son bon fonctionnement et note l'importance que revêt le renforcement des capacités des institutions somaliennes compétentes ;

5. *Réaffirme* l'importance des opérations d'aide humanitaire, condamne la politisation, le mauvais usage et le détournement de cette aide et demande aux États Membres et à l'Organisation des Nations Unies de faire tout ce qui est possible pour atténuer les effets de ces pratiques en Somalie ;

6. *Exige* de toutes les parties qu'elles veillent à ce que toute l'aide humanitaire parvienne à ceux qui en ont besoin dans toute la Somalie, sans entrave ni retard et en toute sécurité, conformément aux principes humanitaires d'impartialité, de neutralité, d'humanité et d'indépendance, insiste sur la profonde inquiétude que lui inspire la situation humanitaire en Somalie, demande instamment à toutes les parties et à tous les groupes armés de faire le nécessaire pour assurer la sûreté et la sécurité du personnel et des fournitures humanitaires et se déclare prêt à imposer des sanctions ciblées contre toutes personnes ou entités si elles répondent aux critères de désignation énoncés dans les résolutions 1844 (2008) et 2002 (2011) ;

7. *Décide* que, pendant les douze mois qui suivront l'adoption de la présente résolution, et sans préjudice des programmes d'assistance humanitaire conduits ailleurs, les obligations imposées aux États Membres au paragraphe 3 de la résolution 1844 (2008) ne s'appliqueront pas au versement de fonds ou à la remise d'autres biens financiers ou ressources économiques aux fins de la livraison, sans retard, par l'Organisation, ses programmes et ses institutions spécialisées ou les organisations humanitaires dotées du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale qui fournissent une aide humanitaire ou leurs partenaires d'exécution, notamment les organisations non gouvernementales financées de manière bilatérale ou multilatérale qui participent à l'Appel global des Nations Unies pour la Somalie, de l'aide dont la Somalie a un besoin pressant ;

8. *Prie* la Coordinatrice des secours d'urgence de lui faire rapport le 20 novembre 2012 au plus tard et, de nouveau, au plus tard le 20 juillet 2013 sur la suite donnée aux paragraphes 5, 6 et 7

ci-dessus et sur tout obstacle rencontré dans l'acheminement de l'aide humanitaire en Somalie, et prie les organismes des Nations Unies, les organisations humanitaires dotées du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies et leurs partenaires d'exécution qui fournissent une aide humanitaire en Somalie d'aider le Coordonnateur résident des Nations Unies pour les affaires humanitaires en Somalie à établir le rapport susmentionné en lui communiquant les éléments d'information visés aux paragraphes 5, 6 et 7 ci-dessus afin d'améliorer la transparence et la responsabilité ;

9. *Demande* au Groupe de contrôle et aux organisations humanitaires intervenant en Somalie et dans les pays voisins de renforcer leur coopération, leur coordination et leurs échanges d'information ;

10. *Décide* que les mesures imposées au paragraphe 5 de la résolution 733 (1992) et explicitées aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1425 (2002), en date du 22 juillet 2002, ne s'appliqueront pas aux livraisons d'armes et d'équipement militaire ni à l'assistance visant uniquement à appuyer le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie ou destinées à son usage, que le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) aura approuvées à l'avance ;

11. *Décide également* que l'embargo sur les armes visant l'Érythrée, imposé au paragraphe 5 de la résolution 1907 (2009), ne s'applique pas aux vêtements de protection, dont les gilets pare-balles et les casques militaires, exportés temporairement en Érythrée, pour leur usage personnel uniquement, par le personnel des Nations Unies, les représentants des médias, le personnel humanitaire, le personnel d'aide au développement et le personnel associé ;

12. *Décide en outre* que les mesures imposées au paragraphe 5 de la résolution 1907 (2009) ne s'appliquent pas aux livraisons de matériel militaire non létal destiné exclusivement à un usage humanitaire et de protection qui auront été approuvées à l'avance par le Comité ;

13. *Décide* de proroger jusqu'au 25 août 2013 le mandat du Groupe de contrôle visé au paragraphe 3 de la résolution 1558 (2004), en date du 17 août 2004, et reconduit par ses résolutions ultérieures, notamment les résolutions 2002 (2011), 2023 (2011) du 5 décembre 2011 et 2036 (2012), exprime son intention de revoir ce mandat et d'adopter des dispositions appropriées concernant une nouvelle prorogation au plus tard le 25 juillet 2013 et prie le Secrétaire général de prendre le plus rapidement possible les mesures administratives nécessaires en vue de reconstituer le Groupe, pour une période de treize mois à compter de la date d'adoption de la présente résolution, en mettant à profit, selon qu'il conviendra, les compétences des membres du Groupe créé par les résolutions antérieures, notamment la résolution 2002 (2011), en accord avec les résolutions 1907 (2009), 2023 (2011) et 2036 (2012), le mandat du Groupe consistant à :

a) Aider le Comité à surveiller l'application des mesures imposées aux paragraphes 1, 3 et 7 de la résolution 1844 (2008), notamment en lui transmettant toute information concernant les violations, et inclure dans ses rapports au Comité toute information pouvant servir à désigner éventuellement les personnes et entités visées au paragraphe 1 de la présente résolution ;

b) Aider le Comité à établir les résumés des motifs d'inscription mentionnés au paragraphe 14 de la résolution 1844 (2008) concernant les personnes et entités désignées au paragraphe 1 de la présente résolution ;

c) Enquêter sur toutes les opérations portuaires effectuées en Somalie qui sont de nature à produire des recettes pour Al-Chabab, entité désignée par le Comité comme répondant aux critères de désignation énoncés dans la résolution 1844 (2008) ;

d) Poursuivre l'exécution des tâches définies aux alinéas a à c du paragraphe 3 de la résolution 1587 (2005), en date du 15 mars 2005, aux alinéas a à c du paragraphe 23 de la résolution 1844 (2008) et aux alinéas a à d du paragraphe 19 de la résolution 1907 (2009) ;

e) Enquêter, en coordination avec les organismes internationaux concernés, sur toutes les activités, y compris celles menées dans les secteurs financier, maritime ou autres, qui permettent

de dégager des recettes servant à mener des activités contrevenant aux embargos sur les armes visant la Somalie et l'Érythrée ;

f) Enquêter sur tout moyen de transport, itinéraire, port de mer, aéroport ou autre installation utilisé pour violer les embargos sur les armes visant la Somalie et l'Érythrée ;

g) Continuer à préciser et à actualiser l'information figurant dans le projet de liste des personnes et entités qui commettent en Somalie ou ailleurs des actes définis au paragraphe 1 de la présente résolution, ainsi que de ceux qui les soutiennent activement, afin que le Conseil prenne éventuellement des mesures, et présenter cette information au Comité lorsque ce dernier le jugera utile ;

h) Dresser un projet de liste des personnes et entités qui commettent en Érythrée ou ailleurs des actes définis aux alinéas *a* à *e* du paragraphe 15 de la résolution 1907 (2009), ainsi que de ceux qui les soutiennent activement, afin que le Conseil prenne éventuellement des mesures, et présenter cette information au Comité lorsque ce dernier le jugera utile ;

i) Continuer à faire des recommandations au vu de ses enquêtes et des rapports antérieurs du Groupe d'experts nommé comme suite aux résolutions 1425 (2002) et 1474 (2003), en date du 8 avril 2003<sup>123</sup>, et de ceux du Groupe de contrôle nommé comme suite aux résolutions 1519 (2003) du 16 décembre 2003<sup>124</sup>, 1558 (2004)<sup>125</sup>, 1587 (2005)<sup>126</sup>, 1630 (2005) du 14 octobre 2005<sup>127</sup>, 1676 (2006) du 10 mai 2006<sup>128</sup>, 1724 (2006) du 29 novembre 2006<sup>129</sup>, 1766 (2007) du 23 juillet 2007<sup>130</sup>, 1811 (2008) du 29 avril 2008<sup>131</sup>, 1853 (2008) du 19 décembre 2008<sup>132</sup>, 1916 (2010) du 19 mars 2010<sup>133</sup> et 2002 (2011)<sup>121</sup> ;

j) Collaborer étroitement avec le Comité à l'élaboration de recommandations précises concernant des mesures supplémentaires visant à faire mieux respecter, dans leur ensemble, les embargos sur les armes visant la Somalie et l'Érythrée, ainsi que les mesures imposées aux paragraphes 1, 3 et 7 de la résolution 1844 (2008) et aux paragraphes 5, 6, 8, 10, 12 et 13 de la résolution 1907 (2009) concernant l'Érythrée ;

k) Aider à déterminer les domaines dans lesquels les capacités des États de la région pourraient être renforcées afin de faciliter l'application des embargos sur les armes visant la Somalie et l'Érythrée, ainsi que des mesures imposées aux paragraphes 1, 3 et 7 de la résolution 1844 (2008) et aux paragraphes 5, 6, 8, 10, 12 et 13 de la résolution 1907 (2009) concernant l'Érythrée ;

l) Présenter au Conseil, par l'intermédiaire du Comité, dans les six mois suivant sa création, un exposé de mi-mandat, et présenter tous les mois au Comité un rapport d'étape ;

m) Soumettre au Conseil pour examen, par l'intermédiaire du Comité, deux rapports finals portant l'un sur la Somalie, l'autre sur l'Érythrée, et rendant compte de l'exécution de toutes les tâches énumérées ci-dessus, au plus tard trente jours avant l'expiration de son mandat ;

14. *Prie* le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues pour assurer le financement des travaux du Groupe de contrôle ;

---

<sup>123</sup> Voir S/2003/223 et S/2003/1035.

<sup>124</sup> Voir S/2004/604.

<sup>125</sup> Voir S/2005/153.

<sup>126</sup> Voir S/2005/625.

<sup>127</sup> Voir S/2006/229.

<sup>128</sup> Voir S/2006/913.

<sup>129</sup> Voir S/2007/436.

<sup>130</sup> Voir S/2008/274.

<sup>131</sup> Voir S/2008/769.

<sup>132</sup> Voir S/2010/91.

<sup>133</sup> Voir S/2011/433.

15. *Prie* le Comité d'examiner, conformément à son mandat et en concertation avec le Groupe et les autres entités concernées du système des Nations Unies, les recommandations que le Groupe a formulées dans ses rapports et de recommander au Conseil des moyens de renforcer la mise en œuvre et le respect des embargos sur les armes visant la Somalie et l'Érythrée, des mesures relatives à l'importation et à l'exportation de charbon de bois de Somalie, ainsi que des mesures ciblées énoncées aux paragraphes 1, 3 et 7 de la résolution 1844 (2008) et aux paragraphes 5, 6, 8, 10, 12 et 13 de la résolution 1907 (2009) [en tenant compte du paragraphe 1 de la présente résolution], étant donné la persistance des violations ;

16. *Prie instamment* toutes les parties et tous les États, y compris l'Érythrée, les autres États de la région, le Gouvernement fédéral de transition et le gouvernement appelé à lui succéder après la transition, ainsi que les organisations internationales, régionales et sous-régionales, de veiller à la coopération avec le Groupe de contrôle et à la sécurité de ses membres et de leur donner toute facilité d'accès, en particulier aux personnes, documents et lieux dont le Groupe jugera qu'ils présentent un intérêt pour l'exécution de son mandat ;

17. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6814<sup>e</sup> séance.*

---

## QUESTIONS CONCERNANT LA SITUATION DANS L'EX-YOUGOSLAVIE

### A. La situation en Bosnie-Herzégovine<sup>134</sup>

#### Décisions

À sa 6659<sup>e</sup> séance, le 15 novembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Croatie et de la Serbie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Bosnie-Herzégovine

« Lettre, en date du 3 novembre 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2011/682) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Valentin Inzko, Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, et à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6661<sup>e</sup> séance, le 16 novembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Espagne et de l'Italie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Bosnie-Herzégovine

« Lettre, en date du 3 novembre 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2011/682)

« Lettre, en date du 15 novembre 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2011/717) ».

---

<sup>134</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1992 des résolutions et décisions sur cette question.

**Résolution 2019 (2011)  
du 16 novembre 2011**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* toutes ses résolutions antérieures relatives aux conflits dans l'ex-Yougoslavie et les déclarations de son Président sur la question, y compris les résolutions 1031 (1995) du 15 décembre 1995, 1088 (1996) du 12 décembre 1996, 1423 (2002) du 12 juillet 2002, 1491 (2003) du 11 juillet 2003, 1551 (2004) du 9 juillet 2004, 1575 (2004) du 22 novembre 2004, 1639 (2005) du 21 novembre 2005, 1722 (2006) du 21 novembre 2006, 1764 (2007) du 29 juin 2007, 1785 (2007) du 21 novembre 2007, 1845 (2008) du 20 novembre 2008, 1869 (2009) du 25 mars 2009, 1895 (2009) du 18 novembre 2009 et 1948 (2010) du 18 novembre 2010,

*Réaffirmant son attachement* au règlement politique des conflits dans l'ex-Yougoslavie, qui sauvegarderait la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États à l'intérieur de leurs frontières reconnues internationalement,

*Soulignant* qu'il appuie pleinement la poursuite de la mission du Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine dans le pays,

*Se déclarant résolu* à appuyer l'application de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et de ses annexes (appelés collectivement « Accord de paix »)<sup>135</sup> ainsi que des décisions correspondantes du Conseil de mise en œuvre de la paix,

*Rappelant* tous les accords sur le statut des forces visés à l'appendice B de l'annexe 1-A de l'Accord de paix et rappelant aux parties l'obligation qui leur est faite de continuer d'en appliquer les dispositions,

*Rappelant également* les dispositions de sa résolution 1551 (2004) concernant l'application à titre provisoire des accords sur le statut des forces figurant à l'appendice B de l'annexe 1-A de l'Accord de paix,

*Exprimant ses remerciements* au Haut-Représentant, au commandant et au personnel de la force multinationale de stabilisation (Force de l'Union européenne-Althea), au Haut-Représentant militaire et au personnel du quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord de Sarajevo, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, à l'Union européenne ainsi qu'au personnel des autres organisations et organismes internationaux présents en Bosnie-Herzégovine, pour le concours qu'ils apportent à la mise en œuvre de l'Accord de paix,

*Se félicitant* que les autorités de Bosnie-Herzégovine aient adopté une stratégie révisée pour la mise en œuvre de l'annexe 7 de l'Accord de paix axée sur la stratégie visant à assurer le retour des réfugiés et soulignant que le retour général et coordonné des réfugiés et des déplacés de toute la région reste d'une importance décisive pour l'instauration d'une paix durable,

*Rappelant* les déclarations issues des réunions ministérielles du Conseil de mise en œuvre de la paix,

*Conscient* que l'Accord de paix n'est pas encore mis pleinement en application, tout en rendant hommage aux autorités de l'État et des entités de Bosnie-Herzégovine ainsi qu'à la communauté internationale pour les progrès accomplis au cours des seize années écoulées depuis la signature de l'Accord,

*Constatant* que la situation générale de la sécurité reste depuis plusieurs années calme et stable en Bosnie-Herzégovine,

*Soulignant* qu'il est important que la Bosnie-Herzégovine progresse sur la voie de l'intégration euro-atlantique sur la base de l'Accord de paix, mais également qu'elle devienne à la faveur de sa transition un pays européen opérationnel, soucieux de réforme, moderne et démocratique,

---

<sup>135</sup> Voir S/1995/999.

*Prenant note* des rapports du Haut-Représentant, dont le plus récent en date du 2 novembre 2011<sup>136</sup>,

*Résolu* à promouvoir le règlement pacifique des conflits conformément aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

*Rappelant* les principes énoncés dans la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, du 9 décembre 1994<sup>137</sup>, ainsi que la déclaration de son Président en date du 9 février 2000<sup>138</sup>,

*Accueillant avec satisfaction et encourageant* les efforts que l'Organisation des Nations Unies fait dans toutes ses opérations de maintien de la paix pour sensibiliser le personnel de ces opérations à la nécessité de prévenir et de combattre le VIH/sida et les autres maladies transmissibles,

*Se félicitant* que les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne aient décidé le 25 janvier 2010 de commencer à fournir un appui non exécutif en matière de renforcement des capacités et de formation dans le cadre de la Force de l'Union européenne-Althea,

*Prenant note avec satisfaction* des conclusions des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne qui ont confirmé le 10 octobre 2011 la volonté de l'Union d'assurer à ce stade la continuité du mandat exécutif de la Force de l'Union européenne-Althea sous une forme aménagée afin de soutenir les efforts déployés par la Bosnie-Herzégovine pour maintenir un climat de sûreté et de sécurité et la capacité de dissuasion de ses autorités, dans le cadre d'un mandat de l'Organisation des Nations Unies renouvelé, tout en centrant l'essentiel de son action sur l'appui non exécutif à fournir en matière de renforcement des capacités et de formation afin de contribuer à la consolidation de la prise en main et des capacités locales,

*Rappelant* les lettres échangées par l'Union européenne et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, qui lui ont été communiquées le 19 novembre 2004, concernant la manière dont ces institutions coopéreront en Bosnie-Herzégovine<sup>139</sup>, dans lesquelles elles reconnaissent que la Force de l'Union européenne-Althea jouera le rôle principal dans la stabilisation de la paix, s'agissant des aspects militaires de l'Accord de paix,

*Rappelant également* que la présidence de Bosnie-Herzégovine, agissant au nom de la Bosnie-Herzégovine, y compris ses entités constituantes, a confirmé les arrangements concernant la Force de l'Union européenne-Althea et le quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur place<sup>140</sup>,

*Se félicitant* que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord reste engagée en Bosnie-Herzégovine et que l'Union européenne le soit de plus en plus en renforçant son rôle,

*Réitérant une nouvelle fois ses appels* aux autorités de Bosnie-Herzégovine afin qu'elles honorent pleinement leurs engagements, comme le Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix l'a également demandé dans sa déclaration du 7 juillet 2011, et conscient en particulier qu'il faut trouver une solution à la question des propriétés de l'État et des propriétés militaires,

*Invitant* les responsables politiques, suite aux élections du 3 octobre 2010, à assumer leur responsabilité démocratique et à former un nouveau Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine pour traiter d'urgence les principales questions et priorités,

*Engageant* tous les dirigeants politiques de la Bosnie-Herzégovine à s'abstenir de faire des déclarations qui créent des dissensions et à réaliser de nouveaux progrès concrets et appréciables vers l'intégration dans l'Union européenne,

---

<sup>136</sup> Voir S/2011/682.

<sup>137</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2051, n° 35457.

<sup>138</sup> S/PRST/2000/4.

<sup>139</sup> Voir S/2004/915 et S/2004/916.

<sup>140</sup> Voir S/2004/917.

*Constatant* que la situation de la région continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Réaffirme une fois encore son appui* à l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et à ses annexes (appelés collectivement « Accord de paix »)<sup>135</sup> ainsi qu'à l'Accord de Dayton sur la mise en place de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, en date du 10 novembre 1995<sup>141</sup>, et engage les parties à respecter scrupuleusement les obligations qu'elles ont souscrites en signant ces Accords ;

2. *Réaffirme* que c'est aux autorités de Bosnie-Herzégovine qu'il incombe au premier chef de continuer à assurer la mise en œuvre efficace de l'Accord de paix et que la communauté internationale et les principaux donateurs seront d'autant plus disposés à assumer la charge politique, militaire et économique que représentent la mise en œuvre et la reconstruction que toutes les autorités de Bosnie-Herzégovine respecteront leurs engagements et participeront activement à l'application de l'Accord de paix et au relèvement de la société civile, notamment en étroite coopération avec le Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, au renforcement des institutions conjointes qui favorisent la création d'un État pleinement autonome, apte à prendre place dans les structures européennes, et aux initiatives propres à faciliter le retour des réfugiés et des déplacés ;

3. *Rappelle une fois de plus* aux parties qu'elles se sont engagées dans l'Accord de paix à coopérer pleinement avec toutes les entités participant à la mise en œuvre du règlement de paix, comme le prévoit l'Accord, et celles qui sont par ailleurs autorisées par le Conseil de sécurité, y compris le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie agissant dans l'exercice de sa compétence pour rendre justice en toute impartialité, et souligne qu'une coopération sans réserve avec le Tribunal suppose notamment que les États et les entités lui défèrent toutes les personnes qu'il a inculpées ou les arrêtent, et lui fournissent des informations utiles à ses enquêtes ;

4. *Souligne* qu'il tient à ce que le Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine continue de jouer son rôle dans le suivi de la mise en œuvre de l'Accord de paix, de fournir des orientations aux organisations et institutions civiles qui aident les parties à appliquer l'Accord et de coordonner leurs activités, et réaffirme qu'en vertu de l'annexe 10 de l'Accord c'est en dernier ressort au Haut-Représentant qu'il appartient de statuer sur place sur l'interprétation à donner aux aspects civils de l'application de l'Accord et qu'il peut, en cas de différend, donner l'interprétation, faire les recommandations et prendre les décisions ayant force obligatoire qu'il juge nécessaires touchant les questions dont le Conseil de mise en œuvre de la paix a traité à Bonn (Allemagne) les 9 et 10 décembre 1997<sup>142</sup> ;

5. *Souscrit* aux déclarations issues des réunions ministérielles du Conseil de mise en œuvre de la paix ;

6. *Réaffirme* qu'il entend suivre de près la mise en œuvre de l'Accord de paix et la situation en Bosnie-Herzégovine au vu des rapports présentés en application des paragraphes 18 et 21 de la présente résolution et des recommandations qui y figureront éventuellement, et qu'il est prêt à envisager de prendre des mesures contre toute partie qui faillirait de façon substantielle aux obligations mises à sa charge par l'Accord ;

7. *Rappelle* que les autorités de Bosnie-Herzégovine soutiennent la Force de l'Union européenne-Althea, approuvent le maintien de la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et confirment que l'une et l'autre succèdent juridiquement à la Force de stabilisation dans l'accomplissement de leur mission aux fins de l'Accord de paix, de ses annexes et appendices et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et peuvent prendre toutes décisions

---

<sup>141</sup> S/1995/1021, annexe.

<sup>142</sup> Voir S/1997/979, annexe.

nécessaires, y compris le recours à la force, pour faire appliquer les dispositions des annexes 1-A et 2 de l'Accord et les résolutions du Conseil sur la question ;

8. *Rend hommage* aux États Membres qui ont participé à la force multinationale de stabilisation (Force de l'Union européenne-Althea) créée en application de sa résolution 1575 (2004) et prorogée par ses résolutions 1639 (2005), 1722 (2006), 1785 (2007), 1845 (2008), 1895 (2009) et 1948 (2010) ainsi qu'au maintien d'une présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, et se félicite qu'ils soient disposés à aider les parties à l'Accord de paix en maintenant une force multinationale de stabilisation (Force de l'Union européenne-Althea) et la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ;

9. *Se félicite* de l'intention manifestée par l'Union européenne de poursuivre une opération militaire (Force de l'Union européenne-Althea) en Bosnie-Herzégovine après novembre 2011 ;

10. *Autorise* les États Membres agissant par l'intermédiaire de l'Union européenne ou en coopération avec elle à créer pour une nouvelle période de douze mois à compter de la date d'adoption de la présente résolution une force multinationale de stabilisation (Force de l'Union européenne-Althea) succédant juridiquement à la Force de stabilisation avec une structure de commandement et de direction des opérations unifiée, qui remplira ses missions liées à la mise en œuvre des dispositions des annexes 1-A et 2 de l'Accord de paix en coopération avec le quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur place, conformément aux arrangements conclus entre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Union européenne, tels qu'ils lui ont été communiqués par ces deux institutions dans leurs lettres du 19 novembre 2004<sup>139</sup>, dans lesquelles elles reconnaissent que la Force de l'Union européenne-Althea jouera le rôle principal dans la stabilisation de la paix s'agissant des aspects militaires de l'Accord ;

11. *Se félicite* que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ait décidé de rester présente en Bosnie-Herzégovine sous la forme d'un quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord afin de continuer à concourir à l'application de l'Accord de paix en conjonction avec la Force de l'Union européenne-Althea, et autorise les États Membres, agissant par l'intermédiaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou en coopération avec elle, à maintenir un quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord succédant juridiquement à la Force de stabilisation avec une structure de commandement et de direction des opérations unifiée, qui remplira ses missions liées à l'application des dispositions des annexes 1-A et 2 de l'Accord en coopération avec la Force de l'Union européenne-Althea, conformément aux arrangements conclus entre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Union européenne, tels qu'ils lui ont été communiqués par ces deux institutions dans leurs lettres du 19 novembre 2004, dans lesquelles elles reconnaissent que la Force de l'Union européenne-Althea jouera le rôle principal dans la stabilisation de la paix s'agissant des aspects militaires de l'Accord ;

12. *Réaffirme* que l'Accord de paix et les dispositions de ses résolutions antérieures sur la question s'appliquent à la Force de l'Union européenne-Althea et à la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et à leur égard comme elles s'appliquaient à la Force de stabilisation et à son égard et, par suite, que les mentions de la Force de mise en œuvre ou de la Force de stabilisation, de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et du Conseil de l'Atlantique Nord dans l'Accord, notamment dans l'annexe 1-A et ses appendices, ainsi que dans ses propres résolutions, renverront dorénavant et selon le cas à la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, à la Force de l'Union européenne-Althea, à l'Union européenne, au Comité politique et de sécurité de l'Union européenne et au Conseil de l'Union européenne ;

13. *Entend* envisager de proroger cette autorisation si l'application de l'Accord de paix et l'évolution de la situation en Bosnie-Herzégovine l'y engagent ;

14. *Autorise* les États Membres agissant en vertu des paragraphes 10 et 11 de la présente résolution à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire appliquer et respecter les annexes 1-A et 2 de l'Accord de paix, et souligne que les parties continueront d'être tenues responsables à égalité du respect des dispositions de ces annexes et qu'elles encourront à égalité les mesures coercitives que la Force de l'Union européenne-Althea et la présence de l'Organisation du Traité



de l'Atlantique Nord pourraient juger nécessaires pour assurer l'application des annexes en question et leur propre protection ;

15. *Autorise* les États Membres à prendre, à la demande de la Force de l'Union européenne-Althea ou du quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, toute mesure nécessaire pour défendre la Force de l'Union européenne-Althea ou la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et aider ces deux institutions à remplir leurs missions, et reconnaît à la Force de l'Union européenne-Althea comme à la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord le droit de prendre toute mesure de protection nécessaire en cas d'attaque ou de menace ;

16. *Autorise* les États Membres agissant en vertu des paragraphes 10 et 11 de la présente résolution à prendre, conformément à l'annexe 1-A de l'Accord de paix, toute mesure nécessaire pour faire respecter les règles et procédures organisant la maîtrise de l'espace aérien de la Bosnie-Herzégovine pour l'aviation civile et militaire ;

17. *Exige* des parties qu'elles respectent la sécurité et la liberté de circulation de la Force de l'Union européenne-Althea, de la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et des autres membres du personnel international ;

18. *Prie* les États Membres agissant par l'intermédiaire de l'Union européenne ou en coopération avec elle et les États Membres agissant par l'intermédiaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou en coopération avec elle de lui faire rapport, par les voies appropriées et tous les trois mois au moins, sur l'activité de la Force de l'Union européenne-Althea et du quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur place ;

19. *Invite* tous les États, en particulier ceux de la région, à continuer de fournir l'appui et les facilités, y compris l'aide aux formalités de transit, dont ont besoin les États Membres agissant en vertu des paragraphes 10 et 11 de la présente résolution ;

20. *Se félicite de nouveau* de la présence, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, de la Mission de police de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine ;

21. *Prie* le Secrétaire général de continuer à lui transmettre les rapports établis par le Haut-Représentant, conformément à l'annexe 10 de l'Accord de paix et aux conclusions de la Conférence sur la mise en œuvre de la paix tenue à Londres les 4 et 5 décembre 1996<sup>143</sup> et des conférences ultérieures, sur la mise en œuvre de l'Accord et, en particulier, sur le respect par les parties des engagements qu'elles ont souscrits en signant celui-ci ;

22. *Décide* de demeurer saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6661<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6771<sup>e</sup> séance, le 15 mai 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Croatie et de la Serbie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Bosnie-Herzégovine

« Lettre, en date du 9 mai 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/307) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Valentin Inzko, Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, et à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

---

<sup>143</sup> Voir S/1996/1012, annexe.

**B. Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999)  
et 1244 (1999) du Conseil de sécurité<sup>144</sup>**

**Décisions**

À sa 6604<sup>e</sup> séance, le 30 août 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Serbie (Ministre des affaires étrangères) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2011/514) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Farid Zarif, Représentant spécial par intérim du Secrétaire général pour le Kosovo et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Enver Hoxhaj.

À sa 6616<sup>e</sup> séance, le 15 septembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Serbie (Ministre des affaires étrangères) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

« Lettre, en date du 13 septembre 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Serbie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2011/574)

« Lettre, en date du 14 septembre 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2011/575) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Edmond Mulet, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Enver Hoxhaj.

À sa 6617<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 15 septembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

« À sa 6617<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 15 septembre 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée "Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité".

« Comme suite à la décision prise à la 6616<sup>e</sup> séance, le Président a salué la présence de M. Vuk Jeremić, Ministre des affaires étrangères de la Serbie, à la table du Conseil, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

---

<sup>144</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1999 des résolutions et décisions sur cette question.

« Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants de l'Albanie, de la Belgique, de la Bulgarie, du Canada, de la Croatie, de Chypre, du Danemark, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Italie, du Monténégro, des Pays-Bas, de la Pologne, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède et de la Suisse, à leur demande, à participer à l'examen de la question sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

« Comme suite à la décision prise à la 6616<sup>e</sup> séance, le Président a salué la présence de M. Edmond Mulet, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, à la table du Conseil, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

« Comme suite à la décision prise à la 6616<sup>e</sup> séance, le Président a salué la présence de M. Enver Hoxhaj, à la table du Conseil, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

« Les membres du Conseil, M. Jeremić, M. Mulet et M. Hoxhaj ont eu un échange de vues. »

Le 11 octobre 2011, la Présidente du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>145</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 7 octobre 2011 concernant votre intention de nommer M. Farid Zarif (Afghanistan) votre Représentant spécial pour le Kosovo et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo<sup>146</sup> a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note. »

À sa 6670<sup>e</sup> séance, le 29 novembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Serbie (Ministre des affaires étrangères) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2011/675) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Farid Zarif, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Enver Hoxhaj.

À sa 6713<sup>e</sup> séance, le 8 février 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Serbie (Ministre des affaires étrangères) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2012/72) ».

---

<sup>145</sup> S/2011/632.

<sup>146</sup> S/2011/631.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Edmond Mulet, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, et à M. Farid Zarif, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Enver Hoxhaj.

À sa 6769<sup>e</sup> séance, le 14 mai 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Serbie (Ministre des affaires étrangères) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2012/275) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Farid Zarif, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Enver Hoxhaj.

**C. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées  
de violations graves du droit international humanitaire  
commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie  
depuis 1991<sup>147</sup>**

**Décision**

À sa 6613<sup>e</sup> séance, le 14 septembre 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

« Lettre, en date du 13 septembre 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2011/566) ».

**Résolution 2007 (2011)  
du 14 septembre 2011**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* la résolution 1786 (2007) qu'il a adoptée le 28 novembre 2007,

*Ayant à l'esprit* l'article 16 du Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie,

*Ayant examiné* la proposition du Secrétaire général tendant à voir reconduire M. Serge Brammertz dans ses fonctions de Procureur du Tribunal<sup>148</sup>,

---

<sup>147</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1996 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>148</sup> Voir S/2011/566.

*Rappelant* que dans sa résolution 1966 (2010) du 22 décembre 2010 il a prié le Tribunal de tout faire pour achever rapidement ses travaux comme le prévoit ladite résolution et au plus tard le 31 décembre 2014,

*Décide* de reconduire M. Serge Brammertz dans ses fonctions de Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, nonobstant les dispositions du paragraphe 4 de l'article 16 du Statut du Tribunal concernant la durée du mandat du procureur, pour un mandat prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et expirant le 31 décembre 2014, en se réservant le droit d'y mettre fin avant cette date dès lors que le Tribunal aurait achevé ses travaux.

*Adoptée à l'unanimité à la 6613<sup>e</sup> séance.*

---

**TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ DE JUGER LES PERSONNES  
ACCUSÉES D'ACTES DE GÉNOCIDE OU D'AUTRES VIOLATIONS  
GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMIS  
SUR LE TERRITOIRE DU RWANDA ET LES CITOYENS RWANDAIS  
ACCUSÉS DE TELS ACTES OU VIOLATIONS COMMIS  
SUR LE TERRITOIRE D'ÉTATS VOISINS ENTRE  
LE 1<sup>er</sup> JANVIER 1994 ET LE 31 DÉCEMBRE 1994<sup>149</sup>**

**Décision**

À sa 6612<sup>e</sup> séance, le 14 septembre 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994

« Lettre, en date du 7 septembre 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2011/561) ».

**Résolution 2006 (2011)  
du 14 septembre 2011**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* la résolution 1774 (2007) qu'il a adoptée le 14 septembre 2007,

*Ayant à l'esprit* l'article 15 du Statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda,

*Ayant examiné* la proposition du Secrétaire général tendant à voir reconduire M. Hassan Bubacar Jallow dans ses fonctions de Procureur du Tribunal<sup>150</sup>,

*Rappelant* que dans sa résolution 1966 (2010) du 22 décembre 2010 il a prié le Tribunal de tout faire pour achever rapidement ses travaux comme le prévoit ladite résolution et au plus tard le 31 décembre 2014,

*Décide* de reconduire M. Hassan Bubacar Jallow dans ses fonctions de Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda, nonobstant les dispositions du paragraphe 4 de l'article 15 du Statut du Tribunal concernant la durée du mandat du procureur, pour un mandat prenant effet

---

<sup>149</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1996 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>150</sup> Voir S/2011/561.

le 15 septembre 2011 et expirant le 31 décembre 2014, en se réservant le droit d'y mettre fin avant cette date dès lors que le Tribunal aurait achevé ses travaux.

*Adoptée à l'unanimité à la 6612<sup>e</sup> séance.*

### Décision

À sa 6632<sup>e</sup> séance, le 14 octobre 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994

« Lettre, en date du 30 septembre 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2011/609) ».

### Résolution 13 (2011) du 14 octobre 2011

*Le Conseil de sécurité,*

*Prenant note* de la lettre, en date du 30 septembre 2011, que le Secrétaire général a adressée à son Président, à laquelle était jointe une lettre, en date du 26 septembre 2011, de la Présidente du Tribunal pénal international pour le Rwanda (« le Tribunal »)<sup>151</sup>,

*Rappelant* ses résolutions 955 (1994) du 8 novembre 1994, 1503 (2003) du 28 août 2003 et 1534 (2004) du 26 mars 2004, et ses résolutions antérieures concernant le Tribunal,

*Rappelant également* sa résolution 1966 (2010) du 22 décembre 2010 portant création du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (« le Mécanisme »), dans laquelle il a demandé au Tribunal de tout faire pour achever rapidement ses travaux et au plus tard le 31 décembre 2014, de préparer sa fermeture et d'opérer une transition sans heurt avec le Mécanisme,

*Notant* qu'à l'issue des affaires dont ils sont saisis quatre juges permanents seront réaffectés des Chambres de première instance à la Chambre d'appel et que deux juges permanents quitteront le Tribunal,

*Invitant instamment* le Tribunal à tout faire pour achever rapidement ses travaux, comme il en a été prié dans la résolution 1966 (2010),

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide*, vu les circonstances exceptionnelles et nonobstant le paragraphe 3 de l'article 12 *bis* du Statut du Tribunal, que le juge Bakhtiyar Tuzmukhamedov pourra siéger à temps partiel au Tribunal et assumer en même temps toute autre charge judiciaire jusqu'au 31 décembre 2011, et prend note de l'intention du juge Tuzmukhamedov de rendre en temps opportun le jugement attendu dans les deux affaires dont il est saisi ;

2. *Souligne* que la présente autorisation exceptionnelle ne doit pas être considérée comme faisant précédent, la Présidente du Tribunal devant s'assurer que cet arrangement est compatible avec les principes d'indépendance et d'impartialité des juges, qu'il ne suscite pas de conflit d'intérêts et qu'il ne retarde pas le prononcé du jugement ;

3. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6632<sup>e</sup> séance.*

---

<sup>151</sup> S/2011/609.

### Décision

À sa 6694<sup>e</sup> séance, le 21 décembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Rwanda à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994

« Lettre, en date du 16 novembre 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Présidente du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994 (S/2011/731) ».

### Résolution 2029 (2011) du 21 décembre 2011<sup>152</sup>

*Le Conseil de sécurité,*

*Prenant note* des lettres, en date des 16 et 20 décembre 2011, que le Secrétaire général a adressées à son Président, auxquelles étaient jointes des lettres, en date des 26 novembre et 13 décembre 2011, respectivement, de la Présidente du Tribunal pénal international pour le Rwanda (« le Tribunal »)<sup>153</sup>,

*Rappelant* ses résolutions 955 (1994) du 8 novembre 1994, 1503 (2003) du 28 août 2003 et 1534 (2004) du 26 mars 2004, et ses résolutions antérieures concernant le Tribunal,

*Rappelant également* sa résolution 1966 (2010) du 22 décembre 2010 portant création du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (« le Mécanisme »), dans laquelle il a demandé au Tribunal de tout faire pour achever rapidement ses travaux et au plus tard le 31 décembre 2014, de préparer sa fermeture et d'opérer une transition sans heurt avec le Mécanisme,

*Rappelant en outre* que la division du Mécanisme correspondant au Tribunal pénal international pour le Rwanda entrera en fonctions le 1<sup>er</sup> juillet 2012,

*Prenant note* du bilan que le Tribunal présente dans son rapport sur sa Stratégie de fin de mandat<sup>154</sup> et du calendrier actualisé des procès en première instance et en appel,

*Notant* qu'à l'issue des affaires dont ils sont saisis trois juges permanents seront réaffectés des Chambres de première instance à la Chambre d'appel et que deux juges *ad litem* quitteront le Tribunal,

*Prenant note* des préoccupations exprimées par la Présidente et le Procureur du Tribunal à propos du personnel, et réaffirmant qu'il est indispensable de retenir le personnel pour permettre au Tribunal d'achever ses travaux à temps,

*Notant avec préoccupation* que le Tribunal a encore du mal à pourvoir à la réinstallation des personnes acquittées et des condamnés ayant purgé leur peine,

*Invitant instamment* le Tribunal à faire tout son possible pour achever ses travaux rapidement, comme il l'en a prié dans sa résolution 1966 (2010),

---

<sup>152</sup> Le Président du Conseil de sécurité a appelé l'attention du Président de l'Assemblée générale sur le texte de la résolution 2029 (2011) dans une lettre, en date du 16 janvier 2012 (A/66/660).

<sup>153</sup> S/2011/780 et S/2011/781.

<sup>154</sup> Voir S/2011/731.

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 30 juin 2012, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis si celui-ci intervient avant, le mandat des juges permanents du Tribunal qui siègent aux Chambres de première instance et dont les noms suivent :

- Sir Charles Michael Dennis Byron (Saint-Kitts-et-Nevis)
- M<sup>me</sup> Khalida Rachid Khan (Pakistan)
- M. William H. Sekule (République-Unie de Tanzanie)
- M. Bakhtiyar Tuzmukhamedov (Fédération de Russie) ;

2. *Décide également* de proroger jusqu'au 30 juin 2012, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis si celui-ci intervient avant, le mandat des juges *ad litem* du Tribunal qui siègent aux Chambres de première instance et dont les noms suivent :

- M<sup>me</sup> Florence Rita Arrey (Cameroun)
- M<sup>me</sup> Solomy Balungi Bossa (Ouganda)
- M. Robert Fremr (République tchèque)
- M. Vagn Joensen (Danemark)
- M. Gberdao Gustave Kam (Burkina Faso)
- M. Lee Gacuga Muthoga (Kenya)
- M. Seon Ki Park (République de Corée)
- M. Mparany Mamy Richard Rajohnson (Madagascar) ;

3. *Réaffirme* que le Tribunal doit être doté du personnel suffisant pour achever rapidement ses travaux et demande aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies de renforcer leur coopération avec le Secrétariat et le Greffier du Tribunal et de se montrer accommodants pour apporter une solution pratique à ce problème, le Tribunal étant sur le point d'achever ses travaux, et demande parallèlement au Tribunal de s'efforcer plus encore de se concentrer sur ses fonctions principales ;

4. *Prie instamment* tous les États, en particulier ceux sur le territoire desquels des fugitifs sont soupçonnés d'être en liberté, de renforcer encore leur coopération avec le Tribunal et de lui fournir toute l'assistance dont il a besoin, notamment pour appréhender et lui remettre le plus rapidement possible tous les fugitifs restants ;

5. *Remercie* les États qui ont accepté d'accueillir sur leur territoire les personnes acquittées et les condamnés ayant purgé leur peine, et demande de nouveau aux autres États qui sont en mesure de le faire de coopérer avec le Tribunal dans ce domaine et de lui prêter tout le concours dont il a besoin pour pourvoir à la réinstallation des personnes en question ;

6. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6694<sup>e</sup> séance.*

### Décision

À sa 6794<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994

« Lettre, en date du 22 mai 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda (S/2012/349)

« Lettre, en date du 1<sup>er</sup> juin 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/392) ».



**Résolution 2054 (2012)  
du 29 juin 2012<sup>155</sup>**

*Le Conseil de sécurité,*

*Prenant acte* de la lettre, en date du 1<sup>er</sup> juin 2012, que le Secrétaire général a adressée à son Président, à laquelle était jointe une lettre du Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda (« le Tribunal »), en date du 21 mai 2012<sup>156</sup>,

*Rappelant* ses résolutions 955 (1994) du 8 novembre 1994, 1503 (2003) du 28 août 2003 et 1534 (2004) du 26 mars 2004, et ses résolutions antérieures concernant le Tribunal,

*Rappelant également* sa résolution 1966 (2010) du 22 décembre 2010 portant création du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (« le Mécanisme »), dans laquelle il a demandé au Tribunal de tout faire pour achever rapidement ses travaux et au plus tard le 31 décembre 2014, de préparer sa fermeture et d'opérer une transition sans heurt avec le Mécanisme,

*Rappelant en outre* que la division du Mécanisme correspondant au Tribunal pénal international pour le Rwanda entrera en fonctions le 1<sup>er</sup> juillet 2012, et se félicitant des mesures préparatoires prises à cet égard,

*Prenant note* du bilan que le Tribunal présente dans son rapport sur sa Stratégie de fin de mandat<sup>157</sup>, et du calendrier actualisé des procès en première instance et en appel,

*Notant* que certaines affaires ont pu être renvoyées au Rwanda pour y être jugées, et soulignant que les affaires renvoyées doivent être suivies comme il convient et que les droits des accusés transférés doivent être respectés en tout temps,

*Notant également* qu'à l'issue des affaires dont ils sont saisis, un juge permanent sera réaffecté de la Chambre de première instance à la Chambre d'appel et que cinq juges *ad litem* quitteront le Tribunal avant le 30 juin 2012,

*Prenant note* des préoccupations exprimées par le Président et le Procureur du Tribunal à propos du personnel, et réaffirmant qu'il est indispensable de retenir le personnel pour permettre au Tribunal d'achever ses travaux dans les délais,

*Notant avec préoccupation* que le Tribunal a encore du mal à pourvoir à la réinstallation des personnes acquittées et des condamnés ayant purgé leur peine, et soulignant qu'il importe de mener à bien la réinstallation de ces personnes,

*Invitant instamment* le Tribunal à tout faire pour achever rapidement ses travaux, comme il en a été prié dans la résolution 1966 (2010),

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide*, malgré l'expiration de leur mandat le 30 juin 2012, d'autoriser les juges William H. Sekule (République-Unie de Tanzanie), Solomy Balungi Bossa (Ouganda) et Mparany Mamy Richard Rajohnson (Madagascar) à continuer, à titre exceptionnel, de siéger au Tribunal jusqu'au 31 décembre 2012 ou jusqu'à la fin de l'affaire *Ngirabatware* dont ils ont été saisis avant l'expiration de leur mandat, et prend acte de l'intention du Tribunal de mener à terme ladite affaire le 31 décembre 2012 au plus tard;

2. *Prend note* de l'intention du Tribunal d'achever son activité judiciaire le 31 décembre 2014 au plus tard, décide, à titre exceptionnel, de proroger jusqu'au 31 décembre 2014 le mandat du juge Vagn Joensen (Danemark), qui aurait dû se terminer le 30 juin 2012, de sorte qu'il puisse

---

<sup>155</sup> Le Président du Conseil de sécurité a appelé l'attention du Président de l'Assemblée générale sur le texte de la résolution 2054 (2012) dans une lettre, en date du 17 juillet 2012 (A/66/870).

<sup>156</sup> S/2012/392.

<sup>157</sup> Voir S/2012/349.

continuer à exercer les fonctions qui lui incombent en sa qualité de juge de première instance et de Président du Tribunal, l'objectif étant d'achever les travaux du Tribunal, et compte réexaminer cette décision en juin 2013 ;

3. *Prie* le Tribunal de lui communiquer, dans le cadre du rapport qu'il doit lui présenter sur la stratégie d'achèvement des travaux en application de la résolution 1534 (2004), le calendrier prévu pour assurer le transfert coordonné des fonctions entre le Tribunal et le Mécanisme conformément aux articles 5 et 6 des dispositions transitoires annexées à la résolution 1966 (2010), assorti de dates probables concrètes, compte tenu du fait que la division du Mécanisme correspondant au Tribunal pénal international pour le Rwanda entrera en fonctions le 1<sup>er</sup> juillet 2012, l'objectif étant d'achever tous les travaux du Tribunal et de le fermer dès que possible, au plus tard le 31 décembre 2014 ;

4. *Réaffirme* que le Tribunal doit être doté du personnel suffisant pour achever rapidement ses travaux et demande aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies de renforcer leur coopération avec le Secrétariat et le Greffier du Tribunal et d'agir en toute souplesse pour apporter une solution pratique à ce problème, le Tribunal étant sur le point d'achever ses travaux, et demande parallèlement au Tribunal de s'efforcer plus encore de se concentrer sur ses fonctions principales ;

5. *Prie instamment* tous les États, en particulier ceux sur le territoire desquels des fugitifs sont soupçonnés d'être en liberté, de renforcer encore leur coopération avec le Tribunal et de lui fournir toute l'assistance dont il a besoin, notamment pour appréhender et lui remettre le plus rapidement possible tous les fugitifs restants ;

6. *Remercie* les États qui ont accepté d'accueillir sur leur territoire les personnes acquittées et les condamnés ayant purgé leur peine, et demande de nouveau aux autres États qui sont en mesure de le faire de coopérer avec le Tribunal dans ce domaine et de lui prêter tout le concours dont il a besoin pour pourvoir à la réinstallation des personnes en question ;

7. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6794<sup>e</sup> séance.*

---

**TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ DE JUGER LES PERSONNES  
ACCUSÉES DE VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL  
HUMANITAIRE COMMISES SUR LE TERRITOIRE  
DE L'EX-YOUGOSLAVIE DEPUIS 1991**

**TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ DE JUGER LES PERSONNES  
ACCUSÉES D'ACTES DE GÉNOCIDE OU D'AUTRES VIOLATIONS  
GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMIS  
SUR LE TERRITOIRE DU RWANDA ET LES CITOYENS RWANDAIS  
ACCUSÉS DE TELS ACTES OU VIOLATIONS COMMIS  
SUR LE TERRITOIRE D'ÉTATS VOISINS ENTRE  
LE 1<sup>er</sup> JANVIER 1994 ET LE 31 DÉCEMBRE 1994<sup>158</sup>**

**Décisions**

À sa 6678<sup>e</sup> séance, le 7 décembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Croatie, du Rwanda et de la Serbie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

---

<sup>158</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1999 des résolutions et décisions sur cette question.

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994

« Lettre, en date du 15 novembre 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (S/2011/716)

« Lettre, en date du 16 novembre 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Présidente du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994 (S/2011/731) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation au juge Theodor Meron, Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ; à la juge Khalida Rachid Khan, Présidente du Tribunal pénal international pour le Rwanda, à M. Serge Brammertz, Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ; et à M. Hassan Bubacar Jallow, Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda.

Le 27 février 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>159</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 23 février 2012<sup>160</sup>, par laquelle vous faites part de votre intention de nommer le juge Theodor Meron (États-Unis d'Amérique) Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (« le Mécanisme ») et de proposer M. Hassan Bubacar Jallow (Gambie) au poste de Procureur du Mécanisme, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note. »

À sa 6726<sup>e</sup> séance, le 29 février 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994

« Lettre, en date du 23 février 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/112)

« Lettre, en date du 27 février 2012, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité (S/2012/113) ».

---

<sup>159</sup> S/2012/113.

<sup>160</sup> S/2012/112.

**Résolution 2038 (2012)  
du 29 février 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* sa résolution 1966 (2010) du 22 décembre 2010,

*Ayant à l'esprit* le paragraphe 4 de l'article 14 du Statut du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (« le Mécanisme ») figurant en annexe à la résolution 1966 (2010),

*Ayant examiné* la proposition du Secrétaire général de nommer M. Hassan Bubacar Jallow au poste de procureur du Mécanisme<sup>160</sup>,

*Notant* qu'aux termes de l'alinéa *a* de l'article 7 des dispositions transitoires figurant en annexe à la résolution 1966 (2010) le Procureur du Mécanisme peut également exercer les fonctions de procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda,

*Rappelant* qu'en application de la résolution 1966 (2010) la division du Mécanisme correspondant au Tribunal pénal international pour le Rwanda entrera en fonctions le 1<sup>er</sup> juillet 2012,

*Décide* de nommer M. Hassan Bubacar Jallow Procureur du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux, pour un mandat de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> mars 2012.

*Adoptée à l'unanimité à la 6726<sup>e</sup> séance.*

**Décisions**

Le 21 mai 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda et au Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux<sup>161</sup> :

« J'ai l'honneur de me référer aux lettres, en date des 20 et 29 mars 2012, que vous avez adressées au Président du Conseil de sécurité et qui figuraient en annexe à la lettre, en date du 9 avril 2012, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général<sup>162</sup>.

« Le Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux a pris note du fait que la demande de dérogation aux dispositions sur la compétence du Mécanisme prévues dans la résolution 1966 (2010) du Conseil de sécurité a été retirée. À cet égard et au nom des membres du Groupe, je saisis cette occasion pour vous remercier, vous et les membres de votre personnel, du travail que vous avez accompli pour établir des notes d'information afin de répondre aux questions soulevées par le Groupe.

« Par ailleurs, je vous informe que, sous réserve de la disponibilité des salles, le Président du Groupe propose d'organiser une réunion avec vous deux, M. Serge Brammertz et M. Hassan Bubacar Jallow, en prévision des exposés que vous ferez au Conseil le 7 juin 2012. »

À sa 6782<sup>e</sup> séance, le 7 juin 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Croatie, du Rwanda et de la Serbie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les

---

<sup>161</sup> S/2012/351.

<sup>162</sup> S/2012/218.

citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994

« Lettre, en date du 23 mai 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (S/2012/354)

« Lettre, en date du 22 mai 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994 (S/2012/349) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation au juge Theodor Meron, Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ; au juge Vagn Joensen, Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda ; à M. Serge Brammertz, Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ; et à M. Hassan Bubacar Jallow, Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda.

---

## LA QUESTION CONCERNANT HAÏTI<sup>163</sup>

### Décisions

À sa 6618<sup>e</sup> séance, le 16 septembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Argentine, du Canada, du Chili, de l'Espagne, du Guatemala, d'Haïti et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La question concernant Haïti

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (S/2011/540) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Mariano Fernández, Représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti et Chef de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Pedro Serrano, Chef par intérim de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6631<sup>e</sup> séance, le 14 octobre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Argentine, du Canada, du Chili, de l'Espagne, du Guatemala, d'Haïti, du Pérou et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La question concernant Haïti

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (S/2011/540) ».

---

<sup>163</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1993 des résolutions et décisions sur cette question.

**Résolution 2012 (2011)  
du 14 octobre 2011**

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* ses précédentes résolutions sur Haïti, en particulier les résolutions 1542 (2004) du 30 avril 2004, 1576 (2004) du 29 novembre 2004, 1608 (2005) du 22 juin 2005, 1658 (2006) du 14 février 2006, 1702 (2006) du 15 août 2006, 1743 (2007) du 15 février 2007, 1780 (2007) du 15 octobre 2007, 1840 (2008) du 14 octobre 2008, 1892 (2009) du 13 octobre 2009, 1908 (2010) du 19 janvier 2010, 1927 (2010) du 4 juin 2010 et 1944 (2010) du 14 octobre 2010,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité d'Haïti,

*Constatant* qu'Haïti a fait d'énormes progrès depuis le tragique séisme du 12 janvier 2010 et en particulier que, pour la première fois de son histoire, on y a vu une passation pacifique des pouvoirs entre un président démocratiquement élu et un autre issu de l'opposition,

*Constatant également*, comme le Gouvernement haïtien, que si elle demeure précaire, la situation d'ensemble en matière de sécurité s'est améliorée depuis qu'il a adopté ses résolutions 1908 (2010), 1927 (2010) et 1944 (2010), ce qui a permis de procéder à une réduction partielle des moyens militaires et de police de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti comme première étape vers le retrait des renforts qu'il avait autorisés à titre temporaire au lendemain du séisme, tout en continuant d'adapter les effectifs de la Mission sans compromettre la sécurité et la stabilité d'Haïti, et conscient que les décisions concernant l'avenir de la Mission doivent être prises en fonction des circonstances et des impératifs de sécurité,

*Se félicitant* de la nomination d'un premier ministre et d'un président de la Cour de cassation et appelant tous les acteurs politiques concernés, notamment les pouvoirs exécutif et législatif, à engager un dialogue constructif en vue d'un accord politique qui permettrait de cimenter un programme d'actions concrètes portant sur des domaines clefs tels que la sécurité, le budget, les priorités en matière de relèvement et de développement, les élections et la réforme électorale, y compris la participation des femmes aux processus électoraux, et l'achèvement de la réforme constitutionnelle,

*Constatant* qu'Haïti demeure confronté à d'importantes difficultés sur le plan humanitaire, avec plus de 600 000 déplacés encore tributaires de l'aide pour leur survie, une épidémie de choléra et une extrême vulnérabilité aux catastrophes naturelles,

*Insistant* sur le fait qu'il est essentiel, pour instaurer durablement la stabilité en Haïti, que des progrès soient réalisés en matière de relèvement et de reconstruction, ainsi que sur le plan du développement social et économique, notamment grâce à une aide internationale au développement efficace et en augmentant la capacité des institutions haïtiennes de tirer parti de cette aide, et réaffirmant que la sécurité doit aller de pair avec le développement social et économique,

*Soulignant* le rôle directeur qui est celui du Gouvernement haïtien dans l'effort de relèvement et de reconstruction après le séisme, notamment dans les activités de réduction des risques et de préparation aux catastrophes, et insistant sur la nécessité d'une coordination et d'une complémentarité renforcées de l'action menée par l'ensemble des organismes des Nations Unies et les autres parties prenantes concernées pour soutenir le Gouvernement dans ce contexte, ainsi que de l'appui général au développement social et économique d'Haïti,

*Saluant* le travail accompli jusqu'à présent par la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti, à laquelle l'Organisation des Nations Unies continue de dispenser des conseils en matière de politique et un appui technique appropriés, ainsi que par le Fonds pour la reconstruction d'Haïti, qui tous deux jouent un rôle central dans les efforts de reconstruction à moyen et à long terme du pays,

*Saluant également* les diverses initiatives de relèvement menées par les organismes des Nations Unies en Haïti, en particulier les programmes de déblaiement des décombres et de logement

bénéficiant de l'appui de l'Organisation, et l'utilisation qui a été faite avec succès des unités de génie militaire de la Mission pour répondre aux besoins urgents immédiatement après le séisme du 12 janvier 2010, soulignant qu'il importe d'accroître la participation des autorités haïtiennes et des acteurs internationaux et de la société civile à ces efforts,

*Priant instamment* les donateurs d'honorer sans retard les engagements qu'ils ont pris lors de la Conférence internationale des donateurs tenue à New York le 31 mars 2010 sur le thème « Pour un nouvel avenir en Haïti », afin que les efforts de reconstruction continuent de procurer des bienfaits tangibles et visibles, et soulignant qu'il incombe au pays de donner des orientations et des priorités claires,

*Soulignant* le rôle que jouent les organisations régionales dans le processus de stabilisation et de reconstruction en cours en Haïti et demandant à la Mission de continuer de collaborer étroitement avec les organisations régionales et sous-régionales, les institutions financières internationales et d'autres parties prenantes, en particulier l'Organisation des États américains et la Communauté des Caraïbes,

*Conscient* du caractère interdépendant des défis à relever en Haïti, réaffirmant que les progrès durables de la sécurité, de l'état de droit, de la réforme institutionnelle, de la réconciliation nationale et du développement se renforcent mutuellement, et saluant les efforts soutenus du Gouvernement haïtien et de la communauté internationale pour relever ces défis,

*Se déclarant préoccupé* par la menace que les bandes de criminels continuent de représenter pour la stabilité en Haïti,

*Reconnaissant* que la situation générale en matière de sécurité s'est améliorée mais se déclarant en outre préoccupé par le fait que, depuis le séisme, la grande criminalité, notamment les meurtres, les viols et les enlèvements, sont à la hausse à Port-au-Prince et dans le département de l'Ouest,

*Reconnaissant également* que la violence sexuelle et sexiste demeure préoccupante, en particulier dans les quartiers marginalisés de Port-au-Prince, les camps de déplacés et les zones reculées du pays,

*Saluant* les efforts faits par la Police nationale d'Haïti pour augmenter le nombre de patrouilles et accroître sa présence sur le terrain et ses contacts directs avec la population, ce qui peut avoir contribué à l'augmentation du nombre des infractions signalées,

*Conscient* que le renforcement des organismes nationaux de défense des droits de l'homme, le respect des droits de l'homme et de la légalité, la lutte contre la criminalité et la violence sexuelle et sexiste et les efforts faits pour mettre fin à l'impunité sont essentiels pour garantir l'état de droit et la sécurité en Haïti,

*Saluant* le rôle déterminant joué par la Mission pour ce qui est d'assurer la stabilité et la sécurité en Haïti, reconnaissant la complémentarité des rôles qu'ont joués jusqu'à maintenant la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies pour aider Haïti dans ses efforts de relèvement, réaffirmant l'autorité confiée au Représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti s'agissant de la coordination et de la conduite de toutes les activités des institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies en Haïti et soulignant qu'il importe que le Représentant spécial resserre encore la coordination entre la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies dans les volets de leurs mandats respectifs qui se recoupent, et ceci en prêtant une attention particulière au renforcement des capacités des institutions haïtiennes, notamment dans les domaines de la reconstruction et du développement,

*Félicitant* la Mission de continuer à aider le Gouvernement haïtien à assurer un environnement sûr et stable, exprimant sa gratitude aux membres du personnel de la Mission et à leurs pays d'origine respectifs et rendant hommage à ceux qui ont été blessés ou tués dans l'exercice de leurs fonctions,

*Saluant* l'engagement pris par le Gouvernement haïtien de renforcer l'état de droit, appelant celui-ci à continuer, en coordination avec la communauté internationale, à progresser dans la réforme

du secteur de la sécurité, notamment dans la mise au point et l'exécution du prochain plan quinquennal de développement de la Police nationale d'Haïti qui doit prendre effet après décembre 2011, soulignant qu'il importe que le Gouvernement, agissant avec l'aide de la communauté internationale fournie à sa demande, prenne des mesures pour garantir la réalisation par la Police nationale des objectifs de la réforme fixés par ce plan, et encourageant le Gouvernement, avec l'appui de la Mission, à informer régulièrement la population haïtienne des progrès accomplis en vue d'atteindre ces objectifs,

*Soulignant* qu'il importe que la Police nationale d'Haïti puisse compter sur un budget suffisant et invitant le Gouvernement haïtien à tirer parti du soutien apporté par la communauté internationale pour garantir à la population haïtienne des conditions de sécurité satisfaisantes,

*Soulignant également* la nécessité de renforcer encore les appareils judiciaire et pénitentiaire haïtiens pour favoriser une meilleure intégration et une plus grande cohérence du secteur de la sécurité, se félicitant des progrès accomplis vers la mise à la disposition du système judiciaire de moyens humains et matériels suffisants, et conscient que les problèmes de droits de l'homme qui continuent d'affecter le système pénitentiaire, comme les détentions provisoires prolongées, la surpopulation carcérale et l'insuffisance des services sanitaires, constituent des obstacles importants à la consolidation des réformes administratives,

*Saluant* les efforts déployés par l'ancien Président des États-Unis d'Amérique, M. William J. Clinton, en sa qualité d'Envoyé spécial des Nations Unies pour Haïti, pour renforcer l'action de relèvement menée par l'Organisation des Nations Unies, au niveau tant des opérations humanitaires que des activités de développement, et pour effectuer le suivi des promesses de contribution et le décaissement des fonds promis, assurer la liaison entre la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti et les institutions financières internationales, ainsi que la cohérence des interventions des organismes des Nations Unies présents en Haïti, et notant l'importance de recevoir régulièrement des informations sur ces activités,

*Soulignant* l'importance d'une coordination vigoureuse entre le Bureau de l'Envoyé spécial, les autres entités des Nations Unies et les États Membres, ainsi que la nécessité d'une coordination entre tous les acteurs internationaux intervenant sur le terrain,

*Insistant* sur la nécessité de mettre en œuvre des projets à forte intensité de main-d'œuvre d'une grande efficacité et d'une grande visibilité, qui aident à créer des emplois et à dispenser les services sociaux de base,

*Accueillant avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général en date du 25 août 2011<sup>164</sup>,

*Constatant* que la situation en Haïti demeure une menace contre la paix et la sécurité internationales dans la région, malgré les progrès accomplis jusqu'ici,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ainsi qu'il l'exposait à la section I du paragraphe 7 de sa résolution 1542 (2004),

1. *Décide* de proroger jusqu'au 15 octobre 2012, dans l'intention de le renouveler encore, le mandat de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti défini dans ses résolutions 1542 (2004), 1608 (2005), 1702 (2006), 1743 (2007), 1780 (2007), 1840 (2008), 1892 (2009), 1908 (2010), 1927 (2010) et 1944 (2010);

2. *Décide également* que l'effectif de la Mission pourra s'établir à 7 340 soldats de tous rangs et que la composante policière de la Mission pourra atteindre 3 241 membres, ainsi qu'il est préconisé au paragraphe 50 du rapport du Secrétaire général<sup>164</sup>;

3. *Affirme* qu'à l'avenir tout aménagement de la configuration de la force devrait reposer sur la situation générale en matière de sécurité sur le terrain, compte tenu de l'incidence des réalités sociales et politiques sur la stabilité et la sécurité en Haïti, du développement continu des

---

<sup>164</sup> S/2011/540.



capacités des autorités publiques, notamment le renforcement de la Police nationale d'Haïti qui se poursuit, et de l'exercice de plus en plus effectif par les autorités nationales de la responsabilité de l'État en matière de maintien de la stabilité et de la sécurité dans le pays ;

4. *A conscience* que c'est au Gouvernement et au peuple d'Haïti qu'incombe au premier chef la charge de la stabilisation du pays sous tous ses aspects et que la maîtrise de ce processus leur appartient, se félicite des dispositions prises par la Mission pour fournir au Gouvernement, ainsi que celui-ci l'a demandé, un soutien logistique et une expertise technique, dans la limite des moyens disponibles, en vue de l'aider à poursuivre les activités destinées à renforcer les capacités des institutions garantes de l'état de droit aux échelons national et local et pour accélérer la mise en œuvre de sa stratégie de réinstallation des déplacés, sachant que ces mesures sont temporaires et seront progressivement supprimées à mesure qu'Haïti verra ses capacités progresser, et demande à la Mission de mener avec célérité les activités y afférentes, ainsi que le Secrétaire général l'a recommandé ;

5. *Se félicite* de l'action menée par le Gouvernement haïtien pour renforcer les capacités des institutions chargées d'assurer la sécurité et de garantir l'état de droit à tous les niveaux, y compris grâce à la décentralisation, et demande à la Mission, agissant dans le cadre de son mandat, et à d'autres acteurs compétents de continuer à apporter leur concours pour consolider l'action d'institutions publiques autonomes dans le secteur de la sécurité, surtout à l'extérieur de Port-au-Prince, afin de renforcer davantage la capacité du Gouvernement d'élargir, sur l'ensemble du pays, sa présence et l'autorité de l'État, et de favoriser la bonne gouvernance à tous les niveaux ;

6. *Considère* qu'à la suite de la tenue des élections présidentielle et législatives la stabilisation du climat politique et institutionnel est essentielle à la stabilité du pays et aux efforts de relèvement et de reconstruction, appelle de nouveau la Mission à soutenir le processus politique en cours en Haïti, notamment en faisant appel aux bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti, et encourage la Mission à continuer de prêter son concours pour les prochaines élections locales et législatives partielles, et à coordonner l'assistance internationale fournie à Haïti à cette fin, en coopération avec les autres acteurs internationaux intéressés, notamment l'Organisation des États américains et la Communauté des Caraïbes ;

7. *Se félicite* de ce que fait actuellement la Mission pour améliorer la coordination avec la Police nationale d'Haïti et renforcer les capacités de celle-ci afin qu'elle puisse assumer l'entière responsabilité des mesures à prendre pour répondre aux besoins du pays en matière de sécurité, notamment en ce qui concerne les activités de gestion des frontières et les mesures de sécurité visant à évaluer les menaces et à décourager les activités illicites, et appelle les partenaires internationaux et régionaux d'Haïti à intensifier l'aide qu'ils apportent au Gouvernement haïtien à cet égard, comme celui-ci l'a demandé ;

8. *Encourage* les autorités haïtiennes à tirer pleinement parti de cette aide, notamment en renforçant les capacités de la Police nationale d'Haïti, tout particulièrement pour la modernisation des lois essentielles et l'exécution du plan national de réforme du système judiciaire, à prendre les mesures nécessaires, y compris par des nominations, pour permettre le bon fonctionnement des juridictions supérieures, et à chercher des solutions au problème des détentions provisoires prolongées et de la surpopulation carcérale, en prêtant une attention particulière au sort des femmes et des enfants ;

9. *Engage* le Gouvernement haïtien à accorder la priorité, avec le soutien de la Mission, à l'élaboration et à la mise en œuvre du prochain plan quinquennal de développement de la Police nationale d'Haïti qui fera suite au plan de réforme actuel<sup>165</sup> venant à expiration en décembre 2011, et prie la Mission de continuer, s'il le faut avec l'aide supplémentaire, dans la limite des moyens disponibles, d'interprètes recrutés sur le plan local, à appuyer la vérification des antécédents, l'encadrement et la formation des fonctionnaires de police et du personnel pénitentiaire et à renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des services pénitentiaires, et de continuer également

---

<sup>165</sup> S/2006/726, pièce jointe.

à apporter, sur demande, un concours technique aux projets financés par les donateurs pour remettre en état ou construire des locaux pour la police ainsi que des installations pénitentiaires ;

10. *Se félicite* de la reprise de la formation des recrues de la Police nationale d'Haïti, insiste sur la nécessité d'appliquer le principe de responsabilité et d'avoir un processus de vérification des antécédents solide, et souligne qu'il importe de maintenir et d'accroître l'appui de la communauté internationale au renforcement des capacités de la Police nationale, notamment grâce à un meilleur encadrement et à la formation d'unités spécialisées ;

11. *Encourage* la Mission à aider le Gouvernement haïtien, en coopération avec les acteurs internationaux compétents, à faire face au risque de résurgence de la violence des bandes de criminels, de la criminalité organisée, du trafic de stupéfiants et de la traite d'enfants ;

12. *Invite* tous les donateurs et toutes les organisations internationales et non gouvernementales, à coordonner leurs actions et à travailler en étroite collaboration avec la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti, ou l'institution qui lui succédera, en vue de renforcer la capacité du Gouvernement haïtien de mettre à exécution le Plan d'action pour le relèvement et le développement d'Haïti ;

13. *Prie* l'équipe de pays des Nations Unies, et demande à toutes les parties prenantes, de compléter les mesures adoptées dans le domaine de la sécurité et du développement par le Gouvernement haïtien, avec le soutien de la Mission, par des activités visant à améliorer véritablement les conditions de vie des populations intéressées, en particulier les femmes et les enfants ;

14. *Prie* la Mission de continuer à exécuter des projets à effet rapide qui renforcent encore la confiance de la population haïtienne à son endroit ;

15. *Encourage* la Mission à continuer d'aider le Gouvernement haïtien à offrir une protection adéquate à la population civile, en prêtant tout particulièrement attention aux besoins des déplacés et des autres catégories vulnérables, notamment les femmes et les enfants, y compris en mettant en place des dispositifs conjoints de police de proximité dans les camps et en renforçant les mécanismes de lutte contre les violences sexuelles et sexistes et, rappelant sa résolution 1894 (2009) du 11 novembre 2009, prie le Secrétaire général d'élaborer, en étroite consultation avec le Gouvernement haïtien, les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police et les autres intervenants, un plan global pour la protection des civils ;

16. *Condamne fermement* les violations graves commises contre les enfants victimes de la violence armée, ainsi que les viols et autres sévices sexuels dont sont victimes les femmes et les filles, et demande au Gouvernement haïtien de continuer, avec l'appui de la Mission et de l'équipe de pays des Nations Unies, à promouvoir et à protéger les droits des femmes et des enfants, comme stipulé dans ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1888 (2009) du 30 septembre 2009 et 1889 (2009) du 5 octobre 2009 ;

17. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prendre les mesures nécessaires pour que l'ensemble du personnel de la Mission observe scrupuleusement la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de le tenir informé à cet égard, et exhorte les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à faire en sorte que les actes mettant en cause leur personnel fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme et que leurs auteurs soient punis ;

18. *Réaffirme* le mandat de la Mission dans le domaine des droits de l'homme, déclare que le respect des droits de l'homme, en particulier pour ce qui est de veiller à ce que les auteurs de graves violations sous de précédents gouvernements répondent individuellement de leurs actes, est essentiel pour la stabilité d'Haïti, invite instamment le Gouvernement haïtien à s'assurer que la Police nationale d'Haïti et les autorités judiciaires respectent et protègent les droits de l'homme, et demande à la Mission d'assurer un suivi et de fournir un appui en ce sens ;

19. *Salue* le travail important effectué par la Mission pour répondre à des besoins urgents en Haïti, encourage la Mission à continuer à utiliser pleinement, dans les limites fixées par son

mandat, les moyens et capacités dont elle dispose, y compris en matière de génie, aux fins de renforcer encore la stabilité dans le pays, prie la Mission de se doter d'une planification à plus long terme, et demande en outre au Secrétaire général de faire figurer dans son prochain rapport des informations sur les plans de la Mission visant à encourager une appropriation accrue par les Haïtiens des activités de reconstruction dans leur pays ;

20. *Prie* la Mission de continuer à donner plus d'ampleur à son approche étoffée de lutte contre la violence communautaire, en adaptant le programme aux besoins changeants d'Haïti après le séisme et en concentrant ses efforts sur les déplacés et les personnes qui vivent dans des quartiers en proie à la violence ;

21. *Prie également* la Mission de continuer d'appuyer les efforts déployés par les autorités haïtiennes en vue de contrôler les flux d'armes de petit calibre, notamment les projets à forte intensité de main-d'œuvre, l'ouverture d'un registre des armes, la révision des lois en vigueur en matière d'importation et de détention d'armes, la réforme du régime des permis de port d'armes ainsi que l'élaboration et l'application d'une doctrine de la surveillance policière de proximité ;

22. *Souligne* qu'il importe que les documents de programmation des composantes militaire et de police de la Mission, tels que le concept d'opérations et les règles d'engagement, soient régulièrement mis à jour, selon qu'il convient, et cadrent avec les dispositions de toutes ses résolutions pertinentes, et prie le Secrétaire général de lui faire rapport à leur sujet, ainsi qu'aux pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ;

23. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport deux fois par an sur l'exécution du mandat de la Mission, en veillant à présenter son second rapport quarante-cinq jours au moins avant la date d'expiration du mandat de la Mission ;

24. *Prie également* le Secrétaire général de faire figurer dans son rapport une évaluation complète des menaces qui planent sur la sécurité en Haïti, en prêtant une attention particulière à l'instauration d'un environnement protecteur pour tous, en particulier pour les femmes et les enfants, et aux progrès accomplis pour ce qui est de la réinstallation durable des déplacés, et de proposer, le cas échéant, divers moyens de reconfigurer la composition de la Mission ;

25. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6631<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

Le 8 février 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>166</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que les membres du Conseil de sécurité ont décidé d'envoyer une mission en Haïti du 13 au 16 février 2012 qui sera conduite par l'Ambassadrice Susan Rice (États-Unis d'Amérique). Les membres du Conseil sont convenus du mandat de la mission, qui est joint en annexe à la présente lettre.

« À l'issue de consultations avec les membres, la composition de la mission a été fixée comme suit :

- « États-Unis d'Amérique (Ambassadrice Susan Rice), chef de mission
- « Afrique du Sud (Ambassadeur Baso Sangqu)
- « Allemagne (Ambassadeur Peter Wittig)
- « Azerbaïdjan (Ambassadeur Agshin Mehdiyev)
- « Chine (M. Yang Tao)
- « Colombie (Ambassadeur Néstor Osorio)

---

<sup>166</sup> S/2012/82.

« Fédération de Russie (Ambassadeur Nikita Zhukov)

« France (Ambassadeur Gérard Araud)

« Guatemala (Ambassadeur Gert Rosenthal)

« Inde (Ambassadeur Hardeep Singh Puri)

« Maroc (Ambassadeur Mohammed Loulichki)

« Pakistan (Ambassadeur Raza Bashir Tarar)

« Portugal (Ambassadeur José Filipe Moraes Cabral)

« Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Ambassadeur Philip Parham)

« Togo (Ambassadeur Kodjo Menan)

« Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

#### « Annexe

#### « Mandat de la mission du Conseil de sécurité en Haïti, du 13 au 16 février 2012

« Le mandat de la mission, conduite par l'Ambassadrice Susan Rice (États-Unis d'Amérique), a été défini comme suit :

« Réaffirmer l'appui que le Conseil de sécurité continue d'apporter au Gouvernement et à la population d'Haïti en vue de reconstruire le pays, de consolider la paix, la démocratie et la stabilité et d'agir en faveur du relèvement et du développement durable, en tenant compte du fait qu'Haïti a fait des progrès considérables depuis le tragique séisme du 12 janvier 2010 mais demeure confronté à d'importantes difficultés dans les domaines de la sécurité, de la situation humanitaire et du développement.

« Évaluer l'application des résolutions pertinentes du Conseil, en particulier la résolution 2012 (2011), et examiner les progrès que le Gouvernement haïtien a accomplis, avec l'aide de la communauté internationale, en particulier la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, pour résoudre les problèmes interdépendants qui se posent dans les domaines de la stabilité et de la sécurité, notamment le renforcement de l'état de droit et la protection des civils ; du développement économique et social ; de la réforme des institutions et de la gouvernance, y compris les élections ; de la gestion des frontières ; et des droits de l'homme.

« Appuyer fermement la Mission et le Représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti ainsi que leurs efforts pour améliorer la stabilité et la gouvernance en Haïti et créer les conditions favorables à la sécurité du pays, à sa reconstruction et à son développement.

« Évaluer le renforcement de la Police nationale d'Haïti qui se poursuit et l'exercice de plus en plus effectif par les autorités nationales de la responsabilité de l'État en matière de maintien de la stabilité et de la sécurité dans le pays, examiner ce que fait la Mission pour améliorer la coordination avec la Police nationale et renforcer les capacités de celle-ci afin qu'elle puisse assumer l'entière responsabilité des mesures à prendre pour répondre aux besoins du pays en matière de sécurité, souligner qu'il importe que la Police puisse disposer d'un budget suffisant, et encourager le Gouvernement haïtien à tirer parti du soutien apporté par la communauté internationale pour garantir à la population haïtienne des conditions de sécurité satisfaisantes ; examiner l'ensemble des structures du pays chargées de l'état de droit, de la sécurité et des questions connexes.

« Réaffirmer qu'il importe de déployer dans l'immédiat, comme à moyen et à long terme, des efforts durables pour appuyer la reconstruction d'Haïti, consolider la démocratie, la paix et la stabilité, assurer la protection des droits de l'homme et promouvoir un développement durable, gardant à l'esprit que ces efforts, comme la responsabilité de leur mise en œuvre, incombent au premier chef au Gouvernement et au peuple haïtiens.

« Évaluer, en concertation avec le Gouvernement haïtien, le rythme auquel le pays se relève des conséquences du séisme, s'agissant notamment de la situation humanitaire, du déblaiement, de la reconstruction de logements et de la remise en état des principales infrastructures, et apprécier les effets de ses activités sur la sécurité, la stabilité et le développement ; et examiner les moyens dont disposent le Gouvernement et le secteur privé pour mener à bien les travaux de génie civil et de reconstruction et déterminer, y compris en consultation avec le Gouvernement, comment renforcer ces moyens en vue d'une plus grande participation des Haïtiens au processus de reconstruction.

« Examiner et évaluer les actions entreprises par le Gouvernement haïtien, avec l'appui de la Mission et en coopération avec les États Membres, pour régler les problèmes liés à la sécurité tels que les menaces pesant sur les déplacés et autres groupes vulnérables, la violence sexuelle et sexiste, le trafic transfrontière illicite de personnes, de drogue et d'armes et les autres activités criminelles.

« Exhorter tous les acteurs politiques concernés en Haïti, en particulier les pouvoirs exécutif et législatif, à engager un dialogue constructif en vue d'un accord politique qui permettrait de cimenter un programme d'actions concrètes portant sur des domaines clés tels que la sécurité, le budget, les priorités en matière de relèvement et de développement, les élections et la réforme électorale, y compris la participation des femmes au processus électoral, et l'achèvement de la réforme constitutionnelle.

« Examiner les progrès accomplis à ce jour et évaluer l'état de planification et d'organisation des futures élections législatives et locales.

« Souligner qu'il importe que la communauté internationale et Haïti prennent des engagements réciproques et faire valoir la nécessité de tenir toutes les promesses d'appui à la reconstruction d'Haïti.

« Analyser l'incidence des problèmes sanitaires auxquels Haïti est actuellement confronté sur la sécurité et la stabilité du pays et examiner les actions entreprises par les organismes du système des Nations Unies, en particulier la Mission, pour aider le Gouvernement haïtien à faire face aux menaces sanitaires émergentes.

« Souligner combien il importe que le personnel de la Mission se conforme pleinement à la politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et examiner les mesures prises pour l'appliquer.

« Contrôler les progrès accomplis dans l'application par la Mission de la réduction de ses effectifs autorisée par la résolution 2012 (2011), évaluer le programme destiné à encourager les Haïtiens à s'approprier davantage les activités liées à la sécurité et à la reconstruction, et examiner les possibilités d'aménager la configuration de la force en fonction de l'amélioration générale de la sécurité sur le terrain, compte tenu de l'incidence des réalités sociales et politiques sur la stabilité et la sécurité en Haïti, du développement continu des capacités des autorités publiques, notamment le renforcement de la Police nationale d'Haïti qui se poursuit, et de l'exercice de plus en plus effectif par les autorités nationales de leur responsabilité en matière de maintien de la stabilité et de la sécurité dans le pays. »

À sa 6732<sup>e</sup> séance, le 8 mars 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Brésil, du Canada, du Chili, de l'Espagne, d'Haïti, du Japon, du Pérou, du Sénégal et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La question concernant Haïti

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (S/2012/128 et Corr.1) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Mariano Fernández, Représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti et Chef de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Le 27 mars 2012, le Président du Conseil a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>167</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que la lettre en date du 22 mars 2012, par laquelle vous faites part de votre intention de nommer le général de division Fernando Rodrigues Goulart (Brésil) commandant de la force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti<sup>168</sup>, a été portée à la connaissance des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note. »

---

## LA SITUATION AU BURUNDI<sup>169</sup>

### Décisions

À sa 6677<sup>e</sup> séance, le 7 décembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Burundi à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Burundi

« Rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies au Burundi (S/2011/751) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Karin Landgren, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Burundi et Chef du Bureau des Nations Unies au Burundi, et à M. Paul Seger, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation la paix.

À sa 6691<sup>e</sup> séance, le 20 décembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Burundi à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Burundi

« Rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies au Burundi (S/2011/751) ».

### Résolution 2027 (2011) du 20 décembre 2011

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions et les déclarations de son Président sur le Burundi,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité du Burundi,

*Se félicitant* des progrès réalisés par le Burundi en faveur de la paix, de la stabilité et du développement et soulignant que le système des Nations Unies et la communauté internationale,

---

<sup>167</sup> S/2012/180.

<sup>168</sup> S/2012/179.

<sup>169</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1993 des résolutions et décisions sur cette question.

y compris les institutions financières internationales et les partenaires de développement du Burundi, doivent continuer d'appuyer la consolidation de la paix et le développement à long terme du Burundi,

*Prenant note* de la transition sans heurt entre le Bureau intégré des Nations Unies au Burundi et le Bureau des Nations Unies au Burundi et saluant la contribution soutenue que l'Organisation des Nations Unies a apportée à la paix, à la sécurité et au développement du pays,

*Encourageant* les efforts que le Gouvernement burundais déploie pour faire une place à tous les partis politiques et continuer d'améliorer le dialogue entre tous les acteurs, y compris la société civile,

*Appuyant* l'engagement renouvelé du Burundi en faveur de la « tolérance zéro » en matière de corruption,

*Se félicitant* de l'intérêt que la Commission de consolidation de la paix ne cesse de porter au Burundi et de la récente visite du Président de la formation Burundi de la Commission, prenant note des conclusions du cinquième examen de la mise en œuvre du Cadre stratégique pour la consolidation de la paix au Burundi publiées en avril 2011<sup>170</sup> et de l'exposé du Président de la formation Burundi de la Commission, en date du 7 décembre 2011<sup>171</sup>, et reconnaissant la contribution que le Fonds pour la consolidation de la paix apporte à la consolidation de la paix au Burundi,

*Soutenant* l'engagement du Burundi en faveur de l'intégration régionale, notamment dans le cadre de la Communauté économique des pays des Grands Lacs, de la Communauté d'Afrique de l'Est et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs,

*Conscient* de l'importance de la justice transitionnelle pour la réconciliation durable de l'ensemble de la population du Burundi et prenant note avec satisfaction de l'achèvement des travaux du Comité technique et de l'engagement pris par le Gouvernement burundais de mettre en place des mécanismes de justice transitionnelle, conformément aux résultats des consultations nationales de 2009, à sa résolution 1606 (2005) du 20 juin 2005 et à l'Accord d'Arusha de 2000,

*Se félicitant* de la création du Bureau du Médiateur et de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme,

*Notant avec une profonde inquiétude* la poursuite des violations des droits de l'homme, en particulier des exécutions politiques extrajudiciaires et des cas de torture, et les restrictions imposées aux libertés civiles, y compris les actes de harcèlement et d'intimidation, et à la liberté d'expression, d'association et de rassemblement des opposants politiques et des représentants des médias et des organisations de la société civile,

*Notant avec une grande inquiétude* que des attaques ont été lancées contre des civils et les forces de sécurité et de défense en divers points du pays, et qu'il est fait état d'activités paramilitaires dans certains pays voisins, et demandant à tous ceux qui sont impliqués de mettre fin à ces actes,

*Invitant* le Gouvernement burundais à protéger les libertés civiles et à combattre l'impunité, en particulier en faisant en sorte que les responsables d'actes de torture, d'exécutions extrajudiciaires et de mauvais traitements infligés aux détenus soient traduits en justice,

*Rappelant* ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009 et 1889 (2009) du 5 octobre 2009 sur les femmes et la paix et la sécurité, ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, et ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé,

---

<sup>170</sup> PBC/5/BDI/2.

<sup>171</sup> Voir S/PV.6677.

*Ayant examiné* le premier rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies au Burundi<sup>172</sup>,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 15 février 2013 le mandat du Bureau des Nations Unies au Burundi, tel qu'énoncé aux alinéas *a* à *d* du paragraphe 3 de la résolution 1959 (2010) du 16 décembre 2010;

2. *Décide également* qu'outre ce qui est mentionné au paragraphe 1 ci-dessus le Bureau continuera de prêter son concours au Gouvernement burundais dans les domaines suivants :

*a)* Fourniture d'un appui au Gouvernement et à la communauté internationale dans l'action qu'ils mènent pour axer les efforts sur le développement socioéconomique des femmes et des jeunes et la réintégration socioéconomique des populations touchées par le conflit en particulier, et activités de plaidoyer visant à mobiliser des ressources en faveur du Burundi ;

*b)* Fourniture d'un appui à l'approfondissement de l'intégration régionale du Burundi, comme il a été prié de le faire ;

3. *Considère* que le Gouvernement burundais est responsable au premier chef de la consolidation de la paix, de la sécurité et du développement à long terme dans le pays, et l'encourage à poursuivre ses efforts face aux défis de la consolidation de la paix, en particulier la gouvernance démocratique, la lutte contre la corruption, la réforme du secteur de la sécurité, la protection des civils, la justice et la promotion et la protection des droits de l'homme, en mettant particulièrement l'accent sur les droits des femmes et des enfants et les minorités marginalisées et vulnérables ;

4. *Encourage* le Gouvernement burundais à redoubler d'efforts pour mener des réformes structurelles, avec l'appui du Bureau et d'autres partenaires internationaux, en vue d'améliorer la gouvernance politique, économique et administrative, et de lutter contre la corruption, afin de mettre en place les moteurs puissants d'une croissance économique et sociale soutenue et équitable ;

5. *Invite* le Gouvernement burundais à poursuivre ses efforts de consolidation de la paix et de reconstruction dans une perspective régionale, en particulier en mettant en œuvre des projets visant à promouvoir la paix, la réconciliation et les échanges dans le cadre de la Communauté d'Afrique de l'Est, de la Communauté économique des pays des Grands Lacs et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs ;

6. *Souligne* l'importance de la réforme du secteur de la sécurité et demande instamment à tous les partenaires internationaux de continuer, de concert avec le Bureau, à appuyer les efforts que fait le Gouvernement burundais pour professionnaliser les services nationaux de sécurité et de police et renforcer leurs capacités, en particulier dans le domaine de la formation en matière de droits de l'homme et de lutte contre les violences sexuelles et sexistes, et en vue de consolider la gouvernance du secteur de la sécurité ;

7. *Invite* le Gouvernement burundais à mettre au point, avec l'aide du Bureau et de ses partenaires nationaux et internationaux, le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de la deuxième génération, assorti de priorités claires en matière de consolidation de la paix et d'un plan d'exécution ;

8. *Encourage* le Gouvernement burundais, la Commission de consolidation de la paix et ses partenaires nationaux et internationaux à honorer les engagements découlant des conclusions du cinquième examen de l'état d'avancement du Cadre stratégique pour la consolidation de la paix au Burundi<sup>170</sup> et à les examiner lorsque le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de la deuxième génération sera mis au point afin de déterminer comment la Commission peut contribuer au mieux à la réalisation des priorités définies par le Burundi en matière de consolidation de la paix ;

---

<sup>172</sup> S/2011/751.



9. *Prie* le Gouvernement burundais de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir de nouvelles violations des droits de l'homme et faire en sorte que les auteurs de ces violations soient traduits en justice sans délai ;

10. *Souligne* la nécessité de mener des enquêtes approfondies, crédibles, impartiales et transparentes sur les crimes graves, en particulier les exécutions extrajudiciaires, et demande aux autorités burundaises de mettre fin à ces actes criminels et de veiller à ce que leurs auteurs soient traduits en justice ;

11. *Demande* au Gouvernement burundais de poursuivre ses efforts pour assurer la promotion et la protection des droits de l'homme et, de concert avec ses partenaires internationaux, d'appuyer la Commission nationale indépendante des droits de l'homme et le Bureau du Médiateur créés récemment et l'encourage en outre à continuer de combattre l'impunité et à prendre les mesures requises pour que ses citoyens jouissent pleinement de leurs droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels, tels que consacrés dans la Constitution burundaise et énoncés dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ;

12. *Invite* le Gouvernement burundais à mettre en place, avec l'aide de ses partenaires internationaux et du Bureau des Nations Unies au Burundi, selon qu'il conviendra, des mécanismes de justice transitionnelle, notamment une commission Vérité et réconciliation, conformément aux résultats des travaux du Comité technique, aux consultations nationales de 2009, à sa résolution 1606 (2005) et à l'Accord d'Arusha de 2000 ;

13. *Prend note* des progrès indiqués par le Secrétaire général concernant l'élaboration de critères en vue de la transformation future du Bureau en une équipe de pays des Nations Unies et demande qu'il lui en soit rendu compte d'ici au 31 mai 2012 ;

14. *Prie* le Secrétaire général de le tenir informé de la mise en œuvre du mandat du Bureau et de la présente résolution, et de lui présenter un exposé avant la fin de juillet 2012 et un rapport d'ici au 18 janvier 2013 ;

15. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6691<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

Le 5 juin 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>173</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 1<sup>er</sup> juin 2012, dans laquelle vous indiquez que vous comptez nommer M. Parfait Onanga-Anyanga (Gabon) votre Représentant spécial pour le Burundi et Chef du Bureau des Nations Unies au Burundi<sup>174</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité qui ont pris note de l'intention exprimée dans votre lettre. »

À sa 6799<sup>e</sup> séance, le 5 juillet 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Burundi à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Burundi ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Karin Landgren, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Burundi et Chef du Bureau des Nations Unies au Burundi, et à M. Paul Seger, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix.

---

<sup>173</sup> S/2012/398.

<sup>174</sup> S/2012/397.

Le 26 juillet 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>175</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 10 mai 2012<sup>176</sup>, dans laquelle vous présentez au Conseil de sécurité les critères et indicateurs élaborés en vue de la transformation future du Bureau des Nations Unies au Burundi en une équipe de pays des Nations Unies, comme le Conseil l'avait demandé dans ses résolutions 1959 (2010) et 2027 (2011), a été portée à l'attention des membres du Conseil.

« Les membres du Conseil approuvent ces critères et attendent avec intérêt que le Bureau présente, dans un délai de six mois, des données de référence et une évaluation de chacun de ces points, y compris des observations sur l'échéancier, la tendance d'évolution et le rôle du Bureau dans leur application, comme l'a expliqué votre Représentante spéciale pour le Burundi à la 6799<sup>e</sup> séance du Conseil, le 5 juillet 2012. »

---

## LA SITUATION EN AFGHANISTAN<sup>177</sup>

### Décisions

À sa 6625<sup>e</sup> séance, le 29 septembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan (Ministre des affaires étrangères), de l'Australie, du Canada, du Japon, du Kirghizistan, du Pakistan et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Afghanistan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2011/590) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Staffan de Mistura, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Pedro Serrano, Chef par intérim de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6629<sup>e</sup> séance, le 12 octobre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Afghanistan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Afghanistan ».

### Résolution 2011 (2011) du 12 octobre 2011

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* ses résolutions antérieures sur l'Afghanistan, en particulier les résolutions 1386 (2001) du 20 décembre 2001, 1510 (2003) du 13 octobre 2003, 1943 (2010) du 13 octobre 2010 et 1974 (2011) du 22 mars 2011,

---

<sup>175</sup> S/2012/584.

<sup>176</sup> S/2012/310.

<sup>177</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1994 des résolutions et décisions sur cette question.

*Réaffirmant également* ses résolutions 1267 (1999) du 15 octobre 1999, 1368 (2001) du 12 septembre 2001, 1373 (2001) du 28 septembre 2001, 1822 (2008) du 30 juin 2008, 1904 (2009) du 17 décembre 2009 et 1988 (2011) et 1989 (2011) du 17 juin 2011, et renouvelant son appui à l'action menée à l'échelle internationale pour extirper le terrorisme, dans le respect de la Charte des Nations Unies,

*Rappelant* ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, et ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, prenant acte du rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés en Afghanistan<sup>178</sup> et notant les conclusions ultérieures de son Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé<sup>179</sup>,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de l'Afghanistan,

*Conscient* qu'il incombe aux autorités afghanes d'assurer la sécurité et le maintien de l'ordre dans tout le pays, soulignant le rôle que joue la Force internationale d'assistance à la sécurité, qui aide le Gouvernement afghan à améliorer les conditions de sécurité et à mettre en place ses propres capacités en matière de sécurité, et se félicitant de la coopération du Gouvernement avec la Force,

*Prenant note avec satisfaction* des communiqués de la Conférence de Londres sur l'Afghanistan, tenue le 28 janvier 2010<sup>180</sup>, et de la Conférence internationale de Kaboul sur l'Afghanistan, tenue le 20 juillet 2010, énonçant un programme précis et des priorités convenues pour la voie à suivre en Afghanistan, et soulignant qu'il est extrêmement important de renforcer l'appropriation et la direction de l'action par l'Afghanistan, comme le prévoit le Processus de Kaboul, dans tous les domaines de la gouvernance,

*Constatant une fois de plus* le caractère interdépendant des défis à relever en Afghanistan, réaffirmant que des progrès durables dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance, des droits de l'homme, de l'état de droit et du développement, ainsi que dans les domaines transversaux de la lutte contre les stupéfiants et la corruption et de l'application du principe de responsabilité, se renforcent mutuellement, le fait que les programmes de gouvernance et de développement à exécuter à titre prioritaire dans le cadre de la transition doivent être conformes aux objectifs énoncés dans le Processus de Kaboul et aux programmes prioritaires nationaux, et se félicitant des efforts soutenus que déploient le Gouvernement afghan et la communauté internationale pour s'attaquer à ces problèmes en appliquant une démarche globale,

*Soulignant*, à ce propos, que le Gouvernement afghan doit redoubler d'efforts pour combattre la corruption et asseoir la transparence et l'application du principe de responsabilité, conformément à l'engagement de renforcer les mesures de lutte contre la corruption qu'il a pris à l'issue des Conférences de Londres et de Kaboul,

*Soulignant également* l'importance de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et les pays qui fournissent des effectifs à la Force internationale d'assistance à la sécurité lors du sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, tenu à Lisbonne les 19 et 20 novembre 2010, qui prévoit le transfert progressif au Gouvernement, d'ici à la fin de 2014, de la responsabilité primordiale de la sécurité dans tout le pays, se félicitant que la première phase de transition soit en cours d'exécution et attendant avec intérêt que ce processus s'étende progressivement au reste du pays, soulignant le rôle que la Force continue de jouer à l'appui du Gouvernement dans

---

<sup>178</sup> S/2011/55.

<sup>179</sup> S/AC.51/2011/3.

<sup>180</sup> S/2010/65, annexe II.

la promotion d'une transition responsable ainsi que l'importance du renforcement des capacités des forces nationales de sécurité afghanes, insistant sur le fait que la communauté internationale s'est engagée à long terme, au-delà de 2014, à concourir au renforcement et à la professionnalisation, y compris par la formation, des forces nationales de sécurité afghanes et qu'elle a les moyens de répondre aux menaces qui continuent de peser sur la sécurité du pays, dans la perspective de l'accession à une paix, une sécurité et une stabilité durables, et notant que ces questions seront examinées au prochain sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, dont la tenue est prévue à Chicago (États-Unis d'Amérique),

*Se félicitant* de l'engagement à long terme pris par les partenaires internationaux de l'Afghanistan, y compris l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Union européenne, les États voisins et les partenaires régionaux, de continuer à soutenir le pays après la transition, soulignant l'importance de la complémentarité des engagements pris, y compris pour ce qui est des partenariats bilatéraux que le Gouvernement afghan pourra être amené à conclure à l'avenir,

*Attendant avec intérêt* la tenue à Bonn (Allemagne), le 5 décembre 2011, de la Conférence internationale sur l'Afghanistan portant sur l'Afghanistan et la communauté internationale : après la transition, la décennie de la transformation, qui sera l'occasion de préciser les aspects civils de la transition, l'engagement à long terme de la communauté internationale en Afghanistan au sein de la région et l'appui dont bénéficie le processus politique,

*Attendant de même avec intérêt* la tenue à Istanbul (Turquie), le 2 novembre 2011, de la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie,

*Prenant note* des initiatives régionales, telles que celles actuellement lancées dans le cadre de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, de l'Organisation du Traité de sécurité collective, de l'Union européenne, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, de l'Association sud-asiatique de coopération régionale et des autres initiatives tendant au renforcement de la coopération économique régionale avec l'Afghanistan telles que le projet de la « nouvelle Route de la soie », et attendant avec intérêt la tenue au Tadjikistan, les 26 et 27 mars 2012, de la cinquième Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan,

*Mettant l'accent* sur le rôle central et impartial que l'Organisation des Nations Unies continue de jouer dans la promotion de la paix et de la stabilité en Afghanistan en dirigeant les activités de la communauté internationale, notant, à ce propos, la complémentarité des objectifs de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et de la Force internationale d'assistance à la sécurité, et, à mesure que progresse la transition, soulignant qu'il faut renforcer la coopération, la coordination et l'appui mutuel, compte dûment tenu des tâches qui seront assignées à l'une et à l'autre et du caractère évolutif de la présence de la communauté internationale,

*Se déclarant gravement préoccupé* par l'état de la sécurité en Afghanistan, en particulier par la poursuite des actes de violence et de terrorisme perpétrés par les Taliban, Al-Qaida, d'autres groupes armés illégaux et des criminels, dont les trafiquants de drogue tels que le Secrétaire général les a décrits dans les rapports qu'il a présentés depuis l'adoption de la résolution 1943 (2010), et par les liens étroits qui existent entre les activités terroristes et les drogues illicites, qui font peser des menaces sur la population locale, y compris les enfants, ainsi que sur les forces nationales de sécurité et le personnel militaire et civil international,

*Saluant* les mesures prises par le Gouvernement afghan pour actualiser et renforcer la Stratégie nationale de lutte contre la drogue<sup>181</sup> en privilégiant une démarche de partenariat pour que l'application et la coordination en soient conjointes et efficaces, engageant la Force internationale d'assistance à la sécurité à continuer d'apporter un appui efficace, dans le cadre des tâches qui lui sont assignées, à l'action soutenue menée sous direction afghane pour contrer la production et le trafic de stupéfiants, en collaboration avec les acteurs internationaux et régionaux concernés, et conscient de la menace que la production, le commerce et le trafic illicites de stupéfiants posent

---

<sup>181</sup> S/2006/106, annexe.

pour la paix internationale et la stabilité des différentes régions du monde, ainsi que du rôle important que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime joue dans ce domaine,

*S'inquiétant* des incidences néfastes des actes de violence et de terrorisme perpétrés par les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes violents et extrémistes sur l'aptitude du Gouvernement afghan à garantir la primauté du droit, à assurer au peuple afghan la sécurité et les services essentiels et à veiller au plein exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

*Renouvelant son appui* à l'action que continue de mener le Gouvernement afghan, avec l'aide de la communauté internationale, notamment la Force internationale d'assistance à la sécurité et la coalition de l'opération Liberté immuable, pour améliorer la situation sur le plan de la sécurité et faire front à la menace créée par les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes violents et extrémistes, et soulignant à ce propos la nécessité de poursuivre l'action menée à l'échelle internationale, notamment par la Force et la coalition,

*Condamnant avec la plus grande fermeté* tous les attentats, qu'il s'agisse d'attentats commis à l'aide d'engins explosifs artisanaux, d'attentats-suicides, d'assassinats ou d'enlèvements, d'attentats aveugles dirigés contre des civils, d'attaques menées contre des agents humanitaires ou d'attentats contre les forces afghanes et internationales, qui nuisent à l'entreprise de stabilisation, de reconstruction et de développement de l'Afghanistan, et condamnant également l'utilisation de civils comme boucliers humains par les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes violents et extrémistes,

*Condamnant en particulier* les attentats terroristes perpétrés récemment contre l'hôtel Inter Continental, le bâtiment abritant le British Council, le quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité et l'ambassade des États-Unis d'Amérique à Kaboul, et déplorant les pertes en vies humaines qui en ont résulté, notamment parmi les civils afghans et les forces de police et de sécurité afghanes,

*Se félicitant* des résultats obtenus par le Gouvernement afghan en ce qui concerne l'interdiction de l'engrais à base de nitrate d'ammonium, et demandant instamment que l'action menée pour faire appliquer les règlements relatifs à la lutte contre les matières explosives et les précurseurs soit poursuivie et réduire ainsi la capacité qu'ont les insurgés de s'en servir pour la fabrication d'engins explosifs improvisés,

*Notant* que l'Afghanistan a ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions<sup>182</sup>,

*Conscient* des menaces que continuent de constituer les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes violents et extrémistes, ainsi que des graves problèmes que pose l'action menée pour faire face à ces menaces,

*Se déclarant gravement préoccupé* par le nombre élevé et encore accru des pertes civiles en Afghanistan, en particulier parmi les femmes et les enfants, dont la majorité croissante sont causées par les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes violents et extrémistes, réaffirmant que toutes les parties à un conflit armé doivent prendre toutes les mesures possibles pour assurer la protection des civils touchés, en particulier les femmes, les enfants et les déplacés, demandant à toutes les parties d'honorer les obligations que leur font le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme et de prendre toute mesure utile pour assurer la protection des civils, constatant qu'il importe de suivre en permanence la situation des populations civiles, et plus particulièrement les pertes civiles, notamment par la Force internationale d'assistance à la sécurité, et d'en informer le Conseil, et prenant note à ce propos de l'action menée par l'unité de la Force chargée de recenser les victimes civiles,

*Prenant note* des nouveaux progrès enregistrés par la Force internationale d'assistance à la sécurité et les autres forces internationales pour ce qui est de réduire au minimum le nombre de victimes civiles, comme il est constaté dans le rapport de mi-2011 de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan sur la protection des civils dans les conflits armés, engageant

---

<sup>182</sup> A/C.1/63/5, pièce jointe, partie II.

instamment la Force et les autres forces internationales à continuer d'intensifier leur action en vue de prévenir les pertes civiles, notamment en s'attachant plus encore à protéger la population afghane, cette protection étant considérée comme un élément central de leur mission, et notant qu'il importe de faire le point en permanence des tactiques et procédures et de dresser, avec le Gouvernement afghan, après enquête, le bilan de toute intervention ayant causé des pertes civiles ou dont le Gouvernement estime qu'elle appelle une investigation conjointe,

*Se déclarant profondément préoccupé* par l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par les forces des Taliban en Afghanistan et par le meurtre et la mutilation d'enfants du fait du conflit, appuyant le décret du Ministre de l'intérieur en date du 6 juillet 2011, réaffirmant que le Gouvernement afghan tient résolument à empêcher les violations des droits de l'enfant, se félicitant de la création du Comité directeur interministériel pour la protection des droits de l'enfant et de la signature ultérieure par le Gouvernement d'un plan d'action, assorti d'annexes, sur les enfants dont le sort est lié aux forces nationales de sécurité en Afghanistan, et demandant que toutes les dispositions du plan d'action soient appliquées, en étroite collaboration avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan,

*Prenant note* des progrès accomplis et des obstacles restant à surmonter dans la réforme du secteur de la sécurité et de la gouvernance, se félicitant de l'aide et de l'appui fournis à la Police nationale afghane par les partenaires internationaux dans ce domaine, en particulier la poursuite de la mission de formation en Afghanistan de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, la participation de la Force de gendarmerie européenne à cette mission et l'assistance apportée à la Police nationale, notamment dans le cadre de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan, et, dans le cadre de la transition, se félicitant du renforcement des moyens et capacités des forces nationales de sécurité afghanes, soulignant qu'il faut que l'Afghanistan continue, avec les donateurs internationaux, de renforcer encore l'Armée nationale afghane et la Police, et demandant notamment que se poursuivent les mesures de formation professionnelle visant à asseoir la capacité du pays d'exercer de manière durable des responsabilités croissantes et d'assumer la direction des opérations de sécurité et de maintien de l'ordre, l'application de la loi et la sécurité de ses frontières et de protéger les droits que la Constitution garantit aux citoyens afghans, et que soit intensifiée l'action menée pour démanteler les groupes armés illégaux et lutter contre la drogue, comme indiqué dans les communiqués de la Conférence de Londres et de la Conférence de Kaboul,

*Soulignant*, à cet égard, combien il importe que le Gouvernement afghan progresse plus avant sur la voie de l'élimination de l'impunité, du renforcement des capacités des institutions judiciaires, de la reconstruction et de la réforme du secteur pénitentiaire et de l'amélioration du respect de la légalité et des droits de l'homme en Afghanistan, y compris pour les femmes et les filles, en particulier le droit qu'ont les femmes en vertu de la Constitution de participer pleinement à la vie politique, économique et sociale du pays,

*Engageant de nouveau* toutes les parties et tous les groupes afghans à concourir de manière constructive au dialogue politique pacifique dans le cadre défini par la Constitution afghane, à œuvrer avec les donateurs internationaux au développement socioéconomique du pays et à s'abstenir de recourir à la violence, y compris en utilisant des groupes armés illégaux, et souscrivant aux objectifs du Haut Conseil pour la paix,

*Condamnant vivement* l'assassinat de M. Burhanuddin Rabbani, Président du Haut Conseil pour la paix, soulignant qu'il importe que tous les États détenteurs d'informations pertinentes offrent aux autorités afghanes l'assistance dont elles peuvent avoir besoin et leur communiquent toutes les informations utiles qui peuvent être en leur possession au sujet de cette attaque terroriste, soulignant que l'Afghanistan a actuellement besoin de calme et de solidarité et qu'il faut que toutes les parties apaisent les tensions et réaffirmant qu'il est fermement résolu à soutenir le Gouvernement afghan dans l'action qu'il mène, conformément au communiqué de la Conférence de Kaboul et dans le cadre de la Constitution afghane et des procédures énoncées par le Conseil dans sa résolution 1988 (2011) et ses autres résolutions pertinentes, pour faire avancer le processus de paix et de réconciliation,

*Soulignant* qu'il importe qu'un processus politique sans exclusive vienne soutenir en Afghanistan l'entreprise de réconciliation de tous ceux qui sont disposés à se soumettre aux

conditions de la réconciliation énoncées dans le communiqué de la Conférence de Kaboul et approuvées par le Gouvernement afghan et la communauté internationale, dans le respect total de l'application des mesures et procédures définies par le Conseil dans ses résolutions 1267 (1999) et 1988 (2011) et toutes autres résolutions qu'il aura adoptées sur la question, exhortant tous les États concernés à continuer de participer au processus de paix, et conscient des effets que les attaques terroristes ont sur le peuple afghan et des conséquences qu'elles risquent d'avoir sur les perspectives de règlement pacifique,

*Constatant* qu'un nombre accru de Taliban ont rallié le Gouvernement afghan et rejeté l'idéologie terroriste d'Al-Qaida et de ses partisans et soutiennent la recherche d'un règlement pacifique du conflit qui se poursuit en Afghanistan, et notant que, malgré l'évolution de la situation dans le pays et les progrès de la réconciliation, la sécurité continue de poser de graves problèmes en Afghanistan et dans la région,

*Constatant également* l'augmentation du nombre de personnes qui ont rejoint le Programme afghan pour la paix et la réintégration, saluant les résultats de la Conférence d'examen du Programme, tenue en mai 2011, et les efforts récemment déployés pour assurer son exécution, encourageant la poursuite de l'action menée pour remédier aux problèmes opérationnels qui subsistent, notamment par la mise en place d'un mécanisme de vérification des antécédents approprié, et encourageant de nouveau la communauté internationale à appuyer cette initiative pilotée par l'Afghanistan,

*Accueillant avec satisfaction* la sortie de l'impasse institutionnelle, qui a fait suite à la décision de laisser la Commission électorale indépendante statuer en dernier ressort sur les questions électorales, réaffirmant l'engagement pris par le Gouvernement afghan dans le communiqué de la Conférence de Kaboul de procéder à la réforme électorale à long terme en s'appuyant sur les enseignements tirés des élections antérieures, y compris les élections parlementaires de 2010, et réaffirmant également que l'avenir pacifique de l'Afghanistan repose sur l'édification d'un État stable, sûr et autosuffisant sur le plan économique, à l'abri du terrorisme et libéré des stupéfiants, fondé sur des institutions démocratiques solides, le respect du principe de la séparation des pouvoirs, le renforcement de l'équilibre constitutionnel entre les pouvoirs, et la garantie et le respect des droits et obligations du citoyen,

*Considérant* que les partenaires, les pays voisins et les pays de la région ainsi que les organisations régionales, dont l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation de Shanghai pour la coopération, l'Organisation du Traité de sécurité collective et l'Association sud-asiatique de coopération régionale, doivent contribuer à la stabilisation de l'Afghanistan, soulignant à quel point il importe de stimuler la coopération régionale afin de promouvoir la sécurité, la bonne gouvernance et le développement dans le pays, se félicitant des efforts accrus déployés à l'échelon régional à cette fin, et appuyant l'intensification de l'action menée à l'échelon régional pour la poursuite de l'application des déclarations antérieures sur les relations de bon voisinage,

*Saluant* les efforts que déploie la communauté internationale pour renforcer la cohérence des activités militaires et civiles, y compris celles menées dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité,

*Se félicitant* du maintien de la coordination entre la Force internationale d'assistance à la sécurité et la coalition de l'opération Liberté immuable, ainsi que de la coopération sur le théâtre des opérations entre la Force et la présence de l'Union européenne en Afghanistan,

*Saluant* le rôle de chef de file joué par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et la contribution apportée par de nombreux pays à la Force internationale d'assistance à la sécurité et à la coalition de l'opération Liberté immuable, qui agit dans le cadre des opérations antiterroristes menées en Afghanistan et conformément aux règles applicables du droit international,

*Considérant* que la situation en Afghanistan continue de constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales,

*Résolu* à faire en sorte que la Force internationale d'assistance à la sécurité s'acquitte pleinement de sa mission, en coordination avec le Gouvernement afghan,

*Agissant* à ces fins en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Décide* de proroger pour une période de douze mois, jusqu'au 13 octobre 2012, l'autorisation de la Force internationale d'assistance à la sécurité, telle que définie dans les résolutions 1386 (2001) et 1510 (2003) ;

2. *Autorise* les États Membres participant à la Force internationale d'assistance à la sécurité à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de son mandat ;

3. *Constate* que la Force internationale d'assistance à la sécurité doit pouvoir satisfaire tous ses besoins opérationnels, se félicite de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et les pays qui fournissent des effectifs à la Force en vue de transférer progressivement au Gouvernement, d'ici à la fin de 2014, la responsabilité première de la sécurité dans tout l'Afghanistan et du démarrage, en juillet 2011, du processus de transition, et engage les États Membres à fournir du personnel, du matériel et d'autres ressources à la Force et à poursuivre les efforts qu'ils déploient en faveur de la sécurité et de la stabilité en Afghanistan ;

4. *Salue* la Déclaration sur un partenariat durable faite par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et le Gouvernement afghan lors du sommet tenu à Lisbonne en novembre 2010 et, en particulier, l'intention qui y est exprimée d'apporter, dans le cadre du partenariat durable, un soutien pratique visant à maintenir et améliorer la capacité et l'aptitude de l'Afghanistan à lutter efficacement contre les menaces qui continuent de peser sur sa sécurité, sa stabilité et son intégrité et à contribuer à la sécurité régionale grâce à la stabilisation de la situation dans le pays ;

5. *Souligne* qu'il importe de rendre le secteur de la sécurité afghan plus fonctionnel, professionnel et responsable, s'insérant dans un dispositif global, encourage la Force internationale d'assistance à la sécurité et les autres partenaires à continuer, dans la limite des ressources disponibles, à former, conseiller et responsabiliser les forces nationales de sécurité afghanes afin d'accélérer la réalisation de l'objectif que constitue l'existence de forces de sécurité afghanes auto-suffisantes, viables, responsables et ethniquement équilibrées, vouées au maintien de la sécurité et de l'état de droit dans la totalité du pays, se félicite du rôle de premier plan que jouent de plus en plus les autorités afghanes dans le maintien de la sécurité dans tout le pays, et souligne qu'il importe d'appuyer la croissance prévue de l'Armée nationale afghane et de la Police nationale afghane ;

6. *Demande* à la Force internationale d'assistance à la sécurité et au Haut-Représentant civil de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord de continuer à agir en étroite consultation avec le Gouvernement afghan et le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, conformément à la résolution 1974 (2011), ainsi qu'avec la coalition de l'opération Liberté immuable, à l'exécution du mandat de la Force ;

7. *Prie* le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité de le tenir régulièrement informé, par l'intermédiaire du Secrétaire général, de l'exécution du mandat de la Force, notamment en lui présentant dans les délais des rapports trimestriels ;

8. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6629<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

Le 23 novembre 2011, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>183</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 22 novembre 2011<sup>184</sup>, par laquelle vous faites part de votre intention de nommer M. Ján Kubiš (Slovaquie) votre Représentant

---

<sup>183</sup> S/2011/734.

<sup>184</sup> S/2011/733.



spécial pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, a été portée à la connaissance des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note. »

À sa 6690<sup>e</sup> séance, le 19 décembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan (Vice-Ministre des affaires étrangères), de l'Australie, du Canada, du Japon, du Liechtenstein, de la Malaisie, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, de la République islamique d'Iran et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Afghanistan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2011/772) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et à M. Staffan de Mistura, ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et ancien Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>185</sup> :

« Le Conseil de sécurité accueille avec satisfaction la tenue à Bonn (Allemagne), le 5 décembre 2011, de la Conférence internationale sur l'Afghanistan sur le thème "L'Afghanistan et la communauté internationale : après la transition, la décennie de la transformation" et se félicite de ses conclusions<sup>186</sup>.

« Le Conseil accueille également avec satisfaction la déclaration de Bonn selon laquelle le processus de transition, qui doit s'achever à la fin de 2014, devrait être suivi d'une décennie de la transformation (2015-2024) au cours de laquelle l'Afghanistan assierait sa souveraineté en assurant le bon fonctionnement et la viabilité d'un État au service du peuple.

« Le Conseil se réjouit, dans ce contexte, que l'Afghanistan et la communauté internationale soient parvenues à un consensus stratégique en faveur d'un partenariat renouvelé et durable fait d'engagements réciproques fermes dans la perspective de cette décennie.

« Le Conseil note que le processus de transition postule que c'est au Gouvernement afghan qu'il appartient d'en assumer la direction.

« Le Conseil se félicite des résultats de la Conférence pour l'Afghanistan sur le thème "Sécurité et coopération au cœur de l'Asie", qui s'est tenue à Istanbul (Turquie) le 2 novembre 2011.

« Le Conseil souligne l'importance du rôle de l'Organisation des Nations Unies en Afghanistan, exprime sa gratitude à M. Staffan de Mistura pour sa contribution exceptionnelle aux travaux de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et se réjouit à la perspective de travailler avec le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Ján Kubiš.

« Le Conseil remercie le Gouvernement japonais d'avoir offert d'accueillir une conférence ministérielle à Tokyo en juillet 2012. »

---

<sup>185</sup> S/PRST/2011/22.

<sup>186</sup> S/2011/762, annexe.

À sa 6735<sup>e</sup> séance, le 20 mars 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan, de l'Australie, du Canada, de la Finlande, du Japon, de la Norvège et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Afghanistan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2012/133) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jan Kubiš, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6738<sup>e</sup> séance, le 22 mars 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Afghanistan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Afghanistan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2012/133) ».

### **Résolution 2041 (2012) du 22 mars 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures sur l'Afghanistan, en particulier la résolution 1974 (2011), en date du 22 mars 2011, portant prorogation jusqu'au 23 mars 2012 du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, conformément aux modalités indiquées dans la résolution 1662 (2006) en date du 23 mars 2006,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de l'Afghanistan,

*Réaffirmant son appui* au processus de transition (Inteqal), qui donnera lieu au transfert de l'entière responsabilité en matière de sécurité aux institutions afghanes, comme prévu lors des Conférences de Londres, de Kaboul et de Bonn et à l'issue du sommet de Lisbonne, constatant que la transition ne concerne pas seulement la sécurité mais également l'appropriation et la pleine prise en charge par l'Afghanistan de la conduite des activités liées à la gouvernance et au développement, et affirmant que, dans le cadre de l'appui qu'ils apportent à l'Afghanistan, les organismes des Nations Unies tiennent pleinement compte du processus de transition dans le pays,

*Mettant l'accent* sur le Processus de Kaboul, qui vise à réaliser l'objectif principal consistant à hâter la conduite et l'appropriation des activités par l'Afghanistan, à consolider les partenariats internationaux et la coopération régionale, à améliorer la gouvernance dans le pays, à renforcer les capacités des forces de sécurité afghanes et à favoriser la croissance économique et la protection des droits de tous les citoyens afghans, notamment les femmes, et se félicitant particulièrement des engagements pris par le Gouvernement afghan,

*Soulignant* qu'il importe d'adopter une approche globale pour régler les problèmes liés à la sécurité, à la situation économique, à la gouvernance et au développement en Afghanistan, qui ont un caractère interdépendant, et conscient qu'il n'y a pas de solution purement militaire pour assurer la stabilité dans le pays,

*Réaffirmant son appui continu* au Gouvernement et au peuple afghans qui reconstruisent leur pays et renforcent les fondements d'une paix durable et de la démocratie constitutionnelle,

*Se félicitant* de la tenue à Bonn (Allemagne), le 5 décembre 2011, de la Conférence internationale sur l'Afghanistan portant sur le thème « L'Afghanistan et la communauté internationale : après la transition, la décennie de la transformation » et des conclusions adoptées à cette occasion<sup>186</sup>, ainsi que de la déclaration de Bonn selon laquelle le processus de transition, qui doit s'achever à la fin de 2014, devrait être suivi d'une décennie de la transformation (2015-2024), et se réjouissant que l'Afghanistan et la communauté internationale soient parvenues à un consensus stratégique en faveur d'un partenariat renouvelé et durable fondé sur des engagements réciproques fermes dans la perspective de cette décennie,

*Attendant avec intérêt* la tenue à Tokyo, en juillet 2012, de la conférence ministérielle sur l'Afghanistan, qui examinera les engagements pris par la communauté internationale et son aide en faveur d'un développement économique durable de l'Afghanistan pendant et après la transition, compte tenu des engagements réciproques fermes énoncés dans les conclusions de la Conférence de Bonn, où il est également constaté que le Gouvernement afghan doit donner une impulsion aux réformes dans les secteurs de la gouvernance et de l'économie,

*Réaffirmant en particulier son appui dans ce contexte* à l'exécution, sous la conduite et le contrôle du peuple afghan, des engagements énoncés dans les communiqués de la Conférence de Londres sur l'Afghanistan, tenue le 28 janvier 2010<sup>180</sup> et de la Conférence internationale de Kaboul sur l'Afghanistan, tenue le 20 juillet 2010, de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue<sup>181</sup>, dans le cadre de la stratégie globale que le Gouvernement afghan devra promouvoir avec l'aide des pays de la région et de la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies étant appelée à jouer un rôle de coordination central et impartial, conformément au Processus de Kaboul et aux programmes prioritaires nationaux,

*Se félicitant* de la tenue à Vienne, le 16 février 2012, de la troisième Conférence ministérielle de l'Initiative du Pacte de Paris sur la lutte contre le trafic d'opiacés en provenance d'Afghanistan, prenant note de la Déclaration de Vienne<sup>187</sup>, et soulignant que le Pacte de Paris vise à établir une vaste coalition internationale pour lutter contre le trafic d'opiacés en provenance d'Afghanistan, dans le cadre d'une action globale en faveur de la paix, de la stabilité et du développement en Afghanistan, dans la région et au-delà<sup>188</sup>,

*Soulignant* qu'il est crucial de favoriser la coopération régionale, moyen efficace de promouvoir la sécurité, la stabilité et le développement économique et social en Afghanistan, rappelant l'importance de la Déclaration de Kaboul sur les relations de bon voisinage du 22 décembre 2002<sup>189</sup>, se félicitant à cet égard que la communauté internationale demeure résolue à promouvoir la stabilité et le développement de l'Afghanistan, prenant note des initiatives menées à l'échelle régionale et internationale, notamment les sommets « Au cœur de l'Asie » tenus à Istanbul (Turquie), les sommets quadrilatéraux entre l'Afghanistan, le Pakistan, le Tadjikistan et la Fédération de Russie, le Sommet trilatéral entre l'Afghanistan, la République islamique d'Iran et le Pakistan tenu à Islamabad les 16 et 17 février 2012, ainsi que la conférence organisée par l'Organisation de Shanghai pour la coopération, l'Organisation du Traité de sécurité collective et l'Association sud-asiatique de coopération régionale, et attendant avec intérêt la tenue au Tadjikistan, les 26 et 27 mars 2012, de la cinquième Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan,

*Se félicitant* du texte issu de la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, tenue à Istanbul le 2 novembre 2011, lors de laquelle l'Afghanistan et ses partenaires régionaux ont affirmé leur engagement à promouvoir, avec l'appui de la communauté internationale,

---

<sup>187</sup> Voir E/CN.7/2012/17.

<sup>188</sup> Voir S/2003/641, annexe.

<sup>189</sup> Voir S/2002/1416, annexe.

la sécurité et la coopération régionales aux fins d'instaurer la paix et la stabilité en Afghanistan en renforçant le dialogue et en adoptant des mesures de confiance au niveau régional, attendant avec intérêt la tenue à Kaboul, le 14 juin 2012, de la première réunion de suivi de la Conférence d'Istanbul, qui doit être organisée au niveau ministériel, et se félicitant, à cet égard, de la tenue à Kaboul, le 29 février 2012, de la première Réunion préparatoire des hauts responsables,

*Attendant avec intérêt* la tenue à Genève, les 2 et 3 mai 2012, de la Conférence internationale sur les réfugiés afghans, qui doit déboucher sur une issue heureuse pour les réfugiés et rapatriés afghans dans la région et sur l'adoption d'un plan d'action,

*Mettant l'accent* sur le rôle central et impartial que l'Organisation des Nations Unies continue de jouer pour promouvoir la paix et la stabilité en Afghanistan en dirigeant les activités de la communauté internationale, notamment en coordonnant et en contrôlant, avec le Gouvernement afghan, la mise en œuvre du Processus de Kaboul par l'intermédiaire du Conseil commun de coordination et de suivi à l'appui des priorités arrêtées par le Gouvernement, et remerciant le Secrétaire général, son Représentant spécial pour l'Afghanistan et, en particulier, remerciant de leurs efforts, qu'il soutient fermement, les femmes et les hommes de la Mission qui servent dans des conditions difficiles pour venir en aide au peuple afghan,

*Remerciant* le Secrétaire général d'avoir procédé à un examen approfondi comme suite à la demande formulée au paragraphe 43 de la résolution 1974 (2011) du Conseil de sécurité, et prenant dûment note des conclusions que celui-ci a formulées dans son rapport du 5 mars 2012 sur l'Afghanistan<sup>190</sup>,

*Réaffirmant* que, dans la logique de la transition, le rôle des acteurs internationaux, qui consiste actuellement à assurer directement un certain nombre de services, est appelé à évoluer plus avant vers des activités d'appui et de renforcement des capacités des institutions nationales pour laisser le Gouvernement afghan exercer souverainement toutes ses prérogatives, y compris assurer le retrait progressif de toutes les équipes de reconstruction de province et supprimer toute structure dont les fonctions et l'autorité empiètent sur celles des pouvoirs publics aux niveaux national et infranational,

*Soulignant* qu'il importe qu'un processus politique global sans exclusive, dirigé et contrôlé par les Afghans, vienne soutenir l'entreprise de réconciliation de tous ceux qui y sont disposés, comme énoncé dans le communiqué de la Conférence de Kaboul et précisé dans les conclusions de la Conférence de Bonn et comme approuvé par le Gouvernement afghan et la communauté internationale, dans le respect total de l'application des mesures et procédures définies dans ses résolutions 1267 (1999) du 15 octobre 1999 et 1988 (2011) du 17 juin 2011 et toutes autres résolutions adoptées par le Conseil sur la question, et prenant note, dans ce contexte, de l'établissement du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011),

*Rappelant* le soutien apporté par la Loya Jirga traditionnelle, en novembre 2011, au processus de réconciliation engagé par le Gouvernement afghan, et souscrivant aux objectifs du Haut Conseil pour la paix et aux efforts de sensibilisation qu'il mène en Afghanistan et à l'étranger,

*Rappelant également* les engagements qu'a pris le Gouvernement afghan à la Conférence de Kaboul de renforcer et d'améliorer le processus électoral et d'entreprendre une réforme électorale à long terme pour veiller à ce que les prochaines élections soient transparentes, crédibles et démocratiques, et réaffirmant que l'avenir pacifique de l'Afghanistan repose sur l'édification d'un État stable, sûr et autosuffisant sur le plan économique, à l'abri du terrorisme et des stupéfiants, et fondé sur la primauté du droit, des institutions démocratiques solides, le respect du principe de la séparation des pouvoirs, le renforcement de l'équilibre constitutionnel entre les pouvoirs, ainsi que sur la garantie et le respect des droits et obligations du citoyen,

*Saluant* la contribution du Groupe de contact international sur l'Afghanistan aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour coordonner et mobiliser le soutien de la communauté internationale en faveur de l'Afghanistan,

---

<sup>190</sup> S/2012/133.

*Mettant de nouveau l'accent* sur l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et les pays qui fournissent des effectifs à la Force internationale d'assistance à la sécurité, lors du sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord tenu à Lisbonne les 19 et 20 novembre 2010, en vue de transférer progressivement la pleine responsabilité de la sécurité en Afghanistan aux forces nationales de sécurité afghanes dans l'ensemble du pays d'ici à la fin de 2014, prenant note de la Déclaration sur un partenariat durable, signée à Lisbonne le 20 novembre 2010 par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et le Gouvernement afghan, notant les efforts conjoints déployés dans le cadre du processus Inteقال (transition), saluant les progrès accomplis jusqu'ici pour préparer les première et deuxième phases de la transition, et espérant que ce processus sera étendu de manière progressive et responsable au reste du pays,

*Soulignant* qu'il importe que les forces nationales de sécurité afghanes soient opérationnelles, professionnelles et viables pour répondre aux besoins de l'Afghanistan en matière de sécurité, dans la perspective d'une paix, d'une sécurité et d'une stabilité durables, et insistant sur le fait que la communauté internationale s'est engagée à long terme, au-delà de 2014 et durant la décennie de la transformation (2015-2024), à concourir à leur renforcement et à leur professionnalisation, y compris par la formation,

*Attendant avec intérêt* le débat sur l'Afghanistan dans le cadre du prochain sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, qui doit se tenir à Chicago (États-Unis d'Amérique),

*Conscient* que les avancées dans le secteur de la sécurité doivent s'accompagner de progrès dans les domaines de la gouvernance et du renforcement des capacités afghanes, notant dans ce contexte la complémentarité des objectifs de la Mission et de la Force internationale d'assistance à la sécurité, comme indiqué également dans la résolution 2011 (2011), en date du 12 octobre 2011, et soulignant qu'il faut renforcer la coopération, la coordination et l'appui mutuel, compte dûment tenu des tâches assignées à l'une et à l'autre,

*Constatant une fois de plus* le caractère interdépendant des défis à relever en Afghanistan, réaffirmant que des progrès durables dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance, des droits de l'homme, de l'état de droit et du développement, ainsi que dans les domaines transversaux de la lutte contre la corruption et les stupéfiants et de la transparence se renforcent mutuellement, et se félicitant des efforts soutenus que le Gouvernement afghan et la communauté internationale déploient pour relever ces défis dans le cadre d'une approche globale,

*Réaffirmant* que tous les organismes, fonds et programmes des Nations Unies doivent, dans le cadre du mécanisme offert par l'équipe de pays et de l'initiative « Unis dans l'action » et sous la direction du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, redoubler d'efforts en vue d'améliorer la cohérence, la coordination et l'efficacité des activités et de les aligner étroitement sur les programmes prioritaires nationaux définis par le Gouvernement afghan,

*Se félicitant* de l'action menée par les pays qui intensifient leurs efforts civils, notamment humanitaires, pour aider le Gouvernement et le peuple afghans, et encourageant la communauté internationale à accroître encore sa contribution, en coordination avec les autorités afghanes et la Mission, afin de renforcer la prise en main et la direction du pays par les Afghans, en particulier lors de la conférence prévue à Tokyo en juillet 2012,

*Soulignant* qu'il faut continuer d'améliorer la portée, la qualité et la quantité de l'aide humanitaire en assurant une coordination et un acheminement judicieux, efficaces et rapides de l'aide humanitaire grâce à une coordination accrue entre les organismes, fonds et programmes des Nations Unies sous l'autorité du Représentant spécial et entre l'Organisation des Nations Unies et d'autres donateurs, notamment où le besoin s'en fait le plus sentir, et en aidant le Gouvernement afghan à prendre progressivement la direction de la coordination de l'aide humanitaire à ses citoyens,

*Mettant l'accent* sur la nécessité pour tous, dans le contexte de l'aide humanitaire, de défendre et respecter les principes humanitaires et les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance,

*Se déclarant de nouveau préoccupé* par l'état de la sécurité en Afghanistan, en particulier par la poursuite des actes de violence et de terrorisme qui sont le fait des Taliban, d'Al-Qaïda, d'autres

groupes violents et extrémistes, de groupes armés illégaux, de criminels et de ceux qui se livrent à la production, au trafic ou au commerce de drogues illicites, et par les liens étroits entre les activités terroristes et les drogues illicites, qui font peser des menaces sur la population locale, y compris les enfants, les forces nationales de sécurité et le personnel militaire et civil international,

*Conscient* des menaces alarmantes que font continuellement peser les Taliban, Al-Qaïda, d'autres groupes violents et extrémistes et des groupes armés illégaux, ainsi que des difficultés rencontrées pour lutter contre ces menaces, et s'inquiétant vivement des conséquences dangereuses des actes de violence et de terrorisme qui sont le fait des Taliban, d'Al-Qaïda, d'autres groupes violents et extrémistes et de groupes armés illégaux sur l'aptitude du Gouvernement afghan à garantir la primauté du droit, à assurer au peuple afghan la sécurité et les services essentiels et à veiller à l'amélioration de la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales et à leur protection,

*Rappelant* ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, se déclarant vivement préoccupé par le nombre élevé et encore accru des pertes civiles en Afghanistan, en particulier parmi les femmes et les enfants, dont la majorité croissante sont causées par les Taliban, Al-Qaïda, d'autres groupes violents et extrémistes et des groupes armés illégaux, réaffirmant que toutes les parties à un conflit armé doivent prendre toutes les mesures possibles pour assurer la protection des civils, demandant à toutes les parties d'honorer les obligations que leur impose le droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, et de prendre toute mesure utile pour assurer la protection des civils, et soulignant qu'il importe de suivre en permanence la situation des populations civiles, et plus particulièrement les pertes civiles, et de l'en informer, notamment par la Force internationale d'assistance à la sécurité, prenant note des progrès enregistrés par les forces afghanes et les forces internationales en vue de réduire autant que possible le nombre de victimes civiles, comme il est constaté dans le rapport de la Mission sur la protection des civils en période de conflit armé en date du 4 février 2012,

*Se déclarant préoccupé* par la grave menace que les mines antipersonnel, restes de guerre et engins explosifs artisanaux peuvent représenter pour la population civile, et soulignant qu'il faut s'abstenir d'utiliser des armes et dispositifs interdits par le droit international,

*Encourageant* la communauté internationale et les partenaires régionaux à mieux épauler les efforts constants que mènent les Afghans pour lutter contre la production et le trafic de drogue, notamment par le biais du groupe de travail du Conseil commun de coordination et de suivi pour la lutte contre les stupéfiants ainsi que dans le cadre d'initiatives régionales, conscient de la menace que la production, le commerce et le trafic illicites de stupéfiants posent pour la paix internationale et la stabilité des différentes régions du monde, ainsi que du rôle important que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime joue dans ce domaine, et soulignant le rôle crucial joué par l'Organisation des Nations Unies, qui continue de suivre l'évolution de la situation concernant les drogues dans le pays,

*Soutenant* la poursuite de l'interdiction par le Gouvernement afghan de l'engrais à base de nitrate d'ammonium et l'exhortant à prendre rapidement des mesures en vue de faire appliquer les règlements relatifs à la lutte contre toutes les matières explosives et les précurseurs et à réduire ainsi la capacité qu'ont les insurgés de s'en servir pour fabriquer des engins explosifs improvisés, et engageant la communauté internationale à appuyer le Gouvernement dans les efforts qu'il déploie à cet égard,

*Rappelant* la déclaration adressée à l'Organe international de contrôle des stupéfiants par le Gouvernement afghan, dans laquelle celui-ci indiquait que l'anhydride acétique n'avait pas d'utilisation légale en Afghanistan pour le moment et que les pays producteurs et exportateurs devaient s'abstenir d'autoriser l'exportation de cette substance en Afghanistan si le Gouvernement n'en faisait pas la demande<sup>191</sup>, et invitant les États Membres, conformément à la résolution 1817 (2008)

---

<sup>191</sup> Voir S/2009/235, annexe.

du 11 juin 2008, à resserrer leur coopération avec l'Organe, notamment en se conformant pleinement aux dispositions de l'article 12 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988<sup>192</sup>,

*Rappelant également* ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006), 1738 (2006) et 1894 (2009) sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, et ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, prenant acte du rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés en Afghanistan<sup>178</sup>, et notant les conclusions du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé<sup>179</sup>,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général en date du 5 mars 2012<sup>190</sup>;
2. *Se félicite* que l'Organisation des Nations Unies soit résolue à collaborer durablement avec le Gouvernement et le peuple afghans et réaffirme son soutien sans réserve aux activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan;
3. *Décide* de proroger jusqu'au 23 mars 2013 le mandat de la Mission, tel que défini dans ses résolutions 1662 (2006), 1746 (2007) du 23 mars 2007, 1806 (2008) du 20 mars 2008, 1868 (2009) du 23 mars 2009, 1917 (2010) du 22 mars 2010 et 1974 (2011) et aux paragraphes 4 à 7 ci-dessous;
4. *Reconnaît* que le mandat renouvelé de la Mission tient pleinement compte du processus Inteqal (transition) et souscrit à l'idée de voir l'Afghanistan assumer pleinement le contrôle et la prise en charge des domaines de la sécurité, de la gouvernance et du développement, conformément aux accords qu'il a conclus avec la communauté internationale aux Conférences de Londres, de Kaboul et de Bonn et au sommet de Lisbonne;
5. *Demande* à l'Organisation des Nations Unies, agissant avec le soutien de la communauté internationale, d'apporter un appui aux programmes prioritaires nationaux du Gouvernement afghan dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance, de la justice et du développement économique et social et d'apporter son concours pour que soient intégralement tenus les engagements communs pris sur ces questions aux Conférences de Kaboul et de Londres et réaffirmés dans le cadre du consensus stratégique à la Conférence de Bonn, et que soit poursuivie la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue<sup>181</sup>, et prie la Mission, exerçant de plus en plus une fonction de soutien, d'apporter son concours au Gouvernement afghan pour qu'il prenne les rênes du pays comme prévu dans le Processus de Kaboul;
6. *Décide* que la Mission et le Représentant spécial, agissant dans les limites de leur mandat et guidés par l'idée de renforcer la souveraineté et la prise en main et la direction du pays par les Afghans, continueront de piloter les activités civiles internationales, conformément aux communiqués des Conférences de Londres<sup>180</sup> et de Kaboul et aux conclusions de la Conférence de Bonn<sup>186</sup>, en s'attachant particulièrement à réaliser les priorités suivantes :

a) Promouvoir, en tant que Coprésident du Conseil commun de coordination et de suivi, une plus grande cohérence au niveau de l'appui offert par la communauté internationale à la poursuite des priorités du Gouvernement afghan en matière de développement et de gouvernance, notamment en apportant un soutien à l'élaboration actuellement en cours des nouveaux programmes prioritaires nationaux, en mobilisant des moyens, en coordonnant l'action des donateurs et organismes internationaux et en orientant les contributions des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, en particulier pour ce qui est de la lutte contre les stupéfiants, et des activités de reconstruction et de développement; en même temps, appuyer les efforts déployés pour accroître

<sup>192</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1582, n° 27627.

la part de l'aide au développement fournie par l'intermédiaire du Gouvernement, comme il ressort des engagements pris à la Conférence de Kaboul, ainsi que ceux déployés pour accroître la transparence et l'efficacité de l'utilisation par le Gouvernement des ressources en question ;

b) Renforcer la coopération avec la Force internationale d'assistance à la sécurité et le Haut-Représentant civil de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, à tous les niveaux et dans tout le pays, à l'appui de la transition vers la prise des rênes du pays par les Afghans convenue aux Conférences de Kaboul et de Londres et au sommet de Lisbonne, et le faire d'une manière durable qui assure la protection et la promotion des droits de tous les Afghans, conformément à leur mandat actuel, afin de renforcer la coopération entre civils et militaires, de faciliter l'échange rapide d'informations et d'assurer la cohérence entre les activités menées par les forces de sécurité nationales et internationales et les intervenants civils à l'appui d'un processus de développement et de stabilisation mené par les Afghans, notamment en nouant des rapports avec les équipes de reconstruction de province et les organisations non gouvernementales, en particulier en participant en qualité d'observateur aux travaux du Conseil de transition Inteqal de la Commission conjointe Afghanistan-Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pour l'Inteqal ;

c) Apporter une aide sous forme de communication aussi bien que de bons offices, si le Gouvernement afghan en fait la demande, au processus de paix et de réconciliation dirigé par les Afghans, notamment pour ce qui est de l'exécution du Programme afghan pour la paix et la réintégration et en proposant et en appuyant la mise en œuvre de mesures de confiance dans le cadre posé par la Constitution afghane et dans le respect total de l'application des mesures et procédures qu'il a définies dans ses résolutions 1267 (1999), 1988 (2011) et 1989 (2011) du 17 juin 2011 et toutes autres résolutions qu'il aura adoptées sur la question ;

d) Apporter un appui, à la demande des autorités afghanes, à l'organisation des élections à venir en Afghanistan, renforcer, à l'appui de l'action menée par le Gouvernement afghan, la pérennité et l'intégrité du processus électoral et son ouverture à tous, comme convenu aux Conférences de Londres, de Kaboul et de Bonn, et offrir aux institutions afghanes participant au processus une aide en matière de renforcement des capacités et une assistance technique ;

e) Soutenir la coopération régionale en vue d'aider l'Afghanistan à utiliser son rôle au cœur de l'Asie pour promouvoir la coopération régionale et s'appuyer sur ce qui a déjà été réalisé pour progresser vers un Afghanistan stable et prospère ;

7. *Réaffirme* que la Mission et le Représentant spécial, forts des compétences de l'équipe de pays des Nations Unies et compte tenu du processus de transition, continueront de piloter les efforts civils internationaux en accordant une attention particulière à la nécessité de favoriser et renforcer le rôle des institutions afghanes afin qu'elles puissent s'acquitter de leurs responsabilités principales dans les domaines prioritaires suivants :

a) Promouvoir, moyennant une présence adéquate de la Mission, à déterminer en pleine consultation et en étroite coopération avec le Gouvernement afghan, et à l'appui de l'action qu'il mène en faveur de l'exécution du Processus de Kaboul dans tout le pays, notamment grâce au renforcement de la coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et faciliter une action visant à ce que les politiques gouvernementales favorisent l'ouverture et soient mieux comprises ;

b) Appuyer l'action menée par le Gouvernement afghan au titre du respect de ses engagements, tels qu'ils ont été énoncés lors des Conférences de Londres, de Kaboul et de Bonn, pour améliorer la gouvernance et renforcer l'état de droit, y compris la justice transitionnelle, l'exécution du budget et la lutte contre la corruption dans tout le pays, conformément au Processus de Kaboul, le but étant d'apporter les bienfaits de la paix et d'assurer des services de façon opportune et durable ;

c) Poursuivre, avec l'appui du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, la coopération avec la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan et le renforcement de ses capacités ainsi que la coopération avec le Gouvernement afghan et les organisations non gouvernementales internationales et locales concernées dans les domaines du



suivi de la situation des civils, la coordination de l'action menée pour assurer la protection de ces civils, pour promouvoir l'application du principe de responsabilité et pour favoriser le plein exercice des libertés fondamentales et l'application des dispositions relatives aux droits de l'homme figurant dans la Constitution afghane et dans les traités internationaux auxquels l'Afghanistan est partie, en particulier ceux qui concernent le plein exercice des droits fondamentaux des femmes ;

d) Coordonner et faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire, à l'appui du Gouvernement afghan et dans le respect des principes humanitaires, dans le but de donner au Gouvernement les capacités nécessaires pour pouvoir assumer à l'avenir son rôle central et de coordination, notamment en offrant un appui efficace aux autorités nationales et locales en matière d'assistance et de protection des déplacés et dans le but également de créer des conditions propices au retour volontaire et durable, dans la sécurité et la dignité, des réfugiés et des déplacés des pays voisins et autres pays ;

8. *Demande* à toutes les parties afghanes et autres d'agir en coordination avec la Mission dans l'exécution de son mandat et dans l'action qu'elle mène pour promouvoir dans tout le pays la sécurité et la liberté de mouvement du personnel des Nations Unies et du personnel associé ;

9. *Réaffirme* qu'il faut assurer la sécurité du personnel des Nations Unies, et son adhésion aux mesures que le Secrétaire général a déjà prises à cet égard ;

10. *Souligne* qu'il importe de pouvoir compter sur une présence continue de la Mission et des autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies dans les provinces, conformément au processus de transition, à l'appui et avec le concours du Gouvernement afghan, pour répondre aux besoins et assurer la sécurité, et conformément à l'objectif d'efficacité de l'ensemble du système des Nations Unies, et soutient fermement l'autorité du Représentant spécial dans la coordination de toutes les activités des organismes, fonds et programmes des Nations Unies en Afghanistan sur la base de l'initiative « Unis dans l'action » ;

11. *Encourage* le Secrétaire général à poursuivre les efforts engagés en vue de prendre les dispositions voulues pour régler les problèmes de sécurité associés à la présence de l'Organisation des Nations Unies et, durant le processus actuel de transition, préconise notamment une coordination étroite avec les forces nationales de sécurité afghanes, appuyées par la Force internationale d'assistance à la sécurité, le cas échéant ;

12. *Souligne* l'importance qu'il attache à un développement démocratique durable en Afghanistan dans le cadre duquel toutes les institutions afghanes fonctionneraient dans les limites clairement définies de leurs domaines de compétence respectifs, conformément aux lois applicables et à la Constitution afghane, se félicite à cet égard de l'engagement pris par le Gouvernement afghan à la Conférence de Kaboul et réaffirmé à la Conférence de Bonn d'améliorer encore le processus électoral, y compris en assurant sa viabilité à long terme, et, tenant compte des engagements pris par la communauté internationale et le Gouvernement aux Conférences de Londres, de Kaboul et de Bonn, réaffirme le rôle de soutien que joue la Mission, à la demande du Gouvernement, pour faciliter la réalisation de ces engagements, prie cette dernière de fournir, à la demande du Gouvernement, une assistance technique aux institutions afghanes compétentes en vue d'appuyer l'intégrité du processus électoral, et demande aux membres de la communauté internationale de fournir une assistance selon que de besoin ;

13. *Se félicite* des efforts renouvelés du Gouvernement afghan pour faire avancer le processus de paix et de réconciliation, comme en témoignent notamment la création du Haut Conseil de paix et l'exécution du Programme afghan pour la paix et la réintégration, pour faciliter un dialogue sans exclusive mené par les Afghans sur la réconciliation et la participation politique, ainsi qu'il ressort du communiqué de la Conférence de Kaboul consacré au dialogue avec ceux qui renoncent à la violence, n'ont pas de lien avec des organisations terroristes internationales, dont Al-Qaïda, respectent la Constitution afghane, en particulier ses dispositions relatives aux droits fondamentaux, notamment les droits des femmes, et souhaitent participer à l'édification d'un Afghanistan pacifique, ainsi que des principes et des résultats détaillés découlant de

la Conférence de Bonn, et encourage le Gouvernement à se prévaloir des bons offices offerts par la Mission pour faciliter ce processus, le cas échéant, en pleine application des mesures et procédures qu'il a définies dans ses résolutions 1267 (1999) et 1988 (2011) et les autres résolutions qu'il aura adoptées sur la question ;

14. *Se félicite également* des mesures prises par le Gouvernement afghan et l'encourage à continuer d'accroître la participation des femmes, des minorités et de la société civile aux processus de sensibilisation, de consultation et de prise de décisions, rappelle que les femmes peuvent jouer un rôle crucial dans le processus de paix, comme il est affirmé dans sa résolution 1325 (2000) et ses autres résolutions sur la question, redit à cet égard qu'il est nécessaire que les femmes participent pleinement, effectivement et sur un pied d'égalité à toutes les étapes des processus de paix, et demande instamment qu'elles soient associées à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies d'après conflit afin que leur optique et leurs besoins soient pris en compte ;

15. *Prend note* de l'établissement du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011) et de ses méthodes et procédures, salue à cet égard la coopération que le Gouvernement afghan et la Mission ont instaurée avec le Comité, notamment en lui fournissant des renseignements pertinents pour qu'il puisse tenir à jour la Liste de 1988 et identifier les personnes, groupes, entreprises et entités associés aux Taliban qui représentent une menace pour la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan selon les critères de désignation énoncés dans la résolution 1988 (2011), et note que le financement ou soutien qui leur est apporté peut se faire notamment, mais non uniquement, au moyen de revenus tirés de la culture et de la production illégales ainsi que du trafic de stupéfiants, à partir de l'Afghanistan ou en transit, ainsi que de leurs précurseurs, et encourage la poursuite de cette coopération ;

16. *Souligne* le rôle que doit jouer la Mission, si le Gouvernement afghan en fait la demande, dans l'appui à un processus de paix et de réconciliation sans exclusive, mené et pris en charge par les Afghans, y compris au Programme afghan pour la paix et la réintégration, tout en continuant d'évaluer, notamment en collaboration avec la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan, les incidences sur les droits de l'homme et les droits fondamentaux des femmes, y compris la promotion et la défense des droits de l'homme, et engage la communauté internationale à soutenir les efforts que déploie le Gouvernement dans ce domaine, notamment en continuant d'alimenter le Fonds d'affectation spéciale pour la paix et la réintégration ;

17. *Se félicite* de l'issue de la Conférence d'Istanbul pour l'Afghanistan, tenue le 2 novembre 2011, salue les efforts que l'Afghanistan continue de mener au niveau régional dans le cadre du Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération régionales pour la paix et la stabilité en Afghanistan<sup>193</sup>, et invite l'Afghanistan et ses partenaires régionaux à continuer de raffermir le dialogue et la confiance dans la région ;

18. *Salue* les efforts que font le Gouvernement afghan, ses partenaires des pays voisins et les pays de la région ainsi que les organisations internationales, dont l'Organisation de la coopération islamique, pour susciter la confiance et la coopération mutuelles, ainsi que les récentes initiatives de coopération prises par les pays concernés et les organisations régionales, notamment lors des sommets trilatéraux entre l'Afghanistan, le Pakistan et la Turquie, le sommet trilatéral entre l'Afghanistan, la République islamique d'Iran et le Pakistan, tenu à Islamabad les 16 et 17 février 2012, et dans le cadre de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, et se félicite que les principes énoncés dans la Déclaration de Kaboul sur les relations de bon voisinage de 2002<sup>189</sup> aient été réaffirmés dans les textes issus des Conférences d'Istanbul et de Bonn ;

19. *Souligne* qu'il importe d'intensifier la coopération entre l'Afghanistan et ses partenaires internationaux et régionaux pour faire front aux Taliban, à Al-Qaida, aux autres groupes violents et extrémistes et aux groupes armés illégaux en promouvant la paix et la prospérité en

---

<sup>193</sup> S/2011/767, annexe.

Afghanistan et en encourageant la coopération dans les secteurs de l'économie et du développement aux fins d'une pleine intégration de l'Afghanistan dans la dynamique régionale et dans l'économie mondiale ;

20. *Invite* au renforcement du processus de coopération régionale et à la prise de mesures propres à faciliter le commerce et le transit régionaux, notamment par des accords de commerce et de transit régionaux et bilatéraux, une meilleure coopération consulaire pour l'octroi de visas et la facilitation des voyages d'affaires, à la promotion du commerce international, à l'accroissement des investissements étrangers et au développement des infrastructures, notamment en ce qui concerne les raccordements, l'offre énergétique, les transports et la gestion intégrée des frontières, afin de promouvoir une croissance économique durable et la création d'emplois en Afghanistan, compte tenu du rôle historique joué par l'Afghanistan en tant que passerelle vers l'Asie, et attend avec intérêt la tenue au Tadjikistan, les 26 et 27 mars 2012, de la cinquième Conférence régionale de coopération économique pour l'Afghanistan ;

21. *Réaffirme* que le Conseil commun de coordination et de suivi joue un rôle central s'agissant de coordonner, faciliter et suivre la mise en œuvre de la Stratégie de développement national de l'Afghanistan et les programmes prioritaires nationaux, et demande à tous les intéressés de renforcer leur coopération avec le Conseil à cette fin de manière à améliorer encore son efficacité ;

22. *Demande* aux organisations et donateurs internationaux ainsi qu'au Gouvernement afghan d'honorer les engagements qu'ils ont pris à la Conférence de Kaboul et aux conférences internationales précédentes, comme réaffirmé à la Conférence de Bonn, et réitère qu'il importe de faire davantage pour améliorer la coordination et l'efficacité de l'aide, notamment en assurant la transparence et en luttant contre la corruption, et pour aider le Gouvernement afghan à être mieux à même de coordonner l'aide ;

23. *Invite* le Gouvernement afghan, aidé en cela par la communauté internationale, notamment la Force internationale d'assistance à la sécurité et la coalition de l'opération Liberté immuable, conformément à leurs attributions évolutives respectives, à continuer de faire face à la menace que font peser sur la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan les Taliban, Al-Qaïda, les autres groupes violents et extrémistes, les groupes armés illégaux, les criminels et ceux qui se livrent à la production, au trafic ou au commerce de drogues illicites ;

24. *Réaffirme* qu'il importe de rendre le secteur de la sécurité afghan plus fonctionnel, professionnel et responsable, dans un cadre global, par le biais d'une procédure de vérification des antécédents appropriée et d'efforts de formation, d'encadrement, d'équipement et de responsabilisation, à l'intention tant des femmes que des hommes, afin d'accélérer la réalisation de l'objectif consistant à constituer des forces de sécurité afghanes autosuffisantes et ethniquement équilibrées, qui assurent le maintien de la sécurité et de l'état de droit dans tout le pays, et souligne l'importance de l'engagement à long terme pris par la communauté internationale d'assurer, au-delà de 2014, une force de sécurité nationale afghane fonctionnelle, professionnelle et durable ;

25. *Se félicite*, à cet égard, que l'Armée nationale afghane continue de se développer et soit de plus en plus à même de planifier et de mener des opérations, et se déclare favorable aux efforts de formation qui continuent d'être faits, notamment grâce à l'apport de formateurs, de ressources et d'équipes opérationnelles d'encadrement et de liaison par l'intermédiaire de la Mission de formation de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Afghanistan, aux conseils donnés en vue d'une planification durable de la défense et à l'assistance aux initiatives de réforme de la défense ;

26. *Prend note* des efforts que continuent de faire les autorités afghanes pour renforcer les capacités de la Police nationale afghane, invite à faire des efforts supplémentaires à cette fin, et souligne l'importance, dans ce contexte, de l'assistance internationale fournie sous forme d'appui financier et d'apport en personnel de formation et d'encadrement, y compris de la contribution qu'apportent la Mission de formation de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Afghanistan, la Force de gendarmerie européenne et l'Union européenne par le biais de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan ;

27. *Se félicite* des progrès accomplis par le Gouvernement afghan, avec l'appui de la communauté internationale, dans l'exécution du programme de démantèlement des groupes armés illégaux et de son intégration dans le Programme afghan pour la paix et la réintégration, et demande que les efforts soient accélérés et coordonnés pour permettre de nouveaux progrès ;

28. *Condamne avec la plus grande fermeté* tous les attentats visant des civils et les forces afghanes et internationales, qu'il s'agisse d'attentats commis à l'aide d'engins explosifs artisanaux, d'attentats-suicides, d'assassinats ou d'enlèvements, qui nuisent à l'entreprise de stabilisation, de reconstruction et de développement de l'Afghanistan, et condamne l'utilisation par les Taliban et d'autres groupes extrémistes de civils comme boucliers humains ;

29. *Condamne* les attaques dirigées contre le personnel humanitaire, qui entravent les efforts faits pour venir en aide au peuple afghan, et souligne que toutes les parties doivent garantir un accès illimité, sûr et sans entrave à tous les agents humanitaires, y compris au personnel des Nations Unies et au personnel associé, et respecter pleinement le droit international humanitaire applicable ;

30. *Se félicite* des résultats obtenus à ce jour dans l'exécution du Programme de lutte antimines pour l'Afghanistan, et encourage le Gouvernement afghan, agissant avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies et d'autres parties intéressées, à poursuivre son action en vue de détruire les mines antipersonnel et antichar et les restes d'explosifs de guerre et de réduire ainsi les menaces qu'ils font peser sur la vie humaine et sur la paix et la sécurité dans le pays, et note qu'il convient de fournir une aide en vue d'assurer les soins aux victimes et d'assurer leur réadaptation et leur réinsertion économique et sociale, s'agissant notamment des personnes handicapées ;

31. *Salue* les progrès accomplis par la Force internationale d'assistance à la sécurité et les autres forces internationales en vue de réduire le plus possible les risques de pertes civiles, tels que décrits dans le rapport de la Mission en date du 4 février 2012 sur la protection des civils en période de conflit armé, et les exhorte à poursuivre leurs efforts à cet égard, notamment en réexaminant constamment leurs tactiques et procédures, en faisant avec les autorités afghanes le bilan de toute intervention qui aurait causé des pertes civiles et en procédant à une enquête en pareil cas et lorsque le Gouvernement afghan estime qu'une enquête conjointe est nécessaire ;

32. *Exprime sa profonde préoccupation* devant l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes violents et extrémistes en Afghanistan ainsi que devant le meurtre et la mutilation d'enfants du fait du conflit, condamne de nouveau fermement l'enrôlement et l'utilisation d'enfants soldats, en violation du droit international applicable, ainsi que toutes autres formes de violations et tous autres sévices exercés sur des enfants en période de conflit armé, en particulier les attaques contre les écoles et les établissements d'enseignement et de santé ainsi que l'utilisation d'enfants pour des attentats-suicides, et demande que les responsables de tels actes soient traduits en justice ;

33. *Souligne* que, dans ce contexte, il importe d'appliquer ses résolutions 1612 (2005), 1882 (2009) et 1998 (2011), approuve le décret en date du 6 juillet 2011 publié par le Ministre de l'intérieur réaffirmant l'engagement du Gouvernement afghan à prévenir les violations des droits des enfants, se félicite de la création du Comité directeur interministériel pour la protection des droits de l'enfant et de la signature par le Gouvernement d'un plan d'action, assorti d'annexes, sur les enfants dont le sort est lié aux forces nationales de sécurité en Afghanistan, demande que toutes les dispositions du plan d'action soient appliquées, en étroite collaboration avec la Mission, et prie le Secrétaire général de continuer à accorder la priorité à la composante protection de l'enfance de la Mission ;

34. *Demeure préoccupé* par les conséquences néfastes de la culture du pavot, de la production, du trafic et de la consommation d'opium pour la sécurité, le développement et la gouvernance en Afghanistan, ainsi que pour la région et le monde, prend note du rapport intitulé « Enquête de 2011 sur la production d'opium en Afghanistan » publié en décembre 2011 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, engage le Gouvernement afghan, aidé en cela par la communauté internationale, à accélérer la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue, notamment en exécutant des programmes offrant d'autres moyens de subsistance et à faire

place à la lutte contre les stupéfiants dans tous les programmes nationaux, et encourage la communauté internationale à appuyer davantage les quatre priorités dégagées dans la Stratégie, se félicite de l'appui fourni par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à l'Initiative triangulaire et au Centre régional d'information et de coordination pour l'Asie centrale dans le cadre de l'Initiative du Pacte de Paris<sup>188</sup> et de la Stratégie Arc-en-ciel, ainsi que du programme régional de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'Afghanistan et les pays voisins, et de la contribution de l'académie de police de Domodedovo (Fédération de Russie) ;

35. *Demande* aux États de renforcer la coopération internationale et régionale pour faire pièce à la menace que la production, le trafic et la consommation de drogues illicites au départ de l'Afghanistan font peser sur la communauté internationale, l'objectif étant d'en venir peu à peu à bout, conformément au principe de responsabilité commune et partagée de la résolution du problème de la drogue en Afghanistan, notamment grâce au renforcement des moyens dont disposent les services de répression et de la coopération dans le domaine de la lutte contre le trafic de stupéfiants et de précurseurs et contre le blanchiment d'argent et la corruption liée à ce trafic, et demande également que sa résolution 1817 (2008) soit pleinement appliquée ;

36. *Apprécie* les travaux menés au titre de l'Initiative du Pacte de Paris et de son processus dit « Paris-Moscou » pour lutter contre la production, le trafic et la consommation d'opium et d'héroïne au départ de l'Afghanistan et éliminer les cultures de pavot, les laboratoires de fabrication de drogue et les stocks ainsi que pour intercepter les convois de drogue, insiste sur l'importance de la coopération en matière de gestion des frontières, et se félicite que les organismes compétents des Nations Unies aient intensifié leur collaboration avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Organisation du Traité de sécurité collective à cet égard ;

37. *Souligne de nouveau* qu'il importe que toutes les institutions afghanes et tous les autres intervenants mettent rapidement à exécution le Programme prioritaire national « Droit et justice pour tous » dans son intégralité et de façon suivie et coordonnée afin d'instituer dans les meilleurs délais une justice équitable et transparente, de mettre fin à l'impunité et de consolider l'état de droit dans l'ensemble du pays ;

38. *Souligne*, à cet égard, qu'il est nécessaire de progresser encore sur la voie de la reconstruction et de la réforme du secteur pénitentiaire en Afghanistan afin que la légalité et les droits de l'homme y soient mieux respectés et que les organisations compétentes aient accès, le cas échéant, à toutes les prisons et à tous les lieux de détention en Afghanistan, et demande que soit pleinement respecté le droit international, dont le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, s'agissant des recommandations figurant dans le rapport de la Mission, en date du 10 octobre 2011 ;

39. *Note avec une forte préoccupation* que la corruption généralisée nuit à la sécurité, à la bonne gouvernance, à la lutte contre les stupéfiants et au développement économique, invite instamment le Gouvernement afghan, aidé en cela par la communauté internationale, à prendre énergiquement la direction des opérations anticorruption et à renforcer l'action qu'il mène pour rendre l'administration plus efficace, plus responsable et plus transparente, et prend note des engagements pris et des efforts menés à cet égard par le Gouvernement ;

40. *Encourage* toutes les institutions afghanes, notamment les pouvoirs exécutif et législatif, à œuvrer dans un esprit de coopération, engage le Gouvernement afghan à poursuivre la réforme législative et la réforme de l'administration publique afin de s'attaquer au problème de la corruption et d'asseoir les principes de bonne gouvernance, comme convenu à la Conférence de Bonn, notamment la pleine représentation de toutes les Afghanes et de tous les Afghans, et de responsabilité aux échelons tant national que local, souligne que la communauté internationale doit continuer à prêter son concours technique à cet égard, et souligne de nouveau qu'il importe que le Programme prioritaire national « Transparence et responsabilité nationales » soit mis à exécution dans son intégralité et de façon suivie et coordonnée ;

41. *Lance un appel* pour que soient pleinement respectés les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris ceux des défenseurs des droits de l'homme, ainsi que le droit international humanitaire sur tout le territoire afghan, se félicite que les médias libres afghans se

développent, mais constate avec préoccupation que la liberté des médias continue de faire l'objet de restrictions et les journalistes d'être la cible d'attaques, rend hommage à la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan pour les efforts courageux qu'elle déploie afin de surveiller le respect des droits de l'homme dans le pays, d'assurer la promotion et la défense de ces droits et de favoriser l'avènement d'une société civile pluraliste, félicite la Commission d'avoir organisé le forum sur la société civile à la Conférence de Bonn, souligne qu'il importe que tous les intéressés coopèrent sans réserve avec la Commission, dans le respect de leur indépendance et de leur sécurité, et encourage l'ensemble des services de l'État et de la société civile à s'investir largement en faveur du respect des engagements mutuels qu'ils ont pris, notamment celui d'assurer à la Commission un financement public suffisant ;

42. *Constate* que, en dépit des progrès accomplis sur la voie de l'égalité des sexes, il est nécessaire de redoubler d'efforts, y compris en ce qui concerne des objectifs mesurables et orientés sur l'action, pour garantir les droits des femmes et des filles et pour faire en sorte que toutes les Afghanes soient protégées contre la violence et les mauvais traitements et bénéficient d'une égale protection devant la loi et de l'égalité d'accès à la justice, condamne fermement les formes de discrimination et de violence dont sont victimes les femmes et les filles, en particulier la violence visant à empêcher les filles d'aller à l'école, et souligne qu'il importe d'appliquer ses résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009) et 1960 (2010) en prenant note des principaux engagements y énoncés et de s'assurer que les femmes qui fuient les violences conjugales puissent trouver un refuge sûr ;

43. *Se félicite* que le Gouvernement afghan ait pris l'engagement d'accroître la représentation des femmes dans toutes les institutions liées à la gouvernance, y compris les organes dont les membres sont élus et nommés et la fonction publique, appuie les efforts visant à accélérer l'exécution du Plan d'action national en faveur des femmes en Afghanistan, à intégrer ses objectifs dans les programmes prioritaires nationaux et à élaborer une stratégie destinée à faire appliquer intégralement la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, notamment à mettre en place des services d'aide aux victimes, rappelle que la promotion et la protection des droits des femmes font partie intégrante du processus de paix, de réintégration et de réconciliation, et prie le Secrétaire général de continuer à donner dans ses rapports au Conseil des renseignements sur l'intégration des femmes dans la vie politique, économique et sociale de l'Afghanistan ;

44. *Souligne* qu'il importe que les derniers réfugiés afghans rentrent chez eux de leur plein gré, en toute sécurité et en bon ordre, et réintègrent durablement le pays, aux fins de la stabilité de l'Afghanistan et de la région, et demande à la communauté internationale d'apporter à cet égard une aide régulière et accrue ;

45. *Affirme* qu'il importe également que les déplacés rentrent chez eux de leur plein gré, en toute sécurité et en bon ordre, et réintègrent durablement le pays ;

46. *Constate* qu'il faut, avec l'aide de la communauté internationale, continuer de renforcer la capacité d'absorption de l'Afghanistan en vue de la pleine réadaptation et de la pleine réintégration des derniers réfugiés et déplacés afghans ;

47. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter tous les trois mois un rapport sur l'évolution de la situation en Afghanistan dans lequel seront évalués les progrès réalisés au regard des critères définis pour mesurer et suivre l'avancement de l'exécution du mandat et des priorités de la Mission définis dans la présente résolution ;

48. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6738<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6793<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan, de l'Australie, du

Canada, du Japon, de la Lettonie, de la Nouvelle-Zélande, de la République islamique d'Iran et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Afghanistan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2012/462) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, et à M. Yury Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, et à M. Stephen Evans, Secrétaire général adjoint pour les opérations à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

---

## LA SITUATION EN SIERRA LEONE<sup>194</sup>

### Décisions

À sa 6609<sup>e</sup> séance, le 12 septembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Sierra Leone (Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Sierra Leone

« Septième rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (S/2011/554) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Michael von der Schulenburg, Représentant exécutif du Secrétaire général pour la Sierra Leone et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, et à M. Guillermo Rishchynski, Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de la formation Sierra Leone de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 6611<sup>e</sup> séance, le 14 septembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Sierra Leone à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Sierra Leone

« Septième rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (S/2011/554) ».

### Résolution 2005 (2011) du 14 septembre 2011

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la situation en Sierra Leone, en particulier la résolution 1941 (2010) en date du 29 septembre 2010,

*Se félicitant* du rapport du Secrétaire général, en date du 2 septembre 2011<sup>195</sup>, et notant qu'il y est recommandé de proroger pour une période d'un an le mandat du Bureau intégré des

---

<sup>194</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1995 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>195</sup> S/2011/554.

Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone en vue de continuer à apporter au Gouvernement sierra-léonais un appui soutenu aux fins de la consolidation de la paix, y compris la préparation des élections en 2012,

*Se félicitant également* des préparatifs en cours des élections nationales et locales qui doivent se tenir en 2012 et soulignant qu'il importe que le Gouvernement sierra-léonais et la communauté internationale continuent d'œuvrer à susciter un climat propice à la tenue d'élections pacifiques, transparentes, libres et régulières en renforçant les institutions électorales et démocratiques nationales, en assurant la sécurité, en garantissant l'accès politique des candidats à toutes les régions du pays, en mettant en place des instances de médiation et de dialogue et en assurant la crédibilité du processus électoral, et à contribuer ainsi au développement institutionnel et au maintien de la stabilité du pays,

*Conscient* de ce que l'Organisation des Nations Unies fait pour aider le Gouvernement sierra-léonais à remédier aux problèmes de moyens rencontrés par les institutions électorales nationales, prenant note de ce que les tensions pourraient s'aggraver à l'occasion de la préparation et à la veille des élections de 2012 en Sierra Leone, compte tenu de difficultés d'ordre politique, sécuritaire, socioéconomique et humanitaire,

*Accueillant avec satisfaction* la mise en œuvre en cours du communiqué commun publié par les partis politiques le 2 avril 2009, y compris ce qui est fait pour prévenir la violence politique au sein de la jeunesse et renforcer la participation politique des femmes, et soulignant que les partis politiques doivent hâter l'application intégrale de ses dispositions et faire en sorte que leurs partisans respectent le code de conduite des partis politiques et continuent de s'employer à faire cesser durablement la violence politique en Sierra Leone,

*Se félicitant* des progrès soutenus accomplis par le Gouvernement sierra-léonais dans l'application du Programme pour le changement, en particulier des mesures prises en vue de renforcer le contrôle du Gouvernement sur les ressources naturelles et de lutter contre la corruption, et prenant note des difficultés que continue de connaître la stratégie nationale de consolidation de la paix du Gouvernement et des efforts faits pour les résoudre,

*Conscient* des difficultés créées par le trafic de drogue, la corruption et le chômage des jeunes, se félicitant des progrès réalisés au titre de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest, en particulier pour ce qui est d'établir la Cellule de lutte contre la criminalité transnationale organisée afin de s'attaquer aux problèmes croissants du trafic de drogue, de la criminalité organisée et de la toxicomanie en Sierra Leone, et se félicitant des efforts concertés déployés par les partenaires de développement internationaux pour faire face aux problèmes du chômage des jeunes,

*Soulignant* qu'il importe que le système des Nations Unies et la communauté internationale continuent d'apporter un appui intégré en faveur de la paix, de la sécurité et du développement à long terme de la Sierra Leone,

*Se félicitant* de la contribution utile que le Bureau a apportée à l'entreprise de consolidation de la paix en Sierra Leone et de ce qu'il continue d'aller de l'avant avec l'équipe de pays des Nations Unies en vue d'intégrer les mandats concernant les politiques, le développement et l'action humanitaire énoncées dans la Vision commune du système des Nations Unies pour la Sierra Leone, engageant tous les organismes des Nations Unies présents en Sierra Leone à poursuivre la mise en œuvre de la Vision commune et demandant à tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux de la Sierra Leone de fournir les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la Vision commune,

*Soulignant* que les élections de 2012 et la large adhésion à leurs résultats constitueront un jalon important de la consolidation de la paix et de la sécurité en Sierra Leone, qui devrait contribuer à déterminer la transition du Bureau à une équipe de pays des Nations Unies,

*Se félicitant* du rôle que la Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix jouent à l'appui de l'entreprise de consolidation de la paix en Sierra Leone,



*Exprimant à nouveau sa gratitude* au Tribunal spécial pour la Sierra Leone pour l'œuvre qu'il accomplit, soulignant l'importance du procès de l'ancien Président du Libéria, M. Charles Taylor, devant le Tribunal, se félicitant de l'achèvement de tous les autres procès ainsi que de la campagne d'information concernant ceux menés à l'échelon local, redisant qu'il compte que le Tribunal achèvera ses travaux le plus tôt possible, y compris toutes procédures pour outrage à l'autorité de la justice, et demandant aux États Membres de contribuer généreusement au financement du Tribunal et du Tribunal spécial résiduel,

*Rappelant* que la responsabilité du contrôle de la circulation des armes légères et de petit calibre sur le territoire de la Sierra Leone et entre la Sierra Leone et les États voisins relève des autorités gouvernementales compétentes conformément à la Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes de 2006, et se félicitant du lancement du plan d'action national sur les armes de petit calibre,

*Se félicitant* du rôle joué par l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et engageant les États membres de l'Union du fleuve Mano et d'autres organisations régionales à poursuivre le dialogue en vue d'asseoir la paix et la sécurité dans la région,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 15 septembre 2012 le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, défini dans la résolution 1941 (2010);

2. *Souligne* qu'il importe que le Bureau et l'équipe de pays des Nations Unies atteignent ensemble les objectifs de la Vision commune du système des Nations Unies pour la Sierra Leone relevant de leurs mandats respectifs et s'attachent notamment à :

i) Apporter leur concours au Gouvernement sierra-léonais et à ses institutions électorales et démocratiques, comme celui-ci l'a demandé, aux fins de la préparation des élections de 2012, et fournir une assistance technique à toutes les parties intéressées afin qu'elles concourent véritablement, dans le respect de la législation nationale en la matière, à la tenue d'élections pacifiques, crédibles et démocratiques;

ii) Fournir une assistance dans le cadre des mesures prises en vue de prévenir et d'atténuer les conflits et promouvoir le dialogue entre les partis politiques, le Gouvernement et toutes les parties intéressées;

iii) Aider le Gouvernement et les institutions nationales à s'attaquer au problème du chômage des jeunes, notamment en appuyant la formation, l'éducation et l'acquisition de compétences;

iv) Aider le Gouvernement et les institutions nationales à appliquer le plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité, notamment en facilitant la mise en œuvre de la démarche en quatre points en faveur des femmes adoptée par le Bureau et l'équipe de pays des Nations Unies;

v) Aider le Gouvernement à promouvoir la bonne gouvernance, l'état de droit et les droits de l'homme, notamment réformer les institutions; combattre le trafic de drogue et la criminalité organisée; lutter contre la corruption; appuyer la Commission nationale des droits de l'homme; et aider à renforcer les capacités nationales dans les domaines de l'application des lois, de la criminalistique, de la gestion des frontières, de la lutte contre le blanchiment d'argent et du renforcement des institutions de justice pénale;

3. *Invite* le Gouvernement sierra-léonais, tous les partis politiques et toutes les autres parties intéressées, en particulier la société civile du pays, à concourir à créer un climat de tolérance politique et de coexistence pacifique et à manifester leur pleine adhésion à la démocratisation du pays, pour faire en sorte que les élections de 2012 se déroulent dans la paix et soient transparentes, libres et régulières;

4. *Demande* aux autorités sierra-léonaises de régler toutes les questions en suspens concernant le cadre juridique électoral;

5. *Prie instamment* le Gouvernement sierra-léonais d'intensifier ses efforts en vue de tenir un dialogue régulier, ouvert et constructif avec les partis politiques sur tous les principaux problèmes nationaux d'ordre politique, social et économique, qui appellent à l'évidence la définition des priorités et objectifs nécessaires pour instaurer la paix et favoriser le développement en Sierra Leone dans l'avenir ;

6. *Engage* le Représentant exécutif du Secrétaire général pour la Sierra Leone à faire fond sur les progrès déjà accomplis en vue d'accroître l'intégration et l'efficacité des efforts que l'Organisation des Nations Unies déploie sur le terrain pour faciliter la mise en œuvre de la Vision commune et des priorités arrêtées par le Gouvernement et le peuple sierra-léonais en matière de relèvement et de développement ;

7. *Demande* au Secrétaire général de continuer de lui faire rapport sur les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs fixés, y compris s'agissant de donner aux principales institutions nationales les moyens de s'attaquer aux causes du conflit et de gérer par elles-mêmes les différends politiques, comme convenu par le Gouvernement sierra-léonais et l'Organisation dans le document énonçant la Vision commune dans la perspective du remplacement du Bureau par une équipe de pays des Nations Unies ;

8. *Souligne* que c'est au Gouvernement sierra-léonais qu'incombe au premier chef la responsabilité de la consolidation de la paix, de la sécurité et du développement à long terme du pays, et engage ce gouvernement à poursuivre la mise en œuvre du Programme pour le changement, et les donateurs internationaux à continuer de l'accompagner dans cette entreprise ;

9. *Invite* le Gouvernement sierra-léonais, avec l'appui du Bureau, des partenaires de développement et de toutes les autres parties prenantes dans le pays, à redoubler d'efforts pour combattre la corruption, asseoir le principe de responsabilité et promouvoir le développement du secteur privé afin de créer de la richesse et des emplois ; à poursuivre la réforme de la gouvernance en appuyant la Commission de lutte contre la corruption et le Ministère des mines et des ressources minérales afin d'améliorer la transparence et la gestion des ressources naturelles et minérales au profit de tous les Sierra-léonais et de réduire le risque de conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles ; à redoubler d'efforts dans la lutte contre le trafic de drogue grâce au renforcement de la Cellule de lutte contre la criminalité transnationale organisée ; et à promouvoir les droits de l'homme, notamment par la mise en œuvre des recommandations formulées par la Commission Vérité et réconciliation et à l'issue de l'examen périodique universel de la Sierra Leone par le Conseil des droits de l'homme ;

10. *Engage* la Commission de consolidation de la paix à aider le Gouvernement sierra-léonais et le Bureau à préparer les élections de 2012, notamment à exploiter le potentiel de mobilisation de l'appui des partenaires internationaux, et à mettre en œuvre le Programme pour le changement du Gouvernement et la Vision commune, et, à cet égard, à donner son avis au Conseil de sécurité et à le tenir régulièrement informé, selon les besoins, notamment des progrès accomplis dans le sens de la réalisation des principaux objectifs de consolidation de la paix ;

11. *Félicite* le Gouvernement sierra-léonais d'avoir pris conscience de l'importance du rôle que les femmes jouent dans la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix, réaffirme l'importance de connaissances et d'une formation appropriées aux questions liées aux différences entre les sexes dans le cadre des missions qu'il a décidées conformément à ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000 et 1889 (2009) du 5 octobre 2009, souligne que le Gouvernement devrait continuer d'œuvrer à remédier au problème de la violence sexuelle et sexiste en application de ses résolutions 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010, et engage le Bureau à continuer à coopérer avec le Gouvernement dans ce domaine ;

12. *Prie* le Secrétaire général de l'informer tous les six mois de l'état d'avancement de l'exécution du mandat du Bureau et de l'application de la présente résolution ;

13. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6611<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6739<sup>e</sup> séance, le 22 mars 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Sierra Leone (Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Sierra Leone

« Rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (S/2012/160) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Michael von der Schulenburg, Représentant exécutif du Secrétaire général pour la Sierra Leone et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, et à M. Guillermo Rishchynski, Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de la formation Sierra Leone de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 6748<sup>e</sup> séance, le 11 avril 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation en Sierra Leone

« Rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (S/2012/160) ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, la Présidente a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>196</sup> :

« Le Conseil de sécurité accueille avec satisfaction le dernier rapport du Secrétaire général, en date du 14 mars 2012, sur la situation en Sierra Leone et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone<sup>197</sup>, et l'exposé que le Représentant exécutif du Secrétaire général pour la Sierra Leone, M. Michael von der Schulenburg, a fait le 22 mars 2012<sup>198</sup>. Il se rend favorable à la poursuite de l'action menée pour consolider la paix dans ce pays.

« Le Conseil souligne qu'il incombe au premier chef au Gouvernement sierra-léonais d'assurer la consolidation de la paix, la sécurité et le développement à long terme dans le pays. Il prend note des progrès que les autorités nationales et le peuple sierra-léonais ont accomplis jusqu'à présent dans un certain nombre de domaines, notamment la réconciliation nationale, la promotion de l'égalité des sexes et la préparation des élections législatives et municipales qui doivent se tenir le 17 novembre 2012. Il souligne combien ces élections sont importantes pour la consolidation de la paix et la sécurité en Sierra Leone.

« Le Conseil invite tous les partis politiques à participer de façon constructive à un dialogue franc et ouvert propre à renforcer la cohésion nationale. Il demande au Gouvernement sierra-léonais, à tous les partis politiques et aux autres parties concernées de redoubler d'efforts pour instaurer un climat propice à la tenue d'élections pacifiques, transparentes, libres et régulières. Il invite les dirigeants des partis politiques à prendre des mesures destinées à créer un climat de confiance entre les différents partis, à inciter leurs militants à participer à la vie politique et à renoncer à la violence, à faire respecter les garanties judiciaires et à veiller à l'application intégrale des recommandations énoncées dans le communiqué commun qu'ils ont publié le 2 avril 2009, qui prévoit notamment la création du Comité indépendant chargé de traiter les plaintes déposées contre la police en vue de renforcer la neutralité et

---

<sup>196</sup> S/PRST/2012/11.

<sup>197</sup> S/2012/160.

<sup>198</sup> Voir S/PV.6739.

le professionnalisme de cette institution, ainsi que du code de conduite à l'intention des partis politiques. Il estime que ces mesures sont essentielles pour que la population et la communauté internationale croient au succès du processus démocratique engagé en Sierra Leone.

« Le Conseil prend note de la déclaration que le Gouvernement sierra-léonais a faite le 3 avril 2012 pour préciser sa position sur la question des armes livrées à la police sierra-léonaise, soulignant qu'il importe que les autorités nationales sierra-léonaises réagissent de manière proportionnée aux éléments qui risquent de porter atteinte à la sécurité de tous les citoyens sierra-léonais. Il demande au Gouvernement de veiller à ce que ses forces de sécurité restent attachées au respect des droits de l'homme et du droit international applicable.

« Le Conseil demande à la Commission indépendante des médias de surveiller activement les médias et de veiller à ce qu'ils respectent leur code de conduite, et engage les autorités nationales à se pencher sur les problèmes administratifs et financiers que rencontre la Société sierra-léonaise de radiodiffusion.

« Le Conseil se félicite de ce que font le Bureau et l'équipe de pays des Nations Unies pour aider la Sierra Leone à concrétiser ses priorités de consolidation de la paix et de développement, en particulier dans le cadre du document énonçant la Vision commune du système des Nations Unies pour la Sierra Leone. Il salue les succès remportés par le Représentant exécutif, M. von der Schulenburg, en Sierra Leone et demande au Secrétaire général de nommer rapidement son successeur.

« Le Conseil insiste de nouveau sur le rôle important que doivent jouer des organisations régionales comme l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union du fleuve Mano pour aider la Sierra Leone à consolider la paix, à assurer la sécurité et à atteindre ses objectifs de développement à long terme. Il note le travail fait par la Cellule de lutte contre la criminalité transnationale organisée et demande aux autorités sierra-léonaises de coopérer avec les pays voisins et les partenaires régionaux pour qu'ils puissent ensemble redoubler d'efforts en vue de consolider la paix et la sécurité régionales, notamment en s'attaquant aux défis posés par le trafic de drogue et la criminalité organisée.

« Le Conseil prend note de l'activité que mène la Commission de consolidation de la paix à l'appui des efforts déployés en Sierra Leone pour consolider la paix, notamment en ce qui concerne l'emploi des jeunes, domaine prioritaire. Il prie instamment la Commission de continuer à soutenir le Bureau et l'équipe de pays des Nations Unies.

« Le Conseil reste activement saisi de la question. »

Le 3 mai 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>199</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que la lettre, en date du 1<sup>er</sup> mai 2012, par laquelle vous faites part de votre intention de nommer M. Jens Anders Toyberg-Frandzen (Danemark) votre Représentant exécutif pour la Sierra Leone et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone<sup>200</sup> a été portée à l'intention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note. »

Dans une lettre, en date du 18 mai 2012, le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général que le Conseil avait décidé d'envoyer une mission au Libéria, en Côte d'Ivoire et auprès de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et en Sierra Leone<sup>201</sup>.

---

<sup>199</sup> S/2012/292.

<sup>200</sup> S/2012/291.

<sup>201</sup> La lettre, qui a été publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/2012/344, est reproduite à la page 55 du présent volume. La mission s'est déroulée du 18 au 24 mai 2012.

## RELATIONS ENTRE LE CAMEROUN ET LE NIGÉRIA<sup>202</sup>

### Décision

Le 11 janvier 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>203</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que la lettre, en date du 9 janvier 2012, dans laquelle vous faisiez part de votre intention de continuer de financer les activités de l'équipe d'appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria au moyen de ressources prélevées sur le budget ordinaire<sup>204</sup> a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note. »

---

## LA SITUATION CONCERNANT LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO<sup>205</sup>

### Décisions

À sa 6649<sup>e</sup> séance, le 8 novembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République démocratique du Congo à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant la République démocratique du Congo

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2011/656) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Roger Meece, Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

À sa 6671<sup>e</sup> séance, le 29 novembre 2011, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation concernant la République démocratique du Congo ».

### Résolution 2021 (2011) du 29 novembre 2011

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la République démocratique du Congo,

*Réaffirmant son attachement* à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de la République démocratique du Congo et de tous les États de la région,

*Soulignant* que c'est au Gouvernement de la République démocratique du Congo qu'il incombe au premier chef d'assurer la sécurité sur son territoire et de protéger les civils, dans le respect de l'état de droit, des droits de l'homme et du droit international humanitaire,

---

<sup>202</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1996 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>203</sup> S/2012/29.

<sup>204</sup> S/2012/28.

<sup>205</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1997 des résolutions et décisions sur cette question.

*Prenant note* du rapport intermédiaire<sup>206</sup> et du rapport final<sup>207</sup> du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (« le Groupe ») créé par la résolution 1771 (2007), en date du 10 août 2007, dont le mandat a été reconduit par les résolutions 1807 (2008) du 31 mars 2008, 1857 (2008) du 22 décembre 2008, 1896 (2009) du 30 novembre 2009 et 1952 (2010) du 29 novembre 2010, et des recommandations qu'ils contiennent, et se félicitant de la collaboration entre le Groupe et le Gouvernement de la République démocratique du Congo, ainsi que d'autres gouvernements de la région et instances internationales,

*Se déclarant à nouveau gravement préoccupé* par la présence de groupes armés en République démocratique du Congo, en particulier dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu et la province Orientale, qui perpétuent un climat d'insécurité dans l'ensemble de la région, et se déclarant toujours préoccupé également par l'appui que des réseaux régionaux et internationaux apportent à ces groupes armés,

*Condamnant* la poursuite des mouvements d'armes illicites tant à l'intérieur qu'à destination de la République démocratique du Congo en violation des résolutions 1533 (2004), en date du 12 mars 2004, 1807 (2008), 1857 (2008), 1896 (2009) et 1952 (2010), se déclarant déterminé à continuer de surveiller attentivement l'application de l'embargo sur les armes et des autres mesures édictées par ses résolutions concernant la République démocratique du Congo, et soulignant l'obligation faite à tous les États de se conformer aux prescriptions en matière de notification résultant du paragraphe 5 de la résolution 1807 (2008),

*Rappelant* le lien qui existe entre l'exploitation illégale des ressources naturelles, le commerce illicite de ces ressources et la prolifération et le trafic d'armes, comme l'un des principaux facteurs qui viennent alimenter et exacerber les conflits dans la région des Grands Lacs en Afrique,

*Soulignant* que la stabilisation à long terme et la consolidation de la paix passent par le développement économique, se déclarant préoccupé à cet égard par la nouvelle hausse du chômage et l'aggravation de la pauvreté observées dans certaines zones minières et notant en même temps qu'il existe un lien entre l'exercice du devoir de diligence par certains comptoirs, l'amélioration de la gouvernance du secteur minier et l'accroissement de la production et des exportations de minerais dans d'autres zones minières, comme l'a indiqué le Groupe,

*Se félicitant* de l'action que mènent les pays de la région des Grands Lacs dans le cadre de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs pour lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, notant que ces pays sont résolus à créer une initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles et qu'ils ont entériné les lignes directrices sur le devoir de diligence définies par l'Organisation de coopération et de développement économiques, et encourageant ces États à mettre en œuvre les volets de l'initiative régionale,

*Constatant avec préoccupation* que les groupes armés s'orientent de plus en plus vers de nouvelles sources de financement en se livrant à des activités criminelles de nature diverse, notamment le trafic de drogue, le prélèvement de taxes illégales et la vente de produits agricoles,

*Prenant note avec une grande préoccupation* de la persistance des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire perpétrées contre des civils dans l'est de la République démocratique du Congo, y compris le meurtre et le déplacement de civils en grand nombre, l'enrôlement et l'utilisation d'enfants soldats et la violence sexuelle généralisée, soulignant que leurs auteurs doivent être traduits en justice, réitérant sa ferme condamnation de toutes violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises dans le pays, et rappelant toutes ses résolutions ayant trait aux femmes et à la paix et à la sécurité, au sort des enfants en temps de conflit armé et à la protection des civils en période de conflit armé,

*Considérant* que la situation en République démocratique du Congo continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

---

<sup>206</sup> Voir S/2011/345.

<sup>207</sup> Voir S/2011/738.

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de reconduire jusqu'au 30 novembre 2012 les mesures sur les armes imposées par le paragraphe 1 de sa résolution 1807 (2008) et réaffirme les dispositions des paragraphes 2, 3 et 5 de ladite résolution ;
2. *Décide également* de reconduire, pour la période indiquée au paragraphe 1 ci-dessus, les mesures en matière de transport imposées par les paragraphes 6 et 8 de la résolution 1807 (2008) et réaffirme les dispositions du paragraphe 7 de ladite résolution ;
3. *Décide en outre* de reconduire, pour la période indiquée au paragraphe 1 de la présente résolution, les mesures financières et les mesures en matière de déplacements imposées par les paragraphes 9 et 11 de la résolution 1807 (2008) et réaffirme les dispositions des paragraphes 10 et 12 de ladite résolution ayant trait aux personnes et entités visées au paragraphe 4 de la résolution 1857 (2008) ;
4. *Prie* le Secrétaire général de proroger, pour une période prenant fin le 30 novembre 2012, le mandat du Groupe d'experts créé par la résolution 1533 (2004) et reconduit par des résolutions ultérieures et prie le Groupe de s'acquitter de son mandat tel qu'énoncé au paragraphe 18 de la résolution 1807 (2008) et élargi aux paragraphes 9 et 10 de la résolution 1857 (2008) et de lui présenter un rapport écrit, par l'intermédiaire du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004), d'ici au 18 mai 2012, puis de nouveau avant le 19 octobre 2012 ;
5. *Réaffirme* les dispositions des paragraphes 6 à 13 de la résolution 1952 (2010) et prie le Groupe de procéder dans son évaluation de l'efficacité des lignes directrices sur le devoir de diligence à une analyse complète du développement économique et social des régions minières concernées en République démocratique du Congo ;
6. *Se félicite* que la République démocratique du Congo appuie les lignes directrices sur le devoir de diligence définies par le Groupe et l'Organisation de coopération et de développement économiques, se félicite également que le Gouvernement de la République démocratique du Congo ait pris des mesures pour les mettre en œuvre et invite tous les États à aider la République démocratique du Congo et les pays de la région des Grands Lacs à les appliquer ;
7. *Engage* tous les États, en particulier ceux de la région, à continuer de faire connaître les lignes directrices sur le devoir de diligence établies par le Groupe<sup>208</sup>, notamment dans le secteur de l'or, dans le cadre des efforts plus larges engagés pour atténuer le risque de continuer à financer les groupes armés et les réseaux criminels qui opèrent en République démocratique du Congo au sein des Forces armées de la République démocratique du Congo ;
8. *Engage* la République démocratique du Congo et les États de la région des Grands Lacs à exiger de leurs autorités douanières qu'elles renforcent le contrôle des exportations et des importations de minerais de la République démocratique du Congo et demande à la communauté internationale d'aider la République démocratique du Congo et les autres États de la région des Grands Lacs à renforcer leurs capacités dans ce domaine, selon que de besoin et à la demande des États intéressés ;
9. *Recommande* à tous les États, en particulier ceux de la région, de publier régulièrement des statistiques complètes sur les importations et exportations de ressources naturelles, notamment l'or, la cassitérite, le coltan, la wolframite, le bois et le charbon, et de promouvoir l'échange d'informations et la conduite d'activités conjointes au niveau régional en vue d'enquêter sur les réseaux criminels régionaux et les groupes armés impliqués dans l'exploitation illégale de ressources naturelles, et de les combattre ;
10. *Rappelle* que la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo a pour mandat d'aider les autorités congolaises compétentes

---

<sup>208</sup> Voir S/2011/345, annexe I.

à empêcher que tout appui soit apporté aux groupes armés grâce au produit d'activités illicites, en particulier la production et le commerce de ressources naturelles, notamment en effectuant des contrôles inopinés et des visites périodiques sur les sites miniers, les itinéraires commerciaux et les marchés, dans le voisinage des cinq comptoirs pilotes ;

11. *Engage* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à renforcer, avec l'aide des partenaires internationaux au besoin et si le Gouvernement le demande, la sécurité, le contrôle comptable et la gestion des stocks d'armes et de munitions et à mettre en œuvre d'urgence un programme national de marquage des armes, en particulier des armes à feu appartenant à l'État, en se conformant aux normes établies par le Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères dans la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique et le Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes ;

12. *Engage également* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à continuer de se pencher sur la question fondamentale de la cohésion de l'armée nationale, notamment de faire en sorte que les anciens groupes armés, en particulier le Congrès national pour la défense du peuple, soient correctement intégrés dans les Forces armées de la République démocratique du Congo après que leurs antécédents ont été dûment vérifiés, de veiller à ce que les membres de l'armée nationale reçoivent leur solde en temps voulu, agissent conformément aux règles établies en matière de commandement et de contrôle et soient soumis aux mesures disciplinaires appropriées en cas de violation de ces règles, et de s'assurer que les forces de sécurité congolaises sont redéployées de manière à réduire les risques résultant des vides sécuritaires, notamment ceux occasionnés par la restructuration des Forces armées de la République démocratique du Congo ;

13. *Exige* de tous les groupes armés, en particulier les Forces démocratiques de libération du Rwanda, l'Armée de résistance du Seigneur, les Mai-Mai Yakutumba, les Forces nationales de libération et l'Alliance des forces démocratiques qu'ils déposent leurs armes, mettent immédiatement fin à toutes formes de violence, violations des droits de l'homme et violations du droit international humanitaire contre la population civile en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs, en particulier contre les femmes et les enfants, y compris le viol et les autres formes d'agression sexuelle, et se démobilisent ;

14. *Salue* les efforts que déploient actuellement les autorités congolaises pour lutter contre l'impunité de ceux qui se sont rendus coupables de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment de violences sexuelles, ou qui exploitent illégalement les ressources naturelles, y compris lorsque les auteurs sont des groupes armés illégaux ou des éléments des Forces armées de la République démocratique du Congo, et encourage la poursuite de ces efforts ;

15. *Souligne* combien il importe que le Gouvernement de la République démocratique du Congo s'emploie activement à poursuivre les responsables des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis dans le pays et combien la coopération à l'échelon régional s'impose dans ce domaine, notamment celle que le Gouvernement entretient avec la Cour pénale internationale, et encourage la Mission à user de ses pouvoirs actuels pour aider le Gouvernement à cette fin ;

16. *Encourage* une coopération accrue entre tous les États, en particulier ceux de la région, la Mission et le Groupe, encourage en outre toutes les parties et tous les États à faire en sorte que les personnes et entités relevant de leur juridiction ou de leur contrôle coopèrent avec le Groupe et exige de nouveau de toutes les parties et de tous les États qu'ils garantissent la sécurité des membres du Groupe et un accès sans entrave et immédiat, notamment aux personnes, aux documents et aux sites que le Groupe estimerait susceptibles de présenter un intérêt aux fins de l'exécution de son mandat ;

17. *Demande* au Groupe de coopérer activement avec les autres groupes d'experts compétents, en particulier le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, reconduit par le paragraphe 13 de la résolution 1980 (2011), en date du 28 avril 2011, et le Groupe d'experts sur le Libéria, reconduit



par le paragraphe 6 de la résolution 1961 (2010), en date du 17 décembre 2010, pour ce qui est des ressources naturelles ;

18. *Engage* la Mission à prendre en considération les conclusions du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo créé par la résolution 1533 (2004) concernant les groupes armés et les obstacles à leur intégration dans les plans d'urgence qu'elle établira pour les six mois suivant les élections ;

19. *Demande* à tous les États, en particulier ceux de la région et ceux dans lesquels se trouvent des personnes et entités désignées en application du paragraphe 3 de la présente résolution, de rendre régulièrement compte au Comité des mesures qu'ils ont prises pour appliquer les mesures imposées par les paragraphes 1, 2 et 3 de la présente résolution et recommandées au paragraphe 8 de la résolution 1952 (2010) ;

20. *Encourage* tous les États à communiquer au Comité, pour inscription sur sa liste, les noms des personnes ou entités répondant aux critères énoncés au paragraphe 4 de la résolution 1857 (2008), ainsi que ceux de toutes entités appartenant à ces personnes ou entités, ou contrôlées directement ou indirectement par elles, ou des personnes ou entités agissant au nom ou sur les instructions de ces entités ;

21. *Décide* de réexaminer, le moment venu, et au plus tard le 30 novembre 2012, les mesures édictées dans la présente résolution, afin de les adapter, selon qu'il conviendra, en fonction des conditions de sécurité en République démocratique du Congo, en particulier des progrès accomplis dans la réforme du secteur de la sécurité, y compris l'intégration des forces armées et la réforme de la police nationale, ainsi que dans le désarmement, la démobilisation, le rapatriement, la réinstallation et la réintégration, selon qu'il conviendra, des groupes armés congolais et étrangers ;

22. *Décide également* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6671<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6712<sup>e</sup> séance, le 7 février 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter la représentante de la République démocratique du Congo à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant la République démocratique du Congo

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2012/65) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Roger Meece, Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

À sa 6785<sup>e</sup> séance, le 12 juin 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République démocratique du Congo à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant la République démocratique du Congo

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2012/355) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Roger Meece, Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

À sa 6792<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation concernant la République démocratique du Congo

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2012/355) ».

**Résolution 2053 (2012)  
du 27 juin 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la République démocratique du Congo,

*Réaffirmant son attachement* à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de la République démocratique du Congo,

*Soulignant* que c'est au Gouvernement de la République démocratique du Congo qu'il incombe au premier chef d'assurer la sécurité sur son territoire et de protéger les civils, dans le respect de l'état de droit, des droits de l'homme et du droit international humanitaire,

*Prenant note* des progrès intervenus en République démocratique du Congo pour ce qui est de la consolidation de la paix et de la stabilisation, tout en soulignant que de graves problèmes subsistent, en particulier dans les provinces de l'est du pays, notamment la présence continue de groupes armés dans les Kivus et la province Orientale, les graves violations des droits de l'homme et les actes de violence contre des civils, le peu de progrès accomplis dans la mise en place d'institutions de sécurité nationale et d'institutions garantes de l'état de droit qui soient professionnelles et responsables, et l'exploitation illicite des ressources naturelles,

*Se déclarant vivement préoccupé* par la dégradation des conditions de sécurité dans les provinces de l'est de la République démocratique du Congo, qui s'est manifestée notamment par des attaques de groupes armés et des agressions contre les soldats de la paix et le personnel humanitaire et qui a eu pour effet d'entraver l'accès des agents humanitaires aux zones de conflit où vivent des populations civiles vulnérables, ainsi que par le déplacement de dizaines de milliers de civils, et exhortant tous les groupes armés à mettre fin aux hostilités, y compris à tous les actes de violence commis contre des civils, et à faciliter d'urgence le libre acheminement de l'aide humanitaire,

*Soulignant* que les autorités congolaises doivent remédier aux irrégularités et aux problèmes relevés par les observateurs nationaux et internationaux lors de l'élection présidentielle et des élections générales du 28 novembre 2011, et qu'il est nécessaire de tenir en temps voulu des élections provinciales et locales pacifiques, crédibles et transparentes ouvertes à tous,

*Encourageant* le renforcement de la coopération régionale dans la région des Grands Lacs et la poursuite de l'action en faveur de la paix, de la stabilité et du développement économique dans la région, au moyen notamment des mécanismes régionaux existants,

*Conscient* qu'il importe de soutenir l'entreprise de consolidation de la paix pour faire avancer la stabilisation du pays, soulignant l'importance du développement économique pour assurer la stabilisation et la consolidation de la paix à long terme, et insistant sur la nécessité d'un appui international continu pour assurer le lancement des activités de relèvement rapide et poser les bases d'un développement durable,

*Soulignant* que la connexion entre l'exploitation et le commerce illicites des ressources naturelles et la prolifération et le trafic des armes est l'un des principaux facteurs qui alimentent et exacerbent les conflits dans la région des Grands Lacs, priant instamment tous les États, en particulier ceux de la région, d'appliquer intégralement les mesures édictées dans sa résolution 1896 (2009) du 30 novembre 2009, réaffirme sa volonté de suivre attentivement la manière dont ces mesures et celles prévues au paragraphe 5 de sa résolution 1807 (2008) du 31 mars 2008 sont appliquées et respectées, et exhortant tous les États à lancer une action judiciaire, lorsqu'il y a lieu,

conformément auxdites mesures, contre les dirigeants des Forces démocratiques de libération du Rwanda qui se trouvent sur leur territoire,

*Demeurant très préoccupé* par la situation humanitaire et le niveau constamment élevé des violences et des violations des droits de l'homme commises à l'encontre des civils, condamnant en particulier les attaques dirigées contre la population civile, les violences sexuelles et sexistes généralisées, l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par les parties au conflit, en particulier les mutins de l'ex-Congrès national pour la défense du peuple et du Mouvement du 23 mars, les déplacements forcés de nombreux civils, les exécutions extrajudiciaires et les arrestations arbitraires, qui sapent les actions menées en faveur de la stabilisation, de la reconstruction et du développement de la République démocratique du Congo, réaffirmant qu'il faut poursuivre rapidement tous les auteurs des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et priant instamment le Gouvernement de la République démocratique du Congo, agissant en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, la Cour pénale internationale et les autres acteurs concernés, de prendre des mesures appropriées pour faire face à ces problèmes, d'assurer la sécurité des victimes et de leur fournir une assistance médicale, juridique et humanitaire, ainsi que d'autres formes d'assistance,

*Rappelant* ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, sa résolution 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé et ses résolutions 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, ainsi que les conclusions de son Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé qui concernent les parties au conflit armé en République démocratique du Congo<sup>209</sup>, notamment pour ce qui touche à l'adoption d'un plan d'action en vue de mettre un terme à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants,

*Saluant* les initiatives prises par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et les partenaires internationaux pour organiser des formations à l'intention des forces de sécurité congolaises dans les domaines des droits de l'homme, de la protection de l'enfance et de la protection contre la violence sexuelle et sexiste et soulignant l'importance de ces actions,

*Condamnant* toutes les attaques lancées contre les soldats de la paix de l'Organisation et le personnel humanitaire, quels qu'en soient les auteurs, et insistant pour que les responsables de ces attaques soient traduits en justice,

*Conscient* des sacrifices considérables que la Mission a consentis, et la remerciant de ce qu'elle fait pour asseoir la paix et la stabilité en République démocratique du Congo,

*Soulignant* qu'il importe que l'Organisation et la communauté internationale continuent de concourir à la restauration de la sécurité et au développement à long terme de la République démocratique du Congo,

*Engageant* les acteurs internationaux compétents à soutenir l'action menée et à apporter leur concours en vue d'assurer le rétablissement des services de base, en particulier dans les zones de la République démocratique du Congo touchées par le conflit,

*Demandant de nouveau* à l'Union africaine et à toutes les organisations sous-régionales compétentes de s'employer davantage à soutenir les efforts de stabilisation en République démocratique du Congo, notamment dans les domaines de la sécurité et de la lutte contre l'exploitation et le commerce illicites des ressources naturelles,

*Saluant* les efforts déployés par l'Union africaine pour lutter contre la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur, se félicitant que la Mission ait l'intention de fournir un soutien

---

<sup>209</sup> S/AC.51/2011/1.

logistique pour l'installation à Dungu de l'état-major de secteur de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine et engageant l'Union africaine à lui communiquer davantage d'informations sur la mise en œuvre de cette initiative en République démocratique du Congo,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général, en date du 23 mai 2012, sur la Mission<sup>210</sup> et des recommandations qu'il contient,

*Considérant* que la situation en République démocratique du Congo continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 30 juin 2013 le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation de la paix en République démocratique du Congo, tel qu'il résulte des paragraphes 2, 11 et des alinéas *a* à *p* et *r* à *t* du paragraphe 12 de sa résolution 1925 (2010) du 28 mai 2010, réaffirme que la protection des civils doit être la priorité lorsqu'il s'agit de décider de l'usage des capacités et ressources disponibles et encourage en outre la Mission à continuer d'appliquer les mesures novatrices qu'elle a mises en œuvre pour assurer la protection des civils ;

2. *Demande de nouveau* à la Mission, ainsi qu'il lui en donne l'autorisation dans la résolution 1925 (2010), de maintenir une force de réserve capable de se redéployer rapidement dans le pays, dans la limite des effectifs autorisés ;

3. *Réaffirme* que le Gouvernement de la République démocratique du Congo est responsable au premier chef de la sécurité, de la réconciliation nationale, de la consolidation de la paix et du développement dans le pays, et l'encourage à rester fermement déterminé à pourvoir à la protection de la population civile en se dotant de forces de sécurité professionnelles, responsables et durables, en mettant en place une administration civile congolaise, en particulier dans les secteurs de la police, de la justice et de l'administration territoriale, et en faisant prévaloir l'état de droit et le respect des droits de l'homme, et l'encourage à promouvoir les solutions non militaires comme partie intégrante de l'action générale tendant à réduire la menace que constituent les groupes armés congolais et étrangers, à rétablir pleinement l'autorité de l'État dans les zones libérées des groupes armés et à renforcer cette autorité sur l'ensemble du territoire ;

4. *Réaffirme également* que toutes reconfigurations futures de la Mission seront fonction de l'évolution de la situation sur le terrain et de la réalisation des objectifs ci-après, que le Gouvernement de la République démocratique du Congo s'efforcera d'atteindre avec l'appui de la Mission :

*a)* Achever les opérations militaires en cours dans les Kivus et la province Orientale et réduire ainsi autant que possible la menace que constituent les groupes armés et rétablir la stabilité dans les zones sensibles ;

*b)* Améliorer les moyens dont dispose le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour protéger efficacement la population en le dotant de forces de sécurité professionnelles, responsables et durables appelées à reprendre progressivement les fonctions de la Mission en matière de sécurité ;

*c)* Consolider, grâce à l'action du Gouvernement de la République démocratique du Congo, l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire en créant dans les zones libérées des groupes armés une administration civile congolaise, en particulier une police, une administration territoriale et des institutions garantes de l'état de droit ;

5. *Soutient* le partenariat stratégique qui s'est établi entre le Gouvernement de la République démocratique du Congo et la Mission, en particulier dans le cadre du processus d'évaluation conjointe, et est favorable à la poursuite des discussions menées à cette occasion en vue de lui donner la possibilité de prendre en considération les rapports d'évaluation conjointe lorsqu'il

---

<sup>210</sup> S/2012/355.

prend des décisions relatives à la reconfiguration de la Mission conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la résolution 1925 (2010) et du paragraphe 4 de la présente résolution ;

6. *Souligne* que la protection des civils demeure certes la priorité de la Mission, mais que la réforme du secteur de la sécurité doit être au cœur du mandat de stabilisation et de consolidation de la paix de la Mission comme défini aux alinéas *l* à *p*, *r* et *s* du paragraphe 12 de la résolution 1925 (2010), car elle est cruciale si l'on veut atteindre les objectifs définis au paragraphe 4 de la présente résolution ;

7. *Prie* la Mission d'entreprendre un examen stratégique de la mise en œuvre de la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation, de définir clairement les objectifs de stabilisation en ce qui concerne l'est de la République démocratique du Congo et d'établir une stratégie et un calendrier pour atteindre ces objectifs, l'idée étant pour la Mission de renforcer son action et de coopérer étroitement avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo afin de veiller à ce que son action cadre étroitement avec le plan de stabilisation et de reconstruction du Gouvernement et l'appuie efficacement, prie en outre le Secrétaire général de présenter les constatations de cet examen dans une annexe à son rapport de février 2013 et encourage les donateurs à aider les autorités congolaises concernées à mettre intégralement en œuvre le plan de stabilisation et de reconstruction ;

8. *Prie instamment* le Gouvernement de la République démocratique du Congo, à qui la réforme du secteur de la sécurité incombe au premier chef, d'élaborer et de mettre en œuvre, avec l'aide de la Mission, de grandes orientations et une stratégie globale relatives aux secteurs de la sécurité et de la justice, y compris en ce qui concerne la justice transitionnelle, de manière à se doter d'organes chargés de la sécurité nationale et d'institutions judiciaires qui soient démocratiques, responsables et professionnels ;

9. *Souligne* qu'il importe pour la République démocratique du Congo de se doter d'une stratégie globale de réforme du secteur de la sécurité qui mette l'accent sur la professionnalisation des organes chargés du secteur de la sécurité, y compris les organes de contrôle, et qui aide à garantir la cohérence et l'efficacité et à éviter les chevauchements et les lacunes, engage parallèlement le Gouvernement de la République démocratique du Congo à nouer un nouveau partenariat stratégique avec la Mission en ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité pour recenser les priorités de chaque composante du secteur et trouver de nouvelles façons pour la Mission d'aider les autorités congolaises à renforcer les capacités de l'armée, de la police, de l'appareil judiciaire et d'autres institutions chargées de la sécurité afin de mieux asseoir l'autorité de l'État et prie le Secrétaire général de rendre compte de ces priorités et moyens dans une annexe à son rapport de novembre 2012 ;

10. *Engage* les autorités congolaises à faire part régulièrement de leurs priorités et stratégies aux partenaires internationaux, prie la Mission de soutenir efficacement la coordination, la transparence et l'harmonisation des activités et de veiller à une répartition claire des tâches et responsabilités entre tous les partenaires internationaux qui apportent leur concours à la réforme du secteur de la sécurité, engage à cet égard le Gouvernement de la République démocratique du Congo, avec le concours de la Mission, à utiliser judicieusement les données sur les projets de réforme du secteur de la sécurité bénéficiant d'un appui international qui sont recueillies par le Ministère de la planification, et demande à tous les États Membres et aux organisations internationales de renforcer la mise en commun de l'information et de coopérer sans réserve à cet égard avec les autorités congolaises et la Mission ;

11. *Demande de nouveau* au Gouvernement de la République démocratique du Congo de se pencher, avec l'appui consultatif de la Mission, sur la question fondamentale de la cohésion de l'armée nationale, y compris en se dotant d'un mécanisme efficace de vérification des antécédents et en redoublant d'efforts pour veiller à la bonne intégration des anciens groupes armés, en particulier le Congrès national pour la défense du peuple, dans les Forces armées de la République

démocratique du Congo, invite le Gouvernement à veiller à ce que les membres de l'armée nationale reçoivent leur solde en temps voulu, agissent conformément aux règles établies en matière de commandement et de contrôle et soient soumis aux mesures disciplinaires ou judiciaires appropriées en cas de violation de ces règles et de la loi et constate une fois de plus avec inquiétude que des responsables notoires de graves violations des droits de l'homme ont été promus au sein des forces de sécurité congolaises ;

12. *Prie instamment* le Gouvernement de la République démocratique du Congo de mettre en œuvre le programme pluriannuel conjoint des Nations Unies pour l'appui à la justice avec le concours des partenaires internationaux, rappelle qu'il importe que tous les crimes, notamment ceux commis contre des femmes ou des enfants, fassent rapidement l'objet d'une enquête et qu'il faut que les responsables de ces crimes, en particulier M. Bosco Ntaganda, soient arrêtés et traduits en justice, et invite les autorités congolaises à continuer de lutter contre l'impunité de tous ceux qui se sont rendus coupables de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris celles commises par des groupes armés illégaux ou des éléments des forces de sécurité congolaises ;

13. *Souligne en outre* combien il importe que le Gouvernement de la République démocratique du Congo s'emploie activement à poursuivre les responsables des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis dans le pays et combien la coopération à l'échelon régional s'impose dans ce domaine, notamment celle que le Gouvernement entretient avec la Cour pénale internationale, demande à la Mission d'apporter son concours aux autorités congolaises dans ce contexte et prend note des mesures prises par celles-ci pour appréhender M. Bosco Ntaganda ;

14. *Demande* à la Mission de continuer d'œuvrer, de concert avec l'équipe de pays des Nations Unies et les autorités congolaises, à voir adopter et mettre en œuvre le programme de consolidation de la paix dans les provinces non touchées par le conflit et la prie de continuer à transférer à l'équipe de pays, lorsque cela est possible, certaines des fonctions dont elle s'acquitte dans ces provinces ;

15. *Exhorte* les autorités congolaises à veiller à ce que les élections provinciales et locales se déroulent dans les délais requis et de façon crédible, pacifique et transparente, ce qui signifie veiller au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, garantir la participation pleine et entière des femmes au processus électoral, renforcer les échanges et la coopération avec la société civile, ménager un accès équitable aux médias, notamment aux médias contrôlés par l'État, assurer la sécurité de tous les candidats et celle des observateurs électoraux et des témoins, des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et des intervenants de la société civile, y compris les femmes ;

16. *Décide* que la Mission prêterait son concours à l'organisation et à la tenue d'élections provinciales et locales, sous forme d'un appui technique et logistique, conformément au paragraphe 7 de la résolution 1991 (2011), en date du 28 juin 2011, décide en outre que cet appui sera évalué à l'aune des progrès accomplis par les autorités congolaises pour renforcer la crédibilité de la Commission électorale nationale indépendante, se doter de plans opérationnels viables de nature à mobiliser un soutien international, adopter un calendrier électoral réaliste et continuer à garantir le plein accès des observateurs et des représentants des partis politiques à tous les bureaux de vote et à toutes les activités électorales, rappelle qu'il importe que le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo encourage et facilite un dialogue politique ouvert à tous et transparent entre toutes les parties prenantes congolaises, y compris les associations de femmes, appuie la création de la Cour constitutionnelle par les autorités congolaises, engage le Comité d'accompagnement pour les élections à se réunir plus régulièrement afin de mieux suivre et d'adapter l'aide internationale au processus électoral et prie le Secrétaire général de lui rendre compte des progrès accomplis dans son rapport de novembre 2012 ;

17. *Se félicite* des mesures que le Gouvernement de la République démocratique du Congo a prises en vue d'enquêter sur les violations des droits de l'homme qui auraient été commises à Kinshasa dans le cadre des élections du 28 novembre 2011, exhorte le Gouvernement à poursuivre

les auteurs de ces violations, demande au Gouvernement de protéger et de promouvoir les droits de l'homme de chacun dans tout le pays et de veiller au plein respect des libertés et droits fondamentaux, y compris la liberté d'expression et la liberté de réunion pacifique, dans la perspective des prochaines élections provinciales et locales prévues pour 2013, et décide que la Mission continuera de constater et de dénoncer les violations des droits de l'homme et à y donner suite, notamment en usant des bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général, selon les besoins ;

18. *Exige* de tous les groupes armés, en particulier les mutins de l'ex-Congrès national pour la défense du peuple et du Mouvement du 23 mars, les Forces démocratiques de libération du Rwanda, l'Armée de résistance du Seigneur et l'Alliance des forces démocratiques/Armée nationale de libération de l'Ouganda, qu'ils cessent immédiatement de commettre des actes de violence et des violations des droits de l'homme contre la population civile en République démocratique du Congo, en particulier sur la personne de femmes et d'enfants, y compris le viol et les autres formes d'agression sexuelle ainsi que l'enrôlement d'enfants, et se démobilisent ;

19. *Condamne* la mutinerie menée récemment par M. Bosco Ntaganda et le soutien extérieur apporté à tous les groupes armés, et exige que toutes les formes d'appui qu'ils reçoivent cessent immédiatement ;

20. *Demande instamment* au Gouvernement de la République démocratique du Congo, avec l'appui de la Mission, de poursuivre son action contre les groupes armés, en particulier les mutins de l'ex-Congrès national pour la défense du peuple et du Mouvement du 23 mars, de rétablir l'ordre et de traduire les auteurs de violations en justice, tout en assurant la protection de la population civile, et de s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité, en particulier les effets que peut avoir le retour des déplacés et des réfugiés et les éventuelles tensions sociales découlant de litiges fonciers ;

21. *Réaffirme son soutien* aux initiatives prises par l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour faciliter l'action régionale contre l'Armée de résistance du Seigneur et protéger les civils, engage les parties concernées à renforcer la coopération pour aider à mettre fin à la menace que constitue l'Armée de résistance du Seigneur pour les civils, se félicite des mesures prises par la Mission pour favoriser l'échange d'informations et la coordination avec ceux qui mènent des opérations militaires contre l'Armée de résistance du Seigneur et promouvoir et faciliter les défections dans les rangs de l'Armée de résistance du Seigneur, engage la Mission, s'il y a lieu et dans la limite de ses capacités, à agir en étroite coordination avec les missions des Nations Unies déployées dans la région où sévit l'Armée de résistance du Seigneur et à leur fournir des conseils techniques, en vue de concourir au succès de la stratégie régionale mise en œuvre par les Nations Unies pour régler le problème posé par l'Armée de résistance du Seigneur, en particulier dans le domaine du désarmement, de la démobilisation, du rapatriement, de la réinstallation et de la réintégration, et encourage la Mission à approfondir ses relations avec les communautés touchées par les opérations de l'Armée de résistance du Seigneur et les partenaires humanitaires et à garder à l'examen la coordination et le déploiement des ressources dont elle dispose pour en assurer l'efficacité maximale ;

22. *Souligne* qu'il faut de toute urgence faire des progrès dans l'action menée pour faire face à la menace que posent les groupes armés étrangers et nationaux, notamment en favorisant l'avancement de la procédure de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinstallation et de réintégration, prie instamment la communauté internationale et les donateurs d'appuyer le Gouvernement de la République démocratique du Congo et la Mission dans les activités de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinstallation et de réintégration, demande au Gouvernement et aux États voisins de continuer à se mobiliser en faveur de ces activités et exhorte le Gouvernement à avancer dans l'exécution du programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration des derniers éléments armés congolais dans l'est de la République démocratique du Congo, avec l'appui de la Mission ;

23. *Engage* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à continuer de coopérer avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de

conflit armé et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, et à honorer sans tarder l'engagement qu'il a pris d'adopter et de mettre en œuvre un plan d'action visant à mettre fin à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants dans les Forces armées de la République démocratique du Congo, en étroite collaboration avec la Mission ;

24. *Engage* la Mission à entretenir des rapports plus étroits avec la population civile pour faire mieux connaître et comprendre son mandat et ses activités et recueillir des informations fiables concernant les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme commises contre des civils ;

25. *Se félicite* des mesures prises par les autorités congolaises pour assurer la traçabilité et la certification des minerais, invite à plus de coopération dans la région, demande la démilitarisation des zones minières de République démocratique du Congo et la professionnalisation de la police minière congolaise et son déploiement dans les zones en question, demande à la Mission d'aider les autorités congolaises concernées à empêcher que tout appui soit apporté aux groupes armés grâce au produit d'activités économiques et du commerce illicites des ressources naturelles, notamment en effectuant des contrôles inopinés et des visites périodiques sur les sites miniers, les itinéraires commerciaux et les marchés, dans le voisinage des cinq comptoirs pilotes, et engage le Gouvernement de la République démocratique du Congo à améliorer encore la transparence de l'administration des contrats afférents aux droits miniers ainsi que des systèmes de recouvrement des impôts et de comptabilité fiscale ;

26. *Exige* de toutes les parties qu'elles coopèrent pleinement avec les activités de la Mission et qu'elles veillent, conformément aux dispositions applicables du droit international, à ce que le personnel des Nations Unies et le personnel associé puissent exécuter leur mandat et accéder pleinement, immédiatement, en toute sécurité et sans entrave à tous ceux qui ont besoin d'aide et à ce que l'aide humanitaire puisse être acheminée, en particulier pour les déplacés, sur l'ensemble du territoire de la République démocratique du Congo, y compris les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur, et prie le Secrétaire général de lui signaler sans délai tout manquement à ces exigences ;

27. *Remercie* les pays qui ont fourni des contingents ou du personnel de police ou apporté d'autres contributions à la Mission, demande aux États Membres de s'engager à fournir, et de fournir effectivement, à la Mission les éléments habilitants dont elle a encore besoin, en particulier les moyens aériens militaires, et rappelle qu'il importe de mener d'étroites consultations avec les pays fournissant des contingents ou du personnel de police ;

28. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport, au plus tard les 14 novembre 2012, 14 février 2013 et 24 mai 2013, sur les progrès accomplis sur le terrain, y compris sur les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs énoncés au paragraphe 4 de la présente résolution, les critères qu'il est recommandé d'utiliser pour mesurer les progrès et les répercussions du programme de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinstallation et de réintégration sur les effectifs des groupes armés étrangers, et prie également le Secrétaire général de joindre des annexes thématiques au rapport qu'il présentera en novembre concernant l'évaluation du processus électoral, tel que visé au paragraphe 15 de la présente résolution, et les nouvelles méthodes qui pourraient être mises en œuvre dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité, tel que visé au paragraphe 9 de la présente résolution, et au rapport qu'il présentera en février pour faire le point sur la mise en œuvre de la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation, tel que visé au paragraphe 7 de la présente résolution, et la stratégie et l'action engagées afin que la responsabilité de certaines tâches actuellement accomplies par la Mission soit effectivement transférée à des membres de l'équipe de pays des Nations Unies ;

29. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6792<sup>e</sup> séance.*



## LA SITUATION EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE<sup>211</sup>

### Décisions

À sa 6687<sup>e</sup> séance, le 14 décembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République centrafricaine (Premier Ministre et Chef du Gouvernement) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en République centrafricaine

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (S/2011/739) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Margaret Vogt, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, et à M. Jan Grauls, Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de la formation République centrafricaine de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 6696<sup>e</sup> séance, le 21 décembre 2011, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation en République centrafricaine

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (S/2011/739) ».

### Résolution 2031 (2011) du 21 décembre 2011

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* les déclarations de son Président sur la situation en République centrafricaine, notamment les déclarations en date des 7 avril<sup>212</sup>, 8 mai<sup>213</sup> et 21 décembre 2009<sup>214</sup>, et des 14<sup>215</sup> et 20 décembre 2010<sup>216</sup>,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité de la République centrafricaine, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage et de coopération régionale,

*Se félicitant* des efforts déployés en faveur de la réconciliation nationale en République centrafricaine sur la base de l'Accord de paix global de Libreville du 21 juin 2008, invitant ses signataires à continuer d'en respecter les termes et exhortant tous les autres groupes armés à le signer sans tarder,

*Prenant note* du rôle important joué par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine au titre de l'appui aux efforts de médiation du Gouvernement centrafricain et du Médiateur national,

---

<sup>211</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1997 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>212</sup> S/PRST/2009/5.

<sup>213</sup> S/PRST/2009/13.

<sup>214</sup> S/PRST/2009/35.

<sup>215</sup> S/PRST/2010/26.

<sup>216</sup> S/PRST/2010/29.

*Saluant* les efforts faits par les autorités centrafricaines, la Commission électorale indépendante et toutes les forces vives centrafricaines pour que les élections présidentielle et législatives de 2011 se déroulent dans le calme et se félicitant de la création par le Gouvernement centrafricain, le 14 juillet 2011, d'un comité de transition chargé des élections,

*Notant avec préoccupation* que l'absence quasi totale d'opposition politique au sein des institutions démocratiques de la République centrafricaine, qui exacerbe les tensions dans le pays, peut constituer un sérieux obstacle à la réconciliation nationale et à l'édification de la nation,

*Prenant note avec satisfaction* de l'intention du Gouvernement centrafricain d'œuvrer en faveur d'une démarche politique inclusive pour la réforme du code électoral et la création d'un organe électoral permanent, et se félicitant à cet égard de l'organisation par le Gouvernement, du 28 au 30 novembre 2011, avec le soutien du Bureau, d'un atelier sur la réforme électorale, qui a réuni l'ensemble des parties prenantes du pays,

*Se déclarant vivement préoccupé* par la précarité de la sécurité en République centrafricaine du fait du maintien de la présence et de la poursuite des activités de groupes armés nationaux ou étrangers, dont l'Armée de résistance du Seigneur et le Front populaire pour le redressement, qui menacent la paix et la sécurité dans le pays et la sous-région,

*Inquiet* du manque d'autorité de l'État en dehors de la capitale, qui a laissé s'installer un grave vide sécuritaire dans nombre de régions de la République centrafricaine,

*Se félicitant* de l'accord de cessez-le-feu signé entre le Gouvernement centrafricain et la Convention des patriotes pour la justice et la paix ainsi que de l'accord de cessez-le-feu signé entre la Convention des patriotes pour la justice et la paix et l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement sous les auspices du Gouvernement et du Médiateur national, avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union africaine, de la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique et du Gouvernement tchadien,

*Saluant* l'initiative de coopération régionale lancée par l'Union africaine pour éliminer l'Armée de résistance du Seigneur, la nomination en novembre 2011 d'un Envoyé spécial sur la question de l'Armée de résistance du Seigneur, et les efforts qu'elle déploie pour mettre en place une Force régionale d'intervention, un Centre conjoint d'opérations et un Mécanisme conjoint de coordination,

*Rappelant* ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité et ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, rappelant également les conclusions du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé, notamment pour ce qui est de l'adoption de plans d'action en vue de mettre fin à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants par les groupes armés, y compris par les milices d'autodéfense, et rappelant en outre ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1325 (2000), 1612 (2005), 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006, 1820 (2008), 1882 (2009), 1888 (2009) et 1889 (2009) sur la protection des civils en période de conflit armé,

*Prenant note avec une vive inquiétude* des informations faisant état de violations persistantes des droits de l'homme, en particulier de cas d'exécutions extrajudiciaires et d'entraves aux droits civils,

*Conscient* de l'importance du dialogue noué entre le Gouvernement centrafricain et le Fonds monétaire international sur l'évolution de la situation économique et financière en République centrafricaine,

*Se félicitant* de l'action que la Commission de consolidation de la paix continue de mener en République centrafricaine ainsi que de la récente visite d'une délégation de la formation

République centrafricaine de la Commission, et prenant note de la contribution que le Fonds pour la consolidation de la paix apporte à la consolidation de la paix en République centrafricaine,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine et sur les activités du Bureau<sup>217</sup>,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 janvier 2013 le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, comme le recommande le Secrétaire général dans son rapport<sup>217</sup>;

2. *Souligne* l'importance d'un bureau pleinement intégré assurant la coordination efficace des stratégies et programmes des organismes, fonds et programmes des Nations Unies en République centrafricaine, et insiste sur le rôle de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine s'agissant d'assurer la coordination de l'équipe de pays;

3. *Se réjouit* à la perspective de voir le Gouvernement centrafricain aller de l'avant s'agissant de la création d'un organe électoral permanent et indépendant chargé d'organiser les prochaines élections et de la révision du code électoral, en tenant compte des enseignements tirés des élections tenues plus tôt dans l'année, et demande au Gouvernement d'organiser des élections municipales dans les meilleurs délais;

4. *Engage* le Gouvernement centrafricain à poursuivre ses consultations avec l'opposition de manière consensuelle et inclusive, notamment sur la réforme électorale;

5. *Prie instamment* le Gouvernement centrafricain de garantir le plein respect de la liberté d'expression et de réunion, y compris pour les partis d'opposition, ainsi que de l'état de droit, lesquels sont indispensables à la démocratie, et exhorte les partis d'opposition et le Gouvernement à ouvrir un dialogue constructif pour créer un environnement propice à l'égalité des chances à la veille du prochain cycle électoral;

6. *Engage* le Gouvernement centrafricain et tous les groupes armés à continuer de soutenir la réconciliation nationale en respectant strictement les recommandations du dialogue politique inclusif qui a pris fin en 2008, et enjoint à tous les groupes armés de coopérer avec le Gouvernement dans le cadre du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration;

7. *Accueille avec satisfaction* les progrès accomplis par la République centrafricaine en matière de désarmement et de démobilisation des ex-combattants dans le nord-ouest, à la suite du lancement par le Président Bozizé, le 25 juin 2011, des activités liées à cette question, et engage le Gouvernement centrafricain à poursuivre le désarmement et la démobilisation des ex-combattants, notamment des membres de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement et de la Convention des patriotes pour la justice et la paix;

8. *Se réjouit* de la finalisation, le 8 juillet 2011, de la stratégie nationale de réintégration des ex-combattants élaborée avec le soutien du Bureau, et prie instamment le Gouvernement centrafricain de redoubler d'efforts pour s'approprier et mettre pleinement en œuvre la stratégie à l'échelle nationale, dans le cadre général de la réforme du secteur de la sécurité, d'arrêter un calendrier et de mettre au point des programmes spécifiques de réintégration afin de pouvoir solliciter le concours de partenaires bilatéraux et multilatéraux;

9. *Souligne* l'importance que revêt la réforme du secteur de la sécurité en République centrafricaine, note avec préoccupation l'absence de stratégie nationale crédible et viable en la matière et, à cet égard, demande au Gouvernement centrafricain de renouer véritablement le dialogue avec le Bureau sur cette question, notamment en tenant compte de la feuille de route pour la réforme du secteur de la sécurité élaborée par le Bureau en réponse à la demande d'aide à la relance de la réforme de ce secteur présentée par le Gouvernement;

10. *Se déclare préoccupé* par l'état de la sécurité en République centrafricaine, qui reste précaire, se félicite des efforts constants déployés à cet égard par la Mission de consolidation de

---

<sup>217</sup> S/2011/739.

la paix en Centrafrique à l'appui d'une paix et d'une sécurité durables dans le pays, et invite tous les pays de la sous-région et les organisations régionales et sous-régionales à envisager, si la République centrafricaine en fait la demande, de proroger le mandat de la Mission et de prendre toute autre mesure qui s'imposerait pour améliorer la sécurité en République centrafricaine et dans la sous-région ;

11. *Souligne* que c'est au Gouvernement centrafricain qu'il incombe au premier chef d'améliorer la sécurité et de protéger ses civils, dans le plein respect de l'état de droit, des droits de l'homme et du droit international humanitaire, insiste sur l'importance de l'action des partenaires bilatéraux pour le renforcement des capacités des Forces armées centrafricaines et fait observer que cette assistance doit contribuer à la réforme du secteur de la sécurité ;

12. *Souligne également* qu'il est nécessaire que le Tchad, le Soudan et la République centrafricaine appliquent l'accord tripartite, signé le 23 mai 2011 à Khartoum, afin de renforcer la sécurité dans les zones frontalières communes en organisant des patrouilles conjointes, et qu'il importe que le Tchad, la République centrafricaine et le Cameroun poursuivent l'initiative tripartite, signée en décembre 2005, afin de renforcer la sécurité à leurs frontières ;

13. *Se déclare vivement préoccupé* par le recrutement massif et les achats d'armes par le Front populaire pour le redressement, qui menacent la paix et la sécurité en République centrafricaine et dans la région et violent les engagements pris par le Front populaire pour le redressement, dans le communiqué final signé le 13 juin 2011 par son chef, M. Baba Laddé, et les Médiateurs nationaux du Tchad et de la République centrafricaine, de déposer les armes et d'entamer des pourparlers de paix, condamne les violations des droits de l'homme commises par le Front populaire pour le redressement et engage le Gouvernement centrafricain à rester en contact avec le Gouvernement tchadien pour parvenir à une solution ;

14. *Condamne fermement* les violations continues du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, les meurtres et les mutilations, les viols, l'esclavage sexuel et d'autres formes de violence sexuelle, et les enlèvements perpétrés par des groupes armés, en particulier l'Armée de résistance du Seigneur, qui menacent la population ainsi que la paix et la stabilité en République centrafricaine et dans la sous-région, et demande au Bureau de lui faire rapport sur les violations des droits de l'homme commises par des groupes armés, notamment celles qui sont perpétrées contre des enfants ou des femmes ;

15. *Salue* les efforts faits par le Gouvernement centrafricain pour combattre l'Armée de résistance du Seigneur sur son territoire, se réjouit de l'initiative de coopération régionale lancée par l'Union africaine pour éliminer l'Armée de résistance du Seigneur et de la nomination d'un Envoyé spécial de l'Union africaine pour coordonner cette activité, et félicite les États de la région de leur coopération et de leurs efforts accrus pour faire face à cette menace ;

16. *Accueille avec satisfaction* la désignation par le Bureau d'un coordonnateur chargé des activités relatives à l'Armée de résistance du Seigneur et la création d'un groupe de travail qui comprend les parties nationales et internationales concernées, notamment l'Union africaine, l'Union européenne, les États-Unis d'Amérique, la France et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, et engage le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine à accroître les échanges d'informations sur l'Armée de résistance du Seigneur, notamment avec le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et l'Envoyé spécial de l'Union africaine sur la question de l'Armée de résistance du Seigneur qui vient d'être nommé, et à aider le Gouvernement centrafricain à mettre au point une stratégie et à soutenir les activités visant à encourager les défections dans les rangs de l'Armée de résistance du Seigneur, à désarmer et à démobiliser ceux qui ont fui l'Armée de résistance du Seigneur ou qui ont fait défection, ainsi qu'à contribuer à leur réinstallation ou rapatriement vers leur pays d'origine, dans la limite des ressources disponibles ;

17. *Exhorte* toutes les parties concernées à faire en sorte que les secours humanitaires puissent parvenir sans entrave à toutes les populations qui en ont besoin ;

18. *Prend acte avec satisfaction* de la récente signature par l'Armée populaire pour la restauration de la démocratie et la Convention des patriotes pour la justice et la paix de plans d'action visant à faire cesser l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, exhorte toutes les autres parties citées dans le rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé à faire de même dans les plus brefs délais, salue l'action que mène la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé en République centrafricaine et engage les parties à continuer de collaborer avec elle dans ce domaine, demande à la communauté internationale de soutenir les efforts faits pour réintégrer les enfants, et exhorte le Gouvernement centrafricain à continuer de renforcer la protection des enfants, y compris en donnant application à la législation en la matière et à l'occasion d'opérations militaires ;

19. *S'inquiète* de la persistance de la violence sexuelle et sexiste et engage le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine à continuer d'œuvrer aux côtés du Gouvernement centrafricain et des autres parties concernées, y compris la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine, à y mettre fin ;

20. *Prie instamment* le Gouvernement centrafricain d'enquêter sur les informations faisant état de violations des droits de l'homme dans le pays, de veiller à voir traduire en justice les auteurs présumés de ces violations, et de prendre toutes mesures nécessaires pour prévenir de nouvelles violations ;

21. *Engage* le Gouvernement centrafricain à dialoguer davantage avec les institutions de Bretton Woods, en particulier le Fonds monétaire international, leur assistance étant essentielle à la relance de l'économie et au développement du pays ;

22. *Engage* le Gouvernement centrafricain, la Commission de consolidation de la paix et les partenaires nationaux et internationaux du pays à honorer leurs engagements découlant du Cadre stratégique pour la consolidation de la paix en République centrafricaine<sup>218</sup>, prie la Commission, avec l'appui du Bureau, de continuer d'aider le Gouvernement à jeter les bases d'une paix et d'un développement durables en République centrafricaine, notamment en entreprenant d'aller de l'avant dans la consécration de l'état de droit, et en prenant pleinement en compte les objectifs de consolidation de la paix à l'occasion des futurs processus de planification stratégique, et prie la Commission de conseiller le Conseil de sécurité sur ces questions ;

23. *Félicite* le Gouvernement centrafricain d'avoir lancé son document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de la deuxième génération et l'invite à hiérarchiser ses objectifs, notamment en ce qui concerne l'accès aux services de base et aux soins de santé, la sécurité alimentaire, les infrastructures et le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration ainsi que la réforme du secteur de la sécurité, à lutter contre la corruption et à améliorer la transparence des finances publiques ;

24. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6696<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6780<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République centrafricaine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en République centrafricaine

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (S/2012/374) ».

---

<sup>218</sup> PBC/3/CAF/7.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Margaret Vogt, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine.

---

## LA SITUATION EN GUINÉE-BISSAU<sup>219</sup>

### Décisions

À sa 6648<sup>e</sup> séance, le 3 novembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Angola et de la Guinée-Bissau (Ministre de l'économie, de la planification et de l'intégration régionale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Guinée-Bissau

« Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (S/2011/655) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Joseph Mutaboba, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, et à M<sup>me</sup> Maria Luiza Ribeiro Viotti, Représentante permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies et Présidente de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 6695<sup>e</sup> séance, le 21 décembre 2011, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation en Guinée-Bissau

« Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (S/2011/655) ».

### Résolution 2030 (2011) du 21 décembre 2011

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses précédentes résolutions et les déclarations de son Président concernant la situation en Guinée-Bissau, en particulier les résolutions 1876 (2009) et 1949 (2010), en date des 26 juin 2009 et 23 novembre 2010,

*Saluant* les efforts faits par le Gouvernement bissau-guinéen pour préserver la stabilité du pays et l'ordre constitutionnel, y compris l'œuvre de réconciliation accomplie par l'Assemblée nationale,

*Prenant note* des mesures encourageantes de réforme économique prises par le Gouvernement bissau-guinéen, y compris la réforme de l'administration et des finances publiques, se réjouissant de l'adoption par les autorités bissau-guinéennes du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de la deuxième génération et du document national stratégique d'action

---

<sup>219</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1998 des résolutions et décisions sur cette question.

sur les déterminants sociaux de la santé, et prenant note de l'appui des partenaires bilatéraux au développement dans le domaine de la santé,

*Soulignant* l'importance des prochaines élections législatives en Guinée-Bissau et le fait qu'un scrutin libre, juste et transparent est une étape cruciale nécessaire à la consolidation de la démocratie et à la réconciliation nationale, et demandant à toutes les parties prenantes de contribuer au calme pendant et après les élections,

*Réaffirmant* que le Gouvernement bissau-guinéen et toutes les parties prenantes doivent continuer à œuvrer à la réconciliation nationale à la faveur d'un véritable dialogue politique sans exclusive, au respect de l'ordre constitutionnel, à la réforme de la défense, de la sécurité et de la justice, à la défense de l'état de droit et des droits de l'homme, à la promotion du développement socioéconomique et à la lutte contre l'impunité et le trafic de drogue,

*Soulignant* l'importance que revêt la réforme du secteur de la sécurité pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau et le fait que les autorités bissau-guinéennes doivent redoubler d'efforts pour créer un climat propice au renforcement de l'autorité du pouvoir civil sur les forces de sécurité bissau-guinéennes, notamment les forces armées,

*Profondément préoccupé* par la menace que l'augmentation du trafic de drogue et de la criminalité organisée en Guinée-Bissau fait peser sur la sécurité et la stabilité nationales et sous-régionales, saluant l'approbation par le Gouvernement bissau-guinéen du plan national opérationnel de lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée pour 2011-2014 et la création d'une Cellule de lutte contre la criminalité transnationale en Guinée-Bissau, dans le cadre de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest, et soulignant une fois encore qu'il faut s'attaquer au problème du trafic de stupéfiants dans les pays d'origine, de transit et de destination finale, et ce, dans l'optique de la responsabilité commune et partagée,

*Redisant* combien l'appui constant du système des Nations Unies et de la communauté internationale à la sécurité et au développement à long terme de la Guinée-Bissau est important, notamment pour la réforme du secteur de la sécurité, la justice, la lutte contre le trafic de drogue et la création d'un climat propice à la lutte contre l'impunité et au renforcement des institutions bissau-guinéennes,

*Saluant* le soutien que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté des pays de langue portugaise apportent à la réforme de la défense et de la sécurité en Guinée-Bissau, estimant que des efforts redoublés doivent être faits pour mettre en œuvre la feuille de route de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest-Communauté des pays de langue portugaise à l'appui de ces réformes, et encourageant la communauté internationale à continuer d'œuvrer au règlement des principaux problèmes que connaît le pays,

*Redisant* combien la coopération régionale et sous-régionale est importante pour faire face aux difficultés que rencontre la Guinée-Bissau,

*Encourageant* toutes les parties prenantes à continuer d'œuvrer au règlement des principaux problèmes de gouvernance et de consolidation de la paix que connaît le pays,

*Soulignant une fois encore* que le Gouvernement bissau-guinéen est responsable au premier chef de la sécurité, de la protection de sa population civile, de la consolidation de la paix et du développement à long terme dans le pays,

*Rappelant avec satisfaction* l'œuvre de coordination de l'assistance à la Guinée-Bissau fournie par l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires internationaux accomplie par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau,

*Se félicitant* de l'intérêt que la Commission de consolidation de la paix ne cesse de porter à la Guinée-Bissau et de la récente visite de la Présidente de la formation Guinée-Bissau de la Commission, prenant note de l'exposé que celle-ci a fait le 3 novembre 2011<sup>220</sup> et appréciant la contribution que le Fonds pour la consolidation de la paix apporte à la consolidation de la paix en Guinée-Bissau,

---

<sup>220</sup> Voir S/PV.6648.

*Réaffirmant son plein attachement* à la consolidation de la paix et à la stabilité en Guinée-Bissau,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 28 février 2013 le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau créé au paragraphe 3 de la résolution 1876 (2009) ;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la Guinée-Bissau, en date du 21 octobre 2011<sup>221</sup>, et des recommandations qui y figurent, et se félicite des activités menées par le Bureau ;

3. *Prend note* du plan de travail stratégique élaboré en réponse à la résolution 1949 (2010), souligne que la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité et la lutte contre l'impunité et le trafic de drogue demeurent des objectifs à atteindre en priorité pour assurer la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, et prie en outre le Secrétaire général de mesurer et de suivre, dans ses prochains rapports, sur la base de critères adaptés, les progrès accomplis par le Bureau dans son travail d'appui aux autorités compétentes de la Guinée-Bissau dans ces secteurs et de formuler des recommandations pour combler au besoin les lacunes existantes, sans remettre en cause l'exécution des autres tâches relevant du mandat du Bureau ;

4. *Engage* le Gouvernement et tous les acteurs politiques en Guinée-Bissau à œuvrer de concert à consolider la paix et la stabilité dans le pays, à régler les différends par des moyens légaux et pacifiques, et à redoubler d'efforts pour instaurer un véritable dialogue politique sans exclusive et la réconciliation nationale, y compris la conférence nationale sur la réconciliation, et prie le Secrétaire général d'appuyer ces efforts, y compris par l'intermédiaire de son Représentant spécial pour la Guinée-Bissau ;

5. *Exhorte* les membres des forces armées de la Guinée-Bissau, en particulier leurs dirigeants, à respecter l'ordre constitutionnel, la tutelle et le contrôle civils ainsi que l'état de droit et les droits de l'homme, à s'abstenir de toute ingérence dans les questions politiques, à garantir la sécurité des institutions nationales ainsi que de la population en général et à participer pleinement à la réforme du secteur de la sécurité et de la défense, et exhorte en outre les dirigeants politiques de la Guinée-Bissau à s'abstenir de faire intervenir l'armée et la justice dans la vie politique ;

6. *Prie* le Secrétaire général de continuer, par l'entremise de son Représentant spécial, à aider le Gouvernement bissau-guinéen à renforcer la coordination de l'assistance internationale aux fins d'une véritable réforme du secteur de la sécurité conformément au principe de l'appropriation nationale et de la pleine subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil ;

7. *Se félicite* du partenariat noué entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté des pays de langue portugaise en vue d'appuyer la réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau, demande à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, à la Communauté des pays de langue portugaise et au Gouvernement bissau-guinéen de continuer à honorer les engagements qu'ils ont souscrits dans le cadre de la feuille de route de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest-Communauté des pays de langue portugaise, en particulier la mise en place d'un régime des pensions pour les membres des forces armées et des services de sécurité, y compris leurs dirigeants, ainsi que le rajeunissement et la professionnalisation des structures militaires et de sécurité, considère qu'il importe de contribuer au régime des pensions pour faire avancer la réforme du secteur de la sécurité et, dans cette optique, accueille avec satisfaction la contribution du Gouvernement au régime des pensions et engage en outre les autorités bissau-guinéennes à achever l'adoption des textes et du cadre de base de la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité, y compris le régime des pensions ;

8. *Appelle* à achever dans les meilleurs délais les enquêtes sur les assassinats politiques de mars et juin 2009, invite le Gouvernement bissau-guinéen à créer un climat qui permette à la Commission nationale d'enquête de mener ses travaux en toute crédibilité et transparence et dans le respect des principes reconnus internationalement, prie le Secrétaire général de prêter son

---

<sup>221</sup> S/2011/655.



concours à la conduite de ces enquêtes et demande en outre à l'Union africaine, à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, à la Communauté des pays de langue portugaise, à l'Union européenne et aux autres partenaires d'appuyer, si nécessaire, ces efforts et autres déployés par les autorités pour mettre fin à l'impunité ;

9. *Demande* aux autorités bissau-guinéennes de veiller à poursuivre quiconque est responsable d'infractions pénales, y compris le trafic de drogue, dans le plein respect des droits de la défense ;

10. *Exhorte* le Gouvernement bissau-guinéen à continuer de lutter contre la corruption, notamment en donnant application à la Convention des Nations Unies contre la corruption<sup>222</sup> ;

11. *Encourage* le Gouvernement bissau-guinéen à poursuivre la mise en œuvre de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest dans le pays ;

12. *Exhorte* la communauté internationale, y compris la Commission de consolidation de la paix et les organisations régionales comme l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté des pays de langue portugaise et l'Union européenne, ainsi que des partenaires bilatéraux selon qu'il convient, à accroître leur soutien à l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest pour lutter contre la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogue qui menacent la sécurité et la stabilité en Guinée-Bissau et dans la sous-région, se félicite à cet égard que le Gouvernement bissau-guinéen soit décidé à lutter contre cette menace et à mettre en œuvre son plan national opérationnel (2011-2014), lui demande d'allouer les ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan et demande aux partenaires internationaux d'aider les autorités nationales dans ce sens ;

13. *Prie* la Commission de consolidation de la paix de continuer à aider la Guinée-Bissau à mettre en œuvre ses priorités en la matière ainsi que de donner des avis au Conseil de sécurité sur la façon d'éliminer les obstacles fondamentaux à la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, notamment la réforme du secteur de la sécurité et la lutte contre le trafic de drogue, et de le tenir informé des progrès réalisés pour ce qui est d'aider la Guinée-Bissau dans ces domaines ;

14. *Engage* tous les acteurs nationaux, y compris politiques, militaires et de la société civile, à participer pleinement à la conférence nationale sur la réconciliation et à veiller à la mise en place d'un mécanisme de suivi de l'application des recommandations de la conférence nationale ;

15. *Encourage* le Représentant spécial à continuer d'œuvrer à renforcer l'intégration et l'efficacité de l'action de l'Organisation des Nations Unies sur le terrain à titre d'appui aux priorités du Gouvernement et du peuple bissau-guinéens en matière de stabilisation, de paix et de développement, et à s'efforcer de multiplier les échanges avec les autorités bissau-guinéennes afin de renforcer les capacités institutionnelles du pays ;

16. *Insiste* sur le rôle important des femmes en matière de prévention et de règlement des conflits comme de consolidation de la paix, ainsi qu'il l'a reconnu dans ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010, souligne que le Bureau doit tenir compte de la situation des femmes dans tous les aspects de l'exécution de son mandat et encourage le Bureau à continuer d'œuvrer avec les autorités nationales dans ce sens, et les parties prenantes concernées à accroître la participation des femmes à l'entreprise de consolidation de la paix ;

17. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte de l'état d'avancement de l'application de la présente résolution et du mandat du Bureau tel qu'il ressort de sa résolution 1876 (2009), lors d'une réunion d'information en mars 2012, dans un rapport en juillet 2012 et tous les six mois par la suite ;

18. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6695<sup>e</sup> séance.*

---

<sup>222</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2349, n° 42146.

### Décisions

À sa 6743<sup>e</sup> séance, le 28 mars 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Guinée-Bissau à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Guinée-Bissau ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Joseph Mutaboba, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, et à M<sup>me</sup> Maria Luiza Ribeiro Viotti, Représentante permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies et Présidente de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 6754<sup>e</sup> séance, le 19 avril 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Angola (Ministre des relations extérieures), de la Côte d'Ivoire et de la Guinée-Bissau (Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Guinée-Bissau ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Joseph Mutaboba, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, et à M<sup>me</sup> Maria Luiza Ribeiro Viotti, Représentante permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies et Présidente de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 6755<sup>e</sup> séance, le 21 avril 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation en Guinée-Bissau ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, la Présidente a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>223</sup> :

« Le Conseil de sécurité rappelle sa déclaration à la presse du 13 avril 2012<sup>224</sup> et condamne à nouveau vigoureusement le coup d'État militaire que les dirigeants militaires et des responsables politiques ont mené en Guinée-Bissau, compromettant ainsi l'achèvement du scrutin présidentiel légitime.

« Le Conseil rejette la création inconstitutionnelle du Conseil national de transition par les dirigeants militaires et leurs partisans.

« Le Conseil de sécurité exige le rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel et du gouvernement légitime de la Guinée-Bissau. Il exige également que le Président par intérim, M. Raimundo Pereira, le Premier Ministre, M. Carlos Gomes Júnior, et tous les autres responsables actuellement détenus soient libérés immédiatement et sans condition, afin que les élections présidentielle et législatives soient menées à leur terme. À cet égard, il se félicite que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ait décidé de suspendre la Guinée-Bissau de l'organisation, avec effet immédiat, jusqu'au rétablissement effectif de l'ordre constitutionnel.

« Le Conseil de sécurité souligne que la sécurité et la sûreté de toutes les personnes détenues doit être assurée et que les auteurs d'actes violents et illégaux doivent être amenés à en répondre.

« Le Conseil est vivement préoccupé par les informations faisant état de la répression violente de manifestations pacifiques, d'actes de pillage, d'entraves à la liberté de circulation

---

<sup>223</sup> S/PRST/2012/15.

<sup>224</sup> SC/10607.

et de la détention arbitraire de civils, et exige la libération de ceux-ci. Il demande aux dirigeants militaires de fournir des informations sur le nombre, l'identité et le lieu de détention des personnes arrêtées, et exhorte l'armée à protéger les droits de l'homme, notamment les libertés de circulation, de réunion pacifique et d'expression.

« Le Conseil salue et appuie la participation active de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de la Communauté des pays de langue portugaise et les mesures prises par celles-ci. Il engage ces organisations à coordonner leurs efforts pour faciliter le rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau.

« Le Conseil engage instamment les partenaires de la Guinée-Bissau à renforcer encore cette action, qu'il prie le Secrétaire général de soutenir, notamment par l'intermédiaire de ses représentants spéciaux.

« Le Conseil est prêt à envisager d'autres mesures, y compris à imposer des sanctions ciblées contre les auteurs du coup d'État militaire et leurs partisans, si la crise n'est pas réglée.

« Le Conseil note que l'Union africaine a décidé d'engager des consultations avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté des pays de langue portugaise, l'Organisation des Nations Unies et d'autres partenaires au sujet des moyens supplémentaires qu'il pourrait être nécessaire de mettre en œuvre pour stabiliser le pays, en consultation avec le Gouvernement légitime de la Guinée-Bissau.

« Le Conseil prie le Secrétaire général de le tenir informé de l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et de présenter d'ici au 30 avril 2012 un rapport concernant le rétablissement de l'ordre constitutionnel dans ce pays.

« Le Conseil souligne que cette nouvelle ingérence illicite des militaires dans la vie politique contribue à la persistance de l'instabilité et à une culture de l'impunité, et entrave les efforts visant à consolider l'état de droit, à réformer le secteur de la sécurité, à promouvoir le développement et à ancrer les valeurs démocratiques. À cet égard, il salue l'action que mènent la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix et la mission bilatérale de l'Angola (MISSANG) pour favoriser la paix et la stabilité dans le pays.

« Les membres du Conseil soulignent que la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Guinée-Bissau doivent être sauvegardées et respectées.

« Le Conseil restera activement saisi de la question. »

À sa 6766<sup>e</sup> séance, le 7 mai 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Angola (Ministre des relations extérieures) et de la Guinée-Bissau (Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Guinée-Bissau

« Rapport spécial du Secrétaire général sur la situation en Guinée-Bissau (S/2012/280) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Joseph Mutaboba, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, et à M<sup>me</sup> Maria Luiza Ribeiro Viotti, Représentante permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies et Présidente de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à

M<sup>me</sup> Salamatu Hussaini Suleiman, Commissaire chargée des affaires politiques et des questions de paix et de sécurité à la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

À sa 6774<sup>e</sup> séance, le 18 mai 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Guinée-Bissau à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Guinée-Bissau ».

**Résolution 2048 (2012)  
du 18 mai 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* la déclaration de son Président, en date du 21 avril 2012<sup>223</sup>, et les déclarations à la presse sur la situation en Guinée-Bissau en date des 13 avril<sup>224</sup> et 8 mai 2012<sup>225</sup>,

*Réitérant sa ferme condamnation* du coup d'État militaire perpétré le 12 avril 2012 par la hiérarchie militaire, qui a remis en cause le processus électoral démocratique en Guinée-Bissau, ainsi que de la constitution d'un « Commandement militaire » par les auteurs du coup d'État,

*Rappelant* la condamnation unanime du coup d'État militaire par la communauté internationale, y compris l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté des pays de langue portugaise, l'Union européenne et la Commission de consolidation de la paix,

*Prenant note* des efforts entrepris par l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté des pays de langue portugaise et l'Union européenne face à la crise actuelle et des efforts de médiation menés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en réaction au récent coup d'État militaire,

*Soulignant* qu'une coordination active et étroite doit s'instaurer entre les partenaires internationaux pour permettre de rétablir l'ordre constitutionnel et d'arrêter une stratégie globale de stabilisation pour aider la Guinée-Bissau à surmonter ses difficultés dans les domaines politique, de la sécurité et du développement,

*Prenant note* des appels que lui a lancés le Gouvernement bissau-guinéen en faveur d'une réaction face à la crise actuelle,

*Prenant également note* de la libération du Président par intérim, M. Raimundo Pereira, du Premier Ministre, M. Carlos Gomes Júnior, et d'autres responsables qui étaient détenus,

*Déplorant* que le « Commandement militaire » continue de refuser de se plier à ses exigences, tendant à voir rétablir immédiatement l'ordre constitutionnel, rétablir le Gouvernement démocratique légitime de la Guinée-Bissau et reprendre le processus électoral interrompu par le coup d'État militaire,

*Se déclarant préoccupé* par les informations faisant état de pillages, y compris le pillage de biens publics, de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits, notamment de détentions arbitraires, de mauvais traitements infligés aux détenus, de la répression de manifestations pacifiques et de restrictions à la liberté de circulation imposées par le « Commandement militaire » à un certain nombre de personnes, comme il ressort du rapport spécial du Secrétaire général sur la situation en Guinée-Bissau<sup>226</sup>, et soulignant que les responsables de telles violations et atteintes doivent en répondre,

*Condamnant* tous les actes de violence, notamment ceux commis à l'encontre de femmes et d'enfants, et soulignant la nécessité de prévenir les violences,

---

<sup>225</sup> SC/10640.

<sup>226</sup> S/2012/280.

*Notant avec une profonde préoccupation* l'inquiétante situation humanitaire engendrée par le coup d'État et ses conséquences négatives sur l'activité économique du pays,

*Soulignant* l'importance de la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité, y compris l'exercice d'un contrôle civil efficace et responsable sur les forces de sécurité, en tant qu'élément crucial pour la stabilité à long terme en Guinée-Bissau, comme cela est envisagé dans la feuille de route établie par la Guinée-Bissau, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté des pays de langue portugaise, et soulignant également la responsabilité qui incombe aux forces de police en Guinée-Bissau de protéger les institutions publiques et la population civile,

*Déplorant* l'ingérence illégale des dirigeants militaires dans le processus politique en Guinée-Bissau et s'inquiétant du fait que l'ingérence des militaires dans la vie politique et les conséquences du trafic de drogue et de la criminalité organisée en Guinée-Bissau ont gravement entravé les efforts déployés pour instaurer l'état de droit et la bonne gouvernance et pour mettre fin à l'impunité et à la corruption,

*Se déclarant gravement préoccupé* par les incidences négatives du trafic de drogue et de la criminalité organisée sur la Guinée-Bissau et la sous-région,

*Se disant profondément préoccupé* par la possible intensification du trafic de drogue en conséquence du coup d'État militaire,

*Soulignant* que, pour être durable, toute solution à l'instabilité qui règne en Guinée-Bissau devrait comporter des mesures concrètes de lutte contre l'impunité et garantir que les responsables d'assassinats à motivation politique et d'autres crimes graves, tels que les activités liées au trafic de drogue et les atteintes à l'ordre constitutionnel, soient traduits en justice,

*Soulignant également* l'importance de la stabilité et de la bonne gouvernance pour le développement social et économique durable de la Guinée-Bissau,

*Réaffirmant* qu'il faut défendre et respecter la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Guinée-Bissau,

*Sachant* que la Charte des Nations Unies lui confère la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu de l'Article 41 du Chapitre VII de la Charte,

1. *Exige* du « Commandement militaire » qu'il prenne des mesures immédiates pour rétablir et respecter l'ordre constitutionnel, y compris un processus électoral démocratique, en veillant à ce que tous les soldats regagnent leurs casernes et que les membres du « Commandement militaire » renoncent à leurs fonctions d'autorité ;

2. *Souligne* que toutes les parties prenantes nationales et les partenaires bilatéraux et multilatéraux internationaux de la Guinée-Bissau doivent rester déterminés à rétablir l'ordre constitutionnel, comme cela est affirmé au paragraphe 1 ci-dessus, et, dans ce contexte, engage la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest à poursuivre ses efforts de médiation aux fins du rétablissement de l'ordre constitutionnel, en étroite coordination avec l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine et la Communauté des pays de langue portugaise ;

3. *Prie* le Secrétaire général de participer activement à ce processus, de manière à harmoniser les positions respectives des partenaires bilatéraux et multilatéraux internationaux, en particulier l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté des pays de langue portugaise et l'Union européenne, et à garantir la coordination et la complémentarité maximales des initiatives internationales, aux fins de l'élaboration d'une stratégie globale et intégrée assortie de mesures concrètes visant à mettre en œuvre la réforme du secteur de la sécurité et les réformes politiques et économiques, à réprimer le trafic de drogue et à lutter contre l'impunité ;

### **Interdiction de voyager**

4. *Décide* que tous les États Membres prendront les mesures nécessaires pour empêcher les personnes dont le nom figure en annexe à la présente résolution ou qui ont été désignées par le Comité créé par le paragraphe 9 de la présente résolution d'entrer sur leur territoire ou d'y passer en transit, étant entendu qu'aucune disposition du présent paragraphe n'oblige un État à refuser à ses propres nationaux l'entrée sur son territoire ;

5. *Décide également* que les mesures imposées par le paragraphe 4 ci-dessus ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

a) Lorsque le Comité établit, au cas par cas, que le voyage se justifie par des raisons humanitaires, y compris un devoir religieux ;

b) Lorsque l'entrée ou le passage en transit sont nécessaires aux fins d'une procédure judiciaire ;

c) Lorsque le Comité établit, au cas par cas, qu'une dérogation serait dans l'intérêt de la paix et de la réconciliation nationale en Guinée-Bissau, et de la stabilité régionale ;

### **Critères de désignation**

6. *Décide* que les mesures prévues au paragraphe 4 de la présente résolution s'appliquent aux personnes désignées par le Comité, conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 9 de la présente résolution :

a) Qui cherchent à empêcher le retour à l'ordre constitutionnel, ou prennent des mesures qui compromettent la stabilité de la Guinée-Bissau, en particulier celles qui ont joué un rôle de premier plan dans le coup d'État du 12 avril 2012 et qui visent, par leurs actes, à porter atteinte à l'état de droit, à entraver la primauté du pouvoir civil et à aggraver l'impunité et l'instabilité dans le pays ;

b) Qui agissent pour le compte des personnes identifiées à l'alinéa *a* ci-dessus ou en leur nom ou sur leurs instructions, ou qui leur fournissent soutien ou financement ;

7. *Note* que ce soutien ou financement peut consister notamment, mais sans s'y limiter, à utiliser le produit de la criminalité organisée, dont la culture, la production et le commerce de stupéfiants et de leurs précurseurs en provenance de la Guinée-Bissau ou en transit dans le pays ;

8. *Engage vivement* les États Membres à communiquer au Comité les noms des personnes qui répondent aux critères énoncés au paragraphe 6 de la présente résolution ;

### **Nouveau comité des sanctions**

9. *Décide* de créer, conformément à l'article 28 de son Règlement intérieur provisoire, un Comité du Conseil de sécurité composé de tous ses membres (« le Comité »), qui s'acquittera des tâches suivantes :

a) Suivre l'application des mesures imposées au paragraphe 4 de la présente résolution ;

b) Désigner les personnes passibles des mesures imposées au paragraphe 4 de la présente résolution et examiner les demandes de dérogation prévues au paragraphe 5 de la présente résolution ;

c) Arrêter les directives qui pourraient être nécessaires pour faciliter la mise en œuvre des mesures imposées ci-dessus ;

d) Lui adresser dans un délai de trente jours un premier rapport sur ses travaux et lui faire ensuite rapport lorsque le Comité l'estimera nécessaire ;

e) Entretenir un dialogue avec les États Membres et les organisations internationales, régionales et sous-régionales intéressés, en particulier ceux de la région, notamment en invitant leurs représentants à le rencontrer afin d'examiner la question de l'application des mesures ;

f) Solliciter de tous les États et organisations internationales, régionales et sous-régionales toutes informations qu'il jugerait utiles concernant les actions qu'ils auront engagées pour appliquer les mesures imposées ci-dessus de façon effective ;

g) Examiner les informations faisant état de violations ou du non-respect des mesures imposées par la présente résolution et y donner la suite qui convient ;

10. *Demande* à tous les États Membres de faire rapport au Comité dans les cent vingt jours suivant l'adoption de la présente résolution sur les mesures qu'ils auront prises pour donner effet au paragraphe 4 de la présente résolution ;

11. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter un rapport initial sur l'application du paragraphe 1 de la présente résolution quinze jours au plus tard après l'adoption de celle-ci et de lui rendre compte régulièrement par la suite, tous les quatre-vingt-dix jours, de la mise en œuvre de tous les éléments de ladite résolution, ainsi que de la situation humanitaire en Guinée-Bissau ;

#### **Volonté d'examiner la situation**

12. *Affirme* qu'il suivra en permanence l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et se tiendra prêt à examiner l'opportunité des mesures énoncées dans la présente résolution, y compris leur renforcement par des mesures additionnelles telles qu'un embargo sur les armes et des mesures financières, leur modification, leur suspension ou leur levée, selon que de besoin, en fonction des progrès accomplis en ce qui concerne la stabilisation du pays et le retour à l'ordre constitutionnel, conformément à la présente résolution ;

13. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6774<sup>e</sup> séance.*

#### **Annexe**

##### **Interdiction de voyager**

1. Général António INJAI (également connu sous le nom d'António INDJAI)

Nationalité : Bissau-guinéenne

Date de naissance : 20 janvier 1955

Lieu de naissance : Encheia, secteur de Bissorá, région de l'Oio (Guinée-Bissau)

Parents : Wasna Injai et Quiritché Cofte

Fonction officielle : Général de corps d'armée – Chef d'état-major des forces armées

Passeport : Passeport diplomatique n° AAID00435

Date de délivrance : 18 février 2010

Lieu de délivrance : Guinée-Bissau

Date d'expiration : 18 février 2013

António Injai a pris part personnellement à la planification et à la conduite de la mutinerie du 1<sup>er</sup> avril 2010, qui a abouti à l'arrestation illégale de Carlos Gomes Júnior, Premier Ministre, et de José Zamora Induta, alors chef d'état-major des forces armées ; au cours de la période électorale de 2012, en tant que chef d'état-major des forces armées, Injai a menacé de renverser les autorités élues et de mettre fin au processus électoral ; António Injai a participé à la planification opérationnelle du coup d'État du 12 avril 2012. Au lendemain de ce coup d'État, le premier communiqué du « Commandement militaire » a été diffusé par l'État-major des forces armées, dirigé par le général Injai.

2. Général de division Mamadu TURE (également connu sous le nom de N'KRUMAH)

Nationalité : Bissau-guinéenne

Date de naissance : 26 avril 1947

Fonction officielle : Chef d'état-major adjoint des forces armées

Passeport : Passeport diplomatique n° DA0002186

Date de délivrance : 30 mars 2007

Lieu de délivrance : Guinée-Bissau

Date d'expiration : 26 août 2013

Membre du « Commandement militaire » qui a assumé la responsabilité du coup d'État du 12 avril 2012.

3. Général Estêvão NA MENA

Nationalité : Bissau-guinéenne

Date de naissance : 7 mars 1956

Fonction officielle : Inspecteur général des forces armées

Membre du « Commandement militaire » qui a assumé la responsabilité du coup d'État du 12 avril 2012.

4. Général de brigade Ibraima CAMARÁ (également connu sous le nom de « Papa Camará »)

Nationalité : Bissau-guinéenne

Date de naissance : 11 mai 1964

Parents : Suareba Camará et Sale Queita

Fonction officielle : Chef d'état-major des forces aériennes

Passeport : Passeport diplomatique n° AAID00437

Date de délivrance : 18 février 2010

Lieu de délivrance : Guinée-Bissau

Date d'expiration : 18 février 2013

Membre du « Commandement militaire » qui a assumé la responsabilité du coup d'État du 12 avril 2012.

5. Lieutenant-colonel Daba NAUALNA (également connu sous le nom de Daba Na Walna)

Nationalité : Bissau-guinéenne

Date de naissance : 6 juin 1966

Parents : Samba Nualna et In-Uasne Nanfafe

Fonction officielle : Porte-parole du « Commandement militaire »

Passeport : Passeport n° SA000417

Date de délivrance : 29 octobre 2003

Lieu de délivrance : Guinée-Bissau

Date d'expiration : 10 mars 2013

Porte-parole du « Commandement militaire » qui a assumé la responsabilité du coup d'État du 12 avril 2012.

### Décisions

À sa 6818<sup>e</sup> séance, le 26 juillet 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau et du Mozambique à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Guinée-Bissau

« Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (S/2012/554) ».



À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Joseph Mutaboba, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, et à M<sup>me</sup> Maria Luiza Ribeiro Viotti, Représentante permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies et Présidente de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

---

## PROTECTION DES CIVILS EN PÉRIODE DE CONFLIT ARMÉ<sup>227</sup>

### Décisions

À sa 6650<sup>e</sup> séance, le 9 novembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, du Bangladesh, du Canada, du Chili, de l'Égypte, de la Géorgie, du Guatemala, du Honduras, d'Israël, du Japon, du Liechtenstein, du Luxembourg, de la Malaisie, du Maroc, du Mexique, de la Norvège, du Pakistan, du Pérou, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la Slovénie, du Soudan, de Sri Lanka, de la Suisse et de la Tunisie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Protection des civils en période de conflit armé ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Navanethem Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, et à M<sup>me</sup> Catherine Bragg, Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Philip Spoerri, Directeur chargé du droit international et de la coopération au Comité international de la Croix-Rouge.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Mateya Kelley, représentant de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits, en réponse à la demande que le Représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies a adressée au Président du Conseil le 8 novembre 2011.

À sa 6790<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Argentine, de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, du Bangladesh, du Brésil, du Canada, du Chili, de l'Égypte, de l'Estonie, de la Finlande, de la Grèce, de l'Indonésie, d'Israël, du Japon, de la Jordanie, de la Libye, du Liechtenstein, du Luxembourg, du Mexique, des Philippines, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République de Corée, de la République islamique d'Iran, de Sri Lanka, de la Suisse, de la Turquie et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Protection des civils en période de conflit armé

« Rapport du Secrétaire général sur la protection des civils dans les conflits armés (S/2012/376) ».

---

<sup>227</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1999 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence, et à M. Ivan Šimonović, Sous-Secrétaire général et Chef du Bureau de New York du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Philip Spoerri, Directeur chargé du droit international et de la coopération au Comité international de la Croix-Rouge.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

---

## LES FEMMES ET LA PAIX ET LA SÉCURITÉ<sup>228</sup>

### Décisions

Le 20 septembre 2011, le Président du Conseil de sécurité a publié la note suivante<sup>229</sup> :

« À l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, il a été convenu que le rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 1820 (2008), 1888 (2009) et 1960 (2010) demandé au paragraphe 18 de la résolution 1960 (2010) serait présenté d'ici à janvier 2012.

« De plus, il sera procédé à l'examen des mandats du Représentant spécial et de l'Équipe d'experts demandé au paragraphe 28 de la résolution 1888 (2009) d'ici à janvier 2012. »

À sa 6642<sup>e</sup> séance, le 28 octobre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan, de l'Angola, de l'Argentine, de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, du Bangladesh, du Burundi, du Canada, du Chili, de la Croatie, de l'Espagne, de l'Estonie, des Fidji, de la Finlande, des Îles Salomon, de l'Indonésie, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Kazakhstan, du Kenya, du Kirghizistan, du Libéria, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, des Maldives, du Maroc, du Mexique, du Népal, des Pays-Bas, du Pérou, de la République de Corée, du Sénégal, du Soudan, de la Suisse, du Timor-Leste, de la Tunisie, de la Turquie, de l'Ukraine et de Vanuatu à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Les femmes et la paix et la sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité (S/2011/598)

« Lettre, en date du 20 octobre 2011, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2011/654) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Michelle Bachelet, Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), et à M. Lazarous Kapambwe, Président du Conseil économique et social.

---

<sup>228</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2000 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>229</sup> S/2011/583.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Orzala Ashraf Nemat, représentante du Groupe de travail des organisations non gouvernementales sur les femmes et la paix et la sécurité.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Eirini Lemos-Maniati, Attachée civile de liaison de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies, en réponse à la demande que le Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies a adressée à la Présidente du Conseil le 28 octobre 2011.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, la Présidente a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>230</sup> :

« Le Conseil de sécurité réaffirme sa volonté de donner pleinement et effectivement effet à ses résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009) et 1960 (2010) sur les femmes et la paix et la sécurité, et rappelle les déclarations de son Président sur la question.

« Le Conseil exhorte toutes les parties à s'acquitter pleinement des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979<sup>231</sup> et de son Protocole facultatif de 1999<sup>232</sup>, et engage vivement tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier la Convention et le Protocole facultatif ou d'y adhérer.

« Le Conseil rappelle le Document final du Sommet mondial de 2005<sup>233</sup>, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing<sup>234</sup>, les documents adoptés par l'Assemblée générale à l'issue de sa vingt-troisième session extraordinaire intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »<sup>235</sup>, et la déclaration adoptée par la Commission de la condition de la femme à sa cinquante-quatrième session<sup>236</sup>.

« Le Conseil se félicite du rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité, en date du 29 septembre 2011<sup>237</sup>, et prend note de l'analyse et des recommandations qui y figurent sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements pris sur la question des femmes et de la paix et de la sécurité, notamment la représentation des femmes dans les instances de décision, institutions et mécanismes qui œuvrent à la prévention et au règlement des conflits armés et à la consolidation de la paix.

« Le Conseil salue les engagements pris et l'action menée par les États Membres, les organisations régionales et le Secrétaire général en faveur de la mise en œuvre de ses résolutions sur les femmes et la paix et la sécurité. Il demeure cependant préoccupé par

---

<sup>230</sup> S/PRST/2011/20.

<sup>231</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, n° 20378.

<sup>232</sup> *Ibid.*, vol. 2131, n° 20378.

<sup>233</sup> Voir résolution 60/1 de l'Assemblée générale.

<sup>234</sup> *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

<sup>235</sup> Résolution S-23/2 de l'Assemblée générale, annexe, et résolution S-23/3, annexe.

<sup>236</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2010, Supplément n° 7* et rectificatif (E/2010/27 et Corr.1), chap. I, sect. A. ; voir également décision 2010/232 du Conseil économique et social.

<sup>237</sup> S/2011/598.

le fait que de nombreuses insuffisances et difficultés entravent sérieusement l'application de la résolution 1325 (2000), notamment le fait que peu de femmes participent aux travaux des institutions officielles qui s'occupent de la prévention et du règlement des conflits, surtout s'agissant de la diplomatie préventive et des efforts de médiation.

« Le Conseil souligne qu'il importe de promouvoir et de protéger les droits fondamentaux des femmes et des filles dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000), de respecter pleinement le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme en période et au lendemain de conflit armé, de favoriser la participation des femmes à la prévention et au règlement des conflits, ainsi qu'à la consolidation de la paix, et de prendre en compte la problématique hommes-femmes dans les missions des Nations Unies.

« Le Conseil salue le concours qu'apporte l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le rôle qu'elle joue dans l'application des résolutions sur les femmes et la paix et la sécurité. Il exprime son intention d'entendre des exposés de la Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive d'ONU-Femmes. Il note avec satisfaction l'amélioration, depuis la création d'ONU-Femmes, de la coordination des politiques et des programmes du système des Nations Unies en faveur des femmes et des filles, et de leur cohérence. Le Conseil souligne à ce propos l'importance des mandats confiés à la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et à la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, qui concourent à l'action menée concernant les femmes et la paix et la sécurité.

« Le Conseil condamne de nouveau fermement toutes les violations du droit international applicable commises à l'encontre des femmes et des filles pendant et au lendemain de conflits armés et exige de toutes les parties qu'elles mettent immédiatement fin à de tels actes. Il exhorte aussi les États Membres à traduire en justice quiconque est responsable de crimes de cette nature.

« Le Conseil note que la lutte contre l'impunité des crimes de portée internationale les plus graves commis contre les femmes et les filles s'est renforcée grâce à l'action de la Cour pénale internationale, des Tribunaux spéciaux, des tribunaux mixtes et des chambres spécialisées au sein des juridictions nationales. Il redit son intention de redoubler d'effort pour lutter contre l'impunité et de faire en sorte, par les moyens appropriés, que les auteurs de crimes graves perpétrés contre des femmes et des filles répondent de leurs actes, et appelle l'attention sur tous les mécanismes de justice et de réconciliation qui doivent être envisagés, dont les tribunaux pénaux nationaux, internationaux et mixtes, les commissions Vérité et réconciliation, les programmes nationaux visant à offrir réparation aux victimes et à réformer les institutions, ainsi que les mécanismes traditionnels de règlement des différends.

« Le Conseil salue les efforts déployés par les États Membres pour appliquer la résolution 1325 (2000) au niveau national, notamment le fait que les États sont de plus en plus nombreux à avoir élaboré des stratégies ou des plans d'action nationaux, ou à avoir révisé ceux qui existaient. Il appelle de nouveau les États Membres à continuer d'appliquer la résolution 1325 (2000), notamment par l'élaboration de plans d'action nationaux ou de stratégies à l'échelon national.

« Le Conseil rappelle la déclaration de son Président sur la diplomatie préventive, en date du 22 septembre 2011<sup>238</sup>, dans laquelle il a pris acte, notamment, de l'importance du rôle joué par les femmes dans la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix, et a demandé à nouveau que les activités de diplomatie préventive fassent davantage appel à la participation de femmes – sur un pied d'égalité, à représentation égale et en veillant à ce qu'elles y soient totalement impliquées. Il rappelle également la résolution 65/283

---

<sup>238</sup> S/PRST/2011/18.

de l'Assemblée générale sur le renforcement du rôle de la médiation dans le règlement pacifique des différends, la prévention et le règlement des conflits, ainsi que l'appel qui y est lancé à la promotion d'une participation égale, pleine et effective des femmes au règlement pacifique des différends et à la prévention et au règlement des conflits, en tout lieu et à tous les niveaux, particulièrement celui des prises de décisions.

« Le Conseil engage les États Membres, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, les missions des Nations Unies, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, les institutions financières internationales et les organisations régionales et sous-régionales à apporter leur concours, selon que de besoin, aux institutions gouvernementales et aux associations féminines qui s'occupent de questions ayant un rapport avec des situations de conflit armé ou d'après conflit, et de renforcer leurs capacités. Il insiste sur l'importance de la participation de femmes aux activités de prévention et de règlement des conflits, y compris la négociation et la mise en œuvre d'accords de paix, ainsi qu'aux dialogues internationaux, aux groupes de contact, aux conférences de mobilisation et aux réunions de donateurs organisés à l'appui du règlement des conflits. À cet égard, il réaffirme qu'il faut, le cas échéant, apporter un soutien aux initiatives de paix féminines locales, aux dispositifs de règlement des conflits et aux initiatives qui font participer les femmes aux mécanismes de mise en œuvre des accords de paix, y compris grâce à la présence à l'échelon local de missions des Nations Unies.

« Le Conseil, prenant acte de l'importante contribution que les femmes peuvent apporter aux efforts de prévention des conflits et de médiation, engage les États Membres et les organisations internationales et régionales à prendre des mesures visant à accroître le nombre de femmes participant à des activités de médiation ou ayant un rôle de représentant dans lesdites organisations. Il souligne donc combien il importe de créer des conditions propices à la participation des femmes à tous les stades des processus de paix et de contrer les partis pris sociaux défavorables à la pleine participation des femmes, sur un pied d'égalité, au règlement des conflits et à la médiation.

« Le Conseil continue d'engager les États Membres à affecter aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies des effectifs féminins plus importants parmi les militaires et le personnel de police, en réaffirmant que tout le personnel militaire et de police doit recevoir une formation adaptée et suffisante pour pouvoir exercer ses responsabilités.

« Le Conseil engage les parties à des négociations et les équipes de médiation à adopter une démarche tenant compte de la problématique hommes-femmes lorsqu'elles négocient ou appliquent un accord de paix et à faciliter l'accroissement de la représentation des femmes dans les débats consacrés à la consolidation de la paix. À cet égard, il prie le Secrétaire général et les entités concernées des Nations Unies d'aider, selon qu'il conviendra, à rendre possibles des consultations régulières entre les associations féminines et les participants concernés de processus de médiation dans un conflit ou de consolidation de la paix. Il prie également le Secrétaire général de veiller à ce que des exposés soient faits régulièrement devant les médiateurs et leurs équipes, sur les aspects de la problématique hommes-femmes qui doivent être pris en compte dans les dispositions d'un accord de paix et les obstacles précis auxquels se heurte la pleine participation des femmes, sur un pied d'égalité.

« Le Conseil constate qu'il doit accorder dans son propre travail une attention plus systématique aux engagements relatifs aux femmes et à la paix et à la sécurité et à leur application, et se déclare disposé à faire en sorte que des mesures renforçant la participation des femmes à la prévention et au règlement des conflits et à la consolidation de la paix prennent une plus grande place dans ses travaux, notamment en ce qui concerne la diplomatie préventive. Il se félicite que le Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique compte incorporer le souci de la problématique hommes-femmes dans ses activités.

« Le Conseil déclare à nouveau qu'il compte organiser en 2015 un examen de haut niveau visant à faire le point des progrès accomplis aux niveaux mondial, régional et national

dans l'application de la résolution 1325 (2000), à renouveler les engagements et à s'attaquer aux obstacles et contraintes qui sont apparus dans l'application de cette résolution.

« Le Conseil prie le Secrétaire général de faire notamment figurer dans son prochain rapport annuel sur l'application de la résolution 1325 (2000) un examen détaillé des mesures prises pour mettre en œuvre la présente déclaration de sa Présidente, des réalisations et des obstacles rencontrés, en particulier ceux qui concernent la participation des femmes aux activités de médiation et de diplomatie préventive. »

À sa 6722<sup>e</sup> séance, le 23 février 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan, de l'Arménie, de l'Australie, du Bangladesh, de la Belgique (Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, du commerce extérieur et des affaires européennes), du Botswana, du Brésil, du Canada, de l'Égypte, d'El Salvador, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'Indonésie, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Kenya, du Liechtenstein, du Luxembourg, du Mexique, du Népal, du Pérou, de la République arabe syrienne, de la République de Corée, de la République islamique d'Iran, du Soudan, de Sri Lanka, de la Suède, de la Suisse, de la Tunisie et du Viet Nam à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Les femmes et la paix et la sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur la violence sexuelle liée aux conflits (S/2012/33) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Margot Wallström, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, et à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Amina Megheirbi, représentante du Groupe de travail des organisations non gouvernementales sur les femmes et la paix et la sécurité.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>239</sup> :

« Le Conseil de sécurité réaffirme sa volonté de donner pleinement et effectivement effet à ses résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009) et 1960 (2010) sur les femmes et la paix et la sécurité, et rappelle les déclarations de son Président sur la question.

« Le Conseil remercie le Secrétaire général de son rapport sur la violence sexuelle liée aux conflits<sup>240</sup> et prend note de l'analyse et des recommandations qui y figurent.

« Le Conseil est profondément préoccupé par les actes, tendances et scénarios de violence sexuelle en période de conflit armé ou au lendemain de conflit, notamment l'exercice d'actes de violence sexuelle délibérés sur la personne de civils, notamment à des fins politiques, et le fait d'y recourir comme tactique de guerre. Il note en outre avec préoccupation que les violences sexuelles s'exercent de façon disproportionnée sur les femmes et les filles, sans que les hommes et les garçons n'en soient épargnés. Il souligne que les actes de

---

<sup>239</sup> S/PRST/2012/3.

<sup>240</sup> S/2012/33.

violence sexuelle non seulement remettent sérieusement en cause la contribution décisive des femmes à la société, mais viennent également fragiliser des processus de paix viables et sans exclusive.

« Dans le cadre de l'application intégrale de la résolution 1960 (2010), le Conseil souligne qu'il faut recueillir des données actualisées, vérifiées et précises, grâce à des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information sur les violences sexuelles durant ou après des conflits armés et en d'autres circonstances auxquelles s'applique la résolution 1888 (2009), qui permettront d'éclairer ses débats et l'aideront à envisager telle ou telle action en connaissance de cause, voire des mesures ciblées et graduées. Il affirme avec insistance que les méthodes de collecte et de communication des données doivent obéir à des normes éthiques saines et respecter la dignité des victimes en toute circonstance.

« Le Conseil met l'accent sur l'importance de la prévention, de l'alerte rapide et d'une réponse efficace aux violences sexuelles lorsqu'elles sont utilisées comme tactique de guerre ou dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique contre des populations civiles.

« Le Conseil encourage toutes les missions de maintien de la paix des Nations Unies à s'inspirer au besoin de la publication de la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit, qui recense les pratiques en matière de maintien de la paix, comme outil de référence pour prévenir plus efficacement les violences sexuelles.

« Le Conseil exhorte toutes les parties à tout conflit à s'acquitter intégralement des obligations qui leur incombent en vertu du droit international applicable, y compris l'interdiction de toute forme de violence sexuelle. Il condamne de nouveau fermement toutes les violations du droit international applicable, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme durant ou après des conflits armés, en particulier les actes de violence sexuelle. Il demande instamment qu'il soit complètement et immédiatement mis fin à ces actes et constate que l'impunité des auteurs est de nature à entraver la confiance dans les institutions existantes et fait le lit de l'instabilité.

« Le Conseil réitère que la lutte contre l'impunité des crimes internationaux les plus graves commis contre les femmes et les filles s'est renforcée grâce à l'action de la Cour pénale internationale, des Tribunaux spéciaux, des tribunaux mixtes et des chambres spécialisées au sein des juridictions nationales. Il redit son intention de redoubler d'efforts pour lutter contre l'impunité et de faire en sorte, par les moyens appropriés, que les auteurs de crimes graves perpétrés contre des femmes et des filles répondent de leurs actes, et appelle l'attention sur tous les mécanismes de justice et de réconciliation qui doivent être envisagés, dont les tribunaux pénaux nationaux, internationaux et mixtes, les commissions Vérité et réconciliation, les programmes nationaux de réparation en faveur des victimes, les réformes institutionnelles, ainsi que les mécanismes traditionnels de règlement des différends.

« Le Conseil encourage les États Membres et le système des Nations Unies à continuer de sensibiliser le public à l'impact de la violence sexuelle en temps et au lendemain de conflits armés sur les victimes, les familles, les communautés et les sociétés. Il souligne qu'il importe de lutter contre les préjugés contre les rescapées de la violence, qui peuvent conduire à l'ostracisme ou à d'autres pratiques discriminatoires.

« Le Conseil demande aux États Membres d'élargir, avec le concours du système des Nations Unies et des autres parties prenantes, l'accès aux services de soins de santé, de soutien psychosocial, d'assistance juridique et de réinsertion socioéconomique des victimes de la violence sexuelle, surtout en milieu rural. Il souligne qu'il importe que les victimes puissent dénoncer de tels actes en toute sécurité.

« Le Conseil continue d'engager les États Membres à accroître le nombre de femmes dans les effectifs de militaires et de fonctionnaires de police affectés à des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et réitère qu'il convient de dispenser à tous les membres du personnel militaire et de police et aux autres membres du personnel des Nations Unies la formation voulue, notamment sur la violence sexuelle et sexiste, pour leur permettre

de s'acquitter de leur mission. Il est conscient que le Secrétaire général s'efforce de poursuivre, en les renforçant, les actions visant à mettre en œuvre la politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles commis par tous les membres du personnel des Nations Unies. Il attend avec impatience le déploiement de conseillers pour la protection des femmes dans les missions des Nations Unies, en application des résolutions 1888 (2009), 1889 (2009) et 1960 (2010).

« Le Conseil rappelle le rôle important des femmes en matière de prévention et de règlement des conflits et de consolidation de la paix. Il note avec préoccupation que les femmes continuent d'être sous-représentées dans les processus de paix officiels et salue les efforts faits par le Secrétaire général pour remédier à cette sous-représentation. À ce propos, il réitère l'appel lancé par l'Assemblée générale dans sa résolution 66/130 en vue d'accroître le rôle des femmes dans la prise de décisions concernant la prévention et le règlement des conflits conformément à la résolution 1325 (2000) du Conseil.

« Le Conseil réitère qu'il importe d'affronter les problèmes de violence sexuelle dès le début des processus de paix, des efforts de médiation, des cessez-le-feu et des accords de paix, en particulier dans le cadre des dispositions relatives aux arrangements sécuritaires, à l'administration de la justice pendant la période de transition et aux réparations. Il souligne qu'il est nécessaire de donner aux médiateurs et aux observateurs de cessez-le-feu la formation voulue pour faire face au problème de la violence sexuelle.

« Le Conseil souligne qu'il importe d'affronter les problèmes de la violence sexuelle durant et après tout conflit armé dans le contexte des initiatives et arrangements de réforme du secteur de la sécurité, y compris s'agissant de la formation, de la vérification des antécédents et du renforcement des capacités des acteurs de la sécurité nationale.

« Le Conseil loue l'action que mène la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit armé pour s'acquitter de son mandat, conformément à ses résolutions sur la question. Il souligne l'importance des mandats de celle-ci et de l'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit, qui contribuent à l'action menée au titre de la question des femmes et de la paix et de la sécurité. Il invite la Représentante spéciale à continuer de faire des exposés et de fournir des informations touchant l'exercice de son mandat et le Secrétaire général à recommander toutes mesures appropriées. »

À sa 6759<sup>e</sup> séance, le 24 avril 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Les femmes et la paix et la sécurité ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Michelle Bachelet, Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), et à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

---

## EXPOSÉ DU PRÉSIDENT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE<sup>241</sup>

### Décision

À sa 6637<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 25 octobre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

---

<sup>241</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2000 des résolutions et décisions sur cette question.



« À sa 6637<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 25 octobre 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée “Exposé du Président de la Cour internationale de Justice”.

« Comme convenu lors de consultations préalables, la Présidente a invité le juge Hisashi Owada, Président de la Cour internationale de Justice, en vertu de l’article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, à participer à l’examen de la question.

« Les membres du Conseil et M. Owada ont eu un échange de vues. »

---

## **EXPOSÉ DU PRÉSIDENT EN EXERCICE DE L’ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE<sup>242</sup>**

### **Décisions**

À sa 6715<sup>e</sup> séance, le 9 février 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Exposé du Président en exercice de l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l’article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d’adresser une invitation à M. Eamon Gilmore, Président en exercice de l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de l’Irlande.

---

## **RENCONTRE ENTRE LE CONSEIL DE SÉCURITÉ ET LES PAYS QUI FOURNISSENT DES CONTINGENTS OU DU PERSONNEL DE POLICE, ORGANISÉE CONFORMÉMENT AUX SECTIONS A ET B DE L’ANNEXE II DE LA RÉSOLUTION 1353 (2001)<sup>242</sup>**

### **A. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre**

#### **Décisions**

À sa 6676<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 7 décembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l’article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d’autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l’intermédiaire du Secrétaire général :

« Le 7 décembre 2011, en application des dispositions des sections A et B de l’annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6676<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

« Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l’article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M<sup>me</sup> Lisa Buttenheim, Représentante spéciale du Secrétaire général à Chypre et Chef de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. »

À sa 6801<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 5 juillet 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l’article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d’autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l’intermédiaire du Secrétaire général :

« Le 5 juillet 2012, en application des dispositions des sections A et B de l’annexe II de sa résolution 1353 (2001), le Conseil de sécurité a tenu sa 6801<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les

---

<sup>242</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2001 des résolutions et décisions sur cette question.

représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

« Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M<sup>me</sup> Lisa Buttenheim, Représentante spéciale du Secrétaire général à Chypre et Chef de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

« Les membres du Conseil, M<sup>me</sup> Buttenheim et les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues. »

## **B. Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement**

### **Décisions**

À sa 6680<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 13 décembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

« Le 13 décembre 2011, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6680<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement.

« Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M<sup>me</sup> Susan Allee, Chef de l'Équipe opérationnelle intégrée pour le Moyen-Orient et le Sahara occidental du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat.

« Les membres du Conseil, M<sup>me</sup> Allee et les représentants des pays qui fournissent des contingents ont eu un échange de vues. »

À sa 6787<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 14 juin 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

« Le 14 juin 2012, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001), le Conseil de sécurité a tenu sa 6787<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement.

« Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Wolfgang Weisbrod-Weber, Directeur de la Division Asie et Moyen-Orient du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat.

« Les membres du Conseil, M. Weisbrod-Weber et les représentants des pays qui fournissent des contingents ont eu un échange de vues. »

## **C. Force intérimaire des Nations Unies au Liban**

### **Décision**

À sa 6600<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 16 août 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

« Le 16 août 2011, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6600<sup>e</sup> séance, à

huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban.

« Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Wolfgang Weisbrod-Weber, Directeur de la Division Asie et Moyen-Orient du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat.

« Les membres du Conseil, M. Weisbrod-Weber et les représentants des pays qui fournissent des contingents ont eu un échange de vues. »

#### **D. Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental**

##### **Décision**

À sa 6750<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 12 avril 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser sa Présidente à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

« Le 12 avril 2012, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6750<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.

« Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Wolfgang Weisbrod-Weber, Directeur de la Division Asie et Moyen-Orient du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat.

« Les membres du Conseil, M. Weisbrod-Weber et les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont eu un échange de vues. »

#### **E. Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo**

##### **Décision**

À sa 6779<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 6 juin 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

« Le 6 juin 2012, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6779<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

« Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Roger Meece, Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

« Les membres du Conseil, M. Meece et les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont eu un échange de vues. »

## **F. Mission des Nations Unies au Libéria**

### **Décision**

À sa 6608<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 7 septembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

« Le 7 septembre 2011, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6608<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission des Nations Unies au Libéria.

« Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M<sup>me</sup> Ellen Margrethe Løj, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Libéria et Chef de la Mission des Nations Unies au Libéria.

« Les membres du Conseil, M<sup>me</sup> Løj et les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont eu un échange de vues. »

## **G. Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire**

### **Décision**

À sa 6802<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 10 juillet 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

« Le 10 juillet 2012, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6802<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

« Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Albert Koenders, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire et Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, intervenu par vidéo-conférence.

« Les membres du Conseil, M. Koenders et les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues. »

## **H. Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti**

### **Décision**

À sa 6615<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 14 septembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

« Le 14 septembre 2011, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6615<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

« Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire

du Conseil, par M. Mariano Fernández, Représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti et Chef de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

« Les membres du Conseil, M. Fernández et les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont eu un échange de vues. »

### **I. Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste**

#### **Décision**

À sa 6714<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 9 février 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

« Le 9 février 2012, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6714<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste.

« Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Wolfgang Weisbrod-Weber, Directeur de la Division Asie et Moyen-Orient du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat.

« Les membres du Conseil, M. Weisbrod-Weber et les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont eu un échange de vues. »

### **J. Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour**

#### **Décision**

À sa 6806<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 18 juillet 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

« Le 18 juillet 2012, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6806<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour.

« Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M<sup>me</sup> Margaret Carey, Directrice de la Division de l'Afrique I du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat.

« Les membres du Conseil, M<sup>me</sup> Carey et les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues. »

### **K. Mission des Nations Unies au Soudan du Sud**

#### **Décision**

À sa 6797<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 29 juin 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

« Le 29 juin 2012, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6797<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.

« Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M<sup>me</sup> Hilde Johnson, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Soudan du Sud.

« Les membres du Conseil, M<sup>me</sup> Johnson et les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues. »

#### **L. Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne**

##### **Décision**

À sa 6803<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 10 juillet 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

« Le 10 juillet 2012, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 6803<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents à la Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne.

« Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

« Les membres du Conseil, M. Ladsous et les représentants des pays qui fournissent des contingents participant à la rencontre ont eu un échange de vues. »

---

#### **MENACES CONTRE LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES RÉSULTANT D'ACTES DE TERRORISME<sup>242</sup>**

##### **Décisions**

Le 30 décembre 2011, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>243</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 28 décembre 2011 concernant votre intention de reconduire M. Mike Smith (Australie) dans ses fonctions de Directeur exécutif de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme jusqu'au 31 décembre 2012<sup>244</sup> a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note. »

À sa 6765<sup>e</sup> séance, le 4 mai 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme

« Renforcement de la coopération internationale aux fins de l'exécution des obligations liées à la lutte contre le terrorisme

« Lettre, en date du 1<sup>er</sup> mai 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2012/281) ».

---

<sup>243</sup> S/2011/813.

<sup>244</sup> S/2011/812.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>245</sup> :

« Le Conseil de sécurité réaffirme que la Charte des Nations Unies lui confie la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

« Le Conseil condamne de nouveau fermement et catégoriquement le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les auteurs, où qu'il soit pratiqué et à quelque fin que ce soit, et souligne que les actes de terrorisme sont des actes criminels injustifiables, quelles que soient leurs motivations.

« Le Conseil constate avec préoccupation que le terrorisme continue de menacer gravement la paix et la sécurité internationales, la jouissance des droits de l'homme et le développement économique et social des États, qu'il constitue un obstacle à la stabilité et à la prospérité dans le monde, que cette menace est devenue plus diffuse et s'accompagne d'une multiplication, dans diverses régions du monde, du nombre d'actes terroristes, y compris motivés par l'intolérance et l'extrémisme, et réaffirme sa détermination à combattre par tous les moyens, conformément à la Charte et dans le respect du droit international, y compris le droit international des droits de l'homme, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire applicables, les menaces que les actes de terrorisme font peser sur la paix et la sécurité internationales.

« Le Conseil réaffirme que le terrorisme ne peut et ne saurait être associé à une religion, une nationalité ou une civilisation.

« Le Conseil se déclare une fois de plus préoccupé par les enlèvements et les prises d'otages auxquels se livrent des groupes terroristes dans le but de lever des fonds ou d'obtenir des concessions politiques, note une multiplication de ces incidents dans certaines régions du monde au contexte politique particulier, et réaffirme la nécessité de régler ce problème.

« Le Conseil constate le changement de nature et de caractère du terrorisme, qui se manifeste par la persistance des attentats terroristes partout dans le monde, se déclare préoccupé par le lien de plus en plus étroit, dans de nombreux cas, entre terrorisme et criminalité transnationale organisée, et souligne qu'il importe de renforcer la coordination des efforts engagés aux niveaux national, sous-régional, régional et international pour apporter une réponse mondiale plus énergique à ce grave problème et à la menace qu'il constitue pour la paix et la sécurité internationales.

« Le Conseil se déclare à nouveau préoccupé par le fait que les terroristes utilisent, de plus en plus souvent, dans une société mondialisée, les nouvelles technologies de l'information et des communications, notamment Internet, à des fins de recrutement et d'incitation, ainsi que pour le financement, la planification et la préparation de leurs activités.

« Le Conseil considère qu'il faut continuer de prendre des mesures pour prévenir et réprimer le financement du terrorisme et des organisations terroristes, réaffirme les obligations mises à la charge des États Membres dans ce contexte et salue l'important travail accompli par les organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales, en particulier le Groupe d'action financière.

« Le Conseil réaffirme que les États Membres doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance de tout État, doivent prêter à l'Organisation des Nations Unies tout leur concours dans toute action que celle-ci mène en accord avec la Charte, et doivent s'abstenir de fournir une assistance à tout État contre lequel l'Organisation prend des mesures préventives ou coercitives.

« Le Conseil exprime sa profonde solidarité avec les victimes du terrorisme et leur famille, souligne qu'il importe de venir en aide à ces victimes et de leur apporter, ainsi

---

<sup>245</sup> S/PRST/2012/17.

qu'à leur famille, le soutien dont elles ont besoin pour surmonter leur chagrin et leur douleur, reconnaît le rôle important que les victimes et les réseaux de survivants jouent dans la lutte contre le terrorisme, notamment en s'exprimant courageusement contre les idéologies violentes et extrémistes, et, à cet égard, salue et encourage les efforts déployés et les activités menées par les États Membres et le système des Nations Unies, notamment l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, dans ce domaine.

« Le Conseil réaffirme l'obligation faite aux États Membres de s'abstenir de fournir toute forme de soutien, actif ou passif, à des entités ou personnes participant ou associées à des actes de terrorisme, notamment en réprimant le recrutement de membres par les groupes terroristes, conformément au droit international, et en mettant fin à l'approvisionnement en armes des terroristes.

« Le Conseil rappelle l'ensemble de ses résolutions et déclarations sur la question du terrorisme, en particulier les résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), 1373 (2001), 1540 (2004) et 1624 (2005), ainsi que tous les autres instruments internationaux de lutte contre le terrorisme pertinents, insiste sur leur pleine application, demande à nouveau aux États d'envisager de devenir partie dès que possible à l'ensemble des conventions et protocoles internationaux pertinents et de s'acquitter pleinement des obligations découlant de ceux auxquels ils sont déjà partie, et apprécie les efforts que les États Membres continuent de faire pour mener à bien les négociations sur le projet de convention générale sur le terrorisme international.

« Le Conseil souligne que les sanctions sont un instrument important prévu par la Charte de lutte internationale contre le terrorisme et insiste sur le fait qu'il importe d'appliquer rapidement et véritablement les mesures de sanctions pertinentes. Le Conseil réaffirme, dans ce contexte, son attachement à des procédures claires et équitables. Il se félicite également des améliorations apportées récemment aux procédures du Comité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), en particulier en ce qui concerne le travail utile mené efficacement par le Bureau du Médiateur créé en application de la résolution 1904 (2009).

« Le Conseil est conscient du fait que le fléau du terrorisme ne peut être vaincu que grâce à l'adoption d'une démarche suivie et globale, fondée sur la participation et la collaboration actives de l'ensemble des États ainsi que des organisations internationales et régionales concernées et de la société civile, et insiste sur la nécessité de s'attaquer aux facteurs propices à la diffusion du terrorisme, comme décrit dans la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies<sup>246</sup>. Le Conseil encourage les États Membres à élaborer des stratégies globales et intégrées de lutte contre le terrorisme.

« Le Conseil réaffirme que les États Membres doivent veiller à ce que les mesures qu'ils prennent pour lutter contre le terrorisme soient conformes aux obligations mises à leur charge par le droit international, en particulier le droit international des droits de l'homme, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire, souligne que des mesures antiterroristes efficaces et le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'état de droit sont complémentaires, se renforcent mutuellement et sont des éléments indispensables au succès de la lutte contre le terrorisme, et note qu'il importe de respecter l'état de droit pour prévenir et combattre efficacement le terrorisme.

« Le Conseil souligne qu'il importe de respecter et de comprendre la diversité religieuse et culturelle partout dans le monde, affirme que les efforts faits au niveau international pour approfondir le dialogue et la compréhension entre les civilisations dans le but d'empêcher que telle ou telle religion ou culture ne soit prise inconsiderément pour cible peuvent aider à contrer les forces qui alimentent la polarisation et l'extrémisme et contribueront à renforcer le combat international contre le terrorisme et, à cet égard, se félicite du rôle positif joué par l'Alliance des civilisations et d'autres initiatives similaires.

---

<sup>246</sup> Résolution 60/288 de l'Assemblée générale.



« Le Conseil reste profondément préoccupé par la menace du terrorisme et le risque de voir des acteurs non étatiques se procurer, mettre au point ou utiliser des armes de destruction massive et leurs vecteurs, ou en faire le trafic.

« Le Conseil est conscient de la nécessité de déployer d'urgence des efforts supplémentaires aux niveaux régional, national et international pour lutter contre la prolifération illicite d'armes et de matériel connexe de tous types, y compris de missiles sol-air portables, dans certaines régions, et souligne qu'une telle prolifération pourrait alimenter les activités terroristes.

« Le Conseil insiste sur l'importance de continuer à appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies de manière intégrée et dans tous ses aspects, et attend avec intérêt le troisième examen qu'en réalisera l'Assemblée générale.

« Le Conseil insiste sur la nécessité d'une coopération et d'une solidarité renforcées entre les États Membres, notamment dans le cadre d'accords et de mécanismes multilatéraux et bilatéraux visant à prévenir et à réprimer les attentats terroristes, et demande à nouveau aux États Membres de renforcer leur coopération aux niveaux international, régional et sous-régional, en particulier par l'intermédiaire de mécanismes régionaux et sous-régionaux et grâce à une meilleure coordination et coopération sur le plan opérationnel.

« Le Conseil souligne qu'il importe de partager en temps utile des informations exactes en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme, et demande aux États Membres d'intensifier leur coopération à cet égard, y compris dans le cadre de l'assistance judiciaire mutuelle et par un renforcement de la coordination entre autorités compétentes, ainsi que dans des cadres régionaux et sous-régionaux, s'il y a lieu.

« Le Conseil constate avec préoccupation que certains États Membres ont des difficultés à appliquer ses résolutions concernant la lutte contre le terrorisme et d'autres résolutions connexes et, à cet égard, se félicite de l'assistance fournie par des entités et des organes subsidiaires des Nations Unies ainsi qu'au niveau bilatéral et encourage le développement de la coopération ainsi que le renforcement des programmes d'assistance afin d'aider les États Membres à prévenir les menaces terroristes, y compris à empêcher que des groupes terroristes n'exploitent leurs vulnérabilités.

« Le Conseil souligne que le renforcement des capacités de tous les États Membres est un élément essentiel de la lutte contre le terrorisme menée au niveau mondial et insiste à cet égard sur le fait qu'il importe de renforcer la coopération entre États Membres de même qu'avec les entités et organes subsidiaires des Nations Unies dans le but de donner aux États Membres les moyens de s'acquitter efficacement de leurs obligations en matière de lutte contre le terrorisme, notamment en développant les programmes de renforcement des capacités et d'assistance technique ainsi que le soutien accordé à la mise en place de systèmes pénaux efficaces fondés sur l'état de droit et qui organisent la coopération judiciaire en matière d'extradition et d'entraide judiciaire, en particulier pour accélérer et simplifier les procédures de demande d'extradition et d'entraide judiciaire.

« Le Conseil se félicite de tous les efforts visant à faire plus largement connaître les activités antiterroristes des Nations Unies et à développer la coordination, la coopération et la cohérence entre les entités des Nations Unies en vue d'encourager la transparence et d'éviter les chevauchements d'activités, prend note de la recommandation du Secrétaire général, que celui-ci a soumise à l'examen des États Membres, tendant à nommer un coordonnateur des activités antiterroristes des Nations Unies et, à cet égard, attend avec intérêt le débat sur cette question, notamment dans le cadre de ses délibérations sur les moyens d'améliorer davantage encore la cohérence interinstitutionnelle de l'action des Nations Unies contre le terrorisme.

« Le Conseil réaffirme qu'il importe de renforcer la coopération entre les comités faisant suite à ses résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), 1373 (2001) et 1540 (2004) concernant la lutte antiterroriste, ainsi qu'entre leurs groupes d'experts respectifs, et note

l'importance des contacts et du dialogue permanents entre ces comités et l'ensemble des États Membres afin d'assurer une coopération efficace.

« Le Conseil encourage tous les organes compétents des Nations Unies, notamment la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, agissant en étroite coopération au sein de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, à accorder une attention accrue à la résolution 1624 (2005) dans le cadre de leur dialogue avec les États Membres au sujet de l'élaboration, conformément à leurs obligations de droit international, de stratégies destinées notamment à lutter contre l'incitation à commettre des actes de terrorisme motivés par l'extrémisme et l'intolérance, et à la fourniture d'une assistance technique pour l'application de ces stratégies.

« Le Conseil exprime son soutien aux activités menées par l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme pour assurer la coordination et la cohérence d'ensemble de l'action engagée par le système des Nations Unies contre le terrorisme et à la pleine participation, dans le cadre de leurs mandats respectifs, des organes subsidiaires du Conseil aux travaux de l'Équipe ainsi qu'à ceux de ses groupes de travail, et se félicite de la création du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme conformément à la résolution 66/10 de l'Assemblée générale.

« Le Conseil prend note du lancement récent du Forum mondial de lutte contre le terrorisme et de ses premiers résultats, et l'encourage à continuer de coopérer étroitement avec les entités et organes subsidiaires des Nations Unies. »

---

## **EXPOSÉS DES PRÉSIDENTS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ<sup>247</sup>**

### **Décisions**

À sa 6658<sup>e</sup> séance, le 14 novembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de Cuba, de l'Espagne, d'Israël, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, de la République arabe syrienne et de la Suisse à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 6686<sup>e</sup> séance, le 14 décembre 2011, le Conseil a examiné la question intitulée « Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité ».

À sa 6767<sup>e</sup> séance, le 10 mai 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, de l'Espagne, d'Israël, du Japon et de la République arabe syrienne à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

---

<sup>247</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2002 des résolutions et décisions sur cette question.

## LA SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE<sup>247</sup>

### Décisions

Dans une lettre, en date du 27 septembre 2011, le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général que le Conseil avait approuvé les dispositions de coopération intermissions entre l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et la Mission des Nations Unies au Libéria<sup>248</sup>.

Dans une lettre, en date du 30 novembre 2011, le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général que le Conseil avait approuvé les dispositions de coopération intermissions entre l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et la Mission des Nations Unies au Libéria<sup>249</sup>.

À sa 6708<sup>e</sup> séance, le 26 janvier 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Côte d'Ivoire à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Côte d'Ivoire

« Vingt-neuvième rapport périodique du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2011/807) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Albert Koenders, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire et Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

Le 28 mars 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>250</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que la lettre, en date du 23 mars 2012, par laquelle vous faites part de votre intention de nommer le général de division Muhammad Iqbal Asi (Pakistan) commandant de la force de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire<sup>251</sup>, a été portée à la connaissance des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note. »

À sa 6761<sup>e</sup> séance, le 26 avril 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Côte d'Ivoire à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Côte d'Ivoire

« Lettre, en date du 11 avril 2012, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire (S/2012/196) ».

### Résolution 2045 (2012) du 26 avril 2012

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la situation en Côte d'Ivoire, en particulier les résolutions 1880 (2009) du 30 juillet 2009, 1893 (2009)

---

<sup>248</sup> La lettre, qui a été publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/2011/594, est reproduite à la page 50 du présent volume.

<sup>249</sup> La lettre, qui a été publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/2011/747, est reproduite à la page 51 du présent volume.

<sup>250</sup> S/2012/184.

<sup>251</sup> S/2012/183.

du 29 octobre 2009, 1911 (2010) du 28 janvier 2010, 1933 (2010) du 30 juin 2010, 1946 (2010) du 15 octobre 2010, 1962 (2010) du 20 décembre 2010, 1975 (2011) du 30 mars 2011, 1980 (2011) du 28 avril 2011 et 2000 (2011) du 27 juillet 2011,

*Réaffirmant son ferme attachement* au respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité de la Côte d'Ivoire, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération régionale,

*Prenant acte* du rapport spécial du Secrétaire général, en date du 29 mars 2012<sup>252</sup>, et du rapport de mi-mandat, en date du 20 septembre 2011<sup>253</sup>, et du rapport final, en date du 16 mars 2012<sup>254</sup>, du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire,

*Constatant* que les mesures imposées par les résolutions 1572 (2004) du 15 novembre 2004, 1643 (2005) du 15 décembre 2005, 1975 (2011) et 1980 (2011) continuent de contribuer à la stabilité en Côte d'Ivoire et qu'elles viennent accompagner le processus de paix dans ce pays,

*Se félicitant* des progrès accomplis et des succès obtenus par la Côte d'Ivoire au cours des derniers mois sur la voie de la stabilisation, notamment en tenant des élections législatives qui ont été certifiées par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire, en faisant face aux problèmes de sécurité les plus urgents, en soutenant sa reprise économique et en renforçant la coopération internationale et régionale,

*Saluant* les efforts consentis par tous les Ivoiriens pour soutenir la réconciliation nationale et la consolidation de la paix par le dialogue et la concertation, engageant la Commission Dialogue, vérité et réconciliation à poursuivre ses avancées en ce sens et se félicitant de l'aide apportée par l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest dans ce contexte,

*Demeurant préoccupé* par l'inachèvement de la réforme du secteur de la sécurité et du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration, ainsi que par la circulation des armes, qui font peser une lourde menace sur la stabilité du pays, et accueillant avec satisfaction la création au sein du Gouvernement ivoirien d'un groupe de travail sur le programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration et la réforme du secteur de la sécurité, ainsi que les autres actions menées pour faire résolument face à ces problèmes,

*Se félicitant* de la coopération renforcée que le Gouvernement ivoirien a accordée au Groupe d'experts créé initialement en application du paragraphe 7 de la résolution 1584 (2005), en date du 1<sup>er</sup> février 2005, depuis la dernière prorogation du mandat de celui-ci effectuée par la résolution 1980 (2011),

*Sachant* le pressant besoin dans lequel se trouve le Gouvernement ivoirien d'entraîner et d'équiper ses forces de sécurité, notamment de doter la police et la gendarmerie des armes et munitions nécessaires au maintien de l'ordre,

*Soulignant* qu'il importe que le Gouvernement ivoirien soit en mesure d'apporter une réponse proportionnée aux menaces contre la sécurité de l'ensemble des citoyens de la Côte d'Ivoire et demandant au Gouvernement de veiller à ce que ses forces de sécurité honorent leur engagement de respecter les droits de l'homme et le droit international applicable,

*Engageant* le Gouvernement ivoirien à ratifier et à appliquer la Convention sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes adoptée par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest,

*Se déclarant préoccupé* par les constatations du Groupe concernant la mise en place de systèmes de taxation illégaux, l'aggravation de la criminalité sur l'ensemble du territoire et l'insuffisance des moyens humains et matériels affectés au contrôle des frontières,

---

<sup>252</sup> S/2012/186.

<sup>253</sup> Voir S/2011/642.

<sup>254</sup> Voir S/2012/196.

*Rappelant* ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé et ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé,

*Condamnant fermement une fois de plus* toutes violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire en Côte d'Ivoire, condamnant toutes violences contre les populations civiles, y compris les femmes, les enfants, les déplacés et les étrangers, ainsi que toutes autres exactions ou atteintes aux droits de l'homme, soulignant que les auteurs de tels actes doivent être traduits en justice, que ce soit devant des tribunaux internes ou des tribunaux internationaux, et se félicitant de l'étroite coopération du Gouvernement ivoirien avec la Cour pénale internationale dans ce contexte,

*Soulignant* qu'il importe de doter le Groupe de ressources suffisantes pour lui permettre de s'acquitter de son mandat,

*Considérant* que la situation en Côte d'Ivoire continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* que les mesures concernant les armes et le matériel connexe visées aux paragraphes 7 et 8 de sa résolution 1572 (2004) sont remplacées par les mesures visées aux paragraphes 2, 3 et 4 ci-après et ne s'appliqueront plus ni à la fourniture de services de formation, de conseils et de compétences spécialisées en rapport avec les fonctions de sécurité et militaires, ni à la fourniture de véhicules civils aux forces de sécurité ivoiriennes ;

2. *Décide également* que, jusqu'au 30 avril 2013, tous les États devront prendre les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert, directs ou indirects, d'armes et de tout matériel connexe à la Côte d'Ivoire, à partir de leur territoire ou par leurs nationaux, ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, qu'ils aient ou non leur origine sur leur territoire ;

3. *Décide en outre* que les mesures imposées en vertu du paragraphe 2 ci-dessus ne s'appliquent pas :

a) Aux fournitures destinées exclusivement à l'appui de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et des forces françaises qui la soutiennent, ou à l'utilisation par celle-ci ;

b) Au matériel militaire non létal destiné exclusivement à un usage humanitaire ou à des fins de protection, sur notification préalable au Comité du Conseil de sécurité créé en application du paragraphe 14 de la résolution 1572 (2004) ;

c) Aux vêtements protecteurs, y compris les gilets pare-balles et les casques militaires, importés temporairement en Côte d'Ivoire par le personnel des Nations Unies, les représentants des médias et les agents humanitaires et du développement et le personnel associé, pour leur seul usage personnel ;

d) Aux fournitures importées temporairement en Côte d'Ivoire et destinées aux forces d'un État qui agit, conformément au droit international, exclusivement et directement pour faciliter l'évacuation de ses ressortissants et des personnes envers lesquelles il a des responsabilités consulaires en Côte d'Ivoire, sur notification préalable au Comité ;

e) Au matériel de police non létal destiné à permettre aux forces de sécurité ivoiriennes d'utiliser une force appropriée et proportionnée afin de maintenir l'ordre, sur notification préalable au Comité ;

f) Aux armes et autre matériel létal destinés aux forces de sécurité ivoiriennes dans le seul but d'appuyer le processus de réforme du secteur de la sécurité ou d'être utilisés dans le cadre de ce processus, après accord préalable du Comité ;

4. *Décide* que, pendant la période visée au paragraphe 2 de la présente résolution, les autorités ivoiriennes notifieront au préalable au Comité tout envoi de matériel visé à l'alinéa *e* du paragraphe 3 ci-dessus ou solliciteront l'accord préalable du Comité pour tout envoi de matériel visé à l'alinéa *f* du paragraphe 3 ci-dessus, souligne qu'il importe que ces notifications ou demandes préalables soient accompagnées de toutes les informations nécessaires, y compris l'utilisation à laquelle le matériel est destiné et l'utilisateur final, les caractéristiques techniques et le nombre d'articles à expédier ainsi que, le cas échéant, le fournisseur, la date envisagée de livraison, le mode de transport et l'itinéraire de transport ;

5. *Exhorte* le Gouvernement ivoirien à permettre au Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire et à l'Opération d'avoir accès aux équipements faisant l'objet de dérogations au moment de l'importation de ces équipements et avant qu'ils ne soient livrés aux utilisateurs finals, souligne que le Gouvernement devra marquer les armes et le matériel connexe à leur entrée sur le territoire de la Côte d'Ivoire et en tenir un registre, et se déclare prêt à envisager une extension de la procédure de notification à toutes les dérogations à l'embargo lors du bilan à mi-parcours auquel il est fait référence au paragraphe 7 de la présente résolution, en fonction des progrès réalisés en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration ainsi que de réforme du secteur de la sécurité ;

6. *Décide* de reconduire jusqu'au 30 avril 2013 les mesures concernant les opérations financières et les voyages imposées aux paragraphes 9 à 12 de sa résolution 1572 (2004) et au paragraphe 12 de sa résolution 1975 (2011) et décide en outre de reconduire jusqu'à la même date les mesures interdisant l'importation par quelque État que ce soit de diamants bruts en provenance de Côte d'Ivoire imposées au paragraphe 6 de sa résolution 1643 (2005) ;

7. *Décide également* de procéder à un examen des mesures visées aux paragraphes 2, 3 et 4 de la présente résolution au regard des progrès réalisés en matière de stabilisation dans tout le pays à la fin de la période visée au paragraphe 2 de la présente résolution, et décide en outre de procéder, le 31 octobre 2012 au plus tard, à un bilan à mi-parcours des mesures visées aux paragraphes 2, 3 et 4 de la présente résolution, en vue éventuellement de modifier à nouveau tout ou partie des autres mesures prévues par le régime des sanctions, en fonction des progrès accomplis en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration ainsi que de réforme du secteur de la sécurité, de réconciliation nationale et de lutte contre l'impunité ;

8. *Demande* à tous les États Membres, en particulier à ceux de la sous-région, d'appliquer intégralement les mesures énoncées aux paragraphes 2 et 6 de la présente résolution, demande à l'Opération de leur apporter son plein soutien, dans les limites de ses capacités et de son mandat, et demande aux forces françaises d'appuyer l'Opération à cette fin, dans les limites de leur déploiement et de leurs moyens ;

9. *Exhorte* tous les combattants armés illégaux ivoiriens, y compris ceux se trouvant dans les pays voisins, à déposer immédiatement les armes, encourage l'Opération, dans les limites de son mandat, de ses capacités et des zones dans lesquelles elle est déployée, à continuer d'aider le Gouvernement ivoirien à collecter et à entreposer ces armes et à enregistrer toutes informations pertinentes les concernant, et demande au Gouvernement, y compris à la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre, de veiller à ce que ces armes soient neutralisées ou ne soient pas distribuées illégalement, conformément à la Convention sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ;

10. *Rappelle* que, dans le cadre du respect de l'embargo sur les armes, l'Opération a pour mandat de collecter, selon qu'il convient, les armes et tout matériel connexe introduits en Côte d'Ivoire en violation des mesures imposées en vertu du paragraphe 7 de la résolution 1572 (2004) telle que modifiée par les paragraphes 1 et 2 de la présente résolution, et d'en disposer selon qu'il convient ;

11. *Se déclare profondément préoccupé* par la présence en Côte d'Ivoire de mercenaires, venant notamment de pays voisins, et invite les autorités ivoiriennes et libériennes à coordonner leur action pour régler ce problème, encourage l'Opération et la Mission des Nations Unies au

Libéria à continuer, dans les limites de leurs mandats, capacités et zones de déploiement respectifs, à coordonner étroitement l'assistance fournie aux Gouvernements ivoirien et libérien, respectivement, pour la surveillance de leur frontière, en accordant une attention particulière aux mouvements de combattants et aux transferts d'armes transfrontières, et se félicite du développement de la coopération entre le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire et le Groupe d'experts sur le Libéria reconduit par le paragraphe 5 de la résolution 2025 (2011) en date du 14 décembre 2011 ;

12. *Redit* qu'il est nécessaire que les autorités ivoiriennes assurent le libre accès du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, ainsi que de l'Opération et des forces françaises qui la soutiennent, aux matériels, sites et installations visés à l'alinéa *a* du paragraphe 2 de la résolution 1584 (2005), en date du 1<sup>er</sup> février 2005, et à toutes les armes et munitions et à tout matériel connexe de toutes les forces de sécurité armées, y compris les armes provenant de la collecte mentionnée au paragraphe 9 de la présente résolution, où qu'ils se trouvent et sans préavis le cas échéant, ainsi qu'il est dit dans les résolutions 1739 (2007) du 10 janvier 2007, 1880 (2009), 1933 (2010), 1962 (2010) et 1980 (2011) ;

13. *Réaffirme* qu'il est déterminé à imposer des sanctions ciblées comme indiqué au paragraphe 10 de la résolution 1980 (2011) ;

14. *Demande* à tous les États concernés, en particulier à ceux de la sous-région, de coopérer pleinement avec le Comité et autorise celui-ci à solliciter tout complément d'information qu'il jugera nécessaire ;

15. *Décide* de proroger jusqu'au 30 avril 2013 le mandat du Groupe défini au paragraphe 7 de sa résolution 1727 (2006) du 15 décembre 2006 et prie le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour soutenir le Groupe dans son action ;

16. *Prie* le Groupe de présenter au Comité un rapport de mi-mandat pour le 15 octobre 2012 et de lui présenter, par l'intermédiaire du Comité et quinze jours avant la fin de son mandat, un rapport final et des recommandations sur l'application des mesures imposées au paragraphe 2 de la présente résolution, aux paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004), au paragraphe 6 de la résolution 1643 (2005), au paragraphe 12 de la résolution 1975 (2011) et au paragraphe 10 de la résolution 1980 (2011) ;

17. *Décide* que le rapport du Groupe visé à l'alinéa *e* du paragraphe 7 de la résolution 1727 (2006) peut comprendre, selon qu'il conviendra, toutes informations ou recommandations susceptibles d'aider le Comité à désigner de nouvelles personnes ou entités répondant aux critères énoncés aux paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004) et au paragraphe 10 de la résolution 1980 (2011), et rappelle en outre les conclusions du rapport du Groupe de travail officieux du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions concernant les meilleures pratiques et méthodes<sup>255</sup>, dont les paragraphes 21, 22 et 23 du rapport, qui traitent des mesures susceptibles de clarifier les normes méthodologiques appliquées par les mécanismes de surveillance ;

18. *Prie* le Secrétaire général de lui communiquer, s'il y a lieu, par l'intermédiaire du Comité, les informations recueillies par l'Opération et, si possible, examinées par le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, concernant la fourniture à la Côte d'Ivoire d'armes et de matériel connexe ;

19. *Prie* le Gouvernement français de lui communiquer, s'il y a lieu, par l'intermédiaire du Comité, les informations recueillies par les forces françaises et, si possible, examinées par le Groupe concernant la fourniture à la Côte d'Ivoire d'armes et de matériel connexe ;

20. *Prie* le Processus de Kimberley de lui communiquer s'il y a lieu, par l'intermédiaire du Comité, des informations, si possible examinées par le Groupe, concernant la production et l'exportation illicite de diamants de Côte d'Ivoire, et décide en outre de renouveler les dérogations prévues aux paragraphes 16 et 17 de sa résolution 1893 (2009) concernant l'importation d'échantillons de diamants bruts à des fins de recherche scientifique, sous réserve que ces travaux de recherche soient coordonnés par le Processus de Kimberley ;

---

<sup>255</sup> Voir S/2006/997, annexe.

21. *Demande instamment* aux autorités ivoiriennes d'élaborer et d'appliquer un plan d'action visant à faire respecter les règles du Processus de Kimberley en Côte d'Ivoire et les engage en outre à procéder, en étroite collaboration avec le Système de certification du Processus de Kimberley<sup>256</sup>, à un examen et à une évaluation du système ivoirien de contrôles internes du commerce des diamants bruts et à la réalisation d'une étude géologique approfondie des ressources en diamants et de la capacité de production de la Côte d'Ivoire, en vue de modifier ou de lever éventuellement, selon qu'il conviendra, les mesures imposées au paragraphe 6 de la résolution 1643 (2005) ;

22. *Demande* aux autorités ivoiriennes de lutter contre les systèmes de taxation illégaux qui perdurent, de prendre les mesures nécessaires pour rétablir et renforcer les institutions concernées, et de continuer à déployer des agents de douane et de police des frontières dans tout le pays, dans le nord, l'ouest et l'est, demande au Groupe d'évaluer l'efficacité des mesures prises et du contrôle des frontières dans la région, engage tous les États voisins à prendre conscience des efforts faits par la Côte d'Ivoire à cet égard et encourage l'Opération à aider les autorités ivoiriennes, dans les limites de son mandat, à rétablir les activités normales de contrôle douanier et de police des frontières ;

23. *Demande instamment* à tous les États, aux organismes compétents des Nations Unies et aux autres organisations et parties intéressées, de coopérer pleinement avec le Comité, le Groupe, l'Opération et les forces françaises, notamment en communiquant tous renseignements dont ils disposeraient sur d'éventuelles violations des mesures imposées aux paragraphes 2 et 5 de la présente résolution, aux paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004), au paragraphe 6 de la résolution 1643 (2005) et au paragraphe 12 de la résolution 1975 (2011), et demande en outre au Groupe de coordonner ses activités, selon qu'il conviendra, avec tous les acteurs politiques ;

24. *Rappelle* le paragraphe 7 de la résolution 1960 (2010) et le paragraphe 9 de la résolution 1998 (2011) concernant la violence sexuelle et sexiste et le sort des enfants en temps de conflit armé, et se félicite que le Comité, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit échangent des informations, conformément à leur mandat et en tant que de besoin ;

25. *Décide* que le Comité devra mettre à jour ses directives en tenant compte des paragraphes 1 à 5 de la présente résolution dans un délai de trois mois à compter de la date d'adoption de la présente résolution, afin de faciliter l'application des mesures qu'elle prévoit, et en poursuivre activement l'examen en tant que de besoin ;

26. *Demande instamment* dans ce contexte à toutes les parties ivoiriennes et à tous les États, en particulier à ceux de la région, de garantir :

- La sécurité des membres du Groupe ;
- L'accès libre du Groupe, en particulier aux personnes, documents et lieux, aux fins de l'exécution de son mandat ;

27. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6761<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

Dans une lettre, en date du 18 mai 2012, le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général que le Conseil a décidé d'envoyer une mission au Libéria, en Côte d'Ivoire et auprès de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et en Sierra Leone<sup>257</sup>.

À sa 6808<sup>e</sup> séance, le 18 juillet 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Côte d'Ivoire à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

<sup>256</sup> Voir A/57/489.

<sup>257</sup> La lettre, qui a été publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/2012/344, est reproduite à la page 55 du présent volume. La mission s'est déroulée du 18 au 24 mai 2012.



« La situation en Côte d'Ivoire

« Trentième rapport périodique du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2012/506) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Albert Koenders, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire et Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

À sa 6817<sup>e</sup> séance, le 26 juillet 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Côte d'Ivoire à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Côte d'Ivoire

« Trentième rapport périodique du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2012/506) ».

### **Résolution 2062 (2012) du 26 juillet 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures, en particulier les résolutions 1933 (2010) du 30 juin 2010, 1942 (2010) du 29 septembre 2010, 1951 (2010) du 24 novembre 2010, 1962 (2010) du 20 décembre 2010, 1967 (2011) du 19 janvier 2011, 1968 (2011) du 16 février 2011, 1975 (2011) du 30 mars 2011, 1980 (2011) du 28 avril 2011, 1981 (2011) du 13 mai 2011, 1992 (2011) du 29 juin 2011 et 2000 (2011) du 27 juillet 2011, les déclarations de son Président sur la situation en Côte d'Ivoire et les résolutions 2008 (2011) et 2025 (2011), en date des 16 septembre et 14 décembre 2011, relatives à la situation au Libéria,

*Réaffirmant son ferme attachement* au respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité de la Côte d'Ivoire, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération régionale,

*Accueillant avec satisfaction* le rapport final du Secrétaire général, en date du 29 juin 2012<sup>258</sup>, et son rapport spécial, en date du 29 mars 2012<sup>259</sup>, notamment les recommandations de la mission d'évaluation dépêchée en Côte d'Ivoire du 6 au 17 février 2012 qui y figurent,

*Se félicitant* des progrès accomplis sur la voie du rétablissement de la sécurité, de la paix et de la stabilité en Côte d'Ivoire, particulièrement à Abidjan, saluant les initiatives menées par le Président Alassane Ouattara en vue de promouvoir la stabilité, la réconciliation et le relèvement économique en Côte d'Ivoire, et demandant aux acteurs nationaux d'œuvrer ensemble à la stabilisation et à la reconstruction du pays,

*Accueillant avec satisfaction* la tenue des élections législatives et l'inauguration, le 25 avril 2012, de l'Assemblée nationale élue, et soulignant que cette étape est importante pour le rétablissement intégral de l'ordre constitutionnel et le processus de démocratisation de la Côte d'Ivoire,

*Se déclarant une nouvelle fois préoccupé* par les problèmes fondamentaux qui restent à régler concernant les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration et la réforme du secteur de la sécurité, et par le fait que des armes continuent de circuler, ce qui menace gravement la sécurité en Côte d'Ivoire, en particulier dans l'ouest du pays, et notant avec intérêt la création du groupe de travail interministériel sur les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration et la réforme du secteur de la sécurité,

---

<sup>258</sup> S/2012/506.

<sup>259</sup> S/2012/186.

*Se réjouissant* que la majorité des déplacés en raison de la crise postélectorale soient de retour dans leur lieu d'origine en Côte d'Ivoire et que le Président Ouattara ait engagé les réfugiés à revenir dans le pays, et condamnant fermement tout acte d'intimidation, toute menace et toute attaque visant des réfugiés et des déplacés en Côte d'Ivoire, dont l'attaque du 20 juillet 2012 qui a visé un camp de déplacés à Duékoué,

*S'inquiétant* qu'il soit encore fait état de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, commises notamment contre des femmes et des enfants, y compris une multiplication des violences sexuelles, en particulier celles attribuées à des hommes armés, soulignant qu'il importe d'enquêter sur ces violations et ces exactions qui auraient été commises par toutes les parties, quels que soient leur statut ou leur appartenance politique, y compris durant la crise postélectorale, notamment les exécutions extrajudiciaires, les mutilations, les arrestations arbitraires et les enlèvements de civils, les disparitions forcées, les actes de vengeance, les violences sexuelles et sexistes, qui touchent également les enfants, et l'enrôlement et l'utilisation présumés d'enfants durant le conflit dans l'ensemble du pays, en particulier à Abidjan et dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, réaffirmant que les auteurs de telles violations doivent en répondre et notant les engagements pris dans ce sens par le Président Ouattara,

*S'inquiétant également* que les conditions de sécurité restent précaires, en particulier dans l'ouest de la Côte d'Ivoire et le long des frontières, notamment avec le Libéria, et rappelant que le Gouvernement ivoirien est le premier garant de la paix, de la stabilité et de la protection de la population civile en Côte d'Ivoire,

*Condamnant de nouveau fermement* l'attaque perpétrée, le 8 juin 2012, par des éléments armés contre une patrouille de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire dans le sud-ouest du pays, au cours de laquelle sept Casques bleus et plusieurs autres personnes ont trouvé la mort, soulignant que le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des soldats de la paix des Nations Unies peut constituer un crime de guerre en droit international, demandant en outre au Gouvernement ivoirien de coopérer avec toutes les parties concernées en vue d'identifier les auteurs et de les traduire en justice, et se félicitant des mesures immédiates prises par le Gouvernement ivoirien en coordination avec le Gouvernement libérien pour enquêter sur ces attaques,

*Saluant* la contribution des donateurs et des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à l'Opération, soulignant qu'il importe de fournir du personnel de police qualifié, disposant de compétences spécialisées et linguistiques appropriées, louant les efforts que l'Opération a continué de déployer, sous la direction du Représentant spécial du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire, pour concourir au maintien de la paix et de la stabilité en Côte d'Ivoire, et notant avec satisfaction l'intensification de la coopération entre la Mission des Nations Unies au Libéria et l'Opération, de même qu'entre les Gouvernements ivoirien et libérien et d'autres pays de la sous-région, s'agissant de la coordination des activités relatives à la sécurité dans les zones frontalières de la sous-région,

*Félicitant* l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest des efforts qu'elles ont déployés pour consolider la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire et les encourageant à continuer d'aider les autorités à remédier aux principaux problèmes, en particulier les causes profondes du conflit, et aux problèmes de sécurité dans la zone frontalière, y compris les mouvements d'armes et d'éléments armés, et à promouvoir la justice et la réconciliation nationale,

*Rappelant* ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé et ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, réaffirmant le rôle fondamental des femmes dans le règlement des conflits et la consolidation de la paix, l'importance de leur participation pleine et égale à tous les efforts déployés pour assurer et promouvoir la paix et la sécurité et la part essentielle qu'elles prennent à la reconstruction du tissu social dans les pays se relevant d'un

conflit, et réaffirmant en outre qu'il importe de mettre en œuvre le plan d'action national en application de la résolution 1325 (2000),

*Prenant note* que, sur la base de la déclaration présentée par la Côte d'Ivoire acceptant la juridiction de la Cour pénale internationale, la Chambre préliminaire de la Cour a autorisé le Procureur de la Cour à ouvrir une enquête sur les crimes relevant de la compétence de la Cour qui ont été commis en Côte d'Ivoire depuis le 28 novembre 2010, y compris les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, et que la Chambre a décidé par la suite d'étendre l'enquête du Procureur aux crimes qui auraient été commis en Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002,

*Considérant* que la situation en Côte d'Ivoire continue de mettre en péril la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 juillet 2013 le mandat de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire défini aux alinéas *a* à *h*, *j*, *k* et *m* du paragraphe 7 de la résolution 2000 (2011);

2. *Décide également* que la protection des civils doit rester la priorité de l'Opération et décide en outre que l'Opération doit se concentrer davantage sur l'appui à fournir au Gouvernement ivoirien pour les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration et la réforme du secteur de la sécurité, en application des alinéas *e* et *f* du paragraphe 7 de la résolution 2000 (2011);

3. *Souscrit* à la recommandation du Secrétaire général, qui devra être mise en œuvre dès que possible, consistant à réduire de l'équivalent d'un bataillon l'effectif de la composante militaire de l'Opération et décide par conséquent que l'effectif autorisé de la composante militaire sera ramené à 8 837 militaires, dont 8 645 soldats et officiers d'état-major et 192 observateurs militaires;

4. *Décide* que l'effectif autorisé de la composante de police de l'Opération restera de 1 555 agents et décide en outre de maintenir les 8 agents des douanes précédemment autorisés;

5. *Renouvelle* l'autorisation qu'il a donnée à l'Opération d'utiliser tous les moyens nécessaires pour accomplir son mandat, dans la limite de ses capacités et des zones dans lesquelles elle est déployée, conformément aux résolutions 1933 (2010), 1962 (2010) et 2000 (2011);

6. *Engage* l'Opération et l'équipe de pays des Nations Unies à reconfigurer, dans la limite des moyens dont elles disposent, et à affermir leur présence sur le terrain, afin de renforcer l'appui qu'elles apportent ensemble aux autorités locales dans toute la Côte d'Ivoire, dans les zones où les civils courent le plus de risques, en particulier dans l'ouest du pays mais sans s'y limiter;

7. *Exhorte* le Gouvernement ivoirien à concevoir et à exécuter rapidement un programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration, à définir des critères d'admission clairs et rigoureux, à créer une nouvelle base de données sécurisée et transparente, à mettre en place une autorité centrale chargée de superviser tous les éléments du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration et à trouver des solutions propices à l'intégration socioéconomique durable des ex-combattants, et engage en outre l'équipe de pays des Nations Unies à faciliter la planification et l'exécution de programmes d'appui à ce processus, en consultation avec le Gouvernement et en étroite collaboration avec tous les partenaires internationaux;

8. *Prend note* que le Président Alassane Ouattara a décidé de superviser directement la réforme du secteur de la sécurité et prie instamment le Gouvernement ivoirien d'accélérer la mise au point et l'exécution d'une stratégie globale de réforme du secteur de la sécurité, pour que soient mises sur pied des forces de sécurité sans exclusive et comptables de leurs actes, avec l'appui de l'Opération, cet aspect de son mandat étant défini à l'alinéa *f* du paragraphe 7 de la résolution 2000 (2011), et d'autres partenaires internationaux concernés, d'adopter d'autres mesures propres à inspirer une confiance accrue au sein des différents services chargés d'assurer la sécurité et de faire respecter la loi et entre eux, et de rétablir l'autorité de l'État dans tout le pays;

9. *Demande de nouveau* au Gouvernement ivoirien et à tous les partenaires internationaux, y compris les entreprises privées, qui l'assistent dans la réforme du secteur de la sécurité, de se conformer aux dispositions de la résolution 2045 (2012), en date du 26 avril 2012, et de coordonner leur action, afin de promouvoir la transparence et une répartition claire des tâches entre tous les partenaires internationaux ;

10. *Souligne* qu'il faut d'urgence prendre des mesures concrètes pour promouvoir la justice et la réconciliation à tous les niveaux et de tous les côtés, notamment en faisant participer activement les groupes de la société civile, l'objectif étant de remédier aux causes profondes des crises que connaît la Côte d'Ivoire, préconise d'appuyer les mécanismes de justice transitionnelle, notamment la Commission Dialogue, vérité et réconciliation qui devrait adopter un programme global et de grande envergure et intensifier les activités qu'elle mène à l'échelle locale dans tout le pays, souligne en outre l'importance que revêtent l'obligation de rendre des comptes et l'impartialité de la justice, y compris grâce aux travaux de la Commission nationale d'enquête, pour une réconciliation durable en Côte d'Ivoire, se félicite de l'adoption par le Gouvernement ivoirien d'une stratégie nationale pour le secteur de la justice, et exhorte le Gouvernement à prendre des mesures concrètes pour prévenir les violences intercommunautaires et y réagir en essayant de dégager un large consensus national sur la façon de régler les questions d'identité et de propriété foncière ;

11. *Se félicite* que le Gouvernement ivoirien ait entrepris d'intensifier le dialogue politique avec l'opposition, y compris avec les partis politiques non représentés à l'Assemblée nationale, demande au Gouvernement de continuer de prendre rapidement des mesures concrètes à cette fin et de ménager un espace politique à l'opposition, demande en outre à tous les partis d'opposition de jouer un rôle constructif et de concourir à la réconciliation et prie le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire de continuer à exercer ses bons offices pour faciliter le dialogue entre tous les acteurs politiques ;

12. *Prie instamment* le Gouvernement ivoirien de veiller le plus rapidement possible à ce que, quels que soient leur statut ou leur appartenance politique, tous les auteurs de violations graves des droits de l'homme ou d'atteintes au droit international humanitaire, en particulier celles commises pendant la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, soient traduits en justice, comme le lui imposent ses obligations internationales, et à ce que tous les détenus soient informés de leur statut en toute transparence et engage en outre le Gouvernement à continuer de coopérer avec la Cour pénale internationale ;

13. *Demande* à l'Opération, dans la mesure où cela est compatible avec ses attributions et responsabilités, de continuer à appuyer les efforts déployés aux niveaux national et international pour traduire en justice les auteurs de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises en Côte d'Ivoire, quels que soient leur statut ou leur appartenance politique ;

14. *Décide* de proroger jusqu'au 31 juillet 2013 l'autorisation qu'il a donnée aux forces françaises de soutenir l'Opération dans la limite de leurs moyens et dans leurs zones de déploiement ;

15. *Exhorte* toutes les parties à concourir pleinement à l'action de l'Opération et des forces françaises qui la soutiennent, notamment en assurant leur sûreté, leur sécurité et leur liberté de mouvement et en leur donnant un accès libre et immédiat à tout le territoire de la Côte d'Ivoire, pour leur permettre d'accomplir pleinement leur mandat ;

16. *Demande* au Gouvernement ivoirien et à tous les acteurs politiques de veiller à ce que les prochaines élections locales soient ouvertes, transparentes, libres et régulières et se déroulent dans le calme, et à ce qu'elles favorisent la représentativité politique et la réconciliation, en choisissant une date opportune, en assurant la sécurité et en procédant aux réformes électorales utiles, souligne qu'il incombe au premier chef au Gouvernement d'organiser les élections locales et, à cet égard, prend note de la demande adressée à l'Organisation des Nations Unies par le Gouvernement<sup>260</sup> et autorise l'Opération à apporter au Gouvernement, si nécessaire et à sa demande, une

---

<sup>260</sup> Voir S/2012/430, annexe.

assistance appropriée pour la tenue de ces élections, dans la limite des ressources et capacités dont elle dispose et des zones où elle est déployée, sans préjudice des grandes priorités de son mandat, énoncées au paragraphe 2 de la présente résolution ;

17. *Se félicite* que l'Opération et les Forces républicaines de Côte d'Ivoire continuent de coopérer et mènent des activités conjointes et demande aux Forces républicaines de Côte d'Ivoire de respecter pleinement le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés et, dans ce contexte, rappelle qu'il importe d'assurer aux organismes chargés de la sécurité et du respect de la loi une formation aux droits de l'homme, à la protection de l'enfance et aux violences sexuelles et sexistes ;

18. *Demande* aux Gouvernements ivoirien et libérien de continuer à resserrer leurs liens de coopération, en particulier concernant la région frontalière, notamment en intensifiant les contrôles et le partage de l'information, en coordonnant leur action et en élaborant et en exécutant une stratégie commune concernant la frontière, entre autres pour concourir au désarmement et au rapatriement des éléments armés étrangers des deux côtés de la frontière et au rapatriement des réfugiés ;

19. *Demande* à tous les organes de l'Organisation présents en Côte d'Ivoire et au Libéria, y compris toutes les composantes de l'Opération et de la Mission des Nations Unies au Libéria, dans les limites de leur mandat, de leurs capacités et des zones dans lesquelles ils sont déployés, de renforcer l'appui qu'ils apportent pour stabiliser la région frontalière, notamment en resserrant leur coopération et en définissant une vision et un plan stratégiques communs pour épauler les autorités ivoiriennes et libériennes ;

20. *Engage* la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union du fleuve Mano à continuer d'élaborer, avec l'appui du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, une stratégie sous-régionale pour faire face à la menace que constituent les mouvements transfrontières de groupes armés et d'armes ainsi que le trafic, avec l'assistance de l'Opération et de la Mission, si nécessaire, et à faire le point régulièrement, dans les prochains rapports du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans l'élaboration de cette stratégie sous-régionale ;

21. *Approuve*, avec prise d'effet immédiat, la recommandation du Secrétaire général tendant à transférer à l'Opération les 3 hélicoptères armés actuellement attribués à la Mission, qui seront utilisés en Côte d'Ivoire et au Libéria le long de la frontière qui sépare les deux pays et au-delà ;

22. *Prie* le Secrétaire général de procéder à une évaluation de la situation en Côte d'Ivoire de façon à lui présenter, le 31 mars 2013 au plus tard, un rapport spécial précisant : i) les critères à l'aune desquels il convient de suivre et de mesurer les progrès accomplis sur la voie de la stabilité à long terme de la Côte d'Ivoire, ainsi que les jalons permettant de planifier la transition ; ii) des recommandations concernant les éventuelles modifications de la structure et des effectifs de l'Opération, en particulier de ses composantes militaire et de police, compte tenu de la situation sur le terrain et des menaces pesant sur la paix et la stabilité durables en Côte d'Ivoire et de la capacité des institutions ivoiriennes de remédier à ces problèmes ; iii) les moyens de renforcer les mécanismes de coopération entre l'Opération et la Mission, notamment pour la conduite d'opérations conjointes et coordonnées le long de la frontière et au-delà, qui seront déterminés en étroite concertation avec les parties prenantes concernées, y compris les Gouvernements ivoirien et libérien, la Mission et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ; et iv) l'état de la mise en œuvre de la stratégie de l'Opération en matière de protection des civils ;

23. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter un rapport d'étape avant le 31 décembre 2012 et un rapport final avant le 30 juin 2013 sur la situation sur le terrain et l'application de la présente résolution ;

24. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6817<sup>e</sup> séance.*

## MISSION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ<sup>261</sup>

### Décisions

Dans une lettre, en date du 8 février 2012, le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général que le Conseil avait décidé d'envoyer une mission en Haïti<sup>262</sup>.

À sa 6724<sup>e</sup> séance, le 28 février 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant d'Haïti à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Mission du Conseil de sécurité

« Exposé de la mission du Conseil de sécurité en Haïti (13 au 16 février 2012) ».

Dans une lettre, en date du 18 mai 2012, le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général que le Conseil avait décidé d'envoyer une mission au Libéria, en Côte d'Ivoire et auprès de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et en Sierra Leone<sup>263</sup>.

À sa 6777<sup>e</sup> séance, le 31 mai 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Mission du Conseil de sécurité

« Exposé de la mission du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest  
(18 au 24 mai 2012) ».

---

## PROMOTION ET RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES<sup>264</sup>

### Décisions

À sa 6705<sup>e</sup> séance, le 19 janvier 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Argentine, de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, du Bangladesh, du Brésil, du Chili, du Costa Rica, du Danemark, de l'Estonie, de l'Éthiopie, de la Finlande, des Îles Salomon, du Japon, du Kirghizistan, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Maurice, du Mexique, du Népal, de la Norvège, du Pérou, des Philippines, de la République islamique d'Iran, de Sri Lanka et de la Suisse à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Promotion et renforcement de l'état de droit dans le cadre des activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Rapport du Secrétaire général sur l'état de droit et la justice transitionnelle dans les sociétés en situation de conflit ou d'après conflit (S/2011/634) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

---

<sup>261</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2003 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>262</sup> La lettre, qui a été publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/2012/82, est reproduite à la page 115 du présent volume. La mission s'est déroulée du 13 au 16 février 2012.

<sup>263</sup> La lettre, qui a été publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/2012/344, est reproduite à la page 55 du présent volume. La mission s'est déroulée du 18 au 24 mai 2012.

<sup>264</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2003 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>265</sup> :

« Le Conseil de sécurité estime que l'état de droit doit être universellement instauré et respecté et souligne l'importance cruciale qu'il attache à la promotion de la justice et de l'état de droit, facteurs indispensables à une coexistence pacifique et à la prévention des conflits armés.

« Le Conseil réaffirme son attachement au droit international et à la Charte des Nations Unies, ainsi qu'à l'instauration d'un ordre international fondé sur l'état de droit et le droit international, qui sont essentiels à la coopération entre les États face à leurs épreuves communes, et contribuent donc au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

« Le Conseil est attaché au règlement pacifique des différends, qu'il soutient activement, et demande à nouveau aux États Membres de régler leurs différends par des moyens pacifiques, comme le prévoit le Chapitre VI de la Charte. Il souligne le rôle central qui revient à la Cour internationale de Justice, organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies, qui tranche les différends entre États, et la valeur des travaux de cette juridiction. Il engage les États qui ne l'ont pas encore fait à accepter la compétence de la Cour, conformément au Statut de celle-ci.

« Le Conseil se déclare de nouveau préoccupé par les conséquences dévastatrices des conflits armés et les souffrances qui en résultent et insiste sur la nécessité de les prévenir et, lorsqu'ils ont déjà éclaté, de rétablir la paix et la sécurité. Il est conscient que la volonté politique et les efforts concertés des gouvernements nationaux et de la communauté internationale jouent un rôle décisif dans la prévention des conflits et le rétablissement ou le respect de l'état de droit.

« Le Conseil se dit de nouveau inquiet de la situation des membres les plus vulnérables des sociétés touchées par un conflit armé, notamment les femmes et les enfants ainsi que les autres groupes vulnérables et les déplacés. Il est particulièrement préoccupé par les actes de violence sexuelle et sexiste commis dans les situations de conflit et rappelle à cet égard sa résolution 1325 (2000) et les autres résolutions pertinentes.

« Le Conseil réaffirme que l'instauration d'une paix durable exige l'adoption d'une approche intégrée qui se fonde sur la cohérence des activités menées dans les domaines de la politique, de la sécurité, du développement, des droits de l'homme, y compris l'égalité des sexes, de l'état de droit et de la justice. À cet égard, il fait valoir l'importance de l'état de droit en tant qu'élément clef de la prévention des conflits, du maintien de la paix, du règlement des conflits et de la consolidation de la paix.

« Le Conseil sait qu'il importe que les pays aient la maîtrise des activités d'assistance menées dans le domaine de l'état de droit, propres à renforcer les institutions judiciaires et les organes de sécurité, à les rendre accessibles et adaptés aux besoins des citoyens et en faire des instruments de cohésion sociale et de prospérité économique. À cet égard, il prend note des initiatives que prennent certains pays touchés par un conflit pour s'assurer la maîtrise des activités d'assistance menées dans le domaine de l'état de droit et améliorer la qualité de l'appui qui leur est fourni.

« Le Conseil est conscient que davantage d'efforts s'imposent pour renforcer les capacités des institutions judiciaires et des organes de sécurité, notamment la police, la magistrature et l'administration pénitentiaire. À cet égard, le Conseil note qu'il faut redoubler d'efforts pour que les pays touchés par un conflit puissent obtenir, notamment de pays en développement, les diverses compétences dont ils ont besoin pour renforcer les capacités de leurs institutions judiciaires et organes de sécurité.

---

<sup>265</sup> S/PRST/2012/1.

« Le Conseil salue les efforts que déploient le Groupe de l'état de droit et le Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit dans le cadre des mandats établis et préconise l'adoption de nouvelles mesures propres à accroître la coordination et la cohérence des activités menées dans ce domaine dans les sociétés concernées. À cette fin, il prie le Secrétaire général de continuer à préciser davantage les rôles et attributions des organismes des Nations Unies en ce qui concerne certaines activités relatives à l'état de droit, sur la base d'évaluations des compétences et capacités de chacun, afin de garantir un meilleur appui aux pays touchés par un conflit.

« Le Conseil note avec inquiétude que la criminalité transnationale organisée et le trafic de stupéfiants peuvent constituer de graves menaces pour la sécurité internationale dans différentes régions du monde, note que ces actes de criminalité transnationale peuvent menacer la sécurité de pays inscrits à son ordre du jour, notamment les États qui sortent d'un conflit, et invite l'Organisation et les États Membres à coordonner l'action qu'ils mènent pour contrer ces menaces en veillant au respect des normes applicables aux niveaux national et international, en œuvrant au niveau international au renforcement des capacités à long terme et en adoptant des initiatives régionales.

« Le Conseil demande de nouveau à toutes les parties à un conflit armé de s'acquitter des obligations que leur impose le droit international humanitaire et de tout faire pour assurer la protection des civils, rappelant à cet égard sa résolution 1894 (2009).

« Le Conseil réaffirme qu'il est fermement opposé à l'impunité des auteurs de violations graves du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme. Il souligne que les États doivent s'acquitter de leur obligation de mettre un terme à l'impunité et de poursuivre en justice, après enquête approfondie, les personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes de guerre, des actes de génocide, des crimes contre l'humanité ou d'autres violations graves du droit international humanitaire afin de prévenir les violations, d'éviter qu'elles ne se reproduisent et d'avancer vers une paix durable et la justice, la vérité et la réconciliation.

« Le Conseil rappelle la déclaration, en date du 29 juin 2010<sup>266</sup>, dans laquelle son Président a évoqué notamment la contribution que la Cour pénale internationale, les tribunaux spéciaux et les tribunaux mixtes, ainsi que les chambres créées au sein de certaines juridictions nationales, apportent à la lutte contre l'impunité des auteurs des crimes les plus graves qui préoccupent la communauté internationale. À ce sujet, le Conseil réaffirme qu'il importe que les États coopèrent avec ces cours et tribunaux conformément à leurs obligations respectives.

« Le Conseil réaffirme que le fait de ne pas poursuivre les auteurs d'actes de piraterie et de vols à main armée commis au large des côtes somaliennes, notamment les prises d'otages, compromet le respect de la légalité, et rappelle qu'il a décidé dans sa résolution 2015 (2011) de continuer d'étudier d'urgence, sans préjudice de toutes autres mesures qui pourraient être prises pour que les pirates répondent de leurs actes, la possibilité que soient créées en Somalie et dans d'autres États de la région, avec la participation ou l'appui énergiques de la communauté internationale, des juridictions spécialisées chargées de poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie.

« Le Conseil considère que les sanctions sont un bon instrument de maintien et de restauration de la paix et de la sécurité internationales. Il réaffirme que les sanctions doivent être ciblées avec précision, assorties d'objectifs bien définis et judicieusement conçues pour qu'il y ait le moins possible de conséquences négatives, et qu'elles doivent être appliquées par les États Membres. Il demeure déterminé à ce que des procédures justes et transparentes régissent l'inscription et la radiation des personnes et des entités sur les listes relatives aux sanctions, ainsi que l'octroi de dérogations pour raisons humanitaires.

---

<sup>266</sup> S/PRST/2010/11.



« Le Conseil attend avec intérêt la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international qui se tiendra le 24 septembre 2012 et note avec satisfaction qu'il est prévu d'y inviter son Président.

« Le Conseil prie le Secrétaire général de lui présenter dans les 12 mois un rapport de suivi sur l'efficacité de l'aide qu'apporte le système des Nations Unies en vue de l'instauration de l'état de droit dans les situations de conflit et d'après conflit. »

---

## RÉGION DE L'AFRIQUE CENTRALE<sup>267</sup>

### Décisions

À sa 6601<sup>e</sup> séance, le 18 août 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Région de l'Afrique centrale ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Abou Moussa, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale.

À sa 6657<sup>e</sup> séance, le 14 novembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République centrafricaine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Région de l'Afrique centrale

« Rapport du Secrétaire général sur les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur présenté comme suite à la déclaration du Conseil de sécurité à la presse (S/2011/693)

« Premier rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (S/2011/704) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Abou Moussa, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, et au général Louis Sylvain-Goma, Secrétaire général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>268</sup> :

« Le Conseil de sécurité condamne vigoureusement les attaques que l'Armée de résistance du Seigneur mène dans certaines parties de l'Afrique centrale, qui menacent en permanence la sécurité dans la région. Le Conseil exprime de nouveau sa profonde inquiétude devant les atrocités commises par l'Armée de résistance du Seigneur, qui ont des conséquences graves sur le plan humanitaire et pour les droits de l'homme, comme le déplacement de plus de 440 000 personnes dans toute la région. Il reste profondément préoccupé

---

<sup>267</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2003 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>268</sup> S/PRST/2011/21.

que l'Armée de résistance du Seigneur n'ait pas entendu les appels qu'il lui a précédemment lancés pour qu'elle cesse ses attaques.

« Le Conseil condamne fermement les violations du droit international humanitaire et les atteintes aux droits de l'homme auxquelles l'Armée de résistance du Seigneur continue de se livrer. Il condamne en outre l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, les meurtres et les mutilations, les viols, l'esclavage sexuel et les autres violences sexuelles, et les enlèvements. Il exige de l'Armée de résistance du Seigneur qu'elle mette immédiatement fin à toutes ses attaques, en particulier celles dirigées contre des civils, engage instamment ses dirigeants à libérer tous ceux qui ont été enlevés, et insiste pour que tous les éléments de l'Armée de résistance du Seigneur mettent fin à ces pratiques, se rendent et rendent leurs armes.

« Le Conseil engage les derniers combattants de l'Armée de résistance du Seigneur à quitter les rangs de ce groupe et à se prévaloir des offres d'aide à la réintégration. Depuis que l'Armée de résistance du Seigneur existe, plus de 12 000 combattants et victimes d'enlèvement ont quitté ses rangs, ont été réintégrés et ont retrouvé leur famille grâce à la Commission d'amnistie ougandaise. Le Conseil souligne qu'il appuie, dans les pays touchés, la poursuite des efforts faits pour désarmer et démobiliser les ex-combattants de l'Armée de résistance du Seigneur et les aider à reprendre une vie normale, et note que 30 femmes et enfants ont réussi à s'échapper de deux groupes de l'Armée de résistance du Seigneur déployés le long de la frontière entre le Soudan du Sud et la République démocratique du Congo. Il prend note de l'action importante que mène le bureau de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo chargé du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration et de la réinstallation ou du rapatriement en vue d'encourager et de faciliter de nouvelles défections dans les rangs de l'Armée de résistance du Seigneur, et souhaite que l'Organisation des Nations Unies collabore avec les gouvernements des pays de la région pour élargir cette action à l'ensemble de la zone où sévit l'Armée de résistance du Seigneur.

« Le Conseil salue les efforts importants que déploient les armées de l'Ouganda, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo et du Soudan du Sud pour faire pièce à la menace posée par l'Armée de résistance du Seigneur, et exhorte ces armées à se concerter et à coordonner leurs actions pour arrêter, dans les mois qui viennent, M. Joseph Kony et les plus hauts gradés de l'Armée de résistance du Seigneur et les traduire en justice. N'ignorant pas les difficultés auxquelles sont confrontés les gouvernements de la région, le Conseil se félicite des mesures prises par la communauté internationale, en coordination avec l'Union africaine et l'Organisation, pour donner aux armées des pays de la région les moyens de conduire des opérations efficaces contre les plus hauts gradés de l'Armée de résistance du Seigneur et de mieux protéger les civils. Il note, par exemple, que les États-Unis d'Amérique s'emploient à collaborer avec les armées de la région. Il souligne que toutes les mesures prises contre l'Armée de résistance du Seigneur doivent respecter les dispositions applicables du droit international, notamment humanitaire, des droits de l'homme et des réfugiés.

« Le Conseil se félicite que l'Union africaine se mobilise davantage pour régler cette question dans le cadre de son initiative de coopération régionale pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur et salue l'action qu'elle mène pour mettre en place une Force régionale d'intervention, un Centre conjoint d'opérations et un Mécanisme conjoint de coordination. Il salue par ailleurs l'appui que fournit le Secrétaire général à la Commission de l'Union africaine dans le cadre du processus de planification et encourage l'Union africaine à promouvoir la coordination des activités relatives à l'Armée de résistance du Seigneur en communiquant dès que possible ses plans de lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur. Il encourage vivement l'Union africaine à nommer rapidement son envoyé spécial pour les régions où sévit l'Armée de résistance du Seigneur et forme le vœu que celui-ci agira promptement pour consolider la coopération entre les gouvernements de la région et promouvoir l'établissement d'un cadre régional concernant la désertion, le désarmement, la démobilisation et la réintégration des combattants de l'Armée de résistance du Seigneur.

« Le Conseil souligne qu'il incombe au premier chef aux États de la région où sévit l'Armée de résistance du Seigneur de protéger les civils et engage ces États à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour ce faire. Il note, parallèlement, que les missions des Nations Unies jouent un rôle important dans la région, notamment au moyen de mesures de protection des civils, comme l'établissement de relations suivies avec la population locale, et souligne qu'elles doivent jouer un rôle prééminent en matière de coordination entre toutes les parties engagées dans la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur. Il demande que la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud s'efforcent, dans les limites de leur mandat et de leurs moyens, d'accroître, au cours des prochains mois, leurs activités de protection des civils dans les secteurs où sévit l'Armée de résistance du Seigneur, en s'attachant tout particulièrement à protéger les populations les plus vulnérables. Il se félicite que le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine accorde une attention accrue aux activités relatives à l'Armée de résistance du Seigneur en République centrafricaine et engage l'Organisation à prendre de nouvelles mesures pour répondre aux besoins des populations touchées par les opérations de l'Armée de résistance du Seigneur dans ce pays. Il engage tous les bureaux et missions des Nations Unies présents dans la région où sévit l'Armée de résistance du Seigneur à continuer d'améliorer la mise en commun de l'information et la coordination avec tous les acteurs concernés, et se félicite de l'établissement d'un rapport régional sur les droits de l'homme et l'Armée de résistance du Seigneur.

« Le Conseil salue également les efforts consentis par l'Union européenne, les États-Unis et d'autres donateurs pour fournir une aide humanitaire aux populations touchées par les opérations de l'Armée de résistance du Seigneur en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud. Il souligne qu'il faut adopter une stratégie renforcée, globale et plus régionale pour faire face à la situation humanitaire, notamment apporter une aide aux victimes de violences sexuelles et d'autres attaques, et rappelle qu'il faut que toutes les parties s'attachent à promouvoir et à assurer l'accès, en toute sécurité et sans entrave, des organisations humanitaires à la population civile. Il engage la communauté internationale à apporter son soutien au renforcement des capacités, à la bonne gouvernance et à l'action humanitaire dans les secteurs où sévit l'Armée de résistance du Seigneur.

« Le Conseil accueille avec intérêt le rapport du Secrétaire général sur l'Armée de résistance du Seigneur<sup>269</sup> et salue les efforts que le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale déploie, en coordination avec le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, pour établir une concertation avec les missions des Nations Unies dans la région où sévit l'Armée de résistance du Seigneur, ainsi qu'avec l'Union africaine et les États d'Afrique centrale touchés en vue de faciliter la coopération sur les questions liées à la lutte contre la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur. Il engage le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale à mettre au point, en collaboration avec les missions des Nations Unies et l'Union africaine, une stratégie régionale pour une assistance humanitaire internationale et une aide au développement et à la consolidation de la paix dans la région où sévit l'Armée de résistance du Seigneur, qui permettrait de consolider les mécanismes transfrontières en vue d'améliorer la protection des civils, les dispositifs d'alerte rapide, l'accès et l'intervention du personnel humanitaire et l'appui nécessaire à la réintégration des déplacés, des victimes d'enlèvement et des ex-combattants, ainsi que de renforcer la capacité globale des États concernés d'exercer leur autorité sur l'ensemble de leur territoire.

« Le Conseil rappelle les mandats d'arrêt délivrés par la Cour pénale internationale à l'encontre de trois autres dirigeants de l'Armée de résistance du Seigneur qui sont accusés,

---

<sup>269</sup> S/2011/693.

entre autres choses, d'avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, y compris des meurtres, des viols et des enlèvements d'enfants pour les enrôler, et engage tous les États à coopérer avec les autorités ougandaises et la Cour pour exécuter ces mandats et traduire en justice les auteurs des atrocités. Il rappelle également la déclaration de son Président, en date du 22 juin 2006<sup>270</sup>, et réaffirme qu'il importe au plus haut point de promouvoir la justice et l'état de droit, notamment le respect des droits de l'homme, en tant qu'élément indispensable d'une paix durable.

« Le Conseil prie le Secrétaire général de le tenir informé de la situation concernant l'Armée de résistance du Seigneur, en lui présentant notamment, avant le 31 mai 2012, un rapport unique sur le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et l'Armée de résistance du Seigneur faisait état des possibilités d'améliorer l'échange d'informations entre l'Union africaine, les États touchés par les opérations de l'Armée de résistance du Seigneur et les missions des Nations Unies et définissant le rôle du Bureau dans la coordination des actions menées pour lutter contre l'Armée de résistance du Seigneur. »

À sa 6796<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République centrafricaine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Région de l'Afrique centrale

« Rapport du Secrétaire général sur la situation des enfants victimes de l'Armée de résistance du Seigneur et le conflit armé (S/2012/365)

« Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur (S/2012/421) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Abou Moussa, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Francisco Caetano José Madeira, Envoyé spécial du Président de la Commission de l'Union africaine sur la question de l'Armée de résistance du Seigneur.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>271</sup> :

« Le Conseil de sécurité condamne vigoureusement les attaques que l'Armée de résistance du Seigneur mène dans certaines parties de l'Afrique centrale, qui menacent en permanence la sécurité dans la région. Le Conseil exprime à nouveau sa profonde inquiétude devant les atrocités commises par l'Armée de résistance du Seigneur, qui ont des conséquences graves sur le plan humanitaire et pour les droits de l'homme, comme le déplacement de plus de 445 000 personnes dans toute la région.

« Le Conseil condamne fermement les violations du droit international humanitaire et les atteintes aux droits de l'homme auxquelles l'Armée de résistance du Seigneur continue de se livrer. Il condamne en outre l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, les meurtres et les mutilations, les viols, l'esclavage sexuel et les autres violences sexuelles, et les enlèvements. Il exige de l'Armée de résistance du Seigneur qu'elle mette immédiatement fin à toutes ses

---

<sup>270</sup> S/PRST/2006/28.

<sup>271</sup> S/PRST/2012/18.

attaques, en particulier celles dirigées contre des civils, engage instamment ses dirigeants à libérer tous ceux qui ont été enlevés, et insiste pour que tous les éléments de l'Armée de résistance du Seigneur mettent un terme à ces pratiques, se rendent et rendent leurs armes.

« Le Conseil accueille avec satisfaction l'élaboration de la stratégie régionale visant à contrer l'Armée de résistance du Seigneur et à remédier aux effets de ses activités<sup>272</sup> et prend note des cinq grands domaines d'intervention que définit cette stratégie, qui a été élaborée en étroite collaboration avec l'Union africaine, les missions des Nations Unies et les équipes de pays des Nations Unies dans les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur et les États d'Afrique centrale touchés. Le Conseil demande instamment au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, aux missions politiques et aux missions de maintien de la paix des Nations Unies dans la région et aux autres présences des Nations Unies d'aider à appliquer la stratégie, s'il y a lieu et dans les limites de leur mandat et de leurs capacités, et appelle la communauté internationale à apporter toute l'assistance possible pour contribuer à la réalisation de ces objectifs stratégiques.

« Le Conseil se réjouit de la vigoureuse collaboration qui s'est instituée entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine face à la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur, et souhaite qu'elle se poursuive. Le Conseil engage l'Envoyé spécial du Président de la Commission de l'Union africaine sur la question de l'Armée de résistance du Seigneur, M. Francisco Caetano José Madeira, et le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, M. Abou Moussa, à continuer à travailler avec les gouvernements des pays de la région pour renforcer encore leur coopération.

« Le Conseil salue les efforts que continuent de déployer l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et le Soudan du Sud pour appréhender les hauts gradés de l'Armée de résistance du Seigneur et protéger les civils de la menace qu'elle représente. Le Conseil accueille avec satisfaction la capture de M. Caesar Acellam, l'un des hauts gradés de l'Armée de résistance du Seigneur, par les Forces de défense populaires de l'Ouganda, le 13 mai 2012.

« Le Conseil se réjouit du lancement officiel le 24 mars 2012 de l'Initiative de coopération régionale pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur, qui prévoit un Mécanisme conjoint de coordination, une Force régionale d'intervention et un Centre conjoint d'opérations. Le Conseil engage les gouvernements des pays de la région, travaillant dans le cadre de cette Initiative, à renouveler et à renforcer leur collaboration pour venir à bout de la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur. Le Conseil engage également l'Union africaine et les États affectés par l'Armée de résistance du Seigneur à travailler avec la communauté internationale pour trouver les ressources nécessaires pour mener à bien cette Initiative. Le Conseil se réjouit des efforts que fait l'Union africaine pour accroître la coordination tactique, améliorer l'échange d'informations et la planification conjointe des opérations entre les responsables militaires de la Force régionale d'intervention, basée à Yambio (Soudan du Sud).

« Le Conseil souligne qu'il incombe au premier chef aux États de la région où sévit l'Armée de résistance du Seigneur de protéger les civils et engage ces États à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour ce faire. Le Conseil note le rôle important joué par les missions de maintien de la paix des Nations Unies dans la région pour protéger les civils et souligne qu'il faut poursuivre la coordination et l'échange d'informations entre ces missions. Le Conseil rappelle l'importance de la coordination entre le personnel humanitaire, les spécialistes du développement, de la condition de la femme et de la protection des enfants, les militaires et les responsables du maintien de la paix dans la région. Le Conseil constate

---

<sup>272</sup> S/2012/481, annexe.

les difficultés que rencontrent les gouvernements des pays de la région et engage instamment la communauté internationale, en coordination avec l'Union africaine et l'Organisation, à continuer de renforcer le potentiel opérationnel des pays qui participent à la Force régionale d'intervention pour mener avec succès des opérations contre l'Armée de résistance du Seigneur et assurer une meilleure protection des civils. Le Conseil souligne que toutes les opérations militaires menées contre l'Armée de résistance du Seigneur doivent être conformes au droit international applicable, notamment humanitaire, des droits de l'homme et des réfugiés, et réduire au minimum le risque de blesser des civils dans ces régions.

« Le Conseil encourage les derniers combattants de l'Armée de résistance du Seigneur à quitter les rangs de ce groupe et à participer au processus de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinsertion et de réintégration. Le Conseil souligne qu'il soutient les efforts menés dans les différents pays touchés pour désarmer, démobiliser et réintégrer dans une existence normale les anciens combattants de l'Armée de résistance du Seigneur. Le Conseil reconnaît les importants efforts que poursuit le programme de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinsertion et réintégration de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo afin de susciter de nouvelles défections dans les rangs de l'Armée de résistance du Seigneur. Le Conseil demande à la Mission de continuer à travailler avec le Bureau intégré des Nations Unies en Afrique centrale, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et d'autres acteurs des Nations Unies dans la région affectée par l'Armée de résistance du Seigneur afin d'aider à mener l'action régionale coordonnée visant à susciter des défections et à soutenir les efforts de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinsertion et de réintégration menés dans les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur. Le Conseil demande aux partenaires internationaux de fournir à cet effet un soutien stratégique.

« Le Conseil rappelle les mandats d'arrêt décernés par la Cour pénale internationale à l'encontre de M. Joseph Kony et de deux autres hauts gradés de l'Armée de résistance du Seigneur qui sont accusés, entre autres choses, d'avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, y compris des assassinats, des viols et des enlèvements d'enfants pour les enrôler, et engage tous les États à coopérer avec les autorités ougandaises et avec la Cour pour exécuter ces mandats et traduire en justice les auteurs des atrocités. Il rappelle la déclaration de son Président, en date du 22 juin 2006<sup>270</sup>, et réaffirme qu'il importe au plus haut point de promouvoir la justice et l'état de droit, notamment le respect des droits de l'homme, en tant qu'élément indispensable d'une paix durable.

« Le Conseil loue les efforts consentis par les donateurs internationaux pour fournir une aide humanitaire aux populations touchées par les opérations de l'Armée de résistance du Seigneur en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud. Il souligne à nouveau qu'il faut adopter une stratégie renforcée, globale et plus régionale pour faire face à la situation humanitaire, notamment apporter une aide aux victimes de violence sexuelle et d'autres attaques, et rappelle qu'il faut que toutes les parties s'attachent à promouvoir et à assurer l'accès, en toute sécurité et sans entrave, des organisations humanitaires à la population civile, conformément au droit international, notamment au droit international humanitaire applicable, et aux principes directeurs de l'aide humanitaire.

« Le Conseil prie le Secrétaire général de le tenir informé des activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, des progrès de la mise en œuvre de la stratégie régionale et des efforts actuellement déployés à cette fin par les missions dans la région et par les autres organismes des Nations Unies compétents, notamment en lui présentant un rapport unique sur le Bureau et l'Armée de résistance du Seigneur avant le 30 novembre 2012. »

## NON-PROLIFÉRATION DES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE<sup>273</sup>

### Décision

À sa 6795<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Non-prolifération des armes de destruction massive ».

### Résolution 2055 (2012) du 29 juin 2012

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* ses résolutions 1540 (2004) du 28 avril 2004, 1673 (2006) du 27 avril 2006, 1810 (2008) du 25 avril 2008 et 1977 (2011) du 20 avril 2011,

*Rappelant* la décision qu'il a prise au paragraphe 2 de la résolution 1977 (2011) de proroger le mandat du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) jusqu'au 25 avril 2021,

*Soulignant* l'augmentation importante de la charge de travail du Comité durant la période couverte par son mandat,

*Rappelant* à cet égard la décision qu'il a prise au paragraphe 5 de la résolution 1977 (2011) de continuer à assurer au Comité le concours d'experts,

*Prie* le Secrétaire général de porter au maximum à neuf le nombre des membres du groupe d'experts visé à l'alinéa a du paragraphe 5 de la résolution 1977 (2011).

*Adoptée à l'unanimité à la 6795<sup>e</sup> séance.*

---

## RAPPORTS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LE SOUDAN<sup>273</sup>

### Décisions

Le 9 août 2011, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>274</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 5 août 2011 concernant votre intention de charger la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei d'envoyer dès que possible une mission de reconnaissance le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud<sup>275</sup> a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note. »

À sa 6628<sup>e</sup> séance, le 6 octobre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation dans l'Abyei (S/2011/603) ».

---

<sup>273</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2004 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>274</sup> S/2011/511.

<sup>275</sup> S/2011/510.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

À sa 6638<sup>e</sup> séance, le 25 octobre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2011/643) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

À sa 6656<sup>e</sup> séance, le 11 novembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, et à M<sup>me</sup> Hilde Johnson, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Soudan du Sud et Chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.

À sa 6660<sup>e</sup> séance, le 15 novembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur le Soudan du Sud (S/2011/678) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, et à M<sup>me</sup> Hilde Johnson, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Soudan du Sud et Chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.

À sa 6679<sup>e</sup> séance, le 8 décembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation dans l'Abyei (S/2011/741) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

À sa 6683<sup>e</sup> séance, le 14 décembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation dans l'Abyei (S/2011/741) ».



**Résolution 2024 (2011)  
du 14 décembre 2011**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président sur la situation au Soudan et au Soudan du Sud, notamment la résolution 1990 (2011), en date du 27 juin 2011, portant création de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei,

*Réaffirmant son attachement* aux principes de souveraineté et d'intégrité territoriale, ainsi qu'à la paix, à la stabilité et à la sécurité dans toute la région,

*Saluant* l'assistance fournie aux parties par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et son Président, le Président Thabo Mbeki, le Premier Ministre de l'Éthiopie, M. Meles Zenawi, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, M. Haile Menkerios, et le Chef de mission de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, le général de corps d'armée Tadesse Werede Tesfay,

*Se félicitant* de l'Accord conclu le 29 juin 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement du Sud-Soudan sur la sécurité des frontières et le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, prenant note de l'engagement résultant du paragraphe 2 dudit Accord tendant à la création d'une zone frontalière démilitarisée et sécurisée, et prenant également note de la demande tendant à voir l'Organisation des Nations Unies prêter un concours extérieur au contrôle et à la surveillance de ladite zone,

*Saluant* l'Accord relatif à la Mission d'appui au contrôle de la frontière conclu entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais le 30 juillet 2011<sup>276</sup>, qui développe le principe du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, dont le ressort coïncidera avec la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, et d'un Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, et gardant à l'esprit que les parties ont demandé à l'Organisation de seconder le Mécanisme conjoint de surveillance et de contrôle de la frontière dans ses activités opérationnelles,

*Soulignant* qu'il est important que s'instaurent la confiance mutuelle, le crédit réciproque et un climat propice à la stabilité et au développement économique à long terme,

*Considérant* qu'il est urgent que le Soudan et le Soudan du Sud entament le processus de normalisation de leur frontière et considérant aussi que la situation qui règne sur cette frontière constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales,

1. *Décide* que, outre les tâches prévues au paragraphe 2 de la résolution 1990 (2011), la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei exécutera les tâches supplémentaires ci-après à l'appui du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière ; elle exécutera ces tâches dans la limite de ses capacités autorisées et dans une zone d'opérations élargie à la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, au siège du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, aux postes de commandement de secteur et aux lieux d'implantation des équipes :

a) Aider les parties à honorer, dans la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, les engagements de sécurité qu'elles ont pris dans l'Accord sur la sécurité des frontières et le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité du 29 juin 2011 et l'Accord relatif à la Mission d'appui au contrôle de la frontière du 30 juillet 2011<sup>276</sup> susmentionnés ;

b) Appuyer les activités opérationnelles du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, y compris ses secteurs et équipes, en matière de vérification, d'enquête, de surveillance, d'arbitrage, de coordination de la liaison, d'établissement de rapports, d'échange d'informations et de patrouilles, et en assurant la sécurité selon que de besoin ;

---

<sup>276</sup> Ibid., annexe.

c) Aider et conseiller le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière dans l'exercice de sa fonction de coordination d'ensemble de la planification, de la supervision et de la vérification de la mise en œuvre du Document directif conjoint sur la sécurité de la frontière en date du 30 mai 2011 ;

d) Aider le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière à disposer des cartes et des données géographiques et cartographiques nécessaires pour surveiller l'application du paragraphe 2 de l'Accord sur la sécurité des frontières et le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité du 29 juin 2011 ;

e) Faciliter la liaison entre les parties ;

f) Aider les parties, à leur demande, à mettre en place le long de la frontière des mécanismes bilatéraux de gestion efficaces ;

g) Concourir à instaurer la confiance mutuelle ;

2. *Prie* les Gouvernements sud-soudanais et soudanais d'honorer intégralement les engagements qu'ils ont souscrits dans les Accords des 29 juin et 30 juillet 2011 susvisés ;

3. *Demande* à tous les États Membres, en particulier au Soudan et au Soudan du Sud, de faire en sorte que tout le personnel, ainsi que le matériel, les denrées alimentaires, les fournitures et les autres marchandises, y compris les véhicules, aéronefs et pièces de rechange, destinés à l'usage exclusif et officiel de la Force puissent circuler en toute liberté et célérité, à destination et en provenance d'Abyei et dans l'ensemble de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée ;

4. *Prie instamment* le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais de coopérer pleinement entre eux et d'appuyer pleinement la Force pour lui permettre d'exécuter intégralement son mandat ;

5. *Prie* le Secrétaire général de le tenir informé de l'état d'avancement de l'exécution des tâches supplémentaires énumérées au paragraphe 1 de la présente résolution dans les rapports qu'il lui présente régulièrement sur l'exécution du mandat de la Force, de porter immédiatement à son attention toute violation grave des accords susvisés et de rechercher et de mettre en œuvre des moyens de renforcer la coopération entre les missions dans la région ;

6. *Décide* de demeurer saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6683<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6688<sup>e</sup> séance, le 15 décembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la Cour pénale internationale.

À sa 6689<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 15 décembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

« À sa 6689<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 15 décembre 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée "Rapports du Secrétaire général sur le Soudan".

« Comme suite à la décision prise à la 6688<sup>e</sup> séance, le Président a pris acte de la présence du représentant du Soudan à la table du Conseil, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

« Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de Chypre, du Danemark, de l'Espagne, de la Hongrie, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Liechtenstein, de la Malaisie, de la Norvège, de la Pologne, du Qatar, de la République tchèque, de la Suisse et du Swaziland, qui en avaient fait la demande, à participer, sans droit de vote, à l'examen de la question, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

« Comme suite à la décision prise à la 6688<sup>e</sup> séance, le Président a pris acte de la présence de M. Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la Cour pénale internationale, à la table du Conseil, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

« Les membres du Conseil et M. Moreno-Ocampo ont eu un échange de vues. »

À sa 6699<sup>e</sup> séance, le 22 décembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation dans l'Abyei (S/2011/741) ».

### **Résolution 2032 (2011) du 22 décembre 2011**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président sur la situation au Soudan et au Soudan du Sud, notamment les résolutions 1990 (2011) et 2024 (2011), en date des 27 juin et 14 décembre 2011,

*Réaffirmant son attachement* aux principes de souveraineté et d'intégrité territoriale, ainsi qu'à la paix, à la stabilité et à la sécurité dans toute la région,

*Affirmant* le caractère prioritaire d'un règlement urgent et définitif de toutes les questions en suspens de l'Accord de paix global du 9 janvier 2005<sup>277</sup>,

*Réaffirmant* ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, sa résolution 1502 (2003) du 26 août 2003 sur la protection du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies, et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009 et 1889 (2009) du 5 octobre 2009 sur les femmes et la paix et la sécurité,

*Rappelant* les engagements pris par le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais dans l'Accord conclu le 20 juin 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Mouvement populaire de libération du Soudan concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei<sup>278</sup>, l'Accord conclu le 29 juin 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement du Sud-Soudan sur la sécurité des frontières et le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, et l'Accord relatif à la Mission d'appui au contrôle de la frontière conclu le 30 juillet 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais<sup>276</sup>,

*Se félicitant* que les Présidents du Soudan et du Soudan du Sud se soient rencontrés le 9 octobre 2011 et qu'ils aient exprimé leur intention de régler leurs différends par des moyens pacifiques,

---

<sup>277</sup> S/2005/78, annexe.

<sup>278</sup> S/2011/384, annexe.

*Soulignant* que les deux pays gagneront beaucoup à faire preuve de retenue et à emprunter la voie du dialogue au lieu de recourir à la violence et aux provocations,

*Saluant* l'assistance que continuent de fournir aux parties le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et son Président, le Président Thabo Mbeki, le Premier Ministre éthiopien, M. Meles Zenawi, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, M. Haile Menkerios, et le Chef de mission de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, le général de corps d'armée Tadesse Werede Tesfay,

*Notant* que l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale restent disposées à aider les parties à établir et à mettre en œuvre un dispositif de sécurité mutuelle en appui aux objectifs de l'Accord de paix global,

*Saluant* la rapidité avec laquelle la Force s'est déployée dans la zone d'Abyei et l'action menée à cette fin par l'Organisation et le Gouvernement éthiopien,

*Demandant instamment* au Gouvernement soudanais et au Gouvernement sud-soudanais de négocier rapidement avec l'Organisation un accord sur le statut des forces,

*Ayant à l'esprit* qu'il importe que l'assistance fournie à la région par l'Organisation soit cohérente,

*Saluant, en les encourageant*, les efforts déployés par l'Organisation pour sensibiliser le personnel de maintien de la paix à l'action préventive et à la lutte contre le VIH/sida et d'autres maladies transmissibles dans toutes les opérations de maintien de la paix,

*Profondément préoccupé* par tous les actes de violence commis dans la zone d'Abyei contre les civils en violation du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment le meurtre et les déplacements de civils en grand nombre,

*Soulignant* que le respect des droits de l'homme doit faire l'objet d'une surveillance efficace,

*Se félicitant* de la réunion, le 13 décembre 2011, du Comité mixte de contrôle d'Abyei, qui a réaffirmé qu'il était urgent de faciliter la fourniture de l'aide humanitaire à toutes les communautés touchées de la zone d'Abyei,

*Profondément préoccupé* par la présence continue, dans la zone d'Abyei, de policiers et de militaires du Soudan et du Soudan du Sud, en violation de l'Accord du 20 juin 2011, ce qui fait peser une menace sur la migration en toute sécurité des nomades Misseriya et le retour chez eux des réfugiés Dinka Ngok et empêche la Force de s'acquitter pleinement de son mandat,

*Préoccupé* par les retards accusés dans la création de l'Administration de la zone d'Abyei,

*Notant* le manque de progrès dans la mise en place du Service de police d'Abyei, notamment de l'unité spéciale chargée des questions relatives à la migration des populations nomades,

*Préoccupé* par les retards des opérations de déminage dans la région d'Abyei, qui font obstacle au retour, en toute sécurité, des déplacés,

*Se déclarant résolu* à ce que le statut futur d'Abyei soit déterminé par voie de négociations entre les parties dans le respect de l'Accord de paix global, et non par des actions unilatérales de l'une ou l'autre partie, et appelant toutes les parties à participer de façon constructive à des négociations en vue de parvenir à un accord final sur le statut d'Abyei,

*Vivement préoccupé* par les informations faisant état d'une concentration de troupes soudanaises et sud-soudanaises de part et d'autre de la frontière commune et les propos incendiaires tenus par l'une et l'autre partie, de nature à aggraver le risque d'affrontements directs,

*Constatant* que la situation qui règne actuellement à Abyei et le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud menace la paix et la sécurité internationales,

1. *Décide* de proroger pour cinq mois le mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, tel qu'il résulte du paragraphe 2 de sa résolution 1990 (2011), modifié

par sa résolution 2024 (2011) et, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, étendu aux attributions spécifiées au paragraphe 3 de sa résolution 1990 (2011) ;

2. *A conscience* que la Force ne peut s'acquitter effectivement de son mandat que si les Gouvernements soudanais et sud-soudanais honorent les engagements qu'ils ont pris l'un vis-à-vis de l'autre et envers l'Organisation des Nations Unies ;

3. *Exige* des Gouvernements soudanais et sud-soudanais qu'ils retirent immédiatement et sans condition tous les militaires et le personnel de police se trouvant encore dans la zone d'Abeyi et achèvent dans les plus brefs délais de mettre sur pied l'Administration de la zone d'Abeyi et le Service de police d'Abeyi, conformément aux engagements qu'ils ont souscrits dans l'Accord concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abeyi du 20 juin 2011<sup>278</sup> ;

4. *Demande instamment* au Gouvernement soudanais et au Gouvernement sud-soudanais d'utiliser le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité pour régler les questions en suspens concernant la création de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, les parties contestées de la zone, la démarcation de la frontière et l'établissement de cartes de la zone ;

5. *Demande* à tous les États Membres, en particulier au Soudan et au Soudan du Sud, de garantir la libre circulation, sans entrave ni retard, à destination et en provenance d'Abeyi et dans toute la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, de tout le personnel de la Force ainsi que de l'ensemble du matériel, des vivres et des fournitures et d'autres biens, y compris les véhicules, matériel de transport aérien et pièces de rechange destinés à l'usage officiel exclusif de la Force ;

6. *Demande instamment* au Gouvernement soudanais et au Gouvernement sud-soudanais de coopérer entre eux sans réserve et de soutenir pleinement la Force, lui permettant ainsi de s'acquitter de l'intégralité de son mandat ;

7. *Demande* au Gouvernement soudanais et au Gouvernement sud-soudanais de faciliter le déploiement du personnel du Service de la lutte antimines, ainsi que la détection et l'enlèvement des mines se trouvant dans la zone d'Abeyi ;

8. *Demande également* au Gouvernement soudanais et au Gouvernement sud-soudanais d'honorer dans les plus brefs délais l'engagement qu'ils ont pris, en vertu de l'Accord de paix global du 9 janvier 2005<sup>277</sup>, de régler pacifiquement la question du statut définitif d'Abeyi, et les engage à examiner de bonne foi les propositions avancées dans ce sens par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine ;

9. *Prie instamment* toutes les parties intéressées de ménager aux agents humanitaires un plein accès, en toute liberté, à ceux qui ont besoin d'une assistance, ainsi que toutes facilités nécessaires à leurs activités, conformément au droit international humanitaire applicable ;

10. *Prie* le Secrétaire général de pourvoir à la surveillance effective du respect des droits de l'homme et de lui en rendre compte dans les rapports qu'il lui présente, et demande au Gouvernement soudanais et au Gouvernement sud-soudanais d'apporter au Secrétaire général leur plein concours à cette fin ;

11. *Prie également* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour que la Force applique pleinement la politique de tolérance zéro de l'Organisation à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de l'avertir si de tels actes se produisent ;

12. *Souligne* que l'amélioration de la coopération entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais est essentielle pour la paix, la sécurité et la stabilité, ainsi que pour l'avenir des relations entre les deux États ;

13. *Prie* le Secrétaire général de continuer de l'informer tous les soixante jours des progrès de la mise en œuvre du mandat de la Force et de porter immédiatement à son attention toute violation grave des Accords susmentionnés, ainsi que de rechercher et d'exploiter les moyens d'améliorer la coopération entre les missions présentes dans la région ;

14. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6699<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6700<sup>e</sup> séance, le 11 janvier 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2011/814) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

À sa 6716<sup>e</sup> séance, le 17 février 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan ».

### Résolution 2035 (2012) du 17 février 2012

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant le Soudan,

*Réaffirmant son attachement* à la cause de la paix dans le Soudan tout entier, à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale du pays et au règlement intégral et rapide des questions en suspens relatives à l'Accord de paix global<sup>277</sup>, accueillant avec satisfaction le Document de Doha pour la paix au Darfour<sup>279</sup>, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération dans les relations entre les États de la région,

*Conscient* que le conflit du Darfour ne peut être résolu par des moyens militaires et qu'une solution durable ne pourra être trouvée qu'à la faveur d'un processus politique sans exclusive,

*Réaffirmant son appui sans réserve* aux efforts déployés pour parvenir à une solution globale et sans exclusive au conflit du Darfour, tout en se félicitant que le Document de Doha puisse servir de base à ces efforts, et réaffirmant la nécessité de mener à terme le processus politique et de mettre fin à la violence et aux exactions dans cette région,

*Exhortant* le Gouvernement soudanais et le Mouvement pour la libération et la justice à respecter les engagements qu'ils ont pris dans le Document de Doha et engageant toutes les parties, en particulier les autres mouvements armés qui n'ont pas signé le Document, à montrer qu'elles sont disposées à mener des négociations, sans conditions préalables et sans plus tarder, sur la base du Document et à participer pleinement à la médiation conjointe Union africaine-Organisation des Nations Unies,

*Se félicitant* de la création de l'Autorité régionale pour le Darfour, qui constitue une étape importante dans la mise en œuvre du Document de Doha,

*Exigeant* des parties au conflit qu'elles fassent preuve de retenue et cessent toutes activités militaires, y compris les bombardements aériens,

*Exigeant* de toutes les parties aux conflits armés qu'elles mettent immédiatement et totalement fin à tous les actes de violence sexuelle contre des civils, conformément aux résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009 et 1889 (2009) du 5 octobre 2009, à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants, conformément aux

---

<sup>279</sup> S/2011/449, pièce jointe 2.

résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011, et aux attaques aveugles contre des civils, conformément à la résolution 1894 (2009) en date du 11 novembre 2009,

*Saluant* l'action menée par l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, la médiation conjointe Union africaine-Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et les dirigeants de la région pour promouvoir la paix et la stabilité au Darfour, et leur renouvelant son appui sans réserve, et déclarant qu'il appuie fermement le processus politique placé sous l'égide de la médiation Union africaine-Organisation des Nations Unies,

*Encourageant* l'Opération et le Groupe d'experts sur le Soudan à renforcer leur coopération et les échanges d'informations, conformément aux lignes directrices du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat et avec l'aide du coordonnateur de l'Opération,

*Rappelant* le rapport à mi-parcours présenté le 28 juin 2011 par le Groupe d'experts désigné par le Secrétaire général en application de l'alinéa *b* du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005), en date du 29 mars 2005, dont le mandat a été reconduit par des résolutions ultérieures, prenant note du rapport final du Groupe et exprimant l'intention d'examiner, par l'intermédiaire du Comité du Conseil de sécurité créé en application de l'alinéa *a* du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) [« le Comité »], les recommandations du Groupe et les mesures qui s'imposent,

*Se déclarant préoccupé* par les obstacles dressés contre les activités du Groupe au cours de son dernier mandat, notamment les retards dans la délivrance des visas et des autorisations de voyage, et les entraves à la liberté de circulation des experts du Groupe et du personnel de l'Opération,

*Soulignant* la nécessité de respecter les dispositions de la Charte des Nations Unies concernant les privilèges et immunités et la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies<sup>280</sup>, en tant qu'elles s'appliquent aux opérations des Nations Unies et à ceux qui y participent,

*Rappelant* à tous les États, en particulier à ceux de la région, les obligations énoncées dans les résolutions 1556 (2004) du 30 juillet 2004, 1591 (2005) et 1945 (2010) du 14 octobre 2010, en particulier celles qui ont trait aux armes et au matériel connexe,

*Insistant* sur le fait que le Document de Doha prescrit à toutes les parties au conflit armé au Darfour d'accepter pleinement et sans condition les obligations mises à leur charge par le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

*Exhortant* le Gouvernement soudanais à honorer tous ses engagements, y compris ceux de lever l'état d'urgence au Darfour, de respecter la liberté d'expression et de faire le nécessaire pour amener les auteurs de violations graves du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, quels qu'ils soient, à répondre de leurs actes,

*Rappelant* l'obligation, énoncée dans le Document de Doha, de s'abstenir de tout acte de violence contre des civils, en particulier les groupes vulnérables, comme les femmes et les enfants, et de toute violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et la nécessité de résoudre d'urgence la crise humanitaire que vit la population du Darfour, notamment en garantissant aux organisations humanitaires un accès sans restriction à toutes les zones,

*Notant* que les actes d'hostilité, de violence ou d'intimidation dirigés contre la population civile du Darfour, y compris les déplacés, et les autres activités qui risqueraient de remettre en cause ou de fragiliser l'engagement des parties en faveur d'une cessation complète et durable des hostilités seraient contraires au Document de Doha,

---

<sup>280</sup> Résolution 22 A (I) de l'Assemblée générale.

*Considérant* que la situation au Soudan continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Décide* de reconduire jusqu'au 17 février 2013 le mandat du Groupe d'experts sur le Soudan initialement constitué en application de la résolution 1591 (2005), mandat qu'il a déjà prorogé par ses résolutions 1651 (2005) du 21 décembre 2005, 1665 (2006) du 29 mars 2006, 1713 (2006) du 29 septembre 2006, 1779 (2007) du 28 septembre 2007, 1841 (2008) du 15 octobre 2008, 1891 (2009) du 13 octobre 2009, 1945 (2010) et 1982 (2011) du 17 mai 2011, et prie le Secrétaire général de prendre dès que possible les mesures administratives nécessaires, y compris en ce qui concerne les locaux ;

2. *Prend note* de la création, le 11 janvier 2012, de deux nouveaux États au Darfour et confirme que toutes les précédentes références au Darfour septentrional, méridional et occidental s'entendent de l'ensemble du territoire du Darfour, y compris les nouveaux États du Darfour oriental et du Darfour central ;

3. *Décide* que les critères de désignation énoncés à l'alinéa c du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) s'appliquent également à des entités ;

4. *Décide également* que les dérogations commandées par la mise en œuvre de l'Accord de paix global<sup>277</sup> mentionnées au paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005) et précisées à l'alinéa b du paragraphe 8 de la résolution 1945 (2010) cessent de s'appliquer ;

5. *Prie* le Groupe de présenter au Comité un exposé à mi-parcours de ses travaux, le 31 juillet 2012 au plus tard, et un rapport intermédiaire, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront l'adoption de la présente résolution, et de lui présenter, au moins trente jours avant la fin de son mandat, un rapport final contenant ses conclusions et recommandations ;

6. *Prie également* le Groupe de soumettre tous les mois au Comité des rapports actualisés sur ses activités, notamment sur les visites entreprises, tout obstacle à l'exécution de son mandat et les violations des sanctions ;

7. *Prie en outre* le Groupe de rendre compte, dans les délais fixés au paragraphe 5 de la présente résolution, de l'application et de l'efficacité du paragraphe 10 de la résolution 1945 (2010) ;

8. *Prie* le Groupe de coordonner ses activités, selon qu'il conviendra, avec celles de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et celles menées à l'échelon international pour promouvoir le processus politique au Darfour, et d'indiquer, dans ses rapports intermédiaire et final, dans quelle mesure on aura réussi à réduire les violations, par toutes les parties, des mesures édictées aux paragraphes 7 et 8 de la résolution 1556 (2004), au paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005) et au paragraphe 10 de la résolution 1945 (2010), mais également dans quelle mesure on aura réussi à éliminer les obstacles au processus politique, les menaces contre la stabilité au Darfour et dans la région, les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ou autres atrocités, notamment les violences sexuelles ou à motivation sexiste, et les autres violations des résolutions susmentionnées, et de fournir au Comité des renseignements sur les personnes et entités répondant aux critères de désignation énoncés à l'alinéa c du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) ;

9. *Déplore* que certaines personnes ayant des liens avec le Gouvernement soudanais et des groupes armés au Darfour continuent de commettre des actes de violence contre des civils, d'entraver le processus de paix et d'ignorer ses exigences, exprime son intention d'imposer des sanctions ciblées à l'encontre des personnes et entités qui répondent aux critères de désignation énoncés à l'alinéa c du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005), et encourage le Groupe, agissant en coordination avec la médiation conjointe Union africaine-Organisation des Nations Unies, à communiquer au Comité, s'il l'estime nécessaire, les noms des personnes, groupes ou entités répondant aux critères de désignation ;

10. *Prie* le Groupe de continuer à enquêter sur le rôle joué par les groupes armés, militaires et politiques dans les attaques visant le personnel de l'Opération au Darfour, et constate que



les personnes et entités qui planifient ou facilitent ces attaques ou qui y participent menacent la stabilité au Darfour et peuvent de ce fait répondre aux critères de désignation énoncés à l'alinéa c du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) ;

11. *Craint* que certains articles soient convertis à des fins militaires et transférés au Darfour, et recommande fortement à tous les États de tenir compte de ce risque au vu des mesures édictées par la résolution 1591 (2005) ;

12. *Engage* tous les États, les organismes compétents des Nations Unies, l'Union africaine et les autres parties concernées à coopérer pleinement avec le Comité et le Groupe, en particulier en leur communiquant toutes les informations dont ils pourraient disposer concernant l'application des mesures édictées par les résolutions 1556 (2004) et 1591 (2005), et demande à tous les États d'éliminer tous les obstacles entravant les travaux du Groupe, y compris sa liberté de circulation, notamment en délivrant en temps voulu des visas et des permis de voyage ;

13. *Invite instamment* tous les États, en particulier les États de la région, à rendre compte au Comité des dispositions qu'ils auront prises pour appliquer les mesures édictées par les résolutions 1556 (2004) et 1591 (2005), y compris l'imposition de mesures ciblées ;

14. *S'inquiète* de ce que l'interdiction de voyager et le gel des avoirs visant des personnes désignées ne sont pas appliqués par tous les États et prie le Comité de réagir efficacement en cas d'information faisant état du non-respect par des États du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) et de la résolution 1672 (2006), en date du 25 avril 2006, notamment en se concertant avec toutes les parties concernées ;

15. *Exprime son intention*, après la présentation du rapport intermédiaire, de faire le point de l'application complète et efficace des mesures imposées par les résolutions 1591 (2005) et 1945 (2010), y compris les obstacles à celle-ci, afin de garantir qu'elles soient pleinement respectées ;

16. *Réaffirme* que le Comité a pour mandat d'encourager le dialogue avec les États Membres intéressés, en particulier ceux de la région, notamment en invitant leurs représentants à le rencontrer pour débattre de l'application des mesures, et l'encourage à poursuivre son dialogue avec l'Opération ;

17. *Salue* le travail accompli par le Comité, qui s'est appuyé sur les rapports du Groupe et des travaux accomplis dans d'autres instances, pour appeler l'attention sur les responsabilités des acteurs du secteur privé dans les zones touchées par des conflits ;

18. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6716<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6730<sup>e</sup> séance, le 6 mars 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>281</sup> :

« Le Conseil de sécurité se déclare profondément préoccupé par les violences transfrontières répétées signalées entre le Soudan et le Soudan du Sud, notamment les mouvements de troupes, le soutien à des forces supplétives et les bombardements aériens, et estime que cette situation constitue une grave menace pour la paix et la sécurité internationales.

---

<sup>281</sup> S/PRST/2012/5.

Il engage instamment les deux pays à se conformer à la lettre et à l'esprit des dispositions du Protocole d'accord de non-agression et de coopération qu'ils ont adopté le 10 février 2012<sup>282</sup>, sous les auspices du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine.

« Le Conseil exige de toutes les parties qu'elles cessent les opérations militaires dans les zones frontalières et mettent fin au cycle de la violence. Il exige en outre que les Gouvernements soudanais et sud-soudanais s'abstiennent de prendre toute mesure susceptible de nuire à la sécurité et à la stabilité de l'autre pays, notamment d'apporter un soutien direct ou indirect sous quelque forme que ce soit à des groupes armés opérant sur le territoire de l'autre pays. Il condamne toute action menée par des groupes armés en vue de renverser par la force le Gouvernement soudanais ou sud-soudanais et affirme son ferme attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de chacun des deux pays.

« Le Conseil rappelle que les objectifs premiers de la communauté internationale et de toutes les parties concernées au Soudan et au Soudan du Sud sont d'assurer la coexistence pacifique de deux États entièrement viables qui épousent la gouvernance démocratique, l'état de droit, le principe de responsabilité, l'égalité, le respect des droits de l'homme, la justice et le développement économique, en particulier de créer les conditions permettant aux communautés touchées par le conflit d'avoir accès à des moyens de subsistance stables et durables.

« Le Conseil rappelle l'Accord-cadre conclu le 28 juin 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Mouvement populaire de libération du Soudan (Nord) sur le partenariat politique et le dispositif de sécurité dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu, et invite instamment les parties concernées à rouvrir un dialogue direct en vue de régler tout différend politique ou de sécurité conformément aux dispositions de l'Accord de paix global du 9 janvier 2005<sup>277</sup> et aux principes arrêtés dans l'Accord-cadre. Il engage les parties à régler tous les problèmes de fond qui ont provoqué le conflit dont le Kordofan méridional et le Nil Bleu sont actuellement le théâtre, à mettre fin à toutes les violences et à convenir d'une cessation immédiate des hostilités, et soutient fermement les efforts déployés en ce sens par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies. S'agissant de la situation humanitaire, il insiste sur la nécessité impérieuse d'apporter une aide dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu afin d'éviter que la situation ne s'y aggrave encore davantage et exige du Gouvernement soudanais et du Mouvement populaire de libération du Soudan (Nord) qu'ils coopèrent pleinement avec l'Organisation et d'autres organismes et organisations humanitaires et permettent à leur personnel de s'acquitter de son mandat efficacement et en toute sécurité, en lui garantissant un accès immédiat et sans entrave aux populations touchées par le conflit dans ces États afin qu'il puisse leur venir en aide et en autorisant l'acheminement de fournitures et de matériel, en application du droit international, y compris les dispositions applicables du droit humanitaire, et dans le respect des principes directeurs concernant l'aide humanitaire d'urgence. Il accueille avec satisfaction la proposition tripartite présentée à cet égard par l'Organisation, l'Union africaine et la Ligue des États arabes, se félicite que le Mouvement populaire de libération du Soudan (Nord) l'ait approuvée et engage le Gouvernement soudanais à faire de même.

« Le Conseil déplore vivement que les forces de sécurité soudanaises et sud-soudanaises ne se soient toujours pas redéployées à l'extérieur de la zone d'Abyei comme prévu par les dispositions de l'Accord concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei du 20 juin 2011<sup>278</sup> et la décision du Comité mixte de contrôle d'Abyei du 8 septembre 2011<sup>283</sup>. Il salue la décision du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité de créer le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, aux termes de l'Accord conclu le 29 juin 2011 entre le Gouvernement

---

<sup>282</sup> S/2012/135, pièce jointe.

<sup>283</sup> Voir S/2011/593.

soudanais et le Gouvernement du Sud-Soudan sur la sécurité des frontières et le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité. Il invite instamment les parties à s'entendre sur une carte délimitant le tracé de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée et de la zone d'opérations des observateurs aux frontières. Il exige que le Soudan et le Soudan du Sud accélèrent la mise en œuvre de l'Accord du 20 juin 2011, mettent immédiatement en place l'Administration de la zone d'Abyei et s'emploient activement à trouver une solution politique à long terme pour régler le statut final de cette zone. Il exige que les Gouvernements soudanais et sud-soudanais facilitent le retour chez eux des déplacés d'Abyei en toute sécurité et dans la dignité et garantissent au personnel humanitaire un accès complet, sûr et sans entrave à la zone d'Abyei, en insistant sur la nécessité de coopérer pour assurer la sécurité pendant la saison des migrations.

« Le Conseil estime que la mise au point des arrangements pétroliers et financiers entre les Gouvernements soudanais et sud-soudanais représente un élément essentiel de la sécurité, de la stabilité et de la prospérité des deux pays en tant qu'États viables. Il affirme que toute mesure unilatérale liée au secteur pétrolier nuit à la sécurité, à la stabilité et à la prospérité des deux États. Il demande instamment aux deux États de s'employer, dans le cadre de la proposition globale présentée en janvier 2012 par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, à parvenir sans tarder à des accords sur les dispositions financières de transition et sur l'exploitation commerciale du pétrole.

« Le Conseil demande instamment aux Gouvernements soudanais et sud-soudanais de veiller à ce qu'il y ait des procédures claires concernant l'acquisition de la nationalité dans leur État, accompagnées de la documentation pertinente sur le droit de séjour ou le droit à l'emploi. Si de telles dispositions n'étaient pas en place avant la fin de la période de transition fixée au 8 avril 2012, le Conseil demande aux deux États de convenir d'un délai supplémentaire.

« Le Conseil demande très instamment aux Gouvernements soudanais et sud-soudanais de parvenir à un accord sur le statut des zones contestées le long de la frontière entre leurs pays, et d'arrêter puis de mettre en œuvre sans délai une méthode et un calendrier pour la démarcation de la frontière sous l'égide du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine en tant que facilitateur.

« Le Conseil réaffirme son appui sans faille aux missions de maintien de la paix des Nations Unies au Soudan et au Soudan du Sud. Il demande aux deux États de coopérer pleinement avec les missions des Nations Unies, de leur permettre d'accéder librement à l'ensemble de leurs zones d'opérations et de permettre un déplacement sans entrave et rapide de leur personnel, y compris en lui octroyant avec célérité les visas et autorisations de voyage nécessaires, ainsi que du matériel, des vivres, des fournitures et d'autres biens, dont les véhicules, les aéronefs et les pièces détachées, destinés exclusivement aux missions des Nations Unies pour l'exécution de leurs fonctions officielles.

« Le Conseil demande instamment au Soudan et au Soudan du Sud de poursuivre les négociations dans le cadre facilité par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, afin de parvenir le plus rapidement possible à un accord sur toutes les questions en suspens, et engage le Groupe, l'Organisation et les autres grands acteurs internationaux concernés à poursuivre leurs efforts et à les unir à l'appui de ces négociations.

« Le Conseil réaffirme son attachement à un avenir pacifique et prospère pour les peuples soudanais et sud-soudanais. Le Conseil exprime sa gratitude au Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et à son Président, le Président Thabo Mbeki, ainsi qu'à l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, M. Haile Menkerios, pour leur action, et manifeste son appui sans réserve à la poursuite de leurs travaux, et souligne l'importance du partenariat fait de collaboration entre l'Organisation et l'Union africaine dans ce domaine. Il invite les Gouvernements soudanais et sud-soudanais à accorder leur pleine coopération au Groupe. »

À sa 6749<sup>e</sup> séance, le 12 avril 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, la Présidente a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>284</sup> :

« Le Conseil de sécurité fait part de son inquiétude profonde et grandissante face à l'intensification du conflit entre le Soudan et le Soudan du Sud, dont les dernières manifestations sont la prise et l'occupation par l'Armée populaire de libération du Soudan de la ville de Heglig et des champs de pétrole avoisinants situés au Soudan. Ces récents actes de violence menacent de replonger l'un et l'autre pays dans la guerre totale et de les ramener à une ère de morts tragiques, de souffrances, de destruction et de catastrophe économique qu'ils se sont si durement et longtemps employés à dépasser. Le Conseil exige que toutes les hostilités cessent complètement, immédiatement et sans condition, que l'Armée populaire de libération du Soudan se retire d'Heglig, que les Forces armées soudanaises arrêtent les bombardements aériens, que les violences transfrontières répétées entre le Soudan et le Soudan du Sud prennent fin et que chacune des parties cesse d'appuyer des éléments agissant pour son compte dans l'autre pays.

« Le Conseil affirme son ferme attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Soudan comme du Soudan du Sud. Il rappelle l'importance des principes de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération régionale.

« Le Conseil exige que l'une et l'autre parties ramènent leurs forces à 10 kilomètres de la frontière nord-sud du 1<sup>er</sup> janvier 1956, conformément à l'Accord sur la sécurité des frontières et le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité du 29 juin 2011 et à l'Accord relatif à la Mission d'appui au contrôle de la frontière du 30 juillet 2011<sup>276</sup>. Il exhorte le Soudan et le Soudan du Sud à prendre des mesures immédiates pour créer une zone frontalière démilitarisée et sécurisée et mettre en action le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, et se déclare de nouveau prêt à continuer d'aider les parties à mettre en œuvre cet Accord avec l'appui de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, conformément à la résolution 2024 (2011). Le Conseil demande au Soudan et au Soudan du Sud de respecter la lettre et l'esprit du Protocole d'accord de non-agression et de coopération du 10 février 2012<sup>282</sup>.

« Le Conseil exige à nouveau du Soudan et du Soudan du Sud qu'ils retirent immédiatement leurs forces de sécurité de la zone d'Abyei conformément à l'Accord concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei du 20 juin 2011<sup>278</sup> et à la résolution 1990 (2011).

« Le Conseil demande aux Gouvernements soudanais et sud-soudanais de régler d'urgence et pacifiquement les questions fondamentales de la sécurité et de la gestion des frontières, de la situation dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu, ainsi que la question d'Abyei et tous les éléments en suspens de l'Accord de paix global du 9 janvier 2005<sup>277</sup> qui alimentent la défiance entre les deux pays. Il demande en outre aux dirigeants du Soudan et du Soudan du Sud de tenir immédiatement une réunion au sommet, comme prévu, pour faire avancer les questions qui font obstacle à l'instauration d'une paix durable.

« Le Conseil affirme son appui à l'action que le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine continue de mener pour aider le Soudan et le Soudan du Sud à s'entendre sur toutes les questions pendantes, et préconise la poursuite du partenariat établi avec l'Organisation des Nations Unies à cette fin.

« Le Conseil estime que la situation actuelle constitue une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. Il continuera d'en suivre de près l'évolution et prendra d'autres mesures si nécessaire. Il attend avec intérêt d'être mis au courant par le Groupe de mise en

---

<sup>284</sup> S/PRST/2012/12.

œuvre de haut niveau de l'Union africaine et l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, M. Haile Menkerios, dans les prochains jours. »

À sa 6762<sup>e</sup> séance, le 26 avril 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2012/231) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

À sa 6764<sup>e</sup> séance, le 2 mai 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan ».

### **Résolution 2046 (2012) du 2 mai 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions et déclarations antérieures sur la situation au Soudan et au Soudan du Sud, en particulier les résolutions 1990 (2011) du 27 juin 2011, 2024 (2011) du 14 décembre 2011 et 2032 (2011) du 22 décembre 2011 et les déclarations de son Président en date des 6 mars<sup>281</sup> et 12 avril 2012<sup>284</sup>, et rappelant en outre la priorité qu'il accorde au règlement complet et de façon urgente de toutes les questions en suspens de l'Accord de paix global du 9 janvier 2005<sup>277</sup>,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Soudan et du Soudan du Sud, ainsi qu'aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

*Prenant note* du paragraphe 7 de la décision, en date du 24 avril 2012, du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, lors de sa 319<sup>e</sup> réunion sur la situation entre le Soudan et le Soudan du Sud<sup>285</sup>, et déclarant à nouveau que les frontières territoriales des États ne sauraient être modifiées par la force et que les différends territoriaux doivent être réglés exclusivement par des moyens pacifiques,

*Rappelant* l'importance des principes de règlement pacifique des différends internationaux, de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération régionale,

*Fermement attaché* à l'idée de voir le Soudan et le Soudan du Sud devenir deux États prospères sur le plan économique vivant côte à côte dans la paix, la sécurité et la stabilité, et soulignant l'importance de créer un climat de confiance mutuelle et un environnement propice à la stabilité de long terme et au développement économique,

*Condamnant* les incidents répétés de violence transfrontière entre le Soudan et le Soudan du Sud, notamment les mouvements de troupes, la prise et l'occupation de Heglig, le soutien à des forces supplétives et les bombardements aériens effectués par les Forces armées soudanaises,

*Condamnant également* les actes de tout groupe armé visant à renverser par la force le Gouvernement soudanais ou sud-soudanais,

*Se déclarant profondément préoccupé* par la situation humanitaire créée par les combats entre le Soudan et le Soudan du Sud, ainsi que par la poursuite des combats dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu au Soudan,

---

<sup>285</sup> S/2012/298, pièce jointe 3.

*Condamnant fermement* tous les actes de violence commis contre des civils en violation du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme,

*Se félicitant* du retrait de l'armée du Soudan du Sud de Heglig et demandant l'arrêt immédiat des bombardements aériens du Soudan du Sud par les Forces armées soudanaises,

*Condamnant fermement* les violations des droits fondamentaux des non-combattants dans la zone touchée, les dommages causés aux infrastructures économiques, en particulier aux installations pétrolières, ainsi que toutes déclarations incendiaires, qui sont source de diabolisation réciproque et peuvent entraîner des actes hostiles de la part d'éléments extrémistes, y compris des attentats xénophobes,

*Demandant* qu'un effort soit fait en toute impartialité pour évaluer les pertes et les dommages économiques et humanitaires, y compris les dégâts causés aux installations pétrolières et d'autres infrastructures clefs, à Heglig et aux alentours,

*Se disant profondément préoccupé* par le sort des ressortissants des deux pays résidant sur le territoire de l'autre, après la fin de la période de transition, le 8 avril 2012,

*Rappelant* l'Accord conclu le 29 juin 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement du Sud-Soudan sur la sécurité des frontières et le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, prenant note de l'engagement pris en son paragraphe 2 de créer une zone frontalière démilitarisée et sécurisée, et rappelant l'Accord relatif à la Mission d'appui au contrôle de la frontière conclu le 30 juillet 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais<sup>276</sup>, qui prévoit la création d'un Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, dont la zone de responsabilité correspondrait à la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, et d'un Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité,

*Reconnaissant* qu'il est urgent que le Soudan et le Soudan du Sud commencent le processus de démilitarisation de la frontière,

*Déplorant* que les forces de sécurité du Soudan et du Soudan du Sud ne se soient pas redéployées hors de la zone d'Abyei comme le prévoyaient leur Accord concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei du 20 juin 2011<sup>278</sup> et la résolution 1990 (2011),

*Convaincu* qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit au Kordofan méridional et au Nil Bleu, et soulignant la nécessité et l'urgence d'un règlement politique négocié, fondé sur le respect de la diversité dans l'unité,

*Réaffirmant* ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, sa résolution 1502 (2003) du 26 août 2003 sur la protection du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies, et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité,

*Se félicitant* que l'Union africaine continue de s'efforcer d'aider le Soudan et le Soudan du Sud à surmonter les conflits et l'amertume hérités du passé, notamment grâce à la conclusion de l'Accord de paix global, à sa mise en œuvre, en particulier la tenue du référendum d'autodétermination du Soudan du Sud, et aux négociations sur les relations après la sécession,

*Rendant hommage* à l'action menée par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, notamment son Président, le Président Thabo Mbeki, et les anciens Présidents Abdulsalami Abubakar et Pierre Buyoya, le Président de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, M. Meles Zenawi, Premier Ministre de l'Éthiopie, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, M. Haile Menkerios, et la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, sous le commandement du général de corps d'armée Tadesse Werede Tesfay,

*Exprimant son appui sans réserve* à la décision adoptée le 24 avril 2012 par le Conseil de paix et de sécurité à sa 319<sup>e</sup> réunion sur la situation entre le Soudan et le Soudan du Sud, en vue de réduire la tension actuelle et de faciliter la reprise des négociations sur les questions post-sécession et la normalisation de leurs relations, y compris, en particulier, la feuille de route décrite dans cette décision,

*Constatant* que la situation actuelle le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud constitue une grave menace contre la paix et la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Décide* que le Soudan et le Soudan du Sud prendront les mesures suivantes avec effet immédiat, sauf stipulation contraire énoncée ci-après :

- i) Cesser immédiatement toutes les hostilités, y compris les bombardements aériens, les parties devant exprimer formellement leur engagement à cet égard au Président de la Commission de l'Union africaine et au Président du Conseil de sécurité, dans un délai de quarante-huit heures à compter de l'adoption de la présente résolution ;
- ii) Retirer sans condition toutes leurs forces armées de leur côté de la frontière, conformément aux accords conclus précédemment, y compris l'Accord relatif à la Mission d'appui au contrôle de la frontière du 30 juillet 2011<sup>276</sup> ;
- iii) Activer, dans un délai d'une semaine à compter de l'adoption de la présente résolution, les mécanismes nécessaires de sécurisation de la frontière, à savoir le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, conformément à la carte administrative et en matière de sécurité présentée aux parties par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine en novembre 2011, étant entendu que cette carte ne préjuge en rien de l'issue des négociations en cours sur les zones contestées et la démarcation de la frontière ;
- iv) Cesser d'accueillir sur leur territoire ou de soutenir des groupes rebelles actifs contre l'autre État ;
- v) Activer le Comité ad hoc prévu dans le cadre du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, afin de recevoir les plaintes et les allégations formulées par l'une des parties contre l'autre et d'enquêter sur celles-ci ;
- vi) Mettre immédiatement fin à toute propagande hostile et aux déclarations incendiaires dans les médias, ainsi qu'à toutes les attaques dirigées dans l'un des États contre les biens et les symboles religieux et culturels des nationaux de l'autre État, étant entendu que les deux Gouvernements assumeront pleinement la responsabilité de protéger les nationaux de l'autre État, conformément aux principes internationaux, et comme ils en sont convenus dans l'Accord-cadre sur le statut des ressortissants de l'autre État et les questions connexes qu'ils ont paraphé en mars 2012 ;
- vii) Mettre en œuvre les dispositions en suspens de l'Accord concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei du 20 juin 2011<sup>278</sup>, en particulier le redéploiement hors de la zone d'Abyei, dans un délai de deux semaines à compter de l'adoption de la présente résolution, de toutes les forces du Soudan et du Soudan du Sud ;

2. *Décide également* que le Soudan et le Soudan du Sud doivent reprendre les négociations sans condition, sous les auspices du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et avec le soutien du Président de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, à une date qui sera fixée par le Groupe en consultation avec les partenaires internationaux concernés, mais dans un délai maximal de deux semaines à compter de l'adoption de la présente résolution, afin de parvenir à un accord sur les questions cruciales suivantes :

- i) Les arrangements concernant le pétrole et les paiements y relatifs ;
- ii) Le statut des nationaux résidant dans l'autre pays, conformément à l'Accord-cadre sur le statut des ressortissants de l'autre État et les questions connexes paraphé en mars 2012 ;

iii) Le règlement du statut des zones frontalières contestées et revendiquées et la démarcation de la frontière ;

iv) Le statut final de la zone d'Abyei ;

3. *Décide en outre* que le Gouvernement soudanais et le Mouvement populaire de libération du Soudan (Nord) doivent apporter leur entière coopération au Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et au Président de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, le but étant de parvenir à un règlement négocié sur la base de l'accord-cadre sur le partenariat politique entre le Parti du Congrès national et le Mouvement populaire de libération du Soudan (Nord) et sur le dispositif de sécurité dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu du 28 juin 2011 ;

4. *Exhorte fermement* le Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan (Nord) à accepter la proposition tripartite présentée par l'Union africaine, l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes, consistant à ouvrir aux agents humanitaires l'accès aux populations touchées dans les deux zones, en garantissant au personnel des Nations Unies et aux autres agents humanitaires, un accès sûr, immédiat et sans entrave aux populations touchées par le conflit afin qu'ils puissent leur venir en aide et en autorisant l'acheminement de fournitures et de matériel, conformément au droit international, y compris les dispositions applicables du droit international humanitaire, et dans le respect des principes directeurs concernant l'aide humanitaire d'urgence ;

5. *Décide* que les négociations visées au paragraphe 2 de la présente résolution doivent être conclues dans les trois mois suivant l'adoption de celle-ci et, si elles n'aboutissent pas à un accord sur tout ou partie des points en question dans ce délai, prie le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, le Président de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et le Président de la Commission de l'Union africaine, de lui soumettre dans un délai de quatre mois à compter de l'adoption de la présente résolution, un rapport sur l'état des négociations, y compris des propositions détaillées sur toutes les questions en suspens ;

6. *Prie* le Secrétaire général de s'entretenir avec l'Union africaine de l'application de la présente résolution et des décisions du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, de collaborer étroitement à l'action de facilitation menée par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et de l'informer dans un délai de quinze jours, et par la suite toutes les deux semaines, de la façon dont le Soudan, le Soudan du Sud et le Mouvement populaire de libération du Soudan (Nord) se conforment aux dispositions de la présente résolution, et exprime son intention de prendre des mesures supplémentaires sous l'empire de l'Article 41 de la Charte des Nations Unies faute par l'une des parties ou l'ensemble des parties de se conformer aux décisions énoncées dans la présente résolution ;

7. *Appelle* toutes les parties à défendre et à promouvoir les droits de l'homme, y compris ceux des femmes et des membres de groupes vulnérables, et à respecter leurs obligations au regard du droit international, y compris le droit humanitaire et le droit des droits de l'homme, et demande que les personnes responsables de graves violations de ces droits, notamment de violences sexuelles, soient tenues d'en répondre ;

8. *Salue* les efforts déployés par la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei pour s'acquitter de son mandat, exprime sa profonde gratitude au commandant de la Force et aux pays qui lui fournissent des contingents pour leur travail, et entend examiner le mandat de la Force en tenant compte de la manière dont le Soudan et le Soudan du Sud auront respecté les décisions énoncées dans la présente résolution et tenu les engagements qu'ils ont pris dans les Accords des 20 et 29 juin et 30 juillet 2011 ;

9. *Souligne* l'importance et la nécessité de restaurer une paix globale, juste et durable entre le Soudan et le Soudan du Sud ;

10. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6764<sup>e</sup> séance.*



### Décision

À sa 6773<sup>e</sup> séance, le 17 mai 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan ».

#### Résolution 2047 (2012) du 17 mai 2012

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la situation au Soudan et au Soudan du Sud, notamment les résolutions 1990 (2011) du 27 juin 2011, 2024 (2011) du 14 décembre 2011, 2032 (2011) du 22 décembre 2011 et 2046 (2012) du 2 mai 2012,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Soudan et du Soudan du Sud, ainsi qu'aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

*Réaffirmant* que les frontières territoriales des États ne sauraient être modifiées par la force et que les différends territoriaux doivent être réglés exclusivement par des moyens pacifiques,

*Affirmant* que la mise en œuvre intégrale et immédiate de toutes les questions de l'Accord de paix global du 9 janvier 2005<sup>277</sup> encore en suspens est pour lui une priorité,

*Réaffirmant* ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, sa résolution 1502 (2003) du 26 août 2003 sur la protection du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies, et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité,

*Rappelant* les engagements pris par le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais dans l'Accord conclu le 20 juin 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Mouvement populaire de libération du Soudan concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei<sup>278</sup>, l'Accord conclu le 29 juin 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement du Sud-Soudan sur la sécurité des frontières et le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, et l'Accord relatif à la Mission d'appui au contrôle de la frontière conclu le 30 juillet 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais<sup>276</sup>,

*Exprimant sa pleine adhésion* à la décision que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a adoptée le 24 avril 2012, lors de sa 319<sup>e</sup> réunion, sur la situation entre le Soudan et le Soudan du Sud<sup>285</sup>, en vue d'apaiser les tensions et de favoriser la reprise des négociations sur les relations postsécession et la normalisation des relations, et, en particulier, à la feuille de route présentée dans le texte de ladite décision,

*Souhaitant* que les deux pays gagneront beaucoup à faire preuve de retenue et à emprunter la voie du dialogue au lieu de recourir à la violence et à la provocation,

*Saluant* l'assistance continue fournie aux parties par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, notamment son Président, le Président Thabo Mbeki, et les anciens Présidents Abdulsalami Abubakar et Pierre Buyoya, le Président de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, M. Meles Zenawi, Premier Ministre de l'Éthiopie, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, M. Haile Menkerios, et la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, sous le commandement du général de corps d'armée Tadesse Werede Tesfay,

*Saluant également* les efforts que déploie la Force pour s'acquitter de son mandat et exprimant sa profonde reconnaissance aux pays qui fournissent des contingents pour leur travail,

*Sachant* qu'il importe que l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies dans la région soit cohérente,

*Saluant et appuyant* les efforts que déploie l'Organisation pour sensibiliser le personnel de maintien de la paix à la prévention et à la maîtrise du VIH/sida et d'autres maladies transmissibles dans toutes les opérations de maintien de la paix,

*Profondément préoccupé* par tous les actes de violence commis contre des civils dans la zone d'Abyei, en violation du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, notamment par le fait que de nombreux civils ont été tués ou déplacés,

*Soulignant* que le respect des droits de l'homme doit faire l'objet d'une surveillance efficace et s'inquiétant du manque de coopération des parties avec le Secrétaire général à cette fin,

*Soulignant également* qu'il est urgent de faciliter la livraison de l'aide humanitaire à toutes les communautés de la zone d'Abyei qui sont dans le besoin,

*Affirmant* qu'il importe que les déplacés rentrent chez eux de plein gré, en toute sécurité et en bon ordre, et se réintègrent durablement, et que la sécurité règne pendant la saison des migrations, qui doit être placée sous le signe de la coopération,

*Soulignant* que la présence de policiers et de militaires dans la zone d'Abyei, en violation de l'Accord du 20 juin 2011 et de la résolution 2046 (2012), fait peser une menace sur la migration en toute sécurité des nomades Misseriya et le retour chez eux des déplacés Dinka Ngok, et empêche la Force de s'acquitter pleinement de son mandat,

*Profondément préoccupé* par les retards accusés dans la création de l'Administration de la zone d'Abyei,

*Notant* le manque de progrès dans la mise en place du Service de police d'Abyei, notamment de l'unité spéciale chargée des questions relatives à la migration des populations nomades,

*Profondément préoccupé* par la persistance des mines dans la région d'Abyei, qui font obstacle au retour, en toute sécurité, des déplacés chez eux et à une migration en toute sécurité,

*Résolu* à ce que le statut futur d'Abyei soit déterminé par voie de négociations entre les parties, dans le respect de l'Accord de paix global, et non par des actions unilatérales de l'une ou l'autre partie, et appelant toutes les parties à participer de façon constructive à des négociations en vue de parvenir à un accord final sur le statut d'Abyei,

*Constatant* que la situation qui règne actuellement à Abyei et le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud menace gravement la paix et la sécurité internationales,

1. *Décide* de proroger pour six mois le mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, tel qu'il résulte du paragraphe 2 de la résolution 1990 (2011), modifié par la résolution 2024 (2011), et, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, étendu aux attributions spécifiées au paragraphe 3 de la résolution 1990 (2011) ;

2. *Se félicite* du retrait des militaires et du personnel de police du Soudan du Sud de la zone d'Abyei, conformément à la résolution 2046 (2012), exige du Gouvernement soudanais qu'il retire immédiatement et sans condition tous les militaires et le personnel de police se trouvant encore dans la zone d'Abyei, et réaffirme que, conformément aux résolutions pertinentes, en particulier les résolutions 1990 (2011) et 2046 (2012), la zone d'Abyei doit être démilitarisée, seuls les contingents de la Force et les effectifs du Service de police d'Abyei devant y être présentes ;

3. *Exige* du Soudan et du Soudan du Sud qu'ils achèvent dans les plus brefs délais de mettre sur pied l'Administration de la zone d'Abyei, notamment en dépassant l'impasse en ce qui

concerne les nominations aux postes élevés, et de créer le Service de police d'Abyei, conformément aux engagements qu'ils ont souscrits dans l'Accord concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei du 20 juin 2011<sup>278</sup> ;

4. *Engage* le Soudan et le Soudan du Sud à faire régulièrement usage du Comité mixte de contrôle d'Abyei afin de pouvoir aller de l'avant dans la mise en œuvre de l'Accord du 20 juin 2011 ;

5. *Réaffirme* les décisions qu'il a arrêtées dans la résolution 2046 (2012) selon lesquelles le Soudan et le Soudan du Sud doivent retirer sans condition toutes leurs forces armées de leur côté de la frontière, conformément aux accords conclus précédemment, et activer les mécanismes nécessaires de sécurisation de la frontière, à savoir le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, conformément à la carte administrative et en matière de sécurité présentée aux parties par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine en novembre 2011, étant entendu que cette carte ne préjuge en rien de l'issue des négociations en cours sur les zones contestées et la démarcation de la frontière, et activer le Comité ad hoc prévu dans le cadre du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité ;

6. *Se félicite* de l'action que mène le Secrétaire général pour aider les parties à mettre en place immédiatement un quartier général temporaire du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière ;

7. *Entend* réexaminer le mandat de la Force après une période de quatre mois aux fins d'une restructuration éventuelle de la mission au regard de l'application par le Soudan et le Soudan du Sud des décisions résultant de la résolution 2046 (2012) et des engagements qu'ils ont souscrits dans les Accords des 20 et 29 juin et 30 juillet 2011, notamment le retrait de toutes les forces de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, l'opérationnalisation complète du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, et le parachèvement de la démilitarisation de la zone d'Abyei ;

8. *Demande* à tous les États Membres, en particulier au Soudan et au Soudan du Sud, de garantir la libre circulation, sans entrave ni retard, à destination et en provenance d'Abyei et dans toute la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, de tout le personnel de la Force ainsi que de l'ensemble du matériel, des vivres et des fournitures et d'autres biens, y compris les véhicules, matériel de transport aérien et pièces de rechange destinés à l'usage officiel exclusif de la Force ;

9. *Note* que l'accord sur le statut des forces, mentionné au paragraphe 4 de la résolution 1990 (2011), continue de s'appliquer *mutatis mutandis* à la Force et exige du Soudan et du Soudan du Sud qu'ils concluent immédiatement un accord sur le statut des forces avec le Secrétaire général et soutiennent pleinement l'Organisation des Nations Unies, notamment en délivrant des visas aux membres du personnel militaire et civil des Nations Unies quelle que soit leur nationalité, en facilitant l'installation de bases et la délivrance d'autorisations de vol, et en fournissant un appui logistique ;

10. *Exige* du Gouvernement soudanais et du Gouvernement sud-soudanais qu'ils facilitent le déploiement du personnel du Service de la lutte antimines, ainsi que la détection et l'enlèvement des mines se trouvant dans la zone d'Abyei ;

11. *Exige* de toutes les parties intéressées qu'elles ménagent aux agents humanitaires le plein accès, en toute sécurité, à la population civile qui a besoin d'assistance, ainsi que toutes facilités nécessaires à leurs activités, conformément au droit international humanitaire applicable ;

12. *Prie* le Secrétaire général de pourvoir à la surveillance effective du respect des droits de l'homme et de lui en rendre compte dans les rapports qu'il lui présente, et demande au Gouvernement soudanais et au Gouvernement sud-soudanais d'apporter au Secrétaire général leur plein concours à cette fin, notamment en délivrant des visas au personnel des Nations Unies ;

13. *Prie également* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour que la Force applique pleinement la politique de tolérance zéro de l'Organisation à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de l'avertir si de tels actes se produisent ;

14. *Souligne* que l'amélioration de la coopération entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais est également essentielle pour la paix, la sécurité et la stabilité, ainsi que pour l'avenir des relations entre les deux États ;

15. *Prie* le Secrétaire général de continuer de l'informer tous les soixante jours des progrès accomplis dans l'exécution du mandat de la Force et de porter immédiatement à son attention toute violation grave des accords susmentionnés ;

16. *Prend note* de l'action que mène le Secrétaire général pour assurer une coopération étroite entre les missions des Nations Unies présentes dans la région, notamment la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, et le prie de poursuivre cette pratique ;

17. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6773<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6778<sup>e</sup> séance, le 5 juin 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la Cour pénale internationale.

À sa 6800<sup>e</sup> séance, le 5 juillet 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur le Soudan du Sud (S/2012/486) ».

### Résolution 2057 (2012) du 5 juillet 2012

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions 1996 (2011) du 8 juillet 2011 et 2046 (2012) du 2 mai 2012,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale du Soudan du Sud,

*Se félicitant* de la création par le Gouvernement sud-soudanais d'institutions gouvernementales et de l'Assemblée législative nationale, et se félicitant en outre de l'adoption de textes de loi internes, dont la loi sur les partis politiques,

*Prenant note* de la loi sur la gestion financière ainsi que du programme législatif de lutte contre la corruption du Président Salva Kiir, et soulignant qu'il est nécessaire que le Gouvernement sud-soudanais prenne d'autres mesures de lutte contre la corruption,

*Fermement attaché* à l'idée de voir le Soudan du Sud devenir un État prospère sur le plan économique, vivant côte à côte avec le Soudan dans la paix, la sécurité et la stabilité,

*Soulignant* qu'il est nécessaire de veiller à la cohérence des activités de l'Organisation des Nations Unies au Soudan du Sud, les rôles, les responsabilités et les modalités de la collaboration entre la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et l'équipe de pays des Nations Unies devant être clairement définis à cette fin sur la base de leurs avantages comparatifs respectifs, et notant qu'il importe de coopérer avec les autres acteurs compétents présents dans la région, notamment l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, la Force intérimaire de

sécurité des Nations Unies pour Abyei et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo,

*Soulignant également* qu'il est nécessaire de nouer des partenariats plus solides et bien définis entre l'Organisation, les organismes de développement, les partenaires bilatéraux et d'autres acteurs compétents, les organisations régionales et sous-régionales et les institutions financières internationales pour mettre en œuvre des stratégies nationales visant à doter le pays d'institutions efficaces, l'entreprise devant reposer sur les principes d'appropriation nationale, de résultats et de responsabilité mutuelle,

*Déplorant* la persistance du conflit et des violences ainsi que leurs répercussions sur les civils, y compris le meurtre et le déplacement de civils en grand nombre, et notant qu'il importe d'entretenir une coopération et un dialogue suivis avec la société civile pour stabiliser l'état de la sécurité et garantir la protection des civils,

*Rappelant* la déclaration, en date du 11 février 2011, de son Président<sup>286</sup>, selon laquelle la prise en main de leurs intérêts et l'exercice de leurs responsabilités par les États sont une condition essentielle de l'instauration d'une paix durable et que c'est aux autorités nationales qu'il incombe au premier chef de définir les priorités et la stratégie de consolidation de la paix au lendemain de tout conflit,

*Soulignant* que pour consolider la paix il faut adopter une démarche globale, intégrée et ordonnée en priorités qui vienne renforcer dans leur convergence les activités intéressant les domaines politique et de la sécurité, du développement, des droits de l'homme et de l'état de droit et s'attaquer aux causes profondes du conflit, et soulignant que, étroitement liés et interdépendants, la sécurité et le développement sont essentiels pour asseoir durablement la paix,

*Se déclarant profondément préoccupé* par la situation humanitaire au Soudan du Sud née de l'insécurité croissante dans la région frontalière entre le Soudan et le Soudan du Sud et du conflit dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu au Soudan, ainsi que par la violence intercommunautaire et l'insécurité alimentaire généralisée, et se déclarant préoccupé par les restrictions imposées aux déplacements de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud dans certaines zones,

*Rappelant* ses déclarations précédentes sur la consolidation de la paix au lendemain de conflits, soulignant qu'il importe de bâtir des institutions, élément critique de la consolidation de la paix, et mettant l'accent sur la nécessité d'une réponse nationale et internationale plus efficace et plus cohérente qui permettrait à tout pays sortant d'un conflit de s'acquitter des missions essentielles de l'État, dont celle de gérer pacifiquement les différends politiques, et d'utiliser les capacités du pays, l'idée étant de lui permettre de s'approprier cette entreprise,

*Soulignant* le rôle vital que joue l'Organisation s'agissant d'aider les autorités nationales, en étroite consultation avec les partenaires internationaux, à asseoir la paix et à empêcher le retour de la violence et, pour ce faire, d'arrêter dès le départ une stratégie d'appui aux priorités nationales de consolidation de la paix, dont celles de définir les missions essentielles de l'État, de pourvoir à la prestation de services publics de base, à l'avènement de l'état de droit, au respect des droits de l'homme, à la gestion des ressources naturelles, au renforcement du secteur de la sécurité, à la lutte contre le chômage des jeunes et à la relance de l'économie,

*Conscient* de la nécessité de soutenir l'entreprise de consolidation de la paix pour jeter les bases d'un développement durable et, dans ce contexte, notant avec vive préoccupation les conséquences potentielles du budget d'austérité sur cette entreprise, tout en prenant note des mesures prises par le Gouvernement sud-soudanais pour équilibrer les recettes et les dépenses, et soulignant le rôle important que les recettes pétrolières pourraient jouer dans l'économie du Soudan du Sud,

*Estimant* qu'il est nécessaire d'élargir et d' étoffer la réserve d'experts civils, en particulier originaires de pays en développement et de sexe féminin, pour aider à développer les capacités

---

<sup>286</sup> S/PRST/2011/4.

nationales, et encourageant les États Membres, l'Organisation et les autres partenaires à coopérer et à se concerter plus étroitement en vue de mobiliser les compétences requises pour accompagner le Gouvernement et le peuple sud-soudanais dans leur entreprise de consolidation de la paix,

*Rappelant* ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et les déclarations de son Président, en date des 29 avril 2009<sup>287</sup> et 16 juin 2010<sup>288</sup>, sur le sort des enfants en temps de conflit armé, et prenant acte des rapports du Secrétaire général, en date des 29 août 2007<sup>289</sup>, 10 février 2009<sup>290</sup> et 5 juillet 2011<sup>291</sup>, sur le sort des enfants touchés par le conflit armé au Soudan et des conclusions sur les enfants et le conflit armé au Soudan approuvées par le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé<sup>292</sup>,

*Réaffirmant* ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé et sa résolution 1502 (2003) du 26 août 2003 sur la protection du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies,

*Réaffirmant également* ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, affirmant de nouveau qu'il est nécessaire que les femmes participent pleinement, effectivement et sur un pied d'égalité à toutes les étapes des processus de paix, étant donné le rôle crucial qu'elles jouent dans la prévention et le règlement des conflits ainsi que la consolidation de la paix, réaffirmant le rôle clef que les femmes peuvent jouer s'agissant de reconstituer le tissu social des pays au lendemain de tout conflit et soulignant que les femmes doivent être associées à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies de lendemain de conflit, leur optique et leurs besoins devant être pris en compte,

*Considérant* qu'il importe de s'inspirer des pratiques optimales, de l'expérience et des enseignements tirés d'autres missions, notamment par les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, dans le droit fil des initiatives de réforme des opérations de maintien de la paix en cours, notamment le document officiel sur l'initiative Horizons nouveaux<sup>293</sup>, la stratégie globale d'appui aux missions<sup>294</sup> et l'étude « Des moyens civils à la hauteur des situations post-conflituelles »<sup>295</sup>,

*Rappelant* les engagements pris par le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais dans l'Accord conclu le 20 juin 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Mouvement populaire de libération du Soudan concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei<sup>278</sup>, l'Accord conclu le 29 juin 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement du Sud-Soudan sur la sécurité des frontières et le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, l'Accord relatif à la Mission d'appui au contrôle de la frontière conclu le 30 juillet 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais<sup>276</sup>, et le Protocole d'accord de non-agression et de coopération du 10 février 2012<sup>282</sup>,

*Condamnant* les violences répétées qui ont éclaté à la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud, et conscient que la situation de tensions et d'instabilité qui règne dans cette zone et les

---

<sup>287</sup> S/PRST/2009/9.

<sup>288</sup> S/PRST/2010/10.

<sup>289</sup> S/2007/520.

<sup>290</sup> S/2009/84.

<sup>291</sup> S/2011/413.

<sup>292</sup> S/AC.51/2009/5.

<sup>293</sup> Document officiel intitulé « Un partenariat renouvelé : définir un nouvel horizon pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ».

<sup>294</sup> Voir A/64/633.

<sup>295</sup> Voir S/2011/85.

questions en suspens de l'Accord de paix global du 9 janvier 2005<sup>277</sup> ont eu des incidences négatives sur les conditions de sécurité, tout en observant également que la violence s'est récemment apaisée dans la région frontalière après l'adoption de la résolution 2046 (2012),

*Considérant* que la situation au Soudan du Sud continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, tel qu'il résulte du paragraphe 3 de la résolution 1996 (2011), jusqu'au 15 juillet 2013 ;

2. *Prie* le Secrétaire général, par le biais de sa Représentante spéciale pour le Soudan du Sud, de continuer à diriger les opérations d'une Mission intégrée, à coordonner toutes les activités menées par le système des Nations Unies au Soudan du Sud et à aider la communauté internationale à agir dans la cohésion en vue d'instaurer une paix stable au Soudan du Sud ;

3. *Note* l'ordre de priorité des tâches dont doit s'acquitter la Mission en application de la résolution 1996 (2011) pour protéger les civils et améliorer l'état de la sécurité, demande instamment à la Mission de déployer ses moyens en conséquence, souligne qu'il importe que la Mission accorde toute l'attention voulue aux mesures de renforcement des capacités prises dans ce domaine, se félicite de l'élaboration d'une stratégie de protection des civils et d'une stratégie d'alerte et d'intervention rapides, encourage la Mission à mettre en œuvre ces stratégies et prie le Secrétaire général de rendre compte dans les rapports qu'il lui présente de l'état d'avancement de leur exécution ;

4. *Appelle* le Gouvernement sud-soudanais à répondre davantage de la protection de ses civils et l'encourage à cet égard à coopérer avec la Mission ;

5. *Autorise* la Mission à employer tous les moyens nécessaires, dans la limite de sa capacité et dans les zones de déploiement de ses unités, pour exécuter son mandat de protection tel qu'il résulte des sous-alinéas iv à vi de l'alinéa b du paragraphe 3 de sa résolution 1996 (2011) ;

6. En attendant la mise en œuvre du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et l'entrée en fonctions du Comité ad hoc du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité prévus par la résolution 2046 (2012), *prie* la Mission d'observer tout passage de personnel et d'armes et de matériel connexe par la frontière avec le Soudan et de faire rapport à ce sujet ;

7. *Exige* du Gouvernement sud-soudanais et de toutes les parties concernées qu'ils coopèrent sans réserve au déploiement et aux opérations de la Mission, ainsi qu'à ses missions de surveillance, de vérification et de constatation, notamment en garantissant la sécurité et l'entière liberté de circulation du personnel des Nations Unies et du personnel associé sur tout le territoire du Soudan du Sud et, à cet égard, condamne fermement les attaques perpétrées contre le personnel militaire et civil de la Mission et exige qu'elles ne se reproduisent plus ;

8. *Demande* à tous les États Membres d'assurer la libre circulation, sans entrave ni retard, à destination et en provenance du Soudan du Sud, de tout le personnel de la Mission, ainsi que du matériel, des vivres, des fournitures et d'autres biens, y compris les véhicules et pièces détachées, destinés à l'usage exclusif et officiel de la Mission ;

9. *Demande* à toutes les parties d'assurer, conformément aux dispositions applicables du droit international, le plein accès du personnel humanitaire, en toute sécurité et liberté, à tous ceux qui ont besoin de secours et l'acheminement de l'aide humanitaire, destinée en particulier aux déplacés et aux réfugiés ;

10. *Exige* de toutes les parties qu'elles mettent immédiatement fin à toutes les formes de violence et d'atteinte aux droits de l'homme commises contre la population civile au Soudan du Sud, en particulier aux actes de violence sexiste (viol et autres violences sexuelles), ainsi qu'à toutes les violations et exactions commises à l'encontre d'enfants en violation du droit international applicable (enrôlement, utilisation, meurtre et mutilation volontaires, enlèvement et

attaques contre des écoles et des hôpitaux), et demande que soient pris des engagements précis et assortis d'échéances pour combattre la violence sexuelle, conformément à la résolution 1960 (2010) ;

11. *Se félicite* de l'initiative prise par la Mission de lancer une campagne de sensibilisation dans tout le pays et encourage la Mission, dans la limite des ressources existantes, à se rapprocher encore des collectivités locales pour faire mieux comprendre son mandat ;

12. *Se félicite également* de la signature, le 12 mars 2012, par le Gouvernement sud-soudanais, d'un nouveau plan d'action visant à mettre fin à l'enrôlement d'enfants, dans lequel est réaffirmé l'engagement à libérer tous les enfants enrôlés dans l'Armée populaire de libération du Soudan, prend note des mesures adoptées par le Gouvernement pour mettre en œuvre ce nouveau plan d'action, engage à en poursuivre la mise en œuvre, prie la Mission de conseiller et d'aider le Gouvernement dans ce domaine, prie en outre le Secrétaire général de renforcer la protection de l'enfance dans le cadre des activités menées par le système des Nations Unies au Soudan du Sud et de veiller à suivre en permanence la situation des enfants et à établir régulièrement des rapports sur la question, et se félicite de la création en septembre 2011 de l'équipe spéciale de surveillance et d'information des Nations Unies pour le Soudan du Sud ;

13. *Engage* le Gouvernement sud-soudanais à ratifier et à appliquer les principaux traités et conventions internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment ceux consacrés aux femmes et aux enfants, aux réfugiés et aux apatrides, et prie la Mission, avec d'autres acteurs du système des Nations Unies, de conseiller et d'aider le Gouvernement dans ce domaine ;

14. *Se dit vivement préoccupé* par les violences intercommunautaires survenues dans l'État de Jonglei le 18 août 2011 et entre les 23 décembre 2011 et 4 février 2012 et les centaines de morts, les enlèvements de femmes et d'enfants et les déplacements massifs de civils qui en ont résulté, reconnaît les efforts faits par le Gouvernement sud-soudanais pour réagir face à ces incidents et protéger ses civils, et souligne à cet égard qu'il faut donner suite aux recommandations issues de la Conférence pour la paix dans tout Jonglei et au rapport sur les droits de l'homme établi par la Mission au sujet de ces attaques, en particulier l'ouverture des travaux de la Commission d'enquête de manière indépendante et impartiale ;

15. *Demande* au Gouvernement sud-soudanais de prendre des mesures pour faire davantage participer les femmes à la mise en œuvre des dispositions de l'Accord de paix global du 9 janvier 2005<sup>277</sup> qui n'ont pas encore été appliquées et des accords conclus après l'indépendance et d'associer davantage les femmes sud-soudanaises à la prise de décisions dans les instances publiques à tous les niveaux, notamment en facilitant leur accès à des postes de responsabilité, en leur permettant de prendre dûment part à la révision de la Constitution sud-soudanaise, en soutenant les organisations féminines et en luttant contre les préjugés concernant l'aptitude des femmes à participer à la vie publique sur un pied d'égalité avec les hommes ;

16. *Demande* aux autorités sud-soudanaises de combattre l'impunité et d'amener à répondre de leurs actes tous les auteurs de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris celles commises par des groupes armés illégaux ou des éléments des forces de sécurité sud-soudanaises ;

17. *Demande* au Gouvernement sud-soudanais de mettre fin aux détentions prolongées ou arbitraires et de mettre en place, en coopération avec des partenaires internationaux et en s'appuyant sur leurs conseils et leur assistance technique, un système pénitentiaire sûr et humain, et prie la Mission, avec d'autres acteurs du système des Nations Unies, de conseiller et d'aider le Gouvernement dans ce domaine ;

18. *Demande également* au Gouvernement sud-soudanais d'exécuter pleinement la stratégie nationale de désarmement, de démobilisation et de réintégration et d'accélérer de manière cohérente la mise en œuvre du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration en cours, et prie la Mission de travailler en étroite coopération avec le Gouvernement et en coordination avec tous les acteurs pertinents de l'Organisation des Nations Unies et d'autres partenaires internationaux pour appuyer le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration ;



19. *Demande* à la Mission de coordonner son action avec le Gouvernement sud-soudanais et de participer aux mécanismes régionaux de coordination et d'information afin d'améliorer la protection des civils et d'accompagner les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration, compte tenu des attaques perpétrées par l'Armée de résistance du Seigneur au Soudan du Sud, et prie le Secrétaire général d'inclure, dans ses rapports trimestriels sur la Mission, un résumé des activités de coopération et d'échange d'informations menées par la Mission, l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et les partenaires régionaux et internationaux afin de combattre la menace que constitue l'Armée de résistance du Seigneur ;

20. *Autorise* le Secrétaire général à prendre les mesures nécessaires pour que les missions coopèrent entre elles et autorise, à hauteur du plafond des effectifs fixé au paragraphe 1 de la résolution 1996 (2011), le transfert d'éléments habilitants et de multiplicateurs de force d'autres missions, sous réserve de l'accord des pays fournisseurs de contingents et sans remettre en cause l'exécution des mandats de ces missions des Nations Unies ;

21. *Souligne* l'importance de l'exécution des activités de consolidation de la paix prescrites par le mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et demande de nouveau que celle-ci lui fasse rapport au sujet d'un plan qui permette au système des Nations Unies de fournir un appui à cet égard et qu'elle le tienne informé à l'occasion des rapports que le Secrétaire général lui présente régulièrement quant aux progrès réalisés dans la contribution du système à certaines activités de consolidation de la paix, notamment la réforme du secteur de la sécurité, le renforcement institutionnel de la police, l'appui à l'état de droit et au secteur de la justice, l'amélioration des capacités en matière de droits de l'homme, le relèvement rapide, l'élaboration de politiques nationales portant sur les questions essentielles de l'édification et du développement de l'État et la mise en place de conditions propices au développement, dans le respect des priorités nationales, l'idée étant d'aider le pays à se doter d'un cadre commun de suivi des progrès dans ces domaines, et insiste sur l'intérêt d'une coopération étroite et sans réserve entre la Mission et le Gouvernement sud-soudanais, l'équipe de pays des Nations Unies et la communauté des donateurs pour éviter le chevauchement des activités ;

22. *Prie* le Secrétaire général de continuer à l'informer du calendrier prévu pour le déploiement de tous les éléments de la Mission, y compris l'état d'avancement des consultations avec les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police et du déploiement des principaux éléments habilitants, et, soulignant combien il importe de recruter rapidement des spécialistes compétents pour pourvoir les postes vacants au sein de la composante civile, prie en outre le Secrétaire général de l'informer du calendrier prévu pour que l'effectif civil soit au complet ;

23. *Prend acte* des objectifs que le Secrétaire général a présentés dans son rapport<sup>296</sup> à la suite de consultations avec le Gouvernement sud-soudanais et le prie de le tenir informé régulièrement, dans le cadre de ses rapports périodiques, des progrès accomplis ;

24. *Note avec préoccupation* que la Mission a grand besoin d'hélicoptères militaires, demande aux États Membres de redoubler d'efforts pour fournir des unités de transport aérien à la Mission et prie le Secrétaire général de l'informer régulièrement, dans ses rapports, des mesures qu'il prend pour mettre une force sur pied ;

25. *Souligne* qu'il importe que l'Organisation, les institutions financières internationales et les partenaires bilatéraux et multilatéraux coopèrent étroitement avec le Gouvernement sud-soudanais pour garantir que l'aide internationale cadre avec les priorités nationales, notamment le Plan de développement du Soudan du Sud, et qu'ils soient en mesure de fournir au Soudan du Sud un appui qui corresponde à ses besoins et priorités en matière de consolidation de la paix, insiste sur les avantages d'une coopération étroite et sans réserve entre les parties pour éviter les doubles emplois des activités et veiller à ce que celles qui ont un avantage comparatif se

---

<sup>296</sup> S/2012/486.

voient confier des tâches correspondant à cet avantage, et prie la Représentante spéciale du Secrétaire général de continuer à représenter le système des Nations Unies au sein des mécanismes et instances d'aide internationale ;

26. *Encourage* le Secrétaire général à étudier plus avant les idées que le Groupe consultatif de haut niveau sur les moyens civils à mobiliser dans les situations postconflituelles a présentées dans son rapport indépendant<sup>295</sup> et qui pourraient être appliquées au Soudan du Sud ;

27. *Prie* le Secrétaire général, en particulier, d'exploiter, autant que faire se peut, toutes les possibilités de regrouper des composantes de mission avec des entités comparables du Soudan du Sud en vue de renforcer les capacités nationales et d'explorer toutes les possibilités d'engranger rapidement les dividendes de la paix en achetant sur place et en augmentant par ailleurs, dans toute la mesure possible, la contribution de la Mission à l'économie ;

28. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à prendre les mesures nécessaires pour que la Mission applique strictement la politique de tolérance zéro de l'Organisation à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de le tenir pleinement informé à ce sujet, et exhorte les pays qui fournissent des contingents à prendre les mesures préventives appropriées, notamment à sensibiliser leur personnel avant son déploiement, et toutes autres mesures nécessaires pour amener tous membres de leur personnel qui seraient mis en cause à répondre pleinement de leurs actes ;

29. *Réaffirme* qu'il importe que le personnel des missions qu'il a créées connaisse bien les questions liées à la problématique hommes-femmes et y soit dûment formé conformément à ses résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008), rappelle qu'il faut lutter contre le recours à la violence à l'égard des femmes et des filles comme une arme de guerre, attend avec intérêt la nomination de conseillers pour la protection des femmes prévue par ses résolutions 1888 (2009), 1889 (2009) et 1960 (2010), prie le Secrétaire général de mettre en place des mécanismes de suivi, d'analyse et de communication de l'information relative aux violences sexuelles liées aux conflits, notamment les viols commis pendant et après les conflits et dans d'autres circonstances auxquelles s'applique la résolution 1888 (2009), selon qu'il convient, et encourage la Mission ainsi que le Gouvernement sud-soudanais à traiter activement ces questions ;

30. *Prie* le Secrétaire général de tenir compte des besoins particuliers des personnes vivant avec le VIH, touchées par le VIH et vulnérables au VIH, notamment les femmes et les filles, lorsqu'il s'acquitte des tâches qui lui ont été confiées et, dans ce contexte, se déclare favorable à l'incorporation dans la Mission, selon qu'il convient, de programmes de prévention, de traitement, de soins et de soutien, y compris des services de conseil et de dépistage volontaires et confidentiels ;

31. *Salue* l'accord sur le statut des forces conclu avec le Gouvernement sud-soudanais et invite le gouvernement du pays hôte à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de ce texte ;

32. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6800<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6813<sup>e</sup> séance, le 24 juillet 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2012/548) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ibrahim Gambari, Représentant spécial conjoint Union africaine-Nations Unies pour le Darfour.

À sa 6819<sup>e</sup> séance, le 31 juillet 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2012/548) ».

**Résolution 2063 (2012)  
du 31 juillet 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* toutes ses résolutions antérieures et toutes les déclarations de son Président concernant la situation au Soudan et soulignant qu'il importe de s'y conformer pleinement,

*Réaffirmant également* son attachement résolu à la souveraineté, à l'unité, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Soudan et sa détermination à œuvrer avec le Gouvernement soudanais, en respectant pleinement sa souveraineté, pour l'aider à s'attaquer aux divers défis qui se posent au Soudan,

*Rappelant* l'importance des principes de règlement pacifique des différends internationaux, de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération régionale,

*Rappelant également* ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 relatives à la protection des civils en période de conflit armé, dans lesquelles il réaffirme, entre autres, les dispositions sur la question qui figurent dans le Document final du Sommet mondial de 2005<sup>297</sup>, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, sa résolution 1502 (2003) du 26 août 2003 sur la protection du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies, et sa résolution 1325 (2000) du 31 octobre 2000 et les résolutions connexes sur les femmes et la paix et la sécurité et le sort des enfants en temps de conflit armé,

*Rappelant en outre* ses résolutions réaffirmant qu'il ne peut y avoir de paix sans justice, rappelant combien il lui importe que cesse l'impunité et que les auteurs des crimes commis au Darfour soient traduits en justice, constatant avec préoccupation que l'action menée par le Procureur spécial pour le Darfour nommé par le Gouvernement soudanais n'a pas encore abouti et notant la nomination d'un nouveau Procureur spécial,

*Ayant à l'esprit* la Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951<sup>298</sup> et le Protocole du 31 janvier 1967 s'y rapportant<sup>299</sup>, ainsi que la Convention de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique du 10 septembre 1969<sup>300</sup> et la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique du 23 octobre 2009,

*Rappelant* le rapport du Secrétaire général, en date du 5 juillet 2011, sur le sort des enfants touchés par le conflit armé au Soudan<sup>291</sup>, notamment les recommandations qui y figurent,

*Se félicitant* de l'adoption du Document de Doha pour la paix au Darfour<sup>279</sup>, qui marque un pas important dans le processus de paix Union africaine-ONU au Darfour, se déclarant fermement résolu et déterminé à soutenir le processus de paix, se félicitant des premiers progrès accomplis, mais déplorant les retards considérables pris dans la mise en œuvre du Document de Doha et engageant le Gouvernement soudanais et le Mouvement pour la libération et la justice

---

<sup>297</sup> Voir résolution 60/1 de l'Assemblée générale.

<sup>298</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, n° 2545.

<sup>299</sup> Ibid., vol. 606, n° 8791.

<sup>300</sup> Ibid., vol. 1001, n° 14691.

à en accélérer l'application pour en faire réellement bénéficier le peuple du Darfour, et la communauté internationale à aider les signataires dans ce sens, déplorant également que plusieurs groupes armés aient refusé de s'associer au processus et entravent la mise en œuvre du Document, leur demandant instamment de soutenir le processus, condamnant les actes de tout groupe armé visant à renverser par la force le Gouvernement et exhortant le Gouvernement et tous les groupes armés, notamment l'Armée de libération du Soudan – faction Abdul Wahid, l'Armée de libération du Soudan – faction Minni Minawi et le Mouvement pour la justice et l'égalité, à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement de paix global sur la base du Document et à s'accorder sur un cessez-le-feu permanent sans plus tarder et sans préalable,

*Soulignant*, sans préjudice de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui incombe, l'importance du partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité en Afrique, en particulier au Soudan, et se félicitant en particulier des efforts déployés par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, sous la conduite du Président Thabo Mbeki, en coopération avec l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, pour relever de manière globale et sans exclusive les défis à la paix, à la justice et à la réconciliation au Darfour,

*Accueillant avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général, en date du 16 juillet 2012, sur l'Opération<sup>301</sup>,

*Soulignant* qu'il faut que le Conseil procède au déploiement des opérations de maintien de la paix de manière stratégique et rigoureuse en vue d'améliorer l'efficacité des missions de ce type, encourageant l'Opération à mettre pleinement en œuvre son mandat au titre du Chapitre VII de la Charte, soulignant à cet égard qu'il importe que l'Opération contre les menaces pesant sur la mise en œuvre de son mandat et assure la sécurité et la sûreté de son personnel de maintien de la paix, conformément à la Charte, et notant qu'il convient de porter les moyens opérationnels et l'autonomie logistique des contingents et du personnel de police aux niveaux convenus,

*Profondément préoccupé* par l'aggravation de la violence et de l'insécurité dans certaines parties du Darfour ces derniers mois et les affrontements opposant le Gouvernement soudanais et les groupes armés, constatant avec une vive inquiétude que ces heurts, notamment les attaques lancées par les groupes rebelles, les bombardements aériens effectués par le Gouvernement, les affrontements intertribaux, le banditisme et la criminalité, continuent de menacer les civils et que les attaques menées contre le personnel humanitaire et les Casques bleus continuent de restreindre l'accès humanitaire aux zones de conflit où se trouvent des populations civiles vulnérables, tout en notant que, selon le Secrétaire général, la sécurité s'est améliorée au Darfour depuis le déploiement de l'Opération, et exhortant toutes les parties à cesser les hostilités, y compris tous les actes de violence dirigés contre des civils, et à faciliter d'urgence le libre accès du personnel humanitaire, en application du droit international, y compris les dispositions applicables du droit international humanitaire, et dans le respect des principes directeurs concernant l'aide humanitaire,

*Rappelant* que, dans le Document de Doha, le Gouvernement soudanais et le Mouvement pour la libération et la justice se sont engagés à assurer l'accès sans entrave de l'aide humanitaire à la population qui en a besoin et la protection du personnel humanitaire et de ses opérations dans les zones placées sous leur contrôle et à garantir à l'Opération, dans l'exercice de son mandat, une liberté de circulation sans entrave dans toutes les zones et en tout temps dans le Darfour,

*Se félicitant* de la tendance, porteuse d'espoir, aux rapatriements volontaires de déplacés et de réfugiés dans leurs villages et lieux d'origine, et du fait que leur nombre soit, d'après les chiffres dont dispose le Secrétaire général, supérieur à celui des nouveaux déplacements survenus ces derniers mois, mais se déclarant profondément préoccupé par le fait que de nouveaux déplacements continuent de se produire et qu'environ deux millions de déplacés et de réfugiés restent en situation de déplacement, conscient que certains déplacés s'installeront définitivement dans les zones urbaines, mais soulignant qu'il convient d'assurer la sécurité dans les zones de retour,

<sup>301</sup> S/2012/548.

*Se déclarant préoccupé* par les hostilités qui opposent le Gouvernement soudanais et l'Armée de libération du Soudan – faction Abdul Wahid, l'Armée de libération du Soudan – faction Minni Minawi et le Mouvement pour la justice et l'égalité et réitérant qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit du Darfour et qu'un règlement politique sans exclusive est essentiel au rétablissement de la paix,

*Se déclarant de même préoccupé* par les liens signalés entre des groupes armés non signataires au Darfour et des groupes extérieurs au Darfour et exigeant la cessation de tout appui extérieur direct ou indirect à ces groupes,

*Réitérant sa condamnation* de toutes les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises au Darfour et en rapport avec le Darfour, exhortant toutes les parties à se conformer à leurs obligations au regard du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, soulignant qu'il faut poursuivre les auteurs de tels crimes et demandant instamment au Gouvernement soudanais de se conformer à ses obligations à cet égard,

*Réaffirmant sa préoccupation* devant les répercussions négatives qu'a la poursuite de la violence au Darfour sur la stabilité de l'ensemble du Soudan ainsi que de la région, se félicitant de l'amélioration des relations entre le Soudan et le Tchad ainsi que du déploiement d'une force mixte comprenant des forces de la République centrafricaine sous commandement conjoint le long de la frontière, et encourageant le Soudan, le Tchad et la République centrafricaine à continuer de coopérer en vue de parvenir à la paix et à la stabilité au Darfour et dans toute la région,

*Constatant* que la situation au Soudan constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales,

1. *Décide* de proroger le mandat de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour défini dans la résolution 1769 (2007), en date du 31 juillet 2007, pour une nouvelle période de douze mois qui prendra fin le 31 juillet 2013 ;

2. *Prend acte* de la conclusion de l'évaluation menée par le Secrétaire général en consultation avec l'Union africaine, selon laquelle il faut revoir la configuration des agents en tenue de l'Opération et les déployer en priorité dans les zones du Darfour où la sécurité est le plus menacée, demande au Secrétaire général de mettre en œuvre les recommandations issues de l'évaluation, figurant aux paragraphes 69 à 81 de son rapport du 17 avril 2012<sup>302</sup> et au paragraphe 80 de son rapport du 16 juillet 2012<sup>301</sup>, et décide en conséquence que, pendant douze à dix-huit mois, la configuration des agents en tenue de l'Opération sera revue, de sorte qu'elle sera composée au maximum de 16 200 soldats, de 2 310 policiers et de 17 unités de police constituées comprenant au maximum 140 hommes chacune ;

3. *Souligne* que l'Opération doit faire tout ce que lui permettent son mandat et ses capacités, en accordant la priorité aux décisions concernant l'utilisation de ses capacités et ressources, pour : a) assurer la protection des civils partout au Darfour, notamment en mettant en œuvre une stratégie d'alerte rapide à l'échelle de la mission, en déployant des troupes à titre préventif et en augmentant le nombre de patrouilles dans les zones à haut risque, en sécurisant, par des patrouilles de police supplémentaires, les camps de déplacés, les zones adjacentes et les zones de retour et en favorisant la mise en place et la formation d'une police de proximité dans les camps de déplacés et les zones de retour ; et b) assurer un accès humanitaire sûr, rapide et sans entrave, ainsi que la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire et la protection des activités humanitaires, de façon à faciliter la libre distribution de l'aide humanitaire dans l'ensemble du Darfour ; et prie l'Opération d'utiliser au mieux ses capacités, en coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies et les autres acteurs internationaux et non gouvernementaux, pour mettre en œuvre sa stratégie globale et intégrée et atteindre ces objectifs ;

4. *Insiste* sur le mandat de l'Opération, au titre du Chapitre VII, qui consiste avant tout, aux termes de la résolution 1769 (2007), à protéger les civils, sans préjudice de la responsabilité

---

<sup>302</sup> S/2012/231.

principale du Gouvernement soudanais en la matière, et à assurer la libre circulation et la sécurité de son personnel et des agents humanitaires ; exhorte l'Opération à décourager toute menace contre elle-même ou son mandat ; et note l'observation faite dans le rapport du Secrétaire général, selon laquelle il importe de faire en sorte que les contingents bénéficient de la préparation requise et disposent du matériel adéquat pour être en mesure d'exécuter le mandat de l'Opération ;

5. *Accueille avec satisfaction* le cadre régissant la facilitation du processus de paix au Darfour par l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies<sup>303</sup> et la priorité donnée aux efforts de l'Opération, en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, pour appuyer ce cadre conformément aux paragraphes 6, 7 et 8 ci-après et salue le travail accompli par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine à cet égard ;

6. *Prie instamment* le Gouvernement soudanais et le Mouvement pour la libération et la justice d'appliquer toutes les dispositions du Document de Doha pour la paix au Darfour<sup>279</sup>, notamment en veillant à ce que l'Autorité régionale pour le Darfour, la Commission nationale des droits de l'homme et le Bureau du Procureur spécial pour le Darfour – dont il convient de se féliciter de la création par les parties signataires, conformément au Document de Doha –, disposent des ressources et de l'autonomie nécessaires pour s'acquitter de leurs mandats respectifs, et exige que les groupes armés non signataires s'abstiennent de faire obstacle à la mise en œuvre du Document ; demande à l'Opération de faciliter la mise en œuvre du Document en travaillant étroitement avec l'équipe de pays des Nations Unies aux activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration et en renforçant les capacités de la police, de la justice et de l'administration pénitentiaire ; et demande à l'Opération et à l'équipe de pays des Nations Unies d'élaborer un cadre stratégique intégré pour le concours que le système des Nations Unies apporte à la mise en œuvre du Document, sur la base d'une répartition claire des tâches et en tenant compte des conclusions de la Mission d'évaluation conjointe au Darfour, et prie le Secrétaire général de lui présenter ce cadre dans son prochain rapport trimestriel ;

7. *Exige* de toutes les parties au conflit – en particulier de tous les groupes armés non signataires – qu'elles s'engagent immédiatement et sans condition préalable à tout mettre en œuvre pour parvenir à un cessez-le-feu permanent et à un règlement de paix global, sur le fondement du Document de Doha, afin que la région puisse connaître une paix stable et durable ;

8. *Réaffirme son appui* à une concertation politique interne au Darfour, qui se déroule dans le respect des droits civils et politiques des participants, y compris les femmes, dans des conditions telles qu'ils puissent exprimer leur opinion sans crainte de représailles et garantissant la liberté d'expression et de réunion pour que les consultations soient ouvertes, la libre circulation des participants et des membres de l'Opération, la participation proportionnelle de toute la population du Darfour, le droit de ne pas être victime de harcèlement, d'arrestations arbitraires et d'intimidation et le droit de ne pas subir de pressions de la part du Gouvernement soudanais ou des groupes armés ; prie le Gouvernement et les groupes armés de créer les conditions propices à une telle concertation ; demande à l'Opération de favoriser et de suivre l'évolution de cette concertation ; prie le Secrétaire général de rendre compte, dans les rapports qu'il doit régulièrement présenter en application des dispositions du paragraphe 12 de la présente résolution, de l'ensemble des incidents de sécurité, menaces, violations des droits des participants ou ingérence qui auraient été portés à sa connaissance ; et demande aux signataires du Document de Doha de tenir dûment compte des résultats de la concertation interne et de faire en sorte que la mise en œuvre du Document réponde aux attentes et aux besoins exprimés par la population dans le cadre de la concertation ;

9. *Rend hommage* aux pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à l'Opération, condamne énergiquement toute agression contre l'Opération, souligne que toute attaque ou menace d'attaque contre l'Opération est inacceptable, exige que de telles attaques ne se reproduisent pas, souligne qu'il faut renforcer la sécurité et la sûreté du personnel de l'Opération

---

<sup>303</sup> Voir S/2012/166.

ainsi que mettre fin à l'impunité de ceux qui s'en prennent aux soldats de la paix et, à cet égard, exhorte le Gouvernement soudanais à tout mettre en œuvre pour traduire en justice les auteurs de ces crimes ;

10. *Se félicite* du travail crédible du Mécanisme tripartite, mais se dit profondément préoccupé par la multiplication des restrictions et des obstacles bureaucratiques que le Gouvernement soudanais impose à la liberté de mouvement et aux opérations de l'Opération, en particulier dans les zones qui ont récemment été le théâtre d'affrontements ; demande à toutes les parties au Darfour de lever tous les obstacles empêchant l'Opération de s'acquitter intégralement et correctement de son mandat, notamment d'assurer sa sécurité et sa liberté de mouvement ; et, à cet égard, exige du Gouvernement qu'il respecte intégralement et sans retard les dispositions de l'accord sur le statut des forces, notamment celles qui concernent les mouvements des patrouilles et les autorisations de vol et d'importation de matériel, en permettant à l'Opération de faire pleinement usage des moyens aériens à sa disposition et en délivrant rapidement les visas destinés au personnel de l'Opération ; déplore les retards qui persistent dans la délivrance de ces visas, ce qui risque de mettre sérieusement en péril la capacité de l'Opération de s'acquitter de son mandat ; et exige du Gouvernement qu'il respecte les droits dont bénéficie le personnel de l'Opération aux termes dudit accord ;

11. *Exige de nouveau* qu'un permis soit délivré à l'Opération, comme prévu dans l'accord sur le statut des forces, pour qu'elle dispose de son propre émetteur radio et puisse ainsi communiquer librement avec toutes les parties prenantes au Darfour ;

12. *Prie* le Secrétaire général de continuer à lui faire rapport tous les quatre-vingt-dix jours sur les progrès réalisés dans l'exécution du mandat de l'Opération, y compris les moyens opérationnels et l'autonomie logistique des contingents et du personnel de police, ainsi que sur les progrès concernant le volet politique, les conditions de sécurité et la situation humanitaire, notamment dans les camps de déplacés et de réfugiés, les mesures prises par toutes les parties pour faire appliquer les dispositions de la présente résolution, les droits de l'homme, les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, les actions de relèvement rapide et l'ensemble des restrictions et obstacles bureaucratiques imposés à la liberté de mouvement de l'Opération ; et prie le Secrétaire général de présenter dans son prochain rapport trimestriel, après consultation avec l'Union africaine, des objectifs et indicateurs actualisés pour l'Opération et d'inclure ensuite dans les rapports qu'il lui soumettra tous les quatre-vingt-dix jours une évaluation des progrès accomplis et des obstacles rencontrés dans la réalisation de ces objectifs, de sorte que le Conseil puisse mesurer les avancées enregistrées par l'Opération dans l'exécution de son mandat, ainsi que la coopération du Gouvernement soudanais et des groupes armés avec l'Opération et le respect par toutes les parties de leurs obligations internationales ;

13. *Exige* de toutes les parties au conflit au Darfour qu'elles mettent fin immédiatement à la violence et aux attaques contre les civils, les Casques bleus et le personnel humanitaire et respectent les obligations que leur imposent le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire ; affirme, à cet égard, qu'il condamne toute violation grave du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme ; demande un arrêt immédiat des hostilités, invite toutes les parties à s'engager à respecter un cessez-le-feu durable et permanent ; et souligne que l'Opération doit notifier toute violence majeure qui porte atteinte aux efforts énergiques et constructifs déployés par les parties en faveur de la paix ;

14. Tout en notant que, dans l'ensemble, la situation humanitaire au Darfour ne s'est pas détériorée, *se déclare profondément préoccupé* par l'absence d'amélioration, les menaces qui continuent de peser sur les organisations humanitaires et les restrictions plus nombreuses à l'accès des organismes humanitaires au Darfour, conséquences de l'insécurité accrue, des agressions contre le personnel humanitaire, de l'interdiction d'accès imposée par les parties au conflit et des contraintes bureaucratiques imposées par le Gouvernement soudanais ; demande que le Communiqué commun du Gouvernement et de l'Organisation sur la facilitation des activités humanitaires au Darfour soit intégralement appliqué, y compris en ce qui concerne la délivrance rapide de visas et de permis de travail au personnel des organisations humanitaires ; et exige du Gouvernement, de toutes les milices, des groupes armés et de toutes les autres parties prenantes

qu'ils veillent à ménager aux organisations humanitaires et à leur personnel tout accès, en toute sécurité et liberté, aux zones où se trouvent les populations dans le besoin afin qu'elles puissent leur apporter l'aide humanitaire nécessaire et souligne l'importance du respect des principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance dans la fourniture de l'aide humanitaire ;

15. *Condamne* les violations des droits de l'homme et les exactions commises au Darfour ou liées au Darfour, notamment les arrestations et détentions arbitraires, se déclare vivement préoccupé par la situation de ces détenus, parmi lesquels se trouvent des membres de la société civile et des déplacés, et souligne qu'il importe de garantir que l'Opération, dans le cadre de son mandat actuel, et d'autres organisations compétentes soient en mesure de s'intéresser au sort de ces personnes, demande au Gouvernement soudanais de s'acquitter pleinement de ses obligations, y compris honorer l'engagement qu'il a pris de lever l'état d'urgence au Darfour, de libérer tous les prisonniers politiques, de permettre la liberté d'expression et de s'efforcer effectivement de demander des comptes aux auteurs de graves violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, quels qu'ils soient, souligne qu'il importe que l'Opération œuvre à la promotion des droits de l'homme et porte les exactions et les atteintes aux droits de l'homme à l'attention des autorités, et prie le Secrétaire général de faire état de tous les problèmes concernant les droits de l'homme signalés dans la présente résolution dans les rapports qu'il lui présente périodiquement et de lui rendre compte sans délai des exactions et violations massives de ces droits ;

16. *Note* que le conflit dans une partie du Soudan touche les autres parties du pays et le reste de la région, préconise une coordination étroite entre les missions des Nations Unies présentes dans la région, notamment l'Opération, la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, et prie le Secrétaire général de veiller à l'efficacité de la coopération entre ces missions ;

17. *Note également* la requête formulée au paragraphe 19 de la résolution 2057 (2012), en date du 5 juillet 2012, concernant la menace que fait peser l'Armée de résistance du Seigneur dans la région et engage l'Opération, agissant dans la limite des ressources existantes et conformément à son mandat, à coopérer et à partager les informations relatives à cette menace ;

18. *Souligne* qu'il importe de trouver pour les réfugiés et les déplacés des solutions durables et dignes et d'assurer leur pleine participation à la préparation et à la mise en œuvre de ces solutions, exige que toutes les parties au conflit au Darfour créent les conditions propices au retour librement consenti et durable, en toute sécurité et dans la dignité, des réfugiés et des déplacés, ou à leur intégration locale, constate avec satisfaction la tendance, porteuse d'espoir, aux rapatriements volontaires de déplacés et de réfugiés dans leurs villages et leurs lieux d'origine et le fait que leur nombre, d'après les chiffres dont dispose le Secrétaire général, a dépassé celui des déplacés récents ces derniers mois, mais se déclare profondément préoccupé par les nouveaux déplacements de population et le fait que près de deux millions de personnes et de réfugiés sont toujours déplacés, souligne le rôle essentiel du Mécanisme conjoint de vérification qui permet d'évaluer la mesure dans laquelle le retour est effectivement volontaire et cette décision prise en toute connaissance de cause et exprime sa profonde préoccupation devant les obstacles bureaucratiques qui en réduisent l'efficacité et en sapent l'indépendance ;

19. *Note* que, si la sécurité et la liberté de circulation sont garanties, les initiatives en faveur d'un relèvement rapide et d'un retour à la normale au Darfour s'en trouveront grandement facilitées ; souligne qu'il importe de déployer des efforts en vue d'un relèvement rapide du Darfour, lorsque de tels efforts gagneraient à être faits et, à cet égard, encourage l'Opération à faciliter, dans les limites de son mandat actuel, le travail de l'équipe de pays des Nations Unies et des organismes spécialisés en faveur du relèvement rapide et de la reconstruction du Darfour, en assurant notamment la sécurité dans la zone ; et appelle toutes les parties à accorder une entière liberté d'accès et le Gouvernement soudanais à lever toutes les restrictions d'accès, à s'employer à éliminer les causes profondes de la crise du Darfour et à accroître l'investissement consacré aux activités de relèvement rapide ;



20. *Se déclare vivement préoccupé* par la persistance des conflits localisés, l'augmentation de la criminalité et de la violence et leurs répercussions sur les populations civiles mais, dans ce contexte, note que le nombre des affrontements intertribaux diminue et appelle toutes les parties à faire cesser ces affrontements et à s'engager sur la voie de la réconciliation ; se déclare vivement préoccupé par la prolifération des armes, en particulier des armes légères et de petit calibre, et, à cet égard, prie l'Opération de continuer d'appuyer les mécanismes locaux de règlement des différends, et autorise le Médiateur en chef conjoint Union africaine-Organisation des Nations Unies pour le Darfour à mener des activités de médiation à l'échelon local susceptibles de faciliter la réconciliation entre les communautés et les groupes armés au Darfour ; et prie en outre l'Opération de vérifier si des armes et du matériel connexe sont présents au Darfour, conformément à son mandat tel qu'il est défini au paragraphe 9 de la résolution 1769 (2007) et, dans ce contexte, de continuer à coopérer avec le Groupe d'experts sur le Soudan créé par la résolution 1591 (2005), en date du 29 mars 2005, afin de faciliter son action ;

21. *Exige* que les parties au conflit prennent immédiatement les mesures nécessaires pour protéger la population civile, notamment les femmes et les enfants, contre toutes les formes de violence sexuelle, conformément à la résolution 1820 (2008), en date du 19 juin 2008 ; et demande à l'Opération de signaler les cas de violence sexuelle et sexiste et d'évaluer les progrès accomplis dans l'élimination de ces violences, souligne en outre qu'il faut inclure la protection des femmes et des enfants contre les violences sexuelles et sexistes dans la stratégie de protection des civils à l'échelle de la mission mentionnée au paragraphe 3 de la présente résolution, et prie le Secrétaire général de veiller à ce que l'Opération applique les dispositions pertinentes des résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010, notamment celles qui visent à promouvoir la participation des femmes grâce à la nomination de conseillers pour la protection des femmes, et de faire figurer des informations à ce sujet dans le rapport qu'il lui présentera ;

22. *Prie* le Secrétaire général d'assurer *a)* le suivi constant de la situation des enfants et l'établissement des rapports à ce sujet visés au paragraphe 12 de la présente résolution, en étroite coopération avec les organismes de protection de l'enfance, et *b)* la poursuite du dialogue avec les parties au conflit en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans d'action assortis d'un échéancier destinés à mettre fin à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants soldats et aux autres violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme dont sont victimes les enfants ;

23. *Prie également* le Secrétaire général d'examiner et de mettre à jour régulièrement le concept d'opérations et les règles d'engagement de l'Opération, conformément au mandat qu'il a confié à celle-ci dans ses résolutions sur la question, et de lui rendre compte ainsi qu'aux pays fournisseurs de contingents dans les rapports mentionnés au paragraphe 12 de la présente résolution ;

24. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à la 6819<sup>e</sup> séance par 14 voix  
contre zéro, avec une abstention  
(Azerbaïdjan).*

---

## CONSOLIDATION DE LA PAIX APRÈS LES CONFLITS<sup>304</sup>

### Décisions

À sa 6643<sup>e</sup> séance, le 31 octobre 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Consolidation de la paix après les conflits ».

---

<sup>304</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2005 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Judy Cheng-Hopkins, Sous-Secrétaire générale chargée du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, et à M<sup>me</sup> Sylvie Lucas, Représentante permanente du Luxembourg auprès de l'Organisation des Nations Unies et Présidente de la formation Guinée de la Commission de consolidation de la paix.

Le 21 février 2012, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>305</sup> :

« J'ai l'honneur de me référer à la résolution 1646 (2005) du Conseil de sécurité, en date du 20 décembre 2005, par laquelle le Conseil a décidé, en application des dispositions de sa résolution 1645 (2005) adoptée le même jour, que les membres permanents énumérés au paragraphe 1 de l'Article 23 de la Charte des Nations Unies seraient membres du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix, et qu'il choisirait chaque année deux de ses membres élus pour faire également partie du Comité.

« Je vous informe en conséquence qu'à l'issue de consultations le Conseil a choisi parmi ses membres élus la Colombie et le Maroc pour faire partie du Comité, pour un mandat d'un an qui se terminera à la fin de l'année 2012. »

À sa 6805<sup>e</sup> séance, le 12 juillet 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Argentine, de l'Arménie, de l'Australie, de la Belgique, du Brésil, du Burundi, du Canada, du Chili, de la Croatie, de l'Égypte, de l'Indonésie, de l'Irlande, du Japon, du Libéria, du Luxembourg, de la Malaisie, du Mexique, du Népal, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la République de Corée, de la Sierra Leone, du Soudan, du Soudan du Sud, de la Suède, de la Suisse et de la Tunisie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Consolidation de la paix après les conflits

« Rapport de la Commission de consolidation de la paix sur les travaux de sa cinquième session (S/2012/70)

« Note verbale, en date du 2 juillet 2012, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2012/511) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Eugène-Richard Gasana, Représentant permanent du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies et ancien Président de la Commission de consolidation de la paix, et à M. Abulkalam Abdul Momen, Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de la Commission de consolidation de la paix.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Joachim von Amsberg, Vice-Président et Responsable de réseau chargé de la politique opérationnelle et des services aux pays à la Banque mondiale.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

---

<sup>305</sup> S/2012/103.

## LA SITUATION CONCERNANT L'IRAQ<sup>306</sup>

### Décisions

Le 8 août 2011, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>307</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 4 août 2011 concernant votre intention de nommer M. Martin Kobler (Allemagne) votre Représentant spécial pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq<sup>308</sup> a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note. »

À sa 6675<sup>e</sup> séance, le 6 décembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Iraq à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant l'Iraq

« Premier rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 2001 (2011) [S/2011/736] ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

À sa 6747<sup>e</sup> séance, le 10 avril 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Iraq à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant l'Iraq

« Deuxième rapport du Secrétaire général présenté en application de la résolution 2001 (2011) [S/2012/185] ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

À sa 6811<sup>e</sup> séance, le 19 juillet 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Iraq à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant l'Iraq

« Troisième rapport du Secrétaire général présenté en application de la résolution 2001 (2011) [S/2012/535] ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

À sa 6815<sup>e</sup> séance, le 25 juillet 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Iraq à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant l'Iraq

« Troisième rapport du Secrétaire général présenté en application de la résolution 2001 (2011) [S/2012/535] ».

---

<sup>306</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2005 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>307</sup> S/2011/503.

<sup>308</sup> S/2011/502.

**Résolution 2061 (2012)  
du 25 juillet 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* toutes ses résolutions antérieures concernant l'Iraq, en particulier les résolutions 1500 (2003) du 14 août 2003, 1546 (2004) du 8 juin 2004, 1557 (2004) du 12 août 2004, 1619 (2005) du 11 août 2005, 1700 (2006) du 10 août 2006, 1770 (2007) du 10 août 2007, 1830 (2008) du 7 août 2008, 1883 (2009) du 7 août 2009, 1936 (2010) du 5 août 2010 et 2001 (2011) du 28 juillet 2011,

*Réaffirmant* l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Iraq,

*Soulignant* l'importance que revêtent la stabilité et la sécurité de l'Iraq pour le peuple iraquien, la région et la communauté internationale,

*Encourageant* le Gouvernement iraquien à continuer d'affermir la démocratie et l'état de droit, de renforcer la sécurité et l'ordre public et de combattre le terrorisme et les violences interconfessionnelles dans tout le pays, et réaffirmant son appui au peuple et au Gouvernement irakiens qui s'emploient à construire une nation sûre, stable, fédérale, unie et démocratique, fondée sur l'état de droit et le respect des droits de l'homme,

*Notant avec satisfaction* que les conditions de sécurité se sont améliorées en Iraq, grâce à une action concertée sur le plan politique et celui de la sécurité, et soulignant qu'il y subsiste cependant des problèmes de sécurité et que l'amélioration constatée demande à être consolidée par un dialogue politique véritable et l'unité nationale,

*Soulignant* que toutes les communautés irakiennes doivent participer au processus politique et à un dialogue politique ouvert à tous, s'abstenir de faire des déclarations et de commettre des actes qui pourraient aggraver les tensions, parvenir à une solution globale de la question de la répartition des ressources, veiller à la stabilité, mettre au point une solution juste et équitable pour les frontières intérieures contestées du pays et œuvrer à l'unité nationale,

*Réaffirmant* qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies, en particulier la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, apporte conseils, soutien et aide au peuple, y compris la société civile, et au Gouvernement irakiens pour renforcer les institutions démocratiques, favoriser un dialogue politique ouvert à tous et la réconciliation nationale dans le respect de la Constitution, faciliter la concertation régionale, élaborer des processus acceptables pour le Gouvernement aux fins du règlement de la question des frontières intérieures contestées, venir en aide aux jeunes et aux groupes vulnérables, y compris les réfugiés et les déplacés, encourager la protection des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, des jeunes et des groupes vulnérables et promouvoir la réforme du droit et du système judiciaire, et soulignant qu'il importe que l'Organisation, tout particulièrement la Mission, donne la priorité aux conseils, au soutien et à l'aide à apporter au peuple iraquien, y compris la société civile, et au Gouvernement dans la poursuite de ces objectifs,

*Engageant* le Gouvernement iraquien à continuer de promouvoir et de protéger les droits de l'homme ainsi qu'à envisager de prendre des mesures supplémentaires pour prêter son appui à la Haute Commission indépendante des droits de l'homme dans l'exercice de son mandat,

*Saluant* les efforts que déploie le Gouvernement iraquien pour promouvoir et protéger les droits fondamentaux des femmes, réaffirmant ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité, rappelant qu'il faut assurer la participation pleine, effective et équitable des femmes, réaffirmant le rôle clef que ces dernières peuvent jouer dans la reconstitution du tissu social des pays et soulignant qu'elles doivent participer pleinement à la vie politique, notamment à l'élaboration des stratégies nationales pour que leurs perspectives soient prises en compte,

*Déclarant* qu'il importe de remédier aux problèmes humanitaires que connaît le peuple iraquien, et soulignant qu'il faut qu'une action coordonnée continue d'être menée et que des ressources suffisantes y soient consacrées,

*Insistant* sur la souveraineté du Gouvernement iraquien, réaffirmant que toutes les parties devraient continuer à prendre toutes les mesures possibles et à mettre en œuvre les moyens voulus pour assurer la protection des civils touchés, y compris les enfants, les femmes et les membres de minorités religieuses et ethniques, et qu'elles devraient créer des conditions propices au retour librement consenti, durable, sûr et digne des réfugiés et des déplacés, ou à l'intégration locale des déplacés, accueillant avec satisfaction les engagements pris par le Gouvernement pour venir en aide aux déplacés, aux réfugiés et aux rapatriés, et l'encourageant à poursuivre ses efforts en la matière, et notant le rôle important que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés joue, conformément à son mandat, en continuant de prodiguer conseils et appui pour ce faire au Gouvernement, en coordination avec la Mission,

*Engageant instamment* toutes les parties intéressées comme le prévoit le droit international humanitaire, notamment les Conventions de Genève de 1949<sup>309</sup> et le règlement annexé à la quatrième Convention de La Haye de 1907<sup>310</sup>, à permettre aux agents humanitaires d'atteindre en toute liberté tous ceux qui ont besoin d'aide, à leur accorder, autant que possible, toutes facilités nécessaires à leurs opérations, et à favoriser la protection, la sécurité et la liberté de circulation des agents humanitaires, du personnel des Nations Unies et du personnel associé, ainsi que de leurs biens,

*Saluant* les progrès importants accomplis par l'Iraq pour retrouver la stature internationale qui était la sienne avant l'adoption, le 6 août 1990, de la résolution 661 (1990), appelant le Gouvernement iraquien à poursuivre la coopération engagée avec le Gouvernement koweïtien afin de régler les questions en suspens et à s'acquitter des obligations qu'il lui reste à remplir en application des résolutions relatives à la situation entre l'Iraq et le Koweït adoptées par le Conseil au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, et soulignant qu'il importe que la ratification du protocole additionnel à l'accord de garanties généralisées<sup>311</sup> soit menée à terme,

*Conscient* de l'évolution positive récente des relations bilatérales entre l'Iraq et le Koweït, à la lumière notamment de la visite du Premier Ministre iraquien, M. Nouri al-Maliki, au Koweït et de la venue de l'Émir du Koweït, le cheik Sabah al-Ahmad al-Jaber al-Sabah, à Bagdad à l'occasion du sommet de la Ligue des États arabes, ainsi que des bons résultats de la deuxième réunion de la Commission ministérielle conjointe Iraq-Koweït, et engageant les deux États à continuer d'agir dans le souci de renforcer la confiance et la coopération, renforçant par là même leurs relations de bon voisinage et la stabilité régionale,

*Exprimant sa profonde reconnaissance* à tout le personnel des Nations Unies en Iraq pour ses efforts courageux et inlassables et saluant l'autorité dont le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, M. Martin Kobler, a fait preuve,

1. *Décide* de proroger le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq pour une période de douze mois ;
2. *Décide également* que, comme le Gouvernement iraquien l'a demandé et compte tenu de la lettre, en date du 28 juin 2012, adressée au Secrétaire général par le Ministre iraquien des affaires étrangères<sup>312</sup>, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et la Mission continueront d'exercer le mandat énoncé dans la résolution 2001 (2011) ;
3. *Considère* qu'il est indispensable que la sécurité du personnel des Nations Unies soit assurée pour que la Mission puisse mener son action en faveur du peuple iraquien et demande au

---

<sup>309</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n<sup>os</sup> 970 à 973.

<sup>310</sup> Voir Dotation Carnegie pour la paix internationale, *Les Conventions et Déclarations de La Haye de 1899 et 1907* (New York, Oxford University Press, 1918).

<sup>311</sup> Agence internationale de l'énergie atomique, document INFCIRC/172/Add.2.

<sup>312</sup> S/2012/520, annexe.

Gouvernement iraquien de continuer à appuyer la présence de l'Organisation des Nations Unies en Iraq dans le domaine de la sécurité et sur le plan logistique ;

4. *Sait gré* aux États Membres de fournir à la Mission les moyens et le soutien dont elle a besoin sur les plans financier et logistique et dans le domaine de la sécurité pour s'acquitter de son mandat, et prie les États Membres de continuer à lui assurer des ressources et un appui suffisants ;

5. *Entend* réexaminer le mandat de la Mission dans douze mois, ou plus tôt si le Gouvernement iraquien en fait la demande ;

6. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte tous les quatre mois des progrès accomplis par la Mission dans l'accomplissement de toutes les tâches dont elle est chargée ;

7. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6815<sup>e</sup> séance.*

---

## MENACES CONTRE LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES<sup>313</sup>

### Décisions

À sa 6760<sup>e</sup> séance, le 25 avril 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Argentine, de l'Arménie, de l'Australie, du Bélarus, du Botswana, du Brésil, du Costa Rica, de Cuba, de l'Indonésie, d'Israël, de la Jamaïque, du Japon, de la Libye, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République de Corée et de la République islamique d'Iran à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Menaces contre la paix et la sécurité internationales

« Sécurisation des frontières pour lutter contre le trafic et les mouvements trans-frontières illicites

« Lettre, en date du 5 avril 2012, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2012/195) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, et à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, la Présidente a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>314</sup> :

« Le Conseil de sécurité réaffirme qu'il est responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément à la Charte des Nations Unies.

« Le Conseil est conscient de l'évolution des atteintes et des menaces contre la paix et la sécurité internationales, notamment les conflits armés, le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et des armes légères et de petit calibre, la criminalité trans-nationale organisée, la piraterie, le trafic de stupéfiants et la traite d'êtres humains. Il a abordé, lorsque les circonstances s'y prêtaient, certaines questions ayant trait à ces atteintes

---

<sup>313</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2005 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>314</sup> S/PRST/2012/16.

et menaces, notamment le trafic transfrontière d'armes, le trafic de stupéfiants, le trafic d'armes nucléaires, chimiques et biologiques, et de leurs vecteurs et éléments connexes par des agents non étatiques, le trafic de minerais de conflit et le mouvement des terroristes et de leurs fonds, en violation des régimes de sanctions qu'il a imposés en vertu du Chapitre VII de la Charte et d'autres décisions prises sous l'empire dudit Chapitre, en particulier les résolutions 1373 (2001) et 1540 (2004) ainsi que ses autres décisions pertinentes (ci-après dénommés "trafic et mouvements transfrontières illicites"). Le Conseil constate avec préoccupation que ce trafic et ces mouvements contribuent à aggraver ces atteintes et menaces. Il est conscient du fait que le trafic et les mouvements transfrontières illicites sont souvent liés à des questions transversales qui sont, pour bon nombre d'entre elles, examinées par l'Assemblée générale et d'autres organes et organismes des Nations Unies.

« Le Conseil prend acte des conventions internationales pertinentes, comme la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972<sup>315</sup>, la Convention sur les substances psychotropes de 1971<sup>316</sup>, la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988<sup>317</sup>, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée de 2000 et les protocoles additionnels y relatifs<sup>318</sup>, la Convention des Nations Unies contre la corruption de 2003<sup>319</sup> et les conventions et protocoles internationaux pertinents ayant trait au terrorisme. Le Conseil rappelle le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illégal des armes légères sous tous ses aspects<sup>320</sup> ainsi que l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites<sup>321</sup> et le Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes<sup>322</sup>.

« Le Conseil réaffirme les avantages de la communication transfrontière, des échanges internationaux et des migrations internationales. Il note toutefois que les différentes atteintes et menaces contre la paix et la sécurité internationales nées du trafic et des mouvements transfrontières illicites se multiplient dans un monde de plus en plus interdépendant. Il constate que, dans une société mondialisée, les groupes et réseaux criminels organisés, mieux outillés grâce aux nouvelles technologies de l'information et des communications, sont de plus en plus diversifiés et liés les uns aux autres dans leurs opérations illicites, ce qui, dans certains cas, peut aggraver les menaces qui pèsent sur la sécurité internationale.

« Le Conseil réaffirme que la sécurisation des frontières est la prérogative souveraine des États Membres et réaffirme, dans ce contexte, son attachement aux buts et aux principes énoncés dans la Charte, notamment les principes d'égalité souveraine et d'intégrité territoriale. Il invite tous les États Membres à améliorer la gestion de leurs frontières de manière à limiter l'expansion des menaces transnationales. Il réaffirme que les États Membres doivent, dans leurs relations internationales, s'abstenir d'avoir recours à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État et apporter toute l'aide possible à l'Organisation pour toute mesure qu'elle prendra conformément à la Charte et refuser de prêter assistance à tout État contre lequel l'Organisation prend des mesures de prévention ou de coercition.

<sup>315</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 976, n° 14152.

<sup>316</sup> *Ibid.*, vol. 1019, n° 14956.

<sup>317</sup> *Ibid.*, vol. 1582, n° 27627.

<sup>318</sup> *Ibid.*, vol. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

<sup>319</sup> *Ibid.*, vol. 2349, n° 42146.

<sup>320</sup> Voir *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects*, New York, 9-20 juillet 2001 (A/CONF.192/15), chap. IV, par. 24.

<sup>321</sup> A/60/88 et Corr.1 et 2, annexe ; voir également décision 60/519 de l'Assemblée générale.

<sup>322</sup> Résolution 64/293 de l'Assemblée générale.

« Le Conseil est conscient que des stratégies distinctes sont nécessaires pour faire face aux menaces posées par le trafic et les mouvements transfrontières illicites. Il constate néanmoins que ce trafic et ces mouvements sont souvent favorisés par des groupes et réseaux criminels organisés. Il note en outre qu'il est possible de lutter contre ces fléaux, qui exploitent parfois les carences des États Membres en matière de contrôle des frontières, en donnant à ces derniers les moyens de mieux sécuriser leurs frontières. Le Conseil estime en outre qu'il importe d'adopter une démarche globale et équilibrée, selon que de besoin, pour s'attaquer aux conditions propres à favoriser le trafic et les mouvements transfrontières illicites, notamment les facteurs qui influent sur l'offre et la demande, et souligne l'importance de la coopération internationale à cet égard.

« Le Conseil exhorte les États Membres à s'acquitter pleinement des obligations que leur impose le droit international applicable, notamment le droit des droits de l'homme, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire, lorsqu'ils prennent des mesures pour sécuriser leurs frontières et lutter ainsi contre le trafic et les mouvements transfrontières illicites, et à s'acquitter des obligations qui découlent des résolutions qu'il a adoptées en vertu du Chapitre VII de la Charte. Il demande instamment à tous les États Membres de respecter et d'honorer pleinement l'ensemble de leurs obligations internationales à cet égard.

« Le Conseil engage les États Membres et les organisations compétentes à améliorer, selon que de besoin, leur coopération et leurs stratégies en vue de combattre le trafic et les mouvements transfrontières illicites.

« Le Conseil engage les États Membres, ainsi que les organisations internationales et les organisations régionales et sous-régionales compétentes, à redoubler d'efforts, dans les limites de leurs mandats, pour aider, selon qu'il conviendra, les États Membres à se donner les moyens de sécuriser leurs frontières de manière à lutter contre le trafic et les mouvements transfrontières illicites, à leur demande et par accord mutuel, conformément au droit international. Le Conseil salue les efforts importants qui ont déjà été faits en ce sens.

« Le Conseil constate que plusieurs entités des Nations Unies, notamment les organes subsidiaires du Conseil, offrent déjà une telle assistance. Il note l'importance d'une action cohérente à l'échelle du système, afin de garantir une réponse coordonnée face aux menaces transnationales, notamment grâce au recours aux pratiques exemplaires et à l'échange de données d'expérience positives issues d'initiatives menées dans d'autres cadres, comme l'Initiative du Pacte de Paris<sup>323</sup>.

« Le Conseil invite le Secrétaire général à lui présenter, dans un délai de six mois, un rapport contenant une étude et une évaluation complètes des efforts déployés par le système des Nations Unies pour aider les États Membres à lutter contre le trafic et les mouvements transfrontières illicites, tels que définis au paragraphe 2 de la présente déclaration. »

---

## NON-PROLIFÉRATION<sup>324</sup>

### Décisions

À sa 6607<sup>e</sup> séance, le 7 septembre 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Non-prolifération

« Exposé du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006) ».

---

<sup>323</sup> Voir S/2003/641, annexe.

<sup>324</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2006 des résolutions et décisions sur cette question.



À sa 6697<sup>e</sup> séance, le 21 décembre 2011, le Conseil a examiné la question inscrite à l'ordre du jour de la 6607<sup>e</sup> séance.

À sa 6737<sup>e</sup> séance, le 21 mars 2012, le Conseil a également examiné la question inscrite à l'ordre du jour de la 6607<sup>e</sup> séance.

À sa 6781<sup>e</sup> séance, le 7 juin 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « Non-prolifération ».

**Résolution 2049 (2012)  
du 7 juin 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures sur la question, dont les résolutions 1696 (2006) du 31 juillet 2006, 1737 (2006) du 23 décembre 2006, 1747 (2007) du 24 mars 2007, 1803 (2008) du 3 mars 2008, 1835 (2008) du 27 septembre 2008, 1887 (2009) du 24 septembre 2009, 1929 (2010) du 9 juin 2010 et 1984 (2011) du 9 juin 2011, ainsi que la déclaration de son Président, en date du 29 mars 2006<sup>325</sup>, et en réaffirmant les dispositions,

*Rappelant également* la création, en application du paragraphe 29 de la résolution 1929 (2010), du Groupe d'experts sur la République islamique d'Iran, placé sous la supervision du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006), chargé d'accomplir les tâches définies dans ledit paragraphe,

*Rappelant en outre* que le Groupe constitué par le Secrétaire général en application du paragraphe 29 de la résolution 1929 (2010) a publié son rapport d'étape le 9 novembre 2011 et son rapport final le 9 mai 2012<sup>326</sup>,

*Rappelant* les normes méthodologiques applicables aux rapports des mécanismes de surveillance de l'application des sanctions, contenues dans le rapport du Groupe de travail officieux du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions<sup>327</sup>,

*Soulignant*, à cet égard, qu'il importe que le Groupe d'experts sur la République islamique d'Iran établisse en toute indépendance des évaluations, analyses et recommandations crédibles et étayées par des faits, conformément à son mandat, comme il est précisé au paragraphe 29 de la résolution 1929 (2010),

*Considérant* que la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu de l'Article 41 du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 9 juillet 2013 le mandat qu'il a confié au Groupe d'experts sur la République islamique d'Iran au paragraphe 29 de la résolution 1929 (2010), entend réexaminer le mandat du Groupe et faire le nécessaire concernant sa reconduction le 9 juin 2013 au plus tard, et prie le Secrétaire général de prendre les dispositions administratives voulues à cet effet;

2. *Demande* au Groupe de présenter au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006), le 9 novembre 2012 au plus tard, un rapport de mi-mandat sur ses travaux, et lui demande de présenter ce rapport au Conseil, après en avoir discuté avec le Comité, le 9 décembre 2012 au plus tard; lui demande également de présenter au Comité, trente jours au moins avant l'expiration du mandat du Groupe, un rapport final contenant ses conclusions et recommandations, et lui demande en outre de présenter ce rapport au Conseil, après en avoir discuté avec le Comité, à l'expiration du mandat du Groupe;

---

<sup>325</sup> S/PRST/2006/15.

<sup>326</sup> Voir S/2012/395, annexe.

<sup>327</sup> Voir S/2006/997, annexe.

3. *Prie* le Groupe de soumettre un programme de travail au Comité trente jours au plus tard après sa reconduction, invite le Comité à échanger régulièrement des vues au sujet de ce programme de travail et à entretenir des contacts réguliers avec le Groupe sur les travaux menés par celui-ci, et demande au Groupe d'informer le Comité de toute mise à jour dudit programme ;

4. *Entend* continuer à suivre les travaux du Groupe ;

5. *Exhorte* tous les États, organismes des Nations Unies et autres intéressés à apporter leur entière coopération au Comité et au Groupe, en particulier à leur communiquer toutes informations dont ils disposeraient au sujet de l'application des mesures imposées par les résolutions 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 (2008) et 1929 (2010) ;

6. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6781<sup>e</sup> séance.*

### Décision

À sa 6786<sup>e</sup> séance, le 12 juin 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Non-prolifération

« Exposé du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006) ».

---

## CONSOLIDATION DE LA PAIX EN AFRIQUE DE L'OUEST<sup>328</sup>

### A. Questions d'ordre général

#### Décisions

À sa 6703<sup>e</sup> séance, le 16 janvier 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

« Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (S/2011/811) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Saïd Djinnit, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest.

À sa 6804<sup>e</sup> séance, le 11 juillet 2012, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

« Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (S/2012/510) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Saïd Djinnit, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, et à M. Yury Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

---

<sup>328</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2006 des résolutions et décisions sur cette question.

## B. Piraterie dans le golfe de Guinée

### Décisions

À sa 6723<sup>e</sup> séance, le 27 février 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Bénin (Ministre d'État chargé de la défense nationale), du Congo et du Nigéria à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

« Piraterie dans le golfe de Guinée

« Lettre, en date du 18 janvier 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/45) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. B. Lynn Pascoe, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Abdel Fatau Musah, Représentant spécial du Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et à M<sup>me</sup> Florentina Adenike Ukonga, Secrétaire exécutive adjointe de la Commission du golfe de Guinée.

À sa 6727<sup>e</sup> séance, le 29 février 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Bénin à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

« Lettre, en date du 18 janvier 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/45) ».

### Résolution 2039 (2012) du 29 février 2012

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* sa déclaration à la presse du 30 août 2011<sup>329</sup> et sa résolution 2018 (2011) du 31 octobre 2011 sur les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée,

*Vivement préoccupé* par la menace que les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée font peser sur la navigation internationale, la sécurité et le développement économique des États de la région,

*Conscient* du fait que les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée affectent les pays riverains, y compris leur arrière-pays, et les pays sans littoral de la région,

*Préoccupé* par la menace que les actes de piraterie et les vols à main armée commis en mer font peser sur la sécurité des gens de mer et d'autres personnes, notamment lorsqu'elles sont retenues en otage, et vivement préoccupé par la violence exercée par les pirates et les personnes impliquées dans les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée,

*Réaffirmant* que le droit international, tel que consacré dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982<sup>330</sup>, en particulier ses articles 100, 101 et 105, définit

---

<sup>329</sup> SC/10372.

<sup>330</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1834, n° 31363.

le cadre juridique de la lutte contre la piraterie et le vol à main armée commis en mer, parmi d'autres activités maritimes,

*Affirmant son attachement* à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des États du golfe de Guinée et de leurs voisins,

*Affirmant* que les dispositions de la présente résolution s'appliquent à la seule situation dans le golfe de Guinée,

*Conscient* qu'il est urgent de mettre au point et d'adopter des mesures efficaces et concrètes pour lutter contre les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée,

*Soulignant* qu'il importe de faire fond sur les initiatives nationales, régionales et extra-régionales existantes pour renforcer la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée,

*Se félicitant* des initiatives déjà prises par des États de la région et des organisations régionales, à savoir la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Commission du golfe de Guinée et l'Organisation maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, pour renforcer la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée,

*Notant* le mécanisme d'ensemble conjoint pour la sécurité maritime de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale visant à lutter contre la piraterie dans la sous-région centrafricaine, y compris la stratégie adoptée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale de la Communauté en février 2008, la création du Centre régional de sécurisation maritime de l'Afrique centrale à Pointe-Noire (Congo), ainsi que les centres de coordination multinationaux dans la région,

*Notant également* les mesures préparatoires prises par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en vue d'élaborer une politique de sécurité maritime à la faveur d'une stratégie de sécurité maritime et d'un plan maritime intégrés,

*Notant en outre* qu'il importe d'adopter une politique globale, conduite par les pays de la région, pour lutter contre la menace que représentent les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée et leurs causes sous-jacentes,

*Notant* la nécessité d'une aide internationale s'inscrivant dans une stratégie d'ensemble d'appui aux efforts nationaux et régionaux visant à aider les États de la région qui s'efforcent de lutter contre les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée,

*Soulignant* que la coordination des efforts déployés au plan régional est nécessaire pour élaborer une stratégie d'ensemble visant à éliminer la menace que constituent les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée afin de parvenir à interdire et à prévenir ces activités criminelles et à faire en sorte que les personnes qui se livrent à la piraterie et aux vols à main armée en mer soient poursuivies et, en cas de condamnation, punies en tenant dûment compte des règles et principes généralement reconnus du droit international,

*Redisant* que les États de la région doivent jouer un rôle moteur pour lutter contre la menace que représentent les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée et s'attaquer à leurs causes sous-jacentes, en étroite coopération avec les organisations dans la région, ainsi qu'avec leurs partenaires,

*Saluant* le concours apporté par des États Membres et des organisations internationales aux efforts nationaux et régionaux en cours visant à sécuriser les zones côtières du golfe de Guinée et à conduire des opérations navales, y compris les patrouilles conjointes effectuées par le Nigéria et le Bénin au large des côtes béninoises, et souhaitant que d'autres apportent leur concours, sur demande,

*Se déclarant préoccupé* par les graves menaces que la criminalité transnationale organisée, notamment le trafic d'armes et de stupéfiants, la piraterie et les vols à main armée en mer, fait peser sur la paix et la stabilité internationales dans différentes régions du monde, en particulier en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel,

*Affirmant son attachement sans réserve à la promotion du maintien de la paix et de la stabilité dans la région du golfe de Guinée,*

1. *Se félicite* du rapport de la mission d'évaluation des Nations Unies sur la piraterie dans le golfe de Guinée, qui a été dépêchée dans la région du 7 au 24 novembre 2011<sup>331</sup> ;

2. *Encourage* les autorités nationales ainsi que leurs partenaires régionaux et internationaux à envisager d'appliquer les recommandations de la mission d'évaluation, comme il convient ;

3. *Souligne* que c'est au premier chef aux États du golfe de Guinée qu'il incombe de lutter contre la piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée et, dans ce contexte, les exhorte à œuvrer, par l'intermédiaire de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de la Commission du golfe de Guinée, à la convocation du sommet conjoint des États du golfe de Guinée qui doit se tenir pour élaborer une stratégie régionale de lutte contre la piraterie, en coopération avec l'Union africaine ;

4. *Prie* le Secrétaire général, par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, d'aider les États et les organisations sous-régionales à convoquer le sommet, comme prévu dans la résolution 2018 (2011), dans la mesure du possible ;

5. *Prie instamment* les États de la région du golfe de Guinée d'agir sans tarder, à l'échelle nationale et régionale, avec le concours de la communauté internationale lorsque cela est possible, sur la base d'un accord mutuel, en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies nationales de sécurité maritime, notamment pour ce qui est de mettre en place un cadre juridique visant à prévenir et à réprimer les actes de piraterie et les vols à main armée en mer, ainsi qu'à poursuivre les auteurs de ces crimes et à punir quiconque en est reconnu coupable, et encourage la coopération régionale en la matière ;

6. *Encourage* le Bénin et le Nigéria à poursuivre leurs patrouilles conjointes au-delà de mars 2012, les pays du golfe de Guinée devant continuer d'œuvrer à se donner les moyens de sécuriser indépendamment leur littoral, et encourage également les partenaires internationaux à envisager de fournir un appui, selon que de besoin, à cette fin, dans la mesure du possible ;

7. *Encourage* les États du golfe de Guinée, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Commission du golfe de Guinée à créer et à mettre en œuvre des centres de coordination pour la sécurité maritime transnationale et transrégionale dans la région du golfe de Guinée en faisant fond sur les initiatives existantes, notamment celles prises sous les auspices de l'Organisation maritime internationale ;

8. *Encourage* les partenaires internationaux à fournir un appui aux États et aux organisations de la région pour leur permettre de renforcer leur capacité de lutter contre la piraterie et les actes de vol à main armée commis dans le golfe de Guinée, y compris mener des patrouilles régionales, établir et animer des centres de coordination et d'échange d'information conjoints, et pour appliquer efficacement la stratégie régionale, une fois qu'elle aura été adoptée ;

9. *Prie* le Secrétaire général d'appuyer les efforts visant à mobiliser des ressources à la suite de l'élaboration de la stratégie régionale pour aider au renforcement des capacités nationales et régionales, en consultation étroite avec les États et les organisations régionales et extra-régionales ;

10. *Prie également* le Secrétaire général de le tenir régulièrement informé, par le biais du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, de la situation de la piraterie et des vols à main armée commis dans le golfe de Guinée, y compris les progrès faits concernant le sommet, ainsi que ceux accomplis par

---

<sup>331</sup> Voir S/2012/45.

la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Commission du golfe de Guinée, en vue de l'élaboration d'une stratégie globale de lutte contre la piraterie et les vols à main armée en mer ;

11. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6727<sup>e</sup> séance.*

---

## **NON-PROLIFÉRATION : RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE<sup>332</sup>**

### **Décisions**

À sa 6752<sup>e</sup> séance, le 16 avril 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, la Présidente a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>333</sup> :

« Le Conseil de sécurité condamne énergiquement le tir effectué par la République populaire démocratique de Corée le 13 avril 2012 (heure locale).

« Le Conseil souligne que ce tir de satellite, de même que tout autre tir faisant intervenir la technologie des missiles balistiques, même sous la dénomination de lanceur de satellite ou de lanceur spatial, constitue une violation grave de ses résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009).

« Le Conseil déplore ce tir, qui a suscité de profondes préoccupations concernant la sécurité dans la région.

« Le Conseil exige que la République populaire démocratique de Corée s'abstienne de tout nouveau tir faisant intervenir la technologie des missiles balistiques, se conforme aux résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) en suspendant toutes les activités liées à son programme de missiles balistiques et, dans ce contexte, en revienne aux engagements qu'elle a précédemment souscrits en faveur d'un moratoire sur les tirs de missiles.

« Le Conseil décide de réaménager les mesures qu'il a imposées au paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) et modifiées par la résolution 1874 (2009). Il charge le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) de s'acquitter des tâches ci-après et de lui faire rapport dans les quinze jours :

« a) Désigner des entités et articles supplémentaires ;

« b) Actualiser l'information figurant sur sa liste des personnes, entités et articles<sup>334</sup>, et la mettre à jour annuellement par la suite ;

« c) Actualiser son plan de travail annuel.

« Le Conseil décide en outre que si le Comité n'a pas donné suite dans les quinze jours au paragraphe ci-dessus il se prononcera sur le réaménagement des mesures dans les cinq jours qui suivent.

« Le Conseil exige de la République populaire démocratique de Corée qu'elle s'acquitte immédiatement de toutes les obligations que lui imposent les résolutions 1718 (2006)

---

<sup>332</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2006 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>333</sup> S/PRST/2012/13.

<sup>334</sup> Voir S/2009/205 et INFCIRC/254/Rev.9/Part 1.

et 1874 (2009), notamment qu'elle abandonne totalement toutes armes nucléaires et tous programmes nucléaires existants de façon vérifiable et irréversible, cesse immédiatement toutes les activités qui y sont liées et s'abstienne de tout nouveau tir faisant intervenir la technologie des missiles balistiques, essai nucléaire ou autre acte de provocation.

« Le Conseil demande à tous les États Membres de s'acquitter strictement des obligations que leur imposent les résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009).

« Le Conseil se dit déterminé à agir en conséquence si la République populaire démocratique de Corée effectue à nouveau un tir ou un essai nucléaire. »

À sa 6783<sup>e</sup> séance, le 12 juin 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée ».

### **Résolution 2050 (2012) du 12 juin 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures sur la question, notamment les résolutions 825 (1993) du 11 mai 1993, 1540 (2004) du 28 avril 2004, 1695 (2006) du 15 juillet 2006, 1718 (2006) du 14 octobre 2006, 1874 (2009) du 12 juin 2009, 1887 (2009) du 24 septembre 2009, 1928 (2010) du 7 juin 2010 et 1985 (2011) du 10 juin 2011, ainsi que les déclarations de son Président en date des 6 octobre 2006<sup>335</sup>, 13 avril 2009<sup>336</sup> et 16 avril 2012<sup>337</sup>,

*Rappelant également* la création, en application du paragraphe 26 de la résolution 1874 (2009), du Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée, placé sous la supervision du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), chargé d'accomplir les tâches prévues par ce paragraphe,

*Rappelant en outre* le rapport d'étape, en date du 12 novembre 2011, établi par le Groupe nommé par le Secrétaire général en application du paragraphe 26 de la résolution 1874 (2009) et le rapport final du Groupe, en date du 12 mai 2012<sup>337</sup>,

*Rappelant* les normes méthodologiques applicables aux rapports des mécanismes de surveillance de l'application des sanctions, contenues dans le rapport du Groupe de travail officieux du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions<sup>338</sup>,

*Soulignant*, à cet égard, l'importance d'évaluations, d'analyses et de recommandations crédibles, factuelles et indépendantes, conformément au mandat du Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée, tel que défini au paragraphe 26 de la résolution 1874 (2009),

*Considérant* que la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu de l'Article 41 du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 12 juillet 2013 le mandat du Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée, tel que défini au paragraphe 26 de la résolution 1874 (2009), exprime son intention de revoir ce mandat et d'adopter des dispositions appropriées concernant une nouvelle prorogation au plus tard le 12 juin 2013, et prie le Secrétaire général de prendre les mesures administratives requises à cette fin ;

---

<sup>335</sup> S/PRST/2006/41.

<sup>336</sup> S/PRST/2009/7.

<sup>337</sup> Voir S/2012/422.

<sup>338</sup> Voir S/2006/997, annexe.

2. *Demande* au Groupe de présenter au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), le 12 novembre 2012 au plus tard, un rapport de mi-mandat sur ses travaux, puis, après discussion avec le Comité, au Conseil le 12 décembre 2012, au plus tard, et lui demande également de remettre au Comité, trente jours au moins avant l'expiration du mandat du Groupe, un rapport final accompagné de conclusions et recommandations, ce rapport devant être soumis au Conseil, après discussion avec le Comité, à l'expiration du mandat du Groupe ;

3. *Prie* le Groupe de soumettre un programme de travail au Comité trente jours au plus après sa reconduction, invite le Comité à échanger régulièrement des vues concernant ce programme de travail et à être régulièrement en contact avec le Groupe sur les travaux menés par celui-ci, et prie en outre le Groupe d'informer le Comité de toute mise à jour dudit programme ;

4. *Exprime son intention* de continuer à suivre les travaux du Groupe ;

5. *Engage vivement* tous les États, les organismes des Nations Unies compétents et les autres parties concernées à coopérer pleinement avec le Comité et le Groupe, notamment en communiquant toutes les informations dont ils pourraient disposer concernant la mise en œuvre des mesures imposées par les résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) ;

6. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6783<sup>e</sup> séance.*

---

## MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES<sup>339</sup>

### A. Prévention des conflits

#### Décisions

À sa 6621<sup>e</sup> séance, le 22 septembre 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Prévention des conflits

« Rapport du Secrétaire général sur la diplomatie préventive (S/2011/552)

« Lettre, en date du 12 septembre 2011, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2011/570) ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>340</sup> :

« Le Conseil de sécurité rappelle ses résolutions antérieures sur la question et les déclarations de son Président sur la diplomatie préventive, la prévention des conflits armés et la médiation, et le règlement pacifique des différends.

« Le Conseil accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général intitulé "Les fruits de la diplomatie préventive"<sup>341</sup> et prend acte des recommandations qui y sont formulées.

« Le Conseil réaffirme qu'il assume la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, agissant conformément aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Il se dit en outre déterminé à renforcer l'efficacité de

---

<sup>339</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2007 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>340</sup> S/PRST/2011/18.

<sup>341</sup> S/2011/552.



l'Organisation des Nations Unies s'agissant de prévenir l'éclatement des conflits armés, leur aggravation, leur propagation et leur reprise.

« Le Conseil insiste sur le fait que prévenir le déclenchement, l'escalade et la reprise des conflits est un impératif politique, humanitaire et moral absolu, qui présente également des avantages économiques.

« Le Conseil rappelle que la prévention des conflits demeure une responsabilité première des États, qui ont en outre pour responsabilité principale de respecter et de garantir les droits de l'homme de toutes les personnes qui se trouvent sur leur territoire et relèvent de leur juridiction, comme le prescrit le droit international en la matière, et réaffirme également la responsabilité de chaque État de protéger sa population contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité.

« Le Conseil réaffirme que les mesures prises par l'Organisation dans le cadre de la prévention des conflits devraient venir appuyer et compléter, selon le cas, la mission dévolue aux gouvernements dans ce domaine.

« Le Conseil loue les efforts entrepris par le Secrétaire général en usant de ses bons offices et en dépêchant représentants, envoyés spéciaux et médiateurs afin d'aider à faciliter des règlements durables et globaux. Il l'encourage à utiliser de plus en plus et en toute efficacité tous les outils diplomatiques et modalités mis à sa disposition par la Charte en vue de renforcer la médiation et ses activités d'appui, et rappelle à ce sujet la résolution 65/283 de l'Assemblée générale, en date du 22 juin 2011, ainsi que le rapport du Secrétaire général en date du 8 avril 2009<sup>342</sup>. Le Conseil encourage en outre les parties concernées à agir de bonne foi lorsqu'elles concourent à tous efforts de prévention et de médiation, y compris ceux entrepris par l'Organisation.

« Le Conseil encourage le Secrétaire général à continuer d'améliorer la cohérence et la consolidation de l'action du système des Nations Unies afin d'optimiser les effets des efforts de prévention entrepris avec célérité par l'Organisation. Il souligne l'importance des informations qu'il reçoit régulièrement à ce sujet et prie en outre le Secrétaire général de poursuivre cette bonne pratique.

« Le Conseil rappelle que toute stratégie globale de prévention des conflits doit notamment comprendre des éléments d'alerte rapide, de déploiement préventif, de médiation, de maintien de la paix, de désarmement concret et de responsabilité, ainsi que des actions de consolidation de la paix au lendemain de tout conflit, et reconnaît que ces éléments sont interdépendants, complémentaires et cumulatifs.

« Le Conseil reconnaît que toute stratégie de prévention des conflits doit appréhender les causes profondes des conflits armés et des crises politiques et sociales dans leur globalité, notamment en favorisant le développement durable, l'élimination de la pauvreté, la réconciliation nationale, la bonne gouvernance, la démocratie, l'égalité des sexes, l'élimination de l'impunité, l'état de droit et le respect et la protection des droits de l'homme.

« Le Conseil encourage le règlement pacifique des différends locaux au moyen d'arrangements régionaux, conformément au Chapitre VIII de la Charte. Il salue les efforts déployés pour renforcer la coopération opérationnelle et institutionnelle entre l'Organisation et les organisations régionales et sous-régionales en matière de prévention des conflits, et réaffirme à cet égard qu'il importe de continuer à renforcer le dialogue stratégique et les partenariats et de promouvoir des échanges de vues et d'informations plus réguliers au niveau opérationnel, afin d'accroître les capacités nationales et régionales relativement aux instruments de la diplomatie préventive, y compris la médiation, la collecte et l'analyse d'informations, l'alerte rapide, la prévention et l'instauration de la paix.

---

<sup>342</sup> S/2009/189.

« Le Conseil entend continuer à renforcer, d'un point de vue stratégique et sur le terrain, ses partenariats avec toutes les autres parties prenantes, notamment l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, la Commission de consolidation de la paix et les institutions financières internationales comme la Banque mondiale. Le Conseil de sécurité entend également continuer à renforcer son partenariat avec les bureaux régionaux des Nations Unies.

« Le Conseil souligne que, pour être efficace, tout cadre de diplomatie préventive compte sur la participation active de la société civile, en particulier des jeunes, et d'autres parties intéressées comme les milieux universitaires et les médias. Il réaffirme par ailleurs le rôle important que les femmes jouent dans la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix et demande de nouveau à ce qu'elles participent, sur un pied d'égalité avec les hommes, à la diplomatie préventive et à ce qu'elles soient représentées dans les processus correspondants et y soient pleinement associées, conformément aux résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009) et 1889 (2009) et aux déclarations de son Président en date des 13<sup>343</sup> et 26 octobre 2010<sup>344</sup>.

« Le Conseil estime qu'il importe de redoubler d'efforts – y compris de renforcer la coordination entre donateurs bilatéraux et multilatéraux concernés – en vue d'apporter en temps voulu un appui financier prévisible et cohérent pour permettre d'utiliser au mieux les instruments de diplomatie préventive, y compris la médiation, tout au long du cycle des conflits.

« Le Conseil attend avec intérêt l'examen que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, ainsi que d'autres entités, notamment les institutions financières internationales, consacreront au rapport du Secrétaire général sur "Les fruits de la diplomatie préventive" et est favorable à l'idée de renforcer les moyens de l'Organisation et de ses partenaires dans le domaine de la diplomatie préventive. »

## **B. Faire avancer la réforme du secteur de la sécurité : perspectives et difficultés rencontrées en Afrique**

### **Décisions**

À sa 6630<sup>e</sup> séance, le 12 octobre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Australie, du Canada, de l'Égypte, de la Finlande, de l'Italie, du Luxembourg, du Maroc, du Pakistan, de la Slovaquie, de la Slovénie et du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Faire avancer la réforme du secteur de la sécurité : perspectives et difficultés rencontrées en Afrique

« Lettre, en date du 7 octobre 2011, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2011/627) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

---

<sup>343</sup> S/PRST/2010/20.

<sup>344</sup> S/PRST/2010/22.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>345</sup> :

« Le Conseil de sécurité rappelle les déclarations de son Président, en date des 20 février 2007<sup>346</sup> et 12 mai 2008<sup>347</sup>, ainsi que le rapport du Secrétaire général intitulé “Assurer la paix et le développement : le rôle des Nations Unies dans l'appui à la réforme du secteur de la sécurité”, en date du 23 janvier 2008<sup>348</sup>, et souligne que des institutions de sécurité efficaces, professionnelles et responsables sont la clef de voûte de la paix et du développement durable. Il est également vrai que la réforme du secteur de la sécurité fait ressortir le fait que l'efficacité, la responsabilité et la bonne gouvernance sont des éléments de la sécurité qui se renforcent mutuellement.

« Le Conseil note que la plus grande partie de l'aide fournie par la communauté internationale dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité est fournie dans les pays d'Afrique, ou à leur intention. En même temps, certains de ces pays deviennent d'importants fournisseurs de cette aide. Le Conseil, se félicitant de cette collaboration intra-africaine, souligne la nécessité d'accorder une plus grande attention à ce qu'est la réforme du secteur de la sécurité dans une optique africaine. Cela suppose notamment une intensification de la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales, ainsi que l'échange de connaissances et de données d'expérience avec les femmes et les membres de la société civile. En concentrant l'action menée dans ce domaine sur les besoins et priorités des populations des pays qui sortent d'un conflit, on renforcera considérablement la légitimité, la viabilité et la durabilité de cette aide.

« Le Conseil est conscient que la réforme du secteur de la sécurité est une entreprise de longue haleine et réaffirme le droit souverain et la responsabilité au premier chef du pays concerné pour ce qui est de choisir sa logique et ses priorités en la matière. Il faut que le pays s'approprie le processus, qui doit puiser sa source dans les besoins particuliers et la situation unique du pays. Pour que la coordination des activités de réforme de ce secteur puisse être bien faite, il faut que l'action s'appuie sur un consensus national et soit mue par le leadership des dirigeants et par la volonté politique d'aller de l'avant. À cet égard, le Conseil souligne qu'il incombe aux États de coordonner l'appui à la réforme du secteur de la sécurité, y compris, mais non uniquement, en créant une vision stratégique, en fixant les paramètres de la réforme, en déterminant où sont les lacunes et quels sont les besoins, en établissant l'ordre des priorités dans les domaines visés par l'aide technique et en évitant qu'il y ait des chevauchements entre les activités des donateurs.

« Le Conseil trouverait bon que les États engagés dans la réforme s'efforcent, tout en tenant compte des limitations imposées par leurs capacités, d'affecter des moyens nationaux à l'action menée pour réformer le secteur de la sécurité de façon à ce que cette réforme soit viable et durable à long terme. À ce propos, il insiste sur l'importance que revêt l'amélioration de la participation des femmes aux débats ayant un rapport avec la prévention et le règlement des conflits, le maintien de la paix et de la sécurité, et il encourage les femmes à participer aux activités des forces armées et des forces de sécurité de leur pays conformément aux dispositions pertinentes du droit international. Il est favorable à la mise sur pied d'un secteur de la sécurité accessible à tous et qui s'adapte aux besoins de tous, y compris les femmes et les autres groupes vulnérables.

« Le Conseil considère que les mécanismes régionaux jouent un rôle central, car ce sont d'importants piliers de toute entreprise multilatérale de réforme du secteur de la sécurité. À cet égard, il salue le partenariat stratégique établi entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour arrêter un plan directeur de la réforme du secteur de la sécurité à l'échelle du continent et se donner les moyens de l'appliquer. Il encourage les autres régions à envisager de nouer de telles alliances en vue de faciliter l'échange de pratiques optimales et d'enseignements tirés de l'expérience, et à mettre sur pied des mécanismes régionaux d'appui à la réforme du

---

<sup>345</sup> S/PRST/2011/19.

<sup>346</sup> S/PRST/2007/3.

<sup>347</sup> S/PRST/2008/14.

<sup>348</sup> S/2008/39.

secteur de la sécurité, avec la participation d'organisations régionales et sous-régionales. Il se rend également compte de l'appui fourni par les acteurs bilatéraux, ainsi que par les acteurs régionaux, dont l'Union européenne, aux activités de réforme du secteur de la sécurité menées en Afrique et à d'autres initiatives menées dans ce domaine en Afrique par des organisations telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté des pays de langue portugaise.

« Le Conseil rappelle les déclarations antérieures de son Président sur la nécessité d'apporter un appui rapide et adéquat dans les domaines prioritaires de la consolidation de la paix, y compris la réforme du secteur de la sécurité, et l'importance que les programmes de réforme menés dans ce domaine revêtent pour la prévention des conflits. Étant donné la persistance de nombreux conflits en Afrique, il rappelle les liens qui existent entre la réforme du secteur de la sécurité et le développement socioéconomique, et souligne que toutes réformes doivent s'inscrire dans le contexte plus général de l'action menée pour consolider la paix. À cet égard, il note l'importance du rôle joué par la Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix dans l'appui apporté à la réforme, y compris dans les pays d'Afrique. Il engage la Commission à continuer de promouvoir la coordination des acteurs du pays et ceux de l'extérieur, entre eux et les premiers avec les seconds, dans les pays inscrits à son ordre du jour.

« Le Conseil insiste sur le fait que l'appui apporté par l'Organisation à la réforme du secteur de la sécurité doit s'inscrire dans le cadre plus vaste de la question de l'état de droit et contribuer au renforcement général des activités qu'elle mène dans ce domaine, ainsi que dans l'action de plus grande envergure consacrée à la reconstruction et au développement. Il faudra pour cela qu'elle continue à coordonner ses activités avec les acteurs du système des Nations Unies, afin de tendre vers une cohérence de plus en plus grande. À ce propos, le Conseil insiste sur le fait qu'il faut que la réforme du secteur de la sécurité soit menée sans jamais perdre de vue le problème de l'impunité.

« Le Conseil constate que le maintien de la paix a beaucoup évolué ces dernières décennies : il s'est transformé d'une activité axée pour l'essentiel sur la surveillance de cessez-le-feu en des opérations multidimensionnelles complexes destinées à mener des activités de consolidation de la paix et à s'attaquer aux causes profondes des conflits. À cet égard, le Conseil relève qu'un nombre croissant de missions de maintien de la paix et de missions politiques spéciales ont pour mandat d'appuyer l'exécution de programmes de réforme du secteur de la sécurité menés par des pays, notamment d'Afrique, y compris en fournissant une assistance stratégique à l'élaboration de plans d'organisation du secteur de la sécurité et des activités de renforcement des capacités des institutions de ce secteur et de celui du maintien de l'ordre dans des domaines essentiels, y compris la formation en matière de droits de l'homme, la protection de l'enfance et la protection contre la violence sexuelle ou à motivation sexiste. Le Conseil souligne la nécessité de continuer, selon que de besoin, de faire une place à part entière aux éléments de la réforme du secteur de la sécurité dans la préparation des opérations des Nations Unies.

« Le Conseil souligne l'importance du rôle qu'a joué l'Organisation en aidant des pays à se doter d'institutions de sécurité durables, et il salue le travail accompli par l'Organisation, en particulier par le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat, y compris le Groupe de la réforme du secteur de la sécurité et l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité, pour bâtir pour la réforme du secteur de la sécurité une démarche toujours plus solide et globale, grâce à l'élaboration de directives et au renforcement des capacités civiles, à la mise en place de mécanismes de coordination et à la collaboration avec les organisations régionales et sous-régionales, en particulier l'Union africaine.

« Le Conseil prie le Secrétaire général de lui présenter, début 2013, une analyse de l'appui apporté par l'Organisation aux réformes du secteur de la sécurité, notamment en Afrique, et de lui faire des recommandations sur les meilleurs moyens de renforcer la démarche globale suivie en la matière, en tenant compte des rapports qui existent entre l'assistance offerte par l'Organisation, d'une part, et, de l'autre, la prévention des conflits et la consolidation de la paix, et compte tenu également des vues des organes et acteurs concernés du système des Nations Unies. »

### **C. Nouveaux défis à la paix et à la sécurité internationales et prévention des conflits**

#### **Décisions**

À sa 6668<sup>e</sup> séance, le 23 novembre 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Nouveaux défis à la paix et à la sécurité internationales et prévention des conflits

« Lettre, en date du 8 novembre 2011, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2011/698) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Yuri Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, à M. António Guterres, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, et à M<sup>me</sup> Margaret Chan, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé.

### **D. Non-prolifération, désarmement et sécurité nucléaires**

#### **Décisions**

À sa 6753<sup>e</sup> séance, le 19 avril 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Non-prolifération, désarmement et sécurité nucléaires

« Lettre, en date du 5 avril 2012, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2012/194) ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, la Présidente a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>349</sup> :

« Le Conseil de sécurité réaffirme que la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales.

« Le Conseil demeure vivement préoccupé par la menace du terrorisme et le risque que des acteurs non étatiques puissent acquérir, mettre au point ou utiliser des armes de destruction massive et leurs vecteurs ou en faire le trafic.

« Le Conseil réaffirme que tous les États Membres doivent s'acquitter pleinement de leurs obligations et honorer intégralement leurs engagements en ce qui concerne la maîtrise des armements, le désarmement et tous les aspects de la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive et de leurs vecteurs.

« Le Conseil réaffirme son attachement aux traités multilatéraux qui visent à éliminer les armes nucléaires, chimiques et biologiques ou à en prévenir la prolifération et rappelle qu'il importe que tous les États parties à ces traités les appliquent dans leur intégralité afin de promouvoir la stabilité internationale.

« Le Conseil réaffirme sa résolution 1540 (2004), selon laquelle les États doivent prendre des mesures efficaces pour empêcher que des acteurs non étatiques acquièrent des armes de destruction massive et leurs vecteurs et mettre en place des dispositifs internes de contrôle destinés à prévenir la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques,

---

<sup>349</sup> S/PRST/2012/14.

de leurs vecteurs et des éléments connexes, prend note des progrès accomplis par les États dans la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004), approuve les travaux menés par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) et, à cet égard, rappelle la résolution 1977 (2011), par laquelle il a prorogé le mandat du Comité pour une durée de 10 ans.

« Le Conseil apprécie l'importance que revêtent les Sommets sur la sécurité nucléaire, tenus à Washington le 13 avril 2010 et à Séoul les 26 et 27 mars 2012, les communiqués issus des Sommets de 2010<sup>350</sup> et de 2012<sup>351</sup>, et le plan de travail arrêté au Sommet de 2010<sup>350</sup>.

« Le Conseil se félicite que les participants au Sommet sur la sécurité nucléaire se soient engagés à prendre des mesures à l'échelle nationale, selon qu'il conviendra, en vue de renforcer la sécurité nucléaire sur le plan interne et à s'employer par le biais de mécanismes bilatéraux et multilatéraux, en particulier l'Agence internationale de l'énergie atomique, à améliorer la sécurité nucléaire, et engage tous les États à adopter des mesures allant dans ce sens.

« Le Conseil réaffirme, dans ce contexte, ses résolutions pertinentes, en particulier la résolution 1887 (2009).

Le Conseil rappelle que les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique sont essentielles pour ce qui est d'empêcher la prolifération nucléaire et de faciliter la coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, et demande à nouveau à tous les États de coopérer pleinement avec l'Agence.

« Le Conseil affirme que l'Agence internationale de l'énergie atomique a une responsabilité fondamentale et joue un rôle central dans le renforcement du dispositif international de sécurité nucléaire, et souscrit au Plan sur la sécurité nucléaire adopté par l'Agence pour la période 2010-2013<sup>352</sup>.

« Le Conseil se félicite de l'adoption du Plan d'action de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur la sûreté nucléaire<sup>353</sup>, rappelle la Conférence ministérielle de l'Agence sur la sûreté nucléaire tenue à Vienne des 20 au 24 juin 2011 et la Réunion de haut niveau sur la sûreté et la sécurité nucléaires convoquée à New York par le Secrétaire général le 22 septembre 2011, et accueille avec intérêt les diverses initiatives internationales prises dans ce domaine.

« Le Conseil souligne l'importance des efforts que déploie la communauté internationale pour établir des centres autonomes d'appui à la sécurité nucléaire et le plan de l'Agence internationale de l'énergie atomique visant à constituer un réseau international de centres de formation et d'appui à la sécurité nucléaire.

« Le Conseil accueille avec satisfaction les nouvelles ratifications de l'Amendement de 2005 à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires<sup>354</sup> et les récentes adhésions à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire<sup>355</sup>.

« Le Conseil souligne l'importance que revêtent les progrès accomplis dans le cadre de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire.

« Le Conseil note les progrès accomplis par le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes et se félicite qu'il ait été décidé que celui-ci poursuivrait ses travaux après 2012.

---

<sup>350</sup> Voir S/2012/207.

<sup>351</sup> S/2012/274, annexe.

<sup>352</sup> Voir Agence internationale de l'énergie atomique, document GOV/2009/54-GC(53)/18.

<sup>353</sup> Voir Agence internationale de l'énergie atomique, document GOV/2011/59-GC(55)/14.

<sup>354</sup> Voir Agence internationale de l'énergie atomique, document GOV/INF/2005/10-GC(49)/INF/6, pièce jointe.

<sup>355</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2445, n° 44004.

« Le Conseil engage les États à participer au programme relatif à la base de données sur le trafic illicite de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

« Le Conseil salue l'action que mène l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) dans le domaine de la lutte contre le trafic illicite de matières nucléaires, notamment grâce à la création de l'Unité de prévention du terrorisme nucléaire et radiologique.

« Le Conseil prend note des efforts que déploie la communauté internationale pour empêcher le financement d'activités liées à la prolifération, et de l'action menée par le Groupe d'action financière.

« Le Conseil se félicite de la création des centres d'excellence de l'Union européenne pour l'atténuation des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.

« Le Conseil demande aux États qui ne l'ont pas encore fait de présenter un premier rapport sur la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) et engage tous les États à fournir, s'il y a lieu ou à la demande du Comité créé par la résolution 1540 (2004), toute information supplémentaire à ce sujet.

« Le Conseil demande à tous les États parties à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires<sup>356</sup> de ratifier l'Amendement à la Convention le plus rapidement possible, les engage à se conformer aux objectifs et aux buts de ce texte jusqu'à son entrée en vigueur, et invite tous les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la Convention et à adopter l'Amendement le plus tôt possible.

« Le Conseil engage tous les États qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et invite les États parties à se consulter pour envisager des mesures visant à assurer une mise en œuvre efficace de la Convention.

« Le Conseil souligne qu'il importe que les États échangent leurs meilleures pratiques en vue d'améliorer les pratiques de sécurité nucléaire visant à réduire le risque de terrorisme nucléaire, dans le but de mettre toutes les matières nucléaires vulnérables à l'abri de tels risques, engage les États à appliquer les dernières recommandations de l'Agence internationale de l'énergie atomique concernant la protection physique des matières et installations nucléaires<sup>357</sup>, préconise l'adoption de mesures visant à sécuriser les sources radioactives, et demande aux États de soutenir le Plan sur la sécurité nucléaire adopté par l'Agence pour la période 2010-2013 et d'apporter des contributions volontaires au Fonds pour la sécurité nucléaire.

« Le Conseil demande à tous les États parties d'améliorer les moyens dont ils disposent pour détecter, décourager et entraver le trafic illicite de matières nucléaires sur l'ensemble de leur territoire, conformément à leur jurisprudence et à leur législation internes et dans le respect du droit international, notamment des obligations juridiques internationales qui leur incombent en la matière, et demande aux États qui sont en mesure de le faire de renforcer les partenariats internationaux et les capacités qui existent dans ce domaine.

« Le Conseil engage les États à prendre sur le plan interne, conformément à leur jurisprudence et à leur législation internes et dans le respect du droit international, toutes les mesures voulues pour renforcer le contrôle des exportations, contrôler l'accès aux transferts intangibles de technologie et aux informations susceptibles d'être utilisées à des fins en rapport avec les armes de destruction massive et leurs vecteurs, empêcher le financement de la prolifération et les transports effectués à des fins de prolifération et sécuriser les matières sensibles.

---

<sup>356</sup> Ibid., vol. 1456, n° 24631.

<sup>357</sup> Voir Agence internationale de l'énergie atomique, document INFCIRC/225/Rev.5.

« Le Conseil engage tous les États à gérer de manière responsable et à réduire au minimum, autant que possible du point de vue technique et économique, l'emploi d'uranium hautement enrichi à des fins civiles, y compris en s'employant à modifier les réacteurs de recherche nucléaires et les procédés de production de radio-isotopes pour que des combustibles et des cibles d'uranium faiblement enrichi puissent être utilisés, en tenant compte de la nécessité d'assurer l'approvisionnement en isotopes médicaux. »

---

## PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE<sup>358</sup>

### A. Questions d'ordre général

#### Décisions

À sa 6633<sup>e</sup> séance, le 19 octobre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Bénin à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Paix et sécurité en Afrique

« Piraterie dans le golfe de Guinée

« Lettre, en date du 17 octobre 2011, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2011/644) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Mahamane Touré, Commissaire chargé des affaires politiques, de la paix et de la sécurité de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et à M<sup>me</sup> Florentina Adenike Ukonga, Secrétaire exécutive adjointe de la Commission du golfe de Guinée.

À sa 6645<sup>e</sup> séance, le 31 octobre 2011, le Conseil a examiné la question intitulée « Paix et sécurité en Afrique ».

#### Résolution 2018 (2011) du 31 octobre 2011

*Le Conseil de sécurité,*

*Vivement préoccupé* par la menace que les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée font peser sur la navigation internationale, la sécurité et le développement économique des États de la région,

*Rappelant* sa déclaration à la presse du 30 août 2011 sur les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée<sup>359</sup>,

*Préoccupé* par la menace que les actes de piraterie et les vols à main armée en mer font peser sur la sécurité des gens de mer et d'autres personnes, notamment lorsqu'ils sont retenus en otage, et vivement préoccupé par la violence exercée par les pirates et les personnes impliqués dans les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée,

*Affirmant son attachement* à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des États du golfe de Guinée et de leurs voisins,

*Affirmant* que les dispositions de la présente résolution s'appliquent à la seule situation dans le golfe de Guinée,

---

<sup>358</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2007 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>359</sup> SC/10372.



*Affirmant également* que le droit international, tel que codifié dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982<sup>360</sup>, en particulier en ses articles 100, 101 et 105, définit le cadre juridique de la lutte contre la piraterie et les vols à main armée en mer, ainsi que celui des autres activités maritimes,

*Notant* que les instruments juridiques internationaux applicables prescrivent aux parties d'ériger en infraction le fait de s'emparer de tout navire ou de toute plate-forme fixe ou d'en exercer le contrôle par la force ou sous la menace de la force ou de toute autre forme d'intimidation, d'établir leur compétence à l'égard de ces infractions, et de poursuivre ou d'extrader aux fins de poursuite les responsables ou les personnes soupçonnées d'avoir commis ces infractions,

*Soulignant* qu'il importe de trouver une solution globale au problème de la piraterie et des vols à main armée commis dans le golfe de Guinée,

*Notant* l'action menée par les États du golfe de Guinée pour trouver une solution à ce problème, notamment l'instauration de patrouilles maritimes conjointes et les activités dirigées par le Nigéria et le Bénin au large des côtes béninoises,

*Notant également* qu'il est nécessaire que l'aide internationale s'inscrive dans le cadre d'une stratégie globale visant à soutenir les efforts nationaux et régionaux afin d'aider les États de la région à lutter contre les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée,

*Saluant* la contribution apportée par plusieurs États Membres et organisations internationales en faveur du secteur maritime, notamment pour la sécurité, le renforcement des capacités et les opérations conjointes menées par les États du golfe de Guinée,

*Soulignant* qu'il convient de coordonner l'action menée au niveau régional pour élaborer une stratégie globale visant à lutter contre la menace que posent les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée,

*Notant* que les États de la région doivent jouer un rôle moteur à cet égard, avec le soutien des organisations régionales,

1. *Condamne* tous les actes de piraterie et vols à main armée commis au large des côtes des États du golfe de Guinée ;

2. *Se félicite* qu'il soit prévu de convoquer un sommet des chefs d'État du golfe de Guinée afin de réfléchir à une riposte globale dans la région et encourage les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et de la Commission du golfe de Guinée à définir une stratégie globale, comprenant notamment :

a) L'élaboration de législations et de réglementations nationales, là où il n'en existe pas, pour ériger en infraction les actes de piraterie et les vols à main armée en mer ;

b) La mise au point d'un cadre régional de lutte contre les actes de piraterie et les vols à main armée en mer, prévoyant notamment la mise en commun d'informations et des mécanismes de coordination des opérations dans la région ;

c) L'élaboration de législations et réglementations nationales ou leur renforcement, selon que de besoin, pour mettre en œuvre les accords internationaux relatifs à la sûreté et à la sécurité de la navigation, conformément au droit international ;

3. *Engage* les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et de la Commission du golfe de Guinée à lutter contre les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée, par une action concertée, en instaurant des patrouilles maritimes bilatérales ou régio-

---

<sup>360</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1834, n° 31363.

nales, dans le respect du droit international applicable, et prie les États concernés de prendre les mesures qui conviennent pour faire en sorte que les activités qu'ils mèneront en application de la présente résolution n'aient pas pour conséquence de priver des navires d'États tiers de la liberté de navigation en haute mer ni du droit de passage innocent dans les eaux territoriales, ou d'en entraver l'exercice ;

4. *Prie* les États, agissant en coopération avec les compagnies de transport maritime, les compagnies d'assurance et l'Organisation maritime internationale, de veiller à ce que les navires battant leur pavillon reçoivent les informations et les directives appropriées dans le contexte du golfe de Guinée concernant les techniques d'évitement, d'évasion et de défense à adopter et les mesures à prendre en cas d'attaque ou de menace d'attaque dans les eaux du golfe de Guinée ;

5. *Prie* les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et de la Commission du golfe de Guinée, avec les États du pavillon et les États de nationalité des victimes et des auteurs d'actes de piraterie ou de vols à main armée en mer, à coopérer pour poursuivre les auteurs présumés, notamment les personnes qui facilitent et financent les actes de piraterie et les vols à main armée commis au large des côtes du golfe de Guinée, conformément au droit international applicable, y compris le droit des droits de l'homme ;

6. *Engage* la communauté internationale à aider, à leur demande, les États concernés de la région, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Commission du golfe de Guinée et les autres organisations et organismes compétents à renforcer l'action qu'ils mènent pour lutter contre la piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée ;

7. *Se félicite* que le Secrétaire général ait l'intention de déployer une mission d'évaluation des Nations Unies qui serait chargée d'examiner la menace que représentent les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée et de chercher le meilleur moyen de s'attaquer au problème, et attend avec intérêt de recevoir le rapport de cette mission et ses recommandations sur la question ;

8. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6645<sup>e</sup> séance.*

### Décision

À sa 6674<sup>e</sup> séance, le 5 décembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de Djibouti (Président), de l'Éthiopie (Premier Ministre), du Kenya (Ministre des affaires étrangères), de l'Ouganda et de la Somalie (Président) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Paix et sécurité en Afrique ».

### Résolution 2023 (2011) du 5 décembre 2011

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président sur la situation en Somalie et le différend frontalier entre Djibouti et l'Érythrée, en particulier les résolutions 751 (1992) du 24 avril 1992, 1844 (2008) du 20 novembre 2008, 1862 (2009) du 14 janvier 2009, 1907 (2009) du 23 décembre 2009, 1916 (2010) du 19 mars 2010, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2002 (2011) du 29 juillet 2011, et les déclarations en date du 12 juin 2008<sup>361</sup> et des 15 mai<sup>362</sup> et 9 juillet 2009<sup>363</sup>,

<sup>361</sup> S/PRST/2008/20.

<sup>362</sup> S/PRST/2009/15.

<sup>363</sup> S/PRST/2009/19.

*Réaffirmant son attachement* à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique et à l'unité de la Somalie, de Djibouti et de l'Érythrée, respectivement, ainsi que de tous les autres États de la région,

*Réaffirmant son soutien sans faille* au processus de paix de Djibouti et à la Charte fédérale de transition, qui définissent le cadre d'une solution politique durable en Somalie, et saluant l'Accord de Kampala du 9 juin 2011 et la feuille de route adoptée le 6 septembre 2011,

*Engageant* tous les États de la région à régler leurs différends de manière pacifique et à normaliser leurs relations en vue d'ouvrir la voie à une paix et à une sécurité durables dans la Corne de l'Afrique, et encourageant ces États à offrir la coopération nécessaire à l'Union africaine dans le cadre de l'action qu'elle mène en vue de régler ces différends,

*Réaffirmant* qu'il est gravement préoccupé par le différend frontalier entre l'Érythrée et Djibouti et qu'il importe de le régler, demandant à l'Érythrée de continuer de collaborer de bonne foi avec Djibouti à l'application rigoureuse de l'accord du 6 juin 2010<sup>364</sup>, conclu sous les auspices du Qatar, pour régler leur différend frontalier et consolider la normalisation de leurs relations, et se félicitant des démarches de médiation entreprises par le Qatar et de la participation soutenue des acteurs régionaux, de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations Unies,

*Prenant note* de la lettre, en date du 6 octobre 2011, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Djibouti auprès de l'Organisation des Nations Unies<sup>365</sup> l'informant de l'évasion de deux prisonniers de guerre djiboutiens d'une prison érythréenne, tout en constatant que le Gouvernement érythéen a jusqu'à présent nié détenir des prisonniers de guerre djiboutiens,

*Exprimant la vive inquiétude* que lui inspirent les conclusions du rapport du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée, en date du 18 juillet 2011<sup>366</sup>, indiquant que l'Érythrée a continué de fournir un soutien politique et financier, un entraînement et un appui logistique à des groupes d'opposition armés, notamment Al-Chabab, qui s'emploient à saper la paix, la sécurité et la stabilité en Somalie et dans la région,

*Condamnant* l'attentat terroriste planifié en janvier 2011 en vue de saboter le sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, ainsi qu'il ressort des conclusions du rapport du Groupe,

*Prenant note* de la décision prise par l'Union africaine lors de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement, tenue en janvier 2010, et du communiqué publié à l'issue de la réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, qui s'est tenue le 8 janvier 2010, saluant l'adoption par le Conseil de sécurité de l'Organisation, le 23 décembre 2009, de la résolution 1907 (2009), qui impose des sanctions à l'Érythrée au motif qu'elle fournit notamment un soutien politique, financier et logistique à des groupes armés qui s'emploient à saper l'effort de paix et de réconciliation en Somalie ainsi que la stabilité de la région, soulignant qu'il faut s'employer énergiquement à appliquer efficacement la résolution 1907 (2009) et déclarant son intention d'imposer des sanctions ciblées contre certaines personnes et entités qui correspondent aux critères de désignation énoncés au paragraphe 15 de la résolution 1907 (2009) et au paragraphe 8 de la résolution 1844 (2008),

*Notant* la décision prise à l'issue de la dix-huitième réunion extraordinaire au sommet de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, lui demandant de prendre des mesures pour veiller à ce que l'Érythrée cesse ses activités de déstabilisation dans la Corne de l'Afrique<sup>367</sup>,

*Prenant note* de la lettre, en date du 20 octobre 2011, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Érythrée auprès de l'Organisation des Nations Unies, contenant une réponse au rapport du Groupe<sup>368</sup>,

---

<sup>364</sup> S/2010/291, pièce jointe.

<sup>365</sup> S/2011/617.

<sup>366</sup> S/2011/433.

<sup>367</sup> Voir S/2011/434, annexe.

<sup>368</sup> S/2011/652.

*Condamnant fermement* tous actes de l'Érythrée qui mettent en péril la paix, la sécurité et la stabilité dans la région et demandant à tous les États Membres de respecter pleinement les dispositions du régime d'embargo sur les armes imposé en vertu du paragraphe 5 de la résolution 733 (1992), en date du 23 janvier 1992, tel que développé et modifié par ses résolutions ultérieures,

*Considérant* que le non-respect par l'Érythrée des résolutions 1844 (2008), 1862 (2009) et 1907 (2009) et ses actions qui sapent l'effort de paix et de réconciliation en Somalie et dans la région de la Corne de l'Afrique, ainsi que le différend opposant Djibouti et l'Érythrée, constituent une menace à la paix et à la sécurité internationales,

*Sachant* que la Charte des Nations Unies lui confère la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Condamne* les violations de ses résolutions 1844 (2008), 1862 (2009) et 1907 (2009) commises par l'Érythrée, qui continue de fournir un soutien à des groupes d'opposition armés, notamment Al-Chabab, s'employant à saper l'effort de paix et de réconciliation en Somalie et dans la région ;

2. *Souscrit* à l'appel que l'Union africaine a adressé à l'Érythrée afin qu'elle règle ses différends frontaliers avec ses voisins, engage les parties à régler pacifiquement leurs différends, à normaliser leurs relations et à promouvoir la paix et la sécurité durables dans la Corne de l'Afrique et les encourage à apporter à l'Union africaine le concours dont elle a besoin dans l'action qu'elle a entreprise pour régler les différends ;

3. *Réaffirme* que tous les États Membres, y compris l'Érythrée, doivent respecter pleinement les dispositions du régime d'embargo sur les armes imposé en vertu du paragraphe 5 de la résolution 733 (1992), tel que développé et modifié par les résolutions ultérieures ;

4. *Réaffirme également* que l'Érythrée doit se conformer sans plus tarder à l'ensemble des dispositions de la résolution 1907 (2009) et souligne que tous les États ont l'obligation de se conformer aux mesures prescrites par ladite résolution ;

5. *Note* que l'Érythrée a retiré ses forces à la suite du déploiement d'observateurs qatariens dans les zones contestées situées le long de la frontière avec Djibouti, demande à l'Érythrée d'entamer des pourparlers constructifs avec Djibouti en vue de résoudre le différend frontalier et réaffirme son intention de prendre de nouvelles mesures ciblées contre ceux qui font obstacle à la mise en œuvre de la résolution 1862 (2009) ;

6. *Exige* de l'Érythrée qu'elle communique toutes informations disponibles concernant les combattants djiboutiens portés disparus depuis les accrochages qui ont eu lieu du 10 au 12 juin 2008 afin que les personnes intéressées puissent constater la présence de prisonniers de guerre djiboutiens et leur état de santé ;

7. *Exige également* de l'Érythrée qu'elle cesse de chercher, directement ou indirectement, à déstabiliser des États, notamment en fournissant à des groupes armés un soutien financier, militaire ou en matière de renseignement, ou une assistance autre que militaire, telle que l'accès à des centres et camps d'entraînement et installations similaires, la délivrance de passeports, la prise en charge des frais de subsistance ou la facilitation des voyages ;

8. *Demande* à tous les États, en particulier aux États de la région, afin d'assurer le strict respect de l'embargo sur les armes décrété aux paragraphes 5 et 6 de la résolution 1907 (2009), de faire inspecter sur leur territoire, y compris dans leurs ports maritimes et aéroports, conformément à leur jurisprudence et à leur législation internes et dans le respect du droit international, tous les chargements à destination ou en provenance de l'Érythrée s'ils disposent d'informations donnant des motifs raisonnables de croire que ces chargements contiennent des articles dont la fourniture, la vente, le transfert ou l'exportation sont interdits en vertu des paragraphes 5 ou 6 de la résolution 1907 (2009), et rappelle les obligations énoncées aux paragraphes 8 et 9 de ladite résolution concernant la découverte d'articles interdits par les paragraphes 5 et 6 de celle-ci et le paragraphe 5 de la résolution 733 (1992), tel que développé et modifié par les résolutions ultérieures ;

9. *Déclare* son intention d'imposer des sanctions ciblées contre les personnes et entités qui répondent aux critères de désignation énoncés au paragraphe 15 de la résolution 1907 (2009) et au paragraphe 1 de la résolution 2002 (2011) et prie le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) d'examiner d'urgence les propositions d'inscription sur la liste présentées par les États Membres ;

10. *Condamne* le recours à la « taxe de la diaspora » imposée à la diaspora érythréenne par le Gouvernement érythréen en vue de déstabiliser la région de la Corne de l'Afrique ou de violer les dispositions des résolutions pertinentes, dont les résolutions 1844 (2008), 1862 (2009) et 1907 (2009), notamment son utilisation pour financer des achats d'armes et de matériel connexe destinés à des groupes d'opposition armés ou fournir des services et transférer des fonds, directement ou indirectement, à ces groupes, comme l'a indiqué le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée dans les conclusions de son rapport du 18 juillet 2011<sup>366</sup> et décide que l'Érythrée doit mettre un terme à ces pratiques ;

11. *Décide* que l'Érythrée doit cesser d'avoir recours à l'extorsion, à la menace de la violence, à la fraude et à d'autres moyens illicites de percevoir des impôts en dehors de l'Érythrée auprès de ses nationaux ou d'autres personnes d'origine érythréenne, décide en outre que les États doivent prendre les mesures appropriées, dans le respect du droit international, pour que les individus qui se trouvent sur leur territoire et agissent, officiellement ou non, au nom du Gouvernement érythréen ou du Front populaire pour la démocratie et la justice en violation des interdictions énoncées dans le présent paragraphe et de leur législation soient tenus d'en rendre compte, et engage les États à prendre toutes les dispositions voulues, conformément à leur droit interne et aux instruments pertinents du droit international, notamment la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961<sup>369</sup> et la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963<sup>370</sup>, pour empêcher ces individus de contribuer à la commission d'autres violations ;

12. *Se déclare préoccupé* par le fait que le secteur minier érythréen peut servir de source de financement pour déstabiliser la région de la Corne de l'Afrique, ainsi qu'il ressort du rapport final du Groupe<sup>366</sup>, et engage l'Érythrée à faire preuve de transparence en ce qui concerne ses finances publiques, notamment en coopérant avec le Groupe, afin de montrer que le produit des activités minières n'est pas utilisé pour violer les dispositions des résolutions pertinentes, notamment les résolutions 1844 (2008), 1862 (2009) et 1907 (2009) ainsi que la présente résolution ;

13. *Décide* que les États, afin d'empêcher que les fonds provenant du secteur minier érythréen contribuent aux violations des dispositions des résolutions 1844 (2008), 1862 (2009), 1907 (2009) ou de la présente résolution, devront prendre des mesures appropriées pour que leurs nationaux, les personnes relevant de leur juridiction et les sociétés créées sur leur territoire ou relevant de leur juridiction qui commercent dans ce secteur en Érythrée fassent preuve de vigilance, notamment en publiant des lignes directrices sur le devoir de diligence, et prie, à cet égard, le Comité de mettre au point, avec l'aide du Groupe, des lignes directrices dont pourront se servir les États Membres ;

14. *Demande instamment* à tous les États d'instituer des principes de diligence raisonnable afin de prévenir la prestation de services financiers, notamment d'assurance ou de réassurance, ou le transfert vers, par ou depuis leur territoire, à ou par des nationaux ou entités relevant de leur juridiction (y compris les filiales à l'étranger) ou des personnes ou institutions financières se trouvant sur leur territoire, de tous fonds, autres actifs ou ressources économiques si ces services, actifs ou ressources, notamment les nouveaux investissements dans le secteur minier, peuvent contribuer à la violation des résolutions pertinentes par l'Érythrée, notamment les résolutions 1844 (2008), 1862 (2009) et 1907 (2009) ainsi que la présente résolution ;

15. *Demande* à tous les États de lui rendre compte dans les cent vingt jours des mesures qu'ils auront prises pour mettre en œuvre les dispositions de la présente résolution ;

---

<sup>369</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, n° 7310.

<sup>370</sup> *Ibid.*, vol. 596, n° 8638.

16. *Décide* d'élargir encore le mandat du Groupe reconduit par la résolution 2002 (2011) au suivi de la mise en œuvre des mesures prévues dans la présente résolution, à l'établissement de rapports à ce sujet et aux tâches définies ci-dessous :

a) Aider le Comité à surveiller l'application des mesures prévues aux paragraphes 10 à 14 de la présente résolution, notamment en lui transmettant toute information relative aux violations ;

b) Examiner toute information ayant trait au paragraphe 6 de la présente résolution qui devrait être portée à l'attention du Comité ;

17. *Demande instamment* à tous les États, aux organismes des Nations Unies compétents et aux autres parties intéressées de coopérer pleinement avec le Comité et le Groupe, notamment en fournissant toute information à leur disposition sur la mise en œuvre des mesures édictées dans les résolutions 1844 (2008) et 1907 (2009) ainsi que dans la présente résolution, en particulier les violations de leurs dispositions ;

18. *Affirme* qu'il gardera à l'examen les actions de l'Érythrée et se tient prêt à ajuster les mesures qu'il a prises, notamment en les renforçant, en les modifiant ou en les levant, en fonction du respect par l'Érythrée des dispositions des résolutions 1844 (2008), 1862 (2009) et 1907 (2009) ainsi que de la présente résolution ;

19. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport dans les cent quatre-vingts jours sur le respect par l'Érythrée des dispositions des résolutions 1844 (2008), 1862 (2009) et 1907 (2009) ainsi que de la présente résolution ;

20. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à la 6674<sup>e</sup> séance  
par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions  
(Chine et Fédération de Russie).*

### Décisions

À sa 6709<sup>e</sup> séance, le 26 janvier 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Mali, du Niger et du Tchad à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Paix et sécurité en Afrique

« Lettre, en date du 17 janvier 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/42) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. B. Lynn Pascoe, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 6741<sup>e</sup> séance, le 26 mars 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « Paix et sécurité en Afrique ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>371</sup> :

« Le Conseil de sécurité suit de près l'état de la sécurité et la situation humanitaire dans la région du Sahel, et est régulièrement tenu informé de ces questions.

« Le Conseil est gravement préoccupé par l'insécurité et la dégradation rapide de la situation humanitaire dans la région du Sahel, que viennent compliquer la présence de groupes armés et de groupes terroristes et leurs activités, ainsi que la prolifération d'armes en provenance de la région et d'ailleurs, qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité des

---

<sup>371</sup> S/PRST/2012/7.

États de la région. Il prie les autorités nationales et les organisations internationales, régionales et sous-régionales de prendre d'urgence des mesures pour faire aboutir l'action concertée qu'elles mènent pour régler ces problèmes de manière efficace et constructive.

« Le Conseil condamne fermement le fait que certains éléments des forces armées maliennes aient pris par la force le pouvoir détenu par le Gouvernement malien élu démocratiquement et rappelle à ce sujet sa déclaration à la presse du 22 mars 2012<sup>372</sup>. Il condamne les actes auxquels se sont livrés les soldats mutinés contre le Gouvernement élu démocratiquement et exige d'eux qu'ils mettent fin à la violence et regagnent leurs casernes. Il demande le rétablissement de l'ordre constitutionnel et la tenue des élections comme prévu initialement.

« Le Conseil condamne les attaques déclenchées et commises par les groupes rebelles contre des forces du Gouvernement malien et demande aux rebelles de mettre fin à la violence et de rechercher un règlement pacifique à la faveur du dialogue politique qui s'impose.

« Le Conseil souligne que la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Mali doivent être sauvegardées et respectées.

« Le Conseil s'inquiète de l'état fragile de la sécurité et de la situation humanitaire dans la région et constate qu'il est aggravé par la sécheresse, la pénurie d'aliments et le retour de milliers de rapatriés entraîné par la crise libyenne et d'autres crises qui frappent la région.

« Le Conseil a appris que des millions d'habitants de la région du Sahel souffraient de cette crise qui a poussé des milliers de personnes à émigrer vers des pays voisins moins touchés.

« Le Conseil salue l'action entreprise conjointement par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat et d'autres organismes des Nations Unies pour fournir une aide humanitaire et appeler l'attention de la communauté internationale sur l'ampleur du problème dans la région du Sahel. Il a été informé qu'il était proposé de nommer un coordonnateur régional de haut niveau des secours humanitaires.

« Le Conseil salue les programmes d'urgence mis en place par les autorités des pays de la région, qui sont l'expression de la responsabilité première qu'elles assument face à la situation. Il accueille avec satisfaction les initiatives prises par les organisations régionales et sous-régionales comme l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et l'action menée jusqu'ici par les partenaires bilatéraux et multilatéraux, en vue d'aider les pays du Sahel à atténuer la crise alimentaire et nutritionnelle régionale. Il engage la communauté internationale à apporter son soutien au règlement de la crise au Mali et dans la région du Sahel en se fondant sur une stratégie intégrée visant à répondre aux besoins immédiats et aux besoins à long terme dans les domaines de la sécurité, du développement et des questions humanitaires. »

À sa 6745<sup>e</sup> séance, le 4 avril 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Mali à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Paix et sécurité en Afrique ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>373</sup> :

« Le Conseil de sécurité réitère sa ferme condamnation de la prise par la force par certains éléments des forces armées maliennes du pouvoir détenu par le Gouvernement malien élu démocratiquement et rappelle à ce sujet sa déclaration à la presse du 22 mars 2012<sup>372</sup> et celle de son Président en date du 26 mars 2012<sup>371</sup>. Il demande aux mutins de

---

<sup>372</sup> SC/10590.

<sup>373</sup> S/PRST/2012/9.

garantir la sûreté et la sécurité de toutes les personnalités officielles maliennes et exige la libération immédiate de celles qui sont détenues. Il réitère son appel au rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel et du Gouvernement élu démocratiquement ainsi qu'à la poursuite du processus électoral.

« Le Conseil soutient les efforts de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui a émis des communiqués les 27 et 29 mars 2012, et salue l'action menée par le Président Blaise Compaoré, en sa qualité de facilitateur de la Communauté, pour favoriser le retour complet de l'autorité civile et le rétablissement effectif de l'ordre constitutionnel au Mali. Il salue également les efforts déployés par le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et l'Union africaine à cet égard et prend note du fait que les mutins ont annoncé le rétablissement de l'ordre constitutionnel à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012. Il attend des mutins qu'ils prennent immédiatement des mesures pour mettre en œuvre cet engagement et suivra de près l'évolution de la situation.

« Le Conseil condamne fermement les attaques et les pillages ainsi que la prise de territoire menés par des groupes rebelles dans le nord du Mali et exige l'arrêt immédiat des hostilités. Il est alarmé par la présence dans la région du groupe terroriste Al-Qaida au Maghreb islamique, qui pourrait conduire à une déstabilisation accrue des conditions de sécurité. Il demande aux rebelles de cesser immédiatement toute violence et exhorte toutes les parties au Mali à s'employer à trouver une solution pacifique grâce au dialogue politique. Il souligne l'importance que revêtent la sécurité des civils et le respect des droits de l'homme.

« Le Conseil réaffirme la nécessité de préserver et de respecter la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Mali.

« Le Conseil redit la vive préoccupation que lui inspirent l'insécurité et la détérioration rapide de la situation humanitaire dans la région du Sahel.

« Le Conseil rend hommage à l'action des organisations humanitaires présentes sur le terrain et demande à toutes les parties au Mali de permettre l'acheminement sans entrave et en toute sécurité de l'aide humanitaire aux civils qui en ont besoin, en application du droit international, y compris les dispositions applicables du droit international humanitaire, et dans le respect des principes directeurs concernant l'aide humanitaire d'urgence. Il demande une mobilisation accrue de la communauté internationale pour appuyer l'action humanitaire.

« Le Conseil exprime sa préoccupation face au risque que représentent les combats pour les sites maliens inscrits au patrimoine mondial.

« Le Conseil prie le Secrétaire général de le tenir informé de l'évolution de la situation au Mali, selon qu'il conviendra, et restera saisi de la question. »

À sa 6798<sup>e</sup> séance, le 5 juillet 2012, le Conseil a examiné la question intitulée « Paix et sécurité en Afrique ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Kadré Désiré Ouédraogo, Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

#### **Résolution 2056 (2012) du 5 juillet 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* les déclarations de son Président, en date des 26 mars<sup>371</sup> et 4 avril 2012<sup>373</sup>, ainsi que ses déclarations à la presse sur le Mali en date des 22 mars<sup>372</sup>, 9 avril<sup>374</sup> et 18 juin 2012<sup>375</sup>,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Mali,

---

<sup>374</sup> SC/10603.

<sup>375</sup> SC/10676.



*Condamnant* la prise par la force, le 22 mars 2012, par certains éléments des forces armées maliennes, du pouvoir détenu par le Gouvernement malien élu démocratiquement et saluant les efforts faits par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union africaine, et la coopération des pays voisins et d'autres pays de la région, pour aider à rétablir l'ordre constitutionnel au Mali,

*Prenant note* des mesures encourageantes prises par le Mali en vue du rétablissement de l'ordre constitutionnel, y compris la signature, le 6 avril 2012, de l'accord-cadre pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel sous les auspices du Président Blaise Compaoré du Burkina Faso, médiateur de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest,

*Réaffirmant son plein appui* à la médiation entreprise par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union africaine, et se félicitant de ce que le Secrétaire général continue d'user de ses bons offices, notamment par l'intermédiaire de son Représentant spécial pour l'Afrique de l'Ouest,

*Insistant* sur la nécessité d'une concertation étroite et permanente entre les autorités de transition, les acteurs politiques et la société civile au Mali autour des différents défis auxquels le pays doit faire face,

*Soulignant* la nécessité de renforcer l'autorité du pouvoir civil sur les forces armées maliennes,

*Réaffirmant sa ferme condamnation* des attaques lancées par des groupes rebelles contre les forces armées et les civils maliens,

*Réaffirmant son rejet catégorique* des déclarations du Mouvement national pour la libération de l'Azawad relatives à une prétendue « indépendance » du nord du Mali et réaffirmant en outre qu'il considère de telles annonces comme étant nulles et non avenues,

*Se disant vivement préoccupé* par l'insécurité et la détérioration rapide de la situation humanitaire dans la région du Sahel, que viennent compliquer la présence de groupes armés et de groupes terroristes et leurs activités, ainsi que la prolifération d'armes en provenance de la région et d'ailleurs, qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité des États de la région,

*Se déclarant gravement préoccupé* par la menace terroriste croissante dans le nord du Mali et la région, due à la présence de membres d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, et réaffirmant que le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations constitue l'une des menaces les plus graves contre la paix et la sécurité et que tous les actes de terrorisme, quels qu'ils soient, sont criminels et injustifiables, quels qu'en soient les motivations, le moment ou les auteurs,

*Se déclarant préoccupé* par la multiplication des enlèvements et des prises d'otages auxquels se livrent des groupes terroristes dans le but de lever des fonds ou d'obtenir des concessions politiques et affirmant la nécessité de régler ce problème,

*Se déclarant profondément préoccupé* par la détérioration de la situation humanitaire au Mali et le flux croissant de déplacés et de réfugiés, prenant acte de l'appui humanitaire fourni au Mali et aux pays voisins par les pays de la région et les partenaires internationaux et renouvelant les appels qu'il adresse à la communauté internationale afin qu'elle se mobilise davantage pour appuyer l'action humanitaire et à toutes les parties maliennes afin qu'elles permettent un acheminement impartial, neutre, intégral et sans entrave de l'aide humanitaire,

*Condamnant fermement* la profanation, la dégradation et la destruction de sites de caractère sacré, historique ou culturel, en particulier ceux désignés comme étant des sites du patrimoine mondial par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, notamment dans la cité de Tombouctou, mais pas exclusivement,

*Prenant note* des conclusions de la réunion du Groupe de soutien et de suivi sur la situation au Mali, tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire) le 7 juin 2012<sup>376</sup>, du communiqué du Conseil de paix et

---

<sup>376</sup> S/2012/466, pièce jointe.

de sécurité de l'Union africaine du 12 juin 2012<sup>377</sup> et des communiqués de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest des 3 mai et 29 juin 2012,

*Constatant* que la situation au Mali menace la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

### **Rétablissement de l'ordre constitutionnel**

1. *Exprime son plein soutien* aux efforts que déploient la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union africaine au Mali, avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies, et les encourage à continuer d'œuvrer au rétablissement de l'ordre constitutionnel en coordination étroite avec les autorités de transition du Mali ;

2. *Invite* toutes les parties prenantes du pays à créer les conditions de nature à permettre aux autorités de transition d'exercer pleinement leurs missions premières et de pourvoir au rétablissement intégral et à la sauvegarde de l'ordre constitutionnel ;

3. *Constate* que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest n'a pas reconnu le Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État comme entité légale de la transition, décide de la dissolution dudit Comité et exige, par ailleurs, de ses membres qu'ils s'abstiennent de toute ingérence dans les affaires politiques et dans l'action des autorités de transition ;

4. *Exhorte* tous les membres des forces armées maliennes à respecter l'ordre constitutionnel, la tutelle civile et les droits de l'homme ;

5. *Condamne dans les termes les plus énergiques* l'agression perpétrée le 21 mai 2012 contre le Président par intérim du Mali, M. Dioncounda Traoré, demande que les auteurs de cette agression soient traduits en justice, appuie, à cet égard, la création annoncée d'une commission d'enquête malienne et invite toutes les parties prenantes maliennes à renoncer à tous agissements contraires à la loi et à tous actes de harcèlement et de violence et à appuyer l'action des autorités de transition ;

6. *Prend note* de la décision de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union africaine d'appliquer des sanctions ciblées au Mali et se réserve le droit d'envisager des mesures appropriées, s'il y a lieu ;

7. *Appelle* au retour à Bamako en toute sécurité et le plus tôt possible du Président par intérim, M. Dioncounda Traoré, et à la garantie de sa sécurité ;

8. *Exprime son appui* aux autorités de transition du Mali, dirigées par le Président par intérim et le Premier Ministre de la transition, et décide que les autorités de transition élaboreront, dans le cadre d'une concertation sans exclusive associant les forces politiques et la société civile, y compris les représentants légitimes des régions du nord, et avec l'appui de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et d'autres partenaires internationaux, une feuille de route définissant les actions à mener pacifiquement durant la transition pour assurer la consolidation des institutions du Mali, notamment la réorganisation et la restructuration des forces de défense et de sécurité maliennes, le rétablissement de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national et l'organisation d'une élection présidentielle libre, transparente et régulière dans un délai de douze mois à compter de la signature de l'accord-cadre pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel ;

### **Intégrité territoriale du Mali**

9. *Exige* des groupes rebelles présents dans le nord du Mali qu'ils mettent complètement et immédiatement fin aux hostilités sans conditions ;

---

<sup>377</sup> S/2012/478, pièce jointe.

10. *Appelle* tous les groupes présents dans le nord du Mali, y compris le Mouvement national pour la libération de l’Azawad, Ansar Dine et les combattants étrangers présents sur le sol malien, à renoncer à toutes affiliations incompatibles avec la paix, la sécurité, l’état de droit et l’intégrité territoriale du Mali ;

11. *Exprime son appui* aux efforts que déploient les autorités de transition du Mali avec l’appui de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest, de l’Union africaine, des pays voisins, d’autres pays de la région et de l’Organisation, dans le but de trouver une solution pacifique à la situation dans le nord du Mali, dans le respect de la souveraineté, de l’unité et de l’intégrité territoriale du pays, et appelle les groupes rebelles maliens à engager, à cette fin, le dialogue politique voulu avec les autorités de transition du Mali ;

12. *Prie* le Secrétaire général de fournir un appui aux initiatives de médiation en cours, notamment en ayant recours aux bons offices de son Représentant spécial pour l’Afrique de l’Ouest ;

13. *Appelle* toutes les parties présentes dans le nord du Mali à mettre fin à toutes les violations des droits de l’homme et du droit international humanitaire, condamne en particulier les attaques ciblées contre la population civile, les violences sexuelles, l’enrôlement et l’utilisation d’enfants soldats et les déplacements forcés, rappelle, à cet égard, toutes ses résolutions ayant trait aux femmes et à la paix et à la sécurité, au sort des enfants en temps de conflit armé et à la protection des civils en période de conflit armé et souligne que les auteurs de violations seront traduits en justice ;

14. *Exige* de toutes les parties au Mali qu’elles veillent à ce que l’aide humanitaire parvienne intégralement aux personnes qui en ont besoin, en toute célérité et sécurité et exige en outre de toutes les parties et de tous les groupes armés qu’ils prennent les dispositions nécessaires pour garantir la sûreté et la sécurité du personnel, du matériel et des fournitures humanitaires, en application du droit international, y compris les dispositions applicables du droit humanitaire, du droit des droits de l’homme et du droit des réfugiés ;

15. *Prend note* de la politique de coopération que pratiquent les États voisins, dont l’Algérie, le Burkina Faso, la Mauritanie et le Niger, en ouvrant leurs frontières aux réfugiés et en facilitant l’acheminement du personnel, du matériel et des fournitures humanitaires, et encourage ces États à maintenir cette politique et à contribuer, là où ils le peuvent, à la stabilisation de la situation ;

16. *Souligne* que les attaques contre des bâtiments à caractère religieux ou des monuments historiques peuvent constituer une violation du droit international au regard du Protocole additionnel II aux Conventions de Genève de 1949<sup>378</sup> et du Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>379</sup> auquel le Mali est partie et exhorte toutes les parties au Mali à prendre immédiatement les mesures voulues pour assurer la protection des sites maliens inscrits au patrimoine mondial ;

#### **Appui à la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest en matière de sécurité**

17. *Prend note* de la demande que lui ont adressée la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest et l’Union africaine afin qu’il autorise le déploiement d’une force de stabilisation de la Communauté pour accompagner le processus politique au Mali, aider à sauvegarder l’intégrité territoriale du pays et contribuer à lutter contre le terrorisme ;

18. *Se déclare prêt* à examiner plus avant la demande de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest dès qu’il aura obtenu davantage de précisions sur les objectifs, les moyens et les modalités du déploiement envisagé et d’autres mesures possibles, encourage à cet égard les autorités de transition maliennes, la Commission de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest, la Commission de l’Union africaine et les pays de la région à coopérer

---

<sup>378</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1125, n° 17513.

<sup>379</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2187, n° 38544.

étroitement pour dégager des options détaillées et demande en outre au Secrétaire général d'aider la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Commission de l'Union africaine à arrêter ces options détaillées ;

### **Lutte contre le terrorisme**

19. *Réaffirme* qu'il condamne catégoriquement Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui y sont associés pour les actes d'enlèvement et les multiples actes terroristes qu'ils ne cessent de perpétrer dans le but de provoquer la mort de civils innocents et d'autres victimes, de détruire des biens et de porter gravement atteinte à la stabilité, notamment dans le nord du Mali et la région du Sahel ;

20. *Demande instamment* à tous les groupes rebelles présents au Mali de ne pas s'associer, sous quelque forme que ce soit, à Al-Qaida au Maghreb islamique et de combattre la menace que représentent les groupes terroristes au Mali, rappelle à cet égard que le fait de concourir à financer, à organiser, à faciliter, à préparer ou à exécuter des actes ou activités du réseau Al-Qaida, en association avec celui-ci, sous son nom ou pour son compte, ou le fait de les soutenir ; le fait de fournir, de vendre ou de transférer des armes et du matériel connexe à Al-Qaida ; et le fait de recruter pour le compte d'Al-Qaida, ou de soutenir, de toute autre manière, des actes ou activités du réseau Al-Qaida ou de toute cellule, filiale ou émanation ou tout groupe dissident de celui-ci sont des actes ou activités qui indiquent que telle personne, tel groupe, telle entreprise ou entité est associé à Al-Qaida, et demande en outre à tous les États Membres de s'acquitter strictement des obligations mises à leur charge par la résolution 1989 (2011), en date du 17 juin 2011 ;

21. *Demande* aux États Membres d'envisager et de prendre des mesures pour empêcher la prolifération d'armes et de matériel connexe de tous types dans la région du Sahel, en particulier de systèmes portables de défense antiaérienne, conformément à sa résolution 2017 (2011) du 31 octobre 2011 ;

22. *Engage* les États Membres à soutenir l'entreprise de réforme des forces de sécurité maliennes et à en renforcer les capacités, en vue d'améliorer la tutelle démocratique sur les forces armées, de rétablir l'autorité de l'État malien sur l'ensemble du territoire national, de sauvegarder l'unité et l'intégrité territoriale du Mali et d'éloigner la menace que représentent Al-Qaida au Maghreb islamique et les groupes qui y sont affiliés ;

23. *Engage* les États du Sahel et du Maghreb à intensifier la coopération et la coordination interrégionales en vue de prendre toutes les dispositions nécessaires pour arrêter des stratégies de lutte contre les activités d'Al-Qaida au Maghreb islamique et d'endiguer la progression de ses éléments et des groupes qui y sont affiliés dans les régions du Sahel et du Maghreb, y compris par la répression de la contrebande d'armes, de véhicules, de carburant et d'autres biens servant à approvisionner Al-Qaida au Maghreb islamique et les groupes qui y sont affiliés ;

24. *Souligne* que les sanctions constituent un outil important prévu par la Charte des Nations Unies pour maintenir et rétablir la paix et la sécurité internationales, insiste à cet égard sur la nécessité d'une stricte mise en œuvre des mesures prévues au paragraphe 1 de la résolution 1989 (2011), en tant qu'outil essentiel de la lutte contre le terrorisme, et demande à tous les États Membres de communiquer au Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) les noms des personnes, groupes, entreprises et entités qui sont associés à Al-Qaida, notamment dans la région du Sahel et plus particulièrement dans le nord du Mali ;

### **Appui de l'Organisation des Nations Unies aux efforts de médiation**

25. *Prie* le Secrétaire général d'appuyer les efforts déployés par les acteurs régionaux et internationaux au Mali, en ayant recours, le cas échéant, aux bons offices de son Représentant spécial, notamment en apportant son concours aux travaux du Groupe de soutien et de suivi sur la situation au Mali ;

26. *Reconnaît* l'importante contribution que les femmes peuvent apporter à la prévention des conflits, à la consolidation de la paix et à la médiation, exhorte tous les acteurs de la crise au

Mali à prendre des mesures pour accroître le nombre de femmes associées à la médiation et souligne l'importance que revêt la création de conditions propices à la participation et à l'auto-nomisation des femmes, à toutes les étapes du processus de médiation ;

### **Présentation d'un rapport**

27. *Demande* au Secrétaire général de lui présenter, d'ici au 31 juillet 2012, un rapport sur la situation au Mali et la mise en œuvre de la présente résolution, les mesures qui pourraient être prises pour rétablir pleinement et effectivement l'ordre constitutionnel et l'intégrité territoriale du Mali, y compris les options détaillées mentionnées au paragraphe 18 de la présente résolution, qui auront été dégagées de concert par la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Commission de l'Union africaine et les pays de la région, avec l'appui de l'Organisation, et les moyens d'améliorer la coordination internationale ;

### **Stratégie intégrée de l'Organisation des Nations Unies pour le Sahel**

28. *Prie* le Secrétaire général d'arrêter et de mettre en œuvre, en consultation avec les organisations régionales, une stratégie intégrée de l'Organisation pour la région du Sahel touchant les questions de sécurité, de gouvernance, de développement et de droits de l'homme et les questions humanitaires, notamment en y associant le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, et lui demande de le tenir informé, d'ici au 15 septembre 2012, des progrès qui auront été accomplis ;

29. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6798<sup>e</sup> séance.*

### **B. Impact de la criminalité transnationale organisée sur la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel**

#### **Décisions**

À sa 6717<sup>e</sup> séance, le 21 février 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Algérie, de l'Australie, du Bénin (Ministre d'État chargé de la défense nationale), du Brésil, du Burkina Faso, du Canada, de la Côte d'Ivoire, de l'Égypte, de la Finlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, du Mali, de la Mauritanie, du Nigéria, de la Norvège, de l'Ouganda, du Sénégal, du Soudan, de la Tunisie et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Paix et sécurité en Afrique

« Impact de la criminalité transnationale organisée sur la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel

« Lettre, en date du 17 janvier 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/42)

« Lettre, en date du 8 février 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Togo auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2012/83) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Yuri Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Francisco Caetano José Madeira, Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine en charge de la coopération contre le terrorisme, et à M<sup>me</sup> Helga Schmid, Secrétaire générale adjointe du Service européen pour l'action extérieure.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>380</sup> :

« Le Conseil de sécurité réaffirme que, conformément à la Charte des Nations Unies, c'est à lui qu'incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

« Le Conseil se déclare préoccupé par les graves menaces qui pèsent sur la paix et la stabilité internationales dans différentes régions du monde, en particulier en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel, en raison de la criminalité transnationale organisée, y compris les trafics d'armes et de drogue, la piraterie et les vols à main armée en mer, et du terrorisme, qui entretient, dans certains cas, des liens de plus en plus étroits avec la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogue. Il attire l'attention sur le fait que ces menaces internationales grandissantes, en particulier en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel, contribuent à affaiblir la gouvernance, le développement social et économique et la stabilité, et à compliquer la fourniture de l'aide humanitaire, tout en menaçant de réduire à néant les avancées accomplies dans la région en matière de consolidation de la paix.

« Le Conseil se déclare également très préoccupé par la multiplication des actes de violence perpétrés par des groupes armés dans la région, phénomène qui est exacerbé par la prolifération d'armes provenant de la région même ou d'ailleurs, qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité des États, rappelle dans ce contexte sa résolution 2017 (2011) ainsi que ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président sur les répercussions des menaces transnationales susmentionnées et accueille favorablement les initiatives régionales, comme la Convention sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes adoptée par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

« Le Conseil sait qu'il importe de mener une action à l'échelle de tout le système des Nations Unies afin d'apporter une réponse cohérente et coordonnée aux menaces transnationales susmentionnées, y compris par l'emploi des meilleures pratiques et l'échange des expériences positives acquises dans des initiatives pertinentes menées dans d'autres régions du monde, comme l'Initiative du Pacte de Paris<sup>381</sup>.

« Le Conseil note avec inquiétude que les menaces susmentionnées risquent de remettre en cause la sécurité des pays inscrits à son ordre du jour, notamment ceux qui sortent d'un conflit, et invite l'Organisation des Nations Unies et les États Membres à coordonner leurs mesures de lutte contre ces menaces. Il encourage les efforts internationaux de renforcement des capacités à long terme et les initiatives régionales. À cet égard, il salue l'important travail accompli par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et invite le Directeur exécutif de l'Office à continuer d'aider les États de la région, en collaboration avec les autres entités compétentes des Nations Unies, et demande à l'Office de lui faire rapport selon qu'il conviendra.

« Le Conseil prie les États qui ne l'ont pas encore fait de ratifier ou d'appliquer les conventions internationales pertinentes, comme la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972<sup>382</sup>, la Convention sur les substances psychotropes de 1971<sup>383</sup>, la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988<sup>384</sup>, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée de 2000 et les protocoles additionnels y relatifs<sup>385</sup> et la Convention des Nations Unies contre la corruption de 2003<sup>386</sup>.

---

<sup>380</sup> S/PRST/2012/2.

<sup>381</sup> Voir S/2003/641, annexe.

<sup>382</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 976, n° 14152.

<sup>383</sup> Ibid., vol. 1019, n° 14956.

<sup>384</sup> Ibid., vol. 1582, n° 27627.

<sup>385</sup> Ibid., vol. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

<sup>386</sup> Ibid., vol. 2349, n° 42146.

« Le Conseil prend note du concours apporté par les acteurs bilatéraux et multilatéraux, notamment l'Union européenne, l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, à la lutte contre la criminalité transnationale organisée et invite la communauté internationale et les organismes des Nations Unies à renforcer leur coopération avec les organisations régionales et les initiatives telles que la Conférence régionale sur l'impunité, la justice et les droits de l'homme en Afrique de l'Ouest, tenue à Bamako des 2 au 4 décembre 2011, la Conférence ministérielle des États africains riverains de l'océan Atlantique, la Réunion ministérielle du G-8 sur le trafic transatlantique de cocaïne, tenue à Paris les 9 et 10 mai 2011, et le Symposium transatlantique sur le démantèlement des réseaux illicites transnationaux, tenu à Lisbonne des 17 au 19 mai 2011.

« Le Conseil rend hommage aux États et aux dirigeants de l'Afrique de l'Ouest et de la région du Sahel pour les initiatives et les mesures importantes qu'ils ont adoptées, à l'échelle nationale et régionale, en vue de contrer la menace que représente la criminalité organisée dans leur région. Il prie instamment les États de la région de soutenir le Plan d'action révisé de l'Union africaine sur la lutte contre la drogue et la prévention du crime (2007-2012) et le Plan d'action régional de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour répondre au problème croissant du trafic illicite de drogues, de la criminalité organisée et de l'usage illicite de drogues en Afrique de l'Ouest (2008-2011) et de reconduire le Plan d'action régional au-delà de 2012. Il les engage également à appuyer l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest. Il prie la communauté internationale de continuer à s'associer à ces activités, notamment le contrôle des frontières.

« Le Conseil réaffirme son attachement au droit international et à la Charte, de même qu'à un ordre international fondé sur l'état de droit et le droit international, qui doivent sous-tendre la coopération entre les États dans la lutte contre ces problèmes communs, contribuant ainsi au maintien de la paix et de la sécurité internationales. À cet égard, il souligne qu'il est nécessaire d'appliquer les accords internationaux pertinents et de renforcer la coopération internationale, régionale et transnationale, notamment pour donner aux institutions judiciaires et aux organes de sécurité les moyens de mener des enquêtes et de traduire en justice, selon qu'il conviendra, les personnes et entités responsables de ces crimes.

« Le Conseil invite le Secrétaire général à prendre en compte ces menaces dans les stratégies de prévention des conflits, l'analyse des conflits, l'évaluation et la planification des missions intégrées et l'appui à la consolidation de la paix, et à envisager de présenter dans ses rapports, une analyse du rôle joué par ces menaces dans les situations inscrites à son ordre du jour aux fins de renforcer les activités coordonnées et complémentaires menées par les organismes compétents des Nations Unies, et lui demande de le saisir de recommandations précises sur les moyens par lesquels le Conseil pourrait s'attaquer au problème de la criminalité transnationale organisée, en particulier du trafic de drogue en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel, en tenant compte des vues des États Membres, des expériences récentes menées sur le terrain et de la teneur de la présente déclaration. »

---

## **COOPÉRATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LES ORGANISATIONS RÉGIONALES ET SOUS-RÉGIONALES AUX FINS DU MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES<sup>387</sup>**

### **Décisions**

À sa 6702<sup>e</sup> séance, le 12 janvier 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Éthiopie, du Kenya (Ministre des affaires étrangères) et du Nigéria à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

---

<sup>387</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2007 des résolutions et décisions sur cette question.

« Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Renforcement des relations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales, en particulier l'Union africaine, aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine dans le domaine de la paix et de la sécurité (S/2011/805)

« Lettre, en date du 4 janvier 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2012/13)

« Lettre, en date du 9 janvier 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2012/20) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ramtane Lamamra, Commissaire à la paix et à la sécurité de la Commission de l'Union africaine.

### **Résolution 2033 (2012) du 12 janvier 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* toutes ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président qui soulignent combien il importe d'établir des partenariats efficaces entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales, en particulier l'Union africaine, conformément à la Charte des Nations Unies et aux textes pertinents des organisations régionales et sous-régionales,

*Réaffirmant* la responsabilité principale qui lui incombe en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales,

*Réaffirmant également* que la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales pour ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité, conformément au Chapitre VIII de la Charte, peut améliorer la sécurité collective,

*Considérant* que les organisations régionales sont bien placées pour appréhender les causes des conflits armés du fait de leur connaissance de la région, ce qui peut être utile à la prévention ou au règlement de ces conflits,

*Soulignant* l'intérêt qu'il y aurait à nouer des partenariats efficaces avec les organisations régionales et sous-régionales, afin de pouvoir intervenir dès le début des différends ou dès qu'apparaissent de nouvelles crises et de renforcer le rôle de l'Organisation dans la prévention des conflits,

*Rappelant* ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1894 (2009) du 11 novembre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 et le fait qu'il tient à ce qu'elles soient appliquées intégralement et effectivement, réaffirmant le rôle important que jouent les femmes en matière de médiation, de prévention et de règlement pacifique des conflits et de consolidation de la paix, ainsi qu'il ressort de la déclaration de sa Présidente, en date du 28 octobre 2011<sup>388</sup>, et réaffirmant également l'importance de la prévention de la violence sexuelle et de la protection contre celle-ci,

*Réaffirmant* ses résolutions 1379 (2001) du 20 novembre 2001, 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 relatives à la protection des enfants dans les conflits armés, encourageant les initiatives prises dans le cadre des organisations

---

<sup>388</sup> S/PRST/2011/20.



et des mécanismes régionaux et sous-régionaux pour assurer la protection des enfants touchés par les conflits armés, et encourageant également l'intégration continue de la question de la protection de l'enfance dans leurs activités de sensibilisation, politiques et programmes,

*Se félicitant* de la contribution croissante de l'Union africaine aux initiatives tendant à régler les conflits sur le continent africain, exprimant son soutien aux initiatives de paix conduites par l'Union africaine et par l'intermédiaire des organisations sous-régionales africaines et soulignant, conformément à l'Article 54 de la Charte, que les organisations régionales et sous-régionales doivent, en tout temps, le tenir pleinement au courant de ces initiatives de manière globale et coordonnée,

*Rappelant* l'Acte constitutif de l'Union africaine<sup>389</sup> et son protocole portant création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, et exprimant son soutien à l'architecture africaine de paix et de sécurité qui se met actuellement en place,

*Constatant* les progrès accomplis en matière de coopération entre l'Organisation et l'Union africaine et soulignant qu'il importe de renforcer encore la coopération et de nouer, conformément au Chapitre VIII de la Charte, un partenariat efficace avec le Conseil de paix et de sécurité pour concourir à rendre celui-ci à même de faire face aux défis communs de la sécurité collective en Afrique,

*Considérant* qu'il importe de renforcer les moyens des organisations régionales et sous-régionales en matière de prévention des conflits, de gestion des crises et de stabilisation au lendemain de conflits,

*Considérant également* que l'un des principaux obstacles que rencontrent les organisations régionales, en particulier l'Union africaine, s'agissant de s'acquitter efficacement de leurs mandats en matière de maintien de la paix et de la sécurité régionales, est celui de la mobilisation de ressources prévisibles, durables et souples,

*Notant avec satisfaction* la collaboration entre le mécanisme des bons offices du Secrétaire général, notamment ses Représentants spéciaux, et l'Union africaine dans le domaine de la prévention des conflits,

*Se félicitant* de la contribution du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine au renforcement de la coordination et de la coopération entre l'Organisation et l'Union africaine,

*Prenant note avec satisfaction* de l'action entreprise par le Secrétariat de l'Organisation et la Commission de l'Union africaine pour élaborer des lignes directrices communes en vue de définir un cadre pour la médiation en Afrique, le but étant de rendre le partenariat entre l'Organisation et l'Union africaine plus cohérent lorsque celles-ci mènent des initiatives de médiation communes,

*Se félicitant* de l'appui que l'Organisation fournit à l'Union africaine dans le domaine du maintien de la paix, notamment aux efforts faits par l'Union africaine pour formuler des politiques, définir une orientation et élaborer des programmes de formation en particulier dans les domaines de la réforme du secteur de la sécurité, de la reconstruction après les conflits et de la protection des civils, y compris le problème de la violence sexuelle en période de conflit armé,

*Notant* qu'il est nécessaire de procéder à une analyse détaillée des enseignements tirés de la coopération concrète entre l'Organisation et l'Union africaine, en particulier en ce qui concerne l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et la Mission de l'Union africaine en Somalie, conscient qu'il faut tirer parti de ces enseignements, et conscient également qu'il est utile qu'il coordonne avec le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine les politiques et stratégies en la matière,

*Prenant note* du rapport du Président de la Commission de l'Union africaine sur le partenariat entre l'Organisation et l'Union africaine dans le domaine de la paix et de la sécurité en

---

<sup>389</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2158, n° 37733.

Afrique intitulé « Rapport du Président de la Commission sur le partenariat entre l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la paix et de la sécurité : Vers une plus grande cohérence stratégique et politique »<sup>390</sup>,

*Se félicitant* du rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation et l'Union africaine dans le domaine de la paix et de la sécurité<sup>391</sup>,

1. *Se déclare résolu* à prendre des mesures efficaces pour resserrer encore les relations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales, en particulier l'Union africaine, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies;

2. *Encourage* l'intervention continue des organisations régionales et sous-régionales dans le règlement pacifique des différends, notamment grâce à la prévention des conflits, à l'instauration de la confiance et aux efforts de médiation;

3. *Encourage* les organisations régionales et sous-régionales à renforcer et à accroître leur coopération, notamment pour renforcer leurs capacités respectives, en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales;

4. *Réaffirme* qu'il importe d'établir des relations plus efficaces entre le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et lui-même, notamment dans les domaines de la prévention, du règlement et de la gestion des conflits, et de l'aide électorale, et s'agissant des bureaux régionaux de prévention des conflits;

5. *Prend note* des conceptions stratégiques respectives du partenariat entre l'Union africaine et l'Organisation telles qu'elles figurent dans le rapport du Secrétaire général<sup>391</sup> et du Président de la Commission de l'Union africaine<sup>390</sup>, et souligne que l'action commune et concertée qu'il mène avec le Conseil de paix et de sécurité en matière de paix et de sécurité devrait reposer sur leurs pouvoirs, leurs compétences et leurs capacités respectives;

6. *Encourage* l'amélioration de l'interaction, de la consultation et de la coordination régulières, selon que de besoin, entre le Conseil de paix et de sécurité et lui-même sur des questions d'intérêt commun;

7. *Souligne* qu'il importe de mener une action internationale concertée face aux causes des conflits, est conscient de la nécessité de mettre au point des stratégies efficaces à long terme et souligne que tous les organes et institutions des Nations Unies doivent appliquer des stratégies préventives et prendre des mesures dans leurs domaines de compétence respectifs pour aider les États Membres et les organisations régionales à éradiquer la pauvreté, renforcer la coopération et l'aide au développement et promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

8. *Réaffirme* qu'il incombe à tous les États Membres de régler les différends et les conflits conformément à la Charte et demande à la communauté internationale d'appuyer les efforts engagés par l'Union africaine et les organisations sous-régionales visant le règlement pacifique des différends et des conflits conformément à la Charte;

9. *Prie* le Secrétaire général de tenir des consultations étroites avec l'Union africaine et les communautés économiques régionales, ainsi qu'avec des partenaires internationaux, sur les questions liées à la paix et à la sécurité en Afrique, en particulier dans les domaines de la prévention et du règlement des conflits;

10. *Est conscient* de l'importance du rôle des bons offices du Secrétaire général en Afrique et engage le Secrétaire général à continuer de recourir à la médiation aussi souvent que possible pour aider à régler les conflits de manière pacifique, en travaillant en étroite coordination avec l'Union africaine et les organisations sous-régionales à cet égard, selon que de besoin;

---

<sup>390</sup> S/2012/20, annexe I.

<sup>391</sup> S/2011/805.

11. *Demande* au Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine de poursuivre ses efforts visant à renforcer la coopération entre le Secrétariat de l'Organisation et la Commission de l'Union africaine, y compris dans le domaine de la médiation, et souligne qu'il importe d'accélérer la mise en œuvre, en étroite consultation avec les autres partenaires internationaux, du Programme décennal Organisation des Nations Unies-Union africaine de renforcement des capacités de l'Union africaine de 2006 qui est principalement axé sur la paix et la sécurité, en particulier la mise en place de l'architecture africaine de paix et de sécurité, à titre de contribution importante à la prévention des conflits sur le continent africain ;

12. *Réaffirme* le rôle crucial joué par les femmes dans la prévention et le règlement des conflits, les négociations de paix, la consolidation de la paix, le maintien de la paix, l'action humanitaire et la reconstruction après les conflits, et souligne que l'Organisation et l'Union africaine doivent veiller à ce que les questions liées à la participation des femmes et à la prise en compte de la problématique hommes-femmes soient pleinement intégrées dans tous les efforts menés par les deux organisations pour assurer la paix et la sécurité, notamment grâce à la création des capacités nécessaires ;

13. *Prie instamment* le Secrétaire général de continuer à veiller à ce que le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique et les organismes des Nations Unies qui travaillent avec le Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique apportent un appui coordonné à l'Union africaine ;

14. *Se félicite* des contacts réguliers entre le Secrétariat de l'Organisation et la Commission de l'Union africaine, dans le cadre de l'Équipe spéciale conjointe Organisation des Nations Unies-Union africaine chargée des questions de paix et de sécurité, encourage l'Équipe à continuer de mettre l'accent sur les questions stratégiques et les problèmes propres aux différents pays du continent africain qui présentent un intérêt pour les deux organisations et demande à l'Équipe d'examiner les moyens de renforcer la coopération entre l'Organisation et l'Union africaine en ce qui concerne la prévention des conflits en Afrique et de lui fournir, après ses réunions, des informations actualisées ;

15. *Appuie* la poursuite de l'interaction entre le Secrétariat de l'Organisation et la Commission de l'Union africaine pour promouvoir l'échange d'information et, si besoin est, coordonner la préparation de recommandations, notamment par le biais d'évaluations conjointes, le cas échéant, afin d'aider le Conseil de paix et de sécurité et lui-même à élaborer des positions et des stratégies cohérentes ;

16. *Appuie également* la tenue de réunions d'information régulières par des hauts fonctionnaires de l'Organisation à l'intention du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et par l'Union africaine à l'intention de l'Organisation, qui constituent une contribution importante au renforcement des consultations, des échanges d'information et de la communication entre les deux organes sur des questions d'intérêt commun ;

17. *Décide*, en consultation avec le Conseil de paix et de sécurité, de mettre au point de nouveaux moyens de renforcer les relations entre les deux Conseils, notamment en accroissant l'efficacité des réunions consultatives annuelles, en tenant des consultations en temps opportun et en organisant des missions sur le terrain conduites en collaboration par les deux Conseils, selon qu'il conviendra, en vue d'élaborer des cadres et des stratégies cohérentes, au cas par cas, pour faire face aux situations de conflit en Afrique ;

18. *Décide également* d'assurer le suivi des communiqués des réunions consultatives annuelles des deux Conseils, notamment dans le cadre de son Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique ;

19. *Souligne* la nécessité de rendre plus prévisible, durable et souple le financement des organisations régionales lorsqu'elles entreprennent des missions de maintien de la paix sous mandat des Nations Unies ;

20. *Réaffirme* qu'il appartient aux organisations régionales de mobiliser les ressources humaines, financières, logistiques et autres dont elles ont besoin, notamment grâce aux contri-

butions versées par leurs membres et à l'appui de leurs partenaires, se félicite de l'appui financier précieux fourni par les partenaires de l'Union africaine à ses opérations de maintien de la paix, y compris par le biais de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, et invite tous les partenaires à maintenir leur appui ;

21. *Prie* le Secrétaire général, en consultation avec l'Union africaine, de procéder à une analyse détaillée des enseignements tirés de la coopération pratique entre l'Organisation et l'Union africaine, en particulier en ce qui concerne l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ainsi que la Mission de l'Union africaine en Somalie, afin d'améliorer la coordination selon qu'il conviendra ;

22. *Prie également* le Secrétaire général de faire, selon que de besoin, dans les rapports qu'il lui présente périodiquement, le bilan de la coopération entre l'Organisation et les organisations régionales et sous-régionales concernées ;

23. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6702<sup>e</sup> séance.*

---

## LA SITUATION EN LIBYE<sup>392</sup>

### Décisions

À sa 6606<sup>e</sup> séance, le 30 août 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « La situation en Libye ».

À sa 6620<sup>e</sup> séance, le 16 septembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Libye

« Lettre, en date du 15 septembre 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2011/578) ».

### Résolution 2009 (2011) du 16 septembre 2011

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de la Libye,

*Réaffirmant* ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité,

*Rappelant* sa décision de saisir le Procureur de la Cour pénale internationale de la situation en Libye et l'importance de la coopération pour que les auteurs de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et les complices d'attaques dirigées contre la population civile, soient amenés à répondre de leur actes,

---

<sup>392</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois, durant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 juillet 2011, des résolutions et décisions sur cette question.

*Condamnant fermement* toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire en vigueur, notamment celles qui prennent la forme d'exécutions sommaires et de recours à la violence contre des civils, ou d'arrestations et de détentions arbitraires, en particulier de migrants africains et de membres des communautés minoritaires,

*Condamnant de même fermement* la violence sexuelle, en particulier à l'égard des femmes et des filles, et l'enrôlement et l'utilisation d'enfants dans les conflits armés, en violation du droit international applicable,

*Considérant* que le retour volontaire et durable des réfugiés et des déplacés sera un facteur déterminant pour la consolidation de la paix en Libye,

*Soulignant* que la prise en main et la responsabilité nationales sont cruciales pour l'instauration d'une paix durable, et que c'est aux autorités nationales qu'il incombe au premier chef d'arrêter leurs propres priorités et stratégies de consolidation de la paix au lendemain de tout conflit,

*Rappelant* la lettre, en date du 7 septembre 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général<sup>393</sup> et se félicitant de son intention de déployer pour une période initiale, à la demande des autorités libyennes, du personnel placé sous la direction d'un Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye,

*Prenant note* de la lettre, en date du 14 septembre 2011, adressée au Secrétaire général par M. Mahmoud Jibril, Premier Ministre du Conseil national de transition de la Libye<sup>394</sup>,

*Exprimant sa reconnaissance* à l'Envoyé spécial du Secrétaire général en Libye, M. Abdel-Elah Mohamed al-Khatib, pour les efforts qu'il fait afin de trouver une solution durable et pacifique en Libye,

*Réaffirmant* que l'Organisation des Nations Unies devrait prendre la direction de l'action de la communauté internationale pour appuyer la transition et la reconstruction conduites par les Libyens, le but étant de créer une Libye démocratique, indépendante et unie, saluant le concours apporté en ce sens par la réunion de haut niveau des organisations régionales organisée le 26 août 2011 par le Secrétaire général et la Conférence de Paris sur la Libye du 1<sup>er</sup> septembre 2011, et saluant également l'action de l'Union africaine, de la Ligue des États arabes, de l'Union européenne et de l'Organisation de la coopération islamique,

*Inquiet* de la prolifération des armes en Libye et des conséquences possibles sur la paix et la sécurité régionales,

*Rappelant* ses résolutions 1970 (2011) du 26 février 2011 et 1973 (2011) du 17 mars 2011,

*Redisant sa volonté* de faire en sorte que les avoirs gelés en application des résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011) soient mis aussitôt que possible à la disposition du peuple libyen et utilisés à son profit, accueillant avec satisfaction les mesures prises par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) et les États Membres à cet égard, et soulignant qu'il importe de débloquer ces avoirs de façon transparente et responsable conformément aux besoins et aux désirs du peuple libyen,

*Conscient* de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui est assignée par la Charte des Nations Unies,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte et prenant des mesures au titre de son Article 41,

1. *Prend note* des événements survenus en Libye, se félicite de l'amélioration de la situation dans le pays et attend avec espoir que la stabilité s'y instaure ;

---

<sup>393</sup> S/2011/542.

<sup>394</sup> S/2011/578, annexe.

2. *Attend avec intérêt* la mise en place d'un gouvernement de transition libyen représentatif et sans exclusive, et fait valoir que la période de transition doit être ancrée dans l'attachement à la démocratie, à la bonne gouvernance, à l'état de droit et au respect des droits de l'homme ;
3. *Souligne* qu'il importe de favoriser la participation égale et entière des femmes et des minorités à la concertation sur le processus politique au lendemain du conflit ;
4. *Se félicite* des déclarations du Conseil national de transition appelant à l'unité, à la réconciliation nationale et à la justice et demandant aux Libyens de toutes croyances et origines de s'abstenir de représailles, y compris de détenir arbitrairement des personnes ;
5. *Encourage* le Conseil national de transition à réaliser ses projets visant à :
  - a) Protéger la population libyenne, à rétablir les services publics et à allouer les fonds appartenant à la Libye de manière ouverte et transparente ;
  - b) Prévenir toutes nouvelles atteintes aux droits de l'homme et violations du droit international humanitaire, et à mettre fin à l'impunité ;
  - c) Garantir un processus politique sans exclusive fondé sur la concertation en vue de parvenir à un accord sur une constitution et de tenir des élections libres et régulières ;
  - d) Assurer la sécurité des nationaux étrangers en Libye, en particulier ceux qui ont été menacés, maltraités ou placés en détention ; et
  - e) Prévenir la prolifération de missiles sol-air portables, d'armes légères et de petit calibre, et à honorer les obligations qui incombent à la Libye en vertu du droit international d'assurer le contrôle et la non-prolifération des armements ;
6. *Prend note* des appels lancés par le Conseil national de transition à éviter les représailles, notamment contre les travailleurs migrants ;
7. *Engage* les autorités libyennes à défendre et à protéger les droits de l'homme, y compris ceux des personnes appartenant à des groupes vulnérables, et à s'acquitter de leurs obligations en vertu du droit international, y compris du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, et demande que les personnes responsables de violations, y compris de violences sexuelles, aient à rendre des comptes conformément aux normes internationales ;
8. *Exhorte* les autorités libyennes à garantir la protection du personnel et des locaux des représentations diplomatiques conformément à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961<sup>395</sup> ;
9. *Se dit résolu* à aider le peuple libyen à réaliser ces objectifs et engage tous les États Membres à porter assistance au peuple libyen, selon qu'il convient ;
10. *Exhorte* tous les États Membres à coopérer étroitement aux efforts que déploient les autorités libyennes pour mettre fin à l'impunité, en application des obligations internationales de la Libye ;
11. *Engage* les autorités libyennes à respecter les obligations internationales de la Libye, y compris celles qui sont inscrites dans la Charte des Nations Unies, conformément au droit international, et engage en outre les autorités libyennes à honorer les contrats et les obligations existants, conformément à la présente résolution et aux autres résolutions pertinentes, ainsi qu'aux lois applicables à ces contrats et obligations ;

#### **Mandat des Nations Unies**

12. *Décide* de créer pour une période initiale de trois mois une Mission d'appui des Nations Unies en Libye, dirigée par un Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye,

---

<sup>395</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, n° 7310.

et décide en outre que la Mission sera mandatée pour épauler et soutenir les efforts faits par la Libye afin :

- a) De rétablir l'ordre et la sécurité publics et de promouvoir l'état de droit ;
- b) D'entamer une concertation politique sans exclusive, d'encourager la réconciliation nationale et de lancer la rédaction de la constitution et le processus électoral ;
- c) D'étendre l'autorité de l'État, notamment en renforçant les institutions responsabilisées qui commencent à se constituer et en rétablissant les services publics ;
- d) De défendre et de protéger les droits de l'homme, notamment ceux des personnes appartenant à des groupes vulnérables, et d'appuyer la justice transitionnelle ;
- e) De prendre les mesures immédiates voulues pour relancer l'économie ; et
- f) De coordonner l'appui qui pourrait le cas échéant être demandé à d'autres intervenants multilatéraux et bilatéraux ;

### **Embargo sur les armes**

13. *Décide* que la mesure imposée par le paragraphe 9 de la résolution 1970 (2011) ne s'appliquera pas non plus à la fourniture, à la vente ou au transfert à la Libye :

- a) D'armement et de matériel connexe de tout type, y compris toute assistance technique ou formation, et toute aide financière ou autre, ayant pour but exclusif l'aide aux autorités libyennes pour la sécurité ou le désarmement, avec notification préalable au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011), s'il n'y a pas de décision négative de ce dernier dans les cinq jours ouvrés suivant la notification ;
- b) D'armes de petit calibre, d'armes légères et d'équipements connexes, exportés temporairement en Libye et destinés à l'usage exclusif du personnel des Nations Unies, des représentants des médias, du personnel humanitaire et de développement et du personnel associé, avec notification préalable au Comité, s'il n'y a pas de décision négative de ce dernier dans les cinq jours ouvrés suivant la notification ;

### **Gel des avoirs**

14. *Décide* que la Libyan National Oil Corporation (Compagnie pétrolière nationale libyenne) et la Zueitina Oil Company ne seront plus soumises au gel des avoirs et autres mesures imposées aux paragraphes 17, 19, 20 et 21 de la résolution 1970 (2011) et au paragraphe 19 de la résolution 1973 (2011) ;

15. *Décide également* de modifier comme indiqué ci-après les mesures imposées aux paragraphes 17, 19, 20 et 21 de la résolution 1970 (2011) et au paragraphe 19 de la résolution 1973 (2011) en ce qui concerne la Banque centrale de Libye, la Libyan Arab Foreign Bank, la Libyan Investment Authority (Autorité libyenne d'investissement) et le Libyan Africa Investment Portfolio :

- a) Les fonds, autres avoirs financiers et ressources économiques des entités mentionnées plus haut dans le présent paragraphe qui se trouvent hors de Libye et sont gelés à la date de la présente résolution en application des mesures imposées au paragraphe 17 de la résolution 1970 (2011) ou au paragraphe 19 de la résolution 1973 (2011) resteront gelés par les États sauf s'ils font l'objet d'une dérogation aux termes des paragraphes 19, 20 ou 21 de ladite résolution ou du paragraphe 16 ci-après ;
- b) À l'exception des dispositions de l'alinéa *a* ci-dessus, la Banque centrale de Libye, la Libyan Arab Foreign Bank, la Libyan Investment Authority (Autorité libyenne d'investissement) et le Libyan Africa Investment Portfolio ne seront plus soumis aux mesures imposées au

paragraphe 17 de la résolution 1970 (2011), à savoir les États ne seront plus tenus, notamment, de veiller à empêcher que leurs nationaux ou toute personne ou entité se trouvant sur leur territoire ne mettent à la disposition de ces entités aucuns fonds, avoirs financiers ou ressources économiques ou ne les utilisent à leur profit ;

16. *Décide en outre* qu'outre les dispositions du paragraphe 19 de la résolution 1970 (2011) les mesures imposées au paragraphe 17 de cette résolution, telles que modifiées par le paragraphe 15 ci-dessus et le paragraphe 19 de la résolution 1973 (2011), ne sont pas applicables aux fonds, autres avoirs financiers et ressources économiques de la Banque centrale de Libye, de la Libyan Arab Foreign Bank, de la Libyan Investment Authority (Autorité libyenne d'investissement) et du Libyan Africa Investment Portfolio sous réserve :

a) Qu'un État Membre ait notifié au Comité son intention d'autoriser l'accès aux fonds, autres avoirs financiers et ressources économiques pour un ou plusieurs des usages ci-après, et qu'il n'y ait pas eu de décision négative du Comité dans les cinq jours ouvrés suivant la notification :

- i) Besoins humanitaires ;
- ii) Carburant, électricité et eau exclusivement à usage civil ;
- iii) Reprise de la production et de la vente libyennes d'hydrocarbures ;
- iv) Création, fonctionnement ou renforcement d'institutions du gouvernement civil et d'infrastructures publiques civiles ; ou
- v) Facilitation de la reprise des opérations du secteur bancaire, y compris afin de soutenir ou de faciliter les échanges internationaux avec la Libye ;

b) Qu'un État Membre ait notifié au Comité que ces fonds, autres avoirs financiers et ressources économiques ne seront pas mis à la disposition des personnes faisant l'objet des mesures imposées au paragraphe 17 de la résolution 1970 (2011) ou au paragraphe 19 de la résolution 1973 (2011) ni utilisés à leur profit ;

c) Que l'État Membre ait consulté par avance les autorités libyennes sur l'usage de ces fonds, autres avoirs financiers et ressources économiques ; et

d) Que l'État Membre ait informé les autorités libyennes de la notification soumise en application du présent paragraphe et que, dans les cinq jours ouvrés, les autorités libyennes n'aient pas soulevé d'objections au déblocage de ces fonds, autres avoirs financiers et ressources économiques ;

17. *Engage* les États à faire preuve de vigilance lorsqu'ils agissent en vertu du paragraphe 16 ci-dessus et à envisager de recourir aux mécanismes financiers internationaux pour promouvoir la transparence et empêcher les détournements de fonds, compte tenu des difficultés que connaissent encore les autorités libyennes ;

18. *Prie* le Fonds monétaire international et la Banque mondiale de travailler avec les autorités libyennes à une évaluation du dispositif de gestion des finances publiques du pays, qui aboutirait à des recommandations de mesures à prendre pour garantir un système de transparence et de responsabilisation s'agissant des fonds détenus par les institutions gouvernementales libyennes, dont la Libyan Investment Authority (Autorité libyenne d'investissement), la Libyan National Oil Corporation (Compagnie pétrolière nationale libyenne), la Libyan Arab Foreign Bank, le Libyan Africa Investment Portfolio et la Banque centrale de Libye, et les prie en outre d'informer le Comité des résultats de cette évaluation ;

19. *Donne pour instructions* au Comité, en consultation avec les autorités libyennes, de revoir continuellement les autres mesures imposées par les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011) s'agissant de la Banque centrale de Libye, de la Libyan Arab Foreign Bank, de la Libyan Investment Authority (Autorité libyenne d'investissement) et du Libyan Africa Investment Portfolio, et décide



que le Comité radiera, en consultation avec les autorités libyennes, ces entités de la liste dès que cela sera réalisable, afin que les avoirs soient mis à la disposition du peuple libyen et utilisés à son profit ;

### **Zone d'exclusion aérienne et interdiction de vol**

20. *Prend note* de l'amélioration de la situation en Libye, souligne qu'il compte garder continuellement à l'examen les mesures imposées par les paragraphes 6 à 12 de la résolution 1973 (2011) et fait valoir qu'il est disposé à lever ces mesures, le cas échéant et lorsque les circonstances le permettront, et à mettre fin à l'autorisation donnée aux États Membres au paragraphe 4 de la résolution 1973 (2011), en consultation avec les autorités libyennes ;

21. *Décide* que les mesures énoncées au paragraphe 17 de la résolution 1973 (2011) cesseront d'avoir effet à compter de la date de la présente résolution ;

### **Coopération et rapports**

22. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la présente résolution quatorze jours après son adoption, puis tous les mois ou plus souvent s'il le juge utile ;

23. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6620<sup>e</sup> séance.*

### **Décisions**

Le 19 septembre 2011, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>396</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 16 septembre 2011 concernant votre intention de nommer M. Ian Martin (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) votre Représentant spécial pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye et M. Georg Charpentier (Finlande) votre Représentant spécial adjoint pour la Libye et Coordonnateur résident par intérim<sup>397</sup> a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note. »

À sa 6622<sup>e</sup> séance, le 26 septembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye (Premier Ministre du Conseil national de transition) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. B. Lynn Pascoe, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 6639<sup>e</sup> séance, le 26 octobre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ian Martin, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

À sa 6640<sup>e</sup> séance, le 27 octobre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

---

<sup>396</sup> S/2011/588.

<sup>397</sup> S/2011/587.

**Résolution 2016 (2011)  
du 27 octobre 2011**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions 1970 (2011) du 26 février 2011, 1973 (2011) du 17 mars 2011 et 2009 (2011) du 16 septembre 2011,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de la Libye,

*Prenant note* de la « Déclaration de libération » faite par le Conseil national de transition le 23 octobre 2011 en Libye,

*Espérant* que l'avenir de la Libye reposera sur la réconciliation nationale, la justice et le respect des droits de l'homme et de l'état de droit,

*Réitérant* qu'il importe de favoriser la participation pleine et effective des membres de tous les groupes sociaux et ethniques, y compris la participation égale des femmes et des groupes minoritaires dans les débats autour de la période d'après conflit,

*Rappelant* sa décision de saisir le Procureur de la Cour pénale internationale de la situation en Libye et l'importance de la coopération pour amener les responsables de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et les complices d'attaques dirigées contre la population civile, à répondre de leur actes,

*Réitérant* que le retour volontaire et durable des réfugiés et des déplacés sera un facteur important de consolidation de la paix en Libye,

*Inquiet* de la prolifération des armes en Libye et des conséquences possibles pour la paix et la sécurité régionales, et exprimant son intention d'examiner cette question plus à fond rapidement,

*Exprimant sa grave préoccupation* devant les informations qui font toujours état de représailles, de détentions arbitraires, d'incarcérations illégales et d'exécutions extrajudiciaires en Libye,

*Engageant de nouveau* les autorités libyennes à défendre et à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris ceux des personnes appartenant à des groupes vulnérables, et à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme, et les exhortant à respecter les droits fondamentaux de tous en Libye, y compris les anciens responsables et les détenus, pendant et après la période de transition,

*Rappelant* les décisions qu'il a prises dans sa résolution 2009 (2011) :

a) De modifier les dispositions de l'embargo sur les armes imposé au paragraphe 9 de la résolution 1970 (2011) afin d'inclure des dérogations supplémentaires,

b) De lever le gel des avoirs imposé aux paragraphes 17, 19, 20 et 21 de la résolution 1970 (2011) et au paragraphe 19 de la résolution 1973 (2011) en ce qui concerne la Libyan National Oil Corporation (Compagnie pétrolière nationale libyenne) et la Zueitina Oil Company, et de modifier le gel des avoirs imposé aux paragraphes 17, 19, 20 et 21 de la résolution 1970 (2011) et au paragraphe 19 de la résolution 1973 (2011) en ce qui concerne la Banque centrale de Libye, la Libyan Arab Foreign Bank, la Libyan Investment Authority (Autorité libyenne d'investissement) et le Libyan Africa Investment Portfolio, et

c) De lever les mesures imposées au paragraphe 17 de la résolution 1973 (2011),

*Rappelant également* qu'il compte maintenir en permanence à l'examen les mesures imposées aux paragraphes 6 à 12 de la résolution 1973 (2011) et lever ces mesures selon qu'il convient et lorsque les circonstances le permettent, et compte également annuler, en consultation avec les autorités libyennes, l'autorisation donnée aux États Membres au paragraphe 4 de ladite résolution,

*Sachant* que la Charte des Nations Unies lui assigne la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Se félicite* de la tournure prise par les événements en Libye, qui améliore les perspectives pour un avenir démocratique, pacifique et prospère dans le pays ;

2. *Attend avec intérêt* qu'un gouvernement de transition libyen sans exclusive et représentatif soit mis en place, et affirme de nouveau qu'il faut que la période de transition se déroule sous le signe de l'attachement à la démocratie, à la bonne gouvernance, à l'état de droit, à la réconciliation nationale et au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous en Libye ;

3. *Engage vivement* les autorités libyennes à s'abstenir de représailles, y compris sous forme d'arrestations arbitraires, leur demande de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher les représailles, les incarcérations illégales et les exécutions extrajudiciaires, et insiste sur la responsabilité qui incombe aux autorités libyennes de protéger leur population, y compris les nationaux étrangers et les migrants africains ;

4. *Demande instamment* à tous les États Membres de coopérer étroitement avec les autorités libyennes dans l'action qu'elles mènent pour mettre fin à l'impunité des auteurs de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire ;

#### **Protection des civils**

5. *Décide* que les dispositions des paragraphes 4 et 5 de la résolution 1973 (2011) deviendront caduques le 31 octobre 2011 à 23 h 59, heure libyenne ;

#### **Zone d'interdiction de vol**

6. *Décide* que les dispositions des paragraphes 6 à 12 de la résolution 1973 (2011) deviendront caduques le 31 octobre 2011 à 23 h 59, heure libyenne ;

7. *Décide également* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6640<sup>e</sup> séance.*

#### **Décision**

À sa 6644<sup>e</sup> séance, le 31 octobre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

#### **Résolution 2017 (2011) du 31 octobre 2011**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions 1373 (2001) du 28 septembre 2001, 1526 (2004) du 30 janvier 2004, 1540 (2004) du 28 avril 2004, 1970 (2011) du 26 février 2011, 1973 (2011) du 17 mars 2011, 1977 (2011) du 20 avril 2011, 1989 (2011) du 17 juin 2011, 2009 (2011) du 16 septembre 2011 et 2016 (2011) du 27 octobre 2011, ainsi que les déclarations de son Président en date des 17 février 2005<sup>398</sup> et 19 mars 2010<sup>399</sup>,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de la Libye,

*Soulignant* que l'appropriation et la responsabilité nationales revêtent une importance cruciale pour l'instauration d'une paix durable en Libye,

---

<sup>398</sup> S/PRST/2005/7.

<sup>399</sup> S/PRST/2010/6.

*Soulignant également* l'importance de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, qui a pour mandat, en application de la résolution 2009 (2011), d'appuyer et de soutenir la Libye dans ses efforts, notamment pour rétablir la sécurité et l'ordre publics,

*Rappelant* que, aux termes du paragraphe 10 de la résolution 1970 (2011), les États Membres sont tenus d'interdire l'acquisition de toutes armes et de tout matériel connexe auprès de la Libye par leurs nationaux ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, que ces articles proviennent ou non du territoire libyen,

*Inquiet* de la prolifération, dans la région, d'armes et de matériel connexe de tous types, en particulier de missiles sol-air portables, en provenance de la Libye, et des conséquences qu'elle peut avoir pour la paix et la sécurité régionales et internationales,

*Soulignant* le risque de déstabilisation que pose la dissémination d'armes légères et de petit calibre illicites dans la région du Sahel et rappelant à cet égard le rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest<sup>400</sup>, qui appelle notamment au renforcement de la coopération dans la région du Sahel, ainsi que l'action du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale,

*Estimant* qu'il faut déployer d'urgence des efforts supplémentaires aux niveaux national, régional et international, afin d'empêcher la prolifération, dans la région, d'armes et de matériel connexe de tous types, en particulier de missiles sol-air portables,

*Considérant* qu'il faut sécuriser et détruire d'urgence les stocks d'armes chimiques présents en Libye, conformément aux obligations internationales qui sont les siennes,

*Soulignant* que la prolifération, dans la région, d'armes et de matériel connexe de tous types, en particulier de missiles sol-air portables, pourrait alimenter des activités terroristes, y compris celles d'Al-Qaïda au Maghreb islamique,

*Réaffirmant*, à cet égard, que le terrorisme est l'une des plus graves menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales,

*Rappelant* que les États Membres ont l'obligation de coopérer pour empêcher les mouvements de groupes terroristes et la prolifération d'armes à l'appui d'activités terroristes, notamment par l'instauration de contrôles efficaces aux frontières,

*Sachant* qu'il a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

1. *Engage* les autorités libyennes à prendre toutes les mesures voulues pour empêcher la prolifération d'armes et de matériel connexe de tous types, en particulier de missiles sol-air portables, assurer leur bonne garde, et honorer les obligations qui incombent à la Libye en vertu du droit international en matière de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération, en appliquant dans leur intégralité les plans qu'elles ont élaborés à cet égard ;

2. *Engage également* les autorités libyennes à continuer de coopérer étroitement avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, en vue de la destruction de leurs stocks d'armes chimiques, conformément à leurs obligations internationales ;

3. *Engage* les États de la région à envisager les moyens appropriés d'empêcher la prolifération, dans la région, d'armes et de matériel connexe de tous types, en particulier de missiles sol-air portables ;

4. *Invite* les États Membres et les organisations et entités internationales et régionales, y compris les organismes des Nations Unies compétents, à fournir aux autorités libyennes et aux États de la région l'assistance nécessaire à la réalisation de cet objectif ;

5. *Prie* le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011), aidé de son Groupe d'experts, agissant en coopération avec la Direction exécutive du Comité contre le

---

<sup>400</sup> S/2011/388.

terrorisme, ainsi que d'autres organismes compétents des Nations Unies, dont l'Organisation de l'aviation civile internationale, et en consultation avec les organisations et entités internationales et régionales, d'évaluer les menaces et les problèmes, liés en particulier au terrorisme, que pose la prolifération, dans la région, d'armes et de matériel connexe de tous types, en particulier de missiles sol-air portables, en provenance de la Libye, et de lui présenter un rapport sur les moyens de contrer cette menace et d'empêcher la prolifération des armes et du matériel connexe, incluant, notamment, des mesures visant à sécuriser les armes et le matériel connexe, à veiller à ce que les stocks soient gérés en toute sécurité et sûreté, à renforcer le contrôle des frontières et à améliorer la sécurité des transports ;

6. *Prie* le Secrétaire général de faire le point sur l'application de la présente résolution dans les rapports qu'il établit en application de sa résolution 2009 (2011) ;

7. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6644<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6647<sup>e</sup> séance, le 2 novembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la Cour pénale internationale.

À sa 6669<sup>e</sup> séance, le 28 novembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Libye

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (S/2011/727) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ian Martin, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

À sa 6673<sup>e</sup> séance, le 2 décembre 2011, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Libye

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (S/2011/727) ».

### Résolution 2022 (2011) du 2 décembre 2011

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions 1970 (2011) du 26 février 2011, 1973 (2011) du 17 mars 2011, 2009 (2011) du 16 septembre 2011, 2016 (2011) du 27 octobre 2011 et 2017 (2011) du 31 octobre 2011,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de la Libye,

*Rappelant* qu'il a décidé de créer la Mission d'appui des Nations Unies en Libye pour une période initiale de trois mois allant jusqu'au 16 décembre 2011, aux fins d'accompagner et de soutenir la Libye dans les efforts qu'elle fait au lendemain du conflit,

*Accueillant avec satisfaction* la mise en place du Gouvernement de transition libyen le 22 novembre 2011, et soulignant que celui-ci a un rôle clef à jouer s'agissant de créer les conditions de la pleine exécution du mandat de la Mission,

*Se félicitant* de l'action du Secrétaire général et du Président de l'Assemblée générale, notamment à l'occasion de leur récente visite en Libye, par laquelle ils ont confirmé que l'Organisation des Nations Unies avait un rôle essentiel à jouer s'agissant d'accompagner la Libye dans les efforts qu'elle fait au lendemain du conflit,

*Attendant avec intérêt* l'évaluation des besoins que la Mission et le Gouvernement de transition libyen, en coopération avec tous les partenaires internationaux intéressés, notamment les institutions financières internationales, doivent présenter d'ici au 16 mars 2012 afin de permettre à l'Organisation de continuer à assurer la coordination de l'aide internationale au Gouvernement de transition libyen compte tenu de ses besoins,

*Soulignant* combien il importe que l'Organisation, y compris la Mission, continue d'aider le Gouvernement de transition libyen à faire face à ses priorités immédiates telles qu'énoncées au paragraphe 12 de la résolution 2009 (2011),

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général sur la Mission<sup>401</sup>, y compris de la recommandation qui y figure tendant à voir proroger le mandat de la Mission pour trois mois,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 16 mars 2012 le mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye créée en vertu du paragraphe 12 de sa résolution 2009 (2011) et attend avec intérêt le rapport du Secrétaire général, notamment ses recommandations concernant la prochaine phase de l'appui de la Mission à la Libye;

2. *Décide également* de confier en outre pour mandat à la Mission, en coordination et en consultation avec le Gouvernement de transition libyen, d'accompagner et de soutenir la Libye en ce qu'elle fait pour prévenir la prolifération d'armes et de matériel connexe de tous types, notamment de missiles sol-air portables, compte tenu, notamment, du rapport mentionné au paragraphe 5 de la résolution 2017 (2011);

3. *Décide en outre* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6673<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6698<sup>e</sup> séance, le 22 décembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Libye

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (S/2011/727)

« Exposé du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ian Martin, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

À sa 6707<sup>e</sup> séance, le 25 janvier 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

---

<sup>401</sup> S/2011/727.

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ian Martin, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, et à M<sup>me</sup> Navanethem Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

À sa 6728<sup>e</sup> séance, le 29 février 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ian Martin, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

À sa 6731<sup>e</sup> séance, le 7 mars 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye (Premier Ministre) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Libye

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (S/2012/129) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ian Martin, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

À sa 6733<sup>e</sup> séance, le 12 mars 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Libye

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (S/2012/129)

« Lettre, en date du 7 mars 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2012/139) ».

#### **Résolution 2040 (2012) du 12 mars 2012**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions 1970 (2011) du 26 février 2011, 1973 (2011) du 17 mars 2011, 2009 (2011) du 16 septembre 2011, 2016 (2011) du 27 octobre 2011, 2017 (2011) du 31 octobre 2011 et 2022 (2011) du 2 décembre 2011,

*Réitérant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de la Libye,

*Réaffirmant* ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur le sort des enfants en temps de conflit armé et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes et la paix et la sécurité,

*Espérant* que l'avenir de la Libye reposera sur la réconciliation nationale, la justice, le respect des droits de l'homme et l'état de droit,

*Soulignant* l'importance de favoriser la pleine et égale participation de toutes les composantes de la société libyenne, y compris les femmes, les jeunes et les communautés minoritaires, au processus politique de l'après-conflit,

*Rappelant* sa décision de saisir le Procureur de la Cour pénale internationale de la situation en Libye et l'importance de la coopération pour amener les responsables de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris les auteurs d'attaques dirigées contre la population civile, à répondre de leur actes,

*Se disant profondément préoccupé* par les informations faisant état de violences sexuelles commises durant le conflit en Libye contre des femmes, des hommes et des enfants, y compris dans les établissements pénitentiaires et les centres de détention, et l'enrôlement et l'utilisation d'enfants dans les conflits armés, en violation du droit international applicable,

*Réaffirmant* que le retour volontaire et durable, en toute sécurité, des réfugiés et des déplacés sera un facteur important de la consolidation de la paix en Libye,

*Se déclarant préoccupé* par la prolifération illicite dans la région d'armes et de matériel connexe de tous types en provenance de la Libye, en particulier de missiles sol-air portables, et des répercussions qu'elle pourrait avoir sur la paix et la sécurité régionales et internationales,

*Soulignant* qu'il est indispensable que les États prennent en main leurs intérêts et assument leurs responsabilités pour permettre l'instauration d'une paix durable et qu'il incombe au premier chef aux autorités nationales d'arrêter leurs propres priorités et stratégies en matière de consolidation de la paix au lendemain d'un conflit,

*Insistant* pour que l'Organisation des Nations Unies collabore activement avec les autorités libyennes pour dégager les priorités et les stratégies de consolidation de la paix au lendemain du conflit et en faciliter la réalisation,

*Réaffirmant* que l'Organisation devrait coordonner les efforts déployés par la communauté internationale pour accompagner le processus de transition et de reconstruction dirigé par les Libyens eux-mêmes, le but étant de bâtir une Libye démocratique, indépendante et unie, et saluant la récente initiative prise par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye d'organiser des réunions de travail avec le Gouvernement libyen pour recenser les besoins et les priorités du pays,

*Considérant* que la tenue d'élections crédibles est essentielle à une transition pacifique en Libye, demandant que toutes les mesures nécessaires soient prises à cet effet et se félicitant que les autorités libyennes aient adopté une loi électorale le 28 janvier 2012 et institué une commission électorale le 12 février 2012,

*Soutenant* la Libye dans sa volonté de renforcer la sécurité régionale et prenant note de son offre d'accueillir une conférence sur ce sujet,

*Félicitant* les autorités libyennes pour avoir concouru à l'évaluation du mécanisme de gestion des finances publiques du pays menée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, et demandant de nouveau au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) de l'informer des résultats de cette évaluation,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général sur la Mission<sup>402</sup>, y compris de la recommandation qui y figure tendant à modifier et à proroger de douze mois le mandat de la Mission, et rappelant la lettre, en date du 6 mars 2012, adressée au Secrétaire général par M. Abdurrahim el-Keib, Premier Ministre de la Libye<sup>403</sup>,

*Prenant note* du rapport final du Groupe d'experts sur la Libye présenté en application de l'alinéa d du paragraphe 24 de la résolution 1973 (2011)<sup>404</sup> et des conclusions et recommandations qui y sont formulées,

---

<sup>402</sup> S/2012/129.

<sup>403</sup> S/2012/139, annexe.

<sup>404</sup> Voir S/2012/163, annexe.



*Prenant également note* de l'exposé que lui a fait la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme le 25 janvier 2012<sup>405</sup> et du rapport que la Commission d'enquête internationale sur la Libye a présenté au Conseil des droits de l'homme le 2 mars 2012<sup>406</sup>,

*Conscient* que la Charte des Nations Unies lui confie la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Se félicite* de l'amélioration récente de la situation en Libye, qui laisse présager un avenir démocratique, pacifique et prospère pour les Libyens ;

2. *Attend avec intérêt* la tenue d'élections libres, régulières et crédibles, en juin 2012, qui permettra de mettre en place une assemblée constituante, et réaffirme qu'il importe que la période de transition soit placée sous le signe de l'attachement à la démocratie, à la bonne gouvernance, à l'état de droit, à la réconciliation nationale et au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous en Libye ;

3. *Demande* aux autorités libyennes de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, surtout en ce qui concerne les femmes et les personnes appartenant à des groupes vulnérables, conformément aux obligations que leur impose le droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme, exige que les auteurs de violations graves de ces droits, y compris sous la forme de violences sexuelles, soient amenés à répondre de leurs actes en application des normes internationales, et exhorte tous les États Membres à coopérer étroitement avec les autorités libyennes pour les aider à mettre fin à l'impunité dont jouissent ces auteurs ;

4. *Se dit profondément préoccupé* par les informations faisant état de représailles, de détentions arbitraires sans accès à une procédure régulière, d'emprisonnements illégaux, de mauvais traitements, de tortures et d'exécutions extrajudiciaires qui ne cessent de lui parvenir de Libye, engage les autorités libyennes à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher les violations des droits de l'homme, souligne qu'il appartient au premier chef aux autorités libyennes de protéger la population libyenne et les nationaux étrangers, y compris les migrants africains, et exige la libération immédiate de tous les nationaux étrangers détenus illégalement en Libye ;

5. *Engage* la Libye et les États voisins à nouer des contacts en vue d'instaurer une coopération régionale propre à stabiliser la situation de la Libye et d'empêcher des éléments de l'ancien régime libyen d'utiliser leur territoire pour planifier, financer ou commettre des actes de violence ou d'autres actes illégaux visant à déstabiliser la Libye et les États de la région, et note qu'une telle coopération servirait la stabilité dans la région du Sahel ;

#### **Mandat de l'Organisation des Nations Unies**

6. *Décide*, étant entendu qu'il réexaminera la question dans un délai de six mois, de proroger le mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye pour une nouvelle période de douze mois, sous la conduite du Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, et décide en outre que les principes de l'appropriation nationale étant scrupuleusement respectés, le mandat modifié de la Mission consistera à aider les autorités libyennes à déterminer les besoins et les priorités dans tout le pays, à y répondre en donnant des conseils stratégiques et techniques, selon qu'il conviendra, et à appuyer l'action que mène la Libye en vue de :

a) Gérer la transition démocratique, notamment en offrant des conseils et une assistance techniques lors du processus électoral libyen et lors de la rédaction de la nouvelle constitution libyenne, comme prévu dans la feuille de route constitutionnelle du Conseil national de transition, ainsi que l'aide nécessaire pour accroître la capacité, la transparence et la responsabilité des

---

<sup>405</sup> Voir S/PV.6707.

<sup>406</sup> A/HRC/19/68.

institutions, promouvoir l'autonomisation des femmes et des minorités et leur participation à la vie politique et contribuer à l'essor de la société civile libyenne ;

b) Promouvoir l'état de droit et veiller au respect et à la défense des droits de l'homme, conformément aux obligations juridiques internationales faites à la Libye, surtout en ce qui concerne les femmes et les personnes appartenant à des groupes vulnérables, comme les enfants, les minorités et les migrants, y compris en aidant les autorités libyennes à réformer les institutions judiciaires et pénitentiaires et à les rendre transparentes et responsables, en les aidant à arrêter et mettre en œuvre une stratégie globale de justice transitionnelle, à œuvrer à la réconciliation nationale, à veiller à ce que les détenus soient bien traités et à démobiliser tous les enfants pouvant encore être associés à des brigades révolutionnaires ;

c) Rétablir la sécurité publique, notamment en donnant des conseils et une assistance stratégiques et techniques au Gouvernement libyen pour lui permettre de se donner des institutions compétentes et d'appliquer une stratégie nationale cohérente en vue de l'intégration des ex-combattants dans les forces nationales de sécurité libyennes, ou de leur démobilisation et réintégration dans la vie civile, notamment dans le système éducatif et dans des débouchés professionnels, et mettre en place des institutions de police et de sécurité compétentes, responsables et respectueuses des droits de l'homme, qui soient accessibles aux femmes et aux groupes vulnérables et sensibilisées à leur problématique ;

d) Lutter contre la prolifération illicite d'armes et de matériel connexe de tous types, en particulier de missiles sol-air portables, éliminer les restes explosifs de guerre, exécuter des programmes de déminage, sécuriser et contrôler les frontières de la Libye et mettre en œuvre les conventions internationales sur les armes et les matières chimiques, biologiques et nucléaires, en coordination avec les organismes compétents des Nations Unies, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et les partenaires internationaux et régionaux ;

e) Coordonner l'aide internationale et mettre en place des organismes publics dans tous les secteurs énoncés aux alinéas a à d du paragraphe 6, y compris en appuyant le mécanisme de coordination du Gouvernement libyen annoncé le 31 janvier 2012, en conseillant le Gouvernement pour l'aider à déterminer les besoins prioritaires en matière d'aide internationale, en faisant participer les partenaires internationaux selon qu'il conviendra, en offrant une aide internationale au Gouvernement, en procédant à une répartition nette des tâches entre tous ceux qui fournissent une aide à la Libye et en établissant entre eux des voies de communication régulières et fréquentes ;

7. *Engage* la Mission à continuer d'appuyer les efforts tendant à promouvoir la réconciliation nationale, un dialogue politique ouvert à tous et des processus politiques visant à promouvoir la tenue d'élections libres, régulières et crédibles, la justice transitionnelle et le respect des droits de l'homme dans toute la Libye ;

#### **Embargo sur les armes**

8. *Décide* de mettre fin à l'autorisation accordée aux États Membres au paragraphe 13 de la résolution 1973 (2011) de prendre toutes mesures dictées par la situation existante pour procéder à des inspections, décide en outre de révoquer les dispositions du paragraphe 14 de ladite résolution et souligne qu'il importe d'appliquer intégralement l'embargo sur les armes imposé aux paragraphes 9 et 10 de la résolution 1970 (2011), modifiées par la résolution 2009 (2011) ;

#### **Gel des avoirs**

9. *Donne pour instructions* au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011), en consultation avec les autorités libyennes, de revoir continuellement les autres mesures imposées par les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), modifiées par la résolution 2009 (2011), s'agissant de la Libyan Investment Authority (Autorité libyenne d'investissement) et du Libyan Africa Investment Portfolio, et décide que le Comité lèvera, en consultation avec les autorités libyennes, la désignation de ces entités dès que ce sera réalisable, afin que les avoirs soient mis à la disposition du peuple libyen et utilisés à son profit ;

### Groupe d'experts

10. *Décide* de proroger et de modifier le mandat du Groupe d'experts sur la Libye créé au paragraphe 24 de la résolution 1973 (2011) et décide en outre de revoir ce mandat en vue de créer, pour une période d'un an, en consultation avec le Comité et compte tenu des domaines d'activité actuels, un groupe de cinq experts au maximum (« le Groupe ») qui sera placé sous la direction du Comité et s'acquittera des tâches suivantes :

a) Aider le Comité à s'acquitter de son mandat, tel que défini au paragraphe 24 de la résolution 1970 (2011);

b) Réunir, examiner et analyser toutes informations provenant des États, d'organismes des Nations Unies compétents, d'organisations régionales et d'autres parties intéressées concernant l'application des mesures édictées dans les résolutions 1970 (2011), 1973 (2011) et 2009 (2011), en particulier les violations de leurs dispositions;

c) Faire des recommandations sur les décisions que le Conseil, le Comité, les autorités libyennes ou d'autres États pourraient envisager de prendre pour améliorer l'application des mesures pertinentes;

d) Remettre au Conseil un rapport d'activité au plus tard quatre-vingt-dix jours après la création du Groupe, et lui remettre un rapport final comportant ses conclusions et recommandations au plus tard trente jours avant la fin de son mandat;

11. *Prie instamment* tous les États, les organismes compétents des Nations Unies, dont la Mission, et les autres parties intéressées de coopérer pleinement avec le Comité et le Groupe, en particulier en leur communiquant toutes informations à leur disposition sur l'application des mesures prescrites dans les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), et modifiées dans la résolution 2009 (2011), en particulier les violations des dispositions de celles-ci;

12. *Engage* le Groupe, tout en gardant à l'esprit que la Mission est chargée d'aider les autorités libyennes à lutter contre la prolifération illicite d'armes et de matériel connexe de tous types, en particulier de missiles sol-air portables, et à sécuriser et à contrôler les frontières de la Libye, à poursuivre les enquêtes qu'il mène sur les violations des sanctions, notamment les transferts illicites d'armes et de matériel connexe à destination et en provenance de la Libye et les avoirs des personnes visées par le gel des avoirs prévu dans les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), modifiées par la résolution 2009 (2011), et invite la Mission et les autorités libyennes à aider le Groupe à enquêter en Libye, notamment en lui communiquant des renseignements, en facilitant ses déplacements et en lui donnant accès aux installations de stockage des armements, selon qu'il conviendra;

### Présentation de rapports et réexamen

13. *Exprime son intention* de revoir le mandat du Comité dans le cas où les mesures imposées dans les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), et modifiées dans la résolution 2009 (2011) et la présente résolution, seraient levées par une décision qu'il prendrait à l'avenir;

14. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte tous les soixante jours de l'application de la présente résolution, y compris de tous les éléments qui composent le mandat de la Mission;

15. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte, à l'issue de l'élection d'une assemblée constituante, des mesures prises par la Mission pour collaborer avec le nouveau Gouvernement libyen afin de s'assurer qu'elle continue effectivement d'apporter son aide à la Libye pour répondre à ses besoins précis, en vue éventuellement d'en réexaminer et d'en modifier le mandat;

16. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 6733<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 6768<sup>e</sup> séance, le 10 mai 2012, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Libye

« Lettre, en date du 23 mars 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye (S/2012/178) ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ian Martin, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

À sa 6772<sup>e</sup> séance, le 16 mai 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la Cour pénale internationale.

À sa 6807<sup>e</sup> séance, le 18 juillet 2012, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ian Martin, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

---

***Deuxième partie. Autres questions examinées  
par le Conseil de sécurité***

**DOCUMENTATION, MÉTHODES DE TRAVAIL ET PROCÉDURE  
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ**

**A. Mise en œuvre des dispositions de la note du Président  
du Conseil de sécurité (S/2010/507)**

**Décision**

À sa 6672<sup>e</sup> séance, le 30 novembre 2011, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Australie, de la Belgique, du Costa Rica, de l'Égypte, de l'Espagne, de la Finlande, du Guatemala, du Japon, de la Jordanie, du Liechtenstein, du Luxembourg, de la Malaisie, du Maroc, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la République islamique d'Iran, de Singapour, de la Slovaquie, du Soudan et de la Suisse à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507)

« Lettre, en date du 18 novembre 2011, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2011/726) ».

**B. Questions d'ordre général**

**Décisions**

Le 20 octobre 2011, la Présidente du Conseil de sécurité a publié la note ci-après<sup>407</sup> :

« Conformément aux dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 4 de la note du Président du Conseil de sécurité, en date du 30 octobre 1998<sup>408</sup>, et à l'issue de consultations entre les membres du Conseil, il a été décidé d'élire les présidents et vice-présidents des organes subsidiaires suivants pour la période qui s'achèvera le 31 décembre 2011 :

*Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009)  
sur la Somalie et l'Érythrée*

Président : Hardeep Singh Puri (Inde)

Vice-Présidents : Liban et Nigéria

*Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011)  
concernant Al-Qaida et les personnes et entités qui lui sont associées*

Président : Peter Wittig (Allemagne)

Vice-Présidents : Brésil et Fédération de Russie

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste*

Président : Hardeep Singh Puri (Inde)

Vice-Présidents : Fédération de Russie, France et Gabon

---

<sup>407</sup> S/2011/2/Rev.3.

<sup>408</sup> S/1998/1016.

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1518 (2003)*

Présidente : U. Joy Ogwu (Nigéria)  
Vice-Président : Inde

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003)  
concernant le Libéria*

Président : Nawaf Salam (Liban)  
Vice-Présidents : Afrique du Sud et Portugal

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004)  
concernant la République démocratique du Congo*

Présidente : Maria Luiza Ribeiro Viotti (Brésil)  
Vice-Présidents : Gabon et Liban

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)*

Président : Baso Sangqu (Afrique du Sud)  
Vice-Présidents : Liban, Portugal et Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004)  
concernant la Côte d'Ivoire*

Présidente : Maria Luiza Ribeiro Viotti (Brésil)  
Vice-Présidents : Afrique du Sud et Allemagne

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005)  
concernant le Soudan*

Président : Néstor Osorio (Colombie)  
Vice-Présidents : Bosnie-Herzégovine et Inde

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1636 (2005)*

Président : Nelson Messone (Gabon)  
Vice-Présidents : Allemagne et Bosnie-Herzégovine

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006)*

Président : José Filipe Moraes Cabral (Portugal)  
Vice-Présidents : Liban et Nigéria

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006)*

Président : Néstor Osorio (Colombie)  
Vice-Président : Nigéria

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011)  
concernant la Libye<sup>409</sup>*

Président : José Filipe Moraes Cabral (Portugal)  
Vice-Président : Inde

---

<sup>409</sup> Le 17 octobre 2011, le Conseil de sécurité a modifié le nom du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Jamahiriya arabe libyenne, qui est devenu le « Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye ».

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011)*

Président : Peter Wittig (Allemagne)

Vice-Présidents : Brésil et Fédération de Russie

*Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix*

Présidente : U. Joy Ogwu (Nigéria)

*Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique*

Président : Baso Sangqu (Afrique du Sud)

*Groupe de travail créé par la résolution 1566 (2004)*

Président : Hardeep Singh Puri (Inde)

*Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé*

Président : Peter Wittig (Allemagne)

*Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure*

Président : Ivan Barbalić (Bosnie-Herzégovine)

*Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux*

Président : José Filipe Moraes Cabral (Portugal) »

Dans une lettre, en date du 21 février 2012, le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général que les membres du Conseil ont désigné deux de ses membres élus, soit la Colombie et le Maroc, pour siéger également au Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix, pour un mandat d'un an venant à expiration à la fin de 2012<sup>410</sup>.

Le 5 juin 2012, le Président du Conseil de sécurité a publié la note ci-après<sup>411</sup> :

« 1. Les membres du Conseil de sécurité, réaffirmant leur détermination à améliorer l'efficacité de ses travaux, conviennent de ce qui suit :

**« Utilisation des services de conférence**

« 2. Tout en veillant à ce que le Conseil puisse tenir des réunions à tout moment et à bref délai, conformément aux articles 1 et 2 de son Règlement intérieur provisoire, les membres du Conseil, lorsqu'ils en assurent la présidence, devraient prier le Secrétariat de planifier les travaux réguliers du Conseil sur quatre jours par semaine et de réserver les vendredis à ses organes subsidiaires pour faciliter leurs travaux.

« 3. Les membres du Conseil devraient s'efforcer, selon qu'il convient, d'éviter de faire traduire des projets de résolution ou d'autres documents pendant le week-end.

**« Rationalisation des travaux**

« 4. Les membres du Conseil invitent leur Président à promouvoir activement, avec l'aide du Secrétariat, d'autres mesures appropriées pour améliorer l'efficacité des travaux du Conseil et assurer une utilisation plus rationnelle du temps consacré aux exposés oraux lors des consultations plénières.

---

<sup>410</sup> La lettre, qui a été publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/2012/103, est reproduite à la page 250 du présent volume.

<sup>411</sup> S/2012/402.

« 5. Les membres du Conseil comptent recourir plus souvent à la visioconférence et à la téléconférence pour les séances d'information du Conseil, tout en maintenant un juste équilibre entre les exposés par visioconférence ou téléconférence et les présentations en personne, notamment lors des réunions ouvertes au public qui se tiennent dans la salle du Conseil.

« 6. Les membres du Conseil engagent les intervenants à être brefs et à se concentrer sur l'essentiel, plutôt que de lire de longues déclarations écrites. Ils invitent le Secrétariat à continuer de diffuser le texte des exposés lors des séances d'information, voire, lorsque les exposés contiennent des données factuelles longues et complexes, à prier les intervenants de communiquer, si possible à l'avance, un résumé écrit de l'exposé, afin de permettre des débats plus ciblés lors des consultations. Dans le cas où les renseignements ou éclaircissements demandés par des membres du Conseil ne sont pas immédiatement disponibles durant l'exposé, il serait demandé aux intervenants de les fournir plus tard.

« 7. Les membres du Conseil entendent limiter autant que possible la lecture de longues déclarations écrites lors des consultations plénières.

« 8. Les membres du Conseil préconisent l'adoption de mesures concrètes telles que celles qui sont décrites ci-dessus pour permettre, selon qu'il convient, l'examen de deux questions lorsque le Conseil tient une réunion de trois heures, notamment lorsqu'il s'agit de questions régulièrement inscrites à son ordre du jour, améliorant ainsi la fiabilité de la planification et l'efficacité générale des travaux du Conseil.

« 9. Les membres du Conseil se déclarent favorables à la poursuite de la pratique des déjeuners mensuels avec le Secrétaire général. Les membres du Conseil et le Secrétariat devraient continuer d'utiliser le point de l'ordre du jour intitulé "Questions diverses" lors des consultations pour aborder les questions qu'ils considèrent préoccupantes. Les membres du Conseil continueront de chercher d'autres moyens d'améliorer l'efficacité de ses travaux lors des consultations.

« 10. Les membres du Conseil examineront les moyens d'accroître encore les échanges avec les États qui ne sont pas membres du Conseil, en particulier ceux qui sont intéressés ou concernés par les questions inscrites à son ordre du jour. »

Le 13 juin 2012, le Président du Conseil de sécurité a publié la note ci-après<sup>412</sup> :

« Conformément aux dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 4 de la note du Président du Conseil de sécurité, en date du 30 octobre 1998<sup>408</sup>, et à l'issue de consultations entre les membres du Conseil, il a été décidé d'élire les présidents et vice-présidents des organes subsidiaires suivants pour la période qui s'achèvera le 31 décembre 2012 :

*Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée*

Président : Hardeep Singh Puri (Inde)  
Vice-Présidents : Pakistan et Togo

*Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaida et les personnes et entités qui lui sont associées*

Président : Peter Wittig (Allemagne)  
Vice-Présidents : Fédération de Russie et Guatemala

---

<sup>412</sup> S/2012/2/Rev.1. Publié auparavant en tant que documents du Conseil de sécurité sous les cotes S/2012/2 et Add.1, les 3 janvier et 13 juin 2012.



*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste*

Président : Hardeep Singh Puri (Inde)  
Vice-Présidents : Fédération de Russie, France et Maroc

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1518 (2003)*

Président : Kodjo Menan (Togo)  
Vice-Président : Inde

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003)  
concernant le Libéria*

Président : Abdullah Hussain Haroon (Pakistan)  
Vice-Présidents : Afrique du Sud et Portugal

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004)  
concernant la République démocratique du Congo*

Président : Agshin Mehdiyev (Azerbaïdjan)  
Vice-Présidents : Maroc et Pakistan

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)*

Président : Baso Sangqu (Afrique du Sud)  
Vice-Présidents : Azerbaïdjan, Portugal et Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004)  
concernant la Côte d'Ivoire*

Président : Gert Rosenthal (Guatemala)  
Vice-Présidents : Afrique du Sud et Allemagne

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005)  
concernant le Soudan*

Président : Néstor Osorio (Colombie)  
Vice-Présidents : Azerbaïdjan et Inde

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1636 (2005)*

Président : Kodjo Menan (Togo)  
Vice-Présidents : Allemagne et Azerbaïdjan

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006)*

Président : José Filipe Moraes Cabral (Portugal)  
Vice-Présidents : Azerbaïdjan et Togo

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006)*

Président : Néstor Osorio (Colombie)  
Vice-Président : Togo

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011)  
concernant la Libye*

Président : José Filipe Moraes Cabral (Portugal)

Vice-Président : Inde

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011)*

Président : Peter Wittig (Allemagne)

Vice-Présidents : Fédération de Russie et Guatemala

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2048 (2012)  
concernant la Guinée-Bissau*

Président : Mohammed Loulichki (Maroc)

*Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix*

Président : Mohammed Loulichki (Maroc)

*Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique*

Président : Baso Sangqu (Afrique du Sud)

*Groupe de travail créé par la résolution 1566 (2004)*

Président : Hardeep Singh Puri (Inde)

*Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé*

Président : Peter Wittig (Allemagne)

*Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure*

Président : José Filipe Moraes Cabral (Portugal)

*Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux*

Président : Gert Rosenthal (Guatemala) »

---

**EXAMEN DU PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ  
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**Décision**

À sa 6641<sup>e</sup> séance, le 27 octobre 2011, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Examen du projet de rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale ».

La décision prise par le Conseil a été reflétée dans la note ci-après du Président<sup>413</sup> :

« À sa 6641<sup>e</sup> séance, tenue le 27 octobre 2011, le Conseil de sécurité a examiné son projet de rapport à l'Assemblée générale couvrant la période du 1<sup>er</sup> août 2010 au 31 juillet 2011. Il a adopté le projet de rapport sans le mettre aux voix. »

---

<sup>413</sup> S/2011/664.

## COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE<sup>414</sup>

### A. Date de l'élection à un siège vacant de la Cour internationale de Justice

#### Décision

À sa 6704<sup>e</sup> séance, le 19 janvier 2012, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Date de l'élection à un siège vacant de la Cour internationale de Justice

« Note du Secrétaire général concernant la date de l'élection à un siège vacant de la Cour internationale de Justice (S/2012/38) ».

#### Résolution 2034 (2012) du 19 janvier 2012

*Le Conseil de sécurité,*

*Prenant note avec regret* de la démission du juge Awn Shawkat al-Khasawneh, qui a pris effet le 31 décembre 2011,

*Prenant note* de la vacance qui en résulte à la Cour internationale de Justice pour la durée restant à courir du mandat du juge al-Khasawneh qui doit donc être remplacé conformément aux dispositions du Statut de la Cour,

*Notant* que, conformément à l'article 14 dudit Statut, la date d'élection au siège vacant est fixée par le Conseil de sécurité,

*Décide* que l'élection aura lieu le 27 avril 2012 à une séance du Conseil de sécurité et à une séance de l'Assemblée générale, à sa soixante-sixième session.

*Adoptée à la 6704<sup>e</sup> séance  
sans avoir été mise aux voix.*

### B. Élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice (S/2011/452, S/2011/453 et S/2011/454)

#### Décision

Les 10 novembre et 13 décembre 2011, le Conseil de sécurité, à ses 6651<sup>e</sup> et 6682<sup>e</sup> séances, et l'Assemblée générale, aux 53<sup>e</sup> et 84<sup>e</sup> séances plénières de sa soixante-sixième session, ont élu cinq membres de la Cour internationale de Justice afin de pourvoir les sièges qui deviendront vacants à l'expiration du mandat des juges suivants :

M. Abdul G. Koroma (Sierra Leone)

M. Hisashi Owada (Japon)

M. Bruno Simma (Allemagne)

M. Peter Tomka (Slovaquie)

M<sup>me</sup> Xue Hanqin (Chine)

Les personnes ci-après ont été élues membres de la Cour internationale de Justice pour un mandat commençant le 6 février 2012 :

M. Giorgio Gaja (Italie)

M. Hisashi Owada (Japon)

M<sup>me</sup> Julia Sebutinde (Ouganda)

M. Peter Tomka (Slovaquie)

M<sup>me</sup> Xue Hanqin (Chine)

---

<sup>414</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1946 des résolutions et décisions sur cette question.

**C. Élection d'un membre de la Cour internationale de Justice  
(S/2012/211, S/2012/212 et Add.1 et S/2012/213)**

**Décision**

Le 27 avril 2012, le Conseil de sécurité, à sa 6763<sup>e</sup> séance, et l'Assemblée générale, à la 107<sup>e</sup> séance plénière de sa soixante-sixième session, ont élu M. Dalveer Bhandari (Inde) membre de la Cour internationale de Justice pour pourvoir le siège devenu vacant suite à la démission du juge Awn Shawkat al-Khasawneh (Jordanie).

---

**ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES  
À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES<sup>414</sup>**

**Décision**

À sa 6624<sup>e</sup> séance, le 28 septembre 2011, le Conseil de sécurité, après avoir adopté son ordre du jour, a décidé, conformément à l'article 59 de son Règlement intérieur provisoire, de renvoyer au Comité d'admission de nouveaux Membres, pour examen et rapport, la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentée par la Palestine<sup>415</sup>.

---

<sup>415</sup> Voir S/2011/592.

## Questions inscrites pour la première fois à l'ordre du jour du Conseil de sécurité entre le 1<sup>er</sup> août 2011 et le 31 juillet 2012

NOTE : Le Conseil de sécurité a pour pratique d'adopter à chaque séance un ordre du jour se fondant sur l'ordre du jour provisoire distribué à l'avance ; l'ordre du jour adopté à chaque séance tenue durant la période allant du 1<sup>er</sup> août 2011 au 31 juillet 2012 figure dans les procès-verbaux des 6598<sup>e</sup> à 6819<sup>e</sup> séances (S/PV.6598 à 6819).

La liste des questions ci-dessous indique les séances au cours desquelles le Conseil a décidé, durant cette période, d'inscrire à l'ordre du jour des questions qui n'y figuraient pas précédemment.

<i>Question</i>	<i>Séance</i>	<i>Date</i>
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)		
Mission des Nations Unies au Soudan du Sud .....	6797 <sup>e</sup>	29 juin 2012
Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne.....	6803 <sup>e</sup>	10 juillet 2012



## Répertoire des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> août 2011 au 31 juillet 2012

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Sujet</i>	<i>Page</i>
2004 (2011)	30 août 2011	La situation au Moyen-Orient .....	5
2005 (2011)	14 septembre 2011	La situation en Sierra Leone .....	143
2006 (2011)	14 septembre 2011	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994 .....	101
2007 (2011)	14 septembre 2011	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 .....	100
2008 (2011)	16 septembre 2011	La situation au Libéria.....	47
2009 (2011)	16 septembre 2011	La situation en Libye .....	292
2010 (2011)	30 septembre 2011	La situation en Somalie .....	60
2011 (2011)	12 octobre 2011	La situation en Afghanistan .....	122
2012 (2011)	14 octobre 2011	La question concernant Haïti.....	110
2013 (2011)	14 octobre 2011	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994 .....	102
2014 (2011)	21 octobre 2011	La situation au Moyen-Orient .....	7
2015 (2011)	24 octobre 2011	La situation en Somalie .....	67
2016 (2011)	27 octobre 2011	La situation en Libye .....	298
2017 (2011)	31 octobre 2011	La situation en Libye .....	299
2018 (2011)	31 octobre 2011	Paix et sécurité en Afrique .....	272
2019 (2011)	16 novembre 2011	La situation en Bosnie-Herzégovine.....	93
2020 (2011)	22 novembre 2011	La situation en Somalie .....	71
2021 (2011)	29 novembre 2011	La situation concernant la République démocratique du Congo.....	149
2022 (2011)	2 décembre 2011	La situation en Libye .....	301
2023 (2011)	5 décembre 2011	Paix et sécurité en Afrique .....	274
2024 (2011)	14 décembre 2011	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan.....	217
2025 (2011)	14 décembre 2011	La situation au Libéria.....	52
2026 (2011)	14 décembre 2011	La situation à Chypre.....	28
2027 (2011)	20 décembre 2011	La situation au Burundi .....	118
2028 (2011)	21 décembre 2011	La situation au Moyen-Orient .....	10

**Répertoire des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> août 2011 au 31 juillet 2012**

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Sujet</i>	<i>Page</i>
2029 (2011)	21 décembre 2011	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994 .....	103
2030 (2011)	21 décembre 2011	La situation en Guinée-Bissau .....	166
2031 (2011)	21 décembre 2011	La situation en République centrafricaine .....	161
2032 (2011)	22 décembre 2011	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan .....	219
2033 (2012)	12 janvier 2012	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales .....	288
2034 (2012)	19 janvier 2012	Date de l'élection à un siège vacant de la Cour internationale de Justice .....	315
2035 (2012)	17 février 2012	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan .....	222
2036 (2012)	22 février 2012	La situation en Somalie .....	79
2037 (2012)	23 février 2012	La situation au Timor-Leste .....	39
2038 (2012)	29 février 2012	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991  Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994 .....	  108
2039 (2012)	29 février 2012	Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest .....	259
2040 (2012)	12 mars 2012	La situation en Libye .....	303
2041 (2012)	22 mars 2012	La situation en Afghanistan .....	130
2042 (2012)	14 avril 2012	La situation au Moyen-Orient .....	17
2043 (2012)	21 avril 2012	La situation au Moyen-Orient .....	19
2044 (2012)	24 avril 2012	La situation concernant le Sahara occidental .....	35
2045 (2012)	26 avril 2012	La situation en Côte d'Ivoire .....	195
2046 (2012)	2 mai 2012	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan .....	229
2047 (2012)	17 mai 2012	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan .....	233
2048 (2012)	18 mai 2012	La situation en Guinée-Bissau .....	172
2049 (2012)	7 juin 2012	Non-prolifération .....	257
2050 (2012)	12 juin 2012	Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée .....	263
2051 (2012)	12 juin 2012	La situation au Moyen-Orient .....	23
2052 (2012)	27 juin 2012	La situation au Moyen-Orient .....	26
2053 (2012)	27 juin 2012	La situation concernant la République démocratique du Congo .....	154



**Répertoire des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> août 2011 au 31 juillet 2012**

---

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Sujet</i>	<i>Page</i>
2054 (2012)	29 juin 2012	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994 .....	105
2055 (2012)	29 juin 2012	Non-prolifération des armes de destruction massive .....	215
2056 (2012)	5 juillet 2012	Paix et sécurité en Afrique .....	280
2057 (2012)	5 juillet 2012	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan.....	236
2058 (2012)	19 juillet 2012	La situation à Chypre.....	32
2059 (2012)	20 juillet 2012	La situation au Moyen-Orient .....	27
2060 (2012)	25 juillet 2012	La situation en Somalie .....	88
2061 (2012)	25 juillet 2012	La situation concernant l'Iraq .....	252
2062 (2012)	26 juillet 2012	La situation en Côte d'Ivoire .....	201
2063 (2012)	31 juillet 2012	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan.....	243



## Projets de résolution examinés en séance officielle et non adoptés

<i>Projet de résolution</i>	<i>Sujet</i>	<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Page</i>
S/2011/612	La situation au Moyen-Orient.....	6627 <sup>e</sup>	4 octobre 2011	7
S/2012/77	La situation au Moyen-Orient.....	6711 <sup>e</sup>	4 février 2012	12
S/2012/538	La situation au Moyen-Orient.....	6810 <sup>e</sup>	19 juillet 2012	27



## Répertoire des déclarations faites par le Président du Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> août 2011 au 31 juillet 2012

<i>Date de la déclaration</i>	<i>Sujet</i>	<i>Page</i>
3 août 2011	La situation au Moyen-Orient (S/PRST/2011/16).....	4
26 août 2011	Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (S/PRST/2011/17).....	43
22 septembre 2011	Maintien de la paix et de la sécurité internationales : prévention des conflits (S/PRST/2011/18).....	264
12 octobre 2011	Maintien de la paix et de la sécurité internationales : faire avancer la réforme du secteur de la sécurité : perspectives et difficultés rencontrées en Afrique (S/PRST/2011/19) .....	267
28 octobre 2011	Les femmes et la paix et la sécurité (S/PRST/2011/20).....	179
14 novembre 2011	Région de l'Afrique centrale (S/PRST/2011/21).....	209
19 décembre 2011	La situation en Afghanistan (S/PRST/2011/22).....	129
19 janvier 2012	Promotion et renforcement de l'état de droit dans le cadre des activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales (S/PRST/2012/1) .....	207
21 février 2012	Paix et sécurité en Afrique : impact de la criminalité transnationale organisée sur la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel (S/PRST/2012/2).....	286
23 février 2012	Les femmes et la paix et la sécurité (S/PRST/2012/3).....	182
5 mars 2012	La situation en Somalie (S/PRST/2012/4) .....	85
6 mars 2012	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan (S/PRST/2012/5).....	225
21 mars 2012	La situation au Moyen-Orient (S/PRST/2012/6).....	12
26 mars 2012	Paix et sécurité en Afrique (S/PRST/2012/7).....	278
29 mars 2012	La situation au Moyen-Orient (S/PRST/2012/8).....	14
4 avril 2012	Paix et sécurité en Afrique (S/PRST/2012/9).....	279
5 avril 2012	La situation au Moyen-Orient (S/PRST/2012/10).....	15
11 avril 2012	La situation en Sierra Leone (S/PRST/2012/11) .....	147
12 avril 2012	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan (S/PRST/2012/12).....	228
16 avril 2012	Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée (S/PRST/2012/13) .....	262
19 avril 2012	Maintien de la paix et de la sécurité internationales : non-prolifération, désarmement et sécurité nucléaires (S/PRST/2012/14) .....	269
21 avril 2012	La situation en Guinée-Bissau (S/PRST/2012/15).....	170
25 avril 2012	Menaces contre la paix et la sécurité internationales (S/PRST/2012/16) .....	254
4 mai 2012	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme (S/PRST/2012/17)...	191
29 juin 2012	Région de l'Afrique centrale (S/PRST/2012/18).....	212